Karl Marx

LE CAPITAL

Édition populaire (résumés-Extraits)
Par Julien Borchardt

Texte français établi par J.-P. Samson

1919

Un document produit en version numérique par Jean Alméras, bénévole,
Courriel: jean.almeras@voila.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.uquebec.ca/index.htm

Cette édition électronique a été réalisée par Jean Alméras, bénévole, à partir de :

Karl Marx

Le Capital.
Édition populaire (résumés-extraits)
Par Julien Borchardt (1919)

Texte français établi par J.-P. Samson.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Karl Marx, Le Capital. Édition populaire (résumés-extraits), par Julien Borchardt (1919). Texte français établi par J.-P. Samson. 1re édition : 1919. Paris : Les Presses universitaires de France, 1935. Réimpression, P.U.F., 1965, 4e tirage.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 8 novembre 2002 à Chicoutimi, Québec.

KARL MARX
le
capital
ÉDITION POPULAIRE
PAR JULIEN BORCHARDT
TEXTE FRANÇAIS
ÉTABLI PAR
J.-P. SAMSON
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

KARL MARX

LE CAPITAL

ÉDITION POPULAIRE

(RÉSUMÉ-EXTRAITS)

par

JULIEN BORCHARDT

Texte français établi par J.-P. SAMSON

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS
—
1965

DÉPOT LÉGAL

4e tirage .. .. 3e trimestre 1965

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

© 1935, *Presses Universitaires de France*

Table des matières

Préface de la première édition, par Julien BORCHARDT, 1919.
Préface de la troisième édition, par Julien BORCHARDT
Préface de l'édition remaniée de 1931, par Julien BORCHARDT

1. Marchandise, prix et profit
2. Profit et vente des marchandises
3. Valeur d'usage et valeur d'échange le travail socialement nécessaire
4. Achat et vente de la force de travail
5. Comment se forme la plus-value
6. Capital constant et capital variable capital fixe et capital circulant (ou liquide)
7. Formation d'un taux de profit uniforme (ou moyen)
8. Méthodes pour l'augmentation de la plus-value
9. La révolution opérée par le capital dans le mode de production

   a) La coopération
   b) Division du travail et manufacture
   c) Machinisme et grande industrie

10. Effets de ces progrès sur la situation de la classe ouvrière

   a) Travail des femmes et des enfants
   b) Prolongation de la journée de travail
   c) Intensification du travail
   d) Monotonie du travail, augmentation des accidents
   e) Lutte entre l'ouvrier et la machine

11. Baisse du taux du profit
12. L'accumulation du capital

   a) La continuité de la production (reproduction)
   b) Accroissement du capital par la plus-value - La propriété capitaliste

13. Effet de l'accumulation sur les ouvriers l'armée industrielle de réserve théorie de l'accroissement du paupérisme
14. La prétendue accumulation primitive
15. Ou doit conduire l'accumulation capitaliste
16. Le salaire

   a) Généralités
   b) Salaire et plus-value
   c) Le salaire au temps
   d) Le salaire aux pièces
   e) Comparaisons entre nations

17. L'argent
18. Le mouvement circulatoire et la période de circulation
19. Les frais de circulation

a) Achat et vente
b) Comptabilité
c) Les trais de l'argent
d) Frais de conservation
e) Transport

20. La rotation du capital

a) Rotation et temps de rotation Importance, dans la rotation, du capital fixe et du capital circulant
b) Composition, remplacement, réparation accumulation du capital fixe.
c) La rotation totale du capital avancé
d) Différences de durée dans la période de production et leurs effets sur le temps de rotation

21. Influence du temps de rotation sur le montant du capital avancé

a) Libération du capital-argent pendant le temps de circulation
b) Le taux annuel de la plus-value. Grandeurs différentes du capital, selon la durée du temps de rotation.
c) Troubles de l'économie capitaliste dus aux durées différentes de temps de rotation

22. La circulation de la plus-value

a) La reproduction simple
b) L'accumulation et la reproduction agrandie

23. La reproduction et la circulation du capital social total objet de la recherche

I. Reproduction simple

a) Les deux divisions de la production sociale
b) Les transactions entre les deux sections (I (v + pl) contre II c)
c) Les transactions dans le cadre de la section II Moyens de subsistance nécessaires et moyens de luxe
d) La circulation monétaire comme intermédiaire des échanges.
e) Remplacement du capital fixe
f) La reproduction de la matière argent

24. La reproduction et la circulation du capital social total

II. En cas d'accumulation et de reproduction progressives

a) Accumulation dans la section I (moyens de production)
b) L'accumulation dans la section II (moyens de consommation)
c) Représentation schématique de l'accumulation

25. Les crises
26. Le capital commercial et le travail des employés de commerce
27. Influence du capital commercial sur les prix
28. Observations historiques sur le capital commercial
29. L'intérêt et le bénéfice d'entrepreneur
30. Crédit et banque
31. La rente foncière

I. Genèse historique de la rente foncière capitaliste
II. Observations préalables
III. La rente différentielle. Généralités
IV. Première forme de la rente différentielle
V. Deuxième forme de la rente différentielle

a) Premier cas : le prix de production est constant
b) Deuxième cas : le prix de production diminue
c) Troisième cas : le prix de production augmente

VI. La rente foncière absolue
VII. La rente des terrains à bâtir, des mines, du sol
VIII. La rente dans l'exploitation esclavagiste, les plantages, la grande exploitation agricole du propriétaire et la propriété parcellaire

Préface de la première édition

Julien BORCHARDT.
Berlin-Lichterfelde, août 1919.

Retour à la table des matières

Avec la révolution allemande de novembre 1918, l'ère du socialisme a commencé [1]. Socialisme et socialisation sont les mots du jour. Mais que signifie le socialisme ? Non seulement pour l'homme cultivé, mais pour tout le monde, il est devenu aujourd'hui urgent et nécessaire d'en connaître les doctrines fondamentales.

Le fondateur du socialisme scientifique est Karl MARx (né en 1818, à Trèves; mort en 1883, à Londres). Son œuvre essentielle *Le Capital* rassemble les doctrines fondamentales du socialisme. Connaître ce livre est donc le devoir strict de quiconque veut comprendre ou, à plus forte raison, influencer l'évolution de notre temps.

Devoir, cependant, qui n'est pas des plus faciles à remplir. Celui qui veut lire *Le Capital* se heurte à une foule de difficultés. Oui, on peut le dire, *pour le profane il est absolument illisible*. Or la plupart des hommes sont nécessairement des profanes.

Il y a d'abord *l'immensité* de l'ouvrage. Les trois volumes qui le constituent ne comptent pas moins de 2.200 grandes pages imprimées. Qui peut lire ces 2.200 pages, à moins de vouloir en faire un objet d'étude spéciale et de délaisser toute occupation

[1] Écrit par J. Borchardt en 1919. (T.)

professionnelle ? A cela s'ajoute un *mode d'expression* particulièrement difficile à suivre. Ce zèle excessif qui voudrait montrer sous un jour favorable tous les côtés d'un grand homme a fait dire que Marx, écrivain, avait un style clair, direct et facile. Cela n'est même pas juste pour ses plus petits écrits, rédigés pour des journaux. Mais l'affirmer de ses ouvrages d'économie, c'est tout simplement dire une contre-vérité. Pour comprendre son mode d'expression, il faut un effort de pénétration en profondeur, une grande tension de l'esprit, un contact plein d'amour avec l'œuvre, et condition également indispensable, de vastes connaissances spéciales dans le domaine de l'économie politique. La raison de cette difficulté est fort aisée à reconnaître. L'œuvre de Marx représente un immense travail de pensée. Tout lui était familier de ce que la science économique avait réalisé avant lui, et il en a énormément accru les matériaux par ses recherches personnelles ; tous les problèmes de l'économie, il les a repensés, et ce sont justement les plus difficiles d'entre eux auxquels il a donné des solutions nouvelles. Tout son esprit, toute son énergie se trouvaient à tel point absorbés par le *contenu* qu'il n'accordait pas d'importance à *la forme*. *A* côté de l'abondance des *pensées* qui ne cessaient de l'occuper, *l'expression* lui paraissait indifférente. De même, il n'avait sans doute plus le sentiment que quantité des choses qui lui étaient familières et lui paraissaient évidentes pouvaient receler les plus grandes difficultés pour les autres, pour ceux qui ne possèdent point d'aussi grandes connaissances. D'autant plus qu'il n'aura guère songé, sans doute, à écrire pour des profanes. C'est une oeuvre de spécialiste, une oeuvre de science qu'il voulait donner.

Quoi qu'il en soit, il reste que la difficulté de l'expression ne peut être surmontée qu'en y employant une somme de temps et de travail dont le profane ne saurait, par définition, disposer.

A quoi s'ajoute encore une troisième difficulté, la plus importante. L'œuvre de Marx, de la première à la dernière ligne, est *d'une seule venue;* les différentes parties de sa doctrine dépendent si étroitement les unes des autres qu'aucune d'entre elles ne saurait être bien comprise sans la connaissance des autres. Quiconque entreprend la lecture des premiers chapitres ne peut naturellement savoir ce que contiennent les chapitres ultérieurs et doit donc nécessairement acquérir une image fausse de la doctrine tant qu'il n'a pas étudié les trois volumes jusqu'à la fin.

Cette difficulté est encore accrue du fait que Marx n'a pas pu terminer son œuvre. Il n'a définitivement rédigé que le premier volume du *Capital*, paru en 1867. Les deux autres tomes n'ont été publiés qu'après sa mort, par son ami Friedrich Engels [1]. Or, ces deux derniers volumes étaient loin d'être prêts pour l'impression, de sorte que Engels a souvent inséré dans le texte les esquisses où Marx jetait, une première fois, ses idées sur le papier. Il en résulte d'innombrables répétitions. Le lecteur non prévenu -- et le profane ne saurait l'être -- voit avec surprise la même pensée reparaître sans cesse, sous de nombreux termes, dix fois, quinze fois et davantage encore, sans qu'il en perçoive la raison. Cela explique que les savants eux-mêmes se contentent d'ordinaire de lire le premier volume, et qu'ils sont amenés à mal comprendre ce que Marx a voulu dire. Il en va de même, bien plus encore, pour le profane, pour l'ouvrier, par exemple, qui après avoir dépensé un effort peut-être considérable, dans ses heures de loisir, pour lire jusqu'au bout le premier volume, évitera prudemment la lecture du second et du troisième.

---

[1] Le 2e vol. en 1885, le 3e vol., en 2 parties, en 1894

Toutes ces raisons m'avaient, dès avant la guerre, amené à penser qu'il était urgent de rendre lisible *Le Capital* pour la masse de ceux qui aspirent à en connaître le contenu sans être à même, pour ainsi dire, d'y sacrifier une partie de leur travail et de leur vie. Il ne s'agit pas, bien entendu, de populariser la doctrine de Marx, de procéder à l'une de ces vulgarisations qui consistent à ce qu'un autre expose librement, en essayant de le rendre compréhensible, ce que Marx lui-même enseigne. De tels travaux existent en suffisance. (Souvent, d'ailleurs, ils souffrent du fait que leur auteur n'a lui-même lu que le premier volume, ne considérant pas les deux autres comme essentiels.) Mais il s'agit au contraire de *laisser Marx parler lui-même*, de présenter son propre ouvrage, ses propres paroles, de manière à ce que tout le monde, avec un peu de temps et de peine, soit en mesure de les comprendre.

Telle était la tâche que je me représentais en esprit depuis des années [1]. La guerre et ses loisirs obligatoires m'en ont accordé le temps nécessaire. J'en présente le résultat au publie et dois encore exposer pour quelles raisons je me suis considéré comme capable d'un tel travail, et de quelle façon j'ai procédé.

*
* *

Si j'estime nécessaire de dire quelques mots de ma compétence pour le présent travail, cela vient de la situation politique telle qu'elle s'est constituée en Allemagne depuis la guerre mondiale. Je prévois que les milieux auxquels mon activité politique n'a pas le don de plaire seront tentés de m'accuser d'ignorance, de déclarer que je n'ai jamais rien compris à Marx et ne suis donc pas en droit d'entreprendre pareille tâche. C'est ce genre d'argumentation que je désire écarter de prime abord. J'exposerai donc brièvement ce qui suit.

En 1909, j'ai fait paraître un petit ouvrage sur *Les Notions fondamentales de la science économique (Die Grundbegriffe der Wirtschaftslehre)*, contenant une vulgarisation de la théorie marxiste de la valeur et de la plus-value. Le *Hamburger Echo*, qui est violemment opposé à la tendance que je représente, mais que les mêmes personnes rédigent encore aujourd'hui, écrivait, le 7 février 1909, à propos de cet opuscule :

« C'est avec raison qu'on a appelé la *traduction* dans une autre langue un art, spécialement en ce qui concerne les oeuvres des poètes, et cet art est loin d'être aussi simple que beaucoup l'imaginent lorsqu'il s'agit de ne rien laisser perdre, dans le texte traduit, de l'esprit, du parfum, de la couleur et de l'atmosphère de l'original. Une traduction littérale reste loin de compte ; tout au contraire, il faut souvent s'écarter des moyens d'expression de l'original lui-même et en choisir qui soient propres à produire le même effet dans l'autre langue. La loi formulée par Lessing, dans son *Laocon*,

[1] Une tout autre tâche, par conséquent, que celle que cherche à accomplir, par exemple, l' « Edition populaire » de KAUTSKY et ECHSTEIN. Cette édition se contente de germaniser les mots étrangers et de traduire les citations en langues étrangères. De plus, elle ne comprend, jusqu'ici, que le premier volume, de 700 grandes pages imprimées. Le 20 et le 30 volume, avec leurs difficultés bien plus grandes, ne sauraient guère se prêter à ce genre de travail. La publication dût-elle cependant en avoir lieu, on se retrouverait en présence d'un ouvrage de 2.000 pages imprimées, dont l'étude ne serait accessible qu'à celui qui pourrait y employer beaucoup de temps et beaucoup d'argent.

pour divers arts, trouve également ici son application. A titre d'exemples, contentons-nous de citer la traduction d'Homère due à Voss et celle du *Don Juan* de Byron, par Otto Gildemeister. L'une et l'autre sont moins correctes et moins fidèles, quant à la lettre, que toutes les autres, et cependant, *rata pneumata* (en esprit) elles sont infiniment plus fidèles, car elles respirent et reflètent l'essence et le caractère de l'original.

« De même, l*a vulgarisation* des ouvrages scientifiques est aussi un art. Là également, beaucoup se sentent appelés, mais il y a peu d'élus. Il ne suffit pas d'extraire les idées et de les servir en abrégé. Presque toujours, il faut soumettre toute la matière à une *véritable refonte* et, pour la présentation, la disposition et le classement, adopter une démarche originale.

« *Science et érudition* ne sont pas identiques.

« Les ouvrages scientifiques originaux sont souvent encombrés d'érudition. La théorie, loin d'apparaître comme un tout achevé, conforme à un ordre systématique, y est quelque chose en devenir; l'auteur la développe génétiquement à la fois et dialectiquement, selon des points de vue particuliers, et souvent même à la façon d'une polémique dirigée contre les théories adverses. Or, tout ce travail accessoire, fort savant, mais passible d'égarer facilement le profane, peut et doit être écarté si l'on veut que le résultat proprement scientifique se trouve exposé dans sa pureté, avec une conséquence rigoureusement logique, et soit aisément accessible à tous. Ce qui doit paraître, c'est uniquement le produit et non point la savante démarche du travail, ce qui, naturellement, n'exclut en rien le sérieux de l'exposé. Et si quelques parties du travail accessoire se trouvent présenter un intérêt, il convient de ne les donner que sous forme de compléments spéciaux.

« Le travail de vulgarisation doit en premier lieu *se borner à l'essentiel*, aux idées principales, et ne pas se surcharger de trop de matière, ce qui outrepasserait le pouvoir d'assimilation de la masse.

« Il n'est pas moins important d'illustrer les abstractions au moyen d'exemples concrets, de cas tangibles empruntés à la vie. Beaucoup ont peine à penser par *concepts* des objets difficiles et complexes ; les éléments conceptuels une fois analysés — ce que l'on ne saurait omettre, d'ailleurs — puis rendus clairs au moyen *d'illustrations intuitives*, ce qui est abstrait cesse de rester pâle et décoloré, mais entre dans les cerveaux avec une précision toute plastique. La ténacité de la croyance en Dieu a, tout au moins pour une large part, son explication dans le fait que la moyenne des esprits tend à personnifier les idées abstraites.

« Si la matière à exposer est, en outre, illustrée par des *comparaisons* tirées d'autres domaines, cela n'en vaut que mieux. Et un peu d'esprit semé çà et là, anime le tout et le rend attrayant.

« Toutes choses qui s'appliquent également aux causeries populaires.

« Nous sommes heureux de pouvoir écrire que l'ouvrage de Julian BORCHARDT vulgarise excellemment les idées centrales de l'économie marxiste, et cela, en général, tout à fait dans le sens de ce qu'on vient de lire. Quelle concision, quelle simplicité et quelle clarté dans la façon dont, par exemple, la première page résume la pointe

même de la théorie de la plus-value : « Le capital achète la force de travail et paye, à cet effet, le salaire. En travaillant, l'ouvrier crée une valeur nouvelle qui ne lui appartient pas, mais au capitaliste. Il lui faut travailler un certain temps pour restituer la seule valeur du salaire. Mais cela fait, il ne s'arrête pas, il continue, au contraire, à travailler pendant quelques heures de la journée. La valeur nouvelle qu'il produit alors et qui, par conséquent, dépasse le montant du salaire, est la plus-value. » - Des données plus détaillées sur la valeur et le travail, de même que sur le profit du capital, ne sont pas moins clairement exposées à part dans les deux derniers des six chapitres de l'ouvrage, harmonieusement répartis en subdivisions.

« Sans que l'exposition s'en trouve alourdie, l'évolution historique a été mêlée à la coopération et à la division du travail, dans la mesure où elle peut servir à une meilleure compréhension de la production capitaliste.

« Et ainsi de suite.

« Comme l'auteur le dit dans sa préface, il n'a pas voulu présenter un système clos de science économique, mais uniquement la démarche de pensée qui est à la base du *Capital* de Marx, premier volume. Il y a parfaitement réussi et nous n'hésitons pas à recommander vivement ce petit livre, comme introduction à l'économie marxiste, à tous ceux qui n'ont pas encore une exacte connaissance de cette dernière. »

Voilà sans doute qui suffira à trancher définitivement la question de ma compétence pour le présent travail. J'ajouterai simplement qu'il y a maintenant 30 années en chiffres ronds que j'ai commencé à m'occuper professionnellement, et de la façon la plus intensive, du *Capital* de Marx et qu'il y aura bientôt *20* ans qu'à la demande de l'Institut des sciences sociales de Bruxelles, j'ai traduit en français (en collaboration avec le camarade belge Vanderrydt) les second et troisième volumes du *Capital* [1].

*
* *

Encore quelques mots sur la façon dont j'ai cherché à remplir la tâche que je m'étais donnée. Je devais m'efforcer de laisser autant que possible intactes *les propres paroles de Marx* et de borner mon activité à un travail d'omission et de regroupement. Comme on l'a déjà lu plus haut, la difficulté de l'œuvre de Marx réside, pour une très grande part, dans le fait que, pour en saisir convenablement une des parties, il faudrait, en réalité, connaître déjà toutes les autres. Il n'y aurait guère d'exagération à affirmer que les premiers chapitres doivent faire au profane qui, pour la première fois, se risque à leur lecture, l'impression d'être écrits en chinois. Cela vient justement de ce qu'il n'a encore aucune idée de l'esprit, de la manière de voir particulière à tout l'ouvrage. Pour lui rendre accessible cette dernière, il faut connaître d'importantes études qui n'apparaissent que dans le troisième volume. Aussi, dès la première minute, ai-je su avec évidence que je devais retourner du tout au tout la suite des idées et de leur présentation. Beaucoup de ce qui figure dans le troisième tome a dû être placé tout au commencement. De même, il m'a fréquemment fallu réunir des textes répartis entre plusieurs chapitres souvent fort éloignés, ou au contraire en séparer d'autres, et, ce faisant, rédiger le plus souvent, cela va sans dire, des phrases de transition, tandis que, dans l'ensemble, le texte même de Marx restait invariable.

---

[1] Publiés en 1901, à Paris, chez Giard et Brière.

C'était déjà beaucoup de gagné. S'il arrive, peut-être, que quelqu'un veuille se donner la peine de comparer mon édition avec l'original, on remarquera avec surprise combien de raisonnements, jusque-là des plus pénibles à suivre, sont devenus clairs et compréhensibles par la simple modification de la suite assignée aux idées.

Les coupures n'ont pas été moins fécondes. Il va de soi que, de toutes les innombrables répétitions contenues dans le deuxième et dans le troisième volume, il n'a été retenu et inséré *qu'une seule* version. Mais, outre cela, mon objet n'était point de reproduire tout l'ouvrage dans tous ses détails. Il fallait, au contraire, procéder à un choix, de manière à ce que le lecteur puisse connaître, à travers les termes mêmes de Marx, l'enchaînement fondamental des pensées, sans être cependant effrayé ou accablé par la trop grande étendue de l'ouvrage. Quiconque en éprouvera le besoin, pourra, en comparant, s'assurer s'il manque peut-être quelque chose d'essentiel. Afin de faciliter ce contrôle, j'ai indiqué, au commencement de tous les chapitres, et partout ailleurs où je l'ai pu, les parties de l'original auxquelles j'ai eu recours.

Il n'en est pas moins resté un nombre assez considérable de passages qu'il n'était pas possible de maintenir tels qu'ils ont été rédigés par Marx. Sinon ils seraient demeurés incompréhensibles, et il a fallu, pour ainsi dire, les « traduire » en allemand. Pour rendre également possible un contrôle à cet égard, et qu'on puisse juger si j'ai pris certaines libertés non permises et modifié le sens de l'original, je citerai deux de ces passages à titre d'exemple.

Dans le 1er volume, chap. 13, 1 [1], l'original porte :

« Dans la coopération simple, et même dans la coopération caractérisée par la division du travail, la substitution de l'ouvrier collectif à l'ouvrier individuel reste toujours plus ou moins accidentelle. Le machinisme, à part quelques exceptions dont il sera question plus tard, ne fonctionne qu'entre les mains (sic) d'un travail directement socialisé ou commun. Le caractère coopératif du procès de travail devient donc maintenant une nécessité technique, imposée par la nature même du moyen de travail. »

Ici, j'ai modifié (p. 95, 96 de la présente édition) comme suit :

« Dans la coopération simple, et même dans la coopération caractérisée par la division du travail, la substitution de l'ouvrier collectif à l'ouvrier individuel reste toujours plus ou moins accidentelle. Le *machinisme* (à part quelques exceptions dont il sera question plus tard) *exige forcément un travail socialisé* (c'est-à-dire le travail commun, méthodiquement organisé, de plusieurs). La nature même du moyen de travail transforme dès lors la coopération méthodique en nécessité technique. »

Le 2e volume contient, à la page 54, le passage suivant :

---

[1] Tout à fait à la fin du paragraphe, p. 330 de l' « Édition populaire » de KAUTSKY (en allemand) ; cf. traduction MOLITOR (édition Costes), t. III, p. 29. - Ici nous traduisons d'ailleurs le plus littéralement possible le texte original, afin de mieux en faire apparaître les différences d avec la version de Borchardt. Ajoutons, en ce qui concerne le texte français de cet ouvrage, que, pour tous les passages tirés du 1er volume du Capital, on a pris soin, chaque fois que l'original du présent « Résumé » le permettait, de maintenir la version française revue personnellement par Marx, tout en respectant la numération des chapitres devenue d'usage depuis lors et reproduite, par exemple, dans les quatre premiers volumes de l'édition complète parue chez Costes. (S.)

« Si, dans les transactions de notre capitaliste d'argent, l'argent fonctionne comme moyen de paiement (la marchandise n'étant à payer par l'acheteur que dans un délai plus ou moins court), le surproduit destiné à la capitalisation ne se transforme pas en argent, mais en créances, en titres de propriété sur un équivalent que l'acheteur n'a peut-être pas encore en sa possession, mais seulement en vue. »
J'en ai fait ceci (p. 261)

« Si les marchandises vendues par notre capitaliste ne sont pas payables tout de suite, mais seulement au bout d'un certain délai, la partie du surproduit devant être incorporée au capital ne devient pas de l'argent, mais prend la forme de créances, de titres de propriété sur une contre-valeur déjà, peut-être, en possession de l'acheteur, ou bien qu'il a seulement en vue [1] »

Je terminerai en exprimant l'espoir que ce travail n'aidera pas seulement à la compréhension de Marx, mais encore qu'il sera favorable au savoir économique en général et pourra surtout être utile à la cause du socialisme. Je serais particulièrement heureux si cette mienne édition, à tous accessible, devait éveiller chez nombre de lecteurs le désir *de s'attaquer ensuite à l'étude de l'original*.

Berlin-Lichterfelde, août 1919.

Julien BORCHARDT.

[1] Voir, dans la nouvelle édition de 1931, le passage du chap. 25 (Crises) dont j'ai donné le texte modifié par moi, en reproduisant l'original en note.

Préface de la troisième édition

Retour à la table des matières

Un an et neuf mois se sont écoulés depuis la publication de cette édition populaire du **Capital** de Marx. Pendant cette période, la vente du livre a été interrompue au moins six mois -- en partie pour des raisons générales, d'ordre politique et économique, comme le coup d'État de Kapp, des dépressions économiques, etc., en raison aussi d'un retard dans l'impression de la deuxième édition. Il est donc permis de dire que 10.000 exemplaires ont été mis en circulation dans un intervalle de 15 mois seulement, et pourtant l'intérêt suscité par le livre est tel qu'une troisième édition apparaît comme nécessaire.

S'il faut être sincère, je dirai que ce succès ne me surprend en aucune façon. Je n'ai été que trop profondément convaincu pendant de longues années, de la nécessité d'un tel livre. Bien plus, je ne doute pas que le succès se fût encore prononcé beaucoup plus vite sans les obstacles créés par ces questions d'argent, si funestes dans notre âge capitaliste. La publicité, de nos jours, est démesurément coûteuse et les quelques personnes qui, jusqu'à présent, m'ont aidé dans la publication du livre, ne sont ni les unes ni les autres comblées par la fortune.

Naturellement, je n'ai pas l'immodestie d'attribuer le grand succès du livre à mon seul travail. Connaître les doctrines de Marx est en effet devenu, aujourd'hui, une nécessité absolue pour des centaines de milliers d'esprits éveillés. Ils ont soif d'entendre son message : la lecture, pour eux, est une manne.

Toutefois, je crois pouvoir dire que j'ai probablement réussi, dans l'ensemble, à rendre l'enseignement du maître dans la forme voulue, dans une forme qui, d'une part, en conserve fidèlement le sens et le contenu et qui, d'autre part, en rend la compréhension accessible au profane et au débutant. Je l'induis du moins des nombreux articles consacrés au livre dans la presse et qui, autant que j'aie pu voir, étaient tous louangeurs. Car il s'est produit, sur ce point, cette chose si rare que toutes les tendances du mouvement ouvrier, et même la presse bourgeoise, se sont trouvées d'accord.

Je profite de l'occasion pour répéter encore à mes lecteurs qu'il ne faut pas oublier que l'œuvre de Marx est restée inachevée ; non pas seulement par l'extérieur, non pas seulement en ce sens qu'il ne fut pas donné à l'auteur de mettre la dernière main à la rédaction définitive, mais aussi quant au fond. La démarche de l'esprit s'interrompt brusquement. On ne doit donc point s'étonner si cette petite édition s'interrompt brusquement, elle aussi. Là aussi réside l'une des raisons de la difficulté de compréhension. Ici non plus, les alouettes ne tomberont pas toutes rôties dans le bec du lecteur. L'assimilation du contenu exige un travail. Mais justement ce travail se trouve considérablement facilité par la présente édition et j'espère que beaucoup lui devront de *pouvoir lire aussi et comprendre l'original*.

Peut-être mes lecteurs apprendront-ils avec intérêt qu'une édition *anglaise* du livre a paru entre temps, tandis qu'une traduction *russe* se trouve actuellement en préparation.

L'index ajouté à la présente réédition sera le bienvenu pour le lecteur désireux de découvrir ou de retrouver tel ou tel passage, de même que pour lui permettre de se retrouver dans l'ensemble du livre.

Julien BORCHARDT

Préface de l'édition remaniée de 1931

Retour à la table des matières

Je suis heureux de pouvoir publier aujourd'hui le présent ouvrage dans une édition remaniée, réalisant une présentation sensiblement plus complète et mieux conçue. On y trouvera plusieurs chapitres qui manquaient auparavant. Ont été ajoutés les textes de Marx sur le *salaire*, les importantes recherches du deuxième volume sur la *circulation et la reproduction* du capital; *la théorie des crises* dans le texte même de Marx, et enfin la théorie de la *rente foncière*. (En compensation de quoi j'ai pu écarter le texte par moi rédigé, concernant les crises.) En outre, j'ai remanié avec le plus grand soin l'ensemble du texte en y apportant des compléments et des corrections de détail.

Pourquoi ces chapitres manquaient-ils tout d'abord ? Pour une raison tout extérieure : le *manque de* capital avait empêché l'accessibilité du Capital. A l'époque de la guerre et de l'inflation, où les éditions précédentes avaient été établies et publiées, l'argent faisait tout simplement défaut. Aujourd'hui, les anciennes éditions étant épuisées, j'ai pu, grâce à l'appui de quelques amis, joindre les chapitres manquants, souvent réclamés par les lecteurs eux-mêmes.

Au cours des années écoulées dans l'intervalle, le présent ouvrage a été également fort répandu dans d'autres pays. Il a été traduit en anglais, en *russe*, en *bulgare*, en *japonais* et en *espagnol*.

Julien BORCHARDT

1.

Marchandise, prix et profit [1]

Retour à la table des matières

L'économie politique traite de la façon dont les hommes se procurent les biens dont ils ont besoin pour vivre. Dans les États capitalistes modernes, les hommes se procurent uniquement ces biens par l'achat et la vente de *marchandises ; ils* entrent en possession de celles-ci en les achetant avec l'argent qui constitue leur revenu. Il existe des formes très diverses de revenu, que l'on peut cependant classer en trois groupes : le *capital* rapporte chaque année au capitaliste un *profil*, la *terre* rapporte au propriétaire foncier une *rente foncière* et la *force de travail* -- dans des conditions normales et tant qu'elle reste utilisable -- rapporte à l'ouvrier un *salaire*. Pour le capitaliste, le capital ; pour le propriétaire foncier, la terre et, pour l'ouvrier, sa force de travail, ou plutôt son travail lui-même, apparaissent comme autant de sources différentes de leurs revenus, profit, rente foncière et salaire. Et ces revenus leur apparaissent comme les fruits, à consommer annuellement, d'un arbre qui ne meurt jamais, ou plus exactement de trois arbres ; ces revenus constituent les revenus annuels de trois classes : la classe du capitaliste, celle du propriétaire foncier et celle de l'ouvrier. C'est donc du capital, de la rente foncière et du travail que semblent découler, comme de trois sources indépendantes, les valeurs constituant ces revenus.

Le montant du revenu des trois classes joue un rôle essentiel pour déterminer la mesure dans laquelle les hommes ont accès aux biens économiques; mais, d'autre part, il est clair que le *prix* des marchandises n'est pas moins essentiel. Aussi la

[1] T. III, Ire partie, chap. 1 et 2 ; puis t. III, II ^e^ partie, pp. 356-358 et 398-402 (de l'éd. all.).

question de savoir d'après quoi se fixe le montant des prix a-t-elle, dès les origines, considérablement occupé l'économie politique.

Au premier abord, cette question ne semble pas présenter de difficulté particulière. Considérons un produit industriel quelconque; le prix est établi par le fabricant, qui ajoute au *prix de revient* le *profil* habituel dans sa branche. C'est dire que le prix dépend du montant du prix de revient et de celui du profit.

Dans le prix de revient, le fabricant fait entrer tout ce qu'il a dépensé pour la fabrication de la marchandise. Ce sont, en premier lieu, les dépenses pour les matières premières et les matières auxiliaires de la fabrication (par exemple, coton, charbon, etc.), puis les dépenses relatives aux machines, aux appareils, aux bâtiments ; outre cela, ce qu'il doit payer en rente foncière (par exemple, le loyer) et enfin le salaire du travail. On peut donc dire que le prix de revient, pour le fabricant, se répartit entre trois rubriques :

1. Les moyens de production (matières premières, matières auxiliaires, machines, appareils, bâtiments) ;
2. La rente foncière à payer (qui entre également en ligne de compte lorsque la fabrique se trouve construite sur un terrain appartenant au fabricant) ;
3. Le salaire.

Mais pour peu qu'on examine ces trois rubriques de plus près, des difficultés insoupçonnées ne tardent pas à apparaître.

Prenons, pour commencer, le salaire. Plus il est bas ou élevé, et plus est bas ou élevé le prix de revient; plus donc est bas ou élevé le prix de la marchandise fabriquée. Mais qu'est-ce qui détermine le montant du salaire Y Disons que c'est l'offre et la demande de la force de travail. La demande de force de travail émane du capital qui a besoin d'ouvriers pour ses exploitations. Une forte demande de force de travail équivaut donc a un fort accroissement du capital. Mais de quoi le capital se compose-t-il ? D'argent et de marchandises. Ou plutôt, l'argent (comme on le montrera plus tard) n'étant lui-même qu'une marchandise, le capital se compose simplement et uniquement de marchandises. Plus ces marchandises ont de valeur et plus le capital est grand, et plus est grande la demande de force de travail et l'influence de cette demande sur le montant du salaire, de même que -- par voie de conséquence -- sur le prix des produits fabriqués. Mais qu'est-ce qui détermine la valeur (ou le prix) des marchandises constituant le capital ? Le montant du prix de revient, c'est-à-dire des frais nécessaires à leur fabrication. Or, parmi ces frais de fabrication, figure déjà le salaire lui-même ! C'est donc, en dernière analyse, expliquer le montant du salaire par le montant du salaire, ou le prix des marchandises par le prix des marchandises !

En outre, il ne nous sert à rien de faire intervenir la concurrence (offre et demande de forces de travail). La concurrence fait sans doute monter ou tomber les salaires. Mais supposons que l'offre et la demande de forces de travail s'équilibrent. Qu'est-ce donc, alors, qui détermine le salaire ?

Ou bien l'on admet, par contre, que le salaire est déterminé par le prix des moyens de subsistance des ouvriers. Ces moyens de subsistance ne sont eux-mêmes que des marchandises; dans la détermination de leur prix, le salaire joue aussi un rôle. L'erreur est évidente.

Une seconde rubrique, dans les éléments du prix de revient, était représentée par les moyens de production. Il n'est pas besoin de longues considérations pour montrer que le coton, les machines, le charbon, etc., sont également des marchandises auxquelles s'applique exactement ce qu'on a déjà dit de celles qui constituent les moyens de subsistance de l'ouvrier ou le capital du capitaliste.

La tentative qui consistait à expliquer le montant du prix à partir du prix de revient a donc lamentablement échoué. Elle aboutit tout simplement à expliquer le montant du prix par lui-même.

Au prix de revient, le fabricant ajoute le profit usuel. Ici, toutes les difficultés semblent écartées, car le tant pour cent (le taux) du profit qu'il doit s'attribuer est connu du fabricant, ce taux étant d'un usage général dans la branche. Naturellement, cela n'exclut point que, par suite de circonstances particulières, un fabricant, dans certains cas, prenne plus ou moins que le profit d'usage. Mais, en moyenne générale, le taux du profit est le même dans toutes les entreprises de la même branche. Il existe donc, dans chaque branche, un taux ***moyen de profit***.

Point seulement cela. Les divers taux de profit, dans des branches différentes se trouvent mis dans un certain accord par la concurrence. Il ne peut, en effet, en aller autrement. Car dès que des profits particulièrement élevés sont réalisés dans une branche, les capitaux des autres branches, où ils ne sont pas si favorablement placés, s'empressent d'affluer dans la branche favorisée. Ou bien les capitaux qui ne cessent de naître et qui cherchent des placements avantageux, s'adressent de préférence à de telles branches, particulièrement profitables; la production, dans ces branches ne tardera pas à s'accroître considérablement et, pour écouler les marchandises dont la quantité se trouve fortement augmentée, il faudra réduire les prix et, par conséquent, les profits. Le contraire se produirait si une branche quelconque ne donnait que des profits particulièrement bas : les capitaux abandonneraient cette branche au plus vite, la production y décroîtrait d'autant, ce qui entraînerait une augmentation des prix et des profits.

Ainsi, la concurrence tend à une égalisation générale du taux des profits dans toutes les branches, et l'on peut parler à bon droit d'un *taux moyen général de profit*, taux qui, dans toutes les branches de la production, sans être rigoureusement identique, n'en est pas moins le même approximativement. Toutefois, cela est loin de sauter aux yeux comme l'égalité du taux des profits à l'intérieur d'une même branche, vu que, dans des branches diverses, les frais généraux, l'usage et l'usure des machines, etc., peuvent être extrêmement différents. Pour compenser ces différences, il se peut que le profit brut - c'est-à-dire le tant pour cent effectivement ajouté au prix de revient par le fabricant - soit, dans telle branche, considérablement plus élevé ou plus bas que dans les autres. Circonstance qui dissimule la véritable réalité. Mais, déduction faite des frais divers, il reste cependant, dans les différentes branches, un profit net approximativement identique.

Un taux moyen général de profit existant donc, le montant du profit effectivement donné par une entreprise dépend donc de l'importance de son capital. Sans doute -- comme on l'a déjà mentionné -- il n'est pas *tout à fait* indifférent que l'entreprise fabrique des canons ou des bas de coton, le taux du profit variant selon la sécurité du placement, la facilité des débouchés, etc. Mais ces différences ne sont pas tellement importantes. Supposons que le taux moyen général de profit s'élève à 10 % ; il est

clair, alors, qu'un capital de 1 million doit rapporter dix fois autant qu'un capital de 100.000 francs (naturellement, à condition que l'entreprise soit conduite comme il convient et sous réserve de tous les accidents ou de toutes les chances que peut connaître une affaire).

Il s'ajoute à cela que non seulement les entreprises industrielles -- c'est-à-dire les entreprises qui produisent des marchandises -- engendrent un profit, mais encore il en va de même des entreprises commerciales, lesquelles se contentent de transmettre le produit du producteur au consommateur; de même aussi, des banques, des entreprises de transports, des chemins de fer, etc. Et dans toutes ces entreprises, le profit, pourvu que les affaires y soient faites convenablement, dépend du montant du capital qui y a été placé. Quoi d'étonnant à ce que, dans la conscience de ceux qui s'occupent pratiquement de ces affaires, s'établisse la conviction que le profit naît en quelque sorte de lui-même, à partir du capital ; il en naît, croit-on alors, comme les fruits naissent d'un arbre convenablement cultivé. Toutefois, le profit n'est pas tant considéré comme l'un des aspects naturels du capital que comme le fruit du travail du capitaliste. Et en fait, nous avons dû toujours supposer une gestion convenable de l'entreprise. La compétence personnelle du chef d'entreprise est des plus importantes. Si elle fait défaut, le profit de l'entreprise tombera aisément au-dessous du taux moyen général de profit, tandis qu'un chef d'entreprise entendu pourra réussir à le faire monter au-dessus.

2.

Profit et vente des marchandises [1]

Retour à la table des matières

Mais comment un profit peut-il naître « de lui-même » du capital? Pour la production d'une marchandise, le capitaliste a besoin d'une certaine somme, disons 100 francs. Cette somme doit représenter toutes ses dépenses en matières premières, fournitures, salaires, usure des machines, appareils, bâtiments, etc. Il vend ensuite la marchandise fabriquée 110 francs. Admettre que la marchandise fabriquée vaut vraiment 110 francs, ce serait admettre que cette valeur qui s'y est ajoutée au cours de la production, n'est née de rien. Car les valeurs payées 100 francs par le capitaliste existaient déjà toutes avant la production de *cette* marchandise. Or, une telle création *ex nihilo* répugne à tout bon sens. C'est pourquoi l'on a toujours été et l'on est encore d'avis que la valeur de la marchandise n'augmente pas au cours de la production, mais que le capitaliste, après la fabrication de la marchandise, a seulement entre les mains la même valeur qu'auparavant - soit, dans notre exemple, 100 francs.

D'où peuvent donc provenir les 10 francs supplémentaires qu'il touche à la vente de la marchandise? Le simple fait que la marchandise passe des mains du vendeur à celles de l'acheteur ne saurait en augmenter la valeur, car cela aussi serait une création *ex nihilo*.

On suit généralement deux méthodes pour sortir de cette difficulté. Les uns disent que la marchandise a réellement plus de valeur entre les mains de l'acheteur qu'entre

[1] T. III, Ire partie, char. 1 ct 2; t. l, chap. 4, no 2

celles du vendeur, parce qu'elle satisfait, chez l'acheteur, un besoin que n'a pas le vendeur. Les autres disent que la marchandise n'a pas, en fait, la valeur que doit payer l'acheteur; le surplus est pris à ce dernier sans autre valeur.

Considérons l'une et l'autre explication. L'écrivain français Condillac écrivait en 1776 (dans une étude sur le commerce et le gouvernement) : « Il est faux qu'on donne, dans l'échange des marchandises, même valeur contre même valeur. Au contraire. Chacun des deux contractants donne toujours une valeur plus petite contre une plus grande... Si l'on échangeait toujours, en effet, des valeurs égales, il n'y aurait aucun profit à faire pour aucun des contractants. Mais ils gagnent ou, du moins, devraient gagner tous deux. Pourquoi? La valeur des choses réside uniquement dans leur rapport avec nos besoins. Ce qui, pour l'un, est plus, est moins pour l'autre, et réciproquement... Nous voulons nous défaire d'une chose qui nous est inutile afin d'en recevoir une qui nous soit utile; nous voulons donner le moins pour le plus... »

Étrange calcul, en vérité ! Quand deux personnes échangent quelque chose, chacune donnerait à l'autre plus qu'elle ne reçoit? Cela signifierait que si j'achète pour 100 francs un veston à mon tailleur, le veston, possédé par le tailleur, vaut moins de 100 francs, mais qu'il les vaut quand c'est moi qui en suis le possesseur ! De même, l'échappatoire qui consiste à dire que la valeur des choses réside uniquement dans leur rapport avec nos besoins, ne nous fait point avancer d'un pas. Car (sans parler de la confusion entre valeur d'usage et valeur d'échange, sur lesquelles nous reviendrons plus tard), si le veston est plus utile à l'acheteur que son argent, l'argent est plus utile au vendeur que le veston.

Si, par contre, on admet que les marchandises sont généralement vendues à un prix supérieur à leur valeur, il en découle des conséquences encore plus curieuses. Supposons que, par suite de quelque inexplicable privilège, il soit donné au vendeur de vendre la marchandise au-dessus de sa valeur, par exemple 110 francs, alors qu'elle n'en vaut que 100, par conséquent avec 10 % d'augmentation du prix. Le vendeur encaisse donc une plus-value de 10 francs. Mais après avoir été vendeur, il devient acheteur. Un troisième propriétaire de marchandises le rencontre maintenant en qualité de vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre sa marchandise 10 % plus cher. Notre homme aura gagné 10 francs comme vendeur à seule fin de perdre 10 francs comme acheteur. Tout revient donc en fait à ce que tous les propriétaires de marchandises se vendent ces dernières 10 % de plus qu'elles ne valent, ce qui est exactement la même chose que s'ils se les vendaient à leur vraie valeur. Les noms monétaires, autrement dit les prix des marchandises augmenteraient, mais les rapports de valeur entre marchandises resteraient les mêmes.

Supposons, au contraire, que ce soit le privilège de l'acheteur d'acheter les marchandises au dessous de leur valeur. Ici, il n'est même plus la peine de rappeler que l'acheteur redeviendra vendeur. Il était vendeur avant d'être acheteur. Il a déjà, comme vendeur, perdu 10 %, avant de gagner 10 %, en qualité d'acheteur. Il n'y a rien de changé.

On peut objecter que cette compensation de la perte par un gain venu après coup ne vaut que pour les acheteurs revendant ensuite et qu'il y a aussi des hommes qui n'ont rien à vendre. Les partisans logiques de l'illusion selon laquelle la plus-value naîtrait d'un accroissement nominal du prix ou bien du privilège accordé au vendeur de vendre plus cher sa marchandise, supposent une classe qui achète seulement. sans .vendre, qui par conséquent, ne fait que consommer, sans produire. Mais l’argent avec

lequel une telle classe ne cesse d'acheter doit, sans échange, gratuitement, au nom de certains titres de droit ou de violence, lui venir des propriétaires de marchandises eux-mêmes. Vendre les marchandises à cette classe au-dessus de leur valeur signifie uniquement lui escroquer une partie de l'argent qu'on lui a donné pour rien. C'est ainsi que, dans l'antiquité, les villes de l'Asie Mineure payaient à Rome un tribut annuel. Avec cet argent, Rome leur achetait des marchandises et les leur achetait trop cher. Les habitants de l'Asie Mineure volaient les Romains en rattrapant une partie du tribut par la voie du commerce. Mais les Asiatiques n'en restaient pas moins volés. Leurs marchandises, avant comme après, leur étaient payées avec leur propre argent. Ce n'est pas là une méthode d'enrichissement ni de formation de la plus-value.

Naturellement, on ne veut en rien, par là, contester que tel propriétaire de marchandises ne puisse s'enrichir indûment par l'achat ou par la vente. Le propriétaire de marchandises A peut avoir le front de rouler ses collègues B ou C, et ceux-ci, malgré la meilleure volonté du monde, ne pas lui rendre la pareille. A vend à B du vin pour une valeur de 40 francs et reçoit en échange des céréales pour une valeur de 50 francs. A a transformé ses 40 fr. en 50 fr., il a fait, de moins d'argent, plus d'argent. Mais regardons-y de plus près. Avant l'échange, nous avions pour 40 francs de vin entre les mains de A et pour 50 francs de céréales entre les mains de B, soit une valeur totale de 90 francs. Après l'échange, nous avons la même valeur totale de 90 francs. Les valeurs échangées ne se sont pas accrues d'un atome, il n'y a de changé que leur répartition entre A et B. La même modification se serait produite si A, sans avoir recours à la forme voilée de l'échange, avait tout bonnement volé 10 francs à B. La somme des valeurs échangées ne saurait évidemment être accrue par un changement dans leur répartition, de même qu'un juif n'augmente pas la masse de métaux précieux existant dans un pays en vendant comme pièce d'or une pièce de bronze du XVIIIe siècle. La classe capitaliste d'un, pays, prise dans son ensemble, ne peut pas s'avantager elle-même.

De quelque côté qu'on se tourne, le résultat reste donc le même. Si l'on échange des valeurs égales, il n'y a pas de plus value, et il n'y en a pas davantage si l'on échange des valeurs inégales. La circulation ou l'échange des marchandises ne crée pas de valeur.

En tout cas, l'augmentation de valeur qui devient visible après la vente ne peut pas en être le produit. Elle ne peut pas s'expliquer par l'écart entre le prix et la valeur des marchandises. Si les prix s'écartent vraiment des valeurs, il faut d'abord les réduire à ces dernières, c'est-à-dire qu'il faut faire abstraction de cet écart comme d'un fait dû au hasard, si l'on ne veut pas être troublé par des circonstances d'ordre contingent. D'ailleurs cette réduction n'a pas seulement lieu en science. Les oscillations constantes des prix du marché, leur hausse et leur baisse se compensent les unes les autres et se réduisent d'elles-mêmes à leur prix moyen comme à leur règle interne. Celle-ci constitue la boussole, par exemple, du commerçant ou de l'industriel, dans toute entreprise d'une certaine durée. Le commerçant, l'industriel savent donc que, dans une période assez longue considérée dans son ensemble, les marchandises ne sont véritablement vendues ni au-dessus ni au-dessous de leur prix moyen, mais à ce prix même. En conséquence, la formation du profit, l'augmentation de valeur doivent donc s'expliquer en admettant que les marchandises sont vendues à leur vraie valeur. Mais la plus value, alors, doit déjà s'être formée dans la production. Au moment où sa fabrication est achevée et lorsqu'elle se trouve encore entre les mains de son premier vendeur, la marchandise doit donc valoir autant que le dernier acheteur, le consommateur, paye pour l'acquérir. En d'autres termes, sa valeur doit dépasser les

dépenses du fabricant; c'est pendant la production qu'a dû se former une nouvelle valeur.

Cela nous conduit à la question de savoir comment se constitue en général la valeur des marchandises.

3.

Valeur d'usage et valeur d'échange [1]
Le travail socialement nécessaire

Retour à la table des matières

La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés, satisfait un besoin quelconque de l'homme. Toute chose utile, telle que le fer, le papier, etc., doit être considérée sous un double aspect, la qualité et la quantité. Chacune est un ensemble de qualités nombreuses et peut donc être utile à différents égards. C'est l'utilité d'une chose qui en fait une *valeur d'échange*. Mais cette utilité ne flotte pas dans l'air. Déterminée par les propriétés du corps de la marchandise, elle n'existe pas sans lui. Le corps de la marchandise lui-même, tel que le fer, le blé, le diamant, etc., est donc une valeur d'usage, un bien.

La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif selon lequel des valeurs d'usage d'une espèce s'échangent contre des valeurs d'usage d'une autre espèce. Telle quantité d'une marchandise s'échange régulièrement contre telle autre quantité d'une autre marchandise: c'est sa valeur d'échange rapport qui ne cesse de varier avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc être quelque chose d'accidentel et de purement relatif, c'est-à-dire (comme l'écrivait Condillac) qu'elle semble « résider uniquement dans la relation des marchandises avec nos besoins ». Une valeur d'échange immanente, intrinsèque à la marchandise paraît donc être une contradiction. Examinons la chose de plus près.

---

[1] T. I, chap. 1 et 2.

Une marchandise quelconque, un quintal de blé, par exemple, s'échange contre telle ou telle quantité de cirage, de soie ou d'or, etc., bref contre d'autres marchandises, dans les proportions les plus diverses. Le blé a donc de multiples valeurs d'échange. Mais comme ces quantités déterminées de cirage, de soie, d'or, etc., représentent respectivement la valeur d'échange d'un quintal de blé, elles doivent représenter des valeurs d'échange égales. Il s'ensuit donc, en premier lieu, que les valeurs d'échange valables pour une même marchandise expriment une même grandeur. En second lieu, derrière la valeur d'échange doit exister un contenu dont elle n'est que l'expression.

Prenons encore deux marchandises, par exemple du blé et du fer. Quel que soit leur rapport d'échange, on peut toujours le représenter par une égalité, dans laquelle une quantité donnée de blé équivaut à une certaine quantité de fer. Par exemple, un quintal de blé égale deux quintaux de fer. Que signifie cette égalité? Qu'un élément commun de même grandeur existe en deux objets différents, dans un quintal de blé et, de même, dans deux quintaux de fer. Les deux objets sont donc égaux à une troisième quantité, qui n'est en elle-même ni l'un ni l'autre. Chacun des deux objets, en tant que valeur d'échange, doit donc être réductible à cette troisième quantité.

Cet élément commun ne saurait être une propriété naturelle des marchandises. Les propriétés naturelles n'entrent en ligne de compte qu'autant qu'elles rendent les marchandises utilisables et en font, par suite, des valeurs d'usage. Or, dans leur rapport d'échange, il est manifestement fait abstraction de la valeur d'usage des marchandises. Dans l'échange, une valeur d'usage, quelle qu'elle soit, a exactement autant de valeur qu'une autre quelconque, pourvu qu'elle existe en une proportion convenable. Ou, comme le dit le vieux Barbon (1696): « Une espèce quelconque de marchandise en vaut une autre, du moment que leur valeur d'échange est la même. On ne saurait établir de distinction ni de différenciation entre choses d'égale valeur d'échange... 100 francs de plomb ou de fer représentent la même valeur d'échange que 100 francs d'argent ou d'or. » Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent différer que par la quantité.

Si l'on fait abstraction de leur valeur d'usage, les marchandises ne conservent plus qu'une propriété, celle d'être des produits du travail. Mais, de par cette abstraction, le produit du travail, lui aussi, s'est déjà modifié. Si nous mettons à part sa valeur d'usage nous faisons également abstraction des éléments matériels et des formes qui en font une valeur d'usage. Ce n'est plus une table, une maison, du fil, ni un objet utile quelconque. Toutes ses propriétés sensibles sont effacées. Ce n'est plus non plus le produit du travail de l'ébéniste, du maçon, du fileur, ni d'un autre travail productif déterminé. Ce n'est plus que le produit du travail humain en général, du travail humain abstrait, c'est-à-dire le produit de la dépense du travail humain, indépendamment de la forme de cette dépense, indépendamment du fait que le travail a été dépensé par un ébéniste, un maçon, un fileur, etc. Les objets que sont les produits du travail manifestent seulement que leur production a nécessité une dépense de travail humain, que du travail humain s'y trouve accumulé.

Une valeur d'usage, autrement dit un bien, n'a donc de valeur que parce que du travail humain, considéré sous une forme abstraite, s'y trouve matérialisé. Comment, dès lors, mesurer la grandeur de cette valeur? Par la quantité de « substance créatrice de valeur » qui s'y trouve contenue, c'est-à-dire par le travail. La quantité de travail

elle-même se mesure par sa durée, et le temps du travail se mesure à son tour selon certains intervalles de durée fixes, tels que l'heure, la journée, etc.

Si la valeur d'une marchandise est déterminée par la somme de travail dépensée pour la produire, on pourrait croire qu'elle est en raison directe de la paresse et de l'inhabileté de l'homme qui la fabrique, puisque cette fabrication demandera d'autant plus de temps. Mais le travail qui forme la substance de la valeur est toujours le même travail humain, la dépense de la même force humaine de travail. L'ensemble de la force de travail de la société, représenté par les valeurs du total des marchandises, est considéré ici comme une seule et même force de travail, bien qu'il se compose d'une infinité de forces individuelles. Chacune de ces forces individuelles de travail est, comme toutes les autres, partie intégrante de la même force humaine de travail, en tant qu'elle peut se ramener, à une force de travail sociale moyenne et opère comme telle, employant par conséquent, pour la production d'une marchandise, le temps de travail moyennement, c'est à dire socialement nécessaire. Le temps de travail socialement nécessaire n'est rien autre que le temps de travail exigé pour produire une quelconque valeur d'usage, dans les conditions normalement données de cette production, le travail se faisant avec la moyenne sociale d'habileté et d'intensité. Après l'introduction, par exemple, du tissage à la vapeur en Angleterre, la moitié du travail antérieur fut peut-être suffisante pour transformer en tissu une quantité donnée de fil. Mais, en fait, le tisserand anglais travaillant à la main mettait toujours le même temps pour opérer cette transformation; pourtant, le produit de son heure individuelle de travail ne représentait plus que la moitié d'une heure sociale de travail; la valeur en baissa donc de moitié.

C'est donc la quantité de *travail socialement nécessaire*, c'est à dire *le temps de travail socialement nécessaire* à la production d'une valeur d'usage quelconque, qui en détermine uniquement la valeur. Chaque marchandise prise à part n'est plus dès lors qu'un exemplaire moyen de son espèce. Des marchandises qui renferment des sommes de travail égales, c'est-à-dire qui peuvent être produites dans un même laps de temps, ont donc la même valeur. La valeur d'une marchandise est à la valeur de toute autre marchandise comme le temps de travail nécessaire à la production de l'une est au temps de travail nécessaire à la production de l'autre. « En tant que valeurs, toutes les marchandises ne sont qu'une certaine masse de temps de travail cristallisé. [1] »

La valeur d'une marchandise resterait donc constante si le temps de travail nécessaire à la production de cette marchandise ne variait pas. Mais ce dernier varie avec toute modification dans la force productive du travail. La force productive [2] du travail est elle-même déterminée par de nombreuses circonstances, entre autre le degré de développement de la science et de son application technologique, la manière dont le procès de la production se trouve réglé, l'étendue et l'efficacité des moyens de production, enfin les conditions naturelles. La même quantité de travail est représentée, par exemple, si la saison est favorable, par deux fois plus de blé que si la saison est défavorable. La même quantité de travail donne plus de métaux dans les mines riches que dans les mines pauvres, etc. Les diamants se rencontrent rarement dans l'écorce terrestre et leur découverte coûte par conséquent beaucoup de temps de travail. Ils représentent donc beaucoup de temps de travail pour peu de produit. Avec des gisements plus riches, cette même quantité de travail serait représentée par un plus grand

---

[1] Karl MARX, Zur]{ritik der politischen Oekonomie (Critique de l'économie politique), Berlin, 1859. Nouvelle édition, Stuttgart, 1897, p. 5

[2] Au sens de sa productivité. (S.)

nombre de diamants, dont, par conséquent, la valeur baisserait. Si l'on réussit un jour à transformer, avec peu de travail, le charbon en diamant, la valeur de celui-ci pourra tomber au-dessous de celle des tuiles. Pour l'exprimer généralement: plus la force productive du travail est grande, et plus le temps de travail nécessaire à la production d'un article est court; plus est donc réduite la masse de travail qui s'y trouve cristallisée et, par conséquent, plus petite est sa valeur. Inversement: plus la force productive du travail est petite, et plus est long le temps de travail nécessaire à la production d'un article; et plus grande en est la valeur.

Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il en est ainsi quand son utilité est accessible à l'homme sans exiger de travail. Par exemple, l'air, un sol vierge, des prairies naturelles, les bois poussant naturellement, etc. Une chose peut être utile et être le produit du travail humain sans être une marchandise. L'homme qui, par son produit, satisfait à ses besoins personnels, produit bien une valeur d'usage, mais non pas une marchandise. Pour produire des marchandises, il faut qu'il ne produise pas seulement de simples valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour autrui, des valeurs d'usage sociales. Enfin, aucune chose ne peut être valeur sans être objet d'usage. Si elle est inutile, le travail qu'elle contient est inutile également, ne compte pas comme travail et donc ne crée point de valeur.

4.

Achat et vente de la force de travail[11]

Retour à la table des matières

Ayant vu que la valeur des marchandises n'est rien d'autre que le travail humain qu'elles contiennent, nous revenons maintenant à la question de savoir comment il se fait que le fabricant peut tirer, de la production de ses marchandises, une valeur supérieure à celle qu'il y a fait entrer.

Posons encore une fois les termes du problème. Pour la production d'une certaine marchandise, le capitaliste a besoin d'une certaine somme, soit de 100 francs par exemple. Ensuite, il vend la marchandise fabriquée 110 francs. L'analyse ayant montré que la valeur supplémentaire de 10 francs ne peut pas provenir de la circulation, il faut donc qu'elle provienne de la production. Or pour faire, par exemple, du fil, avec des moyens de production donnés, tels que les machines, le coton et les accessoires, il est fourni à la filature, du travail. Dans la mesure ou ce travail est socialement nécessaire, il crée de la valeur. Il ajoute donc aux matières données de la production -- dans notre exemple, au coton brut -- une valeur nouvelle en incorporant simultanément au fil la valeur des machines utilisées, etc. Il subsiste cependant cette difficulté que le capitaliste semble également, dans le prix de revient, avoir payé le travail fourni. Car, à côté de la valeur des machines, bâtiments, matières premières et accessoires, le salaire figure également dans ses frais de fabrication. Et ce salaire, il le paye effectivement pour le travail fourni. Il semble donc que toutes les valeurs existant après la production aient été également existantes avant cette dernière.

[11] T. 1, chap. 4, no 3.

Toutefois, il est clair que la valeur nouvellement créée par le travail du filage ne doit pas nécessairement correspondre à la valeur payée comme salaire par le capitaliste. Elle peut être ou plus grande ou plus petite. Si elle est plus grande, nous aurions trouvé ici l'origine de la plus-value.

Mais n'avons-nous pas admis que, dans toutes les ventes et dans tous les achats, c est toujours le juste prix qui est payé? N'avons-nous pas constaté que s'il se produit fréquemment, en effet, des divergences entre les prix et les valeurs, ces divergences ne nous expliquent rien? Aussi, quelque fréquemment qu'il puisse se produire, peut-on considérer comme une exception le cas où le capitaliste paye l'ouvrier au-dessous de sa valeur. L'origine de la plus-value doit également être expliquée pour le cas normal, dans lequel le capitaliste paye la valeur entière de ce qu'il achète, en échange du salaire. Il faut donc examiner de plus près cette vente et cet achat particuliers, réalisés entre l'ouvrier et le capitaliste.

Or, ce que le capitaliste met à sa disposition contre payement du salaire, ce qu'il achète donc à l'ouvrier, c'est la faculté, autrement dit la force de travail de celui-ci. Mais pour que le possesseur de l'argent puisse acheter la force de travail, il faut que certaines conditions soient remplies. La force de travail ne peut figurer sur le marché à titre de marchandise que si et parce qu'elle est mise en vente par son propre possesseur. Pour que son .possesseur la vende comme marchandise, il faut qu'il puisse en disposer et qu'il soit, par conséquent, le libre propriétaire de sa faculté de travail, de sa personne. Lui et le possesseur de l'argent se rencontrent sur le marché et entrent en relation vis-à-vis l'un de l'autre comme possesseurs absolument égaux, différant seulement en ceci que l'un est acheteur et l'autre vendeur, c'est-à-dire que tous deux sont des personnes juridiques égales. Ce rapport ne peut durer qu'à la condition expresse que le possesseur de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé. Car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même et se transforme d'homme libre en esclave, de possesseur de marchandise en marchandise.

La deuxième condition essentielle pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise est que le possesseur de la force de travail, au lieu de pouvoir vendre des marchandises où son travail se serait incorporé, soit au contraire obligé de mettre en vente sa force de travail elle-même, qui n'existe que dans son corps et dans sa personne vivante.

Il faut donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Le travailleur doit disposer, en personne libre, de sa force de travail comme de sa marchandise; il doit, d'autre part, ne pas avoir d'autre marchandise à vendre, être démuni et libre dans tous les sens du mot, c'est-à-dire ne rien posséder de ce qu'il faut pour la réalisation de sa force de travail.

Savoir pourquoi il rencontre sur le marché ce travailleur libre, c'est là une question qui n'intéresse pas le possesseur d'argent. Et, pour le moment, elle ne nous intéresse pas davantage. Un point est cependant acquis: la nature ne produit pas, d'une part, des possesseurs d'argent ou de marchandises et, d'autre part, de simples possesseurs de leur propre force de travail. Un tel rapport n'est pas fondé dans la nature et il n'est pas davantage un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment lui-même le résultat d'une évolution historique antérieure, le produit de nombreuses révolutions économiques et de la disparition de toute une série de formes anciennes de la production sociale.

Or, cette marchandise particulière, la force de travail, il nous faut maintenant la considérer de plus près. Comme toutes les autres marchandises, elle possède une valeur. Comment cette dernière se détermine-t-elle ?

La valeur de la force de travail, comme celle de n'importe quelle marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production et, par conséquent, aussi à sa reproduction. La force de travail n'existe que comme disposition de l'individu et, par conséquent, suppose l'existence de celui-ci. L'individu une fois donné, la production de la force de travail résulte de la conservation de l'individu. Or, pour se conserver, l'individu a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se réduit donc au temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance; autrement dit, *la valeur de la force de travail est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation de son possesseur.*

La somme des moyens de subsistance doit être suffisante pour maintenir dans son état normal l'individu travailleur. Les besoins naturels eux-mêmes, comme la nourriture, le vêtement, le chauffage, l'habitation, diffèrent suivant les conditions naturelles de chaque pays. D'autre part, l'étendue des besoins censés nécessaires, de même que la façon de les satisfaire, dépendent en grande partie du degré de civilisation d'un pays, entre autres essentiellement des conditions. dans lesquelles s’est constituée la classe des travailleurs libres par conséquent des habitudes et des besoins qu'elle .a contractés. Contrairement aux autres marchandises, il entre donc un élément historique et moral dans la détermination de la valeur de la force de travail. Toutefois, pour un pays et pour une période déterminés, la somme moyenne des moyens de subsistance nécessaires est fixe.

Le propriétaire de la force de travail est mortel. Pour que ses semblables ne cessent de paraître sur le marché, comme l'exigent les besoins continuels du capital, il faut que les forces de travail que l'usure et la mort enlèvent au marché soient tout au moins remplacées par un nombre égal de nouvelles forces de travail. La somme des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force du travail comprend donc les moyens de subsistance des forces de travail destinées à remplacer les premières, c'est à dire des enfants des travailleurs. -- Font en outre partie de cette valeur les frais d'éducation et d'instruction en vue de l'adresse et de la maîtrise réclamées par un genre de travail déterminé, frais d'ailleurs des plus minimes pour la force de travail ordinaire.

La valeur de la force de travail est la valeur d'une somme déterminée de moyens de subsistance. Elle varie donc suivant la valeur de ces moyens de subsistance, c'est-à-dire suivant la grandeur du temps de travail exigé par leur production. Une partie des moyens de subsistance, par exemple les vivres, le matériel du chauffage, est consommé chaque jour et doit être remplacée chaque jour. D'autres moyens de subsistance, tels que les vêtements, les meubles, etc., s'usent dans de plus longues périodes de temps et ne doivent donc être remplacés qu'à de plus longs intervalles. Les marchandises, selon leur espèce, doivent être achetées ou payées tous les jours, toutes les semaines, tous les trimestres, etc. Mais quelle que soit la répartition, dans l'année par exemple, de ces dépenses, leur somme doit être couverte par les recettes moyennes, un jour dans l'autre. On obtiendra donc la véritable valeur journalière de la force de travail en additionnant la valeur de tous les moyens de subsistance nécessaires consommés au cours de l'année par le travailleur et en divisant cette somme par 365. Si l'on admet que, dans cette masse de marchandises nécessaires pour le jour

moyen, il y ait six heures de travail social, la force de travail ne représentera journellement qu'une demi-journée de travail social moyen; en d'autres termes, une demi-journée de travail sera requise pour la production quotidienne de la force de travail [1]. Cette somme de travail requise par la production quotidienne de la force de travail constitue la valeur quotidienne de la force de travail, ou la valeur de la force de travail quotidiennement reproduite. Si une demi-journée de travail social moyen est également représentée par une masse d'or de 15 francs ou d'un écu, un écu sera le prix correspondant à la valeur journalière de la force de travail. Si le possesseur de la force de travail l'offre pour un écu, le prix de vente de la force de travail est égal à sa valeur et, conformément à notre hypothèse, cette valeur est alors payée par le possesseur de l'argent.

La nature particulière de la marchandise force de travail entraîne que la conclusion du contrat entre acheteur et vendeur ne fait pas encore passer sa valeur d'usage entre les mains de l'acheteur. Sa valeur d'usage ne consiste que dans la manifestation ultérieure de sa force. L'aliénation de la force et sa manifestation réelle ne sont donc pas simultanées. Or pour les marchandises où l'aliénation formelle de la valeur d'usage par la vente et sa remise réelle à l'acheteur ne sont pas simultanées, le paiement s'effectue généralement après coup. Dans tous les pays de production capitaliste, la force de travail n'est payée qu'après avoir fonctionné, par exemple à la fin de chaque semaine. Partout le travailleur avance donc au capitaliste la valeur d'usage de la force de travail; il laisse l'acheteur la consommer avant d'en avoir touché le prix. Partout donc le travailleur fait crédit au capitaliste.

[1] On est prié de lire attentivement ce passage. M. Kleinwachter, docteur en Droit, conseiller impérial et royal à la cour d'Autriche et professeur de Sciences sociales à l'Université François-Joseph de Czernowitz, a compris que Marx y affirme qu'un ouvrier produit en 6 heures environ ce dont il a besoin pour assurer son existence ! (Voir Le .Manuel d'Economie politique - Lehrbuch der Nationalôkonomie - p. 153.) J. B.

5.

Comment se forme la plus-value [1]

Retour à la table des matières

L'utilisation de la force de travail, c'est le travail. L'acheteur de la force de travailla consomme en faisant travailler le vendeur. Avec le coup d'œil sagace du connaisseur, il a choisi les facteurs de la production tels qu'il les faut pour son affaire particulière, le filage, la cordonnerie, etc. Il s'apprête donc à consommer la marchandise achetée, la force de travail, c'est-à-dire qu'il fait consommer par le détenteur de la force de travail, par l'ouvrier et par le travail de celui-ci, les moyens de production. Le capitaliste est forcé d'accepter tout d'abord la force de travail telle qu'il la trouve sur le marché, et le travail tel qu'il est né à une époque où il n'y avait pas encore de capitalistes. La transformation du mode de production par suite de la subordination du travail au capital ne peut s'opérer que plus tard.

Le procès de travail, en tant que procès de consommation de la force de travail par le capitaliste, présente deux phénomènes particuliers.

L'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste à qui son travail appartient. Le capitaliste veille jalousement à ce que le travail se fasse comme il faut et que tous les moyens de production ne soient employés qu'en vue du but poursuivi, qu'il n'y ait pas gaspillage de matière première et que l'instrument de travail soit ménagé et détérioré seulement dans la proportion exigée par son emploi dans le travail.

[1] T. l, char. 5.

En outre, le produit est la propriété du capitaliste et non pas de l'ouvrier; Le capitaliste paie par exemple la valeur journalière de la force de travail; l'usage lui en appartient donc. De même, lui appartiennent les autres éléments nécessaires à la formation du produit, les moyens de production. En conséquence, le procès de travail s'accomplit entre des choses que le capitaliste a achetées et qui lui appartiennent; le produit est donc sa propriété.

Le produit, propriété du capitaliste, est une valeur d'usage, du fil,. des bottes, etc. Mais, bien que les bottes puissent être considérées en quelque sorte comme la base du progrès social et que notre capitaliste soit résolument homme de progrès, il ne fabrique pas de bottes pour le plaisir d'en fabriquer. On ne produit une valeur d'usage que parce que et pour autant qu'elle est la base matérielle, le représentant de la valeur d'échange. Notre capitaliste poursuit un double but. Il veut d'abord produire une valeur d'usage qui ait une valeur d'échange, c'est-à-dire un article destiné à la vente, une marchandise. Il veut ensuite produire une marchandise dont la valeur soit supérieure à la somme des valeurs des marchandises nécessaires à sa production, des moyens de production et de la force de travail, pour lesquels il a, sur le marché, fait l'avance de son bon argent. Il veut produire non pas seulement une valeur d'usage, mais de la valeur, et non pas seulement de la valeur, mais aussi de la plus-value.

Considérons donc maintenant le procès de production au point de vue de la production de valeur.

Nous savons que la valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail matérialisée en elle. Cela s'applique également au produit qui est, pour notre capitaliste, le résultat du procès de travail. Il nous faut donc commencer par évaluer le travail matérialisé dans ce produit.

Prenons du fil. Pour le fabriquer, il a fallu d'abord de la matière première, mettons 10 livres de coton. Nous n'avons pas à rechercher la valeur de ce coton, le capitaliste l'ayant acheté sur le marché à sa valeur réelle, soit 10 francs-or. Dans le prix du coton se trouve déjà exprimé, comme travail social général, le travail nécessaire à sa production. Admettons ensuite que la quantité de broches usée par le travail du coton et représentative, à nos yeux, de tous les moyens de travail employés, ait une valeur de 2 francs. Si une masse d'or de 12 francs est le produit de 24 heures de travail ou de 2 jours de travail, il s'ensuit d'abord que le fil représente 2 journées de travail. Le temps de travail exigé par la production du coton est partie intégrante du temps de travail exigé par la production du fil dont le coton est la matière première; il est donc contenu dans le fil. Il en va de même du temps de travail nécessaire à la production de la quantité des broches, sans l'usure ou la consommation desquelles le coton ne saurait être transformé en fil. Il est toutefois supposé, qu'il n'a été dépensé que le temps de travail nécessaire dans les conditions sociales données. S'il faut donc une livre de coton pour donner une livre de fil, on ne doit consommer qu'une livre de coton pour produire une livre de fil. Il en va de même des broches. S'il prend fantaisie au capitaliste d'employer des broches d'or au lieu de broches en fer, on ne peut compter néanmoins, dans la valeur du fil, que le travail socialement nécessaire, c'est-à-dire le temps de travail nécessaire à la production de broches en fer.

Or, il s'agit maintenant de la part de valeur ajoutée au coton par le travail même du fileur. Nous admettons que le filage soit du travail simple, du travail social moyen. Nous verrons plus tard que l'hypothèse contraire ne changerait rien à la chose.

Or, il est d'une importance décisive que, pendant la durée du filage, il ne soit consommé que le temps de travail socialement nécessaire. Si, dans des conditions de production normales, c'est-à-dire, socialement moyennes, 1 livre 2/3 de coton doit, en 1 heure de travail, être transformée en 1 l. 2/3 de fil, on ne peut considérer comme journée de travail de 12 heures que la journée qui transforme 12 x 1 l. 2/3 de coton en 12 x 1 l. 2/3 [1] de fil. Seul compte comme pouvant former de la valeur le temps de travail socialement nécessaire.

Que le travail soit précisément du filage, ayant comme matière du coton et comme produit du fil, cela n'a pas la moindre importance pour la formation de la valeur. Si l'ouvrier, au lieu de travailler à la filature, était occupé à la mine de charbon, l'objet du travail, le charbon, existerait naturellement. Une quantité donnée de charbon extrait de sa couche, par exemple un quintal, n'en représenterait pas moins une quantité déterminée de travail absorbé.

Dans la vente de la force de travail, nous avons supposé que la valeur journalière était égale à 3 francs-or, et que dans ces 3 francs se trouvent matérialisées 6 heures de travail, que cette quantité de travail est donc nécessaire pour produire la somme moyenne des subsistances dont l'ouvrier a besoin pour son entretien quotidien. Si, en 1 heure de travail, notre fileur transforme 1 livre 2/3 de coton en 1 livre 2/3 de fil, il est clair qu'en 6 heures, il transformera 10 livres de coton en 10 livres de fil. Pendant la durée du procès de filage, le coton absorbe donc 6 heures de travail. Ce même temps de travail est représenté par une quantité d'or de 3 francs. Le filage ajoute donc au coton une valeur de 3 francs.

Examinons maintenant la valeur totale du produit de 10 livres de fil ; 2 jours 1 /2 de travail s'y trouvent représentés, dont 2 jours contenus dans le coton et les broches et 1 /2 jour de travail, absorbé pendant le filage. Ce temps de travail est représenté par une masse d'or de 15 francs. Le prix adéquat à la valeur des 10 livres de fil est donc de 15 francs et le prix d'une livre de fil est de 1 fr. 50.

Notre capitaliste est étonné. La valeur du produit est égale à la valeur du capital avancé. La valeur avancée ne s'est pas accrue, n'a pas produit de plus-value; l'argent ne s'est donc pas mué en capital. Le prix des 10 livres de fil est de 15 francs et ces 15 francs ont été dépensés sur le marché pour les éléments nécessaires à la formation du produit, ou, ce qui revient au même, des facteurs du procès de travail: 10 francs pour le coton, 2 francs pour les broches usées, 3 francs pour la force de travail.

Le capitaliste dira peut-être qu'il a fait l'avance de son argent dans l'intention de le multiplier. Mais le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions. Le capitaliste pouvait donc tout aussi bien avoir l'intention de faire de l'argent sans produire. Il menace et jure qu'on ne l'y prendra plus, qu'au lieu de fabriquer lui-même ses marchandises il les achètera désormais toutes préparées sur le marché. Mais si tous les capitalistes en faisaient autant, où trouverait-il de la marchandise sur le marché? Il ne peut manger son argent. Il essaie de nous endoctriner: on devrait songer à son abstinence; il pourrait dépenser en folles orgies ses 15 francs, au lieu de les consommer productivement et de les transformer en fil. Remarquons qu'il possède maintenant du fil au lieu d'avoir des remords. D'ailleurs, là où il n'y a rien, le roi perd ses droits. Quel que soit le mérite de cette abstinence, il n'y a pas de fonds spéciaux pour la payer, la valeur du produit résultant du procès égalant simplement la somme

[1] Les chiffres sont ici parfaitement arbitraires.

des valeurs qu'on y a jetées. Qu'il se console donc en se disant que la meilleure récompense de la vertu, c'est la vertu même. Mais non! il devient importun: le fil ne lui sert pas, il l'a produit pour la vente. Qu'il le vende donc ! Qu'il fasse même mieux et ne produise désormais que ce dont il a besoin pour son usage personnel. Mais il se dresse sur ses ergots ! L'ouvrier pourrait-il, en ne se servant que de ses propres membres, construire des châteaux en Espagne et produire des marchandises? Ne lui a-t-il pas fourni la matière dans laquelle et avec laquelle seule il peut matérialiser son travail. Et, puisque la société se compose en majeure partie de semblables va-nu-pieds, n'a-t-il pas, lui capitaliste, rendu par ses moyens de production, son coton et ses broches, un service immense non seulement à la société, mais encore à l'ouvrier lui-même, auquel il a fourni par-dessus le marché la subsistance? Ne doit-il pas faire entrer ce service en ligne de compte? Mais l'ouvrier ne lui a-t-il pas en échange rendu le service de convertir en fil le coton et les broches? En outre il ne s'agit pas ici de services. Un service n'est en somme que l'effet utile d'une valeur d'usage, soit de la marchandise, soit du travail. Mais ici il s'agit de la valeur d'échange. Le capitaliste a payé à l'ouvrier la valeur de 3 francs. L'ouvrier lui a rendu valeur pour valeur et un équivalent exact par la valeur de 3 francs ajoutée au coton. Et voilà notre capitaliste qui, toujours aussi fier de son argent, prend tout à coup l'attitude modeste de son propre ouvrier. N'a-t-il pas travaillé lui-même? N'a-t-il pas surveillé le travail, inspecté le travailleur? Ce travail ne produit-il pas également de la valeur? Mais le directeur de l'usine et le contremaître haussent les épaules. Pendant ce temps, le capitaliste a, dans un sourire de contentement, repris sa mine habituelle. Toutes ces jérémiades n'avaient d'autre but que de se gausser de nous. Il s'en moque absolument. Il laisse les subterfuges imbéciles de ce genre et les divagations creuses aux professeurs d'économie politique spécialement payés pour cela. Lui-même est un homme pratique qui, il est vrai, ne réfléchit pas toujours à tout ce qu'il dit en dehors de ses affaires, mais qui sait toujours ce qu'il fait dans ses affaires.

Mais regardons-y de plus près. La valeur journalière de la force de travail était de 3 francs-or parce qu'il s'y trouve représenté 1/2 journée de travail, c'est-à-dire parce que les moyens de subsistance journellement nécessaires à la production de la force de travail coûtent 1 /2 journée de travail. Mais le travail passé qui se trouve emmagasiné dans la force de travail, et le travail vivant qu'elle peut fournir, les dépenses journalières de conservation et l'utilisation journalière, sont deux grandeurs totalement différentes. Le fait qu'il faille 1/2 journée de travail pour le maintenir en vie pendant 24 heures n'empêche nullement l'ouvrier de travailler une journée entière. La valeur de la force de travail et sa mise en valeur dans le procès de travail sont donc des grandeurs différentes. En achetant la force de travail, le capitaliste avait en vue cette différence de valeur. La propriété utile de la force de travail de faire du fil ou des bottes n'était qu'une condition *sine qua non*, parce qu'il faut que du travail humain soit dépensé sous une forme utile pour qu'il y ait création de valeur. Ce qui fut décisif, ce fut la valeur d'usage spécifique de cette marchandise d'être source de valeur et de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. Voilà le service spécifique que le capitaliste attend d'elle. En cela, il se conforme aux lois éternelles de l'échange des marchandises. En effet, le vendeur de la force de travail comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur d’échange et en aliène la valeur d’usage. La valeur d’usage de la force de travail, le travail même, n'appartient pas plus à son vendeur que la valeur d'usage de l'huile vendue n'appartient au marchand d'huile. Le possesseur d'argent a payé la valeur journalière de la force de travail; l'usage lui en appartient donc durant la journée entière. Que la conservation journalière de la force de travail ne coûte qu'une demi-journée de travail bien que la force de travail agisse la journée entière, que par suite la valeur créée par son utilisation durant 1 journée

entière soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulière pour l'acheteur, mais nullement une injustice à l'égard du vendeur.

Notre capitaliste a prévu ce cas, qui le fait rire. C'est pourquoi l'ouvrier trouve à l'atelier les moyens de production nécessaires à un procès de travail non pas de 6, mais de 12 heures. Si 10 livres de coton ont absorbé 6 heures de travail et se sont transformées en 10 livres de fil, 20 livres de coton absorberont 12 heures de travail et se transformeront en 20 livres de fil. Examinons maintenant le produit du procès de travail prolongé. Dans les 20 livres de fil se trouvent maintenant matérialisées 5 journées de travail, 5 dans le coton et les broches consommées, 1 absorbée par le coton pendant le procès de filage. Or, l'expression en or de 5 journées de travail est de 30 francs-or. Tel est donc le prix des 20 livres de fil. Après comme avant, la livre de fil vaut 1 fr. 50. Mais la somme des valeurs des marchandises jetées dans le procès est de 27 francs. La valeur du fil est de 30 francs. La valeur du produit s'est augmentée de 1/9, en plus de la valeur avancée pour sa production. 27 francs se sont donc convertis en 30 francs et ont créé une plus-value de 3 francs. Le tour est enfin joué.

Le problème est résolu dans toutes ses conditions, les lois de l'échange des marchandises n'ont été violées en aucune façon. On a échangé équivalent contre équivalent. Comme acheteur, le capitaliste a payé chaque marchandise à sa valeur, le coton aussi bien que les broches et la force de travail. Il a fait ensuite ce que fait tout acheteur de marchandises: il en a consommé la valeur d'usage. Le procès de consommation de la force de travail, qui est en même temps procès de production de la marchandise, a donné comme résultat 20 livres de fil d'une valeur de 30 francs. Le capitaliste retourne alors sur le marché et vend de la marchandise après en avoir acheté. Il vend la livre de fil à 1 fr. 50, pas un liard au-dessus ni au-dessous de la valeur. Il retire néanmoins de la circulation 3 francs de plus qu'il n'y a mis primitivement.

Si nous comparons maintenant le procès de formation de valeur et le procès de production de plus-value, nous constatons que ce dernier n'est en somme que le premier prolongé au delà d'un certain point. Tant que le premier ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un nouvel équivalent, il est simplement procès de production de valeur; mais, il se prolonge au delà de ce point, il devient procès de production de plus-value.

Comme production de valeur, le travail ne compte que dans la mesure où le temps employé à la production de la valeur d'usage est socialement nécessaire. Il faut que la force de travail fonctionne dans des conditions normales. Si, dans une société donnée, la machine à filer est le moyen de travail généralement employé pour le filage, il ne faut pas remettre à l'ouvrier un simple rouet. Au lieu de coton de qualité normale, il ne faut pas lui donner de la pacotille qui casse à tout instant. Dans les deux cas, il dépenserait, pour la production d'une livre de fil, plus de temps de travail socialement nécessaire, et ce temps supplémentaire ne produirait ni valeur, ni argent. Une autre condition est constituée par le caractère normal de la force de travail. Il faut que, dans la spécialité où elle est employée, elle possède le degré général moyen d'habileté, d'adresse, de rapidité. Cette force doit être dépensée suivant la mesure moyenne habituelle d'effort et le degré moyen ordinaire d'intensité. Le capitaliste y veille avec le même souci qu'il prend pour que pas une minute ne soit gaspillée sans travail. Il a acheté la force de travail pour un laps de temps déterminé. Il tient à ne pas être frustré de ce qui lui revient; il ne veut pas être volé. Enfin il ne doit y avoir aucune consommation injustifiée de matière première ni de moyens de travail, parce que les

matériaux et le temps inutilement gaspillés représentent des sommes de travail matérialisé, mais ne comptent pas et n'entrent pas dans le produit de la formation de valeur.

Nous avons fait remarquer précisément qu'il est absolument indifférent, pour le procès de production de la plus-value, que le travail approprié par le capitaliste soit du travail simple et moyen ou du travail compliqué. Le travail qui est considéré comme travail supérieur et compliqué vis-à-vis du travail social moyen, est la manifestation d'une force de travail où entrent des frais plus élevés de formation, dont la production coûte donc plus de temps de travail et qui a donc une valeur plus grande que la force de travail simple. Si la valeur de cette force est supérieure, elle se manifeste par un travail supérieur et se matérialise par conséquent, dans les mêmes laps de temps, dans des valeurs proportionnellement supérieures. Mais, quel que soit le degré de différence entre le travail du fileur et celui du bijoutier, il n'y a pas la moindre différence qualitative entre la portion de travail, par laquelle l'ouvrier bijoutier remplace simplement la valeur de sa propre force de travail, et la portion de travail supplémentaire, par laquelle il crée de la plus-value. Après comme avant, la plus-value ne résulte que d'un surplus quantitatif de travail, de la durée prolongée du même procès de travail, dans le premier cas procès de production de fil, dans le second procès de production de bijoux [1]

[1] «La différence entre le travail supérieur et le travail simple repose en partie sur de simples illusions ou du moins sur des distinctions, qui, depuis fort longtemps, ont cessé d'être réelles et ne vivent plus que dans des conventions traditionnelles; en partie sur la situation précaire de certaines couches de la classe ouvrière, moins bien placées que d'autres pour obtenir de haute lutte la valeur de leur force de travail. Des circonstances accidentelles y jouent Un rôle si considérable, que les mêmes espèces de travail changent de place. C'est ainsi que dans les pays où la constitution physique de la classe ouvrière est débilitée et relativement épuisée, c'est-à-dire dans tous les pays où la production capitaliste est très développée, les travaux brutaux, qui exigent beaucoup de force musculaire, s'élèvent au rang de travaux supérieurs comparativement à d'autres travaux plus délicats qui tombent dans la catégorie des travaux simples: en Angleterre le travail du maçon occupe un rang beaucoup plus élevé que celui de l'ouvrier en damasserie. D'autre part le travail du tondeur de futaine, bien qu'il exige un effort corporel considérable et par-dessus le marché soit malsain, figure parmi les travaux simples. Il ne faudrait du reste pas s'imaginer que le travail dit supérieur occupe, au point de vue de la quantité, une large place dans le travail national. Laing évalue qu'en Angleterre et dans le Pays de Galles l'existence de 11 millions de personnes repose sur le travail simple. Si de la population totale du Royaume-Uni, -- 18 millions à l'heure actuelle (1867), nous retranchons 1 million d'aristocrates et 1 autre million de pauvres, de vagabonds, de criminels, de prostituées, etc., il reste pour la classe moyenne, 4 millions, y compris les petits rentiers, les fonctionnaires, les écrivains, les artistes, les instituteurs, etc. Pour trouver ces 4 millions, Laing fait entrer dans la partie travailleuse de la classe ouvrière non seulement les banquiers, mais encore les ouvriers de fabrique gagnant de gros salaires. Les maçons, eux aussi, figurent parmi les privilégiés. » (S. LAING, National Distress, etc., London, 1844.) -- « La grande classe qui, en échange de sa nourriture, ne peut fournir que son travail ordinaire, forme la grande masse du peuple. » (James MILL, dans l'art. “Colony”, Supplement to the Encyclop. Brit., 1831.)

6.

Capital constant et capital variable [1] capital fixe et capital circulant (ou liquide)

Retour à la table des matières

Maintenant que nous savons qu'une plus-value résulte de la production des marchandises et de quelle manière elle a lieu, il est clair que la plus-value produite dans chaque entreprise particulière doit être nécessairement différente, et cela sans avoir égard à la grandeur du capital. Nous avons vu, en effet, que la plus-value naît seulement du travail vivant, nouvellement accompli, et non des moyens de production déjà existants. Dans notre exemple du fileur de coton, le capitaliste a payé 23 francs pour la totalité des moyens de production (coton et instruments de travail), plus 3 francs de salaire. Le filage n'a modifié en rien les 23 francs, c'est-à-dire la valeur des moyens de production; il a transmis au fil cette valeur, qui est restée exactement la même. Les 3 francs de valeur, par contre, ont été absorbés et, à leur place, est née une valeur nouvelle de 6 francs.

La partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, en matières auxiliaires et en moyens de travail, ne modifie donc pas sa grandeur de valeur dans le procès de travail. Nous l'appelons donc capital constant.

[1] T. l, char. 6-7; L III, Ire partie, char. 8-10; t. II, char. 8.

Par contre, la partie du capital transformée en force de travail change de valeur dans le procès de production. Elle reproduit son propre équivalent et un excédent, une plus-value qui peut elle même varier et être plus ou moins grande. De grandeur constante, cette partie se transforme constamment en grandeur variable. Nous l'appelons donc capital variable.

Or, il est évident que, dans les diverses branches de l'activité économique des quantités fort différentes de moyens de production (capital constant) peuvent s'ajouter à une même quantité de salaires (capital variable). Dans une fabrique de machines, la masse des moyens de production mis en œuvre par une seule force de travail ne sera pas la même que dans une filature de coton et, dans une mine de charbon, cette masse sera encore différente. La composition organique du capital (comme nous nommons le rapport entre sa partie constante et sa partie variable) varie donc selon les branches. Les rapports les plus divers ne sont pas, ici, seulement imaginables, mais véritablement existants.

Imaginons à présent 3 capitaux différents (dans 3 branches différentes) et de la composition organique suivante:

I	80 c. (constant)	+ 20 v (variable)	
II	50 c. ----	+ 50 v.	-
III	20 c ----	+ 80 v	-

Si nous supposons que l'exploitation de la force de travail est rigoureusement identique dans les 3 branches en question, que les forces de travail produisent partout, par exemple, 2 fois plus de valeur qu'elles ne reçoivent de salaire, on arrivera au résultat suivant:

Le capital	1	produit	20	p.-v. (plus-value)	
	2	---	50	-	--
	3	---	80	-	--

Le produit se calculant comme taux de l'excédent produit par tout le capital employé, ces chiffres signifient donc un profit de 20 %, 50 % et 80 %. Il faut ajouter que l'exploitation est loin d'être partout la même, qu'elle est plus grande dans telle entreprise et plus petite dans telle autre. Il faut ajouter encore que d'autres circonstances viennent, en outre, influencer la grandeur de la plus-value dans les diverses branches et même à l'intérieur des entreprises particulières, comme, par exemple, le temps de rotation du capital, dont nous aurons à parler plus loin. Il s'ensuit que la quantité de la plus-value effectivement produite ne peut pas être la même d'une entreprise à l'autre, et encore bien moins d'une branche à une autre branche. Comment se constitue donc, cependant, le taux uniforme du profit existant en fait ?

Prenons 5 branches diverses de la production ayant chacune une composition organique différente du capital engagé (et toujours dans l'hypothèse que la force de travail fournit partout une plus-value de 100 % par rapport à sa propre valeur), par exemple comme ci-contre.

Nous avons ici, pour des branches différentes, avec exploitation uniforme de la force de travail, des taux du profit très différents,*

Capital		Plus-value	Valeur du produit	Taux de profit
I	80 c + 20 v	20	120	20 %
II	70 c + 30 v	30	130	30 %
III	60 c + 40 v	40	140	40 %
IV	85 c + 15 v	15	115	15 %
V	95 c + 5v	5	105	5 %

Le total des capitaux engagés dans les 5 branches en question est de 500; la plus-value totale produite par ces 5 capitaux, de 110; la valeur totale des marchandises fabriquées, de 610. Si nous considérons la somme de 500 comme un capital unique dont l, II, III, IV et V ne seraient que les parties (comme, par exemple, dans une fabrique de coton, les diverses sections, ateliers de cardage, de dévidage, de filage et de tissage, présentent des proportions différentes entre capital variable et capital constant, cependant que la proportion moyenne ne peut être calculée que pour l'ensemble de la fabrique), nous aurons tout d'abord, quant à la composition organique de ce capital de 500 : 390 c. + 110 v., soit, en % : 78 c. + 22 v. Si chacun des capitaux de 100 était considéré comme % du capital total, la composition organique de celui-ci serait cette composition moyenne de 78 c. + 22 v. ; et de même, une plus-value moyenne de 22 reviendrait à chacun des 100. Il en résulterait que le taux moyen du profit serait de 22 %, et, enfin, le prix de chaque 1 /5 du produit total serait de 122. Le produit de chacun des 1/5 du capital avancé devrait donc être vendu 122.

Mais, si l'on veut éviter de tomber dans des conclusions tout à fait erronées, il convient de tenir également compte d'un autre fait. Le capital constant -- c'est-à-dire les moyens de production se compose lui-même, à son tour, de 2 parties essentiellement différentes. Les moyens de production qui constituent le capital constant sont de nature différente. Ce sont essentiellement des bâtiments, des machines et appareils, des matières premières, des matières auxiliaires -- autrement dit: les moyens de travail à l'aide desquels le travail s'exécute et les objets de travail, sur lesquels le travail s'accomplit. Il est clair que, dans la production, les moyens de travail jouent un tout autre rôle que les objets de travail. Le charbon servant à chauffer la machine disparaît sans laisser de trace, de même l'huile pour graisser le moyeu de la roue, etc. Les couleurs et autres matières auxiliaires disparaissent aussi, mais se manifestent dans les propriétés du produit. La matière première constitue la substance du produit, mais elle a changé de forme. Bref, matière première et matières auxiliaires sont complètement absorbées dans la production; de la forme indépendante dans laquelle elles sont entrées dans le procès de production, il ne subsiste plus rien. Mais un instrument, une machine, un bâtiment d'usine, un récipient, etc., ne servent, dans le procès de production, que dans la mesure où ils ont conservé leur forme première et, demain comme hier, participeront sous cette même forme au procès de production. De même que, par rapport au produit, ils conservent leur forme indépendante pendant leur vie, pendant le procès de travail, de même aussi après leur mort. Les cadavres de machines, d'outils, de bâtiments de travail, etc., continuent d'exister séparément des produits qu'ils ont aidé à former. Si nous considérons tout le temps pendant lequel un tel moyen de travail est en service, depuis le jour de son entrée à l'atelier jusqu'au jour de sa mise au rebut, sa valeur d'usage a été complètement absorbée pendant ce temps et, par conséquent, sa valeur d'usage est complètement passée dans le produit. Si, par exemple, une machine à filer a vécu 10 ans, sa valeur totale, pendant les 10 années du procès de travail, a passé dans le produit de ces mêmes 10 ans. La période de vie d'un moyen de travail comprend donc un nombre plus ou moins considérable de procès de

travail toujours recommencés. Et il en va du moyen de travail comme de l'homme. Tout homme, tous les jours, meurt de 24 heures. Mais, chez nul homme, on ne peut voir au juste de combien, déjà, il est mort. Cela n'empêche pas, cependant, les compagnies d'assurance sur la vie de tirer de la vie moyenne de l'homme des conclusions très sûres et, chose encore bien plus importante, extrêmement profitables. De même quant au moyen de travail. On sait par expérience combien de temps tel moyen de travail, par exemple une machine d'un certain genre, peut durer en moyenne, Si l'on suppose que sa valeur d'usage ne dure que six jours dans le procès de travail, le moyen de travail en question perdra en moyenne, pendant chaque journée de travail, 1/6 de sa valeur d'usage et conférera donc 1/6 de sa valeur au produit de chaque journée. C'est de cette façon que l'on calcule l'usure de tous les moyens de travail.

L'on voit ainsi, de toute évidence, qu'un moyen de production ne peut jamais abandonner au produit plus de valeur qu'il n'en perd dans le procès de travail par la destruction de sa propre valeur d'usage. S'il n'avait pas de valeur à perdre, c'est-à-dire s'il n'était pas lui-même le produit du travail humain, il n'abandonnerait pas de valeur au produit. II servirait comme moyen de formation d'une valeur d'usage, mais non point d'une valeur d'échange. Or il en est ainsi de tous les moyens de production fournis par la nature, sans intervention humaine, tels que la terre, le vent, l'eau, le fer du filon naturel, le bois de la forêt vierge, etc.

Encore qu'avec une valeur d'échange réduite, le moyen de travail n'en doit pas moins participer dans sa totalité matérielle au procès de travail. Soit, par exemple, une machine d'une valeur de 1.000 francs et s'usant en 1.000 jours. Dans ce cas, chaque jour, 1/1000 de la valeur de la machine passe dans son produit quotidien. En même temps, même si sa force vitale diminue, c'est toujours l'ensemble de la machine qui participe au procès de travail.

Le caractère particulier de cette partie du capital constant -- du moyen de travail -- est donc le suivant: avec le fonctionnement et, par conséquent, l'usure du moyen de travail, une partie de sa valeur passe dans le produit, tandis qu'une autre partie reste fixée dans le moyen de travail et, par là, dans le procès de travail. La valeur ainsi fixée ne cesse de décroître, jusqu'à ce que le moyen de travail soit hors de service et que sa valeur se soit répartie sur une masse de produits engendrés dans une série de procès de travail sans cesse renouvelés. Mais tant qu'il agit encore à titre de moyen de travail, -- en d'autres termes, tant qu'il ne doit pas être remplacé par un nouvel exemplaire de même nature, du capital constant y reste toujours fixé, tandis qu'une autre partie de la valeur en lui fixée à l'origine passe dans le produit et, par conséquent, circule comme élément de la valeur des marchandises.

Cette partie de la valeur du capital, fixée dans le moyen de travail, circule exactement comme toute autre valeur. Toute la valeur du capital est en perpétuelle circulation et, en ce sens, tout capital est du capital circulant. Mais la circulation de la partie du capital ici considéré est particulière. Elle ne circule pas sous sa forme d'usage; il n'y a que sa valeur qui circule, et cela peu à peu, fragmentairement, dans la mesure où elle passe du moyen de travail au produit circulant comme marchandise. Pendant toute la durée du fonctionnement du moyen de travail, une partie de sa valeur y reste toujours fixée, indépendante par rapport aux marchandises que le moyen de travail aide à produire. Cette particularité confère à cette partie du capital constant la forme de capital fixe. Tous les autres éléments du capital avancé constituent par contre, en opposition à cette partie,. le capital circulant ou liquide.

II est clair que cette différence dans la façon dont les diverses parties du capital abandonnent leur valeur au produit, doit également influencer la quantité de plus-value effectivement produite par chaque capital particulier. En outre, cette différence contribue à voiler la production de la plus-value en général.

Quand le capitaliste [1] considère la marchandise fabriquée, il ne peut y reconnaître la différence entre le capital constant (moyens de production) et le capital variable (salaires). Sans doute, il sait bien que, sur ses frais (le prix de revient de la marchandise), une partie est dépensée en moyens de production et une autre partie en salaires et qu'il lui faudra, si la production doit être continuée, répartir de même l'argent provenant de la vente de la marchandise, pour acheter, d'une part, des moyens de production et, d'autre part, de la force de travail. Mais, sur la production de la valeur et de la plus-value, cela ne lui apprend rien. Ce qu'il voit, c'est plutôt seulement que, dans le prix de revient de la marchandise, il revient exactement la valeur de la marchandise, telle que cette valeur existait déjà avant le commencement de la production, et que le salaire revient, lui aussi, exactement tel qu'il existait avant le commencement de la production. La différence caractéristique entre capital constant et capital variable est donc comme effacée par les apparences et la plus-value réalisée à la fin de la production semble provenir uniformément de toutes les parties du capital.

Par contre, la différence entre capital fixe et capital circulant saute aux yeux. Supposons qu'il y ait eu, à l'origine, des moyens de production pour une valeur de 1.200 francs, plus des matières premières, etc., pour 380 francs et 100 francs de force de travail. Supposons, de plus, que, dans ce procès de production, l'usure des moyens de travail ait été de 20 francs. Le prix de revient du produit sera: 20 francs pour l'usure des moyens de travail + 380 francs de matières premières et matières auxiliaires + 100 francs de salaires = 500 francs. Cette valeur de 500 francs (la plus-value n'étant pas encore calculée), le capitaliste l'a entre les mains sous forme de marchandise. En outre, les machines, bâtiments d'usine, etc., fixent encore une valeur de 1.180 francs .[2]

Cette somme ne saurait être négligée et les faits, dans l'esprit du capitaliste, prennent donc l'aspect suivant: 20 francs de la valeur des marchandises résultent de l'utilisation de moyens du travail (capital fixe), 480 francs de l'utilisation de matières premières et du payement des salaires (capital circulant). Ou bien encore: tout ce que moi (capitaliste), je jette dans la production, en matières premières et en salaires, je le retrouve en produits créés une fois pour toutes; ce que coûtent les moyens de travail y reste incorporé plus longtemps et n'en ressort que par parties; il faut donc le reconstituer également par parties, de manière à ce qu'une fois intervenue l'usure complète des machines, etc., la contre-valeur nécessaire à leur réacquisition se trouve de nouveau disponible. C'est ainsi que la différence entre capital fixe et capital circulant se trouve pour ainsi dire enfoncée dans la tête du capitaliste. Mais, dans ce sens, le salaire apparaît aussi, forcément comme du capital circulant. De même que les dépenses pour les matières premières, il doit donc être couvert par la fabrication des produits uniques et se trouver disponible pour un nouvel achat de force de travail. Ainsi, Je salaire (capital variable) se voit, de par les apparences, confondu avec les matières premières (qui sont une partie du capital constant). Pour l'observateur superficiel de ce qui se passe en pratique, il y a, d'un côté, les monuments, les machines, etc., formant le capital fixe, et de l'autre côté, les matières premières et auxiliaires

---

1 A partir d'ici, t. III, Ire partie, chap. I

2 Les chiffres ne sont choisis qu'à titre d'exemple. Il pourrait tout aussi bien s'agir de 1.180 millions de francs

constituant, ensemble avec le salaire, le capital circulant. Les différences essentielles existant entre le salaire et les autres éléments du capital circulant se trouvent de la sorte complètement dissimulées.

7.

Formation d'un taux de profit uniforme (ou moyen [1])

Retour à la table des matières

Revenons maintenant à la question de l'influence exercée sur le taux du profit par la différence existant entre capital fixe et capital circulant. Dans notre tableau (Borchardt p. 51*- p 37 ici) nous avons admis que tout le capital constant reparaît aussitôt dans la valeur du produit (qu'il est donc, entièrement, capital circulant). Cela peut bien arriver, mais ce n'est pas la règle. Il faut donc tenir compte du fait que, d'ordinaire, ce n'est qu'une partie du capital constant qui se trouve employée, le reste demeurant immobilisé. Selon que ce reste immobilisé est plus grand ou plus petit, les plus-values engendrées -- toutes autres circonstances restant égales d'ailleurs -- par des capitaux d'égale importance doivent donc, naturellement, être différentes. Prenons le tableau suivant (en supposant toujours que la plus-value est de 100 %, c'est-à-dire que la force de travail produit, en plus de sa propre valeur, une plus-value exactement égale à celle-ci) :

Capitaux	Plus-value	Taux de profit	Capital employé	Valeur des marchandi.	Prix de revient	
I. 80 c + 20 v	20	20 %	50	90	70	
II 70 c + 30 v	30	30 %	51	111	81	
III 60 c + 40 v	40	40 %	51	131	91	
IV 85 c + 15 v	15	15 %	40	70	55	
V 95 c + 5 v	5	5 %	10	20	15	
390 c + 110 v	110	110 %				Total
78 c + 22 v	22	22 %				Moyenne

[1] T. III, 1er partie, chap. 9.

Si l'on considère de nouveau les capitaux I-V comme un capital unique, l'on voit que, dans ce cas encore, la composition des sommes des 5 capitaux est de 500 = 390 c + 110 v, et que la composition moyenne reste donc la même, 78 c + 22 v, de même que la plus-value moyenne, 22 %. En répartissant cette plus-value également sur I-V, nous aurions les prix des marchandises ci-dessous:

Capitaux	Plus-value	Valeur des march.	Prix de revient	Prix des march.	Taux de profit	Diff. Entre le prix et la valeur
I. 80 c + 20 v	20	90	70	92	22 %	+ 2
II 70 c + 30 v	30	111	81	103	22 %	- 8
III 60 c + 40 v	40	131	91	113	22 %	- 18
IV 85 c + 15 v	15	70	55	77	22 %	+ 7
V 95 c + 5 v	5	20	15	37	22 %	+ 17

Dans leur ensemble, les marchandises ont été vendues:

+ 2	et	- 8
+ 7	et	- 18
+ 17	.	
26 au dessus		26 au dessous de la valeur

de sorte que les différences de prix sont compensées par la répartition égale de la plus-value ou par l'addition du profit moyen de 22 sur 100 de capital avancé aux prix de revient respectifs des marchandises de I - V ; une partie de la marchandise est vendue au dessus de sa valeur dans la mesure où une partie correspondante est vendue au-dessous. II faut cela pour que le taux du profit soit 22 % en I-V, sans tenir compte de la composition organique des capitaux I-V. Les prix ainsi obtenus sont les *prix de production.* [1] Le prix de production de la marchandise est donc égal au prix de revient plus le profit moyen.

En vendant leurs marchandises, les capitalistes des différentes branches retirent par conséquent les valeurs-capital consommées dans la production de ces marchandises. Par contre, il en va tout autrement de la plus:value ou profit. Chaque capitaliste ne touche point la somme engendrée dans la production de ses propres marchandises, mais ne touche, de la plus-value totale réalisée par la classe capitaliste dans son ensemble, que la part revenant à son capital, conformément au profit moyen. Quelle que soit sa composition, chaque capital avancé retire chaque année le profit pour cent qui, pour cette année, s'applique à 100 unités du capital total. En ce qui concerne le profit, les divers capitalistes se comportent ici comme de simples actionnaires d'une société par actions, où les parts de bénéfice sont réparties également par 100 et ne diffèrent donc, pour les divers capitalistes, que d'après la grandeur du capital engagé par chacun d'entre eux dans l'entreprise totale, c'est-à-dire d'après le nombre d'actions de chacun. Ainsi, dans la société même -- considérée comme l'ensemble des branches de la production -- la somme des prix de production des marchandises produites est donc égale à la somme de leurs valeurs.

Cette affirmation semble être contredite par le fait que, les marchandises servant à un capitaliste de moyens de production -- machines, matières premières, etc. -- sont d'ordinaire achetées à un autre capitaliste, que leurs prix contiennent donc le profit de ce dernier et que, par conséquent, le prix de production d'une branche d'industrie. plus le profit qu'il renferme entrent dans le prix de revient de l'autre. Mais si nous mettons

[1] Nous appelons ainsi les prix obtenus en ajoutant le profit moyen au prix de revient du capitaliste

d'un côté la somme des prix de revient des marchandises du pays tout entier, et de l'autre côté la somme de ses profits, les deux sommes doivent s'équilibrer. Pour fabriquer, par exemple, des blouses de toile, il faut de la toile, laquelle, de son côté, exige du lin. Un certain nombre de capitalistes s'occupent donc de produire du lin et emploient à cet effet un capital, disons de 100 (100.000 francs). Si le profit est de 10 %, les fabricants de toile devront acheter ce lin 110 et le vendront 121 aux fabricants de blouses. L'ensemble du capital employé dans ces 3 branches est donc:

Dans la production du lin……	100
Dans la fabrication de la toile……	110
- des blouses……	121
	331

Le capital d'ensemble doit donner un profit total de 33,1, résultat obtenu du fait que les blouses sont finalement vendues 133,1 [1]. Mais, de ce profit de 33,1, les fabricants de blouses ne touchent que 12,1 ; la différence doit être payée par eux, lors de l'achat de la toile, aux producteurs de cette dernière, lesquels, à leur tour, ne gardent pour eux que 11 et transmettent le reste, soit 10, aux producteurs de lin. De façon que chacun des capitaux intéressés reçoit ainsi la part de profit lui revenant en vertu de sa grandeur.

Dès qu'il y a un taux de profit général et que, par suite, le profit moyen, dans toutes les branches, correspond à la grandeur du capital employé, ce n'est plus qu'un jeu du hasard, si la plus-value produite réellement dans une sphère particulière de la production coïncide avec le profit contenu dans le prix de vente de la marchandise. En règle générale, le profit et la plus-value sont des grandeurs réellement différentes. La masse de la plus-value produite dans une branche particulière de la production n'est directement importante que pour le profit total moyen de tous les capitaux. Mais pour les diverses branches et même pour le capitaliste pris à part, la masse de la plus-value produite n'est indirectement importante que dans la mesure où une quantité I plus grande de plus-value augmente la plus-value existant dans II la branche et crée ainsi un profit moyen plus élevé. Mais c'est là un procès qui ne se passe pas sous ses yeux [2], qu'il ne voit ni ne comprend et qui, en réalité, ne l'intéresse pas. La véritable différence de grandeur entre le profit et la plus-value, et non pas seulement entre leurs taux, dans les sphères particulières de la production, cache maintenant de la façon la plus absolue la vraie nature et l'origine du profit, non point pour le capitaliste, qui est intéressé à se laisser duper, mais pour l'ouvrier. Déjà du fait que, dans la pratique, le prix de revient et le profit s'opposent l'un à l'autre, le capitaliste perd la notion de valeur, parce qu'il ne se trouve plus en face du travail total que coûte la production de 'la marchandise, mais simplement en face de la partie qu'il a payée, sous forme de moyens de production vivants ou morts; et le profit lui apparaît donc comme quelque chose d'extérieur à la valeur immanente de la marchandise. Cette idée fausse se trouve confirmée maintenant, fixée, consolidée, puisque, à considérer la branche particulière -- que le capitaliste envisage forcément de manière isolée -- le profit ajouté au prix de revient n'est pas déterminé par les limites de la formation de valeur qui s'opère en elle, mais de façon purement extérieure. Chaque partie du capital ne rapporte-t-elle pas, en effet, dans la pratique un profit uniforme? Quelle que soit la composition du capital industriel, qu'il comprenne 1/4 de travail mort et 3/4 de travail vivant ou 3/4 de travail mort et 1/4 de travail vivant; que dans l'un des cas il absorbe 3 fois autant

[1] En réalité le prix des blouses doit être beaucoup plus élevé. Nous n'avons tenu compte que de la partie du capital nécessaire à l'achat de la toile.

[2] C'est-à-dire sous les yeux du capitaliste pris à part. (S.)

de surtravail ou produise 3 fois autant de plus-value que dans l'autre: si le degré d'exploitation du travail reste le même (et que nous fassions abstraction des différences individuelles, qui disparaissent d'ailleurs, parce que nous ne considérons chaque fois que la composition moyenne de toute la branche), le profit sera le même dans les 2 cas. Le capitaliste isolé, dont l'horizon est borné, croit à juste titre que son profit ne provient pas uniquement du travail occupé par lui ou par sa spécialité. C'est tout à fait exact pour son profit moyen. Jusqu'à quel point ce profit est le résultat de l'exploitation générale du travail par le capital total ou tous les capitalistes, ses confrères, il ne s'en rend pas compte, et cela d'autant moins que les théoriciens bourgeois, les professeurs d'économie politique, ne l'ont pas dévoilé jusqu'a ce jour. Économiser du travail -- non pas seulement du travail nécessaire à la production d'un objet déterminé, mais économiser en outre sur le nombre des ouvriers -- employer en plus forte proportion du travail mort (du capital constant), apparaît comme une opération absolument judicieuse au point de vue économique, sans influence aucune sur le taux de profit général et le profit moyen. Comment le travail vivant serait-il donc la source exclusive du profit, puisqu'une diminution de la masse de travail nécessaire à la production non seulement ne semble pas amoindrir le profit, mais apparaît même, dans certaines conditions, être la source première de l'augmentation du profit, du moins pour le capitaliste isolé?

8.

Méthodes pour l'augmentation de la plus-value [1]

Retour à la table des matières

La plus-value est produite par l'emploi de la force de travail. Le capital achète la force de travail et paye, en échange, le salaire. En travaillant, l'ouvrier produit une nouvelle valeur, qui ne lui appartient pas, mais appartient au capitaliste. Il faut qu'il travaille un certain temps pour restituer, uniquement, la valeur du salaire. Mais cela fait, il ne s'arrête pas, mais travaille encore pendant quelques heures de la journée. La nouvelle valeur qu'il produit alors, et qui dépasse donc le montant du salaire, s'appelle la plus-value.

Le capital, en conséquence, obtient d'abord une production de plus-value en prolongeant tout simplement la journée de travail au delà du temps de travail « nécessaire » (« nécessaire » au remplacement de la valeur de la force de travail). Le capital se subordonne d'abord le travail selon les conditions techniques où il le trouve historiquement. Il ne transforme donc pas immédiatement le mode de production. La création de plus-value par la simple prolongation de la journée de travail ne fut pas moins efficace dans l'ancienne boulangerie traditionnelle que dans les modernes filatures de coton.

[1] T. l, char. 8, 9, 10.

Pourtant, la journée de travail a une limite. Elle ne peut se prolonger au delà d'une certaine borne. Cette limite est déterminée de 2 façons. D'abord par les besoins physiques de la force de travail. Un homme ne peut, pendant 1 jour naturel de 24 heures, dépenser qu'une quantité déterminée de force vitale. C'est ainsi qu'un cheval ne peut travailler que 8 heures un jour dans l'autre. La force a besoin de se reposer, de dormir pendant une partie du jour; pendant une autre partie, il faut à l'homme satisfaire d'autres besoins physiques, se nourrir, se laver, se vêtir, etc. En dehors de cette limite purement physique, la prolongation de la journée de travail se heurte à des limites morales. L'ouvrier doit disposer d'un certain temps pour la satisfaction de certains besoins intellectuels et sociaux, dont le nombre et l'étendue sont déterminés par l'état général de la civilisation. La journée de travail varie donc dans des limites physiques et sociales. Les unes et les autres sont très élastiques et laissent la plus grande latitude. C'est ainsi que nous trouvons des journées de grandeur très différentes, de 8, 10, 12, 14, 16, 18 heures.

La tendance permanente du capital à prolonger la journée de travail a suscité la résistance de la classe ouvrière et a conduit à d'âpres luttes sociales et politiques. Toutefois, il existe encore d'autres méthodes d'accroître la plus-value. Avant tout, l'emploi plus intensif de la force de travail, de manière à ce qu'elle puisse produire davantage dans un temps donné. Ensuite l'abaissement du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail. Malgré le rôle important joué par cette méthode dans le mouvement réel du salaire, il nous faut en faire abstraction ici, puisque nous avons admis que les marchandises et aussi, par conséquent, la force de travail sont achetées et vendues à leur juste valeur. Reste encore l'accroissement de la plus-value dite « relative » ; en quoi cette dernière consiste-t-elle?

Si la journée de travail est, disons, de 10 heures, dont 6 sont employées à remplacer la valeur de la force de travail, les 4 autres heures servent à produire une certaine quantité de plus-value. Si l'on réussit à prolonger d'une heure la journée de travail ou à tirer des ouvriers, pendant les 10 heures, un rendement supérieur, ou bien même à réaliser ensemble ces deux conditions, la quantité de la plus-value s'en trouve augmentée d'autant. Il se produit alors un accroissement absolu.

Mais s'il est impossible de prolonger la journée de travail au delà de 10 heures, s'il est également impossible de contraindre les ouvriers à un labeur plus intensif, on pourra peut-être, par contre, raccourcir le temps de travail « nécessaire ». Celui-ci, dans notre exemple, était de 6 heures, parce que le temps était nécessaire à la production des moyens de subsistance indispensables à l'entretien de la force de travail. Si ces moyens de subsistance peuvent être produits en moins de temps, s'ils exigent une somme de travail moins grande, au lieu de 6 heures, 5 heures, peut-être, seront suffisantes et, sur une journée de travail de 10 heures, il en restera 5 pour la production de la plus-value; celle-ci se trouverait donc augmentée *relativement* à la journée de travail.

Pour réaliser cette augmentation « relative » de la plus-value, les marchandises consommées par les ouvriers doivent être produites dans un temps plus court. Autrement dit: *la force productive du travail doit être accrue*, de manière à ce que la production de la même quantité de marchandise exige une moindre quantité de travail. Pour cela il ne suffit nullement que le capital s'empare du procès de travail tel qu'il le rencontre sur son chemin et se contente d'en prolonger la durée. Il lui faut bouleverser les conditions techniques et sociales du procès de travail, c'est-à-dire le mode de production lui-même, afin d'accroître la force productive du travail,

diminuer par là-même la valeur de la force de travail et raccourcir la partie de la journée de travail nécessaire à la reproduction de cette valeur.

Pour qu'il y ait baisse de la valeur de la force de travail, il faut que l'accroissement de la force productive intéresse des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail et appartiennent, par conséquent, au cercle des moyens habituels nécessaires à la vie, ou puissent les remplacer. N'entrent pas seulement ici en ligne de compte les industries qui produisent les moyens de subsistance eux-mêmes, mais également les industries fournissant aux premières leurs moyens de production. C'est ainsi que la valeur d'une botte ne résulte pas du seul travail du cordonnier, mais encore de la valeur du cuir, de la poix, du fil, etc. Dans les branches d'industrie, par contre, qui ne fournissent ni moyens de subsistance indispensables, ni moyens nécessaires à leur production, l'accroissement de la force productive n'influe en rien sur la valeur de la force de travail.

Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser, par exemple, le prix des chemises, il ne se propose pas nécessairement de diminuer d'autant la valeur de la force de travail et par suite le temps de travail nécessaire; mais il ne contribue à la hausse du taux général de la plus-value que pour la part qui lui revient en fin de compte dans ce résultat. *Le capital a donc l'instinct immanent et la tendance permanente d'accroître la force productive du travail, pour diminuer le prix des marchandises et, par suite, celui de l'ouvrier lui-même.*

Comme, par conséquent, un procès identique diminue le prix des marchandises, tout en augmentant la plus-value qu'elles renferment, nous avons la solution de l'énigme disant que le capitaliste qui n'envisage que la production de valeurs d'échange, s'efforce continuellement de faire baisser la valeur d'échange des marchandises. L'accroissement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de réduire la partie de la journée de travail durant laquelle l'ouvrier doit travailler pour lui-même, afin de prolonger l'autre partie, où il peut travailler gratuitement pour le capitaliste.

9.

La révolution opérée par le capital dans le mode de production [1]

a) La coopération

Retour à la table des matières

La production capitaliste commence là où le même capital individuel occupe simultanément un grand nombre d'ouvriers, où le procès de travail étend son champ d'action et fournit des produits en grande quantité. La collaboration d'une foule d'ouvriers, travaillant en même temps et dans le même lieu (où si l'on veut, sur le même champ de travail), sous les ordres du même capitaliste, en vue de la production de la même espèce de marchandise, constitue le point de départ historique et formel de la production capitaliste. Par rapport au mode de production, la manufacture, à ses débuts, ne se distingue guère de l'industrie des corporations de métiers que parce qu'elle occupe simultanément, avec le même capital, un grand nombre d'ouvriers. L'atelier du maître s'est simplement agrandi.

Tout d'abord il n'y a donc qu'une différence quantitative. En de certaines limites, il se produit pourtant une modification. Dans toute branche d'industrie, l'ouvrier individuel, Pierre ou Paul, diffère plus ou moins de l'ouvrier moyen. Ces divergences individuelles se compensent et disparaissent, dès que l'on réunit un certain nombre d'ouvriers. L'écrivain anglais Edmond Burke (17291797), se basant sur sa propre expérience de fermier, prétend même que « pour un peloton aussi minime » qu'un

[1] T. 1, char. 11.

groupe de 5 valets de ferme, toute différence individuelle dans le travail disparaît et que 5 garçons de ferme adultes, quels qu'ils soient, font dans le même laps de temps autant de travail que 5 autres pris au hasard. Quoi qu'il en soit, il est évident que la journée totale d'un certain nombre d'ouvriers occupés en même temps est en elle même une journée de travail social moyen. Si le capitaliste emploie simultanément 12 ouvriers pendant 12 heures, cela constitue pour lui une journée de 144 heures. Bien que le travail de chacun des 12 diffère plus ou moins du travaIl social moyen et que, par suite, chaque ouvrier consacre plus ou moins de temps à l'accomplissement de sa besogne - pour le capitaliste la journée de travail de chacun est 1/12 des 144 heures de la journée de travail de tous. Au contraire, si les 12 ouvriers sont occupés 2 par 2 par des patrons différents, ce serait pur hasard que chaque patron produisît la même masse de valeur et réalisât donc le taux général de la plus-value. Il y aura des écarts individuels. Si un ouvrier mettait à la production d'une marchandise beaucoup plus de temps qu'il n'en faut socialement, son travail ne pourrait plus être accepté comme travail moyen. Parmi nos 6 petits patrons, l'un réaliserait donc plus, l'autre moins du taux général de la plus value. Pour la société, il y aurait compensation des inégalités, mais non pas pour chaque patron.

Même si le mode de travail reste le même, l'emploi simultané d'un grand nombre d'ouvriers amène une révolution dans les conditions matérielles du procès de travail. Les bâtiments où beaucoup d'ouvriers sont réunis, les entrepôts pour les matières premières, etc., les récipients, instruments, appareils, etc., qui servent à plusieurs simultanément ou alternativement, sont maintenant utilisés en commun dans le procès de travail. La valeur d'échange des marchandises, et par suite des moyens de production, ne subit aucune augmentation du fait d'une exploitation plus intense de leur valeur d'usage, ils ne coûtent donc pas plus cher. Et cet avantage va croissant avec la grandeur du capital. Une pièce où 20 tisserands travaillent avec 20 métiers doit être plus spacieuse que la chambre d'un tisserand indépendant qui n'occupe que 2 compagnons. Mais la construction d'un atelIer pour 20 personnes demande moins de travail que celle de 10 ateliers dont chacun ne recevrait que 2 ouvriers. La valeur des moyens de production concentrés en masse et communs ne croît pas proportionnellement à leur étendue et à leur effet utile. Des moyens de production utilisés en commun cèdent à chaque produit isolé de moindres éléments de valeur. Il y a donc diminution de valeur de la marchandise. Cette économie réalisée dans l'emploi des moyens de production provient uniquement de leur consommation en commun dans le procès de travail, même quand les ouvriers, au lieu de collaborer, travaillent simplement dans le même atelier.

On appelle coopération cette forme de travail où beaucoup d'ouvriers travaillent côte à côte et ensemble, d'après un plan général, dans le même procès de production ou dans des procès différents, mais connexes.

De même que la force offensive d'un escadron de cavalerie ou la force défensive d'un régiment d'infanterie diffère essentiellement de la somme des forces offensives ou défensives déployées par chaque cavalier ou chaque fantassin, de même la somme des forces mécaniques d'ouvriers isolés diffère de la force sociale qui se développe quand beaucoup de bras collaborent simultanément à la même opération indivise, quand il s'agit par exemple de soulever un fardeau, de tourner une manivelle ou d'écarter un obstacle. L'effet du travail combiné ne pourrait, dans ce cas, être produit par le travail isolé, ou ne le serait qu'avec beaucoup plus de temps ou dans une mesure moindre. Il ne s'agit pas ici de l'accroissement de la force productive individuelle par la coopération, mais de la création d'une force productive fonctionnant

essentiellement comme force collective. « Quand il s'agit de soulever un poids d'une tonne, un homme seul n'y réussira pas, 10 hommes seront obligés de faire des efforts, mais 100 hommes y parviendront en n'utilisant que leur petit doigt. » (John BELLERS, Londres, 1696.)

Sans même tenir compte de la nouvelle puissance de force qui résulte de la fusion en une force collective de beaucoup de forces isolées, il suffit, dans la plupart des travaux productifs, du simple contact social pour provoquer une émulation, une excitation des esprits animaux [1] **, qui accroissent la capacité productive individuelle, à tel point que 12 personnes, fournissant ensemble et simultanément une journée de travail de 144 heures, produisent beaucoup plus que 12 ouvriers isolés travaillant chacun 12 heures, ou qu'un seul ouvrier travaillant 12 jours consécutifs. Cela vient de ce que l'homme est par nature -- sinon un animal politique, comme le dit Aristote -- du moins un animal social.

Bien que de nombreux ouvriers exécutent simultanément et ensemble le même travail ou un travail analogue, le travail individuel de chaque ouvrier peut cependant, en tant que partie du travail total, représenter différentes phases du procès du travail que, par suite de la coopération, l'objet du travail parcourt plus rapidement. Quand les maçons forment la chaîne pour faire passer des pierres du pied d'un échafaudage à son sommet, chacun d'eux exécute la même besogne, et cependant les opérations particulières constituent des parties continues d'une manœuvre d'ensemble, des phases spéciales que chaque pierre doit parcourir dans le procès du travail et grâce à quoi les 24 bras de l'ouvrier total les font passer plus vite que ne le feraient les 2 bras d'un seul ouvrier montant et descendant l'échafaudage. L'objet du travail parcourt en moins de temps le même espace. Il se fait d'autres combinaisons de travail quand, par exemple, un ouvrage est commencé de plusieurs côtés à la fois, bien que tous fassent la même besogne ou une besogne analogue. La journée du travail combiné de 144 heures qui s'attaque de divers côtés à la fois à l'objet du travail, parce que l'ouvrier collectif ou l'ouvrier total a des yeux et des mains devant et derrière et possède à un certain degré le don d'ubiquité, fait avancer l'ouvrage total plus vite que ne le feraient 12 journées de 12 heures faites par des ouvriers plus ou moins isolés et forcés d'attaquer leur travail chacun pour soi. Diverses parties du produit, bien que séparées dans l'espace, s'achèvent en même temps.

Lorsque le procès de travail est compliqué, la seule masse des collaborateurs permet de répartir les différentes opérations entre différentes mains, de les faire par conséquent en même temps et d'abréger ainsi le temps de travail nécessaire à la confection du produit total. « Est-il question d'exécuter un travail compliqué, plusieurs choses doivent être faites simultanément. L'un en fait une pendant que l'autre en fait une autre, et tous contribuent à l'effet qu'un seul homme n'aurait pu produire. L'un rame pendant que l'autre tient le gouvernail et qu'un troisième jette le filet ou harponne le poisson, et la pêche a un succès impossible sans ce concours. » (DESTUTT DE TRACY, *De la volonté et de ses effets*, Paris, 1826, p. 78.)

Dans beaucoup de branches d'industrie, il y a des moments critiques, c'est-à-dire des époques fixées par la nature même du procès de travail et pendant lesquelles il faut réaliser certains résultats déterminés. S'il s'agit par exemple de tondre un

---

[1] Nous maintenons cette expression, qui figure dans la traduction revue par MARX même, à qui on a souvent reproché ce terme, il faut le reconnaître, bien inutilement scolastique. Il traduit gauchement le mot « Lebensgeister », que MARX emploie simplement dans le sens de vitalité. (S.)

troupeau de moutons ou de faucher et d'engranger un certain nombre d'arpents de blé, la quantité et la qualité du produit dépendent de ce que l'opération soit commencée et terminée dans un laps de temps donné. Et ce temps est rigoureusement fixé comme pour la pêche aux harengs. Le même individu ne peut trouver dans un jour de 24 heures qu'une journée de travail de 12 heures, mais la coopération de 100 individus transforme une journée de 12 heures en une journée de 1.200 heures. La brièveté du temps de travail est compensée par la grandeur de la masse de travail qui est, au moment décisif, jetée sur le champ de production. L'opportunité de l'effet à produire dépend ici de l'utilisation simultanée de beaucoup de jours de travail combinés, et l'étendue de l'effet utile produit dépend du nombre d'ouvriers, qui reste cependant toujours inférieur au nombre des ouvriers qui, dans le même laps de temps, occuperaient isolément le même champ d'action. C'est parce que cette coopération fait défaut que, tous les ans, dans l'ouest des Etats-Unis, une quantité de blé n'est pas récoltée, et que, dans les parties des Indes Orientales où la domination anglaise a détruit l'ancien système de la communauté, quantité de coton est perdue.

D'une part la coopération permet d'étendre en surface la sphère du travail. Aussi certains travaux la réclament-ils à cause de leur extension même. Tels sont le dessèchement, l'irrigation, la construction de digues, de canaux, de routes, de chemins de fer. D'autre part, tout en augmentant la production, elle permet de localiser le procès du travail sur un espace moindre. Ce double effet, localisation plus étroite avec intensification concomitante du travail, permet de supprimer une masse de faux frais; il résulte de l'agglomération des ouvriers, du groupement des différentes opérations de travail et de la concentration des moyens de production.

Comparée à une somme de journées de travail individuelles et isolées, la journée de travail collective produit de plus grandes masses de valeurs d'usage et diminue le temps de travail nécessaire à la production d'un effet utile déterminé. Comme l'a montré notre exposé, cet accroissement de la force productive découle, dans tous les cas, de la coopération. Or des salariés ne peuvent coopérer, à moins que leurs forces de travail ne soient achetées simultanément par le même capital, le même capitaliste, qui les occupe toutes en même temps. Il faut donc que la valeur totale de ces forces de travail, c'est-à-dire la somme nécessaire au salaire des ouvriers pour un jour ou une semaine, se trouve réunie dans la poche du capitaliste, avant même la réunion des forces de travail dans le procès de production. Pour payer 300 ouvriers à la fois, ne fût-ce que pour un jour, il faut dépenser plus de capital que pour payer moins d'ouvriers semaine par semaine durant toute l'année. Le nombre des ouvriers coopérants (ou l'échelle de la coopération) dépend donc en premier lieu de la grandeur du capital que chaque capitaliste peut consacrer à l'achat de la force de travail.

Il en est du capital constant comme du capital variable. La dépense pour les matières premières est 30 fois plus forte chez le capitaliste qui occupe 300 ouvriers, que pour chacun des 30 capitalistes qui n'occupent chacun que 10 ouvriers. La valeur et la masse des moyens de travail utilisés en commun n'augmentent pas dans les mêmes proportions que le nombre des ouvriers employés, mais elles augmentent considérablement. La concentration de grandes masses de moyens de production entre les mains de quelques capitalistes est donc la condition matérielle de la coopération entre les ouvriers salariés, et l'étendue de la coopération (ou l'échelle de la production) dépend de l'étendue de la concentration.

La mainmise du capital sur le travail ne semblait d'abord que la conséquence formelle de ce que l'ouvrier, au lieu de travailler pour lui-même, travaillait pour le

capitaliste et par suite sous les ordres de celui-ci. Mais, avec la coopération de nombreux ouvriers salariés, ce commandement du capital devint une nécessité pour l'exécution même du procès de travail, une véritable condition de la production. Sur le champ de la production, les ordres du capitaliste sont tout aussi indispensables que ceux du général sur le champ de bataille.

Exécuté sur une grande échelle, tout travail directement social ou collectif exige plus ou moins une direction qui harmonise les activités individuelles et exécute les fonctions générales résultant du mouvement du corps productif total se différenciant du mouvement de ses organes indépendants. Un seul violoniste se dirige lui-même, un orchestre a besoin d'un chef. Cette fonction de direction, de surveillance et de médiation, revient au capital, dès que le travail qui lui est subordonné devient coopératif. En tant que fonction spécifique du capital, la fonction de direction acquiert des caractères spéciaux.

Tout d'abord, le mobile actif et le but déterminant du procès de production capitaliste ne sont autre chose que la fructification la plus grande possible de plus-value, donc l'exploitation maxima de la force de travail par le capitaliste. A mesure que les ouvriers simultanément occupés augmentent de nombre, leur résistance s'accroît, entraînant nécessairement l'accroissement de la pression capitaliste en vue de maîtriser cette résistance. La direction exercée par le capitaliste n'est pas simplement une fonction spéciale qui lui revient et découle de la nature même du procès de travail social, mais elle est encore une fonction d'exploitation d'un procès de travail social; elle a donc pour condition l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière exploitée. De même, à mesure que se développent les moyens de production qui se dressent en face du salarié comme propriété étrangère, s'accroît la nécessité d'en contrôler l'emploi convenable. En outre, la coopération des salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les emploie simultanément. La connexion de leurs fonctions, leur unité comme corps total productif, se trouvent en dehors d'eux, dans le capital, qui les rassemble et les tient unis. Au point de vue idéal, l'enchaînement de leurs travaux leur apparaît sous forme de plan, mais dans la pratique, c'est l'autorité du capitaliste, la puissance d'une volonté étrangère qui subordonnent leur activité à son but. C'est pourquoi la direction capitaliste est despotique. Au fur et à mesure que la coopération se développe sur une plus grande échelle, ce despotisme revêt des formes particulières. Le capitaliste s'en remet pour la surveillance immédiate et constante des ouvriers isolés ou des groupes d'ouvriers à une espèce particulière de salariés. Tout comme une armée, une masse d'ouvriers travaillant ensemble sous le commandement du même capital a besoin d'officiers supérieurs (directeurs, chefs d'entreprise) et de sous-officiers (surveillants, contremaîtres), qui, pendant le procès de travail, commandent au nom du capital.

Comme on le voit, les fonctions de direction et de surveillance exercées par le capital sur le procès du travail, découlent de deux sources: elles proviennent, d'une part, de ce que tout travail en commun exige une direction; d'autre part, de ce que ce travail a pour but d'ajouter de la plus-value au capital. Les deux aspects doivent être distingués et il faut éviter de les confondre si l'on veut convenablement comprendre les faits. On a vu que le simple travail en commun de plusieurs ouvriers engendre de nouvelles forces productives en même temps qu'il accroît celles qui étaient déjà données. Ces avantages ne se produisent que dans la coopération. La coopération ne commence que dans le procès de travail et dès que les ouvriers y participent ils ont déjà cessé de s'appartenir à eux-mêmes et sont incorporés au capital. La force productive que l'ouvrier développe comme ouvrier social est donc force productive du

capital. La force productive sociale du travail se développe gratuitement, dès que les ouvriers sont placés en de certaines conditions; or le capital les y place. Comme la force productive sociale du travail (c'est-à-dire la force productive, qui découle de la coopération avec d'autres ouvriers) ne coûte rien au capital et n'est, d'autre part, développée par l'ouvrier que lorsque son travail appartient au capital, elle apparaît comme force productive naturelle et immanente au capital.

L'effet de la coopération simple se montre de façon éclatante dans les œuvres gigantesques des anciens Asiatiques, des Égyptiens, des Étrusques, etc. « Il est arrivé dans les temps passés que ces États asiatiques se trouvaient en possession d'un excédent de subsistances, qu'ils pouvaient consacrer à des œuvres de luxe ou d'utilité. Comme ils disposaient des bras et des mains de presque toute la population non agricole et que les rois et les prêtres avaient à leur discrétion absolue tout l'excédent en question, ils avaient les moyens d'édifier ces puissants monuments dont ils ont rempli le pays... Pour mouvoir les statues colossales et les masses énormes dont le transport excite notre étonnement, ils prodiguaient presque exclusivement du travail humain. Le nombre des ouvriers et la concentration de leurs efforts suffisaient. Les ouvriers non agricoles d'une monarchie asiatique n'ont, en dehors de leurs efforts corporels individuels, que fort peu de chose à apporter en contribution à l'œuvre; mais leur nombre fait leur force; et c'est parce que quelqu'un avait en sa puissance absolue la direction de ces masses que ces œuvres gigantesques prirent naissance. Ces entreprises furent possibles parce que les revenus dont vivent les ouvriers étaient concentrés entre les mains d'un seul ou de quelques individus. » (R. JONES, 1852.) Cette puissance des rois asiatiques ou égyptiens ou des théocrates étrusques a passé, dans la société moderne, au capitaliste.

La coopération dans le procès de travail, telle que nous la voyons dominer, dans les débuts de la civilisation, chez les peuples chasseurs ou encore dans l'agriculture des communautés indiennes, repose d'une part sur la propriété en commun des conditions de la production et d'autre part sur ce fait que le simple individu reste aussi intimement rattaché à sa tribu ou à sa communauté que l'abeille à sa ruche. Par ces deux caractères elle se distingue de la coopération capitaliste. L'emploi sporadique, sur une grande échelle, de la coopération dans le monde antique, le moyen âge et les colonies modernes, repose sur des rapports immédiats de domination et de servitude, la plupart du temps sur l'esclavage. La forme capitaliste, au contraire, suppose de prime abord l'existence d'un salarié libre, qui vend sa force de travail au capital. Mais, historiquement, elle se développe par opposition avec l'agriculture et l'exercice indépendant des métiers, que ceux-ci possèdent ou non la forme coopérative. Quand on établit un rapprochement, la coopération capitaliste n'apparaît pas comme une *forme* particulière de la coopération; c'est au contraire la coopération qui se révèle comme une forme historique, particulière et spécifiquement caractéristique, du mode de production capitaliste.

L'emploi simultané de nombreux salariés dans le même procès de travail, forme le point de départ de la production capitaliste. C'est là le premier changement subi par le procès réel de travail, du fait de sa subordination au capital.

b) Division du travail et manufacture [1]

Retour à la table des matières

La coopération qui est fondée sur la division du travail acquiert sa forme classique dans la manufacture. Elle prédomine, en tant que forme caractéristique du procès de production capitaliste, pendant la période manufacturière proprement dite qui va, grosso modo, du milieu du XVIe siècle jusqu'au dernier tiers du XVIIIe siècle. La manufacture a une origine double.

Des ouvriers exerçant des métiers différents et indépendants, qui doivent intervenir à tour de rôle dans la production d'un objet, sont rassemblés dans un seul atelier sous le commandement du même capitaliste. Un carrosse, par exemple, fut le produit collectif des travaux d'un grand nombre d'ouvriers indépendants les uns des autres, tels que charrons, bourreliers, tailleurs, serruriers, ceinturiers, tourneurs, passementiers, vitriers, peintres, vernisseurs, doreurs, etc. La manufacture de carrosses réunit tous ces divers artisans dans un atelier, où ils travaillent en même temps les uns pour les autres. Avant de dorer un carrosse, il faut le construire. Mais si l'on fait beaucoup de carrosses à la fois, les uns peuvent être à la dorure pendant que les autres parcourent une autre phase de la construction. Jusqu'ici nous sommes encore sur le terrain de la coopération simple qui trouve tout prêt son matériel en hommes et en choses. Mais une modification essentielle ne tarde pas à survenir. Le tailleur, le serrurier, le ceinturier, etc., qui ne sont plus occupés dans la carrosserie, perdent petit à petit non seulement l'habitude, mais encore la capacité d'exercer leur ancien métier dans toute son étendue. D'autre part, leur activité spécialisée acquiert maintenant la forme la plus appropriée à sa sphère restreinte. Dans les débuts, la manufacture de carrosses apparaissait comme la combinaison de métiers indépendants. Progressivement elle devient division de la production carrossière en ses opérations particulières; chaque opération se cristallise et devient fonction exclusive d'un ouvrier déterminé, et l'ensemble des opérations est effectué par la réunion des ouvriers parcellaires. Les manufactures de draps, etc., sortirent également d'une combinaison de métiers différents sous le commandement du même capitaliste.

Mais la manufacture peut avoir une origine tout opposée. Un grand nombre d'ouvriers fabriquant les mêmes objets ou des objets similaires, du papier, des caractères d'imprimerie, des aiguilles, sont occupés simultanément par le même capital dans le même atelier. C'est la coopération dans la forme la plus simple. Chacun de ces ouvriers, aidé peut-être d'un ou deux compagnons, fait la marchandise entière et exécute donc successivement les opérations nécessaires à la fabrication. Il continue à travailler suivant son ancienne manière professionnelle. Mais des circonstances extérieures amènent bientôt le capitaliste à utiliser différemment la concentration des ouvriers en un même lieu et la simultanéité de leurs travaux. Il s'agit par exemple, de livrer en un temps déterminé une quantité assez considérable de marchandises achevées. On répartit donc le travail. Les différentes opérations ne sont plus effectuées successivement par le même ouvrier, elles sont assignées séparément à tel ou tel ouvrier et exécutées simultanément. Cette répartition accidentelle se répète, montre ses avantages particuliers et se cristallise peu à peu sous forme de division systématique du travail. La marchandise n'est plus le produit individuel d'un ouvrier indé-

[1] T. l, chap. 12

pendant qui accomplit des besognes diverses; elle devient le produit socIal d'une réunion d'ouvriers, dont chacun ne fait continuellement qu'une seule et même opération partielle.

Entrons maintenant dans le détail. Il est d'abord évident qu'un ouvrier qui, durant toute sa vie, exécute une seule et même opération simple, transforme son corps tout entier en l'organe automatique et spécial de cette opération, qu'il accomplit en moins de temps que l'ouvrier qui fait alternativement toute une série d'opérations. Or, l'ouvrier collectif, qui forme le mécanisme vivant de la manufacture se compose uniquement de tels ouvriers parcellaires spécialisés. Comparativement au métier autonome, il y a donc davantage de production en moins de temps; la force productive du travail est augmentée. De plus, la méthode du travail divisé se perfectionne, une fois que celui-ci est devenu fonction exclusive d'une seule personne. La répétition continuelle de ce même acte limité et la concentration de l'attention sur cet acte limité apprennent, comme l'on sait, à l'ouvrier à obtenir l'effet utile voulu avec un minimum d'effort. Et comme toujours des générations différentes d'ouvriers vivent et coopèrent simultanément dans les mêmes manufactures, les procédés techniques acquis de la sorte se multiplient et se transmettent. La manufacture produit en effet la virtuosité de l'ouvrier de détail, en reproduisant à l'atelier et en poussant systématiquement à l'extrême la division naturelle des métiers qu'elle a trouvée dans la société. « Les mousselines de Dakka, pour leur finesse, les cotons et autres tissus de Coromandel, pour leur magnificence et la durée de leurs couleurs, n'ont jamais été surpassés. Et cependant ils sont produits sans capital, sans machines, sans division de travail, sans aucun des autres moyens dont la fabrication européenne tire tant d'avantages. Le tisserand est un individu isolé, qui fabrique son tissu sur la commande d'un client et travaille sur un métier de la construction la plus rudimentaire et ne se composant parfois que de perches de bois grossièrement agencées. Il ne possède pas d'appareil même pour enrouler la chaîne; le métier doit donc être déployé dans toute sa longueur; il devient informe, énorme; il ne peut trouver place dans la hutte du producteur; celui-ci est donc forcé de travailler au grand air où le moindre changement de temps vient l'interrompre [1]. » L'Indien ressemble à l'araignée sur ce point. Il ne possède cette virtuosité que parce que, de génération en génération, cette habileté s'est transmise de père en fils. Cela n'empêche pas ce tisserand indien de faire, en comparaison avec la plupart des ouvriers de la manufacture, un travail très compliqué.

Un ouvrier qui exécute successivement les différents procès partiels de la production d'un objet, est forcé de changer tantôt de place, tantôt d'instrument. Le passage d'une opération à une autre interrompt le cours de son travail et forme en quelque sorte des pores dans sa journée de travail. Ces pores se condensent dès qu'il consacre toute la journée à la même opération continue, ou disparaissent au fur et à mesure que diminuent les changements d'opération. L'accroissement de la productivité est dû, soit à la dépense croissante de la force de travail en un temps donné, par suite à une intensité croissante du travail, soit à une diminution dans la dépense improductive de la force du travail. L'excédent de dépense de force, exigé par chaque passage du repos au mouvement, se compense, si l'on prolonge suffisamment la vitesse normale une fois acquise. D'autre part, la continuité d'un travail uniforme

[1] *Historical and descriptive Account of Brit. India*, etc., by Hugh Murray, James Wilson, etc., Edinburgh, 1832, t. Il, p. 449. Le métier à tisser indien est à haute lisse; la chaîne est tendue verticalement.

détruit la tension et l'élasticité des esprits animaux [1] qui trouvent leur délassement et leur plaisir dans le changement d'activité.

La productivité du travail ne dépend pas seulement de la virtuosité de l'ouvrier, mais encore de la perfection de ses instruments. Des outils de même espèce, tels que ceux qui servent à couper, à forcer, à percer, à frapper, etc., sont employés dans divers procès de travail, et dans le même procès de travail le même outil sert à divers usages. Mais dès que les différentes opérations d'un procès de travail sont dissociées et que chaque opération partielle acquiert entre les mains de l'ouvrier parcellaire une forme aussi adéquate que possible et par suite exclusive, il faut modifier les outils qui servaient jusque-là à des buts différents. Le sens de leur modification de forme résulte de la connaissance expérimentale des difficultés particulières que rencontre la forme non modifiée. La manufacture est caractérisée par la différenciation des outils, grâce à laquelle des outils, de même espèce prennent des formes déterminées pour des usages spéciaux, et par la spécialisation de ces mêmes outils, grâce à laquelle chaque outil particulier ne donne tout son effet qu'entre les mains d'ouvriers parcellaires spécialisés. Dans la seule ville de Birmingham on produit environ 500 variétés de marteaux: chaque marteau ne sert qu'à un procès particulier de production, certains même ne servent qu'à des opérations différentes du même procès. La période manufacturière simplifie, perfectionne et multiplie les outils de travail en les adaptant aux fonctions particulières exclusives des ouvriers parcellaires [2]. Elle crée donc en même temps une des conditions matérielles de l'emploi des machines, qui ne sont qu'une combinaison d'outils simples.

L'ouvrier de détail et son instrument restent les éléments simples de la manufacture. Examinons maintenant la forme générale.

La manufacture présente, dans sa constitution, deux formes fondamentales qui, malgré un entrelacement accidentel, sont deux espèces essentiellement différentes et jouent surtout des rôles bien différents dans la transformation ultérieure de la manufacture en grande industrie faisant appel aux machines. Ce caractère double découle de la nature même de l'objet fabriqué. Celui-ci est formé soit par l'agencement mécanique de produits partiels indépendants, soit par une série d'opérations et de manipulations connexes.

Une locomotive, par exemple, se compose de plus de 5.000 pièces distinctes. Mais elle ne saurait être considérée comme le type de production de la première espèce de manufacture proprement dite, parce qu'elle doit son existence à la grande industrie. Prenons donc la montre. Œuvre individuelle d'un artisan de Nuremberg, la montre devient par la suite le produit social d'une foule d'ouvriers parcellaires: ouvriers en matière brute, fabricants de ressorts, de cadrans, de pitons de spirale; foreurs, faiseurs de leviers pour rubis, faiseurs d'aiguilles, de boîtiers, de vis; doreurs. Il y a même beaucoup de subdivisions: fabricants de roues (roues de laiton et roues d'acier séparément), de pignons, de mouvements des aiguilles, acheveur de pignons (qui assujettit les roues sur les pignons et polit les facettes), faiseur de pivots, planteur

---

1 V. ci-dessus, p. 69, note 1. **(S.)

2 Dans son ouvrage qui fait époque: *De l'origine des espèces*, Darwin écrit relativement aux organes naturels des plantes et des animaux: . Tant qu'un seul et même organe doit accomplir divers travaux, il est peut-être facile d'expliquer sa variabilité par ce fait que l'éducation naturelle met moins de sollicitude à maintenir ou à supprimer la moindre modification de la forme que lorsque le même organe n'est destiné qu'à un but unique. C'est ainsi que des couteaux, destinés à couper n'importe quoi, peuvent recevoir pour tout autre usage une forme différente.

de finissage (qui place certaines roues et certains pignons), finisseur de barillet (qui dente les roues, donne aux trous l'ouverture voulue, etc.), faiseur d'échappements, de cylindres, de roues de rencontre, de balanciers, faiseur de régulateurs, planteur d'échappement, repasseur de barillet, polisseur d'acier, de roues et de vis, peintre de chiffres, fondeur d'émail sur cuivre, fabricant de pendants, finisseur de charnière, faiseur de secret, ciseleur, polisseur de boîte, etc. ; enfin le repasseur qui assemble la montre entière et la livre toute prête. Quelques parties seulement passent par différentes mains, et tous ces « membres épars » ne s'assemblent qu'entre les mains de celui qui en fait finalement un tout mécanique. Ce rapport purement extérieur du produit achevé avec ses divers éléments rend accidentelle, comme pour tout produit analogue, la combinaison des ouvriers dans le même atelier. Les travaux partiels peuvent même être exécutés comme autant de métiers indépendants les uns des autres, ainsi que cela se pratique dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel. Genève possède, au contraire, de grandes manufactures horlogères, où la coopération des ouvriers parcellaires se fait directement sous le commandement d'un seul capital. Même dans ce dernier cas, le cadran, le ressort et le boîtier se fabriquent rarement à la manufacture même. L'exploitation manufacturière ne donne ici de bénéfices que dans des conditions exceptionnelles, parce que les ouvriers en chambre se font une concurrence terrible, que le morcellement de la production en une masse de procès hétérogènes ne permet que fort peu l'emploi de moyens de travail communs et que le capitaliste, à cause même de l'éparpillement de la fabrication, économise les frais d'atelier à construire [1]. Néanmoins la situation de ces ouvriers de détail, qui travaillent chez eux, mais au compte d'un capitaliste, est totalement différente de celle de l'ouvrier indépendant, qui travaille pour ses propres clients [2].

La seconde espèce de manufacture, sa forme parfaite, produit des objets qui parcourent des phases de production connexes, toute une série de procès gradués, comme, par exemple, dans la manufacture d'aiguilles, le fil de métal passe entre les mains de 72 ou même 92 ouvriers parcellaires spécialisés.

Si l'on considère une quantité donnée de matière première, par exemple, des chiffons dans la manufacture de papier ou du fil de métal dans la manufacture d'aiguilles, on voit que, pour arriver à sa forme définitive, elle passe successivement entre les mains des différents ouvriers parcellaires. Si l'on considère, au contraire, l'atelier comme un mécanisme d'ensemble, la matière première se trouve simultanément dans toutes ses phases de production. Avec une partie de ses nombreuses mains armées d'outils, l'ouvrier collectif, composé de tous les ouvriers de détail, étire le fil, tandis qu'avec d'autres mains et d'autres outils, il le coupe, l'appointe, etc. Successives dans le temps, les diverses opérations deviennent simultanées dans l'espace. Dans le

---

[1] Dans l'année 1854, Genève a produit 80.000 montres, c'est-à-dire moins d'un cinquième de la production du canton de Neuchâtel. La Chaux-de-Fonds, que l'on peut regarder comme une seule manufacture horlogère, fournit une production annuelle double de celle de Genève. De 1850 à 1861, Genève a produit 750.000 montres. Par suite de l'indépendance des procès dans la production d'objets simplement composés de parties fabriquées à part, la transformation de ces manufactures en grande industrie mécanique se heurte à de sérieuses difficultés. Pour les montres, il s'y ajoute deux autres obstacles: leurs éléments sont petits et délicats, elles sont des articles de luxe, donc très variables. Dans les meilleures maisons de Londres, il ne se fabrique pas, dans l'année, une douzaine de montres absolument semblables. La fabrique de Vacheron & Constantin, où les machines sont employées avec succès, fournit tout au plus trois ou quatre variétés pour la grandeur et la forme.

[2] Dans la fabrication des montres, cet exemple classique de la manufacture hétérogène, on peut étudier avec précision la différenciation et la spécialisation qui découlent de la division de l'activité professionnelle.

même temps, on peut donc fournir davantage de marchandise prête à la vente. La manufacture ne réalise cette organisation sociale du procès de travail qu'en rivant le même ouvrier au même travail de détail.

Comme le produit partiel de chaque ouvrier parcellaire n'est en même temps qu'un degré particulier de développement du même objet, il s'ensuit que chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers fournit à l'autre la matière première. Le résultat du travail de l'un sert de point de départ au travail de l'autre. Un ouvrier occupe donc directement l'autre. C'est l'expérience qui fixe le temps de travail nécessaire à l'obtention de l'effet utile envisagé dans chaque procès partiel, et le mécanisme total de la manufacture est fondé sur la supposition qu'un résultat donné est atteint dans un temps donné. Ce n'est qu'à cette condition que les divers procès de travail qui se complètent peuvent s'opérer de façon ininterrompue dans le même temps et le même lieu. De toute évidence, cette dépendance immédiate des travaux et par suite des ouvriers oblige chacun à ne consacrer à sa fonction que le temps nécessaire et l'on réalise ainsi une continuité, une uniformité, une régularité, un ordre et surtout une intensité de travail, supérieurs à ce qui s'obtient dans des métiers indépendants ou même dans la coopération simple.

Mais les différentes opérations ne demandent pas toutes le même temps. Il y a, dans les laps de temps égaux, des quantités inégales de produits partiels. Pour que le même ouvrier puisse donc, sans la moindre interruption, exécuter la même opération, il faut employer, pour des opérations différentes, des nombres différents d'ouvriers. Ainsi il y aura 4 fondeurs pour 2 casseurs et 1 frotteur dans une manufacture de caractères d'imprimerie, parce que le fondeur coule 2.000 caractères alors que le casseur en détache 4.000 et que le frotteur en polit 8.000.

Quand on a fixé, d'après les données de l'expérience, la proportion convenable des divers groupes d'ouvriers parcellaires pour une échelle déterminée de la production, on ne peut étendre cette échelle qu'en employant un multiple de chacun des groupes particuliers. Ajoutons-y que le même individu peut s'acquitter de la même fonction sur n'importe quelle échelle, par exemple la surveillance, le transport des produits partiels d'une phase de production à l'autre, etc. Rendre ces fonctions indépendantes et les assigner à des ouvriers particuliers ne devient donc avantageux que si l'on augmente le nombre des ouvriers occupés et que cette augmentation s'étende proportionnellement et immédiatement à tous les groupes.

Il y a des manufactures où le groupe particulier forme un corps organisé en lui-même. Prenons par exemple la manufacture de bouteilles. Elle se décompose en 3 phases essentiellement distinctes. C'est d'abord la phase préparatoire: préparation de la composition, mélange de sable, de chaux, etc., et fusion de cette composition en une masse liquide. Dans cette première phase sont occupés différents ouvriers parcellaires; de même dans la phase finale: enlèvement des bouteilles des fours à sécher, triage, emballage, etc. Entre les 2 phases se trouve la fabrication du verre proprement dit ou la manipulation de la masse liquide. Devant la bouche d'un four travaille un groupe composé de 5 ouvriers: 1 finisseur, 1 souffleur, 1 ramasseur, 1 chargeur, 1 rangeur. Ces 5 ouvriers parcellaires forment autant d'organes particuliers d'un seul et même corps de travail, qui ne peut fonctionner que comme unité, par la coopération directe de tous les 5. S'il manque 1 membre, le corps est paralysé. Mais le même four a plusieurs ouvertures, 4 à 6 en Angleterre, dont chacun renferme 1 creuset d'argile avec du verre liquide et occupe un groupe semblable de 5 ouvriers. La composition de chaque groupe est basée directement sur la division du travail, tandis que le lien qui unit les divers groupes est de la coopération simple utilisant plus économiquement,

par la consommation commune, un des moyens de production, le four. Un tel four, avec ses 4 à 6 groupes, forme une verrerie; une manufacture de verre comprend plusieurs de ces verreries, en même temps que les installations et les ouvriers pour les phases préparatoires et les phases finales.

Enfin la manufacture, de même qu'elle sort en partie de la combinaison de métiers différents, peut devenir une combinaison de manufactures différentes. Les grandes verreries anglaises fabriquent elles-mêmes leurs creusets d'argile, parce que la réussite ou l'échec du produit dépend essentiellement de la bonne qualité de ces creusets. La manufacture d'un moyen de production est unie dans ce cas à la manufacture du produit. Inversement, la manufacture du produit peut être unie à des manufactures où ce produit serve de matière première ou se combine avec les produits de ces manufactures. C'est ainsi que l'on trouve la manufacture de flint-glass combinée avec le polissage des glaces et la fonte du laiton, cette dernière opération ayant pour but l'enchâssure métallique de certains articles de verre. Les diverses manufactures combinées forment alors des départements, plus ou moins séparés de la manufacture totale, et en même temps des procès de production indépendants ayant chacun sa division propre du travail. En dépit de certains avantages que présente la manufacture combinée, elle n'acquiert pas, abandonnée à elle même, de véritable unité technique. Celle-ci naît en même temps que la manufacture se transforme en industrie mécanique.

La période manufacturière, qui ne tarde pas à poser comme principe évident la diminution du temps de travail nécessaire à la production des marchandises, développe également çà et là l'usage des machines, surtout pour certains procès simples et initiaux, qu'il faut exécuter en grand et avec déploiement de beaucoup de force. C'est ainsi que, dans la manufacture de papier, la trituration des chiffons se fit bientôt au moyen de broyeurs spéciaux, et, dans la métallurgie, le pilage des minerais au moyen du moulin à bocarder. La forme élémentaire de toute machine se trouve dans le moulin à eau des anciens Romains [1]. La période des métiers nous a légué les grandes inventions du compas, de la poudre, de l'imprimerie, des horloges automatiques. Mais en général la machine joue le rôle secondaire qu'Adam Smith lui assigne à côté de la division du travail. L'emploi sporadique des machines prit beaucoup d'importance au XVIIe siècle, parce que les grands mathématiciens y trouvèrent des points d'appui pratiques et des stimulants pour la création de la mécanique moderne.

Le mécanisme spécifique de la période manufacturière, c'est l'ouvrier collectif lui-même, composé de beaucoup d'ouvriers parcellaires. Les différentes opérations que le producteur d'une marchandise exécute alternativement et qui se fusionnent dans l'ensemble de son procès de travail, le sollicitent à des titres divers. Il lui faut déployer tantôt plus de force, tantôt plus d'habileté, tantôt plus d'attention; or, le même individu ne possède pas toutes ces qualités au même degré. Une fois les différentes opérations séparées, isolées et rendues indépendantes, les ouvriers sont répartis, classés et groupés suivant leurs aptitudes particulières. Si leurs particularités naturelles constituent la base sur laquelle vient s'implanter la division du travail, la manufacture, quand elle est introduite, développe des forces de travail, qui naturellement ne sont aptes qu'à des fonctions spéciales. L'ouvrier collectif possède alors toutes les

[1] Toute l'histoire du développement du machinisme se retrouve dans l'histoire des moulins à blé. En anglais, la fabrique continue à s'appeler mill (moulin). Dans les écrits technologiques allemands des premières années du XIX. siècle, on trouve encore le terme de moulin s'appliquant, non seulement à toute machine mue par des forces naturelles, mais encore aux manufactures qui emploient des appareils mécaniques.

capacités productives au même degré de virtuosité et les utilise en même temps de la façon la plus économique, en appliquant uniquement à leurs fonctions spécifiques tous ses organes, individualisés dans des ouvriers particuliers ou des groupes d'ouvriers. Plus l'ouvrier parcellaire est incomplet et même imparfait, plus il est parfait comme partie de l'ouvrier collectif. (Par exemple, développement excessif de certains muscles, déformation de certains os, etc.) L'habitude d'une fonction unique le transforme en organe infaillible de cette fonction, tandis que la connexion du mécanisme total le contraint à travailler avec la régularité d'une pièce de machine. Les différentes fonctions de l'ouvrier collectif étant plus ou moins simples ou complexes, inférieures ou supérieures, ses organes, les forces de travail individuelles, exigent des degrés différents de développement, et possèdent donc des valeurs différentes. La manufacture développe donc une hiérarchie des forces de travail, à laquelle correspond une échelle des salaires. Mais tout procès de production réclame certaines manipulations simples dont tout homme, quel qu'il soit, peut venir à bout. Elles aussi sont maintenant séparées de leur rapport variable avec les facteurs plus importants de l'activité et deviennent des fonctions exclusives. Dans tout métier qu'elle englobe, la manufacture produit donc une classe d'ouvriers dits maladroits que le métier excluait impitoyablement. A côté de la gradation hiérarchique, nous avons alors la division des ouvriers en ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés. Pour les derniers, les frais d'apprentissage disparaissent; pour les premiers ils baissent, comparativement aux artisans, par suite de la simplification des fonctions. Dans les deux cas, la valeur de la force de travail diminue. II y a exception, pour autant que la décomposition des procès de travail produit de nouvelles fonctions générales, qui ne se rencontraient pas, ou du moins pas au même degré, dans les simples métiers.

La division du travail ici décrite à l'intérieur de la manufacture n'est que la suite de la division du travail qui a commencé depuis l'origine des temps historiques et avait trouvé dans le métier son expression suprême. II est clair que la nouvelle division du travail, suscitée par le capitalisme, a montré plus d'une analogie et plus d'un point commun avec l'ancienne. Toutefois, toutes deux, d'une part, la division du travail connue depuis des siècles et qui avait réparti les hommes, par exemple, entre différents métiers, et, d'autre part, la division du travail que le capital a été le premier à faire naître à l'intérieur d'un même atelier, doivent être essentiellement distinguées l'une de l'autre. L'analogie apparaît de la manière la plus frappante, quand il y a connexion intime entre diverses branches d'industrie. L'éleveur produit des peaux, le tanneur transforme ces peaux en cuir, dont le cordonnier fabrique des souliers. Chacun fournit ici un produit appartenant à un certain échelon, et la forme dernière et définitive est le produit combiné de tous les travaux particuliers. II faut y ajouter les diverses branches de travail qui fournissent des moyens de production à l'éleveur, au tanneur, au cordonnier. Mais, qu'est-ce qui constitue le lien entre les travaux indépendants de l'éleveur, du tanneur et du cordonnier? L'existence de leurs produits respectifs en tant que marchandises. Qu'est-ce qui caractérise par contre la division manufacturière du travail? Le fait que l'ouvrier parcellaire ne produit pas de marchandise. Ce n'est que le produit collectif des ouvriers parcellaires qui se transforme en marchandise. La division générale du travail au sein de la société a pour intermédiaires la vente et l'achat des produits de diverses branches de travail; la connexion des travaux partiels dans la manufacture a pour intermédiaire la vente de différentes forces de travail au même capitaliste, qui les emploie comme force de travail collective. La division manufacturière du travail suppose une concentration de moyens de production entre les mains d'un capitaliste; et la division sociale du travail suppose la répartition des moyens de production entre un certain nombre de producteurs indépendants les uns des autres. Tandis que, dans la manufacture, la loi rigide de la

proportionnalité soumet des masses déterminées d'ouvriers à des fonctions déterminées, le hasard et l'arbitraire président à la distribution des producteurs de marchandises ainsi qu'à celle des moyens de production entre les diverses branches sociales de travail. La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur les hommes, simples membres d'un mécanisme total qui lui appartient; la division sociale du travail oppose des producteurs indépendants, qui ne reconnaissent d'autre autorité que celle de la concurrence, d'autre contrainte que la pression de leurs intérêts réciproques, de même que dans le règne animal la guerre de tous contre tous maintient plus ou moins les conditions d'existence de toutes les espèces. Et la même conscience bourgeoise qui célèbre, comme une organisation du travail, la division manufacturière du travail, la condamnation perpétuelle de l'ouvrier à une fonction particulière, et la sujétion absolue de l'ouvrier parcellaire au capital, s'élève à grands cris contre tout contrôle social, toute réglementation consciente du procès social de production, qu'elle dénonce comme une immixtion dans les droits inviolables de la propriété, comme un attentat contre la liberté et la « génialité » indépendante du capitaliste individuel. II est à remarquer que les apologistes enthousiastes du système de fabrique reprochent surtout à cette organisation générale du travail social de transformer la société tout entière en une vaste fabrique.

Les lois des corporations, en limitant à l'extrême le nombre des compagnons qu'un simple maître avait le droit d'occuper, empêchaient méthodiquement ce maître de se transformer en capitaliste. En outre, le patron ne pouvait occuper de compagnons qu'exclusivement dans le métier où il était lui-même maître. La corporation repoussait jalousement tout empiétement du capital marchand, le seul libre qu'elle trouvât en face d'elle. Ce capital n'était toléré que parce qu'il permettait l'écoulement des produits du métier. Lorsque les circonstances extérieures amenaient une division progressive du travail, les corporations existantes se divisaient en sous-genres, ou des corporations nouvelles se constituaient à côté des anciennes, mais sans qu'il y eût groupement de différents métiers dans un même atelier. L'organisation corporative, bien que la séparation, l'isolement et le développement des métiers fissent partie des conditions matérielles d'existence de la période manufacturière, excluait donc la division manufacturière du travail. En somme l'ouvrier et ses moyens de production restaient unis comme l'escargot et sa coquille, et il manquait la première base de la manufacture, c'est-à-dire la constitution des moyens de production comme capital en face de l'ouvrier.

Tandis que la division du travail dans l'ensemble d'une société, qu'elle ait ou non pour intermédiaire l'échange des marchandises, appartient aux formes économiques les plus diverses de la société, *la division manufacturière du travail est une création foute spécifique du mode de production capitaliste*.

*
* *

Une fois que la manufacture a fait son apparition, tout progrès ultérieur dans la division du travail nécessite l'existence de capitaux considérables, entre les mains de chaque capitaliste. Comme nous l'avons vu, en effet, le nombre minimum d'ouvriers à employer par le même capitaliste lui est imposé maintenant par la division existante du travail. (Qu'on songe à l'exemple fourni par la fonderie de caractères d'imprimerie; pour un polisseur il faut 2 casseurs et 4 fondeurs; le capitaliste doit donc engager au moins ces 7 ouvriers s'il veut seulement mettre en marche sa fonderie. Pour l'agrandir, il lui faut au moins encore une fois 7 ouvriers.) Mais avec la partie variable du capital

doit s'accroître également la partie constante de celui-ci, moyens et matières de travail, bâtiments, fours, etc., de même et surtout que les matières premières, et cela beaucoup plus rapidement que le nombre des ouvriers. Car par cet accroissement, la productivité du travail augmente elle-même; pendant le même temps, un même nombre d'ouvriers travaillera une quantité d'autant plus grande de matières premières. Celles-ci doivent donc être en possession du capitaliste. Dans la mesure même où la manufacture grandit, les moyens de subsistance et de production existant dans la société sont transformés en capital réuni entre les mains d'un même capitaliste. « Il ne suffit pas que le capital nécessaire à la subdivision des métiers existe dans la société. Il faut en outre qu'il se trouve accumulé dans les mains de l'entrepreneur en masses suffisantes, pour qu'il puisse faire travailler sur une grande échelle. Plus la division augmente, et plus l'emploi continuel d'un même nombre d'ouvriers exige un capital plus considérable d'outils, de matières premières, etc. » (STORCH, Cours d'Eco Pol., Paris, t. l, p. 250-251.)

De même que la coopération simple, la manufacture a été engendrée par le capital. La force productive résultant de la combinaison des travaux apparaît donc comme force productive du capital. La manufacture proprement dite soumet l'ouvrier autrefois indépendant, aux ordres et à la discipline du capital; mais elle crée en outre une gradation hiérarchique parmi les ouvriers mêmes. Alors que la coopération simple n'apporte pas grand changement au mode de travail de l'individu, la manufacture le bouleverse de fond en comble et s'attaque à la racine même de la force de travail individuelle. Elle estropie l'ouvrier et fait de lui une espèce de monstre, en favorisant, à la manière d'une serre, le développement de son habileté de détail par la suppression de tout un monde d'instincts et de capacités. C'est ainsi que dans les États de La Plata, l'on tue un animal pour la seule peau ou la seule graisse. Non seulement les travaux partiels sont répartis entre les individus différents; l'individu est lui-même divisé, transformé en mécanisme automatique d'un travail partiel, si bien que se trouve réalisée la fable absurde de Menenius Agrippa [1], représentant un homme comme un simple fragment de son propre corps. A l'origine, l'ouvrier vend sa force de travail au capital, parce qu'il lui manque les moyens matériels nécessaires à la production d'une marchandise; et maintenant, sa force de travail individuelle refuse tout service à moins d'être vendue au capital. Elle ne fonctionne plus que dans un ensemble qui n'existe qu'après sa vente, dans l'atelier du capitaliste. Rendu incapable, de par sa condition naturelle, de faire quelque chose d'indépendant, l'ouvrier de manufacture ne développe plus d'activité productive que comme accessoire de l'atelier du capitaliste. (« L'ouvrier qui porte dans ses bras tout un métier peut aller partout exercer son industrie et trouver des moyens de subsister; l'autre n'est qu'un accessoire qui, séparé de ses confrères, n'a plus ni capacité, ni indépendance, et qui se trouve forcé d'accepter la loi qu'on juge à propos de lui imposer » STORCH, Petersbourg, loc. cit., t. II, p. 204.)

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan ou l'ouvrier indépendant développe, ne fût-ce que dans une faible mesure, ne sont plus exigées maintenant que pour l'ensemble de l'atelier. Les ouvriers parcellaires perdent les puissances intellectuelles de la production, puissances qui s'opposent alors à eux en tant que capital. La division manufacturière du travail leur oppose les puissances intellectuelles du procès matériel de production comme une propriété étrangère, une

[1] Patricien romain. Vers 500 avant notre ère, aurait calmé une révolte des plébéiens en les comparant aux membres d'un corps se révoltant contre l'estomac et se condamnant ainsi à dépérir eux-mêmes. J. B.

puissance qui les domine. Cette scission commence dans la coopération simple, où le capitaliste représente, vis-à-vis de chaque ouvrier particulier, l'unité et la volonté du corps de travail social. Elle se développe dans la manufacture, qui fait de l'ouvrier un ouvrier estropié parcellaire. Elle s'achève dans la grande industrie, qui fait de la. science une puissance productive indépendante du travail et l'affecte au service du capital

Dans la manufacture, et l'ouvrier collectif par conséquent le capital ne peuvent s'enrichir en force productive *sociale* que si l'ouvrier s'appauvrit en forces productives *individuelles*. « L'ignorance est la mère de l'industrie comme de la superstition. La réflexion et l'imagination sont soumises à l'erreur; mais l'habitude de remuer le pied ou la main ne dépend ni de l'une ni de l'autre. Aussi pourrait-on dire que, par rapport aux manufactures, la perfection consiste à pouvoir se passer de l'intelligence, en sorte que l'atelier puisse être considéré comme une machine dont les parties seraient des hommes [1]. » En fait, vers le milieu du XVIIIe siècle, certaines manufactures employaient pour quelques opérations simples, qui formaient des secrets de fabrique, de préférence des ouvriers à moitié idiots.

L'économiste anglais Adam SMITH (dans son ouvrage *De la richesse des nations*, paru en 1776, liv. V, chap. I, art. 2) décrit de façon saisissante la dégénérescence intellectuelle de l'ouvrier, du fait de la manufacture. « L'esprit de la plupart des hommes, dit A. Smith, se développe nécessairement de et par leurs occupations de chaque jour. Un homme qui passe toute sa vie à s'acquitter de quelques opérations simples... n'a pas l'occasion d'exercer son intelligence... Il devient en général aussi stupide et ignorant qu'une créature humaine puisse le devenir... Mais dans toute société industrielle et civilisée, la classe ouvrière, c'est-à-dire la grande masse du peuple doit nécessairement en arriver à cet état. » Mais le corps de l'ouvrier parcellaire se rabougrit lui aussi et c'est la manufacture qui a la première fourni l'idée et la matière de la pathologie industrielle.

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité la peine de mort; c'est l'assassiner, s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple. » (Dr URQUHARDT, Londres, 1855.).

Née en quelque sorte, à l'origine, des besoins mêmes du travail, la manufacture -- c'est-à-dire la coopération fondée sur la division du travail -- se change, dès qu'elle a pris un peu de consistance et d'étendue, en forme consciente, méthodique et systématique du mode de production capitaliste. L'histoire de la manufacture proprement dite nous montre que la division du travail qui lui est propre acquiert d'abord expérimentalement, en quelque sorte à l'insu des intéressés, sa forme convenable, mais qu'ensuite, tout comme les métiers corporatifs, elle essaie de maintenir cette forme par la tradition et réussit parfois à la maintenir durant des siècles. Excepté dans ses accessoires, cette forme ne change jamais que par suite d'une révolution dans les instruments de travail. La manufacture moderne -- je ne parle pas de la grande industrie fondée sur l'emploi des machines -- ou bien trouve tout préparés, dans les grandes villes où elle prend naissance, les membres épars dont parle le poète, et n'a qu'à les rassembler; tel est le cas de la manufacture de vêtements; ou bien le principe de la division est d'application évidente, en ce que les diverses opérations de la production professionnelle, de la reliure par exemple, sont exclusivement assignées à des

[1] A. FERGUSON, Histoire de la société civile. Edimbourg, 1767.

ouvriers spécialistes. Une expérience de quelques jours permet, dans ces cas, de trouver le nombre relatif d'ouvriers nécessaires à chaque fonction [1].

La division manufacturière du travail crée et développe donc en même temps une nouvelle force productive sociale du travail. En tant que forme spécifiquement capitaliste du procès social de production -- et, sur les bases données, elle ne pouvait prendre que cette forme capitaliste -- elle n'est qu'une méthode particulière de produire de la plus-value relative ou d'augmenter, aux dépens des ouvriers, le rendement du capital, ce qu'on appelle la richesse des nations ou richesse sociale. Elle développe la production sociale de l'ouvrier non seulement pour le capitaliste en lieu et place de l'ouvrier, mais encore en estropiant l'ouvrier individuel. Elle produit de nouvelles conditions de la domination du capital sur le travail. D'une part, elle apparaît donc comme progrès historique et facteur nécessaire de développement dans le procès de formation économique de la société; mais d'autre part, elle se révèle comme un moyen d'exploitation civilisée et raffinée.

L'économie politique, qui ne prend rang de science particulière qu'avec la période manufacturière, considère en somme la division sociale du travail au seul point de vue de la division manufacturière, c'est-à-dire comme un moyen de produire plus de marchandise avec la même somme de travail, de diminuer par conséquent le prix des marchandises et d'activer l'accumulation du capital. En opposition rigoureuse avec cette accentuation de la quantité et de la valeur d'échange, les écrivains de l'antiquité classique s'en tiennent exclusivement à la qualité et à la valeur d'usage. Par suite de la séparation des branches sociales de la production, les marchandises sont mieux faites, les penchants et les talents divers de l'homme se choisissent, pour leur activité, des sphères qui leur conviennent. Sans limitation, on ne saurait d'ailleurs rien produire d'important.

Pendant la véritable période manufacturière, c'est-à-dire pendant la période où la manufacture est la forme prédominante du mode de production capitaliste, la réalisation pleine et entière de ces tendances se heurte à de multiples difficultés. Bien qu'elle établisse, ainsi que nous l'avons vu, à côté de la division hiérarchique, une simple séparation entre ouvriers habiles et inhabiles, le nombre de ces derniers est réduit à fort peu de chose par l'influence prépondérante des premiers; bien qu'elle adapte les opérations parcellaires au degré différent de maturité, de force et de développement des organes vivants du travail et pousse ainsi à l'exploitation productive des femmes et des enfants, cette tendance échoue généralement contre les habitudes et la résistance des ouvriers hommes; et bien que la décomposition de l'activité professionnelle diminue les frais d'apprentissage et par suite la valeur de l'ouvrier, il n'en faut pas moins, pour certains travaux spéciaux difficiles, un apprentissage assez long que les ouvriers maintiennent jalousement, quand même il serait superflu. C'est ainsi qu'en Angleterre les lois sur l'apprentissage, fixant à celui-ci une durée de sept ans, restèrent pleinement en vigueur jusqu'à la fin de la période manufacturière et ne furent supprimées que par la grande industrie. *L'habileté professionnelle restant la base de la manufacture* et le mécanisme total qui y fonctionne ne possédant pas de squelette matériel indépendant des ouvriers, le capital lutte constamment contre l'insubordination des ouvriers. La plainte contre l'indiscipline des

[1] La foi naïve au génie inventif que chaque capitaliste déploierait a priori dans la division du travail, ne se rencontre plus guère que chez certains professeurs allemands, tel que Roscher, par exemple. Pour remercier le capitaliste d'avoir fait jaillir la division du travail toute faite de sa tête olympienne, Roscher lui accorde « divers salaires de travail ». La plus ou moins grande application de la division du travail dépend de la grandeur de la bourse et non de la grandeur du génie

ouvriers se continue ainsi durant toute la période manufacturière. Du XVIe siècle jusqu'à l'époque de la grande industrie, le capital n'a pu réussir à accaparer tout le temps disponible de l'ouvrier de manufacture; suivant l'immigration ou l'émigration des ouvriers, les manufactures transportent leur siège dans telle ou telle région.

En même temps, la manufacture ne pouvait ni s'emparer de toute la production sociale, ni la bouleverser de fond en comble. Une de ses créations les plus parfaites ce fut l'atelier où se fabriquent les instruments mêmes, surtout les appareils mécaniques compliqués déjà employés à cette époque. Cet atelier, produit de la division manufacturière du travail, produisit à son tour -- *des machines*. Ainsi disparurent les barrières qu'opposait encore à la domination du capital la dépendance du travail à l'égard des capacités personnelles de l'ouvrier.

c) Machinisme et grande industrie [1]

Retour à la table des matières

John STUART MILL, dans ses *Principes d'économie politique*, dit: « On peut se demander si toutes les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour ont allégé le labeur quotidien d'un être humain quelconque [2] » Mais en employant les machines, le capital ne poursuit nullement ce but. Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi des machines se propose de diminuer le prix des marchandises et de raccourcir la partie du jour de travail dont l'ouvrier peut disposer pour lui-même, afin d'allonger l'autre, qu'il donne gratuitement au capitaliste. C'est un moyen de produire de la plus-value.

Dans la manufacture, le point de départ de la révolution du mode de production est la *force* de travail; dans la grande industrie, c'est le *moyen* de travail. Il faut donc rechercher d'abord comment la machine se distingue de l'instrument de travail.

Mathématiciens et mécaniciens déclarent que l'outil n'est qu'une machine simple, la machine un outil composé. Ils n'y trouvent pas de différence essentielle. Mais au point de vue économique, cette explication est sans valeur. Pour d'autres la différence entre l'outil et la machine consisterait en ce que l'outil est mû par la force de l'homme et la machine par une force naturelle autre que la force humaine, par exemple, un animal, l'eau, le vent, etc. D'après cela, une charrue traînée par des bœufs, que l'on rencontre aux époques les plus diverses de la production, serait une machine, tandis que le métier rotatif de Claussen, qui, sous la main d'un seul ouvrier, fait 96.000 mailles par minute, serait un simple outil. Bien plus, ce même métier, mû par la main, serait un outil, et, mû par la vapeur, une machine. Comme l'emploi de la force animale est une des plus anciennes inventions de l'humanité, la production mécanique serait donc antérieure à la production par les métiers.

---

1 T. l, chap. 13, nOS 1-2.

2 Mill (écrivain anglais, 1806-1873) aurait dû dire: d'un être humain ne vivant pas du travail d'autrui, car l'emploi des machines a certainement augmenté le nombre des nobles oisifs

Tout mécanisme développé se compose de trois parties essentiellement différentes: le moteur, la transmission, la machine-outil. Le moteur agit comme force motrice de tout le mécanisme. Il produit sa propre force motrice: tel est le cas pour la machine à vapeur, la machine calorique, la machine électromagnétique; ou bien, il reçoit l'impulsion d'une force naturelle existant toute préparée en dehors de lui: la chute d'eau fait marcher la roue hydraulique, le vent les ailes du moulin, etc. Le mécanisme de transmission, comprenant des volants, des arbres de couche, des roues d'engrenage, des roues circulaires, des tiges, des cordes, des courroies, des communicateurs de toutes sortes, règle le mouvement, en modifie au besoin la forme, de perpendiculaire le rend circulaire, le distribue et le transmet aux machines-outils. Ces deux parties du mécanisme n'existent que pour imprimer le mouvement à la machine-outil et lui permettre de saisir l'objet de travail et de le modifier suivant le but proposé. *C'est de la machine-outil que part la révolution industrielle du XVIIIe siècle*. Et tous les jours, c'est encore la machine-outil qui forme le point de départ, quand le métier ou l'exploitation manufacturière se transforme en exploitation mécanique.

Examinons maintenant la machine-outil ou la véritable machine de travail. Nous y retrouvons au total, quoique bien souvent sous une forme très modifiée, les appareils et les instruments avec lesquels travaillent l'artisan et l'ouvrier de manufacture; mais ce ne sont plus les instruments de l'homme, ce sont les outils d'un mécanisme, des outils mécaniques. Tantôt, toute la machine n'est qu'une édition mécanique plus ou moins modifiée de l'ancien instrument professionnel, comme c'est le cas pour le métier à tisser mécanique; tantôt, les organes actifs, installés sur la charpente de la machine-outil, sont de vieilles connaissances; les fuseaux dans la machine à filer, les aiguilles dans les tricoteuses, les lames dans les scieries, les couteaux, dans les hachoirs. La machine-outil est donc un organisme qui, après avoir reçu le mouvement approprié, fait les opérations que l'ouvrier faisait auparavant avec des outils analogues. Que la force motrice provienne de l'homme ou d'une autre machine, cela ne change rien au fond de la chose. *Dès que le véritable outil agissant sur la matière première, a passé de l'homme à un mécanisme, la machine remplace le simple outil*.

La différence saute immédiatement aux yeux, quand bien même l'homme resterait le moteur initial. Le nombre des instruments avec lesquels il puisse travailler en même temps est limité par le nombre de ses instruments naturels de production, ses propres organes corporels. En Allemagne on essaya d'abord de faire manœuvrer deux rouets à la fois par un seul fileur travaillant en même temps des deux pieds et des deux mains. Mais ce travail était trop fatigant. Plus tard on inventa un rouet à pédales muni de deux fuseaux; mais les virtuoses capables de filer en même temps deux fils restèrent presque aussi rares que les hommes à deux têtes. La « Jenny », au contraire, file dès le premier jour avec 12 à 18 fuseaux, et la tricoteuse tricote avec plusieurs milliers d'aiguilles à la fois. Le nombre des outils avec lesquels cette machine-outil travaille simultanément est, de prime abord, émancipé de la limite organique qui restreint l'outil du simple ouvrier.

La machine à vapeur elle-même, telle qu'elle fut inventée à la fin du XVIIe siècle, pendant la période manufacturière, et subsista jusque dans les dernières années du XVIIIe siècle, ne révolutionna pas l'industrie. Ce fut bien plutôt, au contraire, la création de la machine-outil qui rendit nécessaire la machine à vapeur.

La machine-outil, qui sert de point de départ à la révolution industrielle, remplace l'ouvrier, qui manie un seul outil, par un mécanisme qui travaille à la fois avec une masse d'outils identiques ou analogues et est mis en mouvement par une seule force

motrice, quelle qu'elle soit. (« La réunion de tous ces instruments simples, mis en mouvement par un moteur unique, constitue une machine. » BABBAGE, Londres, 1832.)

Pour que la machine puisse élargir son champ d'action et augmenter le nombre de ses outils travaillant à la fois, le mécanisme du mouvement doit être considérablement accru. Pour venir à bout de sa propre résistance, ce mécanisme réclame une force motrice supérieure à celle de l'homme, d'autant plus que l'homme se montre bien imparfait comme instrument de production, quand il s'agit de créer un mouvement uniforme et continu. Des forces naturelles peuvent alors également le remplacer comme force motrice et, par là, un seul moteur peut actionner plusieurs machines de travail.

Il y avait des métiers mécaniques, des machines à vapeur, etc., avant qu'il y eût des ouvriers uniquement occupés à faire des métiers mécaniques, des machines à vapeur, etc., de même que les hommes portaient des vêtements avant qu'il y eût des tailleurs. Mais les inventions du XVIIIe siècle (Vaucanson, Arkwright, Watt, etc.) n'étaient réalisables que parce que la période manufacturière leur avait préparé toute une quantité d'ouvriers mécaniciens habiles. Au fur et à mesure que s'accrurent les inventions et que les machines furent davantage demandées, la fabrication des machines se divisa de plus en plus en diverses branches spéciales, et, d'autre part, la division du travail se fit plus grande dans les manufactures s'occupant de la construction des machines. Nous voyons donc ici dans la manufacture la base technique immédiate de la grande industrie. La manufacture engendra le mécanisme, lequel, dans les branches de la production touchées par lui, fit disparaître la manufacture. L'exploitation mécanique se constitua donc naturellement sur une base matérielle qui n'était pas faite à sa taille. La grande industrie se trouvait paralysée dans tout son développement, tant que son moyen caractéristique de production, la machine elle-même, devait son existence à la force et à l'habileté d'un individu, et dépendait par conséquent de la force musculaire, du coup d'œil et de la dextérité manuelle que les ouvriers parcellaires, dans la manufacture, et l'artisan, au dehors, apportaient au maniement de leur faible outil. Sans même tenir compte du renchérissement des machines, conséquence naturelle de cette origine, l'extension de l'industrie exploitée déjà mécaniquement et l'introduction des machines dans d'autres branches de production étaient uniquement soumises à l'accroissement d'une catégorie d'ouvriers, laquelle, à cause du caractère semi-artistique de ses occupations, ne pouvait augmenter que lentement et progressivement. Mais à un certain degré de développement, la grande industrie entra, même au point de vue technique, en conflit avec ce qui faisait sa base professionnelle et manufacturière. La construction des machines souleva des problèmes que la manufacture ne pouvait résoudre. Des machines comme, par exemple, la presse moderne, le métier à vapeur et la cardeuse moderne, ne pouvaient être fournies par la manufacture.

Le bouleversement du mode de production dans une sphère de l'industrie se reproduit dans toutes les autres. C'est ainsi que la filature mécanique rendit nécessaire le tissage mécanique, et que tous deux réunis amenèrent la révolution mécano-chimique dans la blanchisserie, l'impression sur étoffe et la teinturerie. C'est ainsi encore que la révolution opérée dans le filage du coton provoqua l'invention du « gin », appareil qui sert à séparer les fibres du coton de la graine; c'est cette invention qui permit à la production du coton de se faire avec toute l'extension actuellement indispensable. La révolution dans le mode de production de l'industrie et de l'agriculture rendit notamment nécessaire une révolution dans les conditions générales du

procès social de production, c'est-à-dire dans les moyens de communication de transport. Les moyens de communication et de transport légués par la période manufacturière devinrent bientôt des gênes insupportables pour la grande industrie, sa rapidité vertigineuse de la production sur une grande échelle, son transfert continuel de capitaux et d'ouvriers d'une sphère de production dans une autre, ses nouveaux apports du marché mondial. Sans parler du bouleversement complet de la construction des navires à voiles, le système des transports et des communications fut petit à petit adapté au mode de production de la grande industrie par l'introduction des vapeurs fluviaux, des chemins de fer, des transatlantiques, du télégraphe. Mais les énormes masses de fer qu'il fallait maintenant forger, braser, trancher, forer, façonner, exigèrent à leur tour des machines cyclopéennes que le travail manufacturier était incapable de construire. La grande industrie fut donc obligée de s'étendre à la construction des machines, c'est-à-dire de produire des machines au moyen de machines.

Si nous considérons maintenant, dans le mécanisme employé pour la construction des machines, la partie qui constitue la véritable machine-outil, nous retrouvons l'outil professionnel, mais avec des dimensions cyclopéennes. L'opérateur de la foreuse mécanique est un énorme foret, mû par la machine à vapeur, sans lequel, en guise de réciproque, il serait absolument impossible de produire les cylindres des grandes machines à vapeur et des presses hydrauliques. Le tour mécanique n'est que la reproduction cyclopéenne du simple tour à pédale, la raboteuse n'est qu'un charpentier en fer qui travaille le fer avec les outils dont le charpentier se sert pour le bois; l'outil qui, dans les chantiers maritimes de Londres, découpe les plaques de blindage, n'est qu'un rasoir gigantesque; l'outil de la tondeuse qui coupe le fer aussi facilement que les ciseaux du tailleur coupent le drap, ce sont des ciseaux géants; enfin le marteau-pilon opère avec une tête de marteau ordinaire, mais d'un tel poids que Vulcain lui-même n'aurait pu le soulever. Un de ces marteaux-pilons, par exemple, pèse plus de 6 tonnes (120 quintaux) et tombe, avec une chute perpendiculaire de 7 pieds, sur une enclume pesant 36 tonnes (720 quintaux). Il pulvérise, en se jouant, un bloc de granit, mais il peut aussi bien enfoncer un clou dans du bois tendre par une succession de petits coups.

Dans la coopération simple, et même dans la coopération caractérisée par la division du travail, la substitution de l'ouvrier collectif à l'ouvrier individuel reste toujours plus ou moins accidentelle. *Le machinisme* (à part certaines exceptions dont il sera question plus tard) *exige forcément un travail socialisé* (c'est-à-dire le travail commun, méthodiquement organisé, de plusieurs). La nature même du moyen de travail transforme dès lors la coopération méthodique en nécessité technique.

*
* *

Nous avons vu que les forces productives résultant de la coopération et de la division du travail ne coûtent rien au capital. Les forces naturelles telles que l'eau, la vapeur, ne coûtent pas davantage. Mais, de même qu'il faut à l'homme un poumon pour respirer, il lui faut un appareil façonné par ses mains, s'il veut arriver à la consommation productive des forces naturelles. Il faut une roue hydraulique, pour exploiter la force motrice de l'eau, une machine à vapeur, pour exploiter l'élasticité de la vapeur. Il en est de la science comme des forces naturelles. Une fois découverte, la loi relative à la déviation de l'aiguille aimantée dans la sphère d'action d'un courant électrique ou la loi relative à la production du magnétisme dans le fer autour duquel circule un courant électrique, ne coûte pas un rouge liard. Mais l'exploitation de ces

lois pour la télégraphie, etc., exige des installations étendues et coûteuses. S'il apparaît donc évident, au premier coup d'œil, que la grande industrie, en incorporant dans le procès de production d'énormes forces naturelles, accroît de façon extraordinaire la productivité du travail, il n'est pas aussi évident que cette force productive accrue ne soit pas achetée par une augmentation de dépense de travail d'autre part. Semblable à tout autre élément du capital constant, le machinisme ne crée pas de valeur, mais transmet sa propre valeur au produit qu'il contribue à créer, et il se manifeste que le machinisme augmente démesurément de valeur, comparativement aux moyens de travail des métiers et de l'exploitation manufacturière. Au lieu de rendre le produit meilleur marché, il le renchérit dans la mesure de sa propre valeur.

Mais les machines n'ajoutent jamais au produit particulier plus de valeur qu'elles n'en perdent en moyenne par l'usure. Il y a donc une grande différence entre la valeur de la machine et la parcelle de valeur qu'elle transmet à chaque produit. Et cette parcelle de valeur est d'autant plus petite que la machine dure plus longtemps. Cela s'applique du reste à tout moyen de travail, à tout instrument de production. Pourtant, la différence entre l'usage et l'usure est beaucoup plus grande pour la machine que pour l'outil, car, construite en matière plus résistante, la machine vit plus longtemps; son emploi d'autre part réglé par des lois rigoureusement scientifiques, permet une économie plus grande; enfin, son. champ de production est infiniment plus grand que celui de l'outil. Dans un travail publié en 1858, M. Baynes, de Blackburn, estime que chaque force-cheval mécanique réelle « actionne 450 broches de la mule-jenny automatique avec tous les accessoires, ou 200 broches de throstle ou encore 15 métiers pour 40 inch cloth avec tous les accessoires ». Les frais journaliers d'un cheval-vapeur et l'usure de la machinerie qu'il met en mouvement se répartissent, dans le premier cas, sur le produit journalier de 450 broches de mule, dans le second cas sur 200 broches de throstle et dans le troisième sur 15 métiers mécaniques; de telle sorte qu'il n'est transmis à une once de filés ou à une aune de tissu qu'une parcelle infime de valeur. De même dans l'exemple du marteau-pilon. Comme son usure journalière, la consommation de charbon, etc., se répartissent sur d'énormes masses de fer qu'il martèle chaque jour, un quintal de fer n'absorbe qu'une très faible parcelle de valeur; cette parcelle serait au contraire très grande, si l'outil cyclopéen devait enfoncer de petites pointes.

Déjà en étudiant la coopération et la manufacture, nous avons vu que certaines conditions générales de la production, telles que les bâtiments, etc., sont moins onéreuses, par suite de l'utilisation en commun, que dans l'éparpillement imposé par la production isolée, et que, par suite, le prix de revient du produit est diminué. Cela s'accentue encore dans le machinisme, car ce n'est pas seulement le corps de la machine qui est utilisé en commun par ses nombreux outils, c'est encore le même moteur qui, ainsi qu'une partie du mécanisme de transmission, est utilisé en commun par de nombreuses machines-outils.

La proportion selon laquelle la machinerie, dans son ensemble, peut transmettre de la valeur au produit, dépend naturellement de sa propre valeur. Moins celle-ci a coûté de travail, et moins elle ajoute de valeur au produit. Moins elle cède de valeur, et plus elle est productive et plus son service se rapproche de celui des forces naturelles.

De toute évidence, il n'y a ni diminution du travail nécessaire à la production d'une marchandise (ni augmentation de la force productive du travail) lorsque la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi en économise. Mais

la différence entre le travail qu'elle coûte et le travail qu'elle économise ne dépend évidemment pas de la différence qui existe entre sa propre valeur et la valeur de l'outil qu'elle remplace. La différence dure aussi longtemps que les frais de travail de la machine (et par suite la portion de valeur qu'elle ajoute au produit) restent inférieurs à la valeur que, par son outil, l'ouvrier ajouterait à l'objet du travail. La productivité de la machine a donc pour mesure la force humaine qu'elle remplace.

Pourtant le *travail* économisé par la machine ne saurait être confondu avec le *salaire* de ce travail. Si nous supposons donc qu'une machine coûte autant que le salaire annuel des 150 ouvriers qu'elle remplace, soit 75.000 francs-or, ces 75.000 fr. ne sont en aucune façon l'expression monétaire du travail fourni par les 150 ouvriers et ajouté à l'objet du travail; ils ne sont que cette partie de leur travail annuel que représente leur salaire. Ils touchaient 60.000 francs-or de salaire par an, mais produisaient une valeur supérieure à 60.000 francs. Si la machine coûte dès lors, également, 60.000 francs, valeur qui exprime tout le travail dépensé dans sa construction, quel que soit le rapport suivant lequel ce travail se partageait en salaire pour l'ouvrier et en plus-value pour le capitaliste, la valeur de la machine est plus petite que la valeur auparavant produite par les 150 ouvriers. En d'autres termes: si la machine coûte autant que la force de travail qu'elle remplace, le travail qu'elle représente est toujours bien moindre que le travail vivant qu'elle remplace.

S'il ne s'agissait que d'abaisser le prix des produits, l'emploi de la machine serait rationnel aussi longtemps que la production des machines coûterait moins de travail que leur usage n’en remplace. Prenons quelques chIffres à titre d'exemple: dans le cas cité plus haut, 150 ouvriers touchaient dans l'année un salaire de 75.000 francs-or et fournissaient en échange, disons pour 150.000 francs-or de travail (la plus-value comportait donc les 100 % de leur salaire). Tant que la fabrication de la machine accomplissant le travail de ces 150 ouvriers coûte moins de 150.000 francs, son emploi par la société sera rationnel, car il signifie une économie de travail. - Mais le capitaliste ne peut compter ainsi. Pour le travail accompli par les 150 ouvriers, il ne paye que 75.000 francs; la machine est donc, pour lui, inemployable dès qu'elle coûte plus de 75.000 francs [1]. Seul le salaire effectivement payé entre en ligne de compte, pour le capitaliste, dans les frais de production. Ce salaire, pour une même quantité de travail, varie selon les pays; il varie également en ce sens qu'il descend quelquefois au-dessous de la valeur de la force de travail, et parfois aussi s'élève au-dessus d'elle. C'est pour cela que des machines inventées en Angleterre ne sont utilisées que dans l'Amérique du Nord, qu'aux XVIe et XVIIe siècles ce fut la Hollande seule qui employa des machines inventées en Allemagne, et que plus d'une découverte française du XVIIIe siècle ne fut exploitée qu'en Angleterre. Dans les pays de civilisation ancienne, l'emploi des machines dans certaines branches d'industrie produit dans quelques autres une telle surabondance de travail que le salaire tombe au-dessous de la valeur de la force de travail, et que l'emploi de la machinerie s'en trouve empêché et rendu superflu, du moins au point de vue du capitaliste, dont le bénéfice ne découle pas de. la. diminution du travail employé, mais de la diminution du travail payé. Pendant ces dernières années, le travail des enfants a été largement réduit et parfois même supprimé dans certaines branches de la manufacture lainière anglaise. Pourquoi? Le *Factory Act* rendait obligatoire une double série d'enfants travaillant l'une 6 et l'autre 4 heures ou chacune 5 heures. Mais les parents réclamèrent le même prix, que le travail fût de temps plein ou de demi-temps. C'est ainsi

[1] Dans une société communiste, les machines auraient donc un tout autre champ d'application que dans la société bourgeoise

que la machinerie prit la place des ouvriers de demi-temps. Avant l'interdiction du travail des femmes et des enfants (au-dessous de 10 ans) dans les mines, le capital estimait que l'emploi de femmes et de jeunes filles toutes nues, conjointement avec des hommes, dans les charbonnages et autres mines, cadrait absolument avec la morale et surtout avec son livre de caisse; aussi ne fut-ce qu'après cette interdiction qu'il eut recours à la machinerie. Les Américains ont inventé des machines pour casser les pierres. Les Anglais ne les emploient pas, parce que le « misérable » (wretch : tel est le sobriquet que l'économie politique anglaise donne à l'ouvrier agricole) qui fait ce travail est si peu rémunéré que l'emploi des machines augmenterait pour le capitaliste le prix de la production. En Angleterre, on substitue parfois encore (1863) des femmes aux chevaux pour le halage des bateaux, parce que le travail exigé pour la production de chevaux et de machines est une quantité mathématique fixée, tandis que le travail nécessaire à la conservation de ces femmes n'entre pas en ligne de compte. Aussi est-ce en Angleterre, le pays des machines, que se fait le gaspillage le plus éhonté de la force humaine à des vétilles.

10.

Effets de ces progrès sur la situation de la classe ouvrière [1]

a) Travail des femmes et des enfants

Retour à la table des matières

En tant que la machinerie rend superflue la force musculaire, elle devient un moyen d'employer des ouvriers sans force musculaire ou d'un développement physique incomplet, mais d'une grande souplesse de membres. Faisons travailler les femmes et les enfants! Voilà ce que se dit le capital, quand il commença à se servir de machines. Ce puissant remplaçant du travail et des ouvriers devint ainsi le moyen d'augmenter le nombre des salariés en y englobant tous les membres de la famille ouvrière, sans distinction de sexe ni d'âge: tout le monde fut directement soumis au capital. Le travail forcé, au profit du capital, prit la place des jeux de l'enfance et même celle du travail libre, que l'ouvrier accomplissait pour sa famille dans le cercle domestique et dans les limites d'une saine moralité [2].

---

1 T. I, chap. 13, n°s 3-10

2 Pendant la grande crise de l'industrie cotonnière qui a sévi en Angleterre après 1860 - par suite de la guerre civile américaine -le gouvernement anglais délégua, dans quelques districts de cette industrie, un médecin, le Dr Smith, chargé d'enquêter sur l'état sanitaire des ouvriers. Il rapporte entre autres les faits suivants: Au point de vue purement sanitaire, la crise, outre qu'elle a soustrait

Ce qui déterminait la valeur de la force de travail, ce n'était pas seulement le temps de travail nécessaire à la conservation de l'ouvrier adulte pris séparément, c'était encore le temps de travail nécessaire à la conservation de la famille de l'ouvrier. En jetant sur le marché du travail tous les membres de la famille, la machinerie *déprécie la force de travail de l'homme*. L'achat de la famille comprenant, par exemple, quatre forces de travail revient peut-être plus cher que précédemment l'achat de la force de travail du seul chef de famille, mais une journée de travail est remplacée par quatre, dont le prix tombe suivant la proportion dans laquelle le surtravail des quatre l'emporte sur le surtravail d'un seul. Pour faire vivre la famille, ces quatre personnes doivent donc fournir non seulement du travail, mais encore du surtravail pour le capital.

En 1845, un écrivain anglais disait: « L'accroissement numérique des ouvriers a été considérable par suite de la substitution croissante des femmes aux hommes, et surtout des enfants aux adultes. Trois fillettes de 13 ans, payées de 6 à 8 shillings par semaine, ont pris la place d'un homme d'âge mûr gagnant de 18 à 45 shillings par semaine. Certaines fonctions de la famille, telles que le soin et l'allaitement des enfants, ne pouvant être totalement supprimées, les mères confisquées par le capital sont plus ou moins forcées de louer des remplaçantes. Il faut remplacer par des marchandises achetées en confection tout ce que fournissait le travail domestique par la couture, le raccommodage, etc. A la diminution du travail domestique correspond donc une augmentation des dépenses. Les frais croissent donc dans la famille de l'ouvrier et compensent la recette supplémentaire. Ajoutons qu'on ne peut plus apporter ni choix judicieux ni économie, dans l'utilisation et la préparation des moyens de subsistance [1]. »

De même se modifie la forme du contrat entre ouvrier et capitaliste, depuis que le capital achète des mineurs et des demi-mineurs. Autrefois l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait, en tant que personne libre, disposer librement. Aujourd'hui il vend sa femme et ses enfants; il devient marchand d'esclaves. Bien souvent, la demande du travail des enfants ressemble par la forme à celle que l'on était habitué de voir, pour la recherche des esclaves, dans les annonces des journaux américains. Par contraste avec ce fait remarquable que, dans les fabriques anglaises, la limitation du travail des femmes et des enfants a été arrachée au capital par les ouvriers hommes adultes, on trouve encore, dans les plus récents rapports (1864-66) de la *Children's Empl. Commission*, des détails vraiment révoltants et dignes des marchands d'esclaves sur le trafic que les ouvriers font de leurs enfants.

L'une des conséquences de cette décomposition de la vie de famille est une extraordinaire mortalité parmi les jeunes enfants d'ouvriers. Il y a en Angleterre, 16

---

les ouvriers à l'air néfaste des fabriques, présente encore quantité d'autres avantages. Les femmes des ouvriers trouvent actuellement le temps nécessaire pour donner le sein à leurs enfants, au lieu de les empoisonner avec de l'opiat. Elles ont également le temps d'apprendre à faire la cuisine. Malheureusement, cet art culinaire apparut à une période où elles n'avaient rien à manger. De même, la crise a été utilisée pour apprendre la couture aux filles des ouvriers, dans des écoles construites à cet effet. Une révolution américaine et une crise mondiale avaient donc été nécessaires pour que les jeunes ouvrières qui filent pour le monde entier apprennent à coudre ! Tout le capital s'est approprié le temps nécessaire au travail dans la famille !

1 Pour se documenter sur ces faits, passés sous silence par l'économie politique officielle, on consultera avec fruit les rapports des inspecteurs de fabrique, de *la Children's Empl. Commission* et même les *Reports on Public Health* (en Angleterre).

districts d'enregistrement, où, sur 100.000 enfants, il n'en meurt en moyenne que 9.000 par an (dans un de ces districts, le nombre des décès n'est que de 7.000).

	Mortalité [1]
Dans 24 districts	10 000 à 11 000
Dans 39 districts	11 000 à 12 000
Dans 48 districts	12 000 à 13 000
Dans 22 districts	20 000 à 21 000
Dans 25 districts	21 000 à 22 000
Dans 17 districts	22 000 à 23 000
Dans 11 districts	23 000 à 24 000
à Hoo Wolverhamton Ashton-under-Lyne Preston	24 000 à 25 000
à Nottingham Stockport Bradford	25 000 à 26 000
à Wisbeach	26 000
à Manchester	26 125

Suivant une enquête médicale officielle de 1861, le taux élevé de la mortalité, si nous ne tenons pas compte des conditions locales, est dû surtout à ce fait que les mères travaillent hors de chez elles et ne peuvent donc pas donner à leurs enfants les soins voulus, si même elles ne leur infligent pas de mauvais traitements; les enfants sont mal nourris ou insuffisamment; parfois avec des opiats; les mères deviennent des étrangères pour leurs enfants, les laissent volontairement mourir de faim ou même d'empoisonnement. Dans les districts agricoles, au contraire, où les femmes sont fort peu occupées hors de la maison, la mortalité (des nourrissons) est très basse. (Même rapport, p. 454.)

Le *dépérissement moral* des femmes et des enfants, résultant de l'exploitation de leur travail par le capital, a été décrit avec toute la précision voulue par Engels dans son ouvrage: *Situation des classes ouvrières en Angleterre*, et par d'autres écrivains. Je n'ai donc pas à y revenir. Mais ce vide intellectuel, qui se produit parce que des hommes, avant d'être arrivés à leur maturité, ont été transformés en simples machines ayant pour fonction de produire de la plus-value, et qu'il faut distinguer avec soin de cette ignorance naturelle qui laisse l'esprit en friche, mais lui conserve sa faculté de développement, sa productivité naturelle, ce vide força finalement le Parlement anglais à décider que, dans toutes les industries soumises à la loi sur les fabriques, une instruction élémentaire serait la condition légale de l'utilisation productive des enfants au-dessous de 14 ans. L'esprit de la production capitaliste se reflète très nettement dans la rédaction insuffisamment claire des articles de loi relatifs à cette éducation, dans le manque de tout organisme administratif pouvant assurer l'efficacité de cette instruction obligatoire, dans l'opposition même des fabricants contre la loi et dans tous les subterfuges et faux fuyants auxquels ils recouraient pour l'éluder. Le 30

[1] 6e Rapport sur la Santé publique, Londres, 1864, p. 34.

juin 1857, l'inspecteur de fabrique anglais, Leonhard Horner, rapporte: « La loi spécifie tout simplement que, durant 3 heures par jour, les enfants seront réunis entre les 4 murs d'un local, dénommé école, et que l'employeur devra se faire délivrer chaque semaine un certificat y relatif par une personne accompagnant sa signature du qualificatif instituteur ou institutrice. » Avant l'amendement de la loi sur les fabriques, en 1844, il n'était pas rare de trouver de ces certificats où la signature était figurée par une croix, l'instituteur ou l'institutrice ne sachant pas écrire. « Mais il y a autre chose que ces taudis misérables où les enfants obtiennent bien des certificats scolaires mais pas la moindre instruction; dans bon nombre d'écoles le maître est compétent, mais tous ses efforts échouent devant ce ramassis effarant d'enfants de tout âge à partir de trois ans. Son salaire, toujours insuffisant, dépend entièrement du nombre d'enfants qu'il peut entasser dans une pièce et du nombre de pences qu'ils lui remettent. Ajoutez ici un mobilier lamentable, le manque de livres et de matériel d'enseignement, et enfin l'influence déprimante exercée sur les pauvres enfants par un air humide et vicié. J'ai visité beaucoup de ces écoles et j'y ai vu des séries entières d'enfants complètement inoccupés; et voilà ce qu'on certifie comme fréquentation scolaire et ces enfants figurent dans les statistiques officielles comme ayant reçu de l'instruction. » (Leonhard HORNEH, dans Reports, etc., for 31st Oct., 1859, p. 17, 18.) A titre d'exemple de la perfidie avec laquelle le capital se moque de la loi, citons encore le passage suivant, extrait du rapport de l'inspecteur de fabrique anglais A. Redgrave, en date du 30 juin 1857. D'après les dispositions de la loi sur les imprimeries sur étoffe et entreprises semblables, « tout enfant, avant d'être embauché dans ces fabriques, doit avoir fréquenté l'école pendant au moins 30 jours ou 150 heures durant les 6 mois qui précèdent immédiatement son premier jour de travail. Tant qu'il travaille à la fabrique, il est astreint à fréquenter l'école au moins 30 jours ou 150 heures durant chaque période de 6 mois. Le séjour à l'école doit avoir lieu entre 8 heures du matin et 6 heures du soir. Pour pouvoir être comptée dans les 150 heures, chaque présence doit être de 2 h. 1/2 au minimum et de 5 heures au maximum dans la journée ». Or comment le capital a-t-il appliqué ces dispositions? « Ordinairement les enfants fréquentent l'école matin et soir, à raison de 5 heures par jour, pendant une période de 30 jours. Une fois arrivés au terme de cette scolarité, quand ils ont atteint leur nombre statutaire de 150 heures et -- pour employer leur langage -- fini leur livre, ils retournent à l'imprimerie et y travaillent pendant 6 mois; et on ne les voit plus à l'école jusqu'à ce que l'obligation scolaire revienne. Et alors ils vont de nouveau à l'école jusqu'à ce qu'ils aient encore fini leur livre... Beaucoup d'enfants, qui ont fréquenté l'école pendant les 150 heures réglementaires et ont ensuite passé 6 mois à la fabrique, ne sont pas plus avancés qu'au premier jour... Ils ont naturellement reperdu tout ce qu'ils avaient appris précédemment. Dans d'autres imprimeries sur coton, la fréquentation scolaire est entièrement subordonnée aux besoins commerciaux de la fabrique. Le nombre d'heures exigé est complété, pendant chaque période de 6 mois, par des acomptes de 3 à 5 heures donnés à la fois, acomptes répartis parfois sur 6 mois. Un jour l'enfant fréquente l'école de 8 à 11 heures du matin, le lendemain de 1 à 4 heures du soir, puis il manque plusieurs jours et revient à l'improviste de 3 à 6 heures du soir; il fréquente régulièrement 3 ou 4 jours successifs, parfois même une semaine, disparaît pendant 3 semaines ou un mois, pour faire une nouvelle apparition de quelques heures les jours où la fabrique peut par hasard se passer de lui. L'enfant est ainsi ballotté de l'école à la fabrique et de la fabrique à l'école, jusqu'à ce qu'il soit arrivé à son total de 150 heures. »

En ajoutant au personnel ouvrier des enfants et des femmes en nombre prépondérant, *la machinerie vient enfin à bout de la résistance encore opposée par les ouvriers hommes au despotisme du capital.*

b) Prolongation de la journée de travail

Retour à la table des matières

Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail c'est-à-dire d'abréger le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, elle devient, comme représentant du capital, et d'abord dans les industries dont elle s'est emparée immédiatement, le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au delà de toute limite naturelle. Elle crée, d'une part, de nouvelles conditions permettant au capital de lâcher la bride à sa tendance permanente, et d'autre part, de nouveaux motifs qui aiguisent encore la faim du capital avide du travail d'autrui.

La machine fonctionne d'elle-même, son mouvement et son activité sont indépendants de l'ouvrier. Elle est animée du mouvement perpétuel et ne s'arrêterait jamais de produire, si elle n'était pas naturellement limitée par la faiblesse physique et l'entêtement de ses collaborateurs humains. Réduire au minimum la résistance de ces derniers est donc la tendance du capital. Cette résistance se trouve d'ailleurs diminuée par l'apparente facilité du travail à la machine et l'élément plus docile et plus souple constitué par les femmes et les enfants.

Plus est longue la période pendant laquelle fonctionne la machine et plus grande la masse de produits sur laquelle se répartit la portion de valeur ajoutée, et moindre est la parcelle de valeur qu'elle ajoute à chaque unité de marchandise. Raison suffisante, pour le capital, de prolonger autant que possible l'activité quotidienne de la machine.

L'usure de la machine n'est pas dans un rapport mathématique avec le temps d'utilisation. Et cela même supposé, une 1 machine qui fonctionne 16 heures par jour, pendant 7 ans 1/2, ! embrasse une période de production aussi grande et n'ajoute pas plus de valeur au produit total que la même machine fonctionnant 8 heures par jour pendant 15 ans. Mais dans le premier , cas la valeur de la machine serait reproduite deux fois plus vite que dans le second, et le capitaliste aurait, en 7 ans 1/2, par l'entremise de cette machine, absorbé autant de surtravail qu'en 15 ans dans le second cas. L'usure matérielle de la machine ne provient pas seulement de l'usage, mais aussi de l'inaction: la machine s'use comme une épée qui ne sert pas se rouille dans :le fourreau. C'est la destruction par les éléments et cette usure se trouve jusqu'à un certain point dans un rapport inverse avec l'usage de la machine.

En outre, la machine subit en quelque sorte une usure morale. Des machines du même type peuvent se construire à moins de frais ou d'autres machines perfectionnées lui faire concurrence. D'une façon comme de l'autre, sa valeur d'échange s'en trouve diminuée. Dans les deux cas, si jeune et si vigoureuse qu'elle puisse être, sa valeur n'a plus comme expression le temps de travail effectivement réalisé dans la machine, mais le temps nécessaire à sa propre reproduction ou à celle d'une machine meilleure. Elle se trouve donc avoir plus ou moins diminué de valeur. Plus est courte la période

nécessaire à la reproduction de sa valeur totale, et moindre est le danger d'usure morale; et plus la journée de travail est longue, et plus cette période est courte. Dès la première introduction de la machine dans quelque branche d'industrie, on voit se succéder coup sur coup de nouvelles méthodes en vue de la reproduire à meilleur marché, des perfectionnements qui intéressent non seulement des parties ou des appareils isolés, mais la construction entière. C'est donc dans la première période de son existence que la machine influe le plus fortement sur la prolongation de la journée de travail [1].

Si, au lieu de prolonger la journée de travail, le capitaliste veut employer un nombre double d'ouvriers et en tirer de la plus-value, il lui faut également doubler le capital constant dépensé en matières premières, en matières auxiliaires, etc. La prolongation de la journée de travail entraîne l'augmentation de la production, mais la partie de capital constant avancée pour la machinerie et les bâtiments reste invariable. Non seulement la plus-value s'accroît, mais il y a diminution des dépenses nécessaires à son exploitation. Le même phénomène se rencontre, il est vrai, dès qu'il y a quelque part prolongation de la journée de travail; mais il est ici particulièrement important, parce que la partie de capital transformée en moyen de travail pèse davantage dans la balance. « Si un laboureur, dit au professeur Nassau W. Senior, M. Ashworth, un des grands filateurs de coton d'Angleterre, dépose sa bêche, il rend inutile pour un certain temps un capital de 18 pence (soit environ 2 francs-or). Quand un de nos ouvriers quitte la fabrique, il rend improductif un capital de 100.000 livres sterling (environ 2 millions-or). » Pensez donc! Rendre improductif, ne fût-ce que pour un moment, un capital de 100.000 livres sterling ! N'est-il pas révoltant qu'un ouvrier ose jamais s'absenter de la fabrique? L'accroissement incessant de la machinerie rend « désirable », ainsi que le reconnaît ce M. Nassau W. Senior mieux renseigné par Ashworth, la prolongation croissante de la journée de travail

La première introduction encore sporadique de la machine dans une industrie quelconque fait que la valeur sociale du produit de la machine est supérieure à sa valeur individuelle; autrement dit, le produit de la machine demande moins de travail que le produit de la concurrence, qui travaille encore sans machines. Mais la valeur est déterminée par le travail « socialement nécessaire » et c'est, dans ce cas, la quantité plus grande de travail exigé par la production sans machines. Il s'ensuit que le produit de la machine peut être vendu bien au-dessus de sa propre valeur. Pendant cette période de transition, où telle industrie mécanique reste une sorte de monopole, les bénéfices sont donc extraordinaires, et le capitaliste essaie de pousser à l'extrême l'exploitation de cette lune de miel, en prolongeant le plus possible la journée de travail. La grandeur du bénéfice aiguise encore l'appétit. Le profit supplémentaire cesse dès que l'usage des machines s'est généralisé dans l'industrie en question.

Ce profit supplémentaire cesse dès que la machinerie est généralisée dans la même branche d'industrie, et c'est alors l'application de la loi d'après laquelle la plus-value ne résulte pas des forces de travail que le capitaliste remplace par des machines,

---

[1] « Depuis quelques années, la fabrication des tulles a subi des améliorations si importantes et si nombreuses qu'une machine bien conservée, du prix initial de 1.200 livres sterling (environ 150.000 francs), s'est vendue, quelque temps plus tard, 60 livres sterling (environ 7.500 francs)... Les perfectionnements se succédèrent avec une telle rapidité, que certaines machines inachevées, restèrent pour compte à leurs constructeurs, parce que, à la suite d'inventions heureuses, elles « dataient» déjà. » (Babbage, Londres, 1832.) Aussi, pendant cette période fiévreuse, les fabricants de tulle n'hésitèrent-ils pas à porter la journée de travail de 8 à 24 heures, en employant le double d'ouvriers

mais des forces de travail qu'il y occupe. La plus-value ne découle que de la partie variable du capital, c'est-à-dire du travail vivant; elle doit donc être d'autant plus grande que le travail vivant employé par le capital est lui même plus grand, tandis que la diminution de ce dernier doit entraîner la réduction de la plus-value. Mais le but de la machine est précisément de réduire et de remplacer le travail vivant. L'industrie mécanique accroît la force productive, abaisse le prix du produit, diminue par là le coût de la vie et donc la valeur de la force de travail; elle augmente ainsi le surtravail aux dépens du travail nécessaire; mais toutes ces conséquences, elle ne les entraîne qu'en réduisant le nombre des ouvriers occupés par un capital donné ou, en d'autres termes, en transformant une partie du capital, auparavant variable (c'est-à-dire payant auparavant du travail vivant), en machines, en capital constant ne produisant pas de plus-value. Imaginons un exemple. Soit un capital de 100 (par exemple 100.000 francs); avant l'introduction des machines, 40 % de ce capital devaient peut-être servir à l'achat d'outils et de matières premières, tandis que 60 % étaient alloués à des ouvriers. Or la machine fait son apparition et triple la productivité. Désormais, il n'y a plus que 20 % du capital qui soient employés à payer les salaires des ouvriers, 2/3 des ouvriers auparavant occupés sont congédiés, le capital jadis employé à les payer sert maintenant à l'achat des machines et des matières premières que le travail de la machine exige en plus grand nombre.

Mais il est impossible d'extorquer à deux ouvriers autant de plus-value qu'à 24. Si chacun des 24 ouvriers ne fournit pour 12 heures qu'une heure de surtravail, ils fourniront ensemble 24 heures de surtravail, tandis que le travail total des deux ouvriers ne sera jamais que 24 heures. *L'emploi capitaliste* (c'est-à-dire en vue de la production de la plus-value) *de la machinerie comporte donc une contradiction immanente*; des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée elle n'augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en réduisant l'autre, le nombre d'ouvriers. Et c'est cette contradiction qui pousse le capital, sans qu'il s'en rende compte, à la prolongation la plus extrême de la journée de travail, afin de compenser la diminution du nombre des ouvriers par l'augmentation du surtravail de chaque ouvrier.

D'une part, l'emploi capitaliste de la machinerie crée donc de nouveaux et puissants motifs pour prolonger outre mesure la journée de travail; il bouleverse le mode de travail et le caractère social de l'ouvrier de telle façon que toute résistance soit brisée.

D'autre part, soit en embauchant des couches de la classe ouvrière jadis inaccessibles au capital, soit en libérant les ouvriers remplacés par la machine, il produit un excédent de population ouvrière qui est forcée d'accepter la loi dictée par le capital. De là, dans l'histoire de l'industrie moderne, ce phénomène curieux: la machine renverse toutes les barrières morales et naturelles de la journée de travail. De là, ce paradoxe économique: le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail se transforme dans le moyen le plus infaillible de rendre disponible pour la mise en valeur du capital tout le temps de l'ouvrier et de sa famille. « Si chaque outil, imaginait Aristote, le plus grand penseur de l'antiquité, pouvait exécuter de son propre chef et sur ordre le travail qui lui incombe, comme autrefois les chefs-d'œuvre de Dédale se mouvaient d'eux-mêmes ou comme les trépieds de Vulcain se mettaient spontanément à leur travail sacré, le patron n'aurait plus besoin de compagnons ni le maître d'esclaves. » Antipatros, poète grec contemporain de Cicéron, saluait dans le moulin à eau, destiné à la mouture du blé, le libérateur des esclaves et le restaurateur

de l'âge d'or [1]. Ah ! ces païens ! Si nous en croyons ce malin de Bastiat ou ce Mac Culloch plus roublard encore, ces païens n'avaient pas la moindre idée de l'économie politique et du christianisme. Ils n'ont pas compris, par exemple, que la machine est le moyen infaillible de prolonger la journée de travail. N'excusaient-ils pas l'esclavage de l'un parce que c'était le moyen d'assurer à l'autre son plein développement humain? Mais comment auraient-ils pu préconiser l'esclavage des masses, pour faire de quelques parvenus grossiers ou à peine dégrossis « d'éminents filateurs », de « grands banquiers », d' « influents marchands de cirage » ? Il leur manquait l'organe spécial, le christianisme.

Depuis la naissance de la grande industrie [2] dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, il se produisit une précipitation violente, démesurée, semblable à une avalanche, en ce qui concerne la prolongation du temps de travail journalier. Toutes les barrières établies par les mœurs et la nature, l'âge et le sexe, la nuit et le jour, furent renversées. Les notions mêmes du jour et de la nuit, d'une simplicité si rustique dans les anciens statuts, devinrent tellement confuses, qu'en 1860 un juge anglais devait faire preuve d'une sagacité talmudique pour décider, dans un jugement motivé, ce qu'on devait entendre par le jour et la nuit. C'étaient les orgies du capital. « Le fait est qu'avant la loi de 1833 les enfants et les adolescents des deux sexes étaient attelés au travail toute la nuit, tout le jour, parfois nuit et jour, suivant le bon plaisir de l'employeur. » (Rapports des inspecteurs anglais du travail, 30 avril 1860, p. 51.)

Examinons maintenant [3] quelques branches de production ou rien ne s'oppose encore ou du moins ne s'opposait hier (1863-65) à l'exploitation absolue de la force de travail.

« M. Broughton, juge de paix, présidant un meeting tenu le 14 janvier 1860 à la mairie de Nottingham, déclara que, dans la partie de la population urbaine occupée dans les fabriques de dentelle, il règne une misère et un dénuement inconnus au reste du monde civilisé... A 2, 3, 4 heures du matin, des enfants de 9 à 10 ans sont arrachés de leurs lits malpropres et forcés de travailler jusqu'à 10, 11, 12 heures de la nuit pour gagner simplement leur subsistance. Pendant qu'ils travaillent, leurs membres s'étiolent, leur taille rapetisse, leur physionomie prend un air hébété, tout leur être tombe dans une torpeur telle que leur aspect vous fait frémir. Nous ne sommes nullement surpris que M. Mallet et d'autres fabricants aient protesté contre toute discussion... Que penser d'une ville qui organise une réunion publique, pour demander, par voie de pétition, que le temps de travail soit réduit à 18 heures pour les hommes! » (Du journal londonien *Daily Telegraph*, 14 janvier 1860.)

La poterie du Staffordshire a fait, dans les 22 dernières années (avant 1860) l'objet de 3 enquêtes parlementaires. Il nous suffira pour notre démonstration d'emprunter aux rapports de 1860 et 1863 quelques témoignages apportés par les enfants exploités eux-mêmes. Des enfants on pourra conclure aux adultes, aux femmes et aux jeunes filles surtout, dans une branche d'industrie spéciale, à côté de laquelle les filatures de coton semblent particulièrement agréables et saines.

---

1 « Reposez vos mains qui faisaient tourner la meule, ô meunières, et, dormez paisiblement. Que le coq vous annonce en vain le lever du jour 1 Dao a remis aux nymphes le travail des jeunes filles, et voilà les nymphes qui passent légères et sautillantes sur les roues, et les essieux mis en branle tournent avec leurs ais et font tourner en cercle la masse de la meule mobile. Vivons de la vie de nos pères et jouissons, dans l'oisiveté, des dons que la déesse nous accorde. »

2 T. I, ch. 8, n° 6

3 T. I, ch. 8, n° 3

William Wood, âgé de 9 ans, comptait 7 ans et 10 mois, quand il commença à travailler. Dès le premier jour, il est chargé de transporter le moule et son contenu au séchoir et de rapporter le moule vide. Chaque jour de la semaine il arrive à 6 heures du matin, pour ne cesser que vers 9 heures du soir. « Chaque jour de la semaine je travaille jusqu'à 9 heures du soir. C'est ce que j'ai fait, par exemple, durant les 7 ou 8 dernières semaines. » Soit 15 heures de travail quotidien pour un enfant de 7 ans. - J. Murray, garçon de 12 ans, dépose: « Je transporte les moules et je tourne la roue. J'arrive à 6 heures, parfois à 4 heures du matin. J'ai travaillé toute la nuit dernière jusqu'à 8 heures du matin. Je ne me suis pas couché. Avec moi, 8 ou 9 garçons ont passé la nuit dernière au travail. A l'exception d'un seul, tous sont revenus ce matin. Je gagne 3 sh. 6 d. (environ 5 fr. 50 or) par semaine. Je ne touche pas davantage quand je travaille toute la nuit. La semaine dernière j'ai travaillé deux nuits. »

Le Dr Greenhow déclare que, dans les districts de Stoke-upon-Trent et de Wolstanton, centres de l'industrie de la poterie, la vie est extraordinairement courte. Bien que dans ces deux districts il n'y ait pas tout à fait un tiers de la population mâle au-dessus de 20 ans qui soit occupé dans les poteries, ce sont les potiers, qui, dans le premier, fournissent plus de la moitié des décès occasionnés par les maladies de poitrine; dans le deuxième, cette proportion est de 2/3. Le Dr Boothroyd, exerçant à Hanlay, déclare: « A chaque nouvelle génération, les potiers sont plus petits et moins solides. » Un autre médecin, le Dr Mac. Bean, est du même avis: « Depuis 25 ans que j'exerce parmi les potiers, j'ai constaté que la dégénérescence surprenante de cette classe s'est continuellement accentuée par la diminution de la taille et du poids. » (Département de la Santé publique, 3e Rapport, p. 102, 104, 105.)

Du rapport des commissaires de 1863 nous extrayons ce qui suit. Le Dr J. T. Arledge, médecin en chef de l'hôpital du North Staffordshire, déclare: « Considérés comme classe, les potiers, hommes et femmes, représentent une population physiquement et moralement dégénérée. Ils sont, en règle générale, rabougris, mal constitués, de poitrine déformée. Ils vieillissent prématurément et meurent relativement jeunes; flegmatiques et anémiques, ils trahissent la faiblesse de leur constitution par des accès opiniâtres de dyspepsie, de troubles du foie et des reins, de rhumatismes. Mais ils sont avant tout sujets aux maladies de la poitrine, pneumonie, phtisie, bronchite et asthme. Une forme d'asthme leur est même particulière et connue sous le nom d'asthme des potiers ou phtisie des potiers. La scrofulose, qui attaque les glandes et d'autres parties du corps, est une maladie qui frappe plus des 2/3 des potiers... Si la dégénérescence de la population de ce district n'est pas beaucoup plus grande, cela vient uniquement de ce que la population se recrute dans les districts voisins et qu'il y a des mariages avec des individus appartenant à des races plus saines. » M. Charles Pearson, chirurgien ordinaire de ce même hôpital jusqu'à ces derniers temps, écrit, dans une lettre au commissaire Longe: « Je ne parle pas d'après la statistique, mais d'après mes observations personnelles. Eh bien, je n'hésite pas à déclarer que mon irritation renaissait chaque fois que je jetais les yeux sur ces pauvres enfants, dont la santé est sacrifiée pour satisfaire l'avidité des parents et des patrons. » Il énumère les causes des maladies des potiers et termine par la principale: les longues heures de travail. - Ce que nous venons de dire des potiers anglais trouve son pendant en Écosse.

La fabrication des allumettes chimiques date de 1833, l'année où l'on trouva le procédé pour fixer le phosphore sur la mince tige de bois. Depuis 1845, cette industrie s'est rapidement développée en Angleterre, d'abord dans les quartiers populeux de Londres, d'où elle a gagné Manchester, Birmingham, Liverpool, Bristol, Norwich,

Newcastle, Glasgow, introduisant en même temps le trisme (crampe de la mâchoire), qu'un médecin viennois signale, dès 1845, comme la maladie spécifique des allumettiers. La moitié des ouvriers sont des garçons de moins de 13 ans et des jeunes filles de moins de 18 ans. Cette industrie est tellement décriée pour son insalubrité et son travail répugnant que seule la partie la plus misérable de la classe ouvrière, par exemple des veuves à moitié mortes de faim, y envoient leurs enfants « hâves, déguenillés, totalement abandonnés et corrompus ». Parmi les témoins qui déposèrent devant le commissaire White, 270 avaient moins de 18 ans, 50 moins de 10, 10 à peine 8 et 5 à peine 6 ans. La journée de travail variait de 12 à 15 heures, avec travail de nuit, repas irréguliers pris ordinairement dans les ateliers mêmes, empestés par les émanations de phosphore. Dante trouverait qu'une fabrique de ce genre dépasse toutes les horreurs qu'il a accumulées dans son Enfer.

Dans les fabriques de papiers peints, les tapisseries les plus grossières sont imprimées à la machine, les plus fines à la main. La saison bat son plein de fin octobre à fin avril. Le travail, durant cette période, continue fréquemment et presque sans interruption de 6 heures du matin à 10 heures du soir et même plus tard.

G. Apsden déclare (1862) : « Le garçon que voilà n'avait que 7 ans, que déjà j'avais pris l'habitude de le porter sur mon dos à travers la neige à l'aller et au retour... Il travaillait d'ordinaire 16 heures par jour... Bien des fois je me suis mis à genoux pour lui donner la becquée tandis qu'il restait debout à côté de sa machine qu'il ne devait ni quitter ni arrêter. » -- Smith, l'associé-gérant d'une fabrique de Manchester: « Nous (il veut dire « les bras » qui travaillent pour « nous » les patrons) n'arrêtons pas le travail pour prendre nos repas, à tel point que le travail journalier de 10 h. 1/2 est terminé à 4 h. 1/2 du soir et que tout le reste est du temps supplémentaire. (Ce M. Smith resterait-il par hasard 10 h. 1/2 sans prendre de repas ?) Nous (ce même Smith) arrêtons rarement avant 6 heures du soir (de consommer « nos »machines humaines), si bien que toute l'année nous travaillons (nouveau saint Crépin) [1] avec un excédent de temps... Les enfants et les adultes (152 enfants et jeunes filles de moins de 18 ans et 140 adultes) ont indistinctement, pendant les 18 mois qui viennent de s'écouler, fourni un travail moyen d'au moins 78 h. 1/2 par semaine. Pour les 6 semaines qui se sont terminées le 2 mai de cette année (1863), la moyenne a été plus élevée: 84 heures par semaine ! » -- Cependant le même M. Smith ajoute en souriant: « Le travail à la machine est facile. » Et ceux qui emploient la presse à main disent de leur côté: « Le travail à la main est plus sain que le travail à la machine. » -- En somme, les fabricants protestent avec indignation contre la proposition « d'arrêter les machines au moins pendant les repas ».

En janvier 1866, le Grand Jury de Londres [2] avait à juger 3 cheminots: un facteur, un conducteur de locomotive et un signaleur. Un terrible accident avait coûté la vie à des centaines de voyageurs. La négligence de ces employés est cause de la catastrophe. Ils sont unanimes à déclarer devant les jurés que 10 à 12 ans auparavant ils ne travaillaient que 8 heures par jour; mais que depuis 5 ou 6 ans, la durée de la journée avait été portée peu à peu à 14, 18 et même 20 heures; qu'au moment de la grande presse et de la mise en circulation des trains de plaisir, le travail se prolongeait parfois durant 40 ou 50 heures sans interruption. Ils ajoutent qu'ils ne sont pas des

---

[1] Saint Crépin et saint Crépinien auraient, selon la légende, volé du cuir pour fournir les pauvres de chaussures gratuites. Un saint Crépin, c'est donc quelqu'un dont la bienfaisance s'exerce aux dépens d'autrui. J. B

[2] Composé de 24 jurés et devant décider si un accusé doit ou non comparaître devant le tribunal. JB

cyclopes, mais de simples mortels et que leur force de travail a des limites, qu'à un moment donné la torpeur les envahit, que leur cerveau cesse de penser et leur œil de voir. Le très respectable Jury rendit un verdict les renvoyant devant les prochaines assises pour homicide involontaire. Dans un appendice bienveillant, il exprima toutefois le pieux désir de voir les capitalistes, gros actionnaires des chemins de fer, se montrer désormais plus larges dans l'acquisition des forces de travail nécessaires, et plus économes, moins exigeants dans l'exploitation de la force de travail payée [1].

Dans la foule bigarrée des ouvriers de toutes professions, de tout âge et de tout sexe, nous ne choisissons que deux figures dont le contraste frappant nous montrera que devant le capital tous les hommes sont égaux -- une modiste et un forgeron.

Dans les dernières semaines de juin 1863 tous les journaux publièrent un entrefilet avec la manchette sensationnelle: Morte par simple excès de travail. Il s'agissait de la mort d'une modiste, Mary Anne Walkley, âgée de 20 ans, employée dans un très respectable atelier, fournisseur de la cour, et exploité par une dame répondant au nom inoffensif d'Elisa. La vieille histoire tant de fois racontée [2] fut découverte à nouveau: ces jeunes filles travaillent en moyenne 16 h. 1/2 par jour, parfois 30 heures consécutives pendant la saison, leurs forces défaillantes étant tenues en haleine par du sherry, du porto, du café. Or, on était en pleine saison. II fallait faire en un tournemain les toilettes de gala que de nobles ladies devaient porter au bal donné en l'honneur de la nouvelle princesse de Galles. M. A. Walkley avait travaillé pendant 26 h. 1/2, sans la moindre interruption, avec 60 autres jeunes filles réparties dans deux pièces où il y avait à peine le tiers du cubage d'air nécessaire; la nuit. elles couchaient à deux dans le même lit dans un de ces taudis infects, où de simples cloisons en planches séparent des chambres à coucher. Et c'était là un des meilleurs ateliers de mode qu'il y eût à Londres. M. A. Walkley tomba malade le vendredi et succomba le dimanche, sans avoir, à la surprise de Mme Elisa, pris le soin d'achever son ouvrage. Le Dr Keys, appelé trop tard au chevet de la malade, déclara très sèchement devant le Jury: « M. A. Walkley est morte pour avoir fourni un travail trop prolongé dans un atelier trop plein d'ouvrières et pour avoir couché dans une chambre trop étroite insuffisamment aérée. »

Pour donner au médecin une leçon de savoir-vivre, le Jury déclara de son côté: « La défunte est morte d'apoplexie; mais il y a lieu de craindre que sa mort ait été hâtée par le surmenage dans un atelier trop plein. »

---

[1] *Reynolds Paper*, du 20 janvier 1866. Sous des titres sensationnels: Affreux et funestes accidents 1 horribles tragédies! le même journal publie, semaine par semaine, toute une liste de catastrophes de chemins de fer. Un ouvrier de la ligne de North Stafford écrit à ce sujet: « Tout le monde sait ce qu'il arrive, si l'attention des mécaniciens et des chauffeurs de locomotives se ralentit un instant. Mais comment pourrait-il en être autrement, quand le travail se prolonge outre mesure, par le temps le plus rude, sans cesse ni trêve. '

Voici un cas qui se produit chaque jour. Lundi dernier un chauffeur prit son travail de très bon matin. Il le quitta au bout de 14 heures 50 minutes. Il n'avait même pas eu le temps de prendre son thé qu'on lui fit reprendre son travail; ce qui lui fit, d'une seule traite, 29 heures 15 minutes. Il fournit, le mercredi 15 heures, le jeudi 15 heures 35 minutes, le vendredi 14 heures 1/2, le samedi 14 heures 10 minutes, soit pour la semaine 88 heures 40 minutes. Et jugez de son étonnement, quand on ne lui paya que 6 jours de travail. Il était nouveau à la Compagnie et demanda ce que l'on entendait par journée de travail. On lui répondit: 13 heures, soit 78 heures par semaine de 6 jours. Mais qu'allait-il toucher pour les 10 heures 40 minutes supplémentaires ? Après de longues discussions on lui remit une gratification de 10 d. (1 franc-or).

[2] Cf. Fr. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, p. 253, 254

Sur la situation des ouvrières en couture, le Dr Richardson, médecin-chef d'un hôpital de Londres, dit: « Les couturières de toute espèce, les modistes et les confectionneuses, souffrent d'une triple misère : l'excès de travail, le manque d'air, l'insuffisance de la nourriture ou de la digestion. En somme, ce travail convient toujours mieux aux femmes qu'aux hommes. Malheureusement cette industrie est, à Londres surtout, monopolisée par quelque 26 capitalistes qui, par des moyens coercitifs résultant du capital même, économisent leurs dépenses en prodiguant la force de travail. Toute cette classe d'ouvrières est soumise à leur puissance. Une couturière s'est-elle constitué un petit cercle de clients, la concurrence la force à se tuer à la besogne pour le conserver et elle ne peut faire autrement que d'imposer à ses ouvrières le même surmenage. Si elle échoue dans son entreprise ou qu'elle ne puisse s'établir à son propre compte, elle s'adresse à une maison où le travail n'est pas moindre, mais où le salaire est assuré. Elle devient alors une simple esclave, ballottée par toutes les fluctuations de la société; chez elle, dans sa chambrette, elle meurt de faim ou presque; puis elle travaille de 15 à 18 heures dans une atmosphère à peine respirable, avec une nourriture insuffisante ou qu'en tout cas elle ne peut digérer faute d'air pur. Ce sont des victimes marquées pour la phtisie, cette maladie qui provient surtout de l'air vicié [1]. »

Dans le même article, le Dr Richardson continue ainsi: « Se tuer au travail est à l'ordre du jour, non pas seulement dans les ateliers des modistes, mais partout où les affaires vont bien... Prenons un forgeron. A en croire les poètes, il n'est pas d'homme plus solide ni plus gai, Il se lève de grand matin et fait jaillir les étincelles avant le soleil; il mange et boit et dort comme personne. Au point de vue purement physique, il se trouve, en effet, s'il travaille avec modération, dans une situation enviable. Mais suivons-le à la ville et voyons la masse de travail dont on charge ce pauvre homme, remarquons la place qu'il occupe sur les listes de mortalité de notre pays. A Marylebone, un des plus grands quartiers de Londres, il meurt chaque année 31 forgerons sur 1.000; cette proportion est supérieure de 11 à la moyenne des décès parmi les hommes adultes en Angleterre. Cette occupation, art presque instinctif de l'humanité, n'a rien de blâmable en elle-même; mais en l'exagérant on en fait le destructeur de l'homme. Le forgeron peut donner, chaque jour, un certain nombre de coups de marteau, faire un certain nombre de pas, respirer un certain nombre de fois, faire un certain ouvrage et vivre en moyenne 50 ans. On le force à exagérer les coups de marteau, les pas, la respiration, et à augmenter ainsi d'un quart son rendement journalier. Il en fait l'essai, et le résultat en est que, pour une période limitée, il augmente son travail d'un quart, mais qu'il meurt à 37 ans au lieu de 50. »

c) Intensification du travail

Retour à la table des matières

La prolongation démesurée de la journée de travail [2], produite par la machinerie entre les mains du capital, finit par amener, ainsi que nous l'avons vu, une réaction de la société menacée jusque dans ces fondements, et une journée de travail normale

---

1 Dr RICHARDSON, Travail et surmenage. (Social Science Review, juillet 1863.)

2 De nouveau t. I, chap. 13, 30

légalement délimitée. Comme conséquence, *l'intensité du travail se trouve immensément accrue*.

Il est évident qu'avec le progrès de l'industrie mécanique et l'expérience accumulée par toute une classe spéciale d'ouvriers, il dût y avoir accroissement de la vitesse et, par suite, de l'intensité du travail. C'est ainsi qu'en Angleterre, pendant un demi siècle, la prolongation de la journée de travail et l'intensité croissante du travail de fabrique marchent de pair,

On comprend cependant que, dans un travail où il ne s'agit pas de poussées passagères, mais d'une uniformité régulière se renouvelant tous les jours, il doive arriver un point de rencontre où l'extension de la journée de travail et l'intensité de travail s'excluent réciproquement de sorte que la prolongation de la journée de travail ne puisse se faire qu'en diminuant l'intensité du travail, et qu'inversement l'accroissement de l'intensité entraîne forcément une diminution de la journée de travail. Dès que le mécontentement croissant de la population ouvrière força l'État à raccourcir, par des mesures coercitives, le temps de travail et à imposer la journée normale, d'abord à la fabrique proprement dite, à partir de ce moment, donc, où le capital se vit dans l'impossibilité d'augmenter la production de la plus value par la prolongation de la journée de travail, il se mit de toutes ses forces et en pleine connaissance de cause à appliquer la méthode qui consiste à produire de la plus-value en accélérant le développement du système mécanique. Et cela non seulement par abaissement du prix du produit, entraînant l'abaissement de la valeur de la force de travail, mais en même temps par l' « intensification » du travail lui-même, c'est-à-dire par une plus grande tension imposée à la force de travail, de manière à ce que l'on puisse produire autant ou même davantage dans un temps plus court. L'heure plus dense de la journée de 10 heures contient donc autant ou plus de travail, c'est-à-dire de force de travail dépensée, que l'heure plus poreuse de la journée de 12 heures. Son produit a donc autant ou plus de valeur que celui d'une heure un cinquième de l'autre. Abstraction faite de l'élément de la plus-value relative par l'augmentation de la force productive du travail, 3 h. 1/3 de surtravail sur 6 h. 2/3 de travail nécessaire fournissent maintenant au capitaliste la même masse de plus-value qu'auparavant 4 heures de surtravail sur 8 heures de travail nécessaire.

Mais comment ce travail est-il intensifié?

Le premier effet du raccourcissement de la journée de travail repose sur cette loi évidente que la *capacité* d'action de la force de travail est en raison inverse du temps pendant lequel son action s'exerce. Dans certaines limites on gagne donc en intensité ce que l'on perd en durée. Par la méthode des salaires, le capital s'arrange pour que l'ouvrier développe réellement plus de force de travail. Dans les manufactures comme la poterie, par exemple, où la machinerie n'intervient pas ou ne joue du moins qu'un rôle insignifiant, l'introduction de la loi sur les fabriques a fourni la preuve éclatante que le simple raccourcissement de la journée de travail entraîne une augmentation merveilleuse de la régularité, de l'ordre, de la continuité et de l'énergie du travail. (Rapports des inspecteurs de fabriques, du 31 oct. 1865.) Ce résultat paraissait cependant douteux dans la fabrique proprement dite, où la dépendance de l'ouvrier vis-à-vis du mouvement continuel et uniforme de la machine avait depuis fort longtemps créé la discipline la plus sévère. Lorsqu'en 1844 il fut question d'abaisser la journée de travail au-dessous de 12 heures, les fabriques furent unanimes à déclarer « que, dans les divers ateliers, leurs surveillants tenaient la main à ce que pas une minute ne fût perdue, qu'il était presque impossible de demander aux ouvriers plus de

vigilance et d'attention » et que, toutes les autres conditions, comme par exemple la marche des machines, restant les mêmes, « ce serait folie, dans les fabriques bien tenues, d'attendre un résultat sérieux de l'attention accrue des ouvriers ». (Rapports des insp. de fabriques anglais pour 1844 et le trimestre finissant le 30 avril 1845, pp. 20, 21.) Cette affirmation fut contredite par l'expérience.

M. R. Gardner fit travailler 11 heures par jour au lieu de 12 dans ses 2 grandes usines de Preston, à partir du 20 avril 1844. Au bout d'un an environ l'on constata que « la même quantité de produit avait été obtenue aux mêmes frais et que tous les ouvriers gagnaient autant en Il heures qu'auparavant en 12 ». (Le salaire par pièce restant le même, le montant du salaire hebdomadaire dépendait du nombre de pièces.) Dans l'atelier de tissage, où l'on fabriquait en outre des espèces très diverses d'articles de fantaisie légers et à ramages, il n'y eut absolument aucune modification dans les conditions objectives de la .production. Le résultat fut celui-ci: « Du 6 janvier au 20 avrIl 1844, chaque ouvrier, travaillant 12 heures par jour, reçut un salaire hebdomadaire moyen de 10 sh. 1 d. 1/2, et du 20 avril au 29 juin 1844, travaillant Il heures par jour, un salaire hebdomadaire moyen de 10 sh. 3 d. 1/2. En 11 heures il fut donc produit plus qu'auparavant en 12, et cela uniquement grâce à l'activité plus grande, plus régulière et plus soutenue des ouvriers et à l'économie de temps. Tandis que les ouvriers touchaient le même salaire et gagnaient une heure de liberté, le patron obtenait la même masse de produits et dépensait, par heure, moins de charbon, de gaz, etc. MM. Horrocks et Jacson firent, avec le même résultat, des expériences analogues dans leurs fabriques. » (Loc. cil., p. 21.) L'élément moral jouait un grand rôle dans ces expériences: « Nous travaillons avec plus d'ardeur, déclarèrent les ouvriers à l'inspecteur; nous avons la perspective de partir plus tôt, et un esprit actif et joyeux anime toute la fabrique, du plus jeune au plus vieux, et nous pouvons nous entraider beaucoup. »

Dès que le raccourcissement de la journée de travail, qui crée tout d'abord la condition subjective de la condensation du travail, c'est-à-dire la capacité de l'ouvrier de développer plus de force dans un temps donné, devient légal, la machine devient, entre les mains du capital, le moyen objectif et systématiquement employé d'extorquer plus de travail dans le même temps. Cela se fait de deux façons: en augmentant la vitesse des machines et en élargissant le travail de chaque ouvrier chargé de surveiller un plus grand nombre de machines. Il faut en outre perfectionner la construction des machines, soit afin d'exercer une plus grande pression sur l'ouvrier, soit pour accompagner l'intensification du travail, parce que la limite imposée à la journée de travail oblige le capitaliste à se montrer très économe dans les frais de production. Le perfectionnement de la machine à vapeur permet d'augmenter le nombre des coups de piston donnés à la minute et d'actionner, au moyen d'un même moteur, un mécanisme plus étendu, tout en dépensant moins de force et autant ou moins de charbon. Le perfectionnement du mécanisme de transmission diminue le frottement et, ce qui distingue si nettement la machinerie moderne de la machinerie ancienne, réduit le diamètre et le poids des grands et des petits arbres de couche à des dimensions toujours décroissantes. Enfin, les perfectionnements de la machinerie de travail en diminuent le volume tout en en augmentant la rapidité et l'efficacité, comme dans le métier à tisser moderne, ou bien augmentent, en même temps que le corps de la machine, le volume et le nombre des outils qu'elle manie, comme dans le métier à filer, ou encore accroissent la mobilité de ces outils par d'insignifiantes modifications de détail: c'est ainsi que, il y a 10 ans environ (c'est-à-dire vers 1855), on augmenta de 1(5 la vitesse des broches de la mule jenny automatique.

La réduction de la journée de travail à 12 heures date en Angleterre de 1832. Dès 1836, un fabricant anglais déclarait: « Comparé à celui d'autrefois, le travail à faire dans les fabriques s'est notablement accru, parce que l'augmentation considérable de la vitesse des machines exige de l'ouvrier plus d'attention et d'activité.) En 1844, Lord Ashley, comte Shaftesbury, fit à la Chambre des communes, en s'appuyant sur des documents, la communication suivante:

« Le travail des ouvriers occupés dans les fabriques est actuellement le triple de ce qu'il était au moment de l'introduction du mode de travail nouveau. La machinerie a, sans aucun doute, accompli une besogne qui remplace les nerfs et les muscles de millions d'hommes, mais elle a, en outre, prodigieusement accru le travail des hommes qu'elle domine par son terrible mouvement. La tâche de suivre pendant 12 heures une couple de mule-jennys pour produire des filés nº 40 nécessitait en 1825 un parcours de 8 milles. En 1832, cette distance était montée à 20 milles ou même davantage. En 1825 un fileur avait à faire, en 12 heures, 820 « stretches » (trajets) par mule, donc au total 1.640. En 1832, le nombre de stretches était de 4.400, en 1844 de 4.800, parfois même plus grand encore. J'ai sous la main un autre document de 1842 où il est prouvé que le travail s'accroît progressivement, non seulement parce qu'il faut parcourir une distance plus grande, mais parce que la quantité des marchandises produites augmente, alors que le nombre des bras diminue proportionnellement, et encore parce que le coton filé est de qualité inférieure et demande donc plus de travail. Dans l'atelier de cardage, le travail a de même considérablement augmenté. Une personne fait actuellement le travail que deux faisaient autrefois. Dans le tissage, qui occupe beaucoup de personnes, surtout des ouvrières, le travail a augmenté dans ces dernières années d'au moins 10 %, à cause de l'accélération des machines. En 1838, le nombre d'écheveaux filés chaque semaine était de 18.000, en 1843, de 21.000. En 1819, le nombre de picks du métier à tisser mécanique était de 60 par minute, en 1842, de 140, ce qui indique un grand surcroît de travail. »

En présence de cette remarquable intensité que le travail avait atteint déjà en 1844 sous le régime de la loi des 12 heures, les fabricants anglais semblaient autorisés à déclarer que tout progrès dans cet ordre d'idées était impossible et que toute réduction du temps de travail impliquait une diminution de la production. Arrivons maintenant à la période postérieure à 1847, c'est-à-dire à celle qui suivit l'introduction de la loi des 10 heures dans les fabriques anglaises de coton, de laine, de soie et de lin.

« Dans les métiers continus, la vitesse des broches est montée de 500, dans les mules simples de 1.000 tours à la minute: 5.000 et 6.000 tours à la minute aujourd'hui (1862) contre 4.500 et 5.000 autrefois (1839). Dans le premier cas, il y a augmentation de 1/9 et dans le second de 1/5. » (*Rapports des Insp. de fabriques anglais* pour le 31 oct. 1862, p. 62.) Dans une lettre adressée à Leonard Horner, Jas Nasmyth, le fameux ingénieur civil de Patricott près Manchester, expose en 1852 les perfectionnements apportés de 1848 à 1852 à la machine à vapeur. Il fait d'abord remarquer que la force dite cheval-vapeur, que la statistique officielle des fabriques continue à évaluer d'après son effet de 1828, n'est plus que nominale et ne peut plus servir que d'indice de la force réelle; puis il ajoute: « Il est hors de doute que des machines à vapeur de même poids, et souvent même des machines identiques munies des perfectionnements modernes, font en moyenne 50 % plus de travail qu'autrefois, et que, dans beaucoup de cas, les mêmes machines à vapeur qui, lorsque leur vitesse n'était que de 220 pieds à la minute, fournissaient 50 CV, en fournissent aujourd'hui 100, avec une moindre consommation de charbon... La moderne machine à vapeur de même force nominale est actionnée avec une puissance bien supérieure, parce que sa

construction s'est perfectionnée, que son volume a diminué, que sa chaudière est mieux comprise, etc. Bien que le nombre d'ouvriers reste le même par rapport à la force nominale, il diminue par rapport à la machine-outil. » (*Rapports* du 31 octobre 1856, p. 11.) « Le dernier rapport, 1856, établit les faits suivants: Le système de fabrique s'étend avec une rapidité foudroyante, le nombre des ouvriers a diminué par rapport à la machinerie, la machine à vapeur, en économisant de la force et en employant d'autres méthodes, actionne un poids mécanique supérieur, et la production est augmentée, grâce aux perfectionnements des machines-outils, à la modification des méthodes de fabrication, à l'augmentation de la vitesse de machinerie et à beaucoup d'autres causes. » (*Rapports*, 31 oct. 1856, pp. 14, 15.) « Les grands perfectionnements apportés aux machines de toutes sortes en ont augmenté la force productive. Il est évident que ces perfectionnements ont leur origine première dans la réduction de la journée de travail. Unis aux efforts plus intensifs de l'ouvrier, ils ont permis de produire, dans une journée de travail réduite (la réduction comportant 2 heures, soit 1/6) autant de travail qu'autrefois en une journée plus longue. » (*Rapports*, etc., du 31 oct. 1858, pp. 9, 10.)

L'essor de l'industrie anglaise avait été considérable de 1848 à 1856, sous le régime de la loi des 10 heures. Il le fut encore bien davantage dans les 6 années qui suivirent, de 1856 à 1862.

Dans les fabriques de soie, par exemple, on avait:

Années	Broches	Métiers	Ouvriers
1856	1 093 799	9 260	56 131
1862	1 388 544	10 709	52 249

C’est à dire :

Un accroissement des broches de 26,9 %
Un accroissement des métiers de 15,6 %
Une diminution des ouvriers de 7 %

Dans les fabriques de laine filée, on, trouvait :

1850	875 830	broches.	
1856	1 324 549	‘’’’	accroissement de 51,2 %
1862	1 289 172	‘’’’	diminution de 2,7 %

Mais si on néglige les broches à tordre, comptées en 1856 et oubliées en 1862, l'on constate que le nombre des broches n'a guère varié. Par contre la vitesse des broches et des métiers a été, depuis 1850, doublée dans beaucoup de cas. Dans les fabriques de laine filée, on avait les chiffres suivants:

Années	Métiers	Personnes occupées	Dont enfants moins de 14 ans
1850 …….	32 617	79 737	9 956
1856 …….	38 956	87 794	11 228
1862 …….	43 048	86 063	13 178

Malgré l'accroissement considérable du nombre de métiers, le nombre total des ouvriers diminua, celui des enfants exploités augmenta. (Rapports du 31 oct. 1862, pp. 100 et 130.)

Le 27 avril 1863, le député Ferrand déclara à la Chambre des communes: « Les délégués de 16 districts du Lancashire et du Cheshire, au nom desquels je parle, m'ont déclaré que, par suite des perfectionnements apportés aux machines, le travail ne cesse d'augmenter dans les fabriques. Autrefois, une personne avait plusieurs aides pour faire le service de deux métiers; aujourd'hui, elle sert toute seule 3 et même 4 métiers. Les faits prouvent que 12 heures de travail sont actuellement condensées en 10. On comprend donc facilement dans quelles proportions énormes les fatigues des ouvriers se sont accrues dans ces dernières années. » Avec le métier mécanique moderne, un tisseur fabrique aujourd'hui, en travaillant 60 heures par semaine avec 2 métiers, 26 pièces d'une certaine espèce, de longueur et de largeur déterminées, alors qu'avec l'ancien métier il ne pouvait en fabriquer que 4. Vers 1850, les frais de tissage d'une de ces pièces étaient déjà tombés de 2 sh. 9 d. à 5 d. 1/8 (soit de 3 fr. 10-or à 55 centimes). Le 5 janvier 1872, l'inspecteur Alexandre Redgrave écrivait dans le *Journal of the Society of Arts*: « Il Y a 30 ans (en 1841) on ne demandait à un fileur de coton, assisté de 3 aides, que de surveiller une couple de mule-jennys de 300 à 324 broches. Actuellement, assisté de 5 aides, il doit surveiller des mule-jennys qui comptent 2.200 broches, et produit au moins le septuple de ce qu'il produisait en 1841. »

Bien que les inspecteurs de fabriques ne se lassent pas de vanter à juste titre les résultats heureux des lois de 1844 et 1850, ils avouent cependant que le raccourcissement de la journée de travail a déjà provoqué une intensification du travail préjudiciable à la santé des ouvriers et par suite à la force de travail. « Dans la plupart des fabriques de coton, de laine filée et de soie on a l'impression que l'état déprimant de surexcitation exigée par le travail aux machines, dont les dernières années ont tellement accéléré le mouvement, est une des causes de la recrudescence de la mortalité par suite d'affections pulmonaires, que le Dr Greenhow a fait ressortir dans son dernier et admirable rapport. » (*Rapports*, etc., du 31 oct. 1861, pp. 25, 26.) Un fait est certain. Dès que la loi lui interdit toute prolongation de la journée de travail, le capital essaie de se rattraper en accroissant systématiquement le degré d'intensité du travail, et transforme tout perfectionnement de la machinerie en un moyen d'exploitation plus rigoureuse de la force de travail; il se trouve de la sorte amené à un point critique, où une nouvelle diminution des heures de travail devient inévitable.

d) Monotonie du travail, augmentation des accidents [1]

Retour à la table des matières

En étudiant la manufacture (dont l'exploitation ignorait les machines), nous avons vu qu'elle reposait encore tout entière sur l'habileté personnelle de l'ouvrier, sur la virtuosité avec laquelle il maniait son outil, ce qui entraînait une hiérarchie, une inégalité entre les ouvriers. Nous avons vu en outre que la différence entre la

[1] T. I, chap. 13, 4.

manufacture et l'industrie mécanique réside précisément dans le fait que l'outil travaillant la matière première est arraché des mains de l'ouvrier pour être incorporé à la machine; celle-ci, et non plus l'ouvrier, assume la transformation de la matière première, l'ouvrier n'ayant plus qu'à surveiller la marche de la machine. Il en résulte que l'efficacité de l'outil ne se trouve plus dépendre des bornes personnelles de la force de travail humaine. Dans la manufacture, l'outil ne peut manifester plus d'endurance, d'intensité, d'adresse et de puissance que n'en possède l'homme à qui en est confié le maniement. Dans la grande industrie, celui qui surveille une machine peut être aisément remplacé par un autre, et l'outil continue de travailler, même si l'homme doit dormir ou bien manger. De ce fait se trouve supprimée la base technique sur laquelle repose la division du travail dans la manufacture. Le classement hiérarchisé des ouvriers spécialistes est remplacé, dans la fabrique automatique, par la tendance à égaliser et à niveler les travaux que doivent exécuter les aides de la machinerie; les différences artificiellement crées entre les ouvriers parcellaires sont remplacées de façon prépondérante par les différences naturelles de l'âge et du sexe.

Mais bien qu'au point de vue technique la machinerie ait bouleversé de fond en comble l'ancien système de la division du travail, celui-ci continue d'abord, appuyé sur l'habitude, à se maintenir péniblement comme tradition de la manufacture; puis le capital le reproduit et le consolide, sous la forme la plus répugnante, comme moyen d'exploitation de la force de travail. Au lieu d'être spécialisé, pour toute sa vie, dans le maniement d'un outil parcellaire, l'ouvrier le sera dans la conduite d'une machine parcellaire. On abuse de la machinerie pour faire de l'ouvrier, dès l'âge le plus tendre, un élément d'une machine parcellaire. Ainsi se trouvent diminués, dans une large mesure, les frais nécessaires à la reproduction de l'ouvrier; celui-ci en outre est rendu complètement dépendant de l'ensemble de la fabrique, c'est-à-dire du capitaliste. Ici comme partout, une distinction s'impose entre le surcroît de productivité dû au développement du procès social de production et le surcroît ' provenant de l'exploitation capitaliste.

Dans la manufacture et le métier, l'ouvrier se sert de l'outil, à la fabrique il sert la machine. Dans le premier cas, c'est lui qui fait mouvoir le moyen de travail, dans le second cas, il n'a qu'à suivre le mouvement. Dans la manufacture les ouvriers sont les membres d'un mécanisme vivant; dans la fabrique ils ne sont que les compléments vivants d'un mécanisme mort qui existe indépendamment d'eux. « La pitoyable routine d'un labeur sans fin, où le même procès mécanique se renouvelle sans cesse, ressemble au travail de Sisyphe; comme le rocher, le poids du travail retombe toujours sur l'ouvrier épuisé. » (F. ENGELS, La Situation des classes laborieuses en Angleterre, 1845, 2e éd. allemande, Stuttgart, p. 180.) En même temps que le travail mécanique fatigue à l'extrême le système nerveux, il supprime le jeu varié des muscles et confisque toute libre activité physique et intellectuelle. Même la facilité plus grande du travail devient un moyen de torture, puisque la machine ne dispense pas l'ouvrier du travail, mais enlève à celui-ci son intérêt. Toute production capitaliste, en tant qu'elle crée non seulement de la valeur, mais encore de la plus-value, a ceci de particulier: l'ouvrier ne domine pas les conditions du travail, il est dominé par elles ; mais ce renversement des rôles ne devient réel et effectif, au point de vue technique, qu'avec l'emploi des machines. Transformé en automate, le moyen de travail, pendant le procès de travail, se dresse devant l'ouvrier sous forme de capital, de travail mort, qui domine et exploite la force de travail vivante. La séparation des puissances intellectuelles du procès de travail d'avec le travail manuel et leur transformation en moyens par lesquels le capital s'assujettit le travail s'opèrent, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, dans la grande industrie basée sur le

machinisme. L'habileté particulière, individuelle, de l'ouvrier ainsi dépouillé n'est plus qu'un accessoire infime et disparaît devant la science, les forces naturelles énormes et la masse de travail social qui, incorporées au système mécanique, constituent la puissance du « Maître ». Ce maître, dont la pensée unit indissolublement la machinerie et son propre monopole, peut donc, en cas de conflit, tenir à ses ouvriers ce langage méprisant: « Les ouvriers de fabrique feraient sagement de ne pas oublier que leur travail n'est en réalité qu'une espèce inférieure de travail habile; que nul autre ne s'apprend plus aisément et n'est mieux payé en tenant compte de la qualité; qu'il suffit de quelques directions pour y adapter, en fort peu de temps, toute une foule de forces nouvelles. Les machines du patron jouent, dans l'affaire de la production, un rôle beaucoup plus important que le travail et l'habileté des ouvriers, qui s'acquièrent par un apprentissage de 6 mois et sont accessibles au dernier valet de ferme [1]. »

La subordination technique de l'ouvrier à la marche uniforme du moyen de travail et la composition particulière du corps de travail, faite d'individus d'âges et de sexes différents, créent une discipline toute militaire, qui devient le régime complet des fabriques et développe, dans toute leur ampleur, le travail déjà mentionné des surveillants et la distinction des ouvriers en travailleurs et surveillants, en soldats et sous-officiers de l'industrie. La difficulté principale, dans la fabrique automatique, consistait en ceci: il fallait par l'établissement d'une discipline indispensable, faire perdre aux ouvriers leurs habitudes d'irrégularité, pour les identifier avec la régularité immuable du grand automate. Mais, l'élaboration et l'application d'un tel code de discipline, approprié aux besoins et à la célérité du système automatique, étaient une entreprise digne d'Hercule. Le code de punitions du surveillant a pris la place du fouet de l'ancien conducteur d'esclaves. Toutes les punitions se résolvent en amendes ou retenues de salaire, et la sagacité législative des Lycurgues de la fabrique leur rend la violation de leurs lois encore plus fructueuse que l'observation de ces mêmes lois. Engels écrit à ce sujet: « L'esclavage dans lequel la bourgeoisie a enchaîné le prolétariat ne se manifeste nulle part plus clairement que dans le système des fabriques. Ici, toute liberté cesse, en droit et en fait. Il faut que l'ouvrier soit à la fabrique à 6 heures du matin; s'il arrive quelques minutes en retard, il est mis à l'amende; s'il est en retard de 10 minutes, on lui refuse l'entrée jusqu'à l'heure du déjeuner et il perd le quart de son salaire. Il est obligé de manger, de boire, de dormir sur ordre. La cloche despotique le force à quitter son lit, son déjeuner, son dîner. Et à la fabrique? Ici le fabricant est le législateur absolu. Il édicte des règlements suivant son bon plaisir; il apporte à son gré des additions et des modifications à son code. Il y ajouterait les insanités les plus évidentes, que les tribunaux diraient à l'ouvrier: c'est librement que vous avez accepté ce contrat; il faut donc vous y soumettre. Et les ouvriers sont condamnés à vivre, de l'âge de 9 ans jusqu'à la mort, sous la férule, physiquement et intellectuellement. »

Nous ne faisons qu'indiquer les conditions matérielles dans lesquelles s'accomplit le travail à la fabrique. Tous les organes des sens sont incommodés à la fois par l'élévation artificielle de la température, l'air saturé de déchets de matières premières, le bruit assourdissant, etc., sans parler du danger de mort au milieu des machines trop serrées qui, avec la régularité des saisons publient leurs bulletins de batailles industrielles. L'économie des moyens sociaux de production, mûrie comme en serre chaude dans le système de fabrique, devient entre les mains du capital un vol systématique pratiqué sur les conditions vitales de l'ouvrier pendant son travail, sur l'espace, l'air, la

[1] Rapport du Comité pour le « Fond de défense des patrons fileurs et de manufactures », Manchester, 1854, p. 17. On verra plus tard (p. 155) que le « Maître » chante une autre chanson quand il est menacé de perdre ses automates « vivants »

lumière et les moyens de protection personnelle contre les conditions dangereuses ou insalubres dans lesquelles il travaille, pour ne pas mentionner les arrangements visant à la commodité de l'ouvrier.

Les lois relatives à la protection contre des machines dangereuses ont eu des résultats bienfaisants. « Mais, -- peut-on lire dans le rapport des inspecteurs anglais, en date du 31 oct. 1866 -- il existe actuellement de nouvelles sources d'accidents, inconnues il y a 20 ans, surtout la vitesse plus grande des machines. Roues, cylindres, broches et métiers sont actionnés par une force accrue et toujours croissante; il faut que les doigts mettent plus de rapidité et de sûreté à rattraper le fil cassé; la moindre hésitation, la moindre imprudence leur est dangereuse. Un grand nombre d'accidents est causé par le zèle que mettent les ouvriers à faire rapidement leur besogne. Il faut nous rappeler que les patrons ont tout intérêt à faire marcher leurs machines sans interruption, c'est-à-dire à produire des filés et des tissus. Tout arrêt d'une minute est une perte de force et de production. C'est pourquoi des surveillants, intéressés à la quantité produite, ont mission de pousser les ouvriers à toujours faire marcher les machines. Et ceci est tout aussi important pour les ouvriers qui travaillent au poids ou aux pièces. Bien que, dans la plupart des fabriques, il soit interdit de nettoyer les machines pendant qu'elles sont en mouvement, on le fait généralement. Cette seule cause a produit dans les 6 derniers mois 906 accidents... Bien que le nettoyage se fasse chaque jour, c'est d'ordinaire l'après-midi du samedi qui est consacrée à un nettoyage à fond des machines, que la plupart du temps on n'arrête pas pour cela... Ce travail n'est pas payé; aussi les ouvriers cherchent-ils à s'en débarrasser au plus vite. C'est pourquoi le nombre des accidents est bien plus grand le vendredi et le samedi que les autres jours de la semaine. Le vendredi l'excédent est d'environ 12 %' le samedi 25 %. Mais si l'on considère que le samedi la journée de travail ne compte que 7 h. 1/2 au lieu de 10 h. 1/2, l'excédent monte à plus de 65 % ! »

Citons encore ce passage du rapport de l'inspecteur Leonard Horner, du 31 octobre 1855 : « Certains fabricants m'ont parlé avec une frivolité inexcusable de certains accidents, tel que la perte d'un doigt, qu'ils considèrent comme une bagatelle. La vie et l'avenir d'un ouvrier dépendent à un tel point de ses doigts qu'une telle perte constitue pour lui un événement très important. Quand j'entends ces paroles absurdes, je demande: Supposez que vous ayez besoin d'un ouvrier supplémentaire et qu'il s'en présente deux, tous deux également capables, mais l'un n'ayant plus de pouce ou plus d'index: lequel choisiriez vous? Sans un instant d'hésitation, ils choisissaient celui qui avait ses doigts au complet. »

Pourtant, il faut mentionner que dans les fabriques soumises depuis le plus longtemps à la loi sur les fabriques et à sa limitation obligatoire du temps de travail, ainsi qu'à ses autres prescriptions, bien des abus ont disparu. Arrivé à un certain point, le perfectionnement de la machinerie exige lui-même une meilleure construction des bâtiments de fabrique, laquelle profite aux ouvriers.

e) Lutte entre l'ouvrier et la machine [1]

Retour à la table des matières

La lutte entre le capitaliste et le salarié remonte à l'origine même du capital. Elle fait rage durant toute la période manufacturière. Mais pendant la période de la manufacture, on voit dans la division du travail surtout le moyen de remplacer théoriquement des ouvriers qui manquaient, mais sans évincer vraiment dans la pratique des ouvriers. Si l'on dit, par exemple, qu'il faudrait en Angleterre 100 millions d'hommes pour filer, avec l'ancien rouet, le coton actuellement filé par 500.000 au moyen de la machine, il va de soi que cela ne signifie pas que la machine a pris la place de ces millions qui n'ont jamais existé; cela signifie simplement qu'il faudrait des millions d'hommes pour remplacer les machines à filer. Lorsqu'on dit, au contraire, qu'en Angleterre le métier à vapeur a jeté sur le pavé 800.000 tisserands, on ne parle pas de machines existant en réalité, et qu'il faudrait remplacer par un nombre déterminé d'ouvriers, mais d'un nombre d'ouvriers réel que la machinerie a, en fait, remplacés ou supplantés. Pendant la période manufacturière, le métier, quoique morcelé, resta la base de l'industrie. Les ouvriers, en nombre relativement faible, et résidant en ville, que le moyen âge avait légués, ne pouvaient satisfaire aux exigences des nouveaux débouchés coloniaux, et les manufactures proprement dites ouvrirent de nouveaux domaines de production aux gens de la campagne, que la décadence de la féodalité avait chassés de leurs terres. Ce qu'il faut surtout remarquer à cette époque, c'est que la division du travail et la coopération dans les ateliers affirment leur côté positif, en ce qu'elles augmentent la productivité des ouvriers occupés. Sous la forme machine, le moyen de travail devient aussitôt le concurrent de l'ouvrier. Le rendement du capital est en raison directe du nombre des ouvriers dont la machine anéantit les conditions d'existence. Dès que le maniement de l'outil échoit à la machine, la force de travail perd à la fois sa valeur d'échange et sa valeur d'usage. L'ouvrier, comme du papier-monnaie n'ayant plus cours, devient invendable. La partie de la classe ouvrière que le machinisme transforme de la sorte en population superflue, c'est-à-dire en population dont le capital n'a plus directement besoin pour assurer son rendement, succombe dans la lutte inégale de l'ancienne exploitation professionnelle ou manufacturière contre l'exploitation mécanique, ou bien inonde toutes les branches d'industrie plus facilement accessibles, encombre le marché et fait tomber le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. Les ouvriers jetés dans la misère ont la double consolation de se dire que leurs souffrances ne sont que passagères et que le machinisme n'envahit que progressivement tout un champ de production, ce qui brise l'étendue et l'intensité de ses efforts destructeurs. Les deux consolations s'annulent. Partout où la machine s'empare graduellement d'un champ de production, elle engendre la misère chronique dans la classe ouvrière qui lui fait concurrence. Quand la prise de possession est rapide, ses effets sont énormes et aigus. L'histoire universelle n'offre pas de spectacle plus effroyable que la ruine lente, se traînant pendant des dizaines d'années et consommée définitivement en 1838, des tisserands anglais travaillant à la main. Beaucoup moururent de faim, d'autres végétèrent avec leurs familles en ne gagnant que 2 d. 1/2 par jour. L'emploi des machines dans l'industrie

[1] T. I, chap. 13, 5

cotonnière anglaise se répercuta d'une façon aiguë dans les Indes Orientales, dont le gouverneur général constata en 1834-1835 : « L'histoire du commerce ne rapporte pas de misère comparable. Les os de ces tisserands blanchissent les plaines de l'Inde »

Dans la grande industrie, le perfectionnement ininterrompu de la machinerie et le développement du système automatique produisent des effets analogues. « Le but du machinisme perfectionné, c'est de diminuer le travail mensuel ou d'achever un chaînon dans la chaîne de production de la fabrique, en substituant des appareils de fer à des appareils humains. » (*Rapports des insp. de fabriques*, du 31 oct. 1858, p. 43.) « Chaque jour nous voyons appliquer la force de la vapeur ou de l'eau à des machines actionnées auparavant à la main... Les petits perfectionnements de la machinerie, qui ont pour but d'économiser de la force motrice, d'améliorer la marchandise, d'augmenter la production en un temps donné, ou de suppléer un homme, une femme, un enfant, sont continuels; et bien qu'en apparence ils n'aient pas grande importance, ils ont cependant des résultats considérables. » (*Rapports des insp. de fabriques*, du 31 oct. 1856, p. 15.) Dès qu'une opération exige beaucoup d'adresse et une main sûre, on l'enlève le plus vite possible à l'ouvrier très adroit, mais soumis à des irrégularités de toute sorte, et on la confie à un mécanisme spécial, si bien réglé qu'un enfant peut le surveiller. » -- Qui donc aurait pu pressentir, en 1860, l'année de l'apogée de l'industrie cotonnière anglaise, les perfectionnements accélérés apportés à la machinerie et le déplacement correspondant du travail manuel, qu'allaient provoquer les 3 années suivantes sous l'aiguillon de la guerre de sécession? Voici quelques citations empruntées aux rapports officiels des inspecteurs anglais. Un fabricant de Manchester déclara: « Au lieu de 75 cardeuses, nous n'en employons plus que 12. Le travail est aussi bien fait, si ce n'est mieux... Nous économisons chaque semaine 10 livres sterling (225 francs-or), sur les salaires, 10 % sur le coton. » Dans une filature de lin de la même ville, « l'accélération des machines et l'introduction de divers procédés automatiques firent disparaître dans une section le quart et, dans une autre, la moitié du personnel ouvrier, en même temps que la substitution de la machine d'armure à la deuxième cardeuse diminua notablement le nombre des ouvriers occupés à l'atelier de cardage ». Une autre filature évalue à 10 % l'économie en ouvriers. MM. Gilmore, filateurs à Manchester, déclarent: « Nous estimons qu'à l'atelier de nettoyage, nous avons, grâce à de nouvelles machines, économisé en ouvriers et en salaires au moins un tiers; à l'atelier de dessin, les dépenses et les ouvriers ont diminué d'un tiers et à l'atelier de filage, les frais ont baissé d'un tiers. Mais ce n'est pas tout. Avec les filés que nous lui livrons aujourd'hui, le tisseur peut faire, tellement l'emploi de nouvelles machines les a améliorés, des tissus en plus grande quantité et de meilleure qualité qu'avec les anciens métiers. » (*Rapports des insp. de fabriques*, du 31 oct. 1863, p. 108 sq.)

L'ensemble des résultats produits dans l'industrie cotonnière anglaise par la guerre de sécession se trouve indiqué dans le tableau ci-dessous;

Années	Fabriques	Métiers	Broches	Personnes occupées
1858	2 210	298 847	28 010 217	379 213
1861	2 887	399 992	30 387 494	451 569
1868	2 549	379 329	32 000 014	401 064

De 1861 à 1868, il disparut donc 338 fabriques; en d'autres termes, de la machinerie plus productive et plus considérable fut concentrée entre les mains d'un nombre réduit de capitalistes. Le nombre des métiers diminua de 20.663 ; mais en même temps la production augmenta, tout métier perfectionné produisant davantage que l'ancien. Enfin le nombre des broches s'accrut de 1.612.541, tandis que le nombre des personnes employées baissa de 50.505. La misère « passagère » que la crise cotonnière avait fait peser sur les ouvriers, fut donc augmentée et consolidée par le progrès incessant du machinisme.

Mais le machinisme n'agit pas seulement comme un concurrent tout-puissant et toujours aux aguets pour rendre le salarié « superflu ». C'est à haute voix que le capitaliste déclare que la machine est l'ennemie de l'ouvrier, et c'est de propos délibéré qu'il s'en sert dans ce sens. Elle devient l'arme de guerre la plus puissante en vue de réprimer les révoltes périodiques et les grèves des ouvriers dirigées contre l'autocratie du capital. D'après Gaskell (Londres, 1833), la machine à vapeur fut dès le premier jour l'antagoniste de la « force humaine », permettant au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers, qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à ses débuts. On pourrait écrire toute une histoire des inventions faites depuis 1830, qui n'eurent pas d'autre but que de servir au capital de moyen de guerre contre les émeutes ouvrières. Dans sa déposition devant une commission d'enquête parlementaire, Nasmyth, l'inventeur du marteau-pilon, raconte les perfectionnements qu'il introduisit dans la machinerie, à la suite de la grande et longue grève des ouvriers en 1851 : « Le trait caractéristique des améliorations mécaniques modernes, c'est l'introduction de machines-outils automatiques. Ce qu'un ouvrier mécanicien a de nos jours à faire et ce que tout gamin peut faire, ce n'est pas de travailler lui-même, mais de surveiller le beau travail de la machine. Toute la classe de ces ouvriers dépendant exclusivement de leur dextérité est maintenant mise de côté. Jadis, j'occupais 4 enfants pour un mécanicien. Grâce à mes nouvelles combinaisons mécaniques, je n'occupe plus que 750 hommes au lieu de 1.509. D'où une grande augmentation de mes bénéfices [1]. »

---

[1] Le 7 novembre 1930, la « Deutsche Technikerzeitung » (Berlin) publiait les déclarations suivantes, émanant d'un spécialiste de l'industrie textile: «L'introduction de machines dites machines d'économie de travail est l'un des éléments les plus employés de la rationalisation. Par la simplification du service, par une surveillance plus simple, par la simplification de mécanismes compliqués, par la réduction des temps d'arrêt de la machine, par un plus grand nombre de tours, par la demi ou complète automatisation de certaines machines de travail, par une construction plus précise et un matériel perfectionné, etc., on a pu atteindre à un rendement supérieur, à une meilleure qualité et à la fabrication de produits meilleur marché. Mais bien souvent le montant plus élevé du prix d'achat, l'amortissement et les intérêts qui en découlent, de même, parfois, que l'entretien plus exigeant et, par conséquent, fort cher de ces machines pour économiser le travail ont eu le résultat contraire; c'est là un fait que nous ne saurions passer sous silence. Une conséquence sociale des plus affligeantes, sous la forme d'un accroissement du chômage, n'a pu être évitée dans cette course aux machines les plus productives et du rendement le plus élevé. Ainsi, par exemple, l'industrie de la soie artificielle a pu accélérer le travail des métiers à filer de 50 à 70 %, et cela au cours des deux ou trois dernières années. Il est des experts taxant encore plus haut cet accroissement de rendement dans les filatures de soie artificielle. Pour le dévidage de la soie naturelle ou artificielle, il a été possible d'augmenter la production, selon la qualité du matériel, de 20, 30, 40 et même 50 %. L'exemple classique de la désoccupation imposée aux ouvriers par la machine est l'emploi des métiers à tisser automatiques, qui, en leur temps, ont fait l'objet d'une propagande intense en Angleterre. D'après les données anglaises, un tisserand devait, à l'avenir, pouvoir servir 24 métiers. Pourtant la pratique ne s'est pas avérée comme aussi désastreuse; le métier automatique est, en effet, en usage depuis des années dans le tissage du coton, des fils de couleur et, en partie, des étoffes pour doublures et autres industries analogues d'Allemagne, de France, de Suisse et de l'Amérique du Nord, ce qui suffit à montrer à quel point les tissages anglais sont retardataires. D'après les indications fournies par des spécialistes de

premier ordre des tissages allemands, un tisserand exercé peut arriver à assurer le service de 12 à 16 métiers. L'emploi du métier entièrement automatique –lequel convient seulement, d'ailleurs, pour certains tissus lisses et relativement simples - ayant mis presque vingt années à s'établir, le renvoi des ouvriers qualifiés ne s'est pas ici manifesté de façon aussi brutale que dans l'industrie de la soie artificielle.

«L'application pratique de certaines méthodes d'exploitation économisant le travail a de même réalisé un progrès en ce qui concerne l'emploi des ouvriers qualifiés dans l'industrie textile. C'est ainsi que, dans cette industrie, de nombreux ouvriers qualifiés ont été complètement libérés de travaux non-productifs accessoires, comme, par exemple le transport des matériaux. De plus, des dispositions rationnelles et détaillées, dans les tissages en général, les rubanneries, les bonneteries, les teintureries, etc., de même que la transmission perfectionnée et sans obstacles du produit, de section en section, et la réduction du transport intérieur de par une disposition plus rationnelle des diverses sections de fabrication, ont amené une réduction sensible du procès de travail. Les temps d'attente pour l'arrivée des matières (chaînes, bobines, etc.), jadis souvent fort longs, ont été supprimés et, en outre, les temps d'arrêts inévitables raccourcis. Mais d'autre part, l'introduction du travail à la chaîne et du système Taylor dans l'industrie allemande a été de beaucoup surestimée. Dans les filatures de coton et de laine, le travail à la chaîne, si l'on veut l'appeler par ce nom, existait déjà avant la guerre. Une taylorisation à la suite d'études consacrées au temps et au mouvement s'est introduite dans les tissages sur métiers larges, la bonneterie et, partiellement, dans l'industrie de la soie artificielle. L'estimation du résultat de ces mesures dans l'industrie textile allemande est d'ailleurs également difficile à établir, car les particularités de chaque branche prise à part jouent un rôle essentiel dans un jugement d'ensemble. L'institut pour l'organisation des entreprises dans l'industrie du velours et de la soie, à Crefeld, a trouvé, d'après des mesures de temps réalisées à cet effet, une augmentation du rendement de 20 à 30 %, en ce qui concerne le travail à la machine, tandis que, dans les travaux surtout manuels, l'accroissement de la production a pu atteindre 100 %.

« L'accélération des travaux n'est pas seulement, d'ailleurs, la conséquence de l'emploi de machines économisant le travail et de l'organisation rationnelle des entreprises; elle s'explique souvent, dans l'industrie textile allemande, par des changements et des améliorations, en ce qui concerne les matières premières. C'est ainsi que les procédés modernes de préparation de la soie artificielle ont permis un degré supérieur d'élaboration dans les tissages sur métiers larges, la bonneterie, les tressages et la fabrication des dentelles. L'industrie de la soie artificielle a pu réaliser, au cours des dernières années, une composition nouvelle et plus efficace des liquides fournissant le fil; on a pu réduire ainsi le temps de macération de la viscose, qui était auparavant de huit à quinze jours, à deux ou trois jours seulement, et même on est arrivé à filer de la viscose fraîche.

« Le personnel technique et commercial de l'industrie textile a été, en un certain sens, favorisé par la rationalisation, le chômage s'expliquant aussi en partie, dans cette catégorie, par des mesures de ce genre. On mentionne souvent les changements survenus dans les *fonctions de maître-ouvrier*. Le maître-tisserand a cessé depuis longtemps d'être la « bonne à tout faire» bien connue, sauf quelques entreprises très petites où toutes les opérations sont encore exécutées par un maître-ouvrier. Le maître-ouvrier moderne évolue de plus en plus vers le type de l'ouvrier d'une seule fonction, idéal du système Taylor. A côté des attributions de pure surveillance et de direction, l'activité d'un maître-tisserand est de plus en plus réduite à un domaine spécial déterminé. En raison des conditions particulières à l'industrie allemande, la spécialisation à outrance réalisée par l'Amérique dans les fonctions du maître-ouvrier, en ce qui concerne l'industrie textile, n'a pu, d'ailleurs, être introduite jusqu'à la dernière limite. Mais nous considérons cette évolution comme inévitable, bien que quantité d'excellents ouvriers aient perdu leur gagne-pain, du fait de la rationalisation.

« De même, la spécialisation des employés *techniques*, dans l'industrie textile, s'était réalisée depuis des années. Les noms de chef d'exploitation, chef de fabrication, chef de section, chef des pesages, chef d'atelier, gérant, manutentionnaire, dessinateur, metteur en carte, technicien du filage, technicien du tissage, coloriste, technicien de la teinturerie, etc., caractérisent assez exactement les fonctions exercées par ces employés. Une rationalisation des diverses tranches d'activité n'avait donc pas, ici, à apporter de grands changements; par contre la mécanisation du travail de bureau n'a pas été sans contre coups sur les employés techniques de l'industrie textile allemande.

« Mais avant tout, le chômage, en ce qui concerne, d'autre part, le personnel *commercial* de l'industrie textile, a été fortement accru par l'organisation moderne et rationnelle des bureaux, par la suppression de la marche à vide dans les diverses sections commerciales et l'introduction de machines nouvelles pour ce genre de travail. Encore que beaucoup d'entreprises textiles allemandes présentent un danger de super organisation, par suite d'un système trop compliqué de contrôle,

circonstance qui amène même un résultat final douteux, le travail des employés de commerce n'a cessé de se spécialiser. L'estimation en chiffres de cet ordre de faits est également fort difficile à établir et à calculer, vu le morcellement bien connu des branches dans l'industrie textile.

« Une autre conséquence de la rationalisation de l'industrie textile est le remplacement d'ouvriers qualifiés par des ouvriers non-qualifiés, l'emploi, dans bien des travaux, des femmes, ouvrières ou employées, à la place des hommes, le remplacement, également, des anciens ouvriers et employés spécialisés dans la branche et doués d'une riche expérience, par un personnel plus jeune, moins expérimenté, mais, pour cette raison, travaillant à meilleur marché. »

A la même époque, la Fédération allemande des ouvriers du textile a publié les résultats d'une enquête à laquelle elle avait procédé parmi ses 300.000 membres, - représentant, en chiffres ronds, le tiers des personnes travaillant dans l'industrie textile en Allemagne. J'en citerai les passages suivants:

« *En réalité, il s'est produit une baisse des salaires réels, vraiment payés, baisse qui a lait descendre le niveau d'existence des ouvriers bien au-dessous de la limite du possible.* Dans le cadre d'une rationalisation dénuée de toute portée sociale ou technique, mais dont le but est uniquement d'augmenter à l'extrême l'intensité du travail humain, ouvriers et ouvrières se sont vu imposer un surcroît de travail jusque-là sans exemple. La rationalisation, qui augmente le rendement par tête dans une proportion fantastique et fait tomber la valeur du travail ouvrier dans une mesure jusqu'alors inconnue dans l'histoire de l'économie, se présente - nous nous contentons de quelques exemples - sous l'aspect suivant:

« Une filature de *Westphalie* a rationalisé au point que chaque fileur, au lieu de trois étaleurs, n'en a plus eu que deux. Auparavant, le fileur touchait une augmentation de 6 % si l'un des étaleurs venait à manquer. Cette augmentation a disparu.

« Dans une filature de Rhénanie, deux machines au lieu d'une doivent être desservies. En outre, pendant 43 heures de travail, le salaire est inférieur de 2 M. 50 à 3 Marks à celui qu'exigeait jadis le service d'une seule machine.

« Une grande filature du Wurtemberg a réduit le nombre des aides en supprimant un rattacheur par fileur au renvideur.

« Une filature badoise fait desservir par une seule fileuse 450 broches, au lieu de 300 auparavant. Dans une autre filature, il y a un an, 10 ouvrières desservaient 1.000 broches à anneau; aujourd'hui, il n'yen a plus que 8. Une autre filature du pays de Bade a réduit le nombre des ouvriers auxiliaires de 33 à 28. En même temps est apparue une baisse des salaires de 33 à 35%.

« Une filature de Silésie, en faisant desservir les machines sur 3 faces au lieu de 2, a supprimé 30 ouvriers sur un personnel de 200 têtes.

« Dans une filature *saxonne* de coton, un fileur, jusqu'à la fin de 1928, desservait un fileur au renvideur, avec le concours de deux aides. Du début de mai 1929 jusqu'à la moitié de la même année, un seul ouvrier assurait le service de deux métiers, avec le concours d'un aide-fileur et de trois bobineurs; depuis le début de juillet, on a partout fait disparaître l'aide-fileur, de sorte que deux métiers ne sont plus actuellement desservis que par un fileur et deux bobineurs. Il en va de même pour les banc-brocheuses. Jusqu'à la fin de l'an passé, une banc-brocheuse desservait un seul banc et il fallait une aide banc-brocheuse par quatre bancs; aujourd'hui, une banc-brocheuse doit desservir deux bancs; la proportion des aides banc-brocheuses n'a pas changé. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a pas eu augmentation des salaires.

« Au sujet d'une autre filature saxonne, il est dit qu'un certain nombre de vieux fileurs au renvideur ont été modifiés, ce qui a porté le nombre des broches de 500 ou 600 à 1.000. Le nombre des ouvriers est resté le même. L'accroissement du travail fourni par les ouvriers ne leur a point fait gagner davantage. Au contraire, le travail aux pièces des ouvriers fileurs aurait baissé en moyenne de 4 à 5 Marks.

« Dans une troisième filature de coton de la Saxe, deux banc-brocheuses desservent trois bancs, et une aide banc-brocheuse a été supprimée. Chez les fileurs, le nombre des aides a été partout diminué, deux bobineurs devant maintenant desservir deux fileurs au renvideur, alors qu'auparavant chaque fileur au renvideur exigeait deux bobineurs. Quant aux métiers à retordre, chaque retordeur a dû en desservir trois moitiés.

« Également en Saxe, une autre filature a supprimé un aide par fileur au renvideur, sans que les ouvriers restants aient été indemnisés pour leur surcroît de travail.

« Dans une grande filature de coton, toujours en Saxe comme les précédentes, l'intensification du travail réside dans le fait que le service des métiers continus à anneau se fait maintenant par trois faces, au lieu de deux. Depuis environ dix semaines, les aides assignés à chaque machine ont été diminués d'un rattacheur. Il n'y a pas eu d'augmentation de salaire pour le surcroît de travail en résultant. Tout au contraire, la suppression d'un aide fait qu'il n'est plus possible de gagner autant. »

Toute une série d'économistes bourgeois prétendent [1] que toute machine qui prend la place d'ouvriers libère en même temps et nécessairement le capital nécessaire à l'occupation de ces mêmes ouvriers.

Supposons qu'un capitaliste occupe 100 ouvriers dans une fabrique de tapis, au salaire annuel de 3.000 francs par homme. Le capital variable (employé en salaires) annuel se monte donc à 300.000 francs. Il congédie 50 ouvriers et occupe les autres, en même temps qu'une machine qui lui coûte 150.000 francs. Pour plus de simplicité nous ne tiendrons pas compte des bâtiments, du charbon, etc. Supposons encore que la matière première revienne, après comme avant, à 300.000 francs par an [2]. Cette métamorphose a-t-elle libéré un capital quelconque? Dans l'ancien système, la somme avancée se composait, pour moitié, de capital constant, 300.000 francs, et de capital variable, 300.000 fr.

Elle se compose maintenant de :

300.000 francs de matières premières
150.000 de machines
= 450.000 francs de capital constant
et de 150.000 francs de capital variable

Le capital transformé en force de travail vivante (c'est-à-dire le capital variable), au lieu de la moitié, ne forme plus que le quart du capital total. Au lieu d'être libéré, le capital se trouve lié sous une forme où il cesse de pouvoir s'échanger contre de la force de travail: de capital variable il est devenu capital constant. Toutes les autres conditions restant égales, le capital de 600.000 francs ne pourra jamais occuper plus de 50 ouvriers. Chaque perfectionnement de la machinerie évince encore un certain nombre d'ouvriers.

Mais si la machine introduite coûtait moins que la force de travail et les outils qu'elle remplace, qu'arriverait-il? Supposons qu'elle coûte, au lieu de 150.000 francs seulement 100.000 francs. Des 300.000 francs payés à l'origine en salaires, 150.000 francs conservent le même emploi, 100.000 francs servent à l'achat de la machine - et 50.000 sont « libérés ». Le même salaire annuel étant supposé (3.000 francs), ce dernier capital permettrait d'occuper environ 16 ouvriers pour les 50 congédiés; mais, en réalité, il en occupera moins, parce que les 50.000 francs, afin de devenir capital, doivent être, du moins en partie, transformés en capital constant, et ne peuvent donc se changer que partiellement en force de travail.

Cependant, la construction des machines nouvelles occupe un certain nombre d'ouvriers, -- en l'espèce, des mécaniciens. -- Serait-ce là une compensation pour les tapissiers jetés sur le pavé? Mais, dans l'hypothèse la plus favorable, la construction de la machine occupe moins d'ouvriers que son emploi n'en chasse. La somme de 150.000 francs qui ne représentait que le salaire des tapissiers congédiés, représente maintenant, sous forme de machinerie:

Ces faits montrent que les lois du développement économique telles que Marx les a formulées il y a bientôt trois générations, continuent à exercer au même degré leur action. (J.B.)

1 T. I, chap. 13, 6. - Cf. plus loin, chap. 13, p. 179

2 Je donne cet exemple tout à fait à la façon des écrivains ci-dessus mentionnés

1- La valeur des moyens de production (outils, matières premières, etc.) nécessaires à la construction des machines;
2- Le salaire des ouvriers occupés à la construction;
3- La plus-value revenant à leur « patron ».

Il n'y a plus qu'une partie des 150.000 francs qui soit employée en salaire. En outre, la machine, une fois terminée, ne sera plus renouvelée avant sa mort. Pour assurer une occupation constante au nombre supplémentaire de mécaniciens, il faut qu'à tour de rôle les fabricants de tapis remplacent des ouvriers par des machines.

Aussi n'est-ce pas de ce capital que parlent nos apologistes. Ils n'ont en vue que les moyens de subsistance des ouvriers congédiés. De toute évidence, la machine, dans le cas qui nous occupe, fait mieux que « libérer » et rendre « disponibles » , 50 ouvriers; elle détruit le rapport qui les rattache à leurs moyens de subsistance d'une valeur de 150.000 francs et rend donc ces moyens « disponibles ». Le fait simple et nullement nouveau, que la machinerie enlève à l'ouvrier ses moyens de subsistance, signifie donc, « scientifiquement », que la machinerie libère des moyens de subsistance pour l'ouvrier, ou les transforme en capital, pour que l'ouvrier puisse ainsi être employé ailleurs. Le tout est de s'entendre.

D'après cette théorie, les moyens de subsistance d'une valeur de 150.000 francs étaient un capital mis en valeur par le travail des 50 tapissiers congédiés. Ce capital perd donc son emploi, dès que les 50 ouvriers chôment, et il n'a ni cesse ni trêve tant qu'il n'a pas trouvé un nouveau « placement », où les 50 puissent à nouveau être employés. Tôt ou tard, capital et ouvriers se retrouveront, et voilà la compensation réalisée. Les souffrances des ouvriers chassés par la machinerie sont donc aussi passagères que les biens de ce monde.

Jamais les moyens de subsistance d'une valeur de 150.000 fr. n'avaient pris vis-à-vis de l'ouvrier figure de capital. Ce qui avait cette figure, c'étaient les 150.000 francs actuellement transformés en machines. A y regarder de plus près, ces 150.000 fr. ne représentent qu'une partie des tapis produits chaque année par les 50 ouvriers congédiés, c'est-à-dire leur salaire payé en argent. Avec ces 150.000 francs, équivalent des tapis, les ouvriers achetaient leurs moyens de subsistance. A leur point de vue, les tapis n'étaient pas du capital, mais de simples marchandises par rapport auxquelles ils étaient eux-mêmes des acheteurs et non pas des salariés. En les libérant de leurs moyens d'achat, la machine les transforme d'acheteurs en non-acheteurs. La demande de marchandises devient donc moindre. Voilà tout. Si cette diminution de la demande n'est pas compensée par une augmentation d'autre part, le prix marchand des marchandises subit une baisse. Si la situation se prolonge et s'étend, il s'opère un déplacement des ouvriers occupés à la production de ces marchandises. Une partie du capital, qui produisait autrefois des moyens de subsistance nécessaires, est reproduite sous une autre forme. Durant la baisse des prix et le déplacement du capital, les ouvriers occupés à la production des moyens de subsistance nécessaires sont « libérés » d'une partie de leur salaire. Donc: au lieu de prouver que la machine, en libérant les ouvriers de leurs moyens de subsistance, transforme en même temps ces derniers en capital devant servir à employer de nouveau ceux-là, notre apologiste prouve au contraire, d'après la loi éprouvée de l'offre et de la demande, que non seulement dans les branches d'industrie où elle est introduite, mais encore dans celles où elle n'est pas introduite, la machine met les ouvriers sur le pavé.

En fait, les ouvriers chassés par la machine sont rejetés de l'atelier sur le marché du travail, où ils grossissent les forces de travail déjà disponibles pour l'exploitation capitaliste. Nous verrons plus loin que cet effet des machines qu'on nous donne ici comme une compensation pour la classe ouvrière, frappe au contraire l'ouvrier comme le plus terrible des fléaux. Disons cependant ceci: les ouvriers rejetés d'une branche d'industrie peuvent, il est vrai, chercher à s'embaucher ailleurs. S'ils y réussissent et renouent ainsi le lien qui les rattachait aux moyens de subsistance devenus disponibles, c'est uniquement grâce à un capital nouveau, supplémentaire, qui réclame son placement, et non pas grâce au capital déjà en fonction, mais qui s'est transformé en machines. Et même dans ce cas, quels espoirs peuvent-ils caresser? Rabougris par la division du travail, ces pauvres diables, une fois sortis de leur sphère habituelle de travail, ont si peu de valeur qu'ils ne peuvent trouver accès que dans certains emplois inférieurs et par là même surchargés et insuffisamment rémunérés. De plus, chaque branche d'industrie attire tous les ans un nouveau courant d'hommes qui lui apporte le contingent nécessaire au remplacement de certains ouvriers et à l'agrandissement de l'usine. Dès que la machine libère une partie des ouvriers dans une branche d'industrie déterminée, les remplaçants éventuels subissent une répartition différente et sont absorbés par d'autres industries, tandis que, pendant la période de transition, la plupart des premières victimes souffrent et meurent.

Si les ouvriers sont ainsi « libérés » de leurs moyens de subsistance, on ne saurait en rendre responsable la machine en elle-même. Elle rend le produit moins cher et plus abondant dans la branche dont elle s'empare, mais laisse sans modification la masse des moyens de subsistance produite par d'autres branches d'industrie. Après comme avant son introduction, la société possède donc autant ou plus de moyens de subsistance pour les ouvriers déplacés, sans parler de l'énorme quantité de produit annuel gaspillé par les non-travailleurs. C'est ici que nos apologistes font surtout preuve d'esprit ! Les contradictions et les antagonismes inséparables de l'emploi capitaliste des machines n'existent pas, parce qu'ils ne découlent pas des machines mêmes mais de leur emploi capitaliste! Ainsi, la machine prise en soi raccourcit le temps de travail, facilite le travail, permet à l'homme de triompher des forces naturelles, augmente la richesse du producteur; mais par l'emploi capitaliste, elle prolonge la journée de travail, accroît l'intensité du travail, assujettit l'homme aux forces naturelles, appauvrit le producteur; aussi, l'économiste bourgeois déclare-t-il simplement, que l'examen de la machine en soi prouve jusqu'à l'évidence que toutes ces contradictions manifestes ne sont que de vulgaires apparences de la réalité prise en soi et qu'en théorie elles n'existent pas. Il s'évite de la sorte tout cassement de tête et impute en outre à son contradicteur la sottise de combattre, non point l'utilisation capitaliste de la machine, mais la machine elle-même.

L'économiste bourgeois admet très bien que des désagréments passagers peuvent survenir; mais, quelle médaille n'a pas son revers? Pour lui, pas d'autre exploitation que l'exploitation capitaliste. Il identifie l'exploitation de l'ouvrier par la machine avec l'exploitation de la machine par l'ouvrier. Quiconque révèle ce qui se passe en réalité dans l'emploi capitaliste des machines est un adversaire de cet emploi et l'ennemi du progrès social! C'est tout à fait le raisonnement du fameux coupe-jarret Bill Sykes : « Messieurs les jurés, il est vrai que ce voyageur de commerce a eu la gorge coupée, mais ce n'est pas ma faute, c'est la faute du couteau. Défendrons-nous l'usage du couteau en raison de ces désagréments passagers? Réfléchissez! Que deviendraient l'agriculture et les métiers, sans couteau? N'est-il pas aussi salutaire en chirurgie qu'expert en anatomie? Si vous abolissez l'usage du couteau, vous nous replongez dans la plus profonde barbarie! »

Bien que la machine évince nécessairement des ouvriers dans les branches d'industrie où elle est introduite, elle peut provoquer un accroissement d'occupation dans d'autres branches. Mais cet effet n'a rien de commun avec la théorie dite de compensation. Chaque produit mécanique, par exemple un mètre de tissu, étant meilleur marché que le produit à la main qu'il remplace, nous avons cette loi absolue: Si la quantité totale de l'article produit mécaniquement reste égale à la quantité totale produite par le métier ou la manufacture, il y a diminution de la somme totale du travail employé. Il faut que *l'augmentation* de travail nécessitée par la production des moyens de travail, machinerie, charbon, etc., soit moindre que l'économie en travail provoquée par l'emploi des machines. Sans quoi le produit mécanique serait aussi cher que le produit à la main. Or, avec la machine, non seulement les mêmes quantités de marchandises se trouvent fabriquées - par un plus petit nombre d'ouvriers - mais on en produit de plus grandes quantités qu'à la main. Et cela doit d'abord entraîner, dans d'autres branches du travail, une occupation plus grande. Un certain nombre d'ouvriers, par exemple, fabriquaient 100.000 mètres de tissu. Survient la machine qui chasse une partie des ouvriers, mais permet à ceux qui restent de fabriquer 400.000 mètres de tissu. Il faudra pour cette fabrication, quatre fois plus de matières premières; la production des matières premières devra donc être quadruplée. De même, la production des bâtiments, du charbon, des machines, etc., pourra, avec une fabrication de 400.000 mètres, exiger plus de travail que n'en économise la production de 100.000 mètres.

A mesure que l'emploi de la machine se développe dans une branche d'industrie, la production augmente dans les autres branches d'où la première tire ses moyens de production. Quelle sera l'augmentation du nombre d'ouvriers employés, dépend de la mesure dans laquelle le machinisme s'est emparé ou s'empare de ces industries. Le nombre des ouvriers condamnés aux mines de houille ou de métal s'accrut énormément avec le progrès du machinisme anglais, bien que cet accroissement ait été ralenti, dans les derniers 20 ans, par l'introduction de nouvelles machines dans l'exploitation des mines. Toute machine donne naissance à une nouvelle espèce d'ouvriers, ceux qui la construisent. Nous savons déjà que le machinisme s'empare de cette branche de production, et cela de la façon la plus étendue. Quant aux matières premières, il est hors de doute que la progression rapide des filatures de coton a donné l'impulsion la plus intense à la culture du coton aux États-Unis, stimulé la traite des nègres d'Afrique et fait de l'élevage des nègres l'occupation principale des États esclavagistes limitrophes. En 1790, le premier recensement accusa, pour les États-Unis, 697.000 esclaves; en 1861 ce chiffre approchait de 4 millions. II est, d'autre part, tout aussi certain que le développement des filatures mécaniques de la laine et la transformation progressive des terrains de culture en pâturages ont amené l'exode forcé des ouvriers agricoles en « surnombre ». En ce moment (1867) l'Irlande est encore en train de réduire au niveau correspondant exactement aux besoins de ses landlords et des fabricants lainiers anglais sa population, que ces derniers 20 ans ont diminuée de près de moitié.

Si le machinisme s'empare des degrés préliminaires ou intermédiaires que doit parcourir un objet de travail avant d'atteindre sa forme dernière, l'accroissement des matières premières constituées par la production du machinisme fait que, dans les industries encore exploitées par le métier ou la manufacture, la demande de travail devient plus forte. C'est ainsi que le filage mécanique fournissait, par exemple, les filés à si bon marché, et en si grande quantité que les artisans pouvaient, sans augmentation de dépense, travailler tout le temps et gagner davantage. Leurs revenus

augmentèrent donc. Les ouvriers affluèrent donc dans les tissages de coton, jusqu'au jour où les « Jenny, Throstle et Mule » et les 800.000 ouvriers qu'ils occupaient en Angleterre furent à leur tour écrasés par le métier à vapeur. De même l'abondance des étoffes produites à la machine fait augmenter le nombre des tailleurs, tailleuses et couturières, jusqu'au moment où la machine à coudre fait son apparition.

Le machinisme engendre une autre augmentation du travail, tout d'abord dans la production de luxe. II accroît, en effet, la plus-value et, en même temps, la masse des produits où la plus-value réside. La richesse de la classe capitaliste s'accroît donc. Et comme le nombre des ouvriers nécessaires à la production des moyens indispensables de subsistance ne cesse, relativement, de décroître, la naissance de nouveaux besoins de luxe s'accompagne de nouveaux moyens de les satisfaire: la production de luxe s'accroît. Cet affinement et cette plus grande variété des produits proviennent également des nouvelles relations d'affaires que la grande industrie crée sur le marché mondial. On ne se contente plus d'échanger les produits indigènes contre les produits de luxe de l'étranger; mais, de plus en plus, on fait entrer dans l'industrie indigène, comme moyens de production, des matières premières, des ingrédients, des produits demi-façonnés venant du dehors. Ces relations font augmenter la demande de travail dans l'industrie des transports et cette dernière se subdivise en de nombreuses sous-espèces nouvelles.

L'augmentation des moyens de production et de subsistance, accompagnée d'une diminution relative du nombre des ouvriers, amène l'extension du travail dans des branches d'industrie dont les produits, tels que canaux, entrepôts, tunnels, ponts, etc., n'auront de rendement que dans un avenir éloigné. - Enfin l'accroissement extraordinaire de la force productive dans les sphères de la grande industrie, accompagné d'une exploitation plus intensive et plus extensive de la force de travail dans toutes les autres sphères de la production, permet d'employer à des besognes improductives une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière et de reproduire, en masses de plus en plus compactes, les anciens esclaves domestiques, sous le nom de « classe domestique », tels que serviteurs, domestiques, laquais, servantes, valets, etc. D'après le recensement de 1861, la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles était de 20.066.244 personnes, soit 9.776.259 appartenant au sexe masculin et 10.289.965 appartenant au sexe féminin. Si nous en déduisons tout ce qui est trop vieux ou trop jeune pour travailler, c'est-à-dire les femmes, les jeunes filles et les enfants « improductifs », puis les « intellectuels », gouvernants, ministres de la religion, juristes, soldats, etc., ceux qui n'ont d'autre occupation que de vivre du travail d'autrui en percevant des rentes, des intérêts, etc., enfin les pauvres, les vagabonds, les criminels, etc., il reste en chiffres ronds, 8 millions d'individus des deux sexes et d'âge différent, y compris tous les capitalistes opérant dans la production, le commerce, la finance, etc. Sur ces 8 millions l'on compte:

Travailleurs agricoles	1.100.000
Ouvriers occupés dans les fabriques de textiles	643.000
Ouvriers occupés dans les mines	566.000
Ouvriers occupés dans la métallurgie	400.000
Domestiques de toutes sortes	1.210.000

Ce tableau, d'ailleurs, ne comprend pas tout le personnel ne servant point dans des maisons particulières.

On comprend [1], malgré la masse des ouvriers réellement chassés et virtuellement remplacés par l'emploi des machines, qu'avec le développement du machinisme représenté par le nombre sans cesse croissant des fabriques du même genre ou l'agrandissement des fabriques déjà existantes, les ouvriers de fabriques puissent être finalement plus nombreux que les ouvriers de métier ou de manufacture qu'ils supplantent. Prenons pour exemple un capital hebdomadaire de 10.000 francs. Avec l'ancien mode de production, 4.000 francs étaient employés en moyens de production et 6.000 francs en force de travail, ce qui, pour un salaire de 20 francs par jour et par homme signifie un personnel de 300 ouvriers. Avec l'emploi des machines, il n'y a plus que 2.000 francs d'employés en force de travail. Deux tiers des ouvriers occupés auparavant sont congédiés, il n'en reste plus que 100. Si la nouvelle fabrique se développe et que - toutes les autres conditions restant les mêmes - elle porte son capital total de 10.000 francs à 30.000 francs, elle occupera de nouveau 300 ouvriers, c'est-à-dire autant qu'avant l'introduction de la machine. Si le capital est porté par suite à 40.000 francs, on occupera 400 ouvriers, donc un tiers de plus qu'avec l'ancien mode de production. Au sens absolu, le nombre des ouvriers a monté de 100, mais au sens relatif, c'est-à-dire par rapport au capital avancé, il a baissé de 800, puisque, avec l'ancien système, ce capital de 40.000 francs aurait occupé 1.200 et non pas 400 ouvriers. Une diminution relative du nombre des ouvriers peut donc se concilier avec une augmentation absolue.

[1] T. I, char. 13, 7

11.

Baisse du taux du profit [1]

Retour à la table des matières

La constante diminution relative du nombre des ouvriers occupés doit influencer le taux du profit de façon particulière. Le but des machines (de même que celui des progrès techniques des périodes antérieures) est d'économiser du travail. La même quantité, ou même une quantité plus grande de marchandises est produite par un plus petit nombre d'ouvriers. Le travail vivant, acquérant un rendement plus élevé, devient plus productif. Accroître la productivité, tel est l'alpha et l'oméga de tout progrès économique.

Mais cela signifie que le même nombre d'ouvriers travaillent une quantité toujours plus grande de matières premières et de moyens de travail. Si, par exemple, grâce à l'aide des machines, les ouvriers peuvent fabriquer dix fois plus de filés de coton qu'ils n'en fabriquaient auparavant dans le même temps, ils ont aussi besoin de dix fois plus de coton, et vient s'ajouter aussi le corps puissant et précieux de la machine, d'une valeur beaucoup plus grande que celle des anciens outils d'artisan. En d'autres termes, tout progrès économique, mais dans une mesure considérable le progrès suscité par la machine, augmente la masse du capital constant mis en mouvement par un nombre donné d'ouvriers. *Mais il diminue ainsi le taux du profit*, comme il appert du tableau ci-après.

[1] T. I, char. 23 ; T. III, I, chap. 13-15

Pour la simplicité du calcul, nous supposerons partout un taux de plus-value de 100 %, c'est-à-dire que nous supposerons que le travail, outre le remplacement de la valeur du salaire, procure au capital une plus-value exactement égale au salaire payé. Si donc, par exemple, *v* (capital variable ou salaire) = 100, et si, par suite, *pv* (plus-value) = aussi 100, cet excédent de 100 donne un taux très différent selon la grandeur plus ou moins considérable de *c* (capital constant, c'est-à-dire matières premières, moyens de travail, etc.).

Si, pour 100 *v*, il y a :

50 *c*,	le capital total est de	150,	et les	100 *pv* = 66 2/3 %
100 *c*,	----	200,	------	100 *pv* = 50%
200 *c*,	----	300,	------	100 *pv* = 33 1/3 %
300 *c*,	----	400,	------	100 *pv* = 25%
400 *c*,	----	500,	------	100 *pv* = 20%

C'est donc toujours une même *quantité* de plus-value qui, à chaque accroissement du capital total, donne un *taux* de profit, toujours moindre. La conséquence du progrès technique, tel qu'il se manifeste de la façon la plus tangible par l'introduction et le perfectionnement continu du machinisme, est donc un accroissement graduel du capital constant par rapport au capital variable et, partant, *un abaissement non moins graduel du taux du profit*, tant que le taux de la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation du travail par le capital, reste identique. Le même nombre d'ouvriers, la même quantité de force de travail met en mouvement une masse toujours croissante de moyens de travail, machines, matières premières et matières auxiliaires, c'est-à-dire un capital constant d'une valeur toujours croissante.

A cette valeur croissante du capital constant correspond une baisse progressive de la valeur du produit. Chaque produit pris à part contient une plus petite somme de travail que le produit fabriqué à un degré inférieur de la production. La tendance progressive à la baisse du taux général du profit n'est donc qu'une expression, particulière au mode capitaliste de production, du développement progressif de la force productive du travail. Cela ne veut pas dire que le taux du profit ne puisse pas tomber temporairement pour d'autres motifs, mais cela prouve que la nature du mode de production capitaliste implique, comme une conséquence naturelle et nécessaire, qu'avec le progrès de ce mode de production, le taux général moyen de la plus-value doit trouver son expression dans un taux du profit toujours plus bas. La masse du travail vivant employé ne cessant de décroître, par rapport à la masse des moyens de production qu'elle met en mouvement, la partie du travail vivant qui n'est point payée et qui se matérialise en plus-value, doit, elle aussi, décroître sans cesse, par rapport à la valeur de l'ensemble du capital employé.

La loi de la chute progressive du taux du profit n'exclut en aucune façon l'accroissement de la masse *absolue* du travail mis en mouvement et exploité par le capital, et donc l'accroissement de la masse absolue de sur-travail que s'approprie le capital. Si, dans un pays, par exemple, le nombre des ouvriers occupés passe de 2 à 3 millions, si donc la somme des salaires (capital variable) qui leur sont payés augmente aussi, disons, de 2 à 3 millions, la masse du sur-travail et de la plus-value s'accroît également de moitié. Mais si, en même temps, la productivité du travail augmente de telle sorte que les moyens de production utilisés (capital constant) passent de 4 à 15

millions, la masse de plus-value, quoique plus grande en elle-même, n'en serait pas moins plus petite qu'auparavant, *par rapport au capital total*. Nous aurions :

dans le premier cas, 4 *c* + 2 *v* = 6; 2 *pv* = 33 1/3 % de profit;
dans le second cas, 15 *c* + 3 *v* = 18; 3 *pv* = 16 2/3 % de profit.

Tandis que la masse de la plus-value s'est augmentée de moitié, le taux du profit est tombé également de moitié. La grandeur absolue du profit, sa masse totale, aurait donc augmenté de 50%, en dépit d'une énorme diminution de cette masse du profit par rapport à la totalité du capital avancé ou, en d'autres termes, en dépit de l'énorme diminution dans le taux général du profit. Le nombre des ouvriers employés par le capital, donc le travail et le sur-travail réalisés par eux et, partant, la masse de la plus-value peut donc croître, et même croître progressivement, malgré la chute progressive du taux du profit. Or, non seulement, cela *peut*, mais cela *doit* même être le cas, -- abstraction faite des oscillations temporaires, -- sur la base de la production capitaliste.

Comme on le montrera dans le chapitre suivant, l'entreprise capitaliste exige une extension continue des procès de travail sur une échelle de plus en plus grande et, par conséquent, de toujours plus grandes avances de capitaux pour chaque entreprise particulière. Ainsi s'explique, pour les capitalistes pris individuellement, qu'ils commandent à des armées ouvrières de plus en plus grandes et que la masse de la plus-value qu'ils s'approprient ne cesse de croître, simultanément à la chute du taux du profit et malgré cette chute. Ce sont justement les mêmes causes qui rassemblent les masses des armées ouvrières sous le commandement de quelques capitalistes et qui grossissent, d'autre part, la masse du capital fixe employé, de même que des matières premières et auxiliaires, dans une proportion toujours plus grande, par rapport au travail vivant utilisé.

La loi selon laquelle la chute du taux profit causée par le développement de la force productive, s'accompagne d'une augmentation de la masse du profit, s'exprime aussi dans ce fait que la chute du prix des marchandises s'accompagne d'une augmentation relative des masses de profit qu'elles contiennent et qui sont réalisées par leur vente.

Le développement de la force productive faisant mettre en mouvement une quantité toujours plus grande de moyens de production par une quantité toujours plus petite de travail, chaque partie particulière du produit total, chaque marchandise prise à part contient moins de travail. Le prix des marchandises prises individuellement tombe donc. Mais, dans l'ensemble, on produit d'autant plus de marchandises. A la surface, on voit donc ceci: baisse de la masse du profit sur la marchandise individuelle, baisse de son prix, croissance de la masse du profit sur le nombre accru des marchandises produites soit par le capital total de la société, soit aussi par le capitaliste individuel. Toutes choses qu'on se représente en disant que le capitaliste, en vertu de son bon plaisir, retire un profit moindre de la marchandise individuelle, mais s'indemnise par le plus grand nombre des marchandises qu'il produit.

Si l'on considère l'énorme développement des forces productives, même en se limitant aux dernières années (avant 1867), si l'on considère, spécialement, la masse énorme du capital fixe employé en sus des marchandises, il semble étonnant que le taux du profit n'ait pas baissé plus vite et plus considérablement qu'il ne l'a fait en

réalité. Il faut que des influences contraires soient également entrées en jeu. Les plus générales de ces influences sont les suivantes.

Naturellement, les capitalistes essayent d'opposer un contrepoids à la chute du taux du profit en procédant à une *exploitation plus intense de la force de travail*. Il s'agit de tirer, de chaque ouvrier, davantage de travail, et donc de plus-value, en prolongeant le temps de la journée de travail et en intensifiant son activité. Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment la machine en fournit la possibilité. Cependant, il est clair que cela ne peut pas dépasser une certaine limite assez peu éloignée. Deux ouvriers travaillant 12 heures par jour, ne peuvent pas fournir la même masse de plus-value que 12 ouvriers ne travaillant que 2 heures, même si ces 2 ouvriers pouvaient vivre d'air pur et ne touchaient aucun salaire. Ce moyen peut donc bien entraver la chute du taux du profit, mais non point la supprimer.

Un autre moyen d'accroître l'exploitation du travail et, par là, la quantité de plus-value tirée de chacun des ouvriers dont le nombre a diminué dans l'ensemble, est *d'abaisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail*. C'est là en fait l'une des causes les plus importantes contrecarrant la tendance à la chute du taux du profit.

En outre, une même action contraire résulte du fait que le capital constant ne croît pas aussi vite en *valeur* qu'en *quantité*. Par exemple, la masse de coton travaillée par un seul ouvrier européen dans une filature moderne est immensément plus grande que la quantité de coton travaillée jadis en Europe par un seul fileur se servant du rouet. Mais la valeur du coton travaillé n'a pas grandi dans la même mesure. De même en ce qui concerne les machines et les autres éléments du capital fixe.

Le *commerce extérieur*, pour autant qu'il abaisse la valeur des éléments du capital constant ou des moyens de subsistance nécessaires, fait monter le taux du profit. (Car le taux du profit est le taux de la plus-value dans son rapport avec le capital total; il augmente donc aussi bien par suite de la baisse dans la valeur du capital que par l'accroissement de la plus-value.) Le commerce extérieur agit essentiellement dans ce sens, en permettant d'élargir la production. Par là, il accélère, d'une part, l'accumulation [1], mais aussi, d'autre part, la diminution du capital variable par rapport au capital constant, et par conséquent la baisse du taux du profit..

De plus, des capitaux placés dans le commerce extérieur peuvent rapporter un taux de profit supérieur s'ils font concurrence à des marchandises produites dans des pays moins évolués, de sorte que le pays plus développé se trouve vendre ses marchandises au-dessus de leur valeur et cependant à meilleur marché que les pays concurrents. En ce qui concerne les capitaux placés dans les *colonies*, etc., ils peuvent rapporter un taux de profit supérieur, parce que l'état retardataire de ces régions comporte un taux de profit plus élevé de même qu'une exploitation plus intense du travail, par l'emploi d'esclaves, de coolies, etc. Les profits d'un taux supérieur produits par ces capitaux et importés dans le pays d'origine influencent l'équilibre d'où résulte le taux général du profit et le font monter en conséquence.

Mais ce même commerce extérieur développe, dans le pays même, le mode de production capitaliste et, par conséquent, la diminution du capital variable par rapport

[1] Sur l'accumulation, v. le chapitre suivant

au capital constant; il aboutit donc, lui aussi, dans la suite de l'évolution à l'effet contraire.

Enfin, le moyen le plus important d'échapper à la baisse du profit et, avec elle, à la ruine, consiste dans le perpétuel accroissement du capital. Si le progrès économique abaisse le taux du profit de 20 à 10 %, il n'y a rien à faire, sans doute, pour empêcher qu'il n'y ait plus désormais qu'une plus-value de 10 à tirer de 100 unités de capital. Mais, pour le capitaliste individuel, la chose peut être compensée en ce sens qu'il doublera son capital. Employant alors, partout, 200 au lieu de 100, la quantité de son profit demeure aussi élevée. Il peut même l'accroître en augmentant davantage encore son capital.

L'augmentation, l'accumulation incessante du capital joue donc un rôle important. Nous allons à présent l'examiner.

12.

L'accumulation du capital[1]

a) La continuité de la production (reproduction)

Retour à la table des matières

Une société ne saurait pas plus cesser de consommer que de produire. Aucune société ne peut constamment produire, sans retransformer continuellement une partie de ses produits en moyens de production. Toutes les autres circonstances restant les mêmes, elle ne peut reproduire ou maintenir sa richesse au même degré, que si les moyens de production consommés, par exemple, dans l'année (moyens de travail, matières premières et matières accessoires) sont remplacés par une quantité égale d'autres articles de même espèce, qu'il faut distraire de la masse annuelle des produits et incorporer de nouveau dans le procès de production. Une certaine partie du produit annuel appartient donc à la production et doit être fabriquée à cet effet.

Dans la société capitaliste, tout moyen de production sert de capital, car il procure à son possesseur, par un travail salarié, de la plus-value. En fait, le capitaliste ne veut pas seulement tirer une plus-value unique, mais bien une plus-value continue de la valeur avancée par lui.

Si la plus-value était entièrement consommée, chaque année, par le capitaliste, il n'y aurait que simple répétition de la production, reproduction simple. Mais la simple répétition confère déjà au phénomène certains caractères nouveaux.

---

[1] T. I, char. 21

Le procès de production débute par l'achat, pour un temps déterminé, de la force de travail, et ce début se renouvelle constamment, dès que le terme fixé est arrivé et qu'il s'est écoulé par conséquent une certaine période de production, semaine, mois, etc. Mais l'ouvrier n'est payé que lorsque sa force de travail a produit son effet, et réalisé dans des marchandises, SI propre valeur aussi bien que la plus-value. Il a donc produit non seulement la plus-value que nous considérons pour le moment comme le fonds de consommation du capitaliste, mais encore le fonds qui doit servir à son propre paiement, c'est-à-dire le capital variable; et cela, avant que ce capital lui revienne sous forme de salaire. L'ouvrier n'est du reste employé qu'aussi longtemps qu'il reproduit sans cesse ce capital variable. De là cette formule mentionnée au chapitre XVI, dans laquelle un économiste nous donne le salaire comme une participation au produit. Ce que l'ouvrier reçoit sous forme de salaire, c'est donc une partie du produit qu'il reproduit sans cesse lui-même. Il est vrai que le capitaliste lui paie en argent la valeur des marchandises. Mais cet argent n'est que la forme modifiée du produit du travail. Pendant que l'ouvrier transforme en produit une partie des moyens de production, une partie de son produit antérieur se retransforme en argent. Son travail du jour ou du semestre est payé par son travail de la veille ou du semestre précédent. L'illusion produite par la forme argent disparaît, dès qu'au lieu d'un seul ouvrier ou d'un seul capitaliste on considère la classe capitaliste ou la classe ouvrière. La classe capitaliste remet continuellement à la classe ouvrière des lettres de change sur une partie du produit fourni par la seconde, mais accaparé par la première. Mais l'ouvrier les rend tout aussi continuellement à la classe capitaliste et lui enlève ainsi la partie qui lui revient à lui de son propre produit. La forme marchandise du produit et la forme argent de la marchandise déguisent ces rapports.

Le capital variable ne perd cependant sa fausse apparence d'une avance faite par le capitaliste sur son propre fonds que si nous considérons le procès de production capitaliste dans le cours incessant de sa rénovation. Mais il faut bien que ce procès commence quelque part et à un moment quelconque. On peut donc admettre provisoirement que, par une accumulation quelconque, primitive et indépendante de tout travail étranger non payé, le capitaliste est devenu possesseur d'argent et a pu acheter de la force de travail. Cependant la simple continuité du procès de production capitaliste, ou la simple reproduction, opère d'autres changements curieux qui n'intéressent pas seulement la partie variable du capital, mais le capital tout entier.

Si la plus-value produite périodiquement, par exemple annuellement, par un capital de 20.000 francs est de 4.000 francs et qu'elle soit consommée chaque année, il est évident qu'au bout de 5 ans la somme de la plus-value consommée sera 5 X 4.000 fr. c'est-à-dire égale au capital primitivement avancé, soit 20.000 fr. Si l'on ne consommait chaque année qu'une partie de la plus-value, par exemple la moitié, le même résultat serait atteint en 10 ans de répétition du procès de production, puisque 10 X 2.000 = 20.000, En général: le capital avancé, divisé par la plus-value consommée chaque année, donne le nombre d'années ou le nombre de périodes de reproduction au bout desquelles le capital primitivement avancé a été consommé par le capitaliste et a donc disparu. L'idée que se fait le capitaliste qu'il consomme le produit d'un travail étranger non payé, c'est-à-dire la plus-value, et qu'il conserve le capital primitif, ne peut absolument rien changer à la chose. Après un certain nombre d'années, la valeur qui lui appartenait est devenue égale à la somme de la plus-value qu'il s'est appropriée, durant ces mêmes années, sans les remplacer par un équivalent, et la somme de valeur qu'il a consommée est devenue égale à la valeur-capital primitive. Il lui reste bien entre les mains un capital dont la grandeur n'a pas changé,

et dont une partie existait déjà sous forme de bâtiments, de machines, etc., quand il a monté son industrie. Mais il s'agit ici de la valeur du capital et non pas de ses éléments matériels. Si quelqu'un consomme tout ce qu'il possède à se charger de dettes dont le montant égale celui de ses propriétés, l'ensemble de ses propriétés ne représentera que l'ensemble de ses dettes. De même, lorsque le capitaliste a consommé l'équivalent de son capital avancé, la valeur totale de ce capital ne représente plus que la somme totale de la plus-value, qu'il s'est appropriée gratuitement. De la valeur de son ancien capital, il n'existe plus un seul atome.

Abstraction faite de toute accumulation la simple continuité du procès de production ou la simple reproduction transforme donc nécessairement tout capital, après plus ou moins de temps, en capital accumulé ou plus-value capitalisée. Même si, dans les débuts du procès de production, ce capital appartient à son possesseur comme fruit de son propre travail, il deviendra tôt ou tard une valeur acquise sans équivalent, - matérialisation monnayée ou non - du travail étranger non payé.

A l'origine, afin de pouvoir employer son argent comme capital (comme moyen d'exploitation du travail d'autrui), le capitaliste devait rencontrer sur le marché l'ouvrier dépourvu de tous moyens de production et de subsistance. Telle fut la base effectivement donnée, le point de départ de la production capitaliste. Mais, grâce à la simple continuité du procès, grâce à la reproduction simple, ces conditions se trouvent sans cesse reproduites. D'une part, le procès de production transforme constamment la richesse matérielle en capital, en moyens d'enrichissement ou de jouissance au service du capitaliste. D'autre part, l'ouvrier sort toujours de ce procès comme il y est entré, -- source personnelle de la richesse, mais dépouillé de tous les moyens de la réaliser à son profit. Avant l'entrée de l'ouvrier dans le procès, son propre travail lui a été aliéné, transféré au capitaliste et incorporé au capital, et, par conséquent les produits appartiennent au capitaliste. Cette constante reproduction, cette perpétuation de l'ouvrier est la condition *sine qua non* de la production capitaliste.

La consommation de l'ouvrier est double. Dans la production même, il consomme par son travail des moyens de production et les transforme en produits d'une valeur supérieure à la valeur du capital avancé. Voilà sa consommation productive, qui est en même temps consommation de sa force de travail par le capitaliste qui l'a achetée. D'autre part, l'ouvrier emploie en moyens de subsistance l'argent payé en échange de sa force de travail. Voilà sa consommation individuelle. Ces deux espèces de consommation sont donc absolument différentes. Dans la première, l'ouvrier agit comme force motrice du capital et appartient au capitaliste; dans la seconde, il s'appartient à lui-même et accomplit des fonctions vitales en dehors du procès de production. L'une a comme résultat la vie du capitaliste, l'autre la vie de l'ouvrier lui-même.

Du reste le travailleur se voit bien des fois obligé de faire de sa consommation individuelle un simple incident du procès de production. Dans ce cas, il s'ajoute des moyens de subsistance, pour entretenir le fonctionnement de sa force de travail, tout comme l'on ajoute du charbon et de l'eau à la machine à vapeur, de l'huile à la roue. Mais cela ne semble somme toute qu'un inconvénient secondaire, inhérent au procès de production capitaliste.

Il en va tout autrement si, au lieu de considérer un seul capitaliste ou un seul travailleur, nous envisageons toute la classe capitaliste et toute la classe ouvrière, et, au lieu du procès de production isolé, l'ensemble du procès de production capitaliste dans son évolution et dans son étendue sociale. En convertissant une partie de son

capital en force de travail, le capitaliste met en valeur son capital tout entier. Il fait d'une pierre deux coups. Il profite à la fois de ce qu'il reçoit de l'ouvrier et de ce qu'il lui donne. Le capital aliéné dans l'échange contre de la force de travail est transformé en moyens de subsistance, dont la consommation sert à reproduire les muscles, les nerfs, les os et le cerveau d'ouvriers existants et à engendrer de nouveaux ouvriers. Dans les limites du strict nécessaire la consommation individuelle de la classe ouvrière consiste donc à retransformer en force de travail derechef exploitable par le capital les moyens de subsistance dépensés par le capital en achat de force de travail. Elle est la production et la reproduction du moyen de production le plus indispensable au capitaliste, de l'ouvrier lui même. La consommation individuelle de l'ouvrier reste donc un facteur de la production et de la reproduction du capital, qu'elle s'opère à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier, de la fabrique, etc., au dedans ou dehors du procès de travail, tout comme le nettoyage de la machine, que celui-ci se fasse pendant le procès de travail ou à certains moments déterminés. Peu importe que l'ouvrier accomplisse sa consommation individuelle pour lui même et non pas pour le capitaliste. C'est ainsi que la consommation des bêtes de somme ne reste pas moins un facteur nécessaire du procès de production, bien que le bétail profite directement de ce qu'il mange. La conservation et la reproduction constantes de la classe ouvrière restent les conditions permanentes de la reproduction du capital. Le capitaliste peut, à cet égard, s'en remettre en toute confiance à l'instinct de conservation et de reproduction des ouvriers. Il s'inquiète simplement de réduire au minimum la consommation individuelle; et il ne lui viendra jamais à l'idée d'agir comme ces barbares Américains du Sud qui forcent les ouvriers à prendre une alimentation plus substantielle [1].

C'est pourquoi le capitaliste et son apologiste scientifique ne considèrent comme productive que cette partie de la consommation individuelle de l'ouvrier, qui est nécessaire à la perpétuation de la classe ouvrière et doit donc se faire pour que le capital consomme la force de travail; tout ce que l'ouvrier peut consommer en sus pour son propre plaisir est de la consommation improductive [2].

Au point de vue social la classe ouvrière est par conséquent, même en dehors du procès de travail immédiat, un simple adjuvant du capital, tout comme n'importe quel autre instrument de travail. Et dans certaines limites, sa consommation individuelle n'est elle-même qu'un facteur du procès de reproduction du capital. Mais le procès empêche ces instruments conscients de la production de lui échapper, en en faisant continuellement passer le produit d'un pôle au pôle opposé, le capital. D'une part, la consommation individuelle assure sa propre conservation et sa propre reproduction; d'autre part, en anéantissant les moyens de subsistance, elle en assure la réapparition constante sur le marché du travail. C'étaient des chaînes qui attachaient l'esclave romain à son maître; ce sont des fils invisibles qui relient le salarié à son patron.

---

1 Dans les mines de l'Amérique du Sud, les ouvriers, dont l'occupation journalière, la plus pénible peut-être qui soit au monde, consiste à remonter, d'une profondeur de 450 pieds, un poids de 180 à 200 livres qu'ils chargent sur leurs épaules, ne vivent que de pain et de fèves. Ils aimeraient mieux ne manger que du pain, mais les patrons, ayant constaté que leur rendement serait moindre s'ils ne se nourrissaient que de pain, les traitent comme des chevaux et les forcent à manger des fèves, proportionnellement plus riches en phosphate de chaux. , (LIEBIG, La Chimie dans ses applications en agriculture et en physiologie, 7. édition (allemande), 1862, l re . partie, p. 194, note.)

2 James MILL, *Eléments d'économie politique*, trad. franç. de PARISOT, Paris, 1823, p. 238 sq.

L'apparence de l'indépendance n'est maintenue que par le changement perpétuel des patrons individuels et une fiction juridique [1].

Autrefois, le capital recourait encore à la contrainte, quand il le jugeait nécessaire, pour faire valoir son droit de propriété sur l'ouvrier. C'est ainsi, que jusqu'en 1815, il était interdit aux ouvriers à la machine de quitter l'Angleterre, sous peine de sévères punitions.

La reproduction (recrutement continu) de la classe ouvrière implique également que l'habileté de l'ouvrier soit accumulée et transmise d'une génération à l'autre. L'existence d'une telle classe d'ouvriers habiles est comptée par les capitalistes au nombre des conditions nécessaires de la production et considérée comme l'existence réelle du capital variable; c'est ce qui apparaît dès qu'une crise menace de la compromettre. La guerre de Sécession et la crise cotonnière qui en résulta jetèrent sur le pavé la plupart des ouvriers du Lancashire. Les ouvriers ou même d'autres classes de la société firent appel aux subventions de l'État ou à une souscription nationale volontaire, afin de permettre aux travailleurs en surnombre d'émigrer aux colonies anglaises ou aux États-Unis. Le 24 mars 1863, le Times publia une lettre d'Edmond Potter, ancien président de la Chambre de Commerce de Manchester. A la Chambre des Communes, cette lettre fut appelée à juste titre « le manifeste d'un fabricant ». Nous en reproduisons ici quelques passages caractéristiques où le droit de propriété du capital sur la force de travail est énoncé de la façon la plus caractéristique.

« On peut dire aux ouvriers cotonniers qu'il s'en présente trop sur le marché... En diminuant cet afflux d'un tiers, la demande serait peut-être suffisante pour les autres... L'opinion publique conseille vivement l'émigration... Le patron ne peut voir d'un bon œil une diminution dans l'afflux de ses forces de travail ; il peut y avoir une erreur ou une injustice à son égard... Si l'État subventionne l'émigration, le patron a le droit d'exiger qu'on l'entende à son tour et qu'on écoute même ses protestations. » Potter insiste .ensuite sur l'industrie cotonnière; il fait remarquer « qu'elle a certainement drainé la population de l'Irlande et des districts agricoles de l'Angleterre »; qu'elle est très étendue; qu'en 1860 elle a fourni les 5/13 de toute l'exploitation anglaise; que, dans quelques années, elle reprendra son essor, parce qu'elle élargira son marché, surtout du côté des Indes, et obtiendra l'importation du coton à 6 d. (75 cent.-or) la livre. Puis il continue: « Le temps -- 1 an, ou 2, ou 3 peut-être, -- produira la quantité nécessaire. Je voudrais alors poser cette question: Cette industrie mérite-t-elle d'être maintenue? Est-ce la peine d'en conserver en bon état le machinisme (c'est-à-dire les ouvriers, ces machines vivantes) ? Ne serait-ce pas folie pure que de songer à la supprimer? Je le crois. Je veux bien admettre que les ouvriers ne sont pas une propriété appartenant soit au Lancashire, soit aux patrons; mais ils sont la force de tous deux; ils sont la force intellectuelle et disciplinée qu'on ne saurait remplacer en une génération, tandis que les simples machines avec lesquelles ils travaillent pourraient,

---

[1] Une fiction juridique est une décision légale selon laquelle un fait non survenu ou inexistant doit être considéré comme survenu ou existant. Exemple: si une personne n'ayant pas encore atteint 21 ans est déclarée majeure par les tribunaux, elle n'en reste pas moins, en réalité, mineure; mais elle a cependant les mêmes droits et les mêmes devoirs que les personnes majeures. Sa majorité est, justement, une fiction. Par dérivation de sens, le mot de fiction s'emploie pour désigner une fausse apparence. Il signifie ici, tout simplement, illusion, trompe-l'œil. J. B. - (*Remarque du traducteur*: Plusieurs des explications de termes données par J. Borchardt nous ont paru pouvoir être omises de la version française, du moins lorsque, dans l'original, elles se rapportaient à des « mots étrangers» et savants, difficiles par conséquent pour le lecteur de langue allemande, mais dont, par contre, la forme est courante en français.)

en majeure partie, être remplacées avantageusement ou perfectionnées dans les 12 mois [1]. Que deviendront les capitalistes, si vous encouragez ou permettez l'émigration de la force de travail? Enlevez les meilleurs ouvriers, et le capital fixe est fortement déprécié, et le capital circulant n'affrontera pas la lutte, si vous ne lui fournissez, et encore en quantité insuffisante, que des ouvriers d'ordre inférieur... On nous dit que les ouvriers eux-mêmes désirent l'émigration. C'est très naturel de leur part. Réduisez, comprimez l'industrie cotonnière, en lui enlevant ses forces de travail, en diminuant la dépense en salaires d'un tiers, c'est-à-dire de 5 millions, et que deviendra alors la classe immédiatement au-dessus des ouvriers, celle des petits boutiquiers? Qu'adviendra-t-il de la rente foncière, de la location des cottages, des petits fermiers, du propriétaire d'immeubles, du propriétaire foncier? Et dites-moi maintenant: Pourrait-il y avoir un plan plus meurtrier pour toutes les classes du pays, que celui qui consiste à affaiblir la nation par l'exportation de ses meilleurs ouvriers de fabrique et la dépréciation d'une partie de son capital le plus productif et de sa richesse? » -- « Je propose un emprunt de 5 ou 6 millions, réparti sur 2 ou 3 ans, administré par des commissaires spéciaux, qui seraient adjoints aux administrateurs des pauvres dans les districts cotonniers, réglementé par des lois spéciales et complété par un certain travail obligatoire, afin de maintenir la valeur morale parmi les bénéficiaires de ces aumônes. Les propriétaires fonciers ou les patrons peuvent-ils connaître pire extrémité que d'être réduits à renvoyer leurs meilleurs ouvriers, à démoraliser ou à indisposer les autres par une émigration qui priverait toute une province de valeur et de capital [2] ? »

Potter, le porte-parole choisi des fabricants, distingue deux sortes de machines, appartenant toutes deux au capitaliste; l'une ne quitte jamais la fabrique, l'autre passe les nuits et les dimanches dans des cottages du voisinage. La première est morte, la seconde vivante. La première se détériore et se déprécie chaque jour; en outre certaines de ses parties se démodent continuellement par suite du progrès technique, à tel point qu'il y a tout avantage à les remplacer au bout de quelques mois par des éléments neufs. La machine vivante, au contraire, s'améliore par l'usage, à mesure que l'habileté des générations successives s'y accumule. - Le Times répond entre autre à ce gros fabricant:

« M. Potter est tellement impressionné par l'importance extraordinaire et absolue des patrons cotonniers que, pour conserver cette classe et en perpétuer le métier, il voudrait enfermer, un demi-million d'ouvriers, malgré eux, dans un immense workhouse moral. Cette industrie vaut-elle la peine d'être sauvée? se demande M. Potter. Certainement, répondons-nous, par tous les moyens honnêtes. Est-ce la peine de maintenir les machines en bon état? se demande en outre M. Potter. Ici nous dressons l'oreille. Sous le nom de machines, M. Potter entend les machines humaines puisqu'il affirme qu'il ne se propose pas de les traiter comme une propriété absolue. Nous sommes forcés de l'avouer: nous estimons qu'il n'est pas utile ni même possible de maintenir en état les machines humaines, c'est-à-dire de les enfermer et de les huiler

---

1 Ce même capital, on se le rappelle, tient un tout autre langage dans les circonstances ordinaires, quand il s'agit de diminuer les salaires. Alors les patrons sont unanimes à déclarer (voir chap. 10, p. 125) : « Les ouvriers de fabrique feraient sagement de ne pas oublier que leur travail n'est en réalité qu'une espèce inférieure de travail habile; que nul autre ne s'apprend plus aisément et n'est mieux payé en tenant compte de la qualité; qu'il suffit de quelques directions pour y adapter, en fort peu de temps, toute une foule de forces nouvelles. Les machines du patron jouent, dans l'affaire de la production, un rôle beaucoup plus important que le travail et l'habileté des ouvriers, qui s'acquièrent par un apprentissage de six mois et sont accessibles au dernier valet de ferme. »

2 En temps ordinaire, le capitaliste prétend, au contraire, que les ouvriers ne seraient pas condamnés à être des gueux démoralisés et mécontents, s'ils avaient la sagesse de réduire leur nombre afin de faire monter le prix du travail.

jusqu'à ce qu'on en ait besoin. La machinerie humaine a la propriété de se rouiller quand elle ne fonctionne pas, rien ne sert de l'huiler et de l'astiquer. De plus, cette machinerie humaine est capable, ainsi que l'expérience nous le prouve, de lâcher d'elle-même la vapeur et d'éclater, sans la moindre intervention étrangère, ou de danser une sarabande folle dans nos grandes villes. M. Potter a peut-être raison de dire que la reproduction des ouvriers exige beaucoup de temps; mais, si nous avons sous la main des mécaniciens et de l'argent nous trouverons toujours des hommes entreprenants, durs à la besogne, industrieux, dont nous pourrons faire plus de patrons que nous n'en consommerons jamais. M. Potter nous raconte que dans 1, 2, 3 ans l'industrie reprendra un nouvel essor et nous demande de ne pas encourager ni même de permettre l'émigration. Il trouve naturel que les ouvriers désirent émigrer; mais il est d'avis que, malgré leur désir, la nation doit enfermer ce demi million d'hommes, avec les 700.000 personnes de leurs familles, dans les districts cotonniers, réprimer par la force le mécontentement qu'ils pourraient manifester et les faire vivre de la charité publique, et tout cela pour le cas où les patrons pourraient un jour en avoir besoin à nouveau... Le temps est venu pour l'opinion publique de nos îles de faire quelque chose pour défendre cette force de travail contre ceux qui veulent la traiter comme ils traitent le charbon, le fer, le coton. »

L'article du *Times* n'est qu'un jeu d'esprit. L'opinion publique estima effectivement avec Potter que les ouvriers de fabrique font partie du mobilier des fabriques. Leur émigration fut empêchée [1]. On parqua les ouvriers dans le «workhouse moral » des districts cotonniers, où ils continuèrent à faire la force des patrons cotonniers du Lancashire.

Par sa propre réalisation, le procès de production capitaliste reproduit donc la séparation entre la force de travail et les conditions de travail. Il reproduit et éternise ainsi les conditions d'exploitation de l'ouvrier. Il force constamment l'ouvrier à vendre sa force de travail pour vivre, et met constamment le capitaliste à même d'acheter cette force pour s'enrichir. Ce n'est plus le simple hasard qui, sur le marché des marchandises, fait se rencontrer le capitaliste et l'ouvrier comme acheteur et vendeur. C'est ce double procès lui-même qui rejette toujours l'ouvrier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme sans cesse le produit de l'ouvrier en moyen d'achat entre les mains du capitaliste.

Le procès de production capitaliste, en tant que procès de production, ne produit donc pas seulement des marchandises ni de la plus-value, il produit et reproduit sans cesse, d'une part, le capitaliste, d'autre part, le salarié et, par là, le rapport capitaliste lui-même

[1] Le Parlement ne vota pas un liard pour l'émigration, mais simplement des lois permettant aux municipalités de tenir les ouvriers entre la vie et la mort ou de les exploiter sans leur payer des salaires normaux. Trois ans plus tard, quand éclata la peste bovine, le Parlement, oublieux de toute étiquette, vota en un tournemain des millions pour indemniser les landlords millionnaires, dont les fermiers surent ne rien perdre en augmentant le prix de la viande. Le rugissement bestial des propriétaires fonciers au moment où s'ouvrit la session parlementaire en 1866 démontra que point n'est besoin d'être Hindou pour adorer la vache Sabala, ni Jupiter pour se changer en bœuf

b) Accroissement du capital par la plus-value [1] - La propriété capitaliste

Retour à la table des matières

Nous avons vu comment la plus-value sort du capital; nous allons voir comment le capital sort de la plus-value. Lorsque la plus-value n'est pas consommée, mais employée comme capital il se forme un nouveau capital qui s'ajoute à l'ancien. *L'utilisation de la plus-value comme capital ou retransformation de la plus-value en capital, voilà ce qui s'appelle accumulation du capital.*

Considérons cette opération d'abord au point de vue du capitaliste individuel. Un filateur, par exemple, a avancé un capital de 200.000 francs dont 4/5 en coton, machines, etc., et 1 /5 en salaire. Il produit par an 240.000 livres de filés d'une valeur de 240.000 francs. Si le taux de la plus-value est 100 %, la plus-value est représentée par le surproduit ou le produit net de 40.000 livres de filés d'une valeur de 40.000 francs à réaliser par là vente. Une somme de 40.000 francs reste toujours une somme de 40.000 francs. On a beau la flairer, la regarder; rien n'indique qu'elle représente de la plus-value. Le caractère de plus-value montre comment cette valeur est arrivée à son propriétaire, mais ne modifie en rien la nature de la valeur ou de l'argent.

Pour transformer en capital cette somme additionnelle de 40.000 francs le filateur - toutes autres circonstances égales d'ailleurs - en avancera les 4/5 en achat de coton, etc., et 1/5 en achat de nouveaux ouvriers, qui trouveront sur le marché les moyens de subsistance dont il leur a avancé la valeur. Le nouveau capital de 40.000 francs fonctionne dès lors dans la filature et produit à son tour une plus-value de 8.000 francs.

A l'origine, la valeur capital avait été avancée sous la forme argent. S'il y a vente des 200.000 livres de filés où elle est incorporée, la valeur capital reprend sa forme primitive. Mais la plus-value existe, au contraire, dès le premier moment, comme valeur d'une partie déterminée du produit brut. De par la vente, la plus-value modifie donc sa forme primitive. Mais dès lors, la valeur capital et la plus-value sont toutes deux des sommes d'argent, et leur retransformation en capital s'opère de la même manière. Le capitaliste les consacre toutes deux à acheter des marchandises qui lui permettent de recommencer, sur une plus grande échelle, la confection de son article. Mais, pour qu'il puisse acheter ces marchandises, il faut qu'il les trouve sur le marché.

Des marchandises, pour être vendues sur le marché, doivent auparavant avoir été fabriquées. Les opérations qui s'accomplissent sur le marché font tout simplement circuler les divers éléments de la production annuelle, les font passer de main en main; mais elles ne peuvent ni augmenter la production annuelle totale, ni modifier la nature des objets produits.

En premier lieu, la production annuelle doit fournir tous les objets ou valeurs d'usage, qui serviront à remplacer les éléments matériels du capital, consommés dans le cours de l'année. En sus de ces objets, il y a le produit net ou surproduit, repré-

[1] T. I, char. 22, n° 1

sentatif de la plus-value. De quoi se compose surtout ce produit? De choses peut-être qui seraient destinées à la satisfaction des besoins et des appétits de la classe capitaliste et entreraient par suite dans le fonds de consommation capitaliste? S'il en était ainsi, la plus-value serait dépensée jusqu'au dernier centime, il n'y aurait que simple reproduction.

Pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit. Mais, à moins d'opérer des miracles, on ne peut transformer en capital que des choses qui soient utilisables dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, ou encore des choses dont l'ouvrier ait besoin pour vivre, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Par conséquent, il faut qu'une partie du surtravail annuel ait été consacrée à créer des moyens supplémentaires de production et de subsistance, en excédent sur la quantité nécessaire au remplacement du capital avancé. En un mot: la plus-value n'est convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital [1].

Pour faire effectivement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail. A moins d'augmenter en extension et en intensité l'exploitation des ouvriers déjà occupés, il faut engager de nouvelles forces additionnelles. Par son mécanisme même, la production capitaliste a résolu le problème: elle reproduit la classe ouvrière comme une classe dépendant du salaire et à qui le salaire assure la conservation et l'accroissement. Ces forces additionnelles que lui fournit tous les ans la classe ouvrière aux divers degrés d'âge, le capital n'a qu'à les incorporer aux moyens de production additionnels déjà contenus dans la production annuelle, et la conversion de la plus-value en capital est effectuée.

Revenons à notre exemple. C'est la vieille histoire: Abraham engendra Isaac, Isaac engendra Jacob, etc. Le capital primitif de 200.000 francs produit une plus-value de 40.000 francs qui est capitalisée. Ce nouveau capital de 40.000 francs produit une plus-value de 8.000 francs qui, capitalisée à son tour, produit une nouvelle plus-value de 1.600 francs, etc.

Nous ne tenons pas compte ici de la partie de la plus-value consommée par le capitaliste. Peu nous importe également, à l'heure actuelle, que les capitaux additionnels soient ajoutés au capital primitif ou qu'ils fonctionnent séparément; qu'ils soient exploités par le capitaliste qui les a accumulés ou par un autre. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'à côté des nouveaux capitaux le capital primitif continue à se reproduire et à produire de la plus-value, et qu'il en est de même pour chaque capital accumulé.

Le capital primitif s'est formé par l'avance de 200.000 francs. Comment le propriétaire de cette somme l'a-t-il acquise? Par son propre travail et celui de ses ancêtres 1 Voilà ce que nous répondent en chœur les maîtres de l'économie politique.

Il en va tout autrement du capital additionnel de 40.000 francs dont nous connaissons parfaitement l'origine: c'est de la plus-value capitalisée. Dès son origine, il ne

---

[1] Nous faisons abstraction du commerce d'exportation, par lequel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou de subsistance et inversement. Pour étudier l'objet de notre examen dans toute sa pureté et indépendamment de toutes les conditions accessoires qui pourraient y jeter de la confusion, nous considérons le monde commerçant tout entier comme une seule nation et nous supposerons que la production capitaliste s'est installée partout et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie.

renferme pas un seul atome de valeur qui ne provienne du travail d'autrui non payé. Les moyens de production auxquels est incorporée la force de travail additionnelle, comme du reste les moyens de subsistance dont vit cette force de travail, ne sont que des parties intégrantes du surproduit, c'est-à-dire du tribut que la classe capitaliste extorque annuellement à la classe ouvrière. Et lorsque le capitaliste emploie une partie de ce tribut pour acquérir de l'ouvrier une force de travail additionnelle, même en payant cette force à plein tarif, équivalent contre équivalent, -- il se produit ce qui se passe entre vaincu et vainqueur: celui-ci achète à celui-là des marchandises qu'il paie avec de l'argent volé au vendeur.

Si le capital additionnel occupe son propre producteur, celui-ci doit continuer à mettre en valeur le capital primitif; mais il doit en outre racheter le produit de son travail antérieur en fournissant plus de travail que ce produit n'en a coûté. En tant que transaction entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, le phénomène reste le même, bien que le produit du travail non payé des uns permette d'occuper maintenant d'autres ouvriers. Il se peut également que le capitaliste convertisse en machines le capital additionnel, jette ainsi sur le pavé celui qui a produit le capital additionnel et le remplace par quelques enfants. En tout cas, c'est par son surtravail d'une année que la classe ouvrière crée le capital qui, l'année suivante, occupera du capital additionnel. C'est ce que l'on appelle produire du capital par du capital.

L'accumulation du premier capital additionnel de 40.000 francs n'était possible qu'à la condition que le capitaliste fît J'avance d'une somme de 200.000 francs dont il était propriétaire en vertu de son travail primitif. L'accumulation du second capital additionnel de 8.000 francs repose au contraire sur l'accumulation du premier, c'est-à-dire de ces 40.000 francs, dont il n'est que la plus-value capitalisée. Pour que le capitaliste puisse actuellement s'approprier, dans une mesure de plus en plus large, le travail vivant non payé, la condition nécessaire et suffisante est donc qu'il possède en toute propriété du travail passé non payé. Plus le capitaliste a donc accumulé, et plus il peut accumuler.

La propriété privée fondée sur la production et sur la circulation des marchandises se transforme de toute évidence en son véritable contraire, par suite des faits à l'instant décrits, c'est-à-dire en vertu de l'accroissement continuel du capital, grossi par la plus-value auparavant réalisée et dont une partie est en effet employée à l'achat de nouvelles forces de travail -- achat que nous supposerons nous-mêmes avoir lieu à sa juste valeur. L'échange de valeurs équivalentes s'est transformé de telle sorte qu'il n'y a plus échange qu'en apparence. En effet, en premier lieu, la partie du capital échangée contre de la force de travail n'est qu'une fraction du produit du travail étranger non payé, et, en second lieu, cette partie du capital doit être non seulement restituée par l'ouvrier, mais celui-ci doit encore y ajouter un excédent. L'échange entre capitaliste et ouvrier n'est plus que de pure forme, et cette forme, qui n'a plus rien de commun avec le contenu, ne fait que le dissimuler. L'achat et la vente continuels de la force de travail, voilà la forme. Quant au contenu, c'est que le capitaliste transforme continuellement une partie du travail étranger (déjà représenté par des marchandises) qu'il n'a cessé de s'approprier sans contre-valeur, en une plus grande quantité de travail vivant non payé.

A l'origine, le droit de propriété nous apparaissait comme fondé sur le travail personnel. Du moins, il nous fallait admettre cette hypothèse. En effet, les propriétaires qui se faisaient face avaient tous les mêmes droits; l'un ne pouvait acquérir les marchandises de l'autre qu'en cédant les siennes, et celles-ci ne pouvaient provenir

que du travail. Actuellement, la propriété nous apparaît chez le capitaliste comme le droit de s'approprier sans paiement le travail d'autrui ou le produit de ce travail, chez l'ouvrier comme l'impossibilité de s'approprier son propre produit.

Même dans la reproduction simple, tout capital avancé, quelle qu'en soit d'ailleurs l'origine, se transforme, on l'a vu, en plus-value capitalisée. Mais, dans le courant de la production, tout capital primitivement avancé n'est plus qu'une grandeur infinitésimale en face du capital directement accumulé, c'est-à-dire de la plus-value ou surproduit retransformé en capital et fonctionnant entre les mains de celui qui a accumulé cette plus-value ou entre les mains d'une autre personne.

Il va de soi [1] qu'une partie seulement de la plus-value peut être incorporée au capital et qu'une autre partie doit servir à l'entretien du capitaliste. L'une de ces parties sera d'autant plus grande que l'autre sera plus petite. La grandeur de l'accumulation est donc en raison inverse de la consommation du capitaliste.

Or, l'importance historique et la raison d'être du capitaliste résident dans ce fait qu'il contraint impitoyablement l'humanité à produire pour produire et l'oblige ainsi à développer les forces productives de la société et à créer des conditions matérielles de production telles qu'il ne pourra s'édifier sur leur base qu'une forme sociale supérieure, dont le principe est d'assurer le libre et complet développement de chaque individu. En outre, le développement de la production capitaliste rend nécessaire l'accroissement continuel du capital placé dans chaque entreprise industrielle, et la concurrence oblige chaque capitaliste particulier à augmenter sans cesse son propre capital, afin de le conserver; or, il ne peut l'accroître qu'au moyen d'une accumulation croissante.

[1] T. I, chap. 22, nº 3.

13.

Effet de l'accumulation sur les ouvriers [1] l'armée industrielle de réserve Théorie de l'accroissement du paupérisme

Retour à la table des matières

Si une partie de la plus-value s'ajoute au capital, et, par conséquent, est employée comme capital additionnel, il est évident que ce capital additionnel a, à son tour, besoin d'ouvriers. Pour autant que toutes les autres circonstances restent les mêmes, qu'en particulier la même quantité de moyens de production (capital constant) exige toujours la même quantité de force de travail (capital variable) pour être mise en valeur, la demande de travail croîtra nécessairement, et cela d'autant plus vite que l'accroissement du capital est plus rapide. Or, le capital produit chaque année une plus-value, dont une fraction s'ajoute annuellement au capital primitif; cette plus-value croît elle-même chaque année, puisque, -- du fait de l'accumulation, -- le capital est devenu plus grand; enfin, sous l'aiguillon de l'instinct d'enrichissement, par l'ouverture, par exemple, de nouveaux débouchés, la naissance de nouvelles industries, conséquence de nouveaux besoins sociaux, etc., il suffit au capitaliste de réduire sa consommation personnelle pour être à même d'accumuler une beaucoup plus grande quantité de plus-value. Pour toutes ces raisons, il peut arriver que les besoins d'accumulation du capital soient supérieurs à l'accroissement du nombre des ouvriers et que, par conséquent, les salaires montent. Cela, même, ne saurait manquer de se produire

[1] T. I, chap. 23.

dans les conditions ci-dessus admises. Comme on emploie chaque année plus d'ouvriers que l'année précédente, le moment doit, tôt ou tard, venir où les besoins de l'accumulation commencent à dépasser l'offre normale de travail et où, par conséquent, se manifeste une hausse des salaires. Durant tout le XV e et dans la première moitié du XVIII e siècle, il y eut en Angleterre des plaintes à ce sujet. Mais les conditions plus ou moins favorables dans lesquelles les ouvriers se conservent et se multiplient ne modifient en rien le caractère fondamental de la production capitaliste. De même que la reproduction simple reproduit constamment le même rapport capitaliste, d'une part des capitalistes et d'autre part des salariés, la reproduction élargie (ou accumulation) reproduit le rapport capitaliste sur une échelle progressive: d'une part des capitalistes plus gros ou plus nombreux, d'autre part plus de salariés. Accumulation du capital signifie donc accroissement du prolétariat [1].

Dès 1696, John BelIers écrivait: « Un individu aurait beau posséder 100.000 arpents de terre, autant de livres d'argent et autant de têtes de bétail, que serait cet homme riche sans le travailleur, sinon un travailleur lui-même? Et puisque ce sont les travailleurs qui enrichissent les gens, il y aura d'autant plus de riches qu'il y aura plus de travailleurs... Le travail du pauvre est la mine du riche. » De même Bertrand de Mandeville, au début du XVIIIe siècle: « Dans les pays où la propriété est suffisamment protégée, il serait plus facile de vivre sans argent que sans pauvres; qui ferait en effet le travail ?.. S'il ne faut pas laisser les ouvriers mourir de faim, il ne faut pas non plus leur donner de quoi économiser. Si par-ci par-là un individu, à force de travail et de privations, s'élève au-dessus de la situation où il a grandi, personne ne doit l'en empêcher. Tout particulier, toute famille de la société, agit même sagement en pratiquant la frugalité. Mais il est de l'intérêt de toutes les nations riches que la plus grande partie des pauvres ne reste jamais inoccupée et dépense cependant toujours tout son gain... Ceux qui gagnent leur vie par leur travail de tous les jours ne sont serviables que parce que leurs besoins les y poussent; il est donc sage de soulager ces besoins, mais ce serait folie de les guérir. La seule chose qui puisse rendre laborieux le travailleur, c'est un salaire modéré. Suivant son tempérament, le travailleur se décourage ou se désespère quand son salaire est trop faible, il devient insolent et paresseux quand son salaire est trop élevé... Dans une nation libre où l'esclavage est interdit, la richesse la plus sûre consiste dans la foule des pauvres laborieux. Ces pauvres constituent, une source inépuisable pour le recrutement de la flotte et de l'armée; sans eux, il n'y aurait pas possibilité de jouir de quoi que ce soit et l'on ne pourrait utiliser les productions d'aucun pays. Pour que la « société » (c'est-à-dire, naturellement, les non-travailleurs) soit heureuse, pour que le peuple vive content même dans une situation misérable, il faut que la majorité reste ignorante et pauvre. Le savoir étend et multiplie nos désirs, et moins un homme désire, plus il est facile de satisfaire ses besoins »

Ce que Mandeville, homme honnête doué d'une intelligence claire, ne comprend pas encore, c'est que le mécanisme du procès d'accumulation accroît, en même temps que le capital, la masse des « pauvres laborieux », c'est-à-dire des salariés.

Dans les conditions de l'accumulation que nous avons supposées et qui sont le plus favorables aux ouvriers, leur rapport de dépendance à l'égard du capital revêt des formes supportables. Sur leur propre surproduit sans cesse croissant et se transformant à doses de plus en plus élevées en capital additionnel, les ouvriers reçoivent une

---

[1] En économie, le terme prolétaire signifie simplement salarié qui produit le capital et le met en valeur et qui est jeté sur le pavé dès qu'il n'est plus nécessaire aux besoins de la mise en valeur.

portion plus considérable sous forme de salaires, si bien qu'il leur est possible d'élargir le cercle de leurs jouissances, de mieux assurer leur consommation en vêtement, mobilier, etc., et de constituer un petit fonds de réserve en argent. Mais la dépendance et l'exploitation de l'esclave ne sont point supprimées par des vêtements, une nourriture et un traitement général meilleur, - et de même pour le salarié. L'augmentation du prix du travail par suite de l'accumulation du capital signifie simplement que l'étendue et le poids de la chaîne d'or, que le travailleur s'est forgée lui-même, permettent un peu plus de liberté. La hausse des salaires, dans les conditions les plus favorables, ne signifie qu'une diminution du travail non payé que l'ouvrier est obligé de fournir. Mais cette diminution ne peut jamais se poursuivre jusqu'au point où le système lui-même s'en trouverait menacé. Ou bien le prix du travail continue à monter, parce que cette hausse ne trouble pas le progrès de l'accumulation; ce qui n'a rien d'étonnant, car dit A. Smith (1774), « même avec des profits réduits, les capitaux augmentent, et plus rapidement qu'auparavant... Même avec un profit plus faible, un gros capital s'accroît plus vite qu'un petit capital avec de gros profits ». Il est évident, dans ce cas, qu'une diminution du travail non payé n'entrave aucunement l'extension de la domination du capital. - Ou bien l'accumulation se ralentit par suite de la hausse du prix du travail, parce que l'aiguillon du gain s'émousse. L'accumulation diminue. Mais par là cesse la forte demande de forces de travail suscitée précisément par une forte accumulation, et le salaire baisse. La production capitaliste supprime donc elle-même les obstacles qu'elle engendre temporairement.

On le voit, dans le premier cas, ce n'est pas la diminution dans l'accroissement (absolu ou proportionnel) de la force de travail ou de la population ouvrière qui rend le capital surabondant c'est au contraire l'accroissement du capital qui rend insuffisante la force de travail exploitable. Dans le second cas, ce n'est pas l'accroissement absolu ou proportionnel de la force de travail ou de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant, mais au contraire la diminution du capital qui rend surabondante la force de travail exploitable, ou plutôt son prix. Ce sont là des mouvements qui, absolus dans l'accumulation du capital, se reflètent comme mouvements relatifs dans la masse de la force de travail exploitable, et semblent de la sorte provenir du mouvement propre de cette masse. Et c'est méconnaître complètement les faits que d'interpréter les phénomènes de l'accumulation de manière à dire qu'il y a tantôt trop, tantôt trop peu d'ouvriers salariés.

La hausse des salaires n'est amenée ni par la grandeur actuelle de la richesse sociale, ni par la grandeur du capital acquis déjà, mais uniquement par l'accroissement continuel de l'accumulation et la rapidité de cet accroissement. Jusqu'ici nous n'avons considéré ce procès qu'en admettant que la force productive du travail reste invariable, c'est-à-dire que la même quantité de moyens de production exige, pour sa mise en mouvement, une même quantité de force de travail et que, par conséquent, la répartition du capital en *c* (constant) et *v* (variable) reste invariable. Mais cette supposition est dépassée et renversée par le procès lui-même.

L'accumulation augmente la force productive du travail. « La même cause -- dit A. Smith -- qui fait hausser les salaires, c'est-à-dire l'accroissement du capital, pousse à l'augmentation des pouvoirs productifs du travail et met une moindre somme de travail à même de fournir une plus grande quantité de produit. » Mais l'accroissement de la force productive du travail réside uniquement dans le fait que la même quantité de force de travail (*v*) consomme une quantité plus grande de moyens de production (*c*). Dans le procès de l'accumulation, il faut donc, nécessairement, que la composition interne, technique, « organique » du capital se modifie de manière à ce qu'une

part relativement plus grande du capital soit employée en moyens de production (*c*) et une plus petite en force de travail (*v*).

Sur un capital donné, on consacre par exemple, à l'origine 50 % aux moyens de production et 50 % à la force de travail. Plus tard, avec le développement de la productivité du travail, 80 % en moyens de production et 20 % en force de travail, etc. Cette loi de l'accroissement progressif de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable se trouve confirmée à chaque pas par l'analyse comparée des prix des marchandises, que la comparaison se fasse entre différentes périodes économiques de la même nation ou entre différentes nations prises à la même époque.

La diminution de la partie variable du capital par rapport à la partie constante, ce changement dans la composition-*valeur* du capital, n'indique pourtant qu'approximativement le changement dans sa composition *technique*. Si, par exemple, un capital engagé dans une filature est actuellement constant pour les 7 /8 et variable pour 1/8, alors qu'au début du XVIIIe siècle les chiffres étaient respectivement 1/2 et 1/2, il n'en est pas moins vrai que la masse de matières premières, de moyens de travail, etc., qu'à notre époque une somme donnée de travail consomme productivement dans une filature, est plusieurs centaines de fois plus grande qu'au début du XVIIIe siècle. En effet, avec la productivité croissante du travail, la valeur des moyens de production a baissé, de manière que cette valeur, bien qu'étant devenue plus grande, ne s'est pas, de bien loin, accrue dans la mesure où la productivité du travail a augmenté. L'augmentation de la différence entre le capital constant et le capital variable est donc bien moindre que celle de la différence entre la masse des moyens de production en quoi se trouve converti le capital constant, et la masse de la force du travail en quoi se trouve converti le capital variable.

D'ailleurs, le procès de l'accumulation, s'il diminue la grandeur *relative* de la partie variable du capital, n'exclut nullement .l'accroissement de sa grandeur *absolue*. Supposons de nouveau qu'un capital se soit décomposé à l'origine en 50 c et 50 v et que plus tard ces chiffres soient devenus 80 c et 20 v. Si, entre temps, le capital primitif a passé, disons de 120.000 francs à 360.000 francs, sa partie variable aura augmenté de 1 /5 et sera de 72.000 francs au lieu de 60.000 francs. Mais alors que primitivement il aurait suffi d'accroître le capital de 20 % pour augmenter de 20 % la demande de travail, il faut actuellement tripler le capital originel.

Nous avons établi plus haut que le développement de la productivité sociale du travail suppose coopération sur une grande échelle, et que ce n'est qu'à cette condition que l'on peut organiser la division et la combinaison du travail, économiser les moyens de production par leur concentration en masse, mettre au service de la production d'énormes forces naturelles, créer des moyens de travail que matériellement on ne peut employer qu'en commun, par exemple les machines, et opérer la transformation du procès de production en application technologique de la science. Dans le système de la production des marchandises, où les moyens de production sont propriété de particuliers, où l'ouvrier manuel est donc isolé et produit des marchandises en pleine indépendance ou vend sa force de travail comme marchandise, parce qu'il ne dispose pas des moyens lui permettant de l'exploiter directement, cette hypothèse - c'est-à-dire la coopération - ne se réalise que par l'accroissement des capitaux individuels, ou dans la mesure suivant laquelle les moyens sociaux de production et de subsistance sont convertis en propriété privée des capitalistes. Le terrain de la production des marchandises ne peut porter la production sur une grande échelle que sous la forme capitaliste. La production spécifiquement capitaliste suppose donc qu'il

y a une certaine accumulation de capital entre les mains de producteurs individuels. Mais toutes les méthodes ayant pour but l'accroissement de la productivité sociale du travail et s'édifiant sur cette base, sont en même temps des méthodes poursuivant l'accroissement de la production de la plus-value ou du surproduit, éléments d'où naît à son tour l'accumulation. Ce sont donc en même temps des méthodes de l'accumulation accélérée du capital. Avec l'accumulation du capital se développe donc le mode de production capitaliste et avec la production capitaliste, l'accumulation du capital. Ces deux facteurs économiques produisent, d'après le rapport complexe de l'impulsion qu'ils se donnent réciproquement, le changement dans la composition technique du capital, grâce auquel la partie variable diminue sans cesse par rapport à la partie constante.

Tout capital individuel est une concentration plus ou moins grande de moyens de production, avec le commandement correspondant d'une armée plus ou moins grande d'ouvriers. Toute accumulation devient moyen d'une accumulation nouvelle. A mesure qu'augmente la masse de la richesse fonctionnant comme capital, elle en étend la concentration entre les mains de capitalistes individuels; elle élargit donc la base de la production sur une grande échelle et des méthodes de production spécifiquement capitalistes. L'accroissement du capital social s'opère par l'accroissement de beaucoup de capitaux particuliers. En même temps certaines fractions se détachent des capitaux primitifs et fonctionnent comme nouveaux capitaux indépendants. La répartition de la fortune entre certaines familles capitalistes joue ici un grand rôle. Avec l'accumulation du capital, le nombre des capitalistes augmente donc également, plus ou moins. Non seulement l'accumulation et la concentration qui l'accompagne sont donc éparpillées sur beaucoup de points, mais l'accroissement des capitaux en fonction est traversé par la création de capitaux nouveaux et le partage de capitaux anciens. Si donc l'accumulation apparaît d'une part comme la concentration croissante des moyens de production et du commandement du travail, elle apparaît d'autre part sous forme de répulsion réciproque de beaucoup de capitaux individuels.

A cette dispersion du capital social total en beaucoup de capitaux individuels s'oppose sa force d'attraction. Par là, il faut entendre la concentration de capitaux déjà formés, suppression de leur autonomie particulière, expropriation d'un capitaliste par un autre, transformation de beaucoup de petits en peu de gros capitaux. Ce procès se distingue de l'accumulation, en ce qu'il suppose simplement une répartition différente des capitaux existants et déjà en fonction, et que, par suite, son jeu n'est pas limité par l'accroissement de la richesse sociale. Le capital s'accumule entre les mains d'un seul, parce qu'il échappe aux mains de beaucoup. C'est la *centralisation* proprement dite, par opposition à *l'accumulation* et la *concentration*.

La concurrence se fait en baissant le prix des marchandises. Toutes autres circonstances égales, le bon marché des marchandises dépend de la productivité du travail, qui, à son tour, dépend de l'échelle de la production. On doit se rappeler en outre, qu'avec le développement du mode de production capitaliste, il y a augmentation du capital individuel minimum nécessaire à l'exploitation normale d'une affaire. Les petits capitaux essaient donc de se rejeter sur les sphères de production dont les gros capitaux ne se sont encore emparés que sur certains points et de façon incomplète. La concurrence se termine toujours par la mort de beaucoup de petits capitalistes, dont les capitaux sombrent ou passent aux mains du vainqueur Sans même tenir compte de ce détail, la production capitaliste fait éclore une puissance nouvelle, le crédit. Celui-ci devient d'abord une arme inédite et puissante dans la lutte entre concurrents. Puis, par des fils invisibles, il attire entre les mains de capitalistes isolés ou associés les

moyens financiers disséminés dans la société et répartis en masses plus ou moins grandes. Il constitue la machine spécifique de la centralisation des capitaux.

La centralisation des capitaux s'intensifie avec le développement de l'accumulation et du mode de production spécifiquement capitaliste. De son côté, la centralisation devient un des grands leviers de ce développement.

L'extension accrue des entreprises industrielles devient partout le point de départ d'une organisation plus complète quant à la coopération et quant au développement élargi de ses auxiliaires matériels.

Mais il est clair que l'accumulation, augmentation progressive du capital par de la plus-value capitalisée, est un procès d'une extrême lenteur en comparaison avec la centralisation, qui se contente de rassembler les capitaux déjà existants, de les regrouper. Le monde serait encore aujourd'hui (1874) dépourvu de chemins de fer si l'on avait dû attendre que l'accumulation eût permis à quelques capitaux particuliers d'être assez importants pour subvenir à la construction d'une voie ferrée. La centralisation, par contre, a rempli cette tâche en un tournemain, grâce aux sociétés par action. Et tandis que la centralisation accroît et accélère ainsi l'accumulation, elle étend et accélère en même temps les bouleversements opérés dans la composition technique du capital, bouleversements qui en accroissent la partie constante aux dépens de la partie variable et qui, par conséquent, diminuent du même coup la demande du travail.

Les masses de capitaux accumulées d'un jour à l'autre par la centralisation se reproduisent et se multiplient comme les autres, mais plus vite, et deviennent ainsi de nouveaux et puissants leviers de l'accumulation.

L'extension croissante des capitaux individuels devient la base matérielle d'un bouleversement continu du mode de production. Constamment le mode de production capitaliste conquiert des branches d'industrie qu'il ne possédait encore que partiellement ou pour la forme. Mais, sur le terrain où elle règne déjà, d'autres industries se constituent, qui lui sont naturellement sujettes. Enfin, dans les industries à exploitation capitaliste bien assise, la productivité du travail est pour ainsi dire cultivée en serre chaude. Dans tous les cas, le nombre des ouvriers diminue proportionnellement à la masse des moyens de production consommés. Une partie de plus en plus grande du capital est convertie en moyens de production, une partie de plus en plus faible en force de travail. En augmentant d'étendue, de concentration et d'efficacité technique, les moyens de production sont de moins en moins des moyens d'occupation de l'ouvrier. Une charrue à vapeur est un moyen de production bien plus efficace que la charrue ordinaire, mais le capital qui a servi à l'acheter procure beaucoup moins de travail à l'ouvrier que s'il avait été mis dans des charrues ordinaires.

C'est tout d'abord en ajoutant du capital nouveau au capital ancien, qu'on peut élargir les conditions matérielles du procès de production et les bouleverser au point de vue technique. Mais bientôt la composition différente et la transformation technique saisissent plus ou moins tout l'ancien capital, arrivé à bout de service et donc remplacé par du capital nouveau.

D'une part le capital additionnel formé dans le cours de l'accumulation attire donc, proportionnellement à sa grandeur, des ouvriers de moins en moins nombreux.

D'autre part, le capital ancien, périodiquement reproduit dans une composition nouvelle, repousse de plus en plus les ouvriers qu'il occupait autrefois.

* * *

Le développement de la productivité du travail, le changement qui en résulte dans la composition organique du capital, ne se contentent pas de marcher de pair avec le progrès de l'accumulation ou l'accroissement de la richesse sociale. Leur marche est infiniment plus rapide, parce que l'accumulation simple, ou l'extension du capital total, s'accompagne de la centralisation des capitaux individuels, et que le bouleversement technique du capital additionnel s'accompagne du bouleversement technique du capital primitif. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital se transforme donc; de 1 : 1 qu'il était d'abord, il devient 2 : 1, 3 : 1, 4 : 1, 5 : 1, 6 : 1, 7 : 1, etc., si bien qu'avec l'accroissement du capital, ce n'est plus la moitié de sa valeur totale, mais seulement 1/3, 1/4, 1/5, 1/6, 1/7, 1/8, etc., qui sont convertis en force de travail, et par contre 2/3, 3/4, 4/5, 5/6, 6/7, 7/8, etc., en moyens de production. La demande de travail étant déterminée non point par l'étendue du capital total, mais par celle de la partie variable, diminue progressivement avec l'accroissement du capital total, au lieu d'augmenter proportionnellement, comme nous l'avons supposé plus haut. Elle diminue relativement à la grandeur du capital total et dans une progression accélérée avec l'accroissement de cette grandeur. Il est vrai que l'accroissement du capital total entraîne celui de la partie variable ou de la force de travail incorporée au capital, mais dans une proportion sans cesse décroissante. Les intervalles où l'accumulation opère comme simple extension de la production sur une base technique donnée deviennent de plus en plus courts. Il faut d'abord que l'accumulation du capital total soit accélérée dans une progression croissante, pour pouvoir absorber un nombre additionnel donné d'ouvriers, ou encore pour pouvoir -- à cause de la métamorphose incessante du capital ancien -- occuper des ouvriers déjà en fonction. De son côté, cette accumulation croissante et cette centralisation provoquent de nouveaux changements dans la composition du capital, ou une nouvelle diminution accélérée de sa partie variable par rapport à la partie constante. Cette diminution relative de la partie variable du capital, accélérée par l'accroissement du capital total, mais accélérée plus que ne l'est l'accroissement même du capital total, apparaît d'autre part comme un accroissement absolu de la population ouvrière, s'effectuant plus rapidement que l'accroissement du capital variable ou des moyens d'occupation de cette population. Par suite de l'accumulation capitaliste, il se forme donc une population ouvrière en surnombre par rapport aux besoins de mise en valeur du capital. Avec l'accumulation du capital produite par elle-même, la population ouvrière produit donc, dans des proportions sans cesse croissantes, les moyens de la surpopulation relative. C'est là une loi de population particulière au mode de production capitaliste. Chaque mode de production a du reste ses lois de population spéciales et ayant une valeur historique. Une loi de population ne peut exister, comme loi abstraite, que pour les plantes et les animaux, tant qu'il n'y a pas intervention de l'homme.

Mais si l'accumulation ou le développement de la richesse sur la base capitaliste produit nécessairement une surpopulation ouvrière, cette surpopulation contribue à son tour à l'accumulation capitaliste et devient même une des conditions d'existence du mode de production capitaliste. Elle forme, pour l'industrie, une armée de réserve toujours disponible et dont le capital a l'entière propriété, comme s'il l'avait élevée à ses propres frais. Elle crée, pour les besoins variables du capital, un matériel humain, toujours prêt et indépendant des limites de la véritable augmentation de la population.

Avec l'accumulation et le développement concomitant de la force productive du travail, s'accroît la force expansive soudaine du capital. La masse de la richesse sociale, qui est devenue débordante grâce au procès de l'accumulation et peut se convertir en capital additionnel, afflue avec frénésie dans les anciennes branches de production dont le marché s'élargit tout à coup, ou encore dans des branches nouvelles, les chemins de fer, par exemple, dont les besoins découlent de l'extension des branches anciennes. Il est indispensable que, dans ces cas, on puisse immédiatement et sans modification de l'échelle de production jeter de grandes masses de travailleurs dans d'autres sphères et sur les points critiques. La surpopulation en fournit la possibilité. Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de haute tension, de crise et de stagnation, reposent sur la formation continuelle, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou surpopulation.

Ce cours particulier de l'industrie moderne, que nous ne rencontrons à aucune période antérieure de l'humanité, était également impossible dans les débuts de la production capitaliste. La composition du capital en *c* et *v* ne s'est modifiée que progressivement. Son accumulation correspondait donc, dans l'ensemble, à l'accroissement proportionnel de la demande de travail. Lent comme le progrès de son accumulation, comparé à l'époque moderne, ce cours se heurtait aux limites naturelles de la population ouvrière exploitable, que seuls les moyens violents, dont il sera question plus tard, permirent de faire disparaître. L'expansion soudaine et saccadée de l'échelle de production est la condition de sa contraction subite; cette dernière provoque à son tour la première, et celle-ci n'est possible que s'il y a du matériel humain disponible et un accroissement de la population ouvrière, indépendant de l'accroissement naturel de cette même population ouvrière. Elle est créée par le simple procès qui « libère »constamment une partie des ouvriers, par des méthodes qui diminuent le nombre des ouvriers occupés, proportionnellement à l'augmentation de la production. Toute la forme affectée par le mouvement de l'industrie moderne découle donc de la transformation continuelle d'une partie de la population ouvrière en travailleurs inoccupés ou mi-occupés. La production capitaliste ne saurait se contenter de la quantité de force de travail disponible que lui fournit l'accroissement naturel de la population. Pour qu'elle puisse fonctionner à son aise, il lui faut une armée de réserve industrielle, indépendante de cette limitation naturelle.

Nous avons supposé jusqu'ici que l'augmentation ou la diminution du capital variable avait comme corrélatif exact l'augmentation ou la diminution du nombre des ouvriers employés. Le nombre des ouvriers restant identique ou diminuant même, le capital variable s'accroît néanmoins, quand l'ouvrier individuel fournit plus de travail et que son salaire augmente par conséquent, bien que le prix du travail ne varie pas ou baisse même, mais plus lentement que la masse de travail n'augmente. Chaque capitaliste a l'intérêt absolu d'extorquer une quantité déterminée de travail au plus petit nombre possible d'ouvriers payés au même tarif ou même à un tarif inférieur. Dans le dernier cas, l'avance de capital constant croît proportionnellement à la masse du travail mis en mouvement; dans le premier cas elle croît beaucoup plus lentement. Plus est grande l'échelle de la production, et plus ce facteur est décisif: son influence augmente avec l'accumulation du capital.

Nous avons vu que le développement du mode de production capitaliste et de la force productive du travail -- à la fois cause et effet de l'accumulation -- met le capitaliste à même de réaliser, avec la même avance de capital variable, plus de travail par

l'exploitation plus étendue ou plus intense des forces de travail individuelles. Nous avons vu également, qu'avec la même valeur-capital, il achète plus de forces de travail, en remplaçant progressivement des ouvriers plus habiles par des ouvriers moins habiles, les hommes par les femmes, les adultes par des adolescents ou des enfants. Dans le cours de l'accumulation, le capital variable réalise donc, d'une part, plus de travail sans embaucher davantage d'ouvriers, et, d'autre part, un capital variable de même grandeur réalise plus de travail avec la même force de travail, et enfin occupe plus de forces inférieures en éliminant les forces supérieures.

La production d'une surpopulation relative, ou la libération d'ouvriers, s'opère donc plus rapidement que le bouleversement technique du procès de production, accéléré par le progrès de 'l'accumulation, et que la diminution proportionnelle correspondante de la partie variable du capital par rapport à la partie constante. Si les moyens de production, à mesure qu'ils augmentent en étendue et en efficacité, servent de moins en moins comme moyens d'occupation des ouvriers, ce rapport subit une nouvelle modification du fait que le capital, suivant que la force productive du travail s'accroît, augmente le travail plus rapidement que la . demande de travailleurs. Le travail excessif des ouvriers occupés grossit les rangs de l'armée de réserve, tandis qu'inversement la pression de plus en plus grande, exercée par l'armée de réserve sur les travailleurs effectifs, grâce à la concurrence, force ces derniers à travailler toujours davantage et à se soumettre aux exigences du capital. En condamnant une partie de la classe ouvrière à l'oisiveté forcée, par le travail excessif de l'autre partie, le capitaliste individuel a trouvé le moyen de s'enrichir, et la formation de l'armée de réserve industrielle se fait dans une mesure correspondant à l'accumulation sociale. La preuve de l'importance de ce facteur dans la constitution de la surpopulation relative nous est fournie par l'Angleterre. Ce pays dispose de moyens extraordinaires pour « économiser » du travail. Et cependant, si demain (1867), le travail était, de façon générale, ramené à une mesure rationnelle et réparti, dans les diverses couches de la classe ouvrière, suivant l'âge et le sexe, la population ouvrière existante serait absolument insuffisante pour continuer la production nationale sur son échelle actuelle. Il faudrait transformer en ouvriers « productifs » la plupart des ouvriers « improductifs ».

En somme, les mouvements généraux du salaire sont exclusivement réglés par l'extension et la contraction de l'armée de réserve industrielle, qui répondent aux changements de période du cycle industriel. Ils ne sont donc pas déterminés par le mouvement du chiffre absolu de la population ouvrière, mais par la proportion variable suivant laquelle la classe ouvrière se répartit en armée active et en armée de réserve, par l'augmentation et la diminution du chiffre relatif de la surpopulation et par la façon dont cette surpopulation est tantôt absorbée, tantôt libérée. Pour l'industrie moderne avec ses phases périodiques (vitalité moyenne, haute conjoncture, crise, arrêt) entrecroisées, en outre, dans le cours de l'accumulation, par des oscillations irrégulières se succédant de plus en plus rapidement, ce serait une belle loi que celle qui réglerait la demande et l'apport de travail, non point par l'expansion et la contraction du capital, c'est-à-dire d'après les besoins momentanés de la mise en valeur, de telle façon que le marché du travail serait relativement déficitaire ou encombré suivant qu'il y aurait expansion ou contraction du capital, mais qui, au contraire, ferait dépendre le mouvement du capital du mouvement absolu de la masse ouvrière. Tel est le dogme économique, d'après lequel le salaire augmente par suite de l'accumulation du capital. L'accroissement du salaire provoque une augmentation rapide de la population ouvrière, et cette augmentation se continue jusqu'au jour où, le marché du travail étant encombré, le capital est devenu relativement insuffisant pour l'embauchage de nouveaux ouvriers. Le salaire baisse, et nous avons le revers de la

médaille. Par cette baisse du salaire, la population ouvrière est décimée peu à peu et il y a, de nouveau, excédent de capital; ou encore, d'après certains auteurs, cette baisse du salaire et l'accroissement correspondant de l'exploitation de l'ouvrier accélèrent de nouveau l'accumulation, tandis que l'accroissement de la classe ouvrière est à son tour enrayé par la baisse du salaire. Ainsi se retrouve la situation où l'offre de travail est inférieur à la demande, où il y a donc hausse du salaire. Jolie méthode de mouvement pour la production capitaliste développée ! Mais avant que, par suite de l'augmentation des salaires, il pût se produire un accroissement positif quelconque de la population réellement capable de travailler, le moment serait passé depuis longtemps, où il conviendrait d'engager la campagne industrielle, de livrer bataille et de la gagner.

Entre 1849 et 1859, il se produisit, en même temps qu'une baisse du prix des céréales, une augmentation (purement nominale, du moins au point de vue pratique) des salaires dans les régions agricoles anglaises. Dans le Wiltshire, le salaire hebdomadaire passa de 7 shillings à 8 shillings, dans le Dorsetshire de 7 ou 8 shillings à 9 shillings, etc. C'était la conséquence d'un écoulement extraordinaire de la surpopulation agricole par suite du recrutement militaire, de l'extension considérable de la construction des voies ferrées, des fabriques, des mines, etc. Plus le salaire est bas, et plus élevé paraît le pourcentage de la moindre augmentation. Si un salaire hebdomadaire passe de 20 à 22 shillings, l'augmentation est de 10 %; s'il passe au contraire de 7 à 9 shillings, l'augmentation est de 28 4/7 %, ce qui paraît fort joli. En tout cas, les fermiers crièrent à tue-tête et le *London Economist* parla très sérieusement d'une « hausse générale et substantielle », quant à ces salaires de famine. Que firent alors les fermiers? Attendirent-ils que, par suite de ce paiement séduisant, le nombre des ouvriers agricoles fût devenu tel qu'il dût y avoir, comme le voudrait l'économie dogmatique, une nouvelle baisse des salaires? Non point; ils introduisirent simplement plus de machines et en un clin d'œil les ouvriers furent de nouveau en surnombre dans une proportion suffisante pour les fermiers eux-mêmes. Il y eut dès lors « plus de capital » engagé dans l'agriculture, et sous une forme plus productive. Et la demande de travail subit une baisse non pas relative, mais absolue.

Ce dogme de l'économie bourgeoise établit une confusion entre les lois qui règlent le mouvement général du salaire ou le rapport entre la classe ouvrière, c'est-à-dire la force de travail totale, et le capital social total, d'une part, et les lois qui répartissent la population ouvrière dans les sphères particulières de la production d'autre part. Lorsque, par suite de conjonctures favorables, l'accumulation est particulièrement active dans une sphère de production déterminée, que les profits y sont supérieurs à la moyenne et que le capital additionnel y afflue, la demande de travail et le salaire augmentent naturellement. Le salaire plus élevé attire une plus grande partie de la population ouvrière dans la sphère favorisée, jusqu'à ce que celle-ci soit saturée de force de travail et que le salaire, si l'afflux de forces de travail est exagéré, retombe à l'ancien niveau moyen ou même au-dessous. Alors, il n'y a plus immigration d'ouvriers dans ces branches d'industrie; bien plus, l'émigration s'impose. L'économiste politique s'imagine comprendre ici, « où et comment » l'accroissement du salaire entraîne un accroissement absolu du nombre des ouvriers, et l'accroissement absolu du nombre des ouvriers une baisse du salaire; mais il ne voit en réalité que l'oscillation locale du marché du travail dans une sphère de production déterminée, il ne voit que les phénomènes de la répartition de la population ouvrière dans les sphères différentes où le capital, suivant ses besoins variables, essaie de se faire valoir.

Dans les périodes de stagnation ou de prospérité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active des travailleurs, et, dans les périodes de surproduction et de paroxysme, elle en modère les exigences. La surpopulation relative sert donc de pivot à la loi de la demande et de l'offre du travail. Elle force cette loi à se mouvoir dans les limites qui conviennent absolument au désir d'exploitation et de domination qui anime le capital.

Il nous faut revenir ici sur un des hauts faits de l'apologétique « scientifique ». Lorsque, par l'introduction de nouvelles machines ou l'extension des anciennes, une portion du capital variable a été convertie en portion constante, l'apologiste du capital, on se le rappelle [1], ne dit pas que cette opération lie le capital et libère l'ouvrier, mais qu'elle libère du capital pour l'ouvrier. C'est maintenant qu'il nous est possible d'apprécier à sa juste valeur l'effronterie de l'apologiste. Ce qui est libéré, ce ne sont pas seulement les ouvriers directement supplantés par les machines, mais encore leurs remplaçants éventuels et le contingent additionnel régulièrement absorbé jusque-là par l'industrie continuant sur ses anciennes bases et avec son ancienne extension. Tous sont « libérés », et n'importe quel capital désireux de fonctionner peut en disposer. Qu'il attire ces ouvriers ou qu'il en attire d'autres, l'effet sur la demande générale de travail sera égale à zéro, tant que le capital sera simplement suffisant pour enlever du marché autant d'ouvriers que le machinisme en rend disponibles. Si le capital en occupe un nombre moindre, il y aura accroissement des ouvriers en excédent; s'il en occupe davantage, la demande de travail n'augmentera que dans la proportion où les ouvriers occupés dépasseront les ouvriers « libérés ». L'essor que des capitaux additionnels, désireux de trouver leur placement, auraient pu donner à la demande générale de travail est donc, en tout cas, neutralisé dans la proportion où peuvent suffire les ouvriers que le machinisme a jetés sur le pavé. En d'autres termes, le mécanisme de la production capitaliste s'arrange de façon à ce que l'accroissement absolu du capital *ne* s'accompagne *pas* d'une augmentation correspondante de la demande générale de travail. Et voilà ce que l'apologiste appelle une compensation pour la misère, les souffrances et la mort possible des ouvriers privés de leur gagne-pain !

Dès que les ouvriers découvrent donc que leur fonction comme moyen de mise en valeur du capital devient plus précaire à mesure qu'ils travaillent davantage, produisent davantage de richesse appartenant à autrui, et que la force de productivité de leur travail augmente; dès qu'ils découvrent que le degré d'intensité de leur concurrence réciproque dépend de la pression exercée par une surpopulation relative; dès qu'ils cherchent à organiser, par des Trade's Unions, une collaboration systématique entre occupés et non-occupés, pour briser ou du moins affaiblir les conséquences ruineuses, pour leur classe, de cette loi naturelle de la production capitaliste; le capital et son défenseur, l'économiste politique, protestent à grands cris contre la violation de la loi « éternelle » et pour ainsi dire « sacro-sainte » de l'offre et de la demande. Toute entente entre ouvriers occupés et inoccupés trouble le jeu « pur » de cette loi. Mais dès que, d'autre part, des circonstances contraires empêchent, par exemple, dans les colonies, la constitution de l'armée industrielle de réserve et par suite la dépendance absolue de la classe ouvrière vis-à-vis de la classe capitaliste, le même capital et ses défenseurs se lèvent contre cette même loi « sacro-sainte » de l'offre et de la demande et essaient de la corriger par des moyens violents.

---

[1] Cf. ci-dessus, chap. X, p. 135

* * *

La surpopulation relative revêt les nuances les plus diverses. Elle englobe tout ouvrier pendant le temps où il chôme ou ne travaille que partiellement. Dans les fabriques proprement dites aussi bien que dans toutes les grandes manufactures où le machinisme joue un rôle, comme également là où se trouve simplement appliquée la division moderne du travail, on occupe en masse les ouvriers mâles, jusqu'à ce qu'ils aient passé l'âge de la jeunesse. A partir de ce moment, on ne peut plus en employer qu'un petit nombre dans la même industrie et l'on congédie régulièrement les autres.

Quelques-uns émigrent, ne faisant ainsi que suivre le capital qui émigre également. Une des conséquences en est que la population féminine s'accroît plus rapidement que la population masculine; témoin l'Angleterre. Le fait que l'accroissement naturel de la masse ouvrière ne rassasie pas les besoins d'accumulation du capital tout en les dépassant, est une contradiction de son mouvement. Le capital a besoin de plus d'ouvriers jeunes que d'ouvriers âgés. Cette contradiction n'est pas plus criarde que cette autre: on se plaint du manque d'ouvriers, alors qu'il y a des chômeurs en masse, parce que la division du travailles rive à une branche déterminée de l'industrie. En outre la consommation de la force de travail par le capital est tellement rapide qu'un ouvrier d'âge moyen est plus ou moins usé. Il est catalogué parmi les ouvriers en surnombre ou du moins ramené à une catégorie inférieure. C'est précisément chez les ouvriers de la grande industrie que nous rencontrons le moins de longévité. « Le Dr Lee, inspecteur sanitaire de Manchester, a établi que, dans cette ville, la moyenne de la vie est 38 ans pour les classes aisées, et 17 ans seulement pour la classe ouvrière. A Liverpool, les chiffres sont respectivement de 35 et 15. Il s'ensuit que la classe privilégiée vit en moyenne deux fois aussi longtemps que les autres citoyens moins favorisés. » (Discours d'ouverture prononcé au congrès sanitaire de Birmingham, le 15 janvier 1875, par J. Chamberlain, à l'époque lord-maire de la ville, depuis 1883 ministre du Commerce.).

Dès que la production capitaliste s'est emparée de l'agriculture, ou du moins suivant le degré de sa mainmise, l'accumulation du capital en fonction entraîne une diminution absolue dans la demande de population agricole. Une partie de la population des campagnes est donc sur le point d'aller grossir les rangs du prolétariat urbain ou manufacturier. Cette source de la surpopulation relative ne tarit par suite jamais. Mais cet afflux vers la ville suppose à la campagne une surpopulation toujours latente dont l'étendue ne devient visible que lorsque les débouchés s'ouvrent de façon particulièrement grande. L'ouvrier agricole est donc réduit au salaire minimum et a toujours un pied dans le marécage du paupérisme (c'est-à-dire l'état de pauvreté et de déchéance complète).

De plus, une autre partie de l'armée active de travail n'est occupée qu'à des intervalles très irréguliers. Elle fournit au capital un réservoir inépuisable de force de travail disponible. La condition de ces travailleurs tombe au-dessous du niveau normal de la classe ouvrière, et le capital y trouve une large base d'exploitation. Elle est caractérisée par le maximum de temps de travail et le minimum de salaire. Nous en avons vu la forme principale sous la rubrique du travail à domicile. Elle se recrute continuellement parmi les ouvriers en surnombre de la grande industrie et de l'agriculture, également dans les industries en train de disparaître, parce que l'exploitation par l'artisan est remplacée par l'exploitation manufacturière, et cette dernière par le machinisme. Elle s'accroît au fur et à mesure que l'extension et l'énergie de l'accumulation augmentent le chiffre des travailleurs en excédent. Mais elle se multiplie aussi

par sa propre fécondité, plus considérable encore que dans les autres catégories de la classe ouvrière. En réalité la masse des naissances et des décès, comme aussi la grandeur absolue des familles, est en raison inverse du montant du salaire et par suite de la somme des moyens de subsistance dont disposent les diverses catégories de travailleurs. Cette loi de la société capitaliste serait considérée comme une insanité chez les sauvages ou les colons civilisés. Elle rappelle la reproduction en masse de certaines espèces animales individuellement faibles et sans cesse pourchassées.

Enfin le dernier résidu de la surpopulation relative végète dans la sphère du paupérisme. Sans parler des vagabonds, des criminels et des prostituées, c'est-à-dire du véritable prolétariat des miséreux et de la racaille, cette couche sociale comprend 3 catégories. D'abord, ceux qui sont capables de travailler. Une étude superficielle de la statistique du paupérisme anglais nous démontre que toute crise augmente le nombre de ces gens et que toute reprise des affaires le diminue. Puis, les orphelins et les enfants assistés. Ils sont tous candidats à l'armée de réserve industrielle, et quand les affaires sont prospères, comme en 1860 par exemple, on les enrôle immédiatement et en masse dans l'armée active. Enfin, les individus déclassés, tarés ou incapables de travailler. Parmi ceux-ci il faut compter surtout les individus que la division du travail, en les immobilisant dans des branches déterminées, a rendus inutilisables, ceux qui ont dépassé l'âge normal des travailleurs, enfin les victimes de l'industrie, les mutilés, les malades, les veuves dont le chiffre est sans cesse accru par les machines dangereuses, les mines, les fabriques de produits chimiques, etc. Le paupérisme constitue l'hôtel des invalides de l'armée de réserve industrielle. Sa nécessité et sa production sont impliquées dans la nécessité et la production de la surpopulation relative; ils forment à eux deux une des conditions d'existence de la production capitaliste et du développement de la richesse. Le paupérisme fait partie des faux frais de la production capitaliste, mais le capital sait rejeter la majeure partie de ces faux frais sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne.

* * *

L'armée de réserve industrielle est d'autant plus grande que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie, de son accroissement et par suite la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail sont plus considérables. Les causes qui développent la force expansive du capital développent également la force de travail disponible. La grandeur relative de l'armée de réserve industrielle croît donc avec les puissances de la richesse. Mais plus cette armée de réserve est nombreuse par rapport à l'armée active des travailleurs, et plus est grande la surpopulation consolidée, dont la misère est en raison inverse de son travail. Enfin, plus est grande la classe des malheureux de la classe ouvrière et l'armée de réserve industrielle, et plus est considérable le paupérisme officiel. *Telle est la loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste*. Semblable à toutes les autres lois, elle est modifiée, dans son application, par des circonstances diverses que nous n'avons pas à analyser ici.

On comprend l'insanité de la sagesse économiste, qui engage les ouvriers à adapter leur nombre aux besoins de mise en valeur du capital. Le mécanisme de la production capitaliste et de l'accumulation opère constamment cette adaptation. Le début de cette adaptation, c'est la création d'une surpopulation relative ou d'une armée de réserve industrielle, la fin en est constituée par la misère de couches sans cesse grandissantes de l'armée active et par le poids mort du paupérisme.

La loi d'après laquelle une masse de plus en plus considérable de moyens de production peut être mise en mouvement, grâce à la productivité accrue du travail social et avec une dépense décroissante de force humaine, revient à dire, sur la base capitaliste où l'ouvrier est employé par les moyens de travail au lieu, de les employer, que l'accroissement de la force productive du . travail augmente la pression exercée sur leurs moyens d'occupation par les travailleurs, dont elle rend par conséquent plus précaires les conditions d'existence: vente de leur propre force, pour augmenter la richesse d'autrui ou faire fructifier le capital. Dire que les moyens de production et la productivité du travail s'accroissent plus vite que la population, signifie donc, au point de vue capitaliste, que la population ouvrière s'accroît toujours plus rapidement que le besoin de mise en valeur du capital.

Aux chapitres VIII et IX nous avons vu ceci: dans le système capitaliste toutes les méthodes en vue d'une augmentation de la productivité sociale du travail s'appliquent au détriment de l'ouvrier individuel; tous les moyens poursuivant le développement de la production se convertissent en moyens de domination et d'exploitation au service du producteur, mutilent l'ouvrier et le réduisent à l'état d'homme partiel, font de lui un simple complément de la machine, anéantissent le contenu de son travail en même temps qu'ils augmentent sa peine, le rendent étranger aux forces spirituelles du procès de travail dans la mesure où la science, comme puissance indépendante, est incorporée à ce dernier; ils défigurent les conditions où l’ouvrier travaille, le soumettent constamment à un despotisme haineux et mesquin, réduisent sa vie à un travail ininterrompu, et jettent sa femme et ses enfants sous le rouleau compresseur du capital. Mais toutes les méthodes de production de la plus-value sont en même temps méthodes d'accumulation, et toute extension de l'accumulation sert à développer ces méthodes. A mesure que l'accumulation du capital s'opère, la situation de l'ouvrier, qu'il gagne peu ou beaucoup, ne donc qu’empirer. La loi enfin qui maintient toujours l’équilibre entre la surpopulation relative ou l'armée de réserve industrielle d'une part, l'étendue et l'énergie de l'accumulation d'autre part, attache l'ouvrier au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. Elle suppose une accumulation de misère correspondant à l'accumulation du capital. L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d’abrutissement et de dégradation morale.

14.

La prétendue accumulation primitive [1]

Retour à la table des matières

On a vu comment le capital produit de la plus-value et comment la plus-value donne naissance à plus de capital. Mais l'accumulation du capital présuppose la plus-value, la plus-value la production capitaliste, et celle-ci la concentration entre les mains des producteurs de marchandises de masses considérables de capital et de force de travail. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, d'où nous ne pouvons sortir qu'en présupposant, antérieurement à la production capitaliste, une accumulation primitive qui serait non pas le résultat, mais le point de départ du mode de production capitaliste.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. Adam mordit dans la pomme, et le péché tomba sur tout le genre humain. On nous explique l'origine de cette accumulation par une anecdote remontant bien loin dans le passé. Il était autrefois, il y a de cela bien longtemps, une élite laborieuse, intelligente et surtout économe, et des coquins paresseux dépensant tout leur bien et même davantage en noces et festins. La légende du péché originel nous raconte, il est vrai, que l'homme a été condamné à manger son pain à la sueur de son front; mais l'histoire du péché originel économique nous apprend qu'il y a des gens qui échappent à cette peine. Mais peu importe. Toujours est-il que les premiers accumulèrent de la richesse et que les autres n'eurent finale-

[1] T. I, char. 24

ment à vendre que leur peau. C'est de ce péché que date la pauvreté de la grande masse qui, en dépit de tout son travail, n'a toujours que soi-même à vendre, et la richesse de quelques-uns, qui croît sans cesse, bien que depuis fort longtemps ces quelques-uns aient cessé de travailler. Dans l'histoire réelle, la conquête, l'asservissement, le meurtre et le pillage, en un mot la force brutale jouent, comme on le sait, le premier rôle. Dans la douce économie politique, on n'a jamais connu que l'idylle. Le droit et le travail furent toujours les seuls moyens de s'enrichir, l'année courante naturellement exceptée. En réalité les méthodes de l'accumulation primitive n'ont rien d'idyllique.

Le rapport capitaliste suppose la distinction entre les ouvriers et la propriété jusque dans les conditions de réalisation du travail. Dès que la production capitaliste est devenue indépendante, elle ne se contente pas de maintenir cette distinction, mais elle la reproduit sur une échelle de plus en plus grande. Le procès qui crée le rapport capitaliste ne peut donc être que le procès qui établit une distinction entre l'ouvrier et ses moyens de travail. L'accumulation dite primitive n'est donc que le procès historique distinguant le producteur des moyens de production.

La structure économique de la société capitaliste est issue de la structure économique de la société féodale. La dissolution de cette dernière a libéré les éléments constitutifs de la première.

L'ouvrier ne pouvait avoir la libre disposition de sa personne qu'après avoir cessé d'être attaché à la glèbe et d'appartenir comme serf à une autre personne. Pour pouvoir devenir libre vendeur de force de travail et porter sa marchandise partout où il s'offre un marché, il devait en outre être libéré de la domination des corporations, des règlements concernant les apprentis et les compagnons, de toutes les prescriptions qui gênent le travail. Le mouvement historique qui transforme les producteurs en salariés apparaît donc, d'une part, comme leur libération du servage et de la contrainte corporative; les historiens bourgeois n'envisagent que ce côté. Mais, d'autre part, ces nouveaux affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence que leur offraient les vieilles institutions féodales. Et cette histoire de leur expropriation se trouve inscrite en lettres de sang et de feu dans les annales de l'humanité.

Les capitalistes industriels, ces nouveaux potentats, n'avaient pas simplement à supplanter les artisans des corporations, mais encore les seigneurs féodaux possesseurs des sources de la richesse. A ce point de vue, leur triomphe se présente donc comme le fruit d'une lutte victorieuse contre la puissance féodale et ses privilèges révoltants, comme aussi contre les corporations et les entraves qu'elles mettaient au libre développement de la production et à la libre exploitation de l'homme par l'homme. Mais les chevaliers de l'industrie ne parvinrent à supplanter les chevaliers de l'épée, qu'en exploitant les événements dont ces derniers n'étaient pas du tout responsables. Ils se sont élevés par des moyens tout aussi vils que ceux par lesquels l'affranchi romain était devenu le maître de son ancien patron.

Le point de départ de ce développement qui produit le salarié aussi bien que le capitaliste, ce fut l'asservissement du travailleur; l'évolution, ce fut la transformation de cette servitude par la substitution de l'exploitation capitaliste à l'exploitation féodale. Nous n'avons pas besoin de remonter bien loin pour en comprendre la marche. Bien que les premiers débuts de la production capitaliste se manifestent déjà au XIVe et au XVe siècle, par-ci par-là, dans certaines villes de la Méditerranée, l'ère

capitaliste ne date en réalité que du XVIe siècle. Partout où elle s'installe, le servage est supprimé depuis fort longtemps, et le moyen âge, dont l'existence de villes souveraines avait marqué l'apogée, était en pleine décadence.

Dans l'histoire de l'accumulation primitive sont particulièrement importantes les époques où de grandes masses humaines sont soudain et violemment détachées de leurs moyens de subsistance et jetées sur le marché sous forme de prolétaires hors la loi. Tout le procès repose sur l'expropriation du producteur rural, du paysan. Nous en décrirons la marche en Angleterre.

En Angleterre, le servage avait disparu de fait à la fin du XIVe siècle. L'énorme majorité de la population se composait alors, et plus encore au XVe siècle [1], de paysans libres, exploitant à leur propre compte, quelles que fussent d'ailleurs les apparences féodales cachant leur propriété réelle. Dans les grands domaines seigneuriaux, le bailli de jadis, serf lui-même, avait été remplacé par le fermier indépendant. Les ouvriers salariés de l'agriculture étaient soit des cultivateurs qui tiraient profit de leurs loisirs en travaillant chez les grands propriétaires fonciers, soit de véritables salariés autonomes, peu nombreux au sens absolu et au sens relatif. En réalité ces derniers étaient de véritables exploitants, parce qu'en dehors de leur salaire on leur attribuait un cottage avec au moins 4 acres [2] de terre. Ils partageaient en outre avec le cultivateur proprement dit l'utilisation des biens communaux, où ils faisaient paître leur bétail et d'où ils tiraient le bois, la tourbe, etc., nécessaires à leur chauffage. Dans tous les pays de l'Europe, la production féodale était caractérisée par le partage du sol entre le plus grand nombre possible de sujets. La puissance du seigneur féodal ne reposait pas, et il avait cela de commun avec tous les souverains, sur le montant de ses rentes, mais sur le nombre de ses sujets, et celui-ci dépendait du nombre des cultivateurs exploitant à leur propre compte. Bien que le sol anglais, après la conquête par les Normands (1066), eût été réparti en d'énormes baronnies, dont une seule englobait parfois jusqu'à 900 des anciennes seigneuries anglo-saxonnes, il resta parsemé de petites exploitations, et l'on ne rencontrait que par-ci par-là, de grands domaines seigneuriaux. Cette situation, accompagnée de l'essor merveilleux des villes, qui distingue le XVe siècle, engendrait la richesse populaire, mais excluait la richesse capitaliste.

C'est dans le dernier tiers du XVe et dans les 20 premières années du XVIe siècle, que nous trouvons les premiers symptômes de la révolution qui créa les fondements du mode de production capitaliste. Une masse de prolétaires sans feu ni lieu fut jetée sur le marché de travail par le licenciement des « suites » féodales qui encombraient inutilement « la cour et la maison ». Bien que le pouvoir royal, lui-même produit de l'évolution bourgeoise, précipitât par des mesures violentes la dispersion cette suite, afin d'arriver plus tôt à la souveraineté absolue, il n'en fut nullement la cause unique. Faisant absolument opposition. à la royauté et au Parlement, le grand seigneur féodal créa un prolétariat bien plus nombreux, en expulsant de vive force les paysans des terres qu'ils possédaient au même titre féodal que lui-même, et en s'appropriant les biens communaux. L'impulsion première fut donnée en Angleterre par l'essor des manufactures de laine en Flandre et la hausse du prix de la laine qui l'accompagnait. Les grandes guerres féodales avaient englouti la vieille noblesse féodale; la nouvelle noblesse, fille de son temps, voyait dans l'argent la puissance des puissances. Sa devise fut donc: Transformation des terres cultivées en pâturages. Harrison (dans sa

---

1 MACAULAY, *Histoire d'Angleterre*, 10. éd., Londres, 1854, t. I, p. 333-334

2 1 acre = 40 ares 1/2.

Description de l'Angleterre) expose que l'expropriation des petits cultivateurs ruine le pays. On démolissait et on laissait tomber en ruines les habitations des paysans et les cottages des ouvriers. « Si l'on veut collationner les inventaires de chaque manoir, on trouvera que d'innombrables maisons et de nombreuses petites exploitations ont disparu, que le pays nourrit bien moins de gens, que bien des villes sont en décadence; il est vrai que d'autres prospèrent... J'en aurais long à dire sur les villes et les villages que l'on a détruits pour faire place à des pacages, n'y conservant que la demeure seigneuriale. » Les plaintes de ces vieilles chroniques sont toujours exagérées, mais elles rendent fidèlement l'impression produite sur les contemporains par la révolution des conditions de production.

Le législateur fut effrayé par cette révolution. Dans son *Histoire d'Henri VII*, Bacon écrit: « Vers cette époque (1489), on se plaignit de plus en plus de la transformation des terres cultivées en pâturages, où quelques vergers pouvaient suffire à tout; et des fermes, louées à l'année, ou pour un temps donné, ou pour la vie, furent transformées en biens domaniaux. Or, la plupart des ruraux vivaient de ces fermes. Il en résulta la décadence du peuple, suivie de celle des villes, des églises, des dîmes... Le roi et le Parlement déployèrent une sagesse admirable pour enrayer cet abus... Ils prirent des mesures contre cette usurpation des biens communaux, qui provoquait la dépopulation, et contre l'extension des pâturages qui la suivait de près et produisait les mêmes effets. » Un édit de Henri VII, de 1489, interdisait la destruction de toutes les maisons de paysans liées à la possession d'au moins 20 acres de terre. Henri VIII renouvelle cette interdiction dans un édit. Il y est dit entre autres: « Beaucoup de fermes et de grands troupeaux, surtout composés de moutons, s'accumulent entre les mains de quelques propriétaires; les rentes foncières en ont augmenté, mais l'agriculture est en décadence, des églises et des maisons ont été détruites, d'énormes masses populaires ont été mises dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de leurs familles. » La loi prescrit donc la reconstruction des fermes et fixe la proportion des terres cultivées et des pâturages. Un édit de 1533 se plaint de ce que certains propriétaires possèdent 24.000 moutons, et en limite le nombre à 2.000. (Dans son livre *Utopia* - paru en 1516 - Thomas MORUS parle du pays bizarre où « les moutons mangent les hommes ».)

Mais les plaintes populaires et toute la série des lois publiées depuis Henri VII, et cela durant 150 ans, contre l'expropriation des petits cultivateurs, furent sans résultat.

Au XVIe siècle, la Réforme et la confiscation énorme des biens ecclésiastiques qui la suivit, vinrent donner une nouvelle et terrible impulsion à l'expropriation violente des masses populaires. Au moment de la Réforme, l'Église catholique était propriétaire féodale d'une grande partie du sol anglais. La suppression des couvents jeta les habitants de ces terres parmi les prolétaires. Quant aux biens ecclésiastiques, ils furent en majeure partie donnés gratuitement à d'avides favoris du roi, ou bien vendus à des prix dérisoires à des spéculateurs, fermiers ou bourgeois, qui expulsèrent en masse les anciens tenanciers héréditaires, et en réunirent les exploitations. On confisqua sans plus en souffler mot la part que la loi garantissait, sur les dîmes ecclésiastiques, aux cultivateurs tombés dans la misère.

Dans les dernières années du XVIIe siècle, la classe paysanne indépendante (Yeomanry) était plus nombreuse encore que la classe des fermiers. Elle avait constitué la force principale de Cromwell, et au témoignage de Macaulay lui-même, faisait un contraste heureux en face des hobereaux ivrognes et malpropres et de leurs valets, les curés de campagne, chargés de trouver des épouseurs aux servantes-

maîtresses des gentilshommes. Les salariés ruraux étaient encore à cette même époque, copropriétaires des biens communaux. Vers 1750, la classe des paysans indépendants avait disparu, et, dans les dernières années du XVIIIe siècle, on ne trouvait plus trace de la propriété communale des agriculteurs.

Après la restauration des Stuart (1660), les propriétaires fonciers réalisèrent légalement une usurpation qui s'accomplit ensuite sur le continent sans autre forme de procès. Ils abolirent la constitution féodale, c'est-à-dire qu'ils se déchargèrent sur l'Etat de toutes les servitudes qui leur incombaient, « dédommagèrent » ce même État par des impôts à prélever sur les paysans et le reste du peuple, revendiquèrent comme propriété privée, au sens moderne du mot, des biens sur lesquels ils n'avaient que des droits féodaux, et octroyèrent finalement ces lois sur la résidence qui, avec les quelques variantes imposées par les circonstances, firent pour les cultivateurs anglais ce que les ukases du Tartare Boris Godounof (1597) avaient fait pour les paysans russes.

La « glorieuse révolution » amena au pouvoir, avec Guillaume III d'Orange, les profiteurs nobles et capitalistes. Ils inaugurèrent l'ère nouvelle, en exerçant en grand le vol des domaines de l'État. Les terres furent données, ou vendues à des prix dérisoires, ou même annexées à des propriétés privées par une usurpation directe. Tout cela se fit sans la moindre observation de la légalité. Ces biens de l'État, qu'on s'appropriait par fraude, et les biens ecclésiastiques, pour autant du moins que ceux-ci n'avaient pas disparu pendant la révolution républicaine, constituent la base des grands domaines actuels de l'oligarchie[1] anglaise. Les capitalistes bourgeois favorisèrent l'opération, afin de faire du sol un simple article de commerce, d'étendre le domaine de la grande exploitation agricole, de faire affluer de la campagne un plus grand nombre de prolétaires sans feu ni lieu, etc. En outre, la nouvelle aristocratie foncière était l'alliée naturelle de la nouvelle bancocratie, de la haute finance à peine éclose, et des grands manufacturiers appuyés sur les tarifs protectionnistes.

Tandis que les paysans indépendants étaient remplacés par des tenanciers à discrétion, c'est-à-dire de petits fermiers à bail résiliable tous les ans, gens serviles et dépendant du bon plaisir du landlord, le vol systématique de la propriété communale s'unit au vol des domaines de l'État pour agrandir ces fermes, qu'au XVIIIe siècle on appelait couramment « fermes de capitalistes » ou « fermes de marchands », et qui « libérèrent » la population agricole au profit de l'industrie.

Au XIXe siècle, on a perdu jusqu'au souvenir du lien qui existait jadis entre le cultivateur et la propriété communale. Sans parler des temps ultérieurs, la population rurale reçut-elle jamais un liard d'indemnité pour les 3 millions et demi d'acres de biens communaux qui lui furent volés entre 1801 et 1831 et attribués aux landlords par les landlords, au moyen de bills parlementaires ?

La dernière grande opération dans l'expropriation des paysans, ce fut ce qu'on a dénommé le « Clearing of Estates », l'éclaircissement des biens-fonds, et qui consistait, en réalité, en l'expulsion de leurs habitants. Toutes les méthodes anglaises jusqu'ici considérées trouvèrent leur couronnement dans « l'éclaircissement ». Mais « l'éclaircissement des biens-fonds », au sens réel du mot, nous allons l'étudier dans la Haute-Écosse, pays de prédilection des romanciers modernes.

---

[1] Littéralement: gouvernement de quelques-uns. Désigne en général un petit nombre de très riches familles nobles. J. B.

Les Celtes de la Haute-Écosse formaient des clans, dont chacun était possesseur du sol sur lequel il était établi. Le « grand homme » (le chef) du clan n'était que le propriétaire en titre de ce sol, tout comme la reine d'Angleterre est propriétaire en titre de tout le sol anglais. Lorsque le gouvernement anglais eut réussi à supprimer les guerres intestines de ces chefs et leurs incursions incessantes dans les plaines de la Basse-Écosse, ces chefs ne renoncèrent point à leur brigandage; ils ne firent que lui donner une autre forme. De leur propre autorité, ils transformèrent le droit de propriété titulaire en droit de propriété privée. Et comme ils rencontrèrent de la résistance chez les gens du clan, ils décidèrent de recourir à la violence pour les chasser. Au XVIIIe siècle, on défendit aux Gaëls, chassés de leurs terres, d'émigrer, pour les amener de force à Glasgow et dans d'autres villes industrielles. Le meilleur exemple de la méthode suivie au XIXe siècle nous est fourni par les « éclaircissements » de la duchesse de Sutherland. Dès son accession au pouvoir, cette dame, versée dans l'économie, résolut d'opérer une cure économique radicale et de transformer en pâturages tout le comté dont les opérations similaires avaient déjà réduit la population à 15.000 habitants. De 1814 à 1820, ces 15.000 habitants, formant environ 3.000 familles, furent pourchassés systématiquement et expulsés. Tous leurs villages furent détruits par la pioche et par le feu, et toutes leurs terres transformées en pâturages. Des soldats britanniques furent chargés de l'exécution et en vinrent aux mains avec les indigènes. Une vieille femme périt dans l'incendie de sa hutte, qu'elle avait refusé de quitter. C'est de la sorte que la duchesse s'appropria 794.000 acres, qui appartenaient au clan depuis un temps immémorial. Aux indigènes expulsés, elle assigna sur les bords de la mer, environ 6.000 acres, c'est-à-dire 2 acres par famille. Incultes jusque-là, ces 6.000 acres n'avaient rien rapporté à leurs propriétaires. La duchesse poussa la bonté jusqu'à louer l'acre 2 sh. 6 d. en moyenne aux membres du clan, qui, depuis des siècles, avaient versé leur sang pour sa famille. Toutes les terres volées furent réparties entre 29 grandes bergeries, dont chacune ne recevait qu'une seule famille, la plupart du temps des valets de ferme anglais. En 1825, les 15.000 Gaëls étaient déjà remplacés par 131.000 moutons. Les aborigènes rejetés sur la côte essayèrent de vivre de la pêche. Mais ils devaient payer plus cher encore leur idolâtrie montagnarde et romantique pour leurs « grands hommes ». L'odeur du poisson parvint jusqu'à ceux-ci. Ils flairèrent là une source de bénéfices et affermèrent leurs côtes aux grands mareyeurs de Londres. Et les Gaëls furent chassés une seconde fois.

Enfin une partie des pâturages est retransformée en réserve de chasse. On sait qu'en Angleterre il n'y a pas de véritables forêts. Le gibier, dans les parcs des seigneurs, est du bétail constitutionnel, gras comme les aldermen de Londres. L'Écosse est donc le dernier asile de la « noble passion ». -- « Dans les highlands, écrivait Somers en 1848, les forêts ont été très étendues... La transformation de leurs terres en pâturages relégua les Gaëls sur des terrains infertiles. Et voilà que le gibier à poil commence à remplacer les moutons et augmente encore la misère des pauvres gens... Ces chasses [1] et le peuple ne sauraient vivre côte à côte. L'un ou l'autre doit céder la place. Que les chasses augmentent en nombre et en étendue dans les 25 années prochaines comme dans les 25 années dernières, et vous ne trouverez plus un seul Gaël sur son sol natal. Ce mouvement parmi les propriétaires des highlands est en partie affaire de mode, ou dû à la vanité aristocratique des amateurs de chasse; mais il est certain que les landlords ne dédaignent pas les profits que rapporte la vente du gibier. Car il est évident qu'un terrain montagneux, disposé en réserve de chasse,

[1] Dans ces prétendues forêts il n'y a pas d'arbres. Les brebis parties, on lâche les cerfs dans les montagnes dénudées et l'on a une « deer-forest » (une forêt-chasse). Donc même pas de sylviculture.

rapporte bien souvent davantage que s'il restait affecté au pâturage. L'amateur qui cherche une chasse ne limite ses offres que d'après la grosseur de sa bourse... Les highlands ont connu des souffrances non moins cruelles que celles infligées à l'Angleterre par la politique des rois normands. On a concédé plus d'espace au gibier, mais en réduisant celui des hommes... Le peuple a successivement perdu toutes ses libertés... Et l'oppression s'accroît chaque jour. Les propriétaires considèrent l'expulsion des paysans comme un principe intangible, une nécessité agricole, et l'opération continue sa marche tranquille et régulière, tout comme s'il s'agissait de défricher les forêts vierges de l'Amérique ou de l'Australie. »

Le vol des biens ecclésiastiques, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, la mainmise sur les propriétés communales, la transformation usurpatrice, et effectuée sous un régime de terrorisme, des propriétés féodales et collectives des clans en propriétés privées modernes, voilà les douces méthodes de l'accumulation primitive. Elles préparèrent le terrain à l'agriculture capitaliste, incorporèrent le sol et la terre au capital et créèrent pour l'industrie des villes la possibilité de se procurer des ouvriers parmi ces prolétaires sans feu ni lieu.

Tous les gens ainsi privés de leurs moyens d'existence ne pouvaient être absorbés par la manufacture naissante aussi vite qu'ils devenaient disponibles. D'autre part, brusquement arrachés à leur genre habituel d'existence, ils ne pouvaient, du jour au lendemain, s'accommoder à la discipline de leur situation nouvelle. Beaucoup d'entre eux se firent voleurs, brigands, vagabonds, les uns par tendance naturelle, les autres, et c'étaient les plus nombreux, par la force des choses. C'est pourquoi, vers la fin du XVe et durant tout le XVIe siècle, il y eut dans toute l'Europe occidentale une législation sanguinaire contre le vagabondage. Les ancêtres des ouvriers actuels furent d'abord punis pour s'être laissés transformer en vagabonds et miséreux. La législation les traita comme des criminels volontaires, supposant qu'il dépendait uniquement de leur bonne volonté de continuer à travailler dans des conditions qui n'existaient plus.

A l'époque où naquit la production capitaliste, la bourgeoisie, s'élevant peu à peu, s'est servie de la force de l'État pour « réglementer » les salaires, prolonger la journée de travail, et maintenir l'ouvrier lui-même dans un degré normal de dépendance. Voilà un élément essentiel de la prétendue accumulation primitive.

La classe des salariés, qui prit naissance dans la seconde moitié du XIVe siècle, ne constituait alors, et même au siècle suivant, qu'une infime fraction du peuple, fortement protégée dans sa situation par la classe des paysans indépendants et l'organisation corporative des villes. A la campagne et à la ville, patrons et ouvriers se trouvaient socialement très rapprochés. L'élément variable du capital l'emportait de beaucoup sur l'élément constant. La demande de travail salarié augmenta donc rapidement avec toute l'accumulation du capital, tandis que l'offre de travail salarié ne suivait que lentement.

*
* *

Après avoir considéré la création violente d'un prolétariat sans feu ni lieu, nous avons à nous poser cette question: quelle est l'origine première des capitalistes? L'expropriation des populations rurales ne crée directement que de grands propriétaires fonciers. Quant à la genèse des fermiers, nous pouvons en quelque sorte la toucher du doigt, parce que l'évolution s'est faite lentement et s'est continuée pendant

plusieurs siècles. Les serfs eux-mêmes, et un certain nombre de petits propriétaires libres, avaient des titres de propriété fort divers; aussi furent-ils émancipés dans des conditions économiques fort diverses. En Angleterre, le premier spécimen du fermier est le bailli, serf lui-même. Sa situation est analogue à celle du villicus romain, mais dans une sphère plus restreinte. Vers la moitié du XIVe siècle, il est remplacé par un fermier, à qui le landlord fournit les semences, le bétail et les instruments de labour. La situation de ce fermier ne diffère guère de celle du paysan, si ce n'est qu'il exploite davantage les salariés. Bientôt il devient métayer et exploite « à moitié ». Il fournit une partie du capital, le landlord fournissant le reste. Tous deux se partagent les bénéfices dans des proportions fixées par contrat. En Angleterre, cette forme disparaît rapidement, pour faire place à celle du fermier proprement dit, qui fait valoir son propre capital en employant des salariés et remet au landlord, à titre de fermage, une partie, en argent ou en nature, du surproduit. Tant que, durant le XVe siècle, le cultivateur indépendant et l'ouvrier agricole, qui exploite à son propre compte en même temps qu'il travaille comme salarié, s'enrichissent par leur travail, la situation du fermier et son champ de production restent également médiocres. La révolution agricole accomplie dans le dernier tiers du XVe siècle (à l'exception des 20 dernières années) enrichit le fermier aussi rapidement qu'elle appauvrit la population rurale. L'usurpation des pâturages communaux lui permet d'augmenter considérablement son bétail, et celui-ci lui fournit davantage de fumier pour ses champs. Au XVIe siècle intervient un facteur décisif. A cette époque les contrats de fermage étaient de longue durée, d'ordinaire de 99 ans. La dépréciation continue des métaux précieux et par suite de l'argent monnayé rapporta des fruits d'or aux fermiers. Elle amena, déduction faite de tous les autres éléments signalés plus haut, une baisse des salaires. Une partie de ceux-ci fut ajoutée aux bénéfices du fermier. L'accroissement incessant des prix du blé, de la laine, de la viande, bref de tous les produits agricoles, augmentait le capital argent du fermier, sans travail spécial de sa .part, alors qu'il payait son fermage à l'ancien taux d'argent. Il s enrichissait donc aux dépens de ses salariés et de son landlord. Faut-il alors s'étonner qu'à la fin du XVIe siècle il y eut en Angleterre une « classe de fermiers capitalistes », riches pour l'époque?

L'expropriation par à-coups sans cesse renouvelés et l'expulsion de la population rurale fournirent à l'industrie urbaine des masses toujours nouvelles de prolétaires étrangers à la sphère corporative. La raréfaction de la population rurale indépendante et exploitant à son propre compte n'a pas simplement comme corrélatif la condensation du prolétariat industriel. Malgré la diminution numérique de ceux qui la cultivaient, la terre produisait toujours autant et même davantage: la révolution, dans les conditions de la propriété foncière, s'accompagnait de l'amélioration des méthodes de culture, d'une coopération plus étendue, de la concentration des moyens de production, etc. ; en outre les salariés agricoles devaient fournir un travail de plus en plus intense, cependant que le champ de production qu'ils exploitaient à leur propre compte se rétrécissait de jour en jour. En même temps qu'une population rurale, ses anciens moyens de subsistance deviennent donc disponibles et se transforment en éléments constitutifs du capital variable. L'ouvrier jeté sur le pavé se voit forcé d'acheter la valeur de ses moyens de subsistance, sous la forme d'un salaire que lui payera son nouveau maître, le capitaliste industriel. Et il en fut des matières premières de l'industrie fournies par l'agriculture indigène comme des moyens de subsistance: elles devinrent un élément du capital constant. Supposons par exemple qu'une partie des paysans westphaliens qui, du temps de Frédéric II, filaient tous, non pas la soie, mais le lin, ait été expropriée par la violence et expulsée de ses terres, le reste ayant été transformé en journaliers de grands fermiers. Supposons en outre qu'il se construise en même temps de grandes filatures ou de grands tissages où les expropriés

trouvent à s'occuper comme salariés: le lin n'a pas changé d'aspect, pas une de ses fibres n'a été modifiée, mais une âme nouvelle s'est emparée de lui. Il forme maintenant une partie du capital constant des patrons manufacturiers. Jadis réparti entre une foule de petits producteurs qui le cultivaient eux-mêmes et le filaient en petites quantités avec leurs familles, il se trouve actuellement concentré entre les mains d'un capitaliste, pour qui d'autres filent et tissent. Le travail spécial dépensé dans le filage du lin se réalisait autrefois en revenus spéciaux, au bénéfice d'innombrables familles paysannes ou encore, comme du temps de Frédéric II, en impôts pour le roi de Prusse. Il se réalise aujourd'hui en profits pour un petit nombre de capitalistes. Les rouets et les métiers à tisser, naguère disséminés dans toute la campagne, sont aujourd'hui rassemblés en quelques grandes casernes ouvrières, au même titre que les ouvriers et les matières premières. Au lieu de servir à garantir aux fileurs et aux tisseurs une existence indépendante, les rouets, les métiers et les matières premières servent à commander aux ouvriers et à leur extorquer du travail non payé. A voir les grandes manufactures, on ne dirait pas qu'à l'exemple des grandes fermes elles sont une agglomération de beaucoup de petits ateliers et formées par l'expropriation d'un grand nombre de producteurs indépendants. Mais l'observateur clairvoyant ne s'y laisse pas tromper.

L'expropriation et l'expulsion d'une partie de la population rurale rendent disponibles, en même temps que les ouvriers, les moyens de subsistance et de travail pour le capital industriel : elle crée le marché intérieur.

Jadis, la famille du paysan produisait et travaillait les moyens de subsistance et les matières premières, qu'ensuite elle consommait en majeure partie. Ces matières premières et ces moyens de subsistance sont à l'heure qu'il est devenus des marchandises; c'est le grand fermier qui les vend, ce sont les manufactures qui constituent les débouchés. Les filés, la toile, les grossières étoffes de laine, c'est-à-dire les choses dont les matières premières se trouvaient à la portée de toute famille paysanne qui les filait et les tissait pour son propre usage, se convertissent en articles de manufacture, auxquels les campagnes servent précisément de débouchés. C'est ainsi que l'expropriation de paysans jadis établis à leur propre compte et leur détachement de leurs moyens de production s'accompagnent de l'anéantissement de l'industrie secondaire des campagnes. Et seul l'anéantissement de l'industrie domestique rurale peut donner au marché intérieur d'un pays l'extension et la solide cohésion dont a besoin le mode de production capitaliste. Cependant, la période manufacturière proprement dite n'arrive pas à réaliser une transformation radicale. Il faut la grande industrie et le machinisme, pour donner une base permanente à l'agriculture capitaliste, exproprier radicalement la grande majorité des paysans, et achever le divorce entre l'agriculture et l'industrie domestique des campagnes, en extirpant les racines de cette dernière, le filage et le tissage. C'est elle aussi qui conquiert au capital industriel tout le marché intérieur.

La genèse du capitaliste industriel ne se fit pas progressivement comme celle du fermier. Sans doute, beaucoup de petits patrons corporatifs, plus encore de petits artisans indépendants et même de salariés, se transformèrent d'abord en petits capitalistes, et puis, par l'exploitation de plus en plus grande du travail salarié et l'accumulation correspondante, en capitalistes tout court. Mais cette progression excessivement lente ne répondait en aucune façon aux besoins commerciaux du nouveau marché mondial créé par les grandes découvertes et inventions du XVe siècle. Or, le moyen âge avait légué deux formes différentes de capital: le *capital usuraire* et le *capital commercial*.

Le capital argent formé par l'usure et le commerce fut doublement gêné dans sa transformation en capital industriel: dans les campagnes, par la constitution féodale, dans les villes, par l'organisation corporative. (Encore en 1794, les petits fabricants drapiers de Leeds envoyèrent une délégation au Parlement pour réclamer une loi interdisant à tout marchand de devenir fabricant.) Ces entraves disparurent avec la dissolution des suites seigneuriales, avec l'expropriation et l'expulsion partielle des populations rurales. La nouvelle manufacture fut installée dans des ports maritimes d'exportation, ou sur des points de la pleine campagne situés hors du contrôle de l'ancien système urbain et de l'organisation corporative. En Angleterre, il y eut donc une lutte violente entre les villes à corporations et ces nouveaux centres industriels.

La découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique, l'extermination des populations indigènes, leur réduction en esclavage ou leur enfouissement dans les mines, la conquête et le début du pillage des Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en un vaste enclos où les négriers faisaient la chasse aux noirs, tout cela caractérise l'aube de l'ère de production capitaliste. Ces procédés idylliques sont des facteurs importants de l'accumulation primitive. Aussitôt après commence la guerre commerciale des grandes nations européennes, avec la terre entière comme champ de bataille. Elle débute avec la guerre des Pays-Bas contre l'Espagne (1581), prend des proportions gigantesques dans la guerre de l'Angleterre contre les Jacobins français (1793), se prolonge dans les « guerres de l'opium » contre la Chine (1840), etc.

Les divers facteurs de l'accumulation primitive se répartissent plus ou moins, d'après l'ordre chronologique, sur l'Espagne, le Portugal, la France et l'Angleterre. En Angleterre, on les réunit, vers la fin du XVIIe siècle, en un système méthodique comprenant la *colonisation*, le régime de la dette publique, *l'organisation moderne des finances* et le *protectionnisme*. Ces méthodes reposent en partie sur la simple force brutale, comme le système colonial; toutes s'appuient sur la force de l'État, pour activer à l'extrême la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et abréger les phases de transition. La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. Elle-même est une puissance économique.

A propos du système chrétien de colonisation, voici ce que dit un homme qui s'est fait une spécialité du christianisme, W. Howitt (*Colonisation et Christianisme*, Londres, 1833) : « Les actes de barbarie et les atrocités honteuses dont se sont rendues coupables les nations dites chrétiennes, dans toutes les régions et contre tous les peuples qu'elles ont pu subjuguer, n'ont eu de parallèle dans aucune autre ère de l'histoire universelle ni chez aucune race, si sauvage, si barbare, si impitoyable et si éhontée qu'elle fût. » L'histoire de la colonisation hollandaise au XVIIIe siècle -- la Hollande était le type de la nation capitaliste -- « déroule un tableau incomparable de trahisons, de corruptions, de meurtres et d'ignominie [1] ». Pour s'emparer de Malacca, les Hollandais corrompirent le gouverneur portugais, qui leur ouvrit les portes en 1641. Ils coururent aussitôt à sa maison et le tuèrent pour ne pas avoir à lui payer la somme de 21.875 livres sterling, prix de sa trahison. Partout, la dépopulation et la dévastation suivaient leurs pas. En 1750, Banjuwangi, province de Java, comptait plus de 80.000 habitants. En 1811, le nombre en était réduit à 8.000.

La Compagnie anglaise des Indes orientales obtint, comme on le sait, non seulement le pouvoir politique aux Indes, mais encore le monopole exclusif du commerce

[1] Thomas STAMFOHD RAFFLES, ancien gouverneur de Java, *Java et ses dépendances* (en angl.), Londres, 1817.

du thé, du commerce chinois en général et du transport de toutes marchandises entre ces pays et l'Europe et inversement. Mais le cabotage sur les côtes de l'Inde, la navigation entre les îles, et le commerce, intérieur devinrent le monopole des fonctionnaires supérieurs de la Compagnie. Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel étaient des sources inépuisables de richesse. Les employés fixaient eux-mêmes les prix et tout à leur aise écorchaient les malheureux Hindous. Le gouverneur général prenait part à ce commerce privé. Ses favoris obtenaient des contrats à des conditions telles que, plus forts que les alchimistes, ils faisaient de l'or avec rien. De grandes fortunes poussèrent en un seul jour comme les champignons, et l'accumulation primitive s'opéra sans que les intéressés eussent fait l'avance d'un seul shilling. Les poursuites judiciaires contre Warren Hastings révélèrent des foules d'exemples de ce genre. Voici un cas. Un certain Sullivan se voit attribuer un contrat d'opium, au moment où il allait partir, chargé d'une mission officielle, pour une région très éloignée des districts producteurs d'opium. Il cède son contrat, pour 40.000 livres sterling, à un certain Binn, qui le revend le même jour 60.000 livres sterling et l'acheteur final, celui qui exécuta le contrat, déclara qu'il avait lui-même réalisé un bénéfice énorme. D'après un relevé soumis au Parlement, la Compagnie et ses employés se firent remettre par les Hindous, de 1757 à 1766, à titre gracieux, 6 millions de livres sterling ! En 1769-1770, les Anglais créèrent de toutes pièces une famine, en accaparant tout le riz et en ne consentant à le vendre qu'à des prix fabuleux.

Le régime colonial fit faire des progrès énormes au commerce et à la navigation. Les « sociétés à monopole » (Luther) contribuèrent puissamment à la concentration du capital. Les manufactures, qui poussaient de toutes parts, trouvaient dans les colonies des débouchés et une accumulation intensifiée par le monopole du marché. Les richesses amassées hors d'Europe par le pillage, l'esclavage et le meurtre, refluaient vers la métropole, où elles se transformaient en capital. La Hollande, qui fut la première à pratiquer le système colonial dans toute son étendue, se trouvait en 1648 à l'apogée de sa puissance commerciale. Elle accaparait « presque tout le trafic des Indes Orientales ainsi que les relations entre le sud-ouest et le nord-est de l'Europe. Ses pêcheries, sa marine, ses manufactures, dépassaient celles de tous les autres pays. Les capitaux de la République étaient peut-être supérieurs à ceux du reste de l'Europe ». Gülich oublie d'ajouter qu'en 1648 la masse du peuple hollandais était, plus que n'importe où en Europe, surmenée, appauvrie, opprimée par la force brutale.

De nos jours, la suprématie industrielle entraîne la suprématie commerciale. Dans la période manufacturière proprement dite, c'est au contraire la suprématie commerciale qui assure la prépondérance industrielle. De là le rôle si important joué alors par le régime colonial. C'était « le dieu étranger » qui s'installait sur l'autel à côté des vieilles idoles de l'Europe et les culbutait toutes un beau jour. A partir de cette date, la plus-value devint le dernier et seul objectif de l'humanité.

Le système du crédit public, c'est-à-dire des *dettes de l'Etat*, dont nous trouvons, dès le moyen âge, les origines à Gênes et à Venise, prit possession de l'Europe entière pendant la période manufacturière. Le système colonial, avec son commerce maritime et ses guerres commerciales, lui servit de serre chaude. Il s'installa donc d'abord en Hollande. La dette publique, c'est-à-dire l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, donne son véritable caractère à l'ère capitaliste. La seule partie de la prétendue richesse nationale, qui entre réellement dans la possession totale des peuples modernes, c'est la dette publique.

La dette publique devient un des facteurs les plus énergiques de l'accumulation primitive. Comme par un coup de baguette magique, elle doue l'argent improductif de la puissance reproductrice et le transforme en capital, sans qu'il ait besoin de s'exposer aux dangers et aux efforts inséparables de tout placement industriel ou même usuraire. En réalité, les créanciers de l'État ne donnent rien; la somme prêtée est transformée en effets publics d'un transfert facile et qui continuent à fonctionner entre leurs mains comme des espèces sonnantes et trébuchantes. Mais, en dehors des financiers qui, riches improvisés, servent d'intermédiaire entre le gouvernement et la nation; en dehors même des traitants, des marchands, des fabricants privés, dont les escarcelles recueillent toujours, comme un capital tombé du ciel, une bonne fraction de tout emprunt national; en dehors de tout cela, la dette publique a fait naître et prospérer les sociétés par actions, le trafic des effets négociables de toute espèce, l'agiotage, en un mot, la bourse et le système bancaire moderne.

Dès leur origine, les grandes banques affublées de titres nationaux n'étaient que des sociétés de spéculateurs privés, qui prenaient place aux côtés des gouvernements, et, grâce aux privilèges obtenus, étaient à même de leur avancer de l'argent. Aussi ne peut-on mieux se rendre compte de l'accumulation de la dette publique, qu'en étudiant la hausse progressive des actions de ces banques, dont le plein épanouissement date de la fondation de la banque d'Angleterre (1694). La banque d'Angleterre commença par prêter de l'argent au gouvernement au taux de 8 %. En même temps, elle fut autorisée par le Parlement à battre monnaie du même capital, en le prêtant au public sous forme de billets de banque. Avec ces banknotes, elle pouvait escompter des billets à ordre (c'est-à-dire les acheter avant leur échéance), prêter sur marchandises et acheter des métaux précieux. Peu après, la banque d'Angleterre se servit de cette monnaie fiduciaire, fabriquée par elle-même, pour faire des van ces à l'État, et payer au compte de l'État les coupons de la dette publique. Il ne lui suffisait même pas de reprendre d'une main ce qu'elle donnait de l'autre; tout en recevant elle demeurait à perpétuité la créancière de la nation jusqu'au dernier liard. Petit à petit, elle devint le réceptacle forcé de tous les trésors métalliques du pays et le centre de gravitation de tout le crédit commercial. Juste au moment où l'on cessa, en Angleterre, de brûler les sorcières, on commença à pendre les fabricants de faux billets de banque. Les écrits de l'époque, les ouvrages de Bolingbroke en particulier, nous indiquent l'effet produit sur les contemporains par l'apparition soudaine de toute cette engeance de banco-crates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change et boursicotiers.

Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache bien des fois, chez tel ou tel peuple, une des ressources de l'accumulation primitive. C'est ainsi que les infamies du système de rapine en pratique à Venise forment une des bases occultes de la richesse capitaliste de la Hollande, à qui Venise en décadence prêta de grosses sommes d'argent. Les rapports entre la Hollande et l'Angleterre sont analogues. Dès le début du XVIIIe siècle, les manufactures hollandaises ont cessé d'occuper le premier rang, et ce pays n'a plus la prépondérance commerciale et industrielle. De 1701 à 1776, il prête surtout des capitaux énormes, spécialement à sa puissante concurrente, l'Angleterre. Même situation entre l'Angleterre et les États-Unis. Maint capital qui se montre aujourd'hui aux États-Unis sans indication d'origine n'est que le résultat de la capitalisation du sang des enfants, faite dans les fabriques anglaises.

Comme la dette publique est appuyée sur le revenu public, qui doit faire face à tous les paiements à effectuer dans l'année, *le système moderne des impôts* devint le complément forcé du système des emprunts nationaux. Les emprunts permettent au

gouvernement de couvrir les dépenses extraordinaires sans que le contribuable s'en ressente immédiatement; mais ils nécessitent par la suite un relèvement des impôts. D'autre part, l'accroissement des impôts, entraîné par l'accumulation des dettes contractées successivement, force le gouvernement, chaque fois qu'il se présente de nouvelles dépenses extraordinaires, à faire de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité (et par suite le renchérissement de ceux-ci) constituent le pivot, porte donc en elle le germe d'une progression automatique. La surimposition n'en est pas un incident, mais le principe. En Hollande, où ce système fut inauguré en premier lieu, le grand patriote de Witt (1625-1672) l'a donc célébré dans ses Maximes connue le meilleur système de rendre le salarié soumis, frugal, appliqué... et de le surcharger de travail. Mais l'influence délétère qu'il exerce sur la situation des salariés nous préoccupe pour le moment moins que l'expropriation violente qu'il entraîne du paysan, de l'artisan, en un mot de tous les éléments de la petite classe moyenne. Tout le monde est d'accord à ce sujet, même les économistes bourgeois. Et son action expropriatrice est encore renforcée par le système protectionniste, qui n'en est qu'une partie intégrante.

Le *système protectionniste* fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier les ouvriers indépendants, de capitaliser les moyens nationaux de production et de subsistance, d'abréger par la force la transition de l'ancien mode de production au mode moderne. Les États européens se disputèrent le monopole de cette invention, et dès qu'ils se furent mis au service des producteurs de plus-value, ils ne se contentèrent plus de rançonner à cette fin leur propre peuple, soit indirectement par des tarifs protectionnistes, soit directement par des primes à l'exportation. Dans les pays secondaires placés sous leur influence, ils détruisirent par des moyens violents toute industrie, comme par exemple la manufacture lainière tuée en Irlande par l'Angleterre. Sur le continent européen, Colbert donna le signal d'une simplification considérable du procédé. C'est dans le trésor public que, dans ces pays, les industriels puisent directement dans bien des cas leur capital primitif.

Le système colonial, la dette publique, les impôts, le protectionnisme, les guerres commerciales, etc., ces rejetons de la période manufacturière proprement dite prennent un développement extraordinaire pendant la première période de la grande industrie. Pour fêter la naissance de cette industrie, il y eut une espèce de *massacre des innocents*. Tout comme la flotte royale, les fabriques recrutent leur personnel au moyen de la presse. Dans un livre paru à Londres en 1836, on lit ceci: « Dans le Derbyshire, le Nottinghamshire et surtout dans le Lancashire, les machines récemment inventées furent employées dans de grandes fabriques, placées au bord des rivières capables de faire tourner la roue hydraulique. Et dans ces endroits, loin des villes, il fallut tout à coup des milliers de bras. Le Lancashire surtout, relativement peu peuplé jusqu'à cette date et infertile, eut besoin d'une population. Ce que l'on réclamait principalement, c'étaient des doigts petits et agiles. Aussi l'usage s'introduisit-il de faire venir des apprentis des workhouses paroissiaux de Londres, Birmingham, etc. Des milliers de ces petites créatures abandonnées, de 7 à 13 ou 14 ans, furent ainsi expédiées vers le Nord. Le patron (le voleur d'enfants) avait l'habitude d'habiller et de nourrir ses apprentis et de les loger dans une maison spéciale près de la fabrique. Des surveillants avaient constamment l'œil sur eux durant leur travail. Il était de l'intérêt de ces gardes-chiourmes de surmener les enfants à l'extrême, parce que leur propre paye était proportionnée à la somme de produits qu'ils extorquaient aux enfants. La suite naturelle était la cruauté... Dans beaucoup de districts industriels, spécialement dans le Lancashire, les plus affreuses tortures furent imposées à ces créatures inoffensives et abandonnées, livrées aux patrons des fabriques. Ces

enfants furent épuisés jusqu'à la mort par l'excès de travail, on les fouettait, on les enchaînait, on les martyrisait avec le plus grand raffinement de cruauté, bien souvent on les laissait presque entièrement mourir de faim, tout en les maintenant au travail à coups de fouet. Dans certains cas on les poussa même au suicide !... Les belles et romantiques vallées du Derbyshire, du Nottinghamshire et du Lancashire, soustraites aux yeux du public, devinrent d'horribles solitudes où régnait la torture... parfois même le meurtre 1 Les profits des fabricants furent énormes. Leur appétit s'en accrut. Ils introduisirent le travail de nuit. Après avoir épuisé une équipe par le travail de jour, ils tenaient une autre équipe toute prête pour le travail de nuit; l'équipe de jour allait occuper les lits que l'équipe de nuit venait à peine de quitter, et vice versa. La tradition populaire veut que dans le Lancashire les lits ne se refroidissent jamais. » -- En 1815, au Parlement anglais, on a signalé le cas d'une paroisse de Londres ayant passé avec un fabricant du Lancashire un contrat par lequel ce dernier s'engageait pour 20 enfants sains de corps et d'esprit, à prendre un idiot par-dessus le marché.

Voilà ce qu'il en a coûté pour réaliser le procès de séparation entre les ouvriers et les conditions de travail, pour transformer d'une part les moyens sociaux de production et de subsistance en capital, et d'autre part la masse populaire en salariés. Si l'argent, d'après Augier, « vient au monde avec une tache naturelle de sang sur une joue », le capital naît dégouttant de sang et de boue des pieds à la tête [1].

[1] « Le capital fuit le tumulte et la discussion, et est timide par nature. C'est très vrai, mais pas absolument. Le capital a horreur de l'absence de bénéfices tout petits, absolument comme la nature a horreur du vide. Avec un bénéfice satisfaisant, le capital s'enhardit. Qu'on lui assure 10 %, et on peut l'employer partout; avec 20 % il s'anime; avec 50 %, il devient positivement téméraire; avec 100 %, il foule aux pieds les lois humaines; avec 300 %, il n'est plus de crime qu'il ne risque, quitte à être pendu. Lorsque le tumulte et la discussion peuvent rapporter des bénéfices, il les encouragera tous deux. La preuve: la contrebande et la traite des noirs. » (T. J. DUNNING, *Trades Unions et grèves*. Londres, 1860, p. 36.)

15.

Où doit conduire l'accumulation capitaliste [1]

Retour à la table des matières

A quoi revient l'accumulation primitive du capital, c'est-à-dire sa genèse historique? En tant qu'elle n'est pas la transformation directe d'esclaves et de serfs en salariés, par conséquent un simple changement de forme, elle ne signifie que l'expropriation du producteur immédiat, c'est-à-dire la dissolution de la propriété privée fondée sur le travail personnel.

La propriété privée de l'ouvrier sur ses moyens de production est la condition nécessaire de la petite industrie, et celle-ci est la condition nécessaire du développement de la production sociale et de la libre individualité de l'ouvrier lui-même. Il est vrai que ce mode de production existe également dans l'esclavage, le servage et d'autres états de dépendance. Mais il ne prospère, ne déploie toute son énergie et n'acquiert la forme classique adéquate, que là où l'ouvrier est le libre propriétaire personnel des conditions de travail qu'il détermine lui-même, où le paysan possède le champ qu'il cultive, l'artisan l'instrument dont il se sert en virtuose. Ce mode de production présuppose le morcellement du sol et des autres moyens de production. En même temps que la concentration de ces moyens, il exclut la coopération, la division du travail dans le même procès de production,]a domination et la réglementation de la nature par l'homme, le libre développement des forces productives de la société. Il n'est compatible qu'avec une production et une société étroitement et naturellement limitées. Vouloir l'éterniser, ce serait décréter la médiocrité générale. A partir de ce

[1] T. I, chap. 24, nº 7.

moment il s'agite, dans le sein de la société, des forces et des passions qui se sentent enchaînées par lui. Il faut qu'il soit anéanti, et il l'est effectivement.

Cet anéantissement, le changement des moyens individuels et épars de production en moyens concentrés par la société; la transformation de la petite propriété appartenant à beaucoup d'individus en propriété énorme de quelques-uns; l'expropriation de la grande masse populaire que l'on dépouille de ses terres, de ses moyens de subsistance et de ses instruments de travail ; cette terrible et difficile expropriation de la masse populaire forme la préhistoire du capital. La propriété privée, gagnée par le travail personnel, et que l'individu libre a créée en s'identifiant en quelque sorte avec les conditions de son travail, fait place à la propriété privée capitaliste, qui repose sur l'exploitation du travail d'autrui, qui n'a que l'apparence de la liberté.

Dès que ce procès de transformation a suffisamment décomposé, pour le fond aussi bien que pour la forme, la vieille société; dès que les ouvriers ont été changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital; dès que le mode de production capitaliste se suffit à lui-même, la socialisation progressive du travail et la transformation consécutive de la terre et des autres moyens de production communs, parce que socialement exploités, et par suite l'expropriation des propriétaires privés prennent une forme nouvelle. Il ne s'agit pas d'exproprier le travailleur exerçant librement son métier, mais le capitaliste exploitant une masse de travailleurs. Cette expropriation s'opère par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux.

Concurremment avec cette centralisation, ou l'expropriation de beaucoup de capitalistes par quelques-uns, se développe la forme coopérative, sur une échelle de plus en plus grande, du procès du travail, l'application raisonnée de la science à la technique, l'économie de tous les moyens de production par leur utilisation comme moyens de production d'un travail social combiné, l'entrée de tous les peuples dans le réseau du marché mondial, et par conséquent le caractère international du régime capitaliste.

A mesure que diminue le nombre des grands capitalistes, qui accaparent et monopolisent tous les avantages de ce procès de transformation, on voit augmenter la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégénérescence, l'exploitation, mais également la révolte de la classe ouvrière qui grossit sans cesse et qui a été dressée, unie, organisée, par le mécanisme même du procès de production capitaliste. Le monopole du capital devient l'entrave du mode de production qui s'est développé avec lui et par lui. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne s'accommodent plus de leur enveloppe capitaliste et la font éclater. La dernière heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés à leur tour.

Le système d'appropriation capitaliste découlant du mode de production capitaliste, et par suite la propriété privée capitaliste, constituent la première négation de la propriété privée individuelle fondée sur le travail personnel. Mais avec la fatalité d'un procès naturel, la production capitaliste engendre sa propre négation. C'est la négation de la négation. Elle rétablit, non la propriété privée, mais la propriété individuelle fondée sur les conquêtes de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession collective de la terre et des moyens de production produits par le travail lui-même.

La transformation de la propriété privée, fondée sur le propre travail des individus et morcelée en propriété capitaliste, constitue naturellement une opération beaucoup plus longue, dure et difficile que la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste qui, de fait, repose déjà sur un mode de production social. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse populaire par quelques usurpateurs, ici il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse populaire.

16.

Le salaire [1]

a) Généralités

Retour à la table des matières

A la surface de la société bourgeoise, le salaire de l'ouvrier apparaît comme le prix du travail, somme déterminée d'argent payée en échange d'une quantité déterminée de travail. On parle de la valeur du travail et l'on donne à son expression monétaire le nom de prix nécessaire ou naturel. On parle également des prix marchands du travail, c'est-à-dire des prix supérieurs ou inférieurs au prix nécessaire.

Mais qu'est-ce que la valeur d'une marchandise? C'est la forme objective du travail social dépensé dans sa production. Et par quoi mesurons-nous la grandeur de la valeur? Par la quantité de travail que renferme la marchandise. Par quoi serait donc déterminée par exemple la valeur d'une journée de travail de 12 heures? Par les 12 heures de travail contenues dans une journée de 12 heures. Mais c'est une tautologie absurde [2].

Pour pouvoir être vendu comme marchandise sur le marché, le travail devrait en tout cas exister avant d'être vendu. Mais si l'ouvrier pouvait lui donner une forme indépendante, c'est une marchandise qu'il vendrait et non pas du travail.

---

1 T. I, chap. 17.

2 Tautologie: semblant d'explication consistant, au lieu d'expliquer, à redire la même chose en d'autres termes. - J. TI

Abstraction faite de ces contradictions, un échange direct d'argent, c'est-à-dire de travail réalisé, contre du travail vivant, ou bien supprimerait la loi de la valeur, qui trouve précisément son développement libre dans la production capitaliste, ou bien supprimerait la production capitaliste, qui est fondée précisément sur le travail salarié. La journée de travail de 12 heures est représentée par exemple dans une valeur monétaire de 6 francs-or. Si l'on échange des équivalents, l'ouvrier reçoit 6 francs-or pour un travail de 12 heures, et le prix de son travail est égal au prix de son produit. Dans ce cas, il ne produirait pas de plus-value pour l'acheteur de son travail, les 6 francs-or ne se transformeraient pas en capital, la base de la production capitaliste disparaîtrait. Or, c'est précisément sur cette base qu'il vend son travail et que ce travail est du travail salarié. Ou bien il obtient, pour 12 heures de travail, moins de 6 francs-or, c'est-à-dire moins de 12 heures de travail. 12 heures de travail sont échangées contre 10, ou 6, etc., heures de travail. Cette égalisation de grandeurs inégales ne supprime pas seulement toute détermination de la valeur; de par sa contradiction, on ne saurait ni l'énoncer ni la formuler comme loi.

II ne sert de rien d'expliquer cet échange de plus de travail contre moins de travail par la différence de forme, le travail étant d'un côté déjà réalisé et de l'autre côté vivant. Ce serait d'autant plus absurde que la valeur d'une marchandise n'est pas déterminée par la quantité de travail qui s'y trouve effectivement réalisée, mais par la quantité de travail vivant nécessaire à sa production. Supposons qu'une marchandise représente 6 heures de travail. Qu'une invention permette de la produire en 3 heures, la valeur des marchandises déjà produites baisse de moitié.

Ce que le capitaliste rencontre directement sur le marché, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que ce dernier vend, c'est la force de travail. Dès qu'il a commencé à travailler, son travail ne lui appartient plus et il ne peut plus le vendre. Le travail est la substance et la mesure immanente des valeurs, mais lui-même n'a pas de valeur.

Dans l'expression « valeur du travail », l'idée de valeur n'a pas été simplement effacée; on l'a changée en son contraire. C'est une expression imaginaire, dans le genre de cette autre: valeur de la terre. Mais ces expressions imaginaires découlent des conditions mêmes de la production. Ce sont des catégories pour des formes phénoménales de rapports réels. Toutes les sciences, à part l'économie politique, savent que les apparences des choses ne répondent pas toujours à leur réalité.

Sans y apporter le moindre esprit critique, la science bourgeoise a emprunté à la vie de tous les jours la catégorie « prix du travail », et ne s'est demandé qu'ensuite comment ce prix était déterminé. Elle s'aperçut bientôt que, pour le prix du travail comme pour celui de toute autre marchandise, les changements survenant dans le rapport de l'offre et de la demande n'expliquent que ces changements, c'est-à-dire les fluctuations des prix du marché au-dessus ou au-dessous de la grandeur réelle. Quand l'équilibre s'établit entre l'offre et la demande, les autres conditions restant les mêmes, la fluctuation des prix disparaît. Mais alors, l'offre et la demande n'expliquent plus rien: le prix du travail est dans ce cas son prix naturel, déterminé indépendamment du rapport de l'offre et de la demande, et véritable objet de l'analyse à faire. Ou bien l'on a pris les fluctuations d'une assez longue période, d'une année par exemple, et l'on a trouvé que les hausses et les baisses se résolvent en une grandeur moyenne, une grandeur constante. Pour déterminer cette grandeur, on ne pouvait procéder comme pour les prix qui s'en écartent et établissent la compensation. Ce prix dépassant les

prix accidentels du marché du travail auxquels il sert de régulateur, ce « prix nécessaire » des physiocrates, ce « prix naturel » d'A. Smith, ne peut être, pour le travail comme pour les autres marchandises, que sa valeur exprimée en argent. L'économie politique se figurait arriver ainsi à la valeur du travail en passant par les prix accidentels. Comme pour les autres marchandises, on détermina ensuite cette valeur par les frais de production.

Mais quels sont les frais de production.;. de l'ouvrier, c'est-à-dire les frais nécessités par la production ou la reproduction de l'ouvrier? Sans s'en apercevoir, l'économie politique substitua cette question à la question primitive. *Ce qu'elle appelle valeur du travail, c'est en réalité la valeur de la force de travail*, qui existe dans la personne de l'ouvrier et est aussi différente de sa fonction, le travail, qu'une machine l'est de ses opérations.

Voyons d'abord comment la valeur et les prix de la force de travail se présentent vis-à-vis du salaire, leur forme transformée.

On sait que la valeur journalière de la force de travail est calculée d'après une certaine durée de vie de l'ouvrier, correspondant à une certaine longueur de la journée de travail. Soit une journée habituelle de 12 heures et une valeur journalière, pour la force de travail, de 3 francs-or, expression monétaire représentative de 6 heures de travail. Si l'ouvrier reçoit 3 francs, il touche la valeur de la force de travail fonctionnant 12 heures. Si nous exprimons cette valeur journalière de la *force* de travail comme valeur de *travail* d'une journée, nous avons la formule: le travail de 12 heures a une valeur de 3 francs. La valeur de la *force* de travail détermine ainsi la valeur du *travail* ou, en expression monétaire, son prix nécessaire [1]. Si le prix de la force de travail s'écarte donc de sa valeur, le prix du travail s'écartera également de sa prétendue valeur.

La valeur du travail n'étant qu'une expression irrationnelle pour la valeur de la force de travail, il s'ensuit naturellement que la valeur du travail restera toujours et forcément moindre que la valeur produite. Le capitaliste, en effet, fait toujours fonctionner la force de travail au delà du temps nécessaire pour en reproduire la valeur. Dans notre exemple, la valeur de la force de travail fonctionnant pendant 12 heures est de 3 francs; or, 6 heures suffisent à la reproduction de cette valeur. Mais la valeur produite est de 6 francs, parce que la force de travail fonctionne en réalité pendant 12 heures et que la valeur produite ne dépend pas de la propre valeur de la force, mais de la durée de son fonctionnement. On arrive ainsi à ce résultat, absurde à première vue, que le travail qui crée une valeur de 6 francs ne possède qu'une valeur de 3 francs.

Mais ce n'est pas tout. La valeur de 3 francs représentative de la *partie* payée de la journée de travail, c'est-à-dire de 6 heures de travail, se présente comme la valeur ou le prix de la journée *totale* qui renferme 6 heures non payées. La forme du salaire fait donc disparaître absolument la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé. Tout travail apparaît comme payé. Dans la corvée, le travail que l'ouvrier fait pour son propre compte et celui qu'il fait obligatoirement pour le seigneur foncier sont nettement distincts dans le temps et dans l'espace. Dans le système esclavagiste, au contraire, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance et où il

[1] Prix nécessaire s'oppose ici à prix marchand.

travaille effectivement pour lui-même semble être consacrée à du travail pour le compte du maître. Tout le travail de l'esclave se présente comme travail non payé [1]. Dans le salariat, c'est l'inverse: même le surtravail ou travail non payé apparaît comme travail payé. Là, le rapport de propriété dissimule le travail que l'esclave fait pour son propre compte; ici, le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié.

On comprend dès lors l'importance capitale que présente la transformation de la valeur et du prix de la *force* de travail en salaire ou en valeur et prix du *travail lui-même*. Cette forme nous cache le rapport réel et nous en montre le juste contraire. Mais elle sert de base à toutes les conceptions juridiques de l'ouvrier et du capitaliste, à toutes les mystifications du monde de production capitaliste, à toutes les illusions libérales, à toutes les bourdes laudatives que nous sert l'économie vulgaire[2].

Le mouvement réel du salaire présente d'ailleurs des phénomènes d'où il semble résulter que ce qui est payé, ce n'est pas la valeur de la force de travail, mais la valeur de sa fonction, du travail. Ces phénomènes peuvent se ramener à deux grandes classes. D'abord: changement du salaire et changement de durée de la journée de travail. On pourrait tout aussi bien conclure que l'on paie, non pas la valeur de la machine, mais celle de son fonctionnement, parce qu'il coûte plus cher de louer une machine pour une semaine que pour un jour. Ensuite: différence individuelle dans les salaires des différents ouvriers qui font le même travail. Mais cette différence individuelle se rencontre également, et sans qu'il y ait lieu de se tromper, dans le système esclavagiste, où l'on vend purement et simplement la force de travail. Dans le système esclavagiste, c'est le propriétaire qui a l'avantage ou le désavantage de la force de travail supérieure ou inférieure à la moyenne; dans le salariat, c'est l'ouvrier qui y gagne ou y perd, parce qu'il vend lui-même sa force de travail dans le premier cas et que dans le second cas elle est vendue par une tierce personne.

b) Salaire et plus-value

Retour à la table des matières

La valeur de la force de travail [3] est déterminée par la valeur des moyens de subsistance habituellement nécessaires à un ouvrier moyen. La masse de ces moyens de subsistance, bien que la forme en puisse changer, est donnée à une certaine époque dans une société déterminée; il faut donc la considérer comme une grandeur constante. Ce qui change, c'est la valeur de cette masse. Deux autres facteurs entrent dans la détermination de la valeur de la force de travail. D'une part, les frais que nécessite son développement et qui se modifient suivant le mode de production; d'autre part, sa

---

1 Pendant la guerre de Sécession, le *Morning S*tar, organe libre-échangiste de Londres, naïf jusqu'à en devenir absurde, proclamait sans cesse, avec toute l'indignation possible, que dans les États confédérés les nègres travaillaient à titre absolument gracieux. Ce journal aurait bien dû comparer les frais journaliers d'un de ces nègres avec ceux d'un ouvrier libre du quartier est de Londres.

2 Ce que Karl Marx entend ici par économie vulgaire ressort d'une phrase précédant de peu la présente et omise dans le texte, où il lui attribue pour caractère essentiel de « ne tenir compte, en principe, que des apparences ». J. B

3 A partir d'ici, t. I, chap. 15.

différence spécifique, provenant de ce qu'elle est masculine ou féminine, adulte ou adolescente. L'utilisation de ces diverses forces de travail, conditionnée à son tour par le mode de production, établit de grandes différences dans les frais de reproduction de la famille ouvrière et la valeur des ouvriers mâles adultes. Nous négligerons cependant ces deux facteurs dans l'examen ci-après.

Nous supposons que:

1° les marchandises sont vendues à leur valeur, et que:
2° le prix de la force de travail peut à l'occasion dépasser sa valeur, mais qu'il ne peut jamais descendre au-dessous.

Cela supposé, les grandeurs relatives du prix de la force de travail et de la plus-value dépendent de trois conditions:

1° la longueur de la journée de travail, ou la grandeur extensive du travail;
2° l'intensité normale du travail, ou sa grandeur intensive, une somme déterminée de travail étant dépensée en un temps déterminé;
3° enfin la force productive du travail, la même somme de travail fournissant, suivant le degré de développement des conditions de production, dans le même temps, une quantité plus ou moins grande de produit.

Supposons maintenant que la durée de la journée de travail et l'intensité du travail étant données, la force productive du travail soit variable. Dans cette hypothèse, la journée de travail de grandeur donnée produit toujours la même valeur, quelles que soient les variations dans la productivité du travail et par conséquent dans la masse des produits et dans le prix de la marchandise individuelle. Si une journée de travail de 12 heures produit par exemple une valeur de 6 francs-or, cette valeur de 6 francs subsiste, même lorsque la masse des valeurs d'usage réalisées se modifie suivant la force productive du travail, et que par conséquent cette valeur de 6 francs se répartit sur plus ou moins de marchandises. (Étant toujours admis que plus ou moins de travail ne se trouve pas mis en mouvement de par un changement d'intensité.)

Cette valeur de 6 francs produite -- dans notre exemple -- par une même journée de travail, est, comme nous le savons déjà [1], égale à la somme de la plus-value, augmentée de la valeur de la force de travail, valeur que l'ouvrier remplace par un équivalent. Il est évident que l'une des deux parties d'une grandeur constante ne saurait augmenter, à moins que l'autre ne diminue en même temps. La valeur de la force de travail ne saurait passer de 3 francs à 4 francs, sans que la plus-value tombe de 3 à 2 francs; et la plus-value ne peut passer de 3 à 4 francs sans que la valeur de la force de travail ne tombe de 3 à 2 francs. Dans ces conditions, nul changement n'est possible dans la grandeur absolue soit de la valeur de la force de travail, soit de la plus-value, sans qu'il y ait en même temps changement de leurs grandeurs relatives ou proportionnelles. Il est impossible qu'elles augmentent ou diminuent toutes deux en même temps.

Or nous savons également [2] que l'accroissement de la productivité du travail fait baisser la valeur de la force de travail et augmenter la plus-value, tandis que la

[1] Voir plus haut, chap. 4 et 5.
[2] Voir plus haut, chap. 8

diminution de cette même productivité fait monter la valeur de la force de travail. L'accroissement de la productivité doit donc augmenter la plus-value tandis que la diminution de la productivité doit la faire baisser.

Bien que tout changement dans la grandeur de la plus-value ou du surtravail entraîne un changement inverse dans la grandeur de la valeur de la force de travail ou du travail nécessaire, rien n'indique que ces changements se fassent dans les mêmes proportions. L'augmentation ou la diminution sont de même grandeur. Mais le rapport, suivant lequel chaque partie de la valeur produite ou de la journée de travail augmente ou diminue, dépend de la division primitive qui a eu lieu, avant le changement, dans la force productive du travail. Si la valeur de la force de travail était de 4 francs-or (ou le temps de travail nécessaire de 8 heures), la plus-value de 2 francs (ou le surtravail de 4 heures) et que, par suite de l'accroissement de la force productive du travail, la valeur de la force de travail descende à 3 francs (ou le travail nécessaire à 6 heures), la plus-value monte à 3 francs (le surtravail à 6 heures). D'un côté l'on ajoute et de l'autre on retranche la même grandeur: 2 heures ou 1 franc. Mais des deux côtés la grandeur ne change pas *dans la même proportion*. Tandis que la valeur de la force de travail baisse de 25 %, la plus-value monte de 50 %.

L'augmentation ou la diminution de la plus-value est toujours l'effet et jamais la cause de la diminution ou de l'augmentation correspondante de la valeur de la force de travail [1]. En fait, nous avons supposé qu'un changement ne se produit ni dans la longueur de la journée de travail ni dans l'intensité du travail, mais *uniquement* dans la productivité de celui-ci. Ce changement entraîne (de la façon indiquée ci-dessus, chapitre VIII) une diminution du prix des marchandises, par conséquent la baisse de la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'ouvrier, et aboutit donc à diminuer la valeur de la force de travail. Dans ces conditions, aucune modification des grandeurs relatives de la valeur et de la force de travail n'est possible sans un changement dans la valeur absolue de la force de travail.

La mesure dans laquelle peut, dans ce cas, augmenter ou décroître la plus-value, dépend évidemment de l'augmentation ou de la diminution intervenue dans la valeur de la force de travail. Mais des mouvements intermédiaires peuvent également se produire. Si, par exemple, par suite d'une plus grande productivité du travail, la valeur de la force de travail tombe de 4 francs à 3, le prix de la force de travail (le salaire) pourrait cependant ne descendre qu'à 3 fr. 80, 3 fr. 60, 3 fr. 20, etc., et, par conséquent, la plus-value ne monter qu'à 3 fr. 20, 3 fr. 40, 3 fr. 80, etc. Cela dépend, d'une part, de la pression exercée par le capitaliste et, de l'autre, de la résistance de l'ouvrier.

Ce qui change avec la force productive du travail, c'est la *valeur* des moyens de subsistance et non pas leur masse. Cette masse peut même, la force productive du travail étant augmentée, croître simultanément et dans des proportions identiques pour l'ouvrier et le capitaliste, sans qu'il y ait le moindre changement entre le prix de la force de travail et la plus-value. Si la valeur primitive de la force de travail est de 3

---

[1] Certains économistes bourgeois ont donné à cette troisième loi un complément absurde, en disant que, sans que la force de travail diminue de valeur, la plus-value peut augmenter par suite de la suppression des impôts que le capitaliste avait à payer auparavant. Mais cette suppression ne modifie en rien la quantité de plus-value que l'industriel capitaliste extorque directement à l'ouvrier. Elle modifie simplement la proportion dans laquelle il empoche la plus-value ou la partage avec d'autres personnes. Elle ne change donc rien au rapport qui existe entre la valeur de la force de travail et la plus-value.

francs (temps de travail nécessaire de 6 heures) et que la plus-value soit également de 3 francs (surtravail de 6 heures) la force productive du travail pourrait doubler sans que, la division de la journée de travail restant la même, il y ait changement dans le prix de la force de travail et la plus-value, qui seraient simplement représentés par un nombre double d'objets proportionnellement meilleur marché. Tout en restant sans modification, le prix de la force de travail serait monté au-dessus de sa valeur. Et si le prix de la force de travail tombait, non pas à la limite minima extrême de 1 fr. 50 donnée par sa nouvelle valeur, mais à 2 fr. 80, 2 fr. 50, etc., cette baisse n'en représenterait pas moins une masse croissante de moyens de subsistance. Le prix de la force de travail pourrait ainsi, la force productive du travail s'accroissant, baisser continuellement, en même temps qu'il y aurait accroissement constant de la masse des moyens de subsistance de l'ouvrier. Mais relativement, c'est-à-dire comparativement à la plus-value, la valeur de la force de travail subirait une baisse relative, l'abîme entre la situation de l'ouvrier et celle du capitaliste ne ferait donc que de se creuser davantage.

Tout cela dans l'hypothèse faite ci-dessus, selon laquelle la longueur de la journée de travail et l'intensité du travail sont données, la productivité du travail étant seule variable.

*
* *

Supposons au contraire, maintenant, que l'intensité du travail varie, alors que la productivité et, de même, la durée de la journée de travail restent invariables. L'accroissement de l'intensité du travail présuppose que, dans le même laps de temps, la dépense de travail est augmentée. Pour la journée de travail intensifiée, il y a donc plus de produits que pour une journée ordinaire de même durée. Avec une force productive accrue, la même journée de travail fournit, il est vrai, plus de produits. Mais, dans ce dernier cas, la valeur du produit particulier, qui coûte moins de travail qu'auparavant, diminue, tandis qu'elle ne se modifie pas dans le premier cas, où le produit coûte toujours la même somme de travail. Ici, le nombre des produits augmente sans qu'il y ait baisse de prix. La somme totale des prix augmente avec le nombre des objets, tandis que là une même somme de valeurs se présente simplement en une plus grande masse de produits. Le nombre d'heures restant le même, la journée de travail intensifiée est donc représentée par une production de valeur supérieure; ou, - la valeur de l'argent ne changeant pas -, par une quantité supérieure d'argent. Une chose est claire: si la valeur du produit de la journée de travail passe par exemple de 6 à 8 francs-or, les deux parties de cette valeur, c'est-à-dire le prix de la force de travail et la plus-value peuvent croître en même temps de façon égale ou inégale. Le prix de la force de travail et la plus-value peuvent tous deux passer simultanément de 3 à 4 francs, lorsque la valeur produite passe de 6 à 8 francs. Le prix de la force de travail peut augmenter sans dépasser forcément la valeur de la force de travail; cette valeur peut même diminuer. C'est ce qui a lieu toutes les fois que l'accroissement du prix ne compense pas l'accélération de l'usure de la force de travail.

On sait qu'à part certaines exceptions passagères, un changement dans la productivité du travail n'entraîne de changement dans la valeur de la force de travail et par suite dans la grandeur de la plus-value, que si les produits des industries intéressées entrent dans la consommation habituelle des ouvriers. Cette limite disparaît lorsque l'augmentation (ou la diminution) du nombre des produits et de leur valeur ne

provient pas d'une variation dans la force productive du travail, mais d'un changement dans l'intensité de celui-ci.

Il en va de même pour une modification extensive du travail, c'est-à-dire pour un changement dans la durée de la journée. Dans ces deux cas, la grandeur de la valeur produite varie indépendamment de la nature du produit dans lequel elle s'incorpore.

S'il y avait intensification simultanée et égale dans toutes les industries, le nouveau degré d'intensité supérieure deviendrait le degré social normal et ne compterait plus comme grandeur extensive. Même dans ce cas, les degrés moyens de l'intensité du travail resteraient différents suivant les nations, et modifieraient par conséquent l'application de la loi de la valeur à des journées de travail différentes d'après les pays. La journée de travail intensifiée d'une nation s'exprimerait en une somme d'argent plus élevée que la journée moins intense de la nation voisine [1].

*
* *

Supposons enfin que la force productive et que l'intensité du travail sont constants, tandis que la journée de travail varie. Le raccourcissement de la journée de travail - dans ces conditions - ne modifie pas la valeur de la force de travail, ni, par conséquent le temps de travail nécessaire (c'est-à-dire nécessaire au remplacement du salaire). Ce n'est qu'en abaissant le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur que le capitaliste réussit à ne pas y perdre.

Tous les lieux communs qu'on nous a servis jusqu'ici contre la réduction des heures de travail présupposent que le phénomène se passe dans les conditions ci-dessus indiquées. Mais, en réalité, tout changement dans la productivité ou l'intensité du travail précède le raccourcissement de la journée de travail ou le suit immédiatement.

Prolongation de la journée de travail: admettons que le temps de travail nécessaire soit de 6 heures, ou la valeur de la force de travail de 3 francs-or, et le surtravail également de 6 heures, ou la plus-value de 3 francs. La journée totale de travail compte alors 12 heures et est représentée par une valeur de 6 francs. Si la journée de travail est prolongée de 2 heures et que le prix, de la force de travail reste le même, les grandeurs absolue et relative, par rapport à la valeur de la force de travail, de la plus-value croissent toutes deux. Tout en ne subissant aucun changement au sens absolu, la valeur de la force de travail diminue relativement à la plus-value.

La valeur produite et dans laquelle s'incorpore la journée de travail, augmentant avec la prolongation de celle-ci, le prix de la force de travail et la plus-value peuvent croître simultanément d'une quantité égale ou inégale. Cet accroissement simultané est donc possible dans deux cas: lorsqu'il y a prolongation de la journée de travail ou lorsque, sans cette prolongation, l'intensité du travail augmente.

---

[1] « A conditions égales, le manufacturier anglais peut, en un temps donné, fournir une plus grande somme de travail qu'un manufacturier étranger, et contrebalancer la différence des journées de travail: ses ouvriers ne font que 60 heures par semaine au lieu de 72 ou 80. » (Rapport des insp. angl. du travail pour le 31 oct. 1855, p. 65.) La diminution légale de la journée de travail permettrait mieux que n'importe quelle autre mesure aux manufacturiers du continent de diminuer cette différence.

Avec une journée prolongée, le prix de la force de travail peut descendre au-dessous de sa valeur, bien que nominalement ce prix ne change pas ou même augmente. La valeur journalière de la force de travail est en effet établie d'après sa durée normale moyenne ou la durée normale de la vie de l'ouvrier et d'après la transformation de substance vitale en force dynamique conformément à la nature humaine. Jusqu'à un certain point, l'usure plus considérable que subit la force de travail, par suite de la prolongation de la journée de travail, peut être compensée par une plus grande addition de force. Mais au delà, cette usure croît beaucoup plus vite, et il y a destruction de toutes les conditions normales qui accompagnent la reproduction et l'activité de la force de travail. Le prix de la force de travail et son degré d'exploitation cessent d'être des grandeurs commensurables.

*
* *

Les divers facteurs que nous venons d'examiner: durée, force productive et intensité du travail, peuvent évidemment se combiner de bien des manières. Deux facteurs peuvent varier alors que l'autre reste constant, ou tous les trois peuvent varier à la fois. Cette variation peut être égale ou inégale, se produire dans un sens ou dans un autre, se détruire en partie ou en totalité. Mais il est facile, en s'appuyant sur ce qui précède, d'analyser tous les cas possibles. Pour trouver le résultat de n'importe quelle combinaison, il suffira de considérer tour à tour l'un des facteurs comme variable et les autres comme constants. Nous n'étudierons donc ici que deux cas importants.

1. Diminution de la force productive du travail et prolongation simultanée de la journée de travail:

Quand nous parlons de la diminution de la force productive du travail, il s'agit d'industries dont les produits déterminent la valeur de la force de travail, par exemple, de la diminution amenée par l'infertilité croissante du sol et l’enchérissement correspondant des produits de la terre. Prenons une journée de travail de 12 heures, produisant une valeur de 6 francs-or, dont la moitié remplace la valeur de la force de travail, tandis que l'autre moitié forme la plus-value. La journée se décompose donc en 6 heures de travail nécessaire et 6 heures de surtravail. Supposons maintenant que l'enchérissement des produits du sol fasse monter la valeur de la force de travail de 3 à 4 francs et par suite le temps de travail nécessaire de 6 à 8 heures. Si la durée de la journée reste la même, le surtravail descend de 6 à 4 heures et la plus-value tombe de 3 à 2 francs. Si l'on prolonge la journée de 2 heures, le surtravail n'occupera toujours que 6 heures, la plus-value restera de 3 francs, mais sa grandeur diminue par rapport à la valeur, mesurée par le travail nécessaire, de la force de travail. Si l'on prolonge la journée de 4 heures, les grandeurs proportionnelles de plus-value et valeur de la force de travail, de surtravail et travail nécessaire, ne sont pas modifiées, mais la grandeur absolue de la plus-value passe de 3 à 4 francs. Lorsque la force productive du travail diminue, et qu'en même temps on prolonge la journée de travail, la grandeur absolue de la plus-value peut rester la même, tandis que sa grandeur proportionnelle diminue; sa grandeur proportionnelle peut ne pas changer tandis que sa grandeur absolue s'accroît; enfin, suivant le degré de la prolongation, toutes deux peuvent croître.

Entre 1799 et 1815, l'enchérissement de toutes les denrées provoqua en Angleterre une hausse nominale des salaires bien qu'il y eût baisse [1] des salaires réels exprimés en moyens de subsistance. Des écrivains bourgeois en conclurent que la baisse du taux de la plus-value [2] était due à la diminution de la productivité du travail agricole. Et cette hypothèse, produit de leur imagination, leur servit de point de départ pour d'importantes analyses concernant les grandeurs relatives du salaire, du profit et de la rente foncière. Mais, grâce à l'intensité accrue du travail et à la prolongation forcée du temps de travail, il y avait eu augmentation de la plus-value absolue et relative. Ce fut la période où la prolongation exagérée de la journée de travail, conquit droit de cité [3], période dont la caractéristique spéciale se résume d'une part dans l'accroissement accéléré du capital, et d'autre part dans la propagation plus rapide du paupérisme [4];

2. Accroissement de l'intensité et de la force productive du travail et raccourcissement simultané de la journée de travail :

L'accroissement de la force productive du travail et l'augmentation de son intensité agissent de façon uniforme dans un certain sens. Tous deux augmentent la masse des marchandises produites dans un temps donné. Tous deux raccourcissent donc la partie de la journée de travail dont l'ouvrier a besoin pour produire ses moyens de subsistance ou leur équivalent. C'est cet élément nécessaire, mais réductible, qui constitue en somme la limite absolue minima de la journée de travail. Si toute la journée de travail se réduisait à cela, il n'y aurait plus de sur-travail, chose impossible sous le régime capitaliste. La suppression du mode de production capitaliste permet de réduire la journée de travail au travail nécessaire; celui-ci cependant, les circonstances restant les mêmes, gagnerait du terrain. D'une part l'ouvrier, vivant dans une

---

1 Je rappellerai l'évolution très semblable qu'on a constatée en Allemagne après la guerre, spécialement de 1919 à 1924 environ. J. B

2 Le taux de la plus-value est le rapport de la plus-value relativement au prix de la force de travail; le taux du profit est le rapport entre la plus-value et le capital investi. .J. B

3 « Le blé et le travail marchent rarement du même pas (dans ,leur prix), mais il reste une limite au delà de laquelle ils ne sauraient être séparés. Les efforts extraordinaires, faits par les classes ouvrières dans les périodes de cherté qui entraînent une baisse évidente des salaires, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites entre autre devant les sous-commissions parlementaires de 1814-1815, sont très méritoires au point de vue individuel et favorisent certainement l'accroissement du capital. Mais personne ne voudrait les voir se continuer indéfiniment. Ils sont fort admirables en tant que secours momentané. Mais, s'ils étaient constamment en action, ils produiraient les mêmes effets que si la population d'une région était réduite aux limites extrêmes de son alimentation. »(MALTHUS : Etude sur la nature et le développement de la rente foncière, 1815, p. 48, note.) C'est un honneur pour Malthus d'avoir insisté, comme il le fait encore dans d'autres passages de son pamphlet, sur la prolongation de la journée de travail, tandis que Ricardo et d'autres, en face des faits les plus criants, considéraient, dans toutes leurs recherches, la journée de travail comme une grandeur constante. Mais, parce qu'il servait les intérêts conservateurs, Malthus n'a pas vu que la prolongation démesurée de la journée de travail, marchant de front avec le développement extraordinaire du machinisme et de l'exploitation du travail des femmes et des enfants, devait mettre en surnombre une bonne partie de la classe ouvrière, une fois la guerre terminée et l'Angleterre dépossédée du monopole du marché mondial. Il était naturellement beaucoup plus commode et plus conforme aux intérêts des classes régnantes, que Malthus flatte comme un vrai calotin, d'expliquer cette surpopulation par les lois naturelles de la nature, plutôt que par les seules lois historiques de la production capitaliste.

4 « Une des causes principales de l'accroissement du capital durant la guerre provenait des efforts plus considérables et peut-être des privations plus grandes, imposés aux classes laborieuses, les plus nombreuses de la société. Davantage de femmes et d'enfants furent forcés par les circonstances à se livrer à des travaux pénibles; et, pour la même raison, les ouvriers mâles durent consacrer une plus grande partie de leur temps à l'accroissement de la production. » (Cité d'après une publication parue à Londres en 1830).

situation plus aisée, se montrerait plus exigeant pour ce qui est de la vie matérielle. D'autre part il faudrait comprendre dans le travail nécessaire une partie du surtravail actuel, celle qui est nécessaire à la constitution d'un fond social de réserve et d'accumulation.

Plus la force productive du travail augmente, et plus la journée de travail peut être raccourcie; et plus la journée de travail est raccourcie, plus l'intensité du travail peut croître. Au point de vue social, on augmente la productivité du travail, parce qu'on économise le travail en ne gaspillant pas les moyens de production et en évitant tout travail inutile. Le mode de production capitaliste impose l'économie à chaque établissement particulier; mais, par son système anarchique de la concurrence, il produit le gaspillage le plus effréné des moyens de production et des forces de travail de la société, en même temps qu'une foule de fonctions actuellement indispensables, mais en somme superflues.

Étant données l'intensité et la force productive du travail, la partie de la journée sociale de travail nécessaire à la production matérielle est d'autant plus courte, et la partie disponible pour la libre activité sociale et intellectuelle est d'autant plus grande que le travail est réparti plus uniformément entre tous les membres de la société capables de travailler, et qu'une certaine classe sociale est moins libre de se décharger sur une autre de la nécessité naturelle du travail. Dans cet ordre d'idées, la limite absolue du raccourcissement de la journée de travail serait constituée par la généralisation du travail. Dans la société capitaliste, une classe ne se crée de loisirs qu'en forçant les masses à consacrer au travail leur vie entière.

c) Le salaire au temps

Retour à la table des matières

Le salaire [1] à son tour revêt des formes très variées. Il appartient à la théorie spéciale du travail salarié de faire l'exposé de toutes ces formes; ce n'est pas l'affaire du présent ouvrage, où nous ne ferons qu'indiquer brièvement les deux formes principales.

La vente de la force de travail se fait toujours pour un temps déterminé. La forme modifiée, directement représentative de la valeur journalière, hebdomadaire, etc., de la force de travail, est donc celle du salaire du temps ou salaire de la journée, etc.

Remarquons d'abord que les lois à l'instant exposées et relatives au changement de grandeur de la plus-value et du prix de la force de travail changent, par une simple modification de forme, dans la loi du salaire. De même, la différence entre la valeur d'échange de la force de travail et la masse des moyens de subsistance représentative de cette valeur apparaît maintenant comme une différence entre salaire nominal et salaire réel. Il serait inutile de répéter ici ce que nous avons déjà dit. Nous nous bornerons donc à quelques points caractéristiques du salaire au temps.

---

[1] A partir d'ici, t. I, chap. 18.

La somme d'argent [1] que l'ouvrier reçoit pour son travail journalier, hebdomadaire, etc., forme le montant de son salaire nominal ou estimé en valeur. Mais il est évident que, suivant la longueur de la journée de travail, donc suivant la quantité de travail fournie par jour, le salaire journalier, hebdomadaire, etc., peut représenter, pour la même somme de travail, un prix très différent ou des sommes d'argent très différentes. Quand il s'agit du salaire au temps, il faut donc distinguer de nouveau entre le montant total du salaire journalier, hebdomadaire, etc., et le prix du travail. Comment trouver ce prix, c'est-à-dire la valeur monétaire d'une somme de travail donnée? Soit la valeur journalière de la force de travail: 3 francs-or, valeur produite par 6 heures de travail; soit ensuite une journée de travail de 12 heures; le prix de l'heure de travail est : 3francs-or /12 = 25 centimes. Le prix ainsi trouvé sert d'unité de mesure pour le prix du travail.

Il s'ensuit que le salaire journalier, hebdomadaire, etc., peut rester le même, bien que le prix du travail baisse constamment. Avec la journée de 10 heures, la valeur journalière de la force de travail étant de 3 francs, le prix de l'heure de travail était de 30 centimes; ce prix tombe à 25 centimes avec la journée de 12 heures, et à 20 centimes avec la journée de 15 heures. Malgré cela, le salaire journalier ou hebdomadaire ne change pas. Inversement, le salaire journalier ou hebdomadaire peut monter, bien que le prix du travail reste constant ou même diminue. Avec une journée de 10 heures, la valeur journalière de la force de travail étant de 3 francs, le prix d'une heure de travail est de 30 centimes. Si l'ouvrier, parce que l'occupation augmente, travaille 12 heures alors que le prix du travail reste le même, son salaire journalier monte à 3 fr. 60, sans changement aucun du prix du travail. Le même résultat pourrait se produire si, au lieu de la grandeur extensive, la grandeur intensive du travail augmentait. Alors que le salaire nominal de la journée ou de la semaine augmente, le prix du travail peut ne pas varier ou baisser. Et cela s'applique aux recettes de la famille ouvrière, dès que la somme de travail fournie par le chef de famille est augmentée par le travail des membres de la famille. Il existe donc, indépendamment de la diminution du salaire nominal de la journée ou de la semaine, des méthodes qui peuvent faire baisser le prix du travail.

D'où cette loi générale: Étant donnée la quantité de travail journalier ou hebdomadaire, etc., le salaire journalier ou hebdomadaire dépend du prix du travail, lequel varie lui-même, soit avec la valeur de la force de travail, soit avec les prix marchands différant de la valeur. Étant donné, par contre, le prix du travail, le salaire journalier ou hebdomadaire dépend de la quantité de travail journalier ou hebdomadaire.

Conséquence de l'insuffisance d'occupation. -- Mettons que cette quantité soit de 12 heures, la valeur journalière de la force de travail de 3 francs, valeur produite par 6 heures de travail. Dans ces conditions, le prix de l'heure de travail est de 25 centimes et la valeur produite de 50 centimes. Si l'ouvrier, au lieu de 12 heures, n'en travaille que 6 ou 8 par jour, il ne recevra, ce prix du travail étant donné, que 2 francs ou 1 fr. 50 de salaire journalier [2]. Mais, d'après notre hypothèse, il doit fournir un travail

---

1 Nous supposons toujours que la valeur en argent est constante.

2 L'effet d'une telle insuffisance anormale de l'occupation est absolument différent d'une réduction générale et légale de la journée de travail. Cette insuffisance est sans le moindre rapport avec la longueur absolue de la journée de travail et peut exister aussi bien dans la journée de 15 heures que dans celle de 6 heures. Dans le premier cas, le prix normal du travail est établi d'après 15 heures de travail journalier, dans le second cas, d'après 6 heures de travail journalier moyen. L'effet reste donc le même, si dans le premier cas l'ouvrier n'est occupé que 7 h. 1 /2 et 3 heures dans le second cas.

moyen de 6 heures par jour pour produire un salaire journalier correspondant à la valeur de sa force de travail; quand il travaille 1 /2 heure pour lui, il doit également travailler 1 /2 heure pour le capitaliste; il est donc évident qu'il ne saurait réaliser]a valeur produite par 6 heures, s'il travaille moins de 12 heures. Nous avons vu plus haut les suites pernicieuses de l'excès de travail; nous découvrons ici les sources des maux qui résultent pour l'ouvrier d'une occupation insuffisante.

Lorsque l'ouvrier est payé à l'heure et que le capitaliste a pris l'engagement de lui payer non pas un salaire journalier ou hebdomadaire, mais le nombre d'heures pendant lesquelles il lui plaît de l'employer, il peut l'occuper moins que le nombre d'heures qui ont servi de base à la fixation du salaire de l'heure. Cette unité de mesure perd naturellement toute signification" dès que la journée de travail cesse de compter un nombre d'heures déterminé. Il n'y a plus de rapport entre]e travail payé et]e travail non payé. Le capitaliste peut extorquer à l'ouvrier une certaine quantité de surtravail, sans lui laisser le temps de travail nécessaire à sa propre conservation. Il peut supprimer toute régularité dans l'occupation, et, suivant ses aises, son bon plaisir et l'intérêt du moment, faire alterner le surmenage le plus monstrueux avec un chômage relatif ou total. Sous prétexte de payer le prix normal du travail, il peut prolonger la journée de travail de façon anormale, sans la moindre compensation pour l'ouvrier. Telle fut (en 1860) la cause du soulèvement absolument logique des ouvriers du bâtiment contre les prétentions des capitalistes londoniens de leur imposer]e salaire à l'heure. La limitation légale de la journée de travail mit fin à cet abus, mais non pas, naturellement, au chômage partie] résultant de la concurrence du machinisme, du changement de capacité des ouvriers employés, des crises partielles ou générales.

Avec l'augmentation du salaire journalier ou hebdomadaire, le prix du travail peut rester nominalement constant et descendre néanmoins au-dessous de son niveau normal. *C'est ce qui se produit chaque fois que le prix de l'heure de travail restant constant, la journée est prolongée au delà de la durée habituelle*. La valeur de la force de travail, qui n'en est après tout que l'usure, croît avec la durée du fonctionnement de cette force et en proportion plus rapide que l'accroissement de la durée de ce fonctionnement. Dans beaucoup d'industries où prédomine le salaire à l'heure sans limitation légale du temps de travail, l'habitude est ainsi introduite naturellement de ne donner le nom de la journée normale que par exemple à la journée de 10 heures. Au delà de cette limite commence le temps supplémentaire qui, l'heure prise comme unité, est mieux payée, bien que parfois dans des proportions ridicules [1]. La journée normale existe ici comme fraction de la véritable journée de travail, et pendant toute l'année cette dernière dure souvent plus longtemps que la première [2]. Dans certaines industries anglaises, l'accroissement du prix du travail découlant de la prolongation de la journée de travail au delà d'une limite normale donnée, force l'ouvrier, s'il veut gagner un salaire suffisant, à travailler pendant le temps supplémentaire mieux payé,

---

1 « Dans les manufactures de dentelles, le taux du temps supplémentaire est si minime, par exemple 5 centimes par heure, que cela forme un contraste pénible avec le préjudice considérable qui en résulte pour la santé et la force vitale des ouvriers... Et bien des fois ce gain extraordinaire doit être consacré à l'achat de rafraîchissements non moins extraordinaires. » (Commission pour le travail des enfants, [*IIe Rapport*, p. XVI, no 117.)

2 Ainsi dans les fabriques de papiers peints, avant l'introduction du Factory Act. « Nous travaillions sans la moindre pause pour les repas; la besogne de 10 h. 1/2 était terminée à 4 h. 1/2 de l'après-midi; tout le reste était du travail supplémentaire qui cessait rarement avant 8 heures du soir. Toute l'année nous fournissions ainsi du travail supplémentaire. » (Commission pour le travail des enfants; *Ier Rapp*., p. 125.)

afin de suppléer au bas prix du travail pendant le temps dit normal [1]. La limitation légale de la journée de travail met fin à ce plaisirs [2].

Il est de notoriété publique que, dans toutes les industries, les salaires sont d'autant plus bas que la journée de travail est plus grande[3]. L'inspecteur A. Redgrave illustre ce fait en donnant une statistique comparative de la période de 1839 à 1859. Il Y démontre que le salaire a augmenté dans les fabriques soumises à la loi de 10 heures, tandis qu'il a baissé dans les fabriques où l'on faisait des journées de 14 à 15 heures.

La loi: « Étant donné le prix du travail, le salaire journalier ou hebdomadaire dépend de la quantité de travail fourni », a cette première conséquence: « Plus le prix du travail est bas, et plus la somme de travail doit être élevée », ou « plus longue doit être la journée de travail, pour que l'ouvrier puisse au moins s'assurer un salaire moyen ». La faiblesse du prix du travail agit ici comme un stimulant en vue de la prolongation du temps de travail [4].

Mais inversement, *la prolongation du temps de travail provoque une baisse du prix du travail et par suite du salaire journalier ou hebdomadaire*. Il est clair que le prix du travail (c'est-à-dire le salaire de l'heure) baisse lorsque la journée de travail est prolongée sans payement extra pour les heures supplémentaires. *Mais les mêmes circonstances qui permettent au capitaliste de prolonger autant qu'il veut la journée de travail, lui permettent d'abord et le forcent finalement de diminuer même nominalement le prix du travail*, jusqu'à ce que baisse le prix total du nombre d'heures augmenté, et que baisse par conséquent le salaire journalier ou hebdomadaire. Il nous suffira d'indiquer ce qui suit. Si un seul ouvrier fait le travail d'un homme et demi ou

---

1 Par exemple dans les blanchisseries écossaises. « Dans certaines parties de l'Écosse, cette industrie s'exerçait, avant le Factory Act de 1862, suivant le système du temps supplémentaire; la journée normale était de 10 heures et payée environ 1 fr. 50-or. Il s'y ajoutait chaque jour un temps supplémentaire de 3 ou 4 heures, payé 35 centimes-or l'heure. Donc l'ouvrier qui ne travaillait que le temps normal ne pouvait gagner qu'environ 8 francs par semaine. Et ce salaire était insuffisant. » (Rapport des insp. du Travail, 30 avril 1863, p. 10.) « La paye extra pour heures supplémentaires est une tentation à laquelle les ouvriers ne sauraient résister. » (Id., 30 avril 1848, p. 5.) Dans la Cité, les relieurs occupent, sous la garantie du contrat d'apprentissage qui prescrit des heures déterminées, beaucoup de jeunes filles âgées de 14 à 15 ans ou plus. Ce qui n'empêche pas ces ouvrières, la dernière semaine de chaque mois, de travailler jusqu'à 1 heure du matin, groupées avec des hommes dans une société fort mélangée. « Les patrons les allèchent par la paye supplémentaire et l'argent avec lequel elles s'offrent un bon repas dans un caboulot voisin. » La licence à laquelle elles sont ainsi exposées est compensée par le fait qu'elles relient force bibles et livres édifiants.

2 C'est avec le sens le plus exact de la situation que les ouvriers du bâtiment -- pendant la grande grève et le lock-out de Londres en 1860 ((déclarèrent n'accepter le salaire à l'heure qu'à deux conditions: 1^0 En même temps que le salaire à l'heure on fixera la journée normale de travail à 9 ou 10 heures et le salaire de l'heure sera plus grand dans la journée de 10 heures que dans celle de 9 heures; 2^0 Toute heure supplémentaire sera proportionnellement payée davantage.

3 « Il est à noter que les longues heures entraînent les petits salaires. » (*Rapp.* des insp. du Trav., 31 oct. 1863, p. 9.) « Le travail qui rapporte le moins est presque toujours prolongé le plus. » (Santé publique, VIe *Rapp*., 1864, p. 15.)

4 En Angleterre les cloutiers qui n'ont pas de machines sont obligés, à cause du faible prix du travail, de travailler 15 heures par jour, pour gagner péniblement un maigre salaire hebdomadaire. « Les heures sont nombreuses, très nombreuses, et pendant tout ce temps il lui faut peiner dur, pour gagner 90 centimes ou 1 franc, et sur cette somme il lui faut prélever 30 ou 35 centimes pour l'usure de ses outils, le chauffage, les déchets de fer. »(Commission pour le travail des enfants, *IIIe Rapp*., p. 136, n° 671.) « Pour le même temps de travail les femmes ne gagnent par semaine que 5 francs. » (p. 137, n° 674.)

de deux hommes, l'apport du travail augmente, bien que l'apport des forces de travail disponibles sur le marché reste le même. La concurrence ainsi provoquée entre les ouvriers permet au capitaliste de diminuer le prix de travail, tandis que la baisse du prix du travail lui permet d'autre part de prolonger davantage encore le temps de travail [1]. Mais cette possibilité de disposer à leur gré de quantités anormales de travail non payé, c'est-à-dire supérieures au niveau social moyen, ne tarde pas à créer la concurrence entre les capitalistes. Le prix des marchandises se compose, en partie, du prix du travail [2]. La partie non payée du prix du travail ne compte pas dans le prix des marchandises. On ne peut en faire cadeau à l'acheteur. Voilà le premier résultat de la concurrence. A bref délai, le capitaliste se trouve, en second lieu, amené à ne pas faire entrer dans le prix de vente des marchandises une partie au moins de la plus-value anormale produite par la prolongation de la journée de travail. C'est ainsi que s'établit, d'abord à titre d'exception, puis en se généralisant et en se fixant peu à peu, un prix de vente anormalement faible, qui, à partir de ce moment, servira de base constante à l'établissement d'un salaire misérable, lié à la prolongation exagérée du temps de travail. Primitivement, comme on le sait, ce n'était que le résultat de ces mêmes circonstances. Nous ne faisons qu'indiquer ce mouvement, l'analyse de la concurrence dépassant le cadre du présent exposé [3].

---

1 Si un ouvrier refusait de travailler le nombre d'heures habituel, « il serait bientôt remplacé par un autre qui accepterait de fournir n'importe quel temps de travail; il perdrait donc sa place ». (*Rapp.* des insp. du Trav., 31 oct. 1848, p. 39, n° 58.)

2 Comme déjà auparavant, avec le terme de « prix du travail », Marx emploie ici la terminologie courante de l'économie bourgeoise. On ne s'y laissera point tromper. Pour cette raison qu'il n'y a pas, en effet, de « prix de travail », mais seulement un « prix de la force de travail ». Il suffit de rappeler le passage suivant (Capital, t. III, 2e partie, chap. 48, p. 353 de l'éd. all.) : « Le prix du travail est une expression en soi contradictoire à l'idée même de valeur, ainsi qu'à la notion du prix... Il est aussi irrationnel de parler de « prix de travail » que d'un logarithme jaune. »

Il ne faudrait pas croire davantage que Marx veuille accorder que le prix de la force de travail (c'est-à-dire le salaire) est un « élément du prix des marchandises » en ce sens que ce dernier se composerait du coût des moyens de production, du salaire et du bénéfice du chef d'entreprise. Ce qui voudrait dire que l'augmentation du salaire fait monter le prix des marchandises et inversement. La pensée de Marx à cet égard ressort clairement du tome III, 2e partie, chap. 50, où un long exposé trouve son couronnement dans les phrases suivantes (p. 398 de l'éd. aIl.) : « Salaire, profit et rente foncière ne doivent en aucun sens être considérés comme les éléments constitutifs dont la composition ou la somme représenterait le prix naturel des marchandises; de cette façon, la valeur de la marchandise, déduction faite de la partie constante de la valeur, ne serait pas l'unité première se répartissant entre ces trois parts, mais au contraire, le prix de chacune d'entre elles serait alors déterminé indépendamment, et le prix de la marchandise résulterait de l'addition de ces trois grandeurs indépendantes. En réalité, le prix de la marchandise est la grandeur donnée d'abord. » En d'autres termes: le prix de la marchandise (son prix. « naturel », abstraction faite des oscillations du marché) est déterminé par le travail socialement nécessaire à la reproduction de la marchandise, et se divise alors en remplacement des moyens de production, salaire et plus-value (c + v + m), cette dernière se subdivisant à son tour en bénéfice du chef d'entreprise, rente foncière, intérêt, bénéfice commercial, etc. La grandeur de la valeur des marchandises est indépendante du montant du salaire, du bénéfice du chef d'entreprise, etc. Combien il y a à répartir entre salaire et plus-value dépend, au contraire, de la valeur des marchandises. J. B.

3 Pour la facilité qu'ils apportent à la compréhension de cette analyse, je reproduirai ici les passages suivants de la brochure de MARX, *Salaire et Capital*. J.B.

« Le salaire tantôt montera, tantôt descendra, selon les rapports de l'offre et de la demande, selon le degré de concurrence existant entre les acheteurs de travail, les capitalistes, d'une part, et, d'autre part, les vendeurs de travail, les ouvriers. Aux variations du prix des marchandises correspondent en général les variations du salaire. Mais, entre les limites de ces variations, le prix du travail sera déterminé par les frais de production, par le temps de travail nécessaire à la production de cette marchandise qu'est le travail.

« Quels sont les frais de production du travail lui-même? »

d) Le salaire aux pièces

Retour à la table des matières

Le salaire aux pièces [1] n'est qu'une transformation du salaire au temps, de même que celui-ci n'est que la transformation de la valeur ou du prix de la force de travail.

A première vue, on dirait ici que la valeur d'usage vendue par l'ouvrier n'est pas constituée par du travail vivant, c'est-à-dire par le fonctionnement de sa force de travail, mais par du travail mort, déjà représenté dans le produit, et que le prix de ce travail n'est pas, comme dans le salaire au temps, déterminé par la fraction :

valeur journalière de la force de travail / journée de travail d'un nombre d'heures de travail

mais par la capacité de production de l'ouvrier.

Mais ceux qui se sont laissé prendre à cette apparence devraient déjà se sentir ébranlés par le fait que, dans les mêmes industries, les deux formes de salaire existent

---

« Ce sont les frais exigés par l'entretien de l'ouvrier en tant qu'ouvrier et pour le former en tant qu'ouvrier...

« Les frais de production du travail simple s'étendent donc aux frais d'entretien et de reproduction de l'ouvrier. Le prix de ces frais d'entretien et de reproduction constitue le salaire...

« Mais quelle action exercent sur la détermination du salaire les circonstances qui sont inséparables de l'accroissement du capital productif?

« Les progrès de la division du travail (de même que toute augmentation de la force productive - J. B.) permettent à un ouvrier de faire le travail de 5, 10 et 20 travailleurs; la division du travail augmente donc de 5, 10 et 20 fois la concurrence entre ouvriers. Les ouvriers ne se font pas seulement concurrence en ce sens que l'un se vend meilleur marché que l'autre; ils se font concurrence du fait qu'un seul fait le travail de 5, 10 ou 20 ; et les progrès de la division du travail introduite par le capital obligent les ouvriers à se faire cette sorte de concurrence.

« En outre: le travail se simplifie dans la mesure où la division du travail augmente. L'adresse individuelle de l'ouvrier devient sans valeur. Il est transformé en une simple et monotone force de travail, n'ayant pas à manifester de qualités spéciales d'ordre corporel ou spirituel. Son travail devient un travail accessible à tous. Il en résulte qu'il est exposé de tous côtés à la concurrence et, en outre, nous rappellerons que plus un travail est simple et facile à apprendre, par conséquent moins un travail exige de frais de production pour se familiariser avec lui et plus le salaire tombe; car, de même que lé prix de toute autre marchandise, il est déterminé par les frais de production.

« Ainsi, la concurrence augmente et le salaire diminue dans la mesure même où le travail devient moins satisfaisant et plus repoussant. L'ouvrier cherche à maintenir la masse de son salaire en travaillant davantage, soit qu'il travaille un plus grand nombre d'heures, soit qu'il produise davantage dans le même temps. Poussé par la nécessité, il augmente donc encore les effets néfastes de la division du travail. Résultat*: plus il travaille, moins il touche de salaire*. Et cela pour cette raison bien simple que, exactement dans la même mesure, il fait concurrence à ses compagnons de travail; il se fait de ses compagnons autant de concurrents, c'est-à-dire qu'en dernière analyse, *il se fait concurrence à lui-même*, en tant que membre de la classe ouvrière. .

« Le machinisme engendre les mêmes effets sur une bien plus grande échelle, en remplaçant des ouvriers adroits par des ouvriers maladroits, les hommes par des femmes, les adultes par des enfants; où le machinisme fait son apparition, les ouvriers manuels se trouvent jetés en masse sur le pavé, tandis que ses progrès, ses améliorations, le remplacement des machines anciennes par d'autres plus productives, entraînent le renvoi de catégories plus ou moins nombreuses d'ouvriers. »

[1] A partir d'ici, t. I, chap. 19.

côte à côte. Somme toute, il est évident que rien n'est modifié dans la nature même du salaire par le mode différent de paiement, bien que l'un des modes soit plus favorable que l'autre au développement de la production capitaliste.

Mettons que la journée de travail ordinaire soit de 12 heures, dont 6 heures payées, et 6 heures non payées; que la valeur produite soit de 6 francs-or, soit 50 centimes par heure. Admettons en outre qu'il soit prouvé par l'expérience qu'un ouvrier, travaillant avec le degré moyen d'intensité et d'habileté, fournit en 12 heures 24 pièces. La valeur de ces 24 pièces (après déduction du capital constant qu'elles renferment) est de 6 francs et la valeur de chaque pièce de 50 centimes. L'ouvrier reçoit 12 cent. 1 /2 par pièce; en 12 heures il gagne donc 3 francs. Dans le salaire au temps, le travail se mesure d'après sa durée directe; dans le salaire aux pièces, par la quantité de produits dans laquelle il se réalise en un temps donné. Dans les deux cas, la valeur du temps de travail est égalisée à la valeur du travail journalier.

Examinons maintenant de plus près les particularités caractéristiques du travail aux pièces.

La qualité du travail est ici contrôlée par l'ouvrage même qui doit être d'une réussite moyenne, si l'on veut que le salaire aux pièces soit payé en entier. Dans cet ordre d'idées, le salaire aux pièces permet aux patrons de faire de fructueuses retenues de salaire et de se livrer à toutes sortes d'exactions.

Il fournit au capitaliste le moyen d'évaluer très exactement l'intensité du travail. Seul le temps de travail réalisé dans une quantité de marchandises déterminée d'avance suivant les données de l'expérience est considéré comme temps de travail socialement nécessaire et payé comme tel. On sait par la pratique quel est le rendement moyen d'une heure. Si l'ouvrier ne possède pas la capacité moyenne de rendement et ne peut donc fournir un minimum de travail journalier, on le congédie.

La quantité et l'intensité du travail étant contrôlées ici par la forme. du salaire, la surveillance devient en grande partie inutile. Aussi cette forme constitue-t-elle le fondement du travail à domicile dans la société moderne. Ce salaire permet aussi l'introduction de parasites entre le capitaliste et le salarié, et le marchandage. Le bénéfice des intermédiaires provient uniquement de la différence entre le prix payé par le capitaliste et le prix qu'ils remettent à l'ouvrier. Ce système porte en Angleterre le nom caractéristique de *sweating-system* (to sweat = suer). D'autre part, le salaire aux pièces permet au capitaliste de signer un contrat avec l'ouvrier principal -- chef d'équipe dans une manufacture, maître porion dans une mine, mécanicien proprement dit dans une fabrique -- pour la production de tant de pièces à tel prix déterminé, l'ouvrier principal se chargeant lui-même de l'embauchage et du paiement de ses aides. L'exploitation de l'ouvrier par le capital se réalise alors dans l'exploitation de l'ouvrier par l'ouvrier. Avec le salaire aux pièces, l'ouvrier a naturellement tout intérêt à tendre le plus possible sa force de travail, ce qui facilite au capitaliste l'accroissement du degré normal de l'intensité du travail [1]. Il se produit alors la réaction déjà

[1] On recourt parfois à des moyens artificiels pour augmenter ce résultat naturel. Chez les mécaniciens de Londres par exemple, il est d'usage « que le capitaliste mette à la tête de ses ouvriers un homme de très grande force physique. Il lui alloue, par trimestre ou autrement, un salaire supplémentaire, mais à la condition qu'il fasse son possible pour stimuler à l'extrême le zèle des autres ouvriers payés au tarif ordinaire... Ce détail permet de comprendre pourquoi les capitalistes reprochent aux Trade's Unions de paralyser l'activité, l'habileté supérieure, la force de travail ». (DUNNING, *Syndicats et grèves*, 1860, p. 22, 23.) L'auteur étant lui-même ouvrier et

décrite à propos du salaire au temps (c'est-à-dire que le salaire, à la longue, finit par baisser). En outre, même si le travail aux pièces reste constant, la prolongation de la journée de travail implique une baisse du prix du travail.

Avec le salaire au temps, le salaire est, à quelques exceptions près, le même pour les mêmes besognes; avec le salaire aux pièces, au contraire, le prix du temps de travail est bien mesuré par une quantité donnée de produits, mais le salaire journalier ou hebdomadaire varie avec la différence individuelle des ouvriers. Les recettes réelles sont donc très variées, suivant l'habileté, la force, l'énergie, l'endurance, etc., des ouvriers individuels. Mais le rapport général entre le capital et le travail salarié ne s'en trouve nullement modifié. D'abord, il y a compensation, au regard de l'ouvrage total, entre les différences individuelles; dans un temps donné l'ensemble des ouvriers fournit la production moyenne et le salaire total est le salaire moyen de l'industrie en question. Ensuite la proportion entre le salaire et la plus-value reste la même puisque le salaire individuel de chaque ouvrier a comme correspondant la masse de plus-value produite par lui. Mais le salaire aux pièces laisse plus de latitude à l'individualité. Les ouvriers développent donc davantage leur individualité, leur sentiment de la liberté, leur indépendance, leur contrôle personnel et, d'autre part, se font réciproquement concurrence. Tout en élevant les salaires individuels au-dessus de la moyenne, le salaire aux pièces a donc tendance à abaisser cette moyenne elle-même.

De ce qui précède il ressort que le salaire aux pièces est la forme la plus adéquate au mode de production capitaliste. Bien qu'il ne soit pas nouveau, -- il figure en effet officiellement à côté du salaire au temps dans les statuts des ouvriers français et anglais du XIVe siècle, -- il joue surtout pendant la période manufacturière proprement dite. Dans cette période mouvementée de la grande industrie, de 1797 à 1815 surtout, on s'en sert pour prolonger le temps de travail et abaisser les salaires. Dans les ateliers soumis à la loi sur les fabriques, le salaire aux pièces devient la règle générale, parce que le patron ne peut augmenter la journée de travail qu'au point de vue de l'intensité. D'après le rapport des inspecteurs anglais du travail, en date du 30 avril 1858, il est probable que les 4/5 des ouvriers travaillaient alors aux pièces.

Lorsque le travail varie de productivité, la même quantité de produits représente un temps de travail variable. Le salaire aux pièces varie donc également. Dans notre exemple, il y avait production de 24 pièces en 12 heures, alors que la valeur produite en 12 heures était de 6 francs, la valeur journalière de la force de travail 3 francs, le prix de l'heure de travail 25 centimes, et le salaire à la pièce 12 cent. 1/2. Si la même journée de travail, la productivité du travail étant doublée, fournit 48 pièces au lieu de 24 et que toutes les autres conditions restent les mêmes, le salaire à la pièce tombe à 6 cent. 1/4. En d'autres termes, le salaire aux pièces est diminué en raison directe de l'augmentation du nombre de pièces. Bien que purement nominale, cette modification du salaire aux pièces provoque des luttes continuelles entre le capitaliste et l'ouvrier. D'une part, parce que le capitaliste profite de ce prétexte pour diminuer le prix du travail, ou bien parce que l'accroissement de la force productive du travail entraîne l'accroissement de l'intensité; d'autre part, parce que l'ouvrier prenant au sérieux la simple apparence du salaire aux pièces, croit qu'on lui paie son produit et non pas sa force de travail et regimbe contre toute diminution de salaire à laquelle ne correspond pas une diminution du prix de vente de la marchandise. « Les ouvriers surveillent de

secrétaire d'une Trade's Union, on pourrait croire qu'il exagère. Mais voyez la si « respectable » *Encyclopédie Agronomique* de J.-Ch. MORTON, où cette méthode est recommandée aux fermiers comme excellente.

très près le prix des matières premières et le prix des marchandises fabriquées et sont ainsi à même d'évaluer exactement les profits des patrons. » C'est à juste titre que le capital repousse pareille prétention en disant qu'il y a erreur sur la nature du salaire. II s'élève contre le projet de mettre des impôts sur les progrès de l'industrie et déclare nettement que l'ouvrier n'a rien à voir dans la productivité du travail.

e) Comparaisons entre nations

Retour à la table des matières

Dans un pays [1], l'intensité et la productivité nationale du travail s'élèvent au-dessus du niveau international dans la mesure où la production capitaliste s'y trouve développée. Des quantités égales de marchandises de même espèce produites en des pays différents, en des temps égaux, ont donc des valeurs internationales inégales, qui s'expriment en des prix inégaux. La valeur relative en argent sera donc moindre chez la nation où le mode de production capitaliste est le plus développé. Il s'ensuit que le salaire nominal, l'équivalent en argent de la force de travail, y sera par conséquent plus élevé que chez une autre nation; ce qui ne signifie nullement qu'il en soit de même du salaire réel, c'est-à-dire des moyens de subsistance mis à la disposition de l'ouvrier.

Et même, si l'on fait abstraction de cette différence relative de l'argent suivant les pays, on constatera souvent que le salaire journalier, hebdomadaire, etc., est plus élevé chez cette nation que chez une autre, tandis que le prix du travail *par rapport à la plus-value aussi bien qu'à la valeur du produit* est plus élevé chez la seconde nation que chez la première. En d'autres termes: dans un pays plus développé quant au capitalisme, le salaire est plus élevé pour l'ouvrier et cependant, en raison de la plus-value infiniment supérieure, il est plus petit, pour le capitaliste, que dans un pays moins développé.

Après une étude approfondie des filatures, J. W. Cowell, membre de la Commission d'enquête sur les fabriques (1833), constata « qu'en Angleterre, les salaires sont en somme plus bas pour le fabricant que sur le continent, bien qu'ils soient plus élevés pour l'ouvrier ». L'inspecteur anglais Alexandre Redgrave, dans son rapport du 31 octobre 1866, démontre par une statistique comparative que, malgré un salaire plus bas et un temps de travail beaucoup plus long, le travail est, par rapport au produit, plus coûteux sur le continent qu'en Angleterre. Le directeur anglais d'une filature de coton à Oldenbourg déclare que le travail y dure de 5 h. 1/2 du matin à 8 heures du soir, samedis compris, et que les ouvriers, quand ils sont surveillés par des contremaîtres anglais, durant ce temps, ne produisent pas autant que des ouvriers anglais en 10 heures, mais que leur rendement est encore plus faible quand ils sont sous les ordres de contremaîtres allemands. Il ajoute que le salaire est plus bas qu'en Angleterre, bien souvent de 50%, mais que, par rapport aux machines, le nombre d'ouvriers est beaucoup plus élevé, pour certaines sections dans la raison de 5 à 3. M.

[1] T. I, chap. 20.

Redgrave donne des détails très précis sur les fabriques de coton en Russie. Les données lui en ont été fournies par un directeur anglais qui s'y trouvait encore ces temps derniers. Sur cette terre russe si riche en infamies de toutes sortes, on retrouve en pleine floraison les horreurs des premiers temps des fabriques anglaises. Les directeurs sont naturellement Anglais, le capitaliste russe n'ayant aucune aptitude pour ce genre de travail. Malgré le travail excessif, le travail ininterrompu de jour et nuit et des salaires de famine, les produits russes ne se vendent, et encore péniblement, que parce que toute importation de produits étrangers est prohibée.

17.

L'argent [1]

Retour à la table des matières

Les marchandises ne peuvent aller toutes seules au marché ni s'échanger elles-mêmes. Il nous faut donc nous retourner vers leurs gardiens, c'est-à-dire leurs possesseurs.

Pour son possesseur, la marchandise n'a pas de valeur d'usage immédiate. Autrement il ne l'amènerait pas au marché. Mais elle a de la valeur d'usage pour autrui. Pour lui-même elle n'a directement d'autre valeur d'usage que de représenter une valeur d'échange, d'être échangeable [2]. C'est pourquoi il veut s'en défaire contre une autre marchandise dont la valeur d'usage lui donne satisfaction. Ce changement de mains constitue l'échange des marchandises.

Pour aliéner un objet d'usage, il faut d'abord qu'il en existe une quantité dépassant les besoins immédiats de son possesseur. Dans ce cas, il suffit que, d'un accord tacite, les hommes se reconnaissent les uns les autres comme possesseurs privés de ces

---

1 T. I, chap. 2 et 3.

2 « Car l'usage de toute chose est double. L'un est propre à la chose comme telle, l'autre non; ainsi une sandale sert de chaussure et d'objet d'échange. Tous deux sont valeur d'usage de la sandale, car celui qui échange la sandale contre ce qui lui manque, la nourriture par exemple, se sert de la sandale comme sandale. Mais il n'en fait plus un usage naturel, puisqu'elle n'a pas été faite en vue de l'échange. » (ARISTOTE, *De la République*, I. I, chap. 9.)

objets. Mais il ne peut en aller ainsi entre les membres d'une communauté primitive, quelle qu'en soit la forme: famille patriarcale, ancienne communauté indienne, États des Incas, etc. L'échange des marchandises commence où finissent les communautés, aux points où elles entrent en contact avec d'autres communautés ou des membres d'autres communautés. Mais dès que s'est installée l'habitude d'échanger des objets, dans les relations avec l'extérieur, cette même habitude passe également dans la vie intérieure de la communauté. La proportion quantitative dans laquelle se fait l'échange est tout d'abord purement accidentelle. Cependant, le besoin d'objets d'usage provenant de l'extérieur s'établit peu à peu. La répétition constante de l'échange en fait un procédé social régulier. Il faut donc qu'avec le temps une partie au moins des produits du travail soit intentionnellement créée en vue de l'échange. A partir de ce moment s'établit nettement, d'une part, la distinction entre l'utilité des choses pour les besoins immédiats et leur utilité en vue de l'échange. Leur valeur d'usage se sépare de leur valeur d'échange. D'autre part, le rapport quantitatif suivant lequel elles s'échangent devient dépendant de leur production même. L'habitude les fixe comme grandeurs de valeur.

Chaque possesseur de marchandise ne veut l'aliéner que contre une autre marchandise, dont la valeur d'usage satisfasse son besoin. Mais, d'autre part, il veut pouvoir aliéner sa marchandise contre n'importe quelle autre de même valeur. Peu lui importe donc que sa propre marchandise ait une valeur d'usage pour le possesseur de l'autre marchandise. Ce serait d'ailleurs impossible, les autres possesseurs de marchandise ne pouvant consentir à recevoir un objet dont la valeur d'usage est pour eux sans emploi. Si la coutume se généralise d'échanger des marchandises, il faut avoir recours à une marchandise ayant une valeur d'usage, non point pour tel ou tel autre possesseur particulier, mais pour tous; à une marchandise offrant la possibilité d'être échangée contre n'importe quelle autre marchandise; en d'autres termes, il faut un moyen d'échange, un équivalent *général*.

Le problème et les moyens de le résoudre naissent en même temps. Dès qu'un commerce a pris naissance, les possesseurs ne comparent et n'échangent jamais leurs propres articles avec différents autres articles, sans que, dans ce commerce, des marchandises différentes ne soient, par des propriétaires différents, échangées contre une seule et même troisième espèce de marchandise et par suite comparées comme valeurs. En devenant équivalent pour *diverses* autres marchandises, cette troisième marchandise acquiert immédiatement, bien que dans des limites étroites, la forme d'équivalent général (ou social). Cette forme naît et meurt avec le contact social passager qui lui a donné naissance. A tour de rôle et provisoirement, elle revient tantôt à une marchandise tantôt à l'autre. Mais avec le développement de l'échange, elle finit par s'attacher exclusivement à des espèces particulières de marchandises -- c'est-à-dire qu'elle se cristallise sous la forme argent. *On appelle argent une marchandise adoptée et employée, par leurs possesseurs, comme équivalent de toutes les marchandises différentes*. Le hasard seul décide d'abord à quelle espèce de marchandise cette forme s'attachera. Deux circonstances, cependant, dominent en général. La forme argent s'attache ou bien aux articles d'échange les plus importants fournis par l'étranger, ou bien à l'objet d'usage qui forme l'élément principal de la propriété indigène aliénable, le bétail, par exemple. Ce sont les peuples nomades qui, les premiers, développent la forme argent, parce que tout ce qu'ils possèdent se trouve sous la forme mobilière, donc immédiatement aliénable, et parce que leur genre de vie les met constamment en contact avec d'autres communautés et les sollicite donc à pratiquer l'échange. Bien des fois les hommes ont fait de leur semblable, sous forme d'esclave, la forme argent primitive; mais jamais le sol même n'a joué ce rôle. Cette

idée ne pouvait naître que dans une société bourgeoise déjà développée. Elle date du dernier tiers du XVIIe siècle et ce ne fut qu'un siècle plus tard que la Révolution française tenta de la réaliser en l'appliquant à toute la nation.

A mesure que l'échange s'affranchit de ses liens purement locaux, la forme argent passe à des marchandises que leur nature rend aptes à remplir la fonction sociale d'équivalent général, c'est-à-dire aux métaux précieux. Si l'argent (ou monnaie) doit remplacer toute autre marchandise, en quelque quantité que ce soit, et donc représenter n'importe quelle valeur d'échange, il faut, à cet effet, disposer d'une matière dont tous les spécimens présentent la même propriété uniforme. D'autre part, la différence des grandeurs de valeur étant purement quantitative, il faut que la marchandise monnaie soit susceptible d'être divisée et recomposée à volonté. L'or et l'argent possèdent naturellement ces propriétés.

Quand on sait que l'or est monnaie et par suite échangeable contre toutes autres marchandises, on ne sait point pour cela combien valent par exemple 10 livres d'or. Semblable à n'importe quelle marchandise, la monnaie ne peut exprimer sa propre grandeur de valeur que relativement, dans d'autres marchandises. Sa propre valeur est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production et s'exprime par la quantité de n'importe quelle autre marchandise où se trouve condensé un travail égal. Cette fixation de sa valeur de grandeur relative se fait à la source même de la production dans l'échange direct. Au moment où l'argent, comme monnaie, entre dans la circulation, sa valeur est déjà fixée.

*
* *

Pour simplifier, je supposerai toujours, ici, que l'or est la seule marchandise monnaie.

L'or a pour première fonction de fournir à l'ensemble des marchandises la matière où s'expriment leurs valeurs, c'est-à-dire les valeurs en tant que valeurs de même nom, de quantité égale et comparables quant à la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs, et ce n'est que grâce à cette fonction que l'or devient monnaie.

Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables (mesurables selon la même unité de mesure); c'est le contraire qui a lieu. Toutes les marchandises en tant que valeurs étant commensurables entre elles, -- Puisqu'elles ne sont, en tant que valeurs, que du travail humain réalisé, -- elles peuvent mesurer toutes ensemble leur valeur dans une seule et même marchandise et transformer ainsi cette dernière en leur mesure de valeur commune, c'est-à-dire en monnaie.

L'expression en or de la valeur d'une marchandise est sa forme monnaie ou son prix. Une seule équation telle que: 1 tonne de fer = 2 onces d'or, suffit actuellement pour donner à la valeur du fer une expression socialement valable, c'est-à-dire pour exprimer la valeur du fer relativement à *toutes* les autres marchandises, toutes les autres marchandises exprimant en effet leur valeur en or. La monnaie, par contre, n'a pas de prix; pour en avoir un, la monnaie devrait être rapportée à elle-même comme expression de sa valeur.

Le prix des marchandises ou leur forme argent est, comme leur forme valeur en général, une simple forme idéale, distincte de leur forme physique et tangible. La valeur du fer, de la toile, du blé, etc., existe, quoique d'une façon invisible, dans ces choses mêmes; elle est représentée par leur égalité avec l'or, leur rapport avec l'or, qui n'existe, pour ainsi dire, que dans la tête des marchandises. L'expression en or de la valeur des marchandises étant idéale (uniquement représentée), cette opération ne comporte qu'un or idéal ou imaginaire. Comme mesure de valeur, la monnaie n'est donc qu'une monnaie - idéale ou imaginaire. Cette circonstance a fait éclore les théories les plus folles [1]. Bien que la valeur ne soit mesurée qu'en une monnaie imaginaire, le prix dépend absolument de la matière réelle de la monnaie. La somme de travail humain contenu, par exemple, dans une tonne de fer, est exprimée dans une quantité imaginaire de marchandise monnaie, qui renferme le même travail. Suivant que l'or, l'argent ou le cuivre servent de mesure de valeur, la valeur d'une tonne de fer est exprimée en prix complètement différents.

Si donc deux marchandises différentes, par exemple l'or et l'argent, sont employées simultanément comme mesures de valeur, toutes les marchandises ont deux expressions différentes de leur prix, en or et en argent. Ces deux prix existent tranquillement côte à côte, tant que l'or et l'argent conservent le même rapport de valeur, par exemple 15 à 1. Mais toute modification dans ce rapport trouble le rapport entre le prix or et le prix argent des marchandises et prouve effectivement que la duplication de la mesure de valeur est en contradiction avec la fonction de cette mesure.

Accompagnons maintenant un possesseur de marchandises, par exemple un tisserand sur la scène où se font les échanges, c'est-à-dire au marché. Sa marchandise, 20 aunes de toile, a un prix déterminé. Ce prix est, disons, de 40 francs. Il échange sa toile contre 40 francs. Puis, en homme de vieille roche, il échange les 40 francs contre une Bible de prix égal. La toile qui, pour lui, n'est que de la marchandise représentative de valeur, est aliénée contre de l'or, sa forme valeur, puis, sous cette forme, aliénée à nouveau contre une autre marchandise, la Bible, qui va entrer, comme objet d'usage, dans la maison du tisserand pour y satisfaire les besoins d'édification. L'opération d'échange de la marchandise se fait donc en deux métamorphoses contraires, mais complétives l'une de l'autre: changement de la marchandise en argent et transformation de l'argent en marchandise. Les facteurs de la métamorphose de la marchandise sont en même temps des actes commerciaux du possesseur: vente, c'est-à-dire échange de la marchandise contre de la monnaie; achat, c'est-à-dire échange de la monnaie contre de la marchandise; enfin, ce qui fait l'unité des deux actes: acheter pour vendre.

Si notre tisserand considère le résultat final de la transaction, il voit qu'il possède une Bible au lieu de toile; à la place de la première marchandise, une autre de même valeur, mais d'un usage différent. C'est de la même façon qu'il s'approprie les autres moyens de subsistance et de production qui lui sont nécessaires. A son point de vue, tout ce procès ne sert qu'à réaliser l'échange des produits .de son propre travail contre le produit du travail d'autrui.

L'échange des marchandises se fait donc dans les changements de forme suivants :

---

[1] Voir Karl MARX, *Critique de l'économie politique*, chap. 2 B, « Théorie de l'unité de mesure de l'argent », Stuttgart, 1897, p. 61 (de l'éd. all.).

Marchandise	–	Argent	–	Marchandise
M	–	A	–	M

D'après son contenu matériel, le mouvement M–M constitue un échange de marchandise contre marchandise, permutation de matière du travail social, dont le résultat met fin au mouvement.

L'argent qui sert à l'achat d'une marchandise a été acquis auparavant par la vente d'une autre marchandise. Supposons que les deux jaunets en échange de quoi notre tisserand a aliéné sa marchandise, soient la forme métamorphosée d'une mesure de blé. La vente de la toile, M–A, est en même temps achat, A–M. Mais, en tant que vente de la toile, cette opération commence un mouvement qui se termine par son contraire, par l'achat de la Bible; en tant qu'achat de la toile, elle termine un mouvement, qui a commencé par son contraire, par la vente du blé. M–A (toile–monnaie), cette première phase de M–A–M (toile–monnaie–Bible), c'est en même temps A–M (monnaie–toile), la dernière phase d'un autre mouvement M–A–M (blé–monnaie–toile). La première métamorphose d'une marchandise, son passage de la forme marchandise à la forme argent, est toujours seconde métamorphose contraire d'une autre marchandise, son retour de la forme argent à la forme marchandise [1].

De même dans l'autre sens. Pour notre tisserand, l'existence de sa marchandise se termine à la Bible, en laquelle il a retransformé les 40 francs. Mais le vendeur de la Bible dépense les 40 fr. que lui a fournis le tisserand en achat d'eau-de-vie de grain. A–M, la phase finale, de M–A–M (toile–monnaie–Bible), est en même temps M–A, la première phase de M–A–M (Bible–monnaie–eau-de-vie). Comme le producteur de marchandise ne fournit qu'un seul produit, il le vend souvent en quantités considérables, tandis que ses besoins multiples le forcent à éparpiller en de nombreux achats le prix réalisé, la somme touchée. Toute vente se termine donc par de multiples achats de différentes marchandises. La métamorphose finale d'une marchandise forme ainsi une somme de métamorphoses premières d'autres marchandises.

Le cycle décrit par la série des métamorphoses de chaque marchandise s'enchevêtre donc très intimement avec les cycles des autres marchandises. L'ensemble de ces cycles constitue la *circulation des marchandises*.

La circulation des marchandises se distingue aussi bien par le fond que par la forme de l'échange direct des produits. Pour nous en convaincre, jetons un coup d'œil sur ce qui s'est passé. De toute évidence le tisserand a échangé de la toile contre une Bible, c'est-à-dire sa propre marchandise contre une marchandise étrangère. Mais ce phénomène n'est vrai que pour lui. Le vendeur de Bible n'a nullement songé à échanger sa Bible contre de la toile, de même que le tisserand ne sait pas qu'on a échangé du blé contre sa toile, etc. La marchandise de B remplace celle de A, mais A et B n'échangent pas réciproquement leurs marchandises. Il peut se produire que A et B fassent des échanges directs, mais ce rapport particulier n'est nullement impliqué par les conditions générales de la circulation des marchandises. D'une part, on voit donc ici comment l'échange des marchandises fait disparaître les limites individuelles et locales de l'échange immédiat des produits et développe la permutation du travail humain. D'autre part, se développe tout un cycle de rapports naturels sociaux, incontrôlables pour les personnes qui interviennent dans ces opérations. Le tisserand

[1] Exception faite pour le producteur d'or ou d'argent, qui échange son produit sans l'avoir acheté.

ne peut vendre sa toile que parce que le paysan a *déjà vendu* son blé, le zélateur sa Bible que parce que le tisserand a *déjà vendu* sa toile, le distillateur son eau-de-vie que parce que le troisième a *déjà vendu* l'eau de vie éternelle, etc.

C'est pourquoi la circulation ne s'éteint pas, comme l'échange immédiat des produits, par le fait que les valeurs d'usage changent de place ou de main. La monnaie ne disparaît pas, bien qu'elle ne figure plus, en fin de compte, dans le cycle des métamorphoses d'une même marchandise. Elle se dépose toujours sur un point quelconque laissé libre par les marchandises. Les marchandises ont beau se substituer les unes aux autres, la monnaie finit toujours par rester entre les mains d'un tiers. La circulation sue la monnaie par tous les pores.

En tant qu'intermédiaire de la circulation des marchandises, la monnaie acquiert la fonction de *moyen de circulation*.

*
* *

La métamorphose par laquelle s'effectue la permutation des produits du travail, M–A–M, est un cycle. Car elle fait que la même valeur constitue, comme marchandise, le point de départ, pour revenir au même point, également comme marchandise. Le mouvement de la monnaie, par contre, n'est pas et ne saurait être un cycle. La monnaie s'éloigne constamment de son point de départ et n'y revient jamais. Tant que le vendeur garde en main la monnaie, -- c'est-à-dire la forme transformée de sa marchandise, -- la marchandise n'a fait que la première moitié de sa circulation. Quand l'opération qui consiste à vendre pour acheter est achevée, la monnaie a de nouveau disparu des mains de son possesseur primitif. Il est vrai que si le tisserand, après avoir acheté la Bible, revend la toile, la monnaie lui revient. Mais elle ne lui fait pas retour par la circulation des 20 premières aunes de toile, par laquelle elle a précisément passé des mains du tisserand entre celles du vendeur de Bible. Elle ne lui fait retour que par la circulation d'une même marchandise, aboutissant au même résultat. Le mouvement directement imprimé à la monnaie par la circulation des marchandises l'éloigne donc constamment de son point de départ et la fait passer des mains du possesseur de marchandises entre celles d'un autre; c'est le *cours* de la monnaie.

On ne voit pas, au premier abord, que cette forme unilatérale du mouvement de la monnaie provient de la double forme de mouvement de la marchandise. La nature même de la circulation des marchandises engendre l'apparence contraire. La première métamorphose de la marchandise (M–A) apparaît à la fois comme mouvement de la monnaie et mouvement de la marchandise; mais la seconde métamorphose (A–M) apparaît uniquement comme le mouvement de la monnaie. Dans la première moitié de sa circulation, la marchandise change de place avec la monnaie. Par cela même, sa forme d'usage disparaît de la circulation et tombe dans la consommation. (Même si la vente de la marchandise ne cesse de se répéter, il arrive toujours un moment, la vente dernière et définitive, où la marchandise quitte la sphère de la circulation pour celle de la consommation.) Elle est remplacée par sa forme valeur ou ce qu'on pourrait appeler sa larve d'or. Pour la seconde moitié de la circulation, elle n'a plus son corps naturel; elle s'est cachée sous l'apparence de l'or. La continuité du mouvement se trouve donc entièrement du côté de la monnaie, et le même mouvement qui, pour la marchandise, renferme deux opérations contraires, ne renferme plus, quand il s'agit de la monnaie, qu'une opération unique: la monnaie change chaque fois de place avec

une autre marchandise. Le résultat de la circulation des marchandises: remplacement d'une marchandise par une autre marchandise, ne semble donc pas avoir pour condition le changement de forme de la marchandise, mais la fonction de la monnaie comme moyen de circulation. L'on croirait que, grâce à ce moyen, les marchandises, immobiles de nature, circulent et, dans un sens toujours opposé au sens dans lequel circule la monnaie, passant des mains où elles sont non-valeurs d'usage dans les mains où elles sont valeurs d'usage. Bien que le mouvement de la monnaie ne soit que l'expression de la circulation des marchandises, celle-ci, par contre, n'apparaît donc que comme le résultat du mouvement de la monnaie.

Chaque marchandise, dès qu'elle change de forme pour entrer dans la circulation, disparaît de la circulation et est remplacée par une autre marchandise. La monnaie, au contraire, comme moyen de la circulation, se maintient toujours dans la sphère de la circulation et y joue constamment son rôle. Il s'agit de savoir quelle est la quantité de monnaie continuellement absorbée par cette sphère.

Dans le même pays, il s'opère chaque jour de multiples achats et ventes de marchandises. Or, la forme de circulation immédiate que nous considérons ici oppose constamment la marchandise et la monnaie. Par conséquent, la masse des moyens de circulation (monnaie) exigée par la circulation de l'ensemble des marchandises est déjà déterminée par le prix total des marchandises. Si, pour une raison quelconque, la valeur de la monnaie varie, les prix se modifient en conséquence, de même que la quantité de monnaie nécessaire à la circulation. Parce qu'on n'avait étudié qu'à un seul point de vue les faits qui suivirent la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent, on en vint, au XVIIe et surtout au XVIIIe siècle, à cette conclusion erronée que le prix des marchandises avait haussé par suite de la plus grande quantité d'or et d'argent fonctionnant comme moyen de circulatIon [1]. -- Dans l'exposé qui suit, nous supposons donnée la valeur de l'argent.

Si nous admettons, en outre, que le prix de chaque espèce de marchandise est donné, le prix total des marchandises dépend évidemment de la masse des marchandises en circulation. Il est extrêmement facile de comprendre que si une mesure de blé coûte 160 francs, 100 mesures coûteront 16.000 francs, 200 mesures 1 32.000 francs, etc., que l'augmentation de la masse de blé s'accompagne donc de l'accroissement de la quantité de métal qui, dans la vente, change de place avec elle.

La masse des marchandises étant donnée, la masse de la monnaie en circulation suit les fluctuations de prix des marchandises. Elle augmente ou diminue, parce que le prix total des marchandises augmente ou diminue par suite de leur changement de prix. Que le changement de prix reflète de véritables changements de valeur ou de simples fluctuations des prix du marché, l'effet produit sur la masse des moyens de circulation reste le même.

Cela s'applique aux ventes et achats simultanés. Il en va autrement dans le cas contraire.

Soit 4 marchandises différentes, par exemple 1 mesure de blé, 20 aunes de toile, 1 Bible, 4 fûts d'eau-de-vie. Si chaque article coûte 40 francs et que ces 4 articles soient

---

[1] En réalité, la valeur de l'or et de l'argent avait baissé du fait de leur plus facile extraction; par conséquent, le prix des marchandises avait monté et leur circulation demanda alors de plus grandes quantités de monnaie. - J. B.

vendus simultanément, il faut une masse de monnaie de 160 francs. Supposons au contraire que ces mêmes marchandises soient vendues l'une après l'autre et forment des termes de la série connue de nos métamorphoses: 1 mesure de blé = 40 fr. = 20 aunes de toile = 40 fr. = 1 Bible = 40 fr. = 4 fûts d'eau-de-vie = 40 francs; dans cette hypothèse, les mêmes 40 francs opèrent 4 déplacements et il n'est besoin que du quart de la première quantité de monnaie nécessaire. Plus la même somme de monnaie accomplit de déplacements dans un même temps, c'est-à-dire plus sa circulation est rapide, et moins la circulation exige de monnaie. La masse de la monnaie fonctionnant comme moyen de circulation s'obtiendra en divisant la somme des marchandises par le nombre de tours des pièces de monnaie:

Somme des prix des marchandises / Nombre de tours des pièces de monnaie du même nom

= Masse de l'argent fonctionnant comme moyen de circulation.

Cette loi a une valeur générale. Si le nombre de tours des pièces de monnaie diminue, la masse en circulation augmente. Parce que la masse de monnaie qui peut circuler comme moyen de circulation est donnée pour une vitesse donnée de la circulation, il suffit de jeter dans la circulation un certain nombre de billets d'une livre, par exemple, pour en faire sortir autant de livres sterling en or; procédé bien connu de tous les banquiers.

Le cours de la monnaie n'est donc que la conséquence et le reflet de la circulation des marchandises. De même, la vitesse du cours de la monnaie est la conséquence de la vitesse avec laquelle circulent les marchandises, mais non inversement. Dans le ralentissement du cours de la monnaie se manifeste donc l'arrêt de la circulation des marchandises. La circulation ne nous indique naturellement pas la cause de cet arrêt. Le vulgaire, constatant que la monnaie, dans les périodes de ralentissement du cours, paraît et disparaît moins fréquemment sut tous les points du périple de la circulation, est tenté de chercher l'explication du phénomène dans la quantité insuffisante des moyens de circulation [1].

La quantité totale de la monnaie fonctionnant, dans un temps donné, comme moyen de circulation, est donc déterminée d'un côté par le prix total des marchandises en circulation, et de l'autre côté par l'évolution plus lente ou plus rapide de leur circulation. Mais le prix total des marchandises dépend aussi bien de la masse que des prix de chaque espèce de marchandise. Ces 3 facteurs: mouvement des prix, masse des marchandises circulantes et enfin vitesse du cours de la monnaie, peuvent se modifier dans des sens différents et dans des proportions diverses. Quand on considère des périodes assez longues, on constate donc que (abstraction faite de fortes perturbations, qui naissent généralement de crises industrielles ou commerciales) le niveau de la masse de monnaie circulant dans chaque pays reste beaucoup plus constant et subit moins de changements qu'on ne l'aurait pu supposer à première vue.

L'illusion qu'inversement les prix des marchandises sont déterminées par la masse des moyens de circulation et cette masse par la quantité des métaux précieux existant dans le pays, a pris naissance chez ses premiers représentants, dans cette hypothèse

[1] Mais l'illusion populaire, qui attribue au manque de monnaie les arrêts dans la production ou la circulation, n'a pas comme corollaire nécessaire que le manque réel de moyens de circulation, provoqué par des expédients officiels ne puisse de son côté faire naître de ces arrêts.

absurde qu'au moment où elles pénètrent dans la circulation les marchandises n'ont pas de prix et la monnaie pas de valeur, mais que dans la circulation une certaine partie de l'amas de marchandises s'échange contre une partie correspondante de la montagne de métal.

La fonction de la monnaie comme moyen de circulation donne naissance à sa forme comme numéraire. Il faut que les poids d'or représentés dans le prix ou l'appellation monétaire des marchandises leur fasse vis-à-vis, dans la circulation, comme pièces d'or du même nom, comme numéraire. L'or monnayé et l'or en barre ne se distinguent donc naturellement que par leur apparence, et l'on peut toujours changer l'un en l'autre. Mais à sa sortie de la Monnaie, l'or se trouve déjà sur le chemin du creuset. En circulant, les monnaies d'or subissent une usure plus ou moins grande. Le titre nominal et le titre réel commencent à se différencier. Des monnaies de même nom deviennent de valeur inégale, leur poids n'étant plus le même. L'or cesse donc d'être réellement l'équivalent des marchandises dont il réalise les prix. La circulation tend donc à transformer la forme or de la monnaie en son apparence, c'est-à-dire la monnaie en un symbole de son contenu métallique officiel. Elle implique la possibilité de remplacer le numéraire, dans ses fonctions de monnaie, par des jetons fabriqués avec un autre métal, c'est-à-dire par des symboles. Il est extrêmement difficile, au point de vue technique, de monnayer des parcelles infimes d'or ou d'argent; nous savons, en outre, que des métaux inférieurs ont, à l'origine, servi de mesure de valeur -- l'argent à la place de l'or, le cuivre à la place de l'argent -- et ont circulé, comme monnaie, jusqu'au moment où des métaux supérieurs les ont détrônés. Tout cela nous fournit l'explication du rôle que les pièces d'argent et de cuivre jouent comme remplaçantes de la monnaie d'or. Elles remplacent l'or dans les cercles de la circulation des marchandises où la monnaie circule le plus rapidement et s'use donc le plus vite, c'est-à-dire dans les cercles où les achats et les ventes se renouvellent incessamment sur la plus petite échelle. Pour empêcher ces satellites d'occuper définitivement la place de l'or, la loi fixe les proportions très basses dans lesquelles on est forcé de les accepter seuls en paiement.

Le contenu en métal des pièces d'argent ou de cuivre est arbitrairement fixé par la loi. Dans leurs cours, ces pièces s'usent plus rapidement encore que la monnaie d'or. Leur fonction monnaie devient donc, en fait, absolument indépendante de leur poids, c'est-à-dire de toute valeur. L'existence de l'or comme monnaie diffère complètement de son existence comme valeur métallique. Par suite, des choses relativement sans valeur [1], des bouts de papier par exemple, peuvent le remplacer dans sa fonction monnaie. Dans les pièces métalliques, le caractère purement symbolique est encore quelque peu caché; dans le papier monnaie, il devient évident.

Il ne s'agit ici que du papier monnaie d'État, ayant cours forcé. Il naît directement de la circulation métallique. La monnaie de crédit suppose au contraire des conditions que nous n'avons encore aucunement examinées.

L'État jette dans la circulation des billets de papier sur lesquels se trouvent imprimées des mentions comme celles-ci : 20 francs, 100 francs, etc. En tant qu'ils circulent réellement à la place de la somme d'or portant même dénomination, ces billets ne font que refléter dans leur mouvement les lois du cours de la monnaie réelle. Une loi particulière de la circulation du papier monnaie ne peut résulter que de son

[1] Par un contresens évident, la traduction de 1875 transcrivait ici « relativ wertlose Dinge » par « des choses n'ayant qu'une valeur relative ». (S.)

caractère représentatif par rapport à l'or. Cette loi est très simple: l'émission de papier monnaie ne doit pas dépasser la quantité d'or qu'il symbolise et qui devrait circuler en réalité. Or, la quantité d'or que la circulation peut absorber oscille, il est vrai, autour d'un certain niveau moyen, sans descendre cependant, pour un pays déterminé, au-dessous d'un certain minimum que nous fait connaître l'expérience. Cette masse minima change constamment de parties constitutives et ne se compose jamais des mêmes pièces d'or mais cela n'influe en rien sur sa quantité ni sur son roulement incessant dans la sphère de la circulation. Elle peut donc être remplacée par des symboles en papier. Mais si, à un moment donné, tous les canaux de la circulation se remplissent de papier monnaie jusqu'à l'extrême limite de leur faculté d'absorption, ils peuvent, par suite des oscillations dans la circulation des marchandises, être un jour trop pleins. Alors il n'y a plus de mesure. Si le papier dépasse sa mesure et qu'il excède la quantité de monnaie d'or de même dénomination qui pourrait circuler, il y a d'abord danger de discrédit général; mais en outre ce papier ne représente, dans le monde des marchandises, que la seule quantité d'or qu'il puisse représenter d'après les lois immanentes de la circulation. Si la masse des billets représente chaque fois 2 onces d'or au lieu d'une once, 20 francs deviendront en fait la dénomination monétaire non plus de 1/4 d'once, mais de 1/8 d'once. C'est comme si l'or avait subi une modification dans sa fonction de mesure des prix. Les valeurs précédemment exprimées par le prix de 20 francs le sont maintenant par le prix de 40 francs.

*
* *

Le premier développement de la circulation des marchandises implique déjà la nécessité et la passion de retenir le produit de la vente des marchandises, c'est-à-dire la marchandise changée en sa chrysalide d'or. La vente de toute marchandise a pour but, non point d'acheter une autre marchandise, mais de remplacer la forme marchandise par la forme argent. Au lieu de servir simplement d'intermédiaire à la mutation de matière, cette métamorphose devient son propre but. La monnaie se solidifie en quelque sorte pour devenir trésor, et le vendeur se change en thésauriseur.

C'est surtout dans les débuts de la circulation des marchandises qu'on ne transforme en monnaie que le superflu des valeurs d'usage. L'or et l'argent deviennent ainsi d'eux-mêmes les expressions sociales du superflu ou de la richesse.

A mesure que se développe la production des marchandises, tout producteur doit s'assurer le « nerf des choses », le « gage social de la force ». Ses besoins sans cesse renaissants lui imposent l'achat incessant de marchandises étrangères, alors que la production et la vente de sa propre marchandise exigent du temps et dépendent des circonstances. Pour pouvoir acheter sans vendre, il doit d'abord avoir vendu sans acheter. C'est ainsi que, sur tous les points des relations commerciales, se constituent des trésors plus ou moins importants d'or et d'argent. La possibilité de garder la marchandise comme valeur d'échange ou la valeur d'échange comme marchandise éveille la passion de l'or. Le développement de la circulation augmente la puissance de la monnaie. Le possesseur le plus simple et le moins cultivé, même un paysan de l'Europe occidentale, ne sépare pas la valeur de la forme de cette valeur, et voit, par conséquent, dans l'accroissement du trésor d'or ou d'argent, un accroissement de valeur.

Pour fixer l'or en tant que monnaie ou élément de la thésaurisation, il faut l'empêcher de circuler ou de se résoudre comme moyen d'achat en moyen de jouissance. Le

thésauriseur sacrifie donc à l'or fétiche tous les appétits de la chair. Il prend au sérieux l'Évangile du renoncement. Mais d'autre part, il ne peut dérober à la circulation que la monnaie qu'il remplace par des marchandises. Plus il produit, plus il peut vendre. Industrie, économie, avarice, voilà donc ses vertus cardinales, et son économie politique peut se résumer en cette devise: vendre beaucoup, acheter peu.

A côté de sa forme immédiate, le trésor a une forme esthétique: la possession d'objets d'or ou d'argent. Il se forme ainsi, d'une part, un marché de plus en plus étendu où se vendent l'or et l'argent indépendamment de leur fonction de monnaie, et d'autre part, il s'ouvre une source latente par où la monnaie afflue, principalement aux périodes agitées que traverse la société.

La thésaurisation remplit diverses fonctions dans l'économie de la circulation métallique. La première de ces fonctions découle des conditions mêmes dans lesquelles circulent les monnaies d'or ou d'argent. Nous avons vu comment la masse de monnaie en cours diminue ou augmente constamment avec les fluctuations incessantes de la circulation des marchandises sous le rapport de l'étendue, du prix, de la vitesse. Il faut donc que cette masse puisse se contracter ou se dilater. Tantôt la monnaie doit affluer sous forme de numéraire, tantôt le numéraire comme monnaie doit être éliminé. Pour que la masse de monnaie réellement en circulation corresponde toujours au degré de saturation de la sphère de circulation, il faut que la quantité d'or ou d'argent existant dans un pays soit supérieure à la quantité circulant comme monnaie. Cette condition se trouve remplie par la forme trésor de la monnaie. Les réservoirs des trésors servent à la fois de canaux abducteurs et adducteurs de la monnaie en circulation, si bien que les canaux de circulation ne débordent jamais.

A mesure que se développe la circulation des marchandises, se développent également des conditions par suite desquelles un intervalle de temps sépare l'aliénation de la marchandise de la réalisation de son prix. Il nous suffira d'indiquer les plus simples de ces conditions. Telle espèce de marchandise exige plus de temps, telle autre en exige moins pour sa production. La production de marchandises différentes est liée à des saisons différentes. Une marchandise se fabrique sur les lieux mêmes où elle se vendra, une autre devra se rendre à un marché lointain. L'un des possesseurs peut donc faire acte de vendeur, avant que l'autre ne fasse acte d'acheteur. Lorsque les mêmes transactions reviennent sans cesse entre les mêmes personnes, les conditions de vente des marchandises se règlent d'après les conditions de production. D'autre part, l'utilisation de certaines espèces de marchandises, d'une maison par exemple, s'achète pour un temps déterminé. L'acheteur n'a réellement la valeur d'usage qu'à l'expiration du terme. Il achète donc, mais ne payera que plus tard. Le vendeur devient créancier, l'acheteur débiteur. Comme la métamorphose de la marchandise, autrement dit, le développement de sa forme valeur, se modifie ici, l'argent acquiert lui aussi une nouvelle fonction. Il devient *moyen de paiement*.

Les caractères de créancier et de débiteur découlent ici de la circulation simple des marchandises. La métamorphose des marchandises imprime au vendeur et à l'acheteur un cachet nouveau. Ces rôles sont tout d'abord aussi éphémères que ceux de vendeur et d'acheteur et joués alternativement par le même agent de circulation. Mais l'opposition perd de son caractère bon enfant. Toutefois, les mêmes caractères peuvent se présenter indépendamment de la circulation des marchandises. Dans l'antiquité, la lutte des classes est surtout une lutte entre créanciers et débiteurs. Elle se termine à Rome par la disparition du débiteur plébéien qui est remplacé par l'esclave. Au moyen âge, elle se termine par la disparition du débiteur féodal qui perd sa

puissance politique en même temps que la base économique sur laquelle elle reposait. Cependant la forme monnaie - le rapport entre créancier et débiteur a la forme d'un rapport monétaire - ne reflète ici que l'antagonisme entre des conditions plus profondes de la vie économique.

Revenons à la sphère de la circulation. L'apparition simultanée de l'argent et de la marchandise a cessé. A ce moment, l'argent fonctionne d'abord comme mesure de valeur pour la détermination du prix des marchandises vendues. Le prix, fixé par contrat, mesure l'obligation de l'acheteur, c'est-à-dire la somme d'argent qu'il doit à un terme donné. L'argent fonctionne, en outre, comme instrument idéal (imaginaire et non effectif) d'achat. Bien que la monnaie n'existe que dans la *promesse* de l'acheteur, elle fait changer les marchandises de main. Ce n'est qu'à l'échéance du jour fixé pour le paiement que le moyen de paiement entre réellement dans la circulation, c'est-à-dire passe des mains de l'acheteur aux mains du vendeur. Le moyen de paiement entre dans la circulation, mais seulement quand la marchandise en est déjà sortie. Ce n'est plus la monnaie qui sert d'intermédiaire. Elle termine l'opération.

Le vendeur a transformé sa marchandise en monnaie pour satisfaire, au moyen de la monnaie, un de ses besoins; le thésauriseur, pour la conserver sous forme de monnaie; l'acheteur-débiteur, pour pouvoir payer ses dettes. Si le débiteur ne paie pas, son bien est vendu à l'encan. La monnaie devient ainsi le but même de la vente, par une nécessité sociale découlant des conditions de la circulation.

A n'importe quel moment de la circulation les obligations échues représentent le prix des marchandises dont la vente les a fait naître. La quantité de monnaie nécessaire à la réalisation de ce prix dépend d'abord de la vitesse du cours des moyens de paiement. Elle est réglée par deux conditions: l'enchaînement des rapports de créancier et de débiteur, A recevant l'argent de son débiteur B pour le verser à son créancier C, etc., -- et l'intervalle qui sépare les diverses époques de paiement. La série de ces paiements successifs ou de ces premières métamorphoses supplémentaires se distingue essentiellement de l'enchaînement, étudié plus haut, des séries de ventes et d'achats. Le mouvement des *moyens de circulation* n'exprime pas seulement la connexion entre vendeurs et acheteurs; il la crée. Le mouvement des *moyens de paiement* exprime au contraire une connexion sociale préexistante.

A mesure que les paiements se concentrent en un même lieu, il se crée spontanément des institutions et des méthodes spéciales pour établir l'équilibre. Tels les virements dans le Lyon du Moyen âge. Il suffira de confronter les créances de A sur B, de B sur C, etc., pour qu'elles s'annulent réciproquement dans une certaine mesure. Il ne reste plus à solder qu'un seul bilan. Plus sera grande la circulation des paiements, et plus sera restreint le bilan et par suite la masse des moyens de paiement en circulation.

Considérons maintenant la somme totale de la monnaie qui circule à un moment déterminé. Étant donnée la vitesse du mouvement des moyens de circulation et des moyens de paiement, cette somme totale sera égale:

à la somme des prix des marchandises à payer ;
plus la somme des paiements échus ;
moins celle des paiements qui se balancent ;
moins enfin le nombre de tours effectués par la même pièce de monnaie fonctionnant tantôt comme moyen de circulation, tantôt comme moyen de paiement.

Le paysan, par exemple, vend son blé pour 40 francs, qui servent ainsi comme moyen de circulation. Au jour de l'échéance, il les emploie à payer la toile que le tisserand lui a fournie. Les mêmes 40 francs fonctionnent alors comme moyen de paiement. Le tisserand s'en sert pour acheter une Bible au comptant. Ils fonctionnent à nouveau comme moyen de circulation, etc. Il n'y a plus correspondance absolue entre la masse de monnaie et la masse de marchandise circulant pendant une période donnée, un jour par exemple. Il circule de la monnaie qui représente des marchandises depuis longtemps disparues de la circulation. Il circule des marchandises dont l'équivalent en monnaie n'apparaîtra que plus tard. D'autre part, les paiements souscrits ou échus chaque jour sont des grandeurs absolument incommensurables.

La monnaie de crédit a sa source immédiate dans la fonction de la monnaie comme moyen de paiement. Des certificats de dettes, relatifs aux marchandises vendues, circulent à leur tour et transfèrent les créances à d'autres personnes. D'autre part, le développement du système de crédit exige que se développe de plus en plus la fonction de la monnaie comme moyen de paiement.

Le développement de l'argent comme moyen de paiement exige qu'il y ait accumulation des sommes dues aux termes d'échéance. Nous voyons disparaître la thésaurisation en tant que forme indépendante de l'enrichissement, à mesure que se développe la société bourgeoise; mais nous la voyons croître d'un autre côté sous forme d'un fonds de réserve des moyens de paiement.

18.

Le mouvement circulatoire et la période de circulation [1]

Retour à la table des matières

Une fois reconnue la nature de l'argent -- à savoir qu'il est la figuration matérielle et tangible de la valeur d'échange de toutes les autres marchandises -- une fois déterminées, de plus, les fonctions de l'argent dans la circulation simple des marchandises, il reste à étudier l'argent en tant que capital.

Il faut, ici, ne point perdre de vue qu'il convient d'entendre par capital une somme de valeur produisant ou, tout au moins, devant produire de la plus-value. Un capital-argent est donc un capital existant sous forme monétaire, ou une somme d'argent servant à produire de la plus-value. Nous avons vu de quelle façon la plus-value est engendrée dans la production des marchandises. Le capital-argent doit donc être employé à la production des marchandises, c'est-à-dire des moyens de production et de la force de travail. Cela fait, la production peut s'accomplir. Quand elle est terminée, il faut encore en vendre les produits, afin de rendre au capital argent -- et en même temps à la plus-value engendrée -- sa forme monétaire.

Le mouvement circulatoire du capital s'opère en trois stades qui forment la série suivante:

[1] T. II. chap. 1, 2, 3, 4.

Premier stade. - Le capitaliste apparaît sur le marché des marchandises et sur le marché du travail comme acheteur; son argent se convertit en marchandise, c'est-à-dire accomplit l'acte de circulation A→ M.

Deuxième stade. - Les marchandises achetées sont employées à la production et consommées par elle. Le résultat est une marchandise de valeur supérieure.

Troisième stade. - Le capitaliste revient au marché comme vendeur; sa marchandise se convertit en argent, c'est-à-dire accomplit l'acte de circulation M→A.

La formule du mouvement circulaire du capital-argent est donc:

A → M……P ……M' → A'

les points marquant que le mouvement de circulation est interrompu et où M' et A' désignent M et A augmentés de la plus-value.

Le second stade, la production, a déjà été étudié en détail. Restent le premier et le troisième. Nous ferons tout d'abord abstraction de tous les éléments contingents et non essentiels. C'est pourquoi nous supposons ici, d'abord, que les marchandises se vendent à leur valeur, ensuite que les circonstances de cette vente restent constantes. Nous ne tenons donc pas compte non plus des variations de valeur qui peuvent survenir durant le procès de circulation.

A→M, premier stade du mouvement circulatoire est un achat de marchandises au moyen de l'argent existant comme capital. Mais non point de n'importe quelles marchandises. Il faut que ce soient des marchandises d'un ordre tout particulier, à savoir des moyens de production et de la force de travail. Et les uns et les autres doivent mutuellement se convenir. Il faut que ce soient des moyens de production que puisse élaborer *cette* force de travail. Appelons la force de travail T, les moyens de production Pm; la somme d'argent A se divise en deux parties, dont l'une sert à l'achat de la force de travail et l'autre à celui des moyens de production. Le procès pourra être figuré selon la formule suivante :

A → M (T + P*m*)

Cependant, T et P*m* ne doivent pas seulement se convenir mutuellement quant à leur nature, mais aussi quant à la quantité. Les Pm doivent être en quantité suffisante pour occuper T, et cela, également, en vue de produire la plus-value nécessaire. Si, par exemple, la valeur quotidienne de la force de travail est de 3 francs-or et que ces 3 francs soient le produit d'un travail de 5 heures, les 3 francs -- d'après les lois, déjà exposées, de la production capitaliste -- seront le salaire d'un travail de plus de 5 heures, soit 10 heures. Si un contrat de ce genre a été conclu avec 50 ouvriers, par exemple, ceux-ci ont à fournir en un jour 500 heures de travail, dont 250 se composent exclusivement de surtravail. Le capitaliste qui achète 50 forces de travail, doit donc acheter en même temps assez de P*m* pour subvenir, non point à 250 heures de travail seulement, mais à 500 heures de travail. Le rapport selon lequel le capital-argent se répartit en achat de T et de P*m*, est donc parfaitement défini. Cela fait, le capitaliste ne dispose pas seulement des P*m* et T indispensables à la production d'un article utile, mais des moyens nécessaires à la production d'articles de plus de valeur

par conséquent à la production de plus-value. Son capital-argent est devenu *capital productif*.

Nous savons que A → T, l'achat de la force de travail, est l'essentiel de ce procès, la plus-value résultant de l'exploitation de la force de travail. A → P*m* n'est nécessaire que pour permettre de fonctionner à la force de travail achetée. Aussi, bien que, dans l'acte A → T, le possesseur d'argent et le possesseur de la force de travail n'entrent en rapport qu'en qualité d'acheteur et de vendeur, cet aspect de la circulation n'en implique pas moins déjà le rapport capitaliste. En fait, le possesseur d'argent désireux d'utiliser pour la première fois cet argent sous forme de capital, doit commencer par acheter les moyens de production, bâtiments, machines, etc., avant de procéder à l'achat de la force de travail; car dès que celle-ci se trouve soumise à son empire, les P*m* doivent déjà être présents, afin de permettre l'emploi des T. Le possesseur d'argent est donc déjà, lorsqu'il achète les T, possesseur des P*m*. Le rapport capitaliste, le rapport de classe entre capitaliste et salarié sont donc déjà donnés, déjà supposés, au moment où l'un et l'autre entrent en relation dans l'acte A→T, et ce rapport existe de ce fait que les conditions de la réalisation de la force de travail -- moyens de subsistance et moyens de production -- se trouvent séparées, en tant que propriété d'autrui, du possesseur de la force de travail. Le rapport capitaliste, pendant la production, se manifeste seulement parce qu'il existe déjà dans la circulation, dans les conditions économiques fondamentales et distinctes selon lesquelles acheteur et vendeur entrent en relation -- selon leur rapport de classe.

A→T (achat de la force de travail contre de l'argent) est considéré généralement comme la caractéristique du mode de production capitaliste. Mais la raison n'en est nullement que l'achat de la force de travail constitue un contrat d'achat où l'on stipule la livraison d'une somme de travail plus grande que celle nécessaire pour remplacer le salaire, où l'on stipule par conséquent une livraison de surtravail. La raison en est, au contraire; que sous forme de salaire, le travail est acheté *pour de l'argent*: c'est ce qui constitue le signe distinctif des transactions monétaires.

Ici encore ce n'est pas l'élément irrationnel de la forme qui est considéré comme caractéristique. On néglige plutôt cet élément irrationnel qui consiste en ce que le travail, élément productif de valeur, n'a pas de valeur par lui-même. Mais nous savons que le salaire n'est qu'une forme déguisée, où le prix journalier de la force de travail apparaît comme le prix du travail réalisé par cette force en une journée, en sorte que, par exemple, la valeur produite en 6 heures par cette force de travail s'exprime comme valeur de son travail ou de son fonctionnement durant 12 heures.

A→T (achat de la force de travail contre de l'argent) est considéré comme la caractéristique, comme la signature de l'économie dite monétaire, parce qu'il y a rapport monétaire (achat et vente d'activité humaine). Mais précédemment déjà l'argent est apparu comme acheteur de ce qu'on appelle des services, sans que A se transforme en *capital-argent* ni que le caractère général de l'économie en soit bouleversé.

L'argent ne se soucie nullement de la nature de la marchandise en quoi il est transformé. Une fois que la force de travail figure sur le marché comme marchandise de son possesseur, et que la vente s'en fait sous la forme de salaire, c'est-à-dire de paiement pour du travail fourni, sa vente et son achat ne sont pas plus étranges que la vente ou l'achat de n'importe quelle autre marchandise. Ce qui est caractéristique, ce n'est pas que la marchandise force de travail puisse s'acheter, mais que la force de

travail prenne la forme marchandise. Ce n'est pas l'argent, dont la nature fait que le rapport capitaliste existe; c'est au contraire l'existence de ce rapport qui fait qu'une simple fonction de monnaie puisse se transformer en une fonction , de capital.

Même l'achat et la vente d'esclaves sont, au point de vue de leur forme, achat et vente de marchandises. Mais si l'esclavage n'existe pas, l'argent ne peut pas accomplir cette fonction; s'il existe, on peut placer de l'argent dans l'achat d'esclaves. Par contre, il ne suffit pas, pour rendre l'esclavage possible, que l'argent se trouve entre les mains d'un acheteur.

Les propriétaires fonciers russes qui, par suite de la soi-disant émancipation des paysans, exploitent maintenant leurs domaines avec des salariés au lieu de serfs astreints au travail forcé, se plaignent de deux choses. D'abord du manque de capital-argent. Avant de vendre la récolte, disent-ils, il faut payer les ouvriers en grand nombre; or, il manque l'élément primordial, l'argent sonnant. La production capitaliste n'est possible que si l'on a toujours du capital sous forme de monnaie, précisément pour payer les ouvriers. Mais les propriétaires fonciers auraient tort d'exagérer leurs doléances; tout vient à point à qui sait attendre, et avec le temps le capitaliste industriel [1] ne dispose pas seulement de son argent, mais de l'argent des autres.

La seconde plainte est plus caractéristique. Même quand on a l'argent nécessaire, ajoutent-ils, on ne peut se procurer ni en nombre voulu ni en temps utile les forces de travail que l'on voudrait acheter. La propriété communale du sol n'étant pas encore supprimée en Russie, l'ouvrier agricole, qui en a sa quote-part, n'est pas encore complètement séparé de ses moyens de production, ni par suite un « salarié libre » dans toute la force du terme. Or, l'existence d'ouvriers libres ne constituant pas des cas isolés, mais un fait social général, est la condition indispensable pour que A→ M, transformation d'argent en marchandise, puisse être représenté comme la transformation de capital-argent en capital productif.

Le mouvement circulaire A→M…..P…..M'→A' suppose donc l'existence permanente de la classe des salariés et, par conséquent, ne peut être la forme naturelle du mouvement circulatoire du capItal que sur la base d'une production capitaliste déjà développée.

*
* *

Une fois la production achevée, il existe une certaine masse de marchandises M', par exemple 10.000 livres de filés, d'une valeur supérieure à l'ensemble des marchandises avec lesquelles a eu lieu la production. C'est dans cet accroissement de valeur que l'on constate que la marchandise produite est un capital. Car, tant qu'elle reste inerte sur le marché, la production s'arrête. Selon la rapidité avec laquelle le capital repasse de la forme marchandise à la forme argent, cette même valeur de capital servira de façon très inégale à la création de nouveaux produits ou d'une nouvelle valeur. La masse de marchandises M' doit, en outre, être vendue *intégralement*. Il est essentiel qu'aucune partie n'en demeure invendue. Le capital ne transforme en argent toute la valeur capital et toute la plus-value que s'il vend entièrement les 10.000 livres de filés. Après la vente, au terme de tout le mouvement circulatoire,

[1] Par opposition à capitaliste financier, capitaliste commerçant, etc., Marx appelle ici « industriel » tout capitaliste occupé à la production, également dans l'agriculture. - J. B.

toute la valeur capital se retrouve ainsi sous la forme qu'elle avait au commencement et peut donc recommencer et redécrire ce mouvement en qualité de capital-argent.

Lorsque la vente M' → A' est terminée, dans la somme d'argent constituant le résultat dernier de tout le mouvement circulatoire, existent côte à côte la valeur capital originelle et la plus-value produite, de sorte qu'il est loisible de les séparer. C'est là un point important pour la continuation de la production, selon que la plus-value est ajoutée totalement ou partiellement, ou bien qu'elle ne l'est aucunement au capital.

Le mouvement circulatoire du capital ne s'opère normalement que s'il n'y a pas de solution de continuité entre ses différentes phases. Il est d'autre part dans la nature même des choses que le mouvement circulatoire exige la fixation du capital, pendant des délais déterminés, dans les diverses sections du cycle. Dans chacune de ces phases [1] le capital industriel est lié à une forme déterminée, capital-argent, capital-marchandise. Ce n'est qu'après avoir accompli la fonction correspondant à chaque forme momentanée qu'il acquiert la nouvelle forme, où il peut commencer une nouvelle phase de métamorphose. Pour bien faire ressortir ce point, nous avons supposé, dans notre exemple, que la valeur capital de la masse de marchandises fabriquées dans le stade de la production est égale à la somme totale de la valeur capital primitivement avancée sous forme d'argent; en d'autres termes, que toute la valeur capital avancée sous forme d'argent passe *d'un seul coup* d'un stade au stade suivant. Mais nous avons vu (chap. VI) qu'une partie du capital constant, les véritables moyens de travail (les machines par exemple), sert toujours à nouveau dans un nombre plus ou moins grand de répétitions des mêmes procès de production et ne cède donc que partiellement sa valeur au produit. Nous verrons plus tard jusqu'à quel point cette circonstance modifie le procès circulatoire du capital.

Dans la formule générale A→M…..P.....M'→A', nous envisageons le produit de P comme un objet ayant une existence distincte du procès de production, ainsi que cela arrive, au reste, d'ordinaire. Mais il existe des industries autonomes où le produit n'est pas un nouveau produit matériel. Au point de vue économique, la seule industrie importante de ce genre est celle des communications, qu'il s'agisse du transport proprement dit, des marchandises et des hommes, ou du transport des lettres, télégrammes, etc.

L'auteur russe A. Cuprow [2] dit à ce sujet: « Le fabricant peut d'abord produire des articles et puis chercher des consommateurs. La production et la consommation apparaissent ainsi comme deux actes distincts. dans le temps et l'espace. Dans l'industrie des transports, qui ne crée pas de produits nouveaux, mais déplace simplement des hommes et des choses, ces deux actes coïncident; les services (changements de lieu) doivent être consommés au moment même où ils se produisent. C'est pourquoi le rayon dans lequel les chemins de fer peuvent chercher leur clientèle ne dépasse guère les 50 verstes (53 kilomètres) de part et d'autre de la voie. »

Ce que vend l'industrie des transports, c'est précisément ce changement de lieu. L'effet utile produit est indissolublement lié au procès de transport, c'est-à-dire au

---

[1] Phase: état provisoire dans une transformation périodique. Stade a ici la même signification. D'ordinaire, stade fait plutôt penser à l'état de développement momentanément réalisé, et phase ru passage à l'état suivant: - J. B.

[2] A. CUPROW, *Economie des chemins de fer*, *Moscou*, 1875, pp. 75, 76.

procès de production de l'industrie des transports. L'effet utile n'est consommable que pendant le procès de production; il n'existe pas comme objet d'usage distinct de ce procès et ne fonctionnant comme article de commerce, ne circulant comme marchandise qu'après la production. Mais la valeur d'échange de cet effet utile est déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par la valeur des éléments de production (force de travail et moyens de production) consommés pour la produire, augmentée de la plus-value créée par le surtravail des ouvriers occupés dans l'industrie des transports. Même par rapport à sa consommation, cet effet utile se comporte absolument comme d'autres marchandises. S'il est consommé individuellement, sa valeur disparaît avec la consommation; s'il est consommé productivement, de façon qu'il soit lui-même un stade de production de la marchandise en voie de transport, sa valeur est transmise à la marchandise même comme valeur additionnelle. La formule pour l'industrie des transports serait donc: A→M (T + P*m*)...P→A', puisque c'est le procès de production lui-même qui est payé et consommé et non pas un produit qu'on puisse en séparer.

Le capital industriel est le seul mode d'existence du capital où la fonction du capital ne consiste pas uniquement dans l'appropriation de plus-value ou de surproduit, mais les produise également. Il entraîne donc le caractère capitaliste de la production, et son existence implique celle de l'opposition de classe entre capitalistes et salariés. Dans la mesure où il s'empare de la production sociale, la technique et l'organisation sociale du procès de travail sont bouleversées, et avec elles le type économique historique de la société. Les autres espèces de capital, qui sont apparues antérieurement à lui au milieu de conditions de production disparues ou en voie de disparaître, ne sont pas seulement subordonnées au capital industriel et modifiées suivant les exigences du mécanisme de leurs fonctions; elles ne se meuvent plus que sur les bases du capital industriel, avec lequel elles vivent et meurent, persistent ou tombent. Le capital-argent et le capital-marchandise, pour autant qu'ils fonctionnent à côté du capital industriel comme représentants de branches spéciales d'affaires, ne sont plus que des modes d'existence, rendus autonomes et développés dans un seul sens par la division sociale du travail, des différentes formes de fonctions que le capital industriel revêt et dépouille alternativement dans la sphère de la circulation.

Le procès d'ensemble de la circulation du capital montre l'étroite corrélation entre production et circulation. Dans le premier stade, la circulation générale des marchandises permet au capital de revêtir la forme sous laquelle il puisse fonctionner comme capital productif. Dans le second stade, elle lui permet de dépouiller la forme marchandise, sous laquelle il ne peut renouveler sa circulation; elle lui ouvre en même temps la possibilité de séparer son propre mouvement circulatoire de la circulation de la plus-value dont il s'est accru.

Le mouvement circulatoire du capital-argent est donc, pour la circulation du capital industriel, la forme la plus absolue, la plus frappante et la plus caractéristique; le but et le mobile déterminant de cette circulation: mise en valeur de la valeur, production d'argent et accumulation, s'y trouvent exprimés de la façon la plus satisfaisante (acheter pour vendre plus cher). Le fait que la première phase est A→M, nous révèle que les éléments du capital productif proviennent du marché des marchandises et que tout le procès de production capitaliste a comme condition la circulation, le commerce. Le mouvement circulatoire du capital-argent n'est pas uniquement production de marchandises; il ne s'effectue que par la circulation et la présuppose.

Le capitaliste doit généralement payer tout de suite, dans un délai de 1 à 2 semaines, la force de travail qu'il achète. Il en va autrement des moyens de production. Ici, les termes de l'achat et du paiement sont différents. En conséquence de quoi, une partie de l'argent doit accomplir l'acte A→M, tandis qu'une autre partie reste en l'état. Il résulte donc des nécessités de la circulation une accumulation d'argent. Tout l'argent soustrait à la circulation ayant la forme d'un trésor, le fonctionnement régulier du capital-argent implique la thésaurisation.

La constitution d'un trésor monétaire se produit également d'une autre façon. Dans le chapitre sur l'accumulation, nous avons vu que la plus-value est toujours incorporée au capital, c'est-à-dire employée au développement de la production ou à la création de nouvelles usines. Mais il lui faut, à cet effet, avoir une certaine grandeur. La plus-value doit être assez considérable pour occuper un certain nombre d'ouvriers et subvenir à l'achat des moyens de production qui leur sont nécessaires. Car les proportions dans lesquelles on peut développer la production ne sont pas arbitraires, mais imposées par la technique. Si la plus-value issue d'un mouvement circulatoire du capital est insuffisante à cet égard, il faut alors l'accumuler de manière à ce qu'elle atteigne la grandeur voulue, après plusieurs répétitions du mouvement circulatoire. Dans l'intervalle, la plus-value s'immobilise sous forme de trésor et constitue, sous cette forme, un capital-argent virtuel (c'est-à-dire de l'argent pouvant servir, mais ne servant pas encore comme capital).

Si les marchandises vendues par notre capitaliste ne sont pas payables tout de suite, mais seulement au bout d'un certain délai, la partie du surproduit devant être incorporée au capital ne devient pas de l'argent, mais prend la forme de créances, de titres de propriété sur une contre-valeur déjà, peut-être, en possession de l'acheteur, ou bien qu'il a seulement en vue.

L'incorporation immédiate au capital de la plus-value réalisée en argent dépend de circonstances qui sont indépendantes de sa seule existence. Si elle doit servir de capital-argent dans une seconde entreprise, indépendante de la première, elle doit avoir la grandeur minima voulue. Si elle doit servir à l'extension du capital originel, il y faut aussi une certaine grandeur minima. Ainsi, le fileur ne peut augmenter le nombre de ses broches, sans se procurer en même temps les cardeuses et les machines à filer en gros correspondantes, sans parler du supplément de dépense pour le coton et le salaire nécessités par une telle extension. Tant que la plus-value réalisée en argent ne possède pas cette grandeur minima, le mouvement circulatoire du capital doit se renouveler. De simples modifications de détail, qui, par exemple, augmentent le rendement des machines, exigent une dépense plus grande pour tout le matériel accessoire. Dans l'intervalle, la plus-value s'accumule donc.

Quand la production est achevée, le capitaliste jette ses marchandises dans la circulation pour les vendre. Ces marchandises ont une plus grande valeur (T + Pm) que les marchandises achetées par le capitaliste avant la production. Par la vente de ses produits il retire donc de la circulation, sous forme d'argent, une valeur supérieure à celle qu'il y avait fait entrer à l'origine, également sous forme d'argent. Mais cela ne peut se produire que parce qu'il jette dans la circulation, sous forme de marchandises, plus de valeur qu'il n'en retire. Dans la mesure où nous considérons seulement le

capitaliste industriel [1], celui-ci apporte toujours à la circulation plus de valeur-marchandise qu'il n'en demande. L'égalité entre ces deux quantités équivaudrait à l'improductivité de son capital. Il faut que le capitaliste «vende plus cher qu'il n'a acheté ». Mais il n'y réussit que parce qu'au moyen du procès de production capitaliste, il a transformé en marchandise de plus grande valeur la marchandise de valeur moindre qu'il a achetée. Le taux suivant lequel le capitaliste fait fructifier son capital est d'autant plus élevé que son offre en marchandises dépasse sa demande. Le capitaliste ne recherche donc jamais la balance entre l'une et l'autre, mais la supériorité la plus grande possible de son offre sur sa demande.

Ce qui est vrai du capitaliste individuel, l'est également de toute la classe capitaliste. Il ne s'agit ici, naturellement, que de la demande exigée par la production, c'est-à-dire de la demande en T et P*m*.

Comme on l'a exposé plus haut, le capital avancé, C, se divise; une partie achète P*m*, une autre partie achète T. Au point de vue de la valeur, la demande en P*m* est plus petite que le capital avancé et par conséquent encore beaucoup plus petite que le capital-marchandise apporté finalement, -- après achèvement de la production, -- dans la circulation.

La demande en T (comparer le chapitre sur l'accumulation) est de plus en plus inférieure à la demande en P*m*.

En tant que l'ouvrier convertit presque toujours son salaire en moyens de subsistance, et pour la majeure partie en moyens de subsistance nécessaires, la demande du capitaliste en Test indirectement une demande d'articles entrant dans la consommation de la classe ouvrière. Cette demande est égale à *v* et ne saurait être plus grande d'un atome, elle est même plus petite, si l'ouvrier économise sur son salaire.

La limite maxima de la demande du capitaliste ne peut donc dépasser C = *c* + *v*. Mais son offre est égale à *c* + *v* + *pv* [2]. Plus est élevé le taux de profit, c'est-à-dire plus est élevée la plus-value relativement au capital, et plus devient petite sa demande en marchandises par rapport à l'offre.

Bien que la demande capitaliste de force de travail et indirectement celle de moyens de subsistance nécessaires deviennent progressivement, avec le développement de la production, plus petite que la demande capitaliste de moyens de production, il ne faut pas oublier d'autre part que la demande de P*m* est toujours plus petite que le capital. En face de ce premier capitaliste, représentons-nous-en un second qui soit fournisseur de ces P*m* et travaille avec un capital égal, dans les mêmes conditions. Il faut alors que la demande de Pm du premier capitaliste soit toujours supérieure en valeur à la marchandise produite par le second. Peu importe que cela représente plusieurs capitalistes au lieu d'un seul. Mettons que le capital du producteur soit de 1.000 francs, dont la partie constante (*c*) serait de 800 francs, sa demande à l'égard des autres capitalistes réunis sera de 800 francs. Or, ceux-ci, le taux du profit restant le même, fournissent pour 1.000 francs de P*m* d'une valeur de 1.200 francs. La

---

[1] Il s'agit ici du capitaliste *producteur*, dans l'agriculture aussi bien que dans l'industrie ou les mines -- par opposition avec le commerçant, le banquier, le simple propriétaire foncier, etc., lesquels ne produisent pas. -- J. B

[2] *pv* = plus-value. -- *c* est le capital constant, servant à l'achat des moyens de production (P*m*) et *v* le capital variable, servant à l'achat de la force de travail (T).

demande couvre donc les 2/3 de l'offre, tandis que sa demande totale n'est que les 4/5 de son offre personnelle, si nous tenons compte de la valeur.

Supposons que le capitaliste consomme toute la plus-value et continue à produire avec un capital de grandeur égale à celui qu'il avait engagé. Sa demande sera égale à son offre. Mais, comme capitaliste, il ne demande que les 4/5 de son offre (au point de vue de la valeur); il consomme 1/5 comme non-capitaliste.

Cela reviendrait à dire que la production capitaliste et par suite le capitaliste industriel lui-même sont inexistants. Techniquement, c'est également impossible. Le capitaliste n'a pas seulement besoin de constituer un capital de réserve pour pouvoir lutter contre les fluctuations des prix et attendre les moments propices à la vente et à l'achat; il lui faut, en outre, accumuler du capital pour étendre la production et incorporer à son organisme productif les progrès techniques.

Pour accumuler du capital, il doit d'abord soustraire à la circulation une partie de la plus-value *pv*, venue à lui de la circulation sous forme argent, et la thésauriser jusqu'à ce qu'elle soit devenue suffisante pour étendre l'entreprise ancienne. Tant que la thésaurisation se continue, elle n'augmente pas la demande du capitaliste; l'argent est immobilisé; il ne retire du marché des marchandises aucun équivalent en marchandise pour l'équivalent en argent qu'il en a reçu en échange des marchandises qu'il y a apportées.

Nous faisons pour le moment abstraction du crédit, par conséquent des dépôts à intérêt que le capitaliste peut faire dans les banques au fur et à mesure qu'il accumule de l'argent.

Le temps total [1] du cycle décrit par le capital est donc égal à la somme des périodes de production et de circulation.

La période de production englobe naturellement la période du procès de travail; mais la réciproque n'est pas vraie. Le procès de production peut comporter des interruptions du procès de travail, durant lequel l'objet du travail est livré, sans intervention d'aucun travail humain, à l'influence de procès physiques, par exemple le blé que l'on a semé, le vin qui fermente dans les caves, les matières qui, dans beaucoup de manufactures, les tanneries par exemple, sont soumises à des actions chimiques. En outre, le capitaliste doit faire provision de matières premières, etc., de même que les moyens de production, les machines, etc., doivent, dans la production, passer beaucoup de temps sans produire.

C'est du capital en friche. Si, durant ce stade d'attente -- par exemple pour la conservation des éléments productifs -- des travaux devenaient nécessaires, ce seraient des travaux productifs, créateurs de plus-value, parce qu'une partie de ces travaux, comme c'est le cas pour un travail salarié, ne serait pas payée. Par contre les interruptions normales du procès de production ne produisent ni valeur ni plus-value. D'où la tendance à faire travailler aussi la nuit.

Les interruptions survenues dans le temps de travail et que l'objet de travail doit subir pendant le procès de production (par exemple le séchage du bois) ne forment ni valeur ni plus-value.

---

[1] A partir d'ici, t. II, chap. 5.

Quelle que soit la raison pour laquelle la période de production l'emporte en durée sur la période de travail, dans aucun de ces cas, les P*m* n'absorbent de travail ni par conséquent de surtravail. D'où la tendance de la production capitaliste à diminuer, autant que possible, l'excédent de la période de production sur la période de travail.

Outre la période de production, le capital doit parcourir la période de circulation. Pendant cette période il ne produit ni marchandise ni plus-value. Par conséquent, plus est longue la période de circulation et plus est petite, proportionnellement la plus-value produite. Plus le capitaliste réussit à accélérer la période de circulation, et plus la plus-value est grande. C'est ce qui renforce la fausse apparence selon laquelle la plus-value naîtrait de la circulation.

19.

Les frais de circulation [1]

a) Achat et vente

Retour à la table des matières

Puisque nous avons supposé que les marchandises s'achètent et se vendent à leur valeur, il ne s'agit dans ces opérations que de la conversion d'une même valeur d'une forme dans une autre: argent en marchandise ou réciproquement. (Si les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur, la somme des valeurs échangées reste quand même invariable; le plus d'un côté devient moins de l'autre côté.)

Le changement d'état demande du temps et coûte de la force de travail, non pas seulement pour créer de la valeur, mais pour effectuer la conversion de la valeur d'une forme dans une autre: la tendance réciproque des contractants de s'approprier à cette occasion une parcelle supplémentaire de valeur ne change rien à la chose. Ce travail, augmenté encore par les mauvaises intentions de l'un et l'autre, ne crée pas plus de valeur que le travail dépensé dans une affaire juridique n'augmente la valeur de l'objet litigieux. Lorsque les possesseurs de marchandises ne sont pas des capitalistes, mais des producteurs directs et autonomes, le temps employé à l'achat et à la vente est à déduire de leur temps de travail; c'est pourquoi, dans l'antiquité comme au Moyen âge, ils se sont toujours ingéniés à remettre ces opérations à des jours de fêtes.

---

[1] Tome II, chap. 6.

Les dimensions que le trafic des marchandises prend entre les mains des capitalistes ne peuvent évidemment pas transformer en travail créateur de valeur ce travail qui ne crée pas de valeur. Le miracle de cette transsubstantiation ne peut pas davantage s'opérer par le simple fait que les capitalistes chargent d'autres personnes de ce travail.

Pour le capitaliste qui fait travailler des tiers pour lui, l'achat et la vente constituent la fonction principale. S'appropriant le produit d'autrui sur une grande échelle sociale, il est obligé de le vendre de même et d'acheter ensuite les éléments de production. Après comme avant, l'achat ni la vente ne créent de valeur. Une simple illusion se crée par le fonctionnement du capital commercial; nous y reviendrons. Dès à présent, nous voyons clairement ceci: lorsque -- par la division du travail -- un marchand possesseur d'un capital particulier, assume l'écoulement des produits de *plusieurs* fabricants, il peut abréger pour eux le temps nécessaire à la vente et à l'achat. Il faut alors voir en lui une machine, qui diminue une dépense inutile de force ou aide à rendre disponible du temps de production.

Nous allons (comme nous ne considérons que plus tard le commerçant comme capitaliste et le capital commercial) admettre, pour simplifier les choses, que cet agent de l'achat et de la vente est un employé du fabricant. Il vit de la vente et de l'achat, comme un autre gagne sa vie en filant ou en faisant des pilules. Il accomplit une fonction nécessaire. Il travaille tout aussi bien qu'un autre, mais son travail ne crée ni valeur ni produit. Il fait lui-même partie des faux frais de la production. Ce qui fait son utilité, ce n'est pas de changer du travail improductif en travail productif. Il est, au contraire, utile, parce qu'il diminue la quantité de force de travail et de temps de travail que la société consacre à cette fonction improductive. Bien plus. Admettons qu'il soit un simple salarié, mieux payé que d'autres. Quel que soit son salaire, en qualité de salarié, il travaille toujours gratuitement une partie de son temps. Il touche peut-être chaque jour la valeur de 8 heures de travail, et en fait 10. Les 2 heures de surtravail qu'il fournit ne produisent pas davantage de la valeur que ses 8 heures de travail nécessaires. Mais les frais de circulation qu'il représente diminuent d'un cinquième. Pour le capitaliste qui emploie cet agent, le non-paiement des 2 heures diminue les frais de circulation de *son* capital, frais venant en déduction de ses recettes.

En toute circonstance, le temps ainsi employé représente des frais de circulation qui n'ajoutent rien aux valeurs échangées. C'est comme si une partie du produit était convertie en une machine qui achète et vend l'autre partie du produit. Cette, machine cause une diminution du produit, bien qu'elle puisse diminuer la force de travail, etc., dépensée dans la circulation. Elle ne forme qu'une partie des frais de circulation.

b) Comptabilité

Retour à la table des matières

En dehors des ventes et des achats réels, un certain temps de travail est dépensé dans la comptabilité, qui exige, en outre, des moyens de travail: plumes, encre, tables, frais de bureau. Il en va absolument comme pour le temps de l'achat et de la vente.

Tant que le producteur individuel ne tient sa comptabilité que dans sa tête ou bien ne tient registre qu'accidentellement et en dehors de son temps de production, il est évident que cette occupation et les moyens de travail qu'elle peut exiger, papier, encre, etc., représentent un prélèvement additionnel sur le temps de travail et les moyens de travail qu'il peut employer productivement. Ce fait n'est en rien modifié par l'extension que la fonction peut prendre, ni par l'indépendance qu'elle peut acquérir quand elle devient le travail de comptables spécialisés.

Les antiques communautés des Indes avaient déjà un comptable spécial pour les travaux agricoles. La comptabilité y était devenue la fonction exclusive d'un employé communal. Par cette division du travail, on réalisait une économie de temps, de peine, de dépenses, mais la production et la comptabilité relative à la production restaient aussi différentes que la cargaison d'un navire et son connaissement. Dans le comptable, une partie de la force de la communauté est soustraite à la production, et les frais de sa fonction ne sont pas compensés par son propre travail, mais par un prélèvement opéré sur le produit de la communauté. Ce qui est vrai du comptable de la communauté indienne, l'est également du comptable du capitaliste.

Il existe cependant une certaine différence entre les frais occasionnés par la comptabilité et les frais résultant du temps consacré à l'achat et à la vente. Ces derniers découlent uniquement de ce que le produit est marchandise; ils disparaîtraient donc dès que la production prendrait une autre forme sociale. La comptabilité, contrôle et résumé idéal du procès, devient, au contraire, d'autant plus nécessaire que le procès se passe davantage sur l'échelle sociale et perd son caractère purement individuel; plus nécessaire par conséquent, dans la production capitaliste que dans la petite production disséminée des artisans et des paysans, plus nécessaire dans la production en commun que dans la production capitaliste. Mais les frais de la comptabilité diminuent avec la concentration de la production, à mesure qu'elle se transforme en comptabilité sociale.

c) Les trais de l'argent

Retour à la table des matières

Les marchandises fonctionnant comme argent n'entrent pas dans la consommation. C'est du travail social fixé sous une forme où il sert de simple machine de circulation. Non seulement une partie de la richesse sociale est retenue dans cette forme improductive; l'usure de la monnaie exige, en outre, son remplacement continuel. Chez les nations à régime capitaliste développé, ces frais de remplacement sont considérables, parce que la partie de la richesse fixée sous la forme argent est importante. L'or et l'argent, comme marchandises monétaires, constituent pour la société des frais de circulation découlant uniquement de la forme sociale de la production. Ce sont des faux frais de la production des marchandises, une fraction de la richesse sociale, qui doit être sacrifiée au procès de circulation.

d) Frais de conservation

Retour à la table des matières

Pour que la production et la reproduction continuent sans interruption, il faut qu'il y ait toujours sur le marché une masse de marchandises (de moyens de production) formant, par conséquent, provision. De même, l'ouvrier doit trouver, en grande partie, ses moyens de subsistance sur le marché. Cela exige des bâtiments, des magasins, des réservoirs, des dépôts, donc une avance de capital constant; de même, le paiement des forces de travail chargées de l'emmagasinage des marchandises. De plus les marchandises sont périssables et exposées à des influences atmosphériques nuisibles. Pour les garantir, il faut avancer du capital additionnel, soit en moyens de travail sous une forme matérielle, soit en force de travail.

Ces frais de circulation diffèrent de ceux dont nous avons parlé plus haut en ce qu'ils entrent dans une certaine mesure dans la valeur des marchandises. En tant que les frais de circulation entraînés par la formation d'une provision de marchandises résultent simplement de la durée du temps nécessaire pour que les valeurs existantes passent de la forme marchandise à la forme argent, ils ont absolument le même caractère que les frais de circulation énumérés sous **a-c** D'autre part; la valeur des marchandises n'est ici conservée ou augmentée. que parce que la valeur d'usage, le produit lui-même, est placée dans certaines, conditions matérielles qui exigent une avance de capital, et est soumise à des opérations, grâce auxquelles du travail additionnel agit sur les valeurs d'usage (comptabilité, achat et vente, etc., ,n'agissent pas sur la valeur d'usage). Toutefois, si la valeur d'usage n'est pas accrue, elle diminue au contraire. Mais cette diminution est limitée et la valeur d'usage est conservée. La valeur existant dans la marchandise n'est pas augmentée non plus. Mais il s'y ajoute du travail nouveau, du travail matérialisé comme du travail vivant.

e) Transport

Retour à la table des matières

Il est inutile d'entrer ici dans tous les détails des frais de transports, tels que l'emballage, l'assortiment, etc. La loi générale est que *tous les frais de transport qui proviennent uniquement du changement de forme n'ajoutent pas de valeur à la marchandise*. Ce sont simplement des frais entraînés par le passage de la valeur d'une forme à une autre. Ces frais rentrent dans les faux frais de la production capitaliste. Ils doivent être compensés par un prélèvement sur le surproduit; pour la classe capitaliste prise dans son ensemble, cela constitue une réduction de la plus-value ou du surproduit, de même que pour l'ouvrier le temps qu'il utilise à l'achat de ses moyens de subsistance est du temps perdu. Mais les frais du transport jouent un rôle trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas quelques instants.

Les marchandises peuvent circuler sans changer réellement de place et le transport des produits n'entraîne pas forcément la circulation des marchandises ni même un changement direct de produits. Une maison que A vend à B circule comme marchandise, mais ne se déplace pas. Des marchandises mobiles, comme le coton, le fer brut, ne changent pas de dépôt, tout en étant vendues et revendues cent fois par des spéculateurs. Ce n'est pas la chose, c'est le titre de propriété qui se déplace. D'autre part, l'industrie des transports jouait un grand rôle chez les Incas, par exemple, bien que le produit ne circulât pas comme marchandise et ne fût même pas réparti au moyen du troc.

Le transport n'augmente pas la quantité des produits. S'il en modifie parfois les propriétés naturelles, on se trouve en face non pas d'un effet utile voulu, mais d'un mal inévitable. Mais *la valeur d'usage des choses ne se réalise que par leur consommation*, et celle-ci peut rendre nécessaire leur changement de lieu. *C'est donc le transport qui parachève la production*. Le capital productif engagé dans cette industrie ajoute de la valeur aux produits transportés, soit en leur transmettant une fraction de la valeur des moyens de transport, soit en leur ajoutant de la valeur par le travail de transport. Cette dernière addition de valeur se décompose, comme dans toute production capitaliste, en remplacement de salaire et en plus-value.

Dans tout procès de production, le changement de lieu de l'objet du travail, ainsi que celui des moyens de travail et des forces de travail nécessaires jouent un grand rôle. Par exemple, le coton qui passe de la carderie à la filature, le charbon qui du fond de la mine est amené sur le carreau. Le passage d'un produit fini, comme marchandise finie, d'un lieu de production indépendant à un autre, localement éloigné, présente le même phénomène, mais sur une plus grande échelle. Après le transport des produits d'un lieu de production à un autre, il y a, de plus, le transport des produits finis de la sphère de production à la sphère de consommation. *Le produit n'est prêt pour la consommation que lorsqu'il a accompli ce mouvement.*

20.

La rotation du capital

a) Rotation et temps de rotation Importance, dans la rotation, du capital fixe et du capital circulant [1]

Retour à la table des matières

Ainsi que nous l'avons vu, la durée totale de la circulation d'un capital donné est égale à la somme de son temps de circulation et de son temps de production. C'est le laps de temps qui va du moment où la valeur capital a été avancée sous une forme déterminée jusqu'au moment où elle revient à la même forme. Dès que la valeur-capital tout entière qu'un capitaliste engage dans une branche d'industrie quelconque a terminé le cycle de son mouvement, elle se retrouve sous la forme première et peut recommencer le même procès. Elle est forcée de le recommencer, si l'on veut que la valeur se perpétue et produise de la plus-value comme capital valeur. Le cycle individuel ne constitue dans la vie du capital qu'une section, une période qui se renouvelle constamment.

Le cycle du capital, considéré non pas comme opération isolée, mais comme procès périodique, s'appelle sa rotation. La durée de cette rotation est donnée par la

[1] Tome II, chap. 7 et 8.

somme de son temps de production et de son temps de circulation. Cette somme constitue le temps de rotation du capital.

Abstraction faite des aventures particulières qui peuvent, par un capital isolé, accélérer ou diminuer le temps de rotation, ce temps diffère pour les capitaux suivant leur sphère de placement.

De même que la journée de travail constitue naturellement l'unité de mesure pour le fonctionnement de la force de travail, l'année constitue l'unité de mesure pour les rotations du capital. Cette unité de mesure a son fondement naturel dans le fait que les produits agricoles les plus importants de la zone tempérée, berceau de la production capitaliste, sont des produits annuels.

Avant d'examiner de plus près l'influence de la rotation sur le procès de production et la création de la plus-value, il nous faut considérer deux formes nouvelles que le capital acquiert dans le procès de circulation et qui influent sur la forme de sa rotation.

Nous avons vu au chapitre VI qu'une partie du capital constant conserve, vis-à-vis des productions que celui-ci contribue à former, la forme d'usage sous laquelle cette partie entre dans le procès de travail. Cette partie du capital constant accomplit donc, au cours d'une période plus ou moins longue, et dans des procès de travail toujours répétés, des fonctions toujours les mêmes. Par exemple, les bâtiments, les machines, en un mot tout ce que nous appelons *moyens de travail.* Cette partie du capital constant transfère de la valeur au produit dans la mesure où elle perd, avec sa propre valeur d'usage, sa propre valeur d'échange. Une autre partie reste *fixée* dans le procès de production. La valeur ainsi fixée diminue graduellement, jusqu'à ce que le moyen de travail ne puisse plus servir. Mais tant qu'il fonctionne comme moyen de travail, de la valeur capital constante y reste fixée. Plus le moyen de travail prolonge sa durée et retarde son usure, et plus longtemps la valeur capital constante reste fixée sous cette forme d'usage. Mais quel que soit son degré de résistance, la proportion dans laquelle il transfère de la valeur est toujours en raison inverse de la durée totale de son fonctionnement. Si deux machines de même valeur s'usent l'une en 5 ans, l'autre en 10, la première transfère, dans le même espace de temps, deux fois plus de valeur que la seconde.

Nous avons vu également, au chapitre VI, que cette partie de la valeur capital fixée dans le moyen de travail circule comme toute autre, mais que, de par la nature particulière (indiquée à l'instant) de sa circulation, cette partie prend la forme de *capital fixe*, tandis que tous les autres éléments matériels du capital avancé dans le procès de production constituent au contraire le *capital circulant ou liquide.*

Certains moyens de production n'entrent pas effectivement dans le produit; par exemple les matières auxiliaires que les moyens de travail consomment eux-mêmes pendant leur fonctionnement, tel le charbon pour la machine à vapeur, ou qui ne sont que de simples adjuvants, comme le gaz d'éclairage. Seule leur valeur forme une partie de la valeur du produit. Dans chaque procès de travail où ils entrent, ils sont consommés en totalité et doivent donc être remplacés, pour chaque nouveau procès, par autant de nouveaux exemplaires de même espèce. Ils font partie du capital circulant.

Lorsqu'un moyen de production qui n'est pas un moyen de travail au sens strict du mot, par exemple des matières auxiliaires, des matières premières, des demi-produits, etc., se comporte, au point de vue du transfert de la valeur et par suite sous le rapport du mode de circulation de sa valeur, comme les moyens de travail, il est également du capital fixe. C'est le cas pour les amendements, qui ajoutent au sol des substances chimiques dont l'effet se répartit sur des périodes de plusieurs années.

La fixation plus ou moins longue d'un moyen de production dans des procès de travail répétés, mais connexes, continus et formant par conséquent une période de production (c'est-à-dire tout le temps de production nécessaire pour terminer le produit), exige absolument, comme le capital fixe, des avances plus ou moins prolongées de la part du capitaliste, sans toutefois faire de son capital du capital fixe. Les semences, par exemple, ne sont pas du capital fixe, mais des matières premières fixées pendant une année environ dans le procès de production. Peu importe que, d'après la nature du procès de production, cette fixation dure plus ou moins longtemps; ce n'est pas là ce qui détermine la différence entre capital fixe et capital circulant.

La circulation particulière du capital fixe amène une rotation particulière. La partie de valeur qu'il perd par suite de l'usure circule comme partie de la valeur du produit. Par sa circulation, le produit se change de marchandise en argent; donc aussi la partie de la valeur du moyen de travail mise en circulation par le produit. Et cette valeur coule goutte à goutte, sous forme d'argent, du procès de circulation, dans la mesure même où ce moyen de travail décroît de valeur dans le procès de production. Dans le cours de son fonctionnement, la partie convertie en argent de sa valeur augmente sans cesse, et cela jusqu'à ce que le moyen de travail ait fini de vivre et que toute sa valeur, séparée de sa « dépouille », ait été convertie en argent. C'est ici que se montre la particularité dans la rotation du capital fixe. La transformation de sa valeur en argent se fait en même temps que la conversion en argent de la marchandise. Mais sa retransformation de la forme argent en la forme d'usage se sépare de la retransformation de la marchandise en ses autres éléments de production; elle est plutôt déterminée par la période de reproduction du moyen de travail, c'est-à-dire par le temps pendant lequel le moyen de travail s'est usé et a dû être remplacé par un autre exemplaire de même espèce. Si la durée de fonctionnement d'une machine de 10.000 francs est par exemple de 10 ans, le temps de rotation de la valeur primitivement avancée en son achat est de 10 ans. Sa. valeur circule entre temps par fractions, comme partie de valeur des marchandises qu'elle aide à produire de façon continue et se convertit peu à peu en argent, jusqu'à ce que, au bout des 10 ans, elle ait été totalement convertie en argent et retransformée d'argent en machine, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle ait achevé sa rotation. D'ici là, sa valeur est graduellement accumulée sous forme de fonds de réserve d'argent.

Les autres éléments du capital productif se composent en partie des éléments du capital constant [1] qui existent dans les matières auxiliaires et dans les matières premières, en partie de capital variable avancé sous forme de force de travail.

L'analyse du procès de travail et de la production de la plus-value (chap. V), nous a montré que ces divers éléments se comportent de façon tout à fait différente comme créateurs de produits et créateurs de valeur. La valeur du capital constant -- c'est-à-dire la valeur des matières auxiliaires et des matières premières, de même que la

[1] Ne pas oublier ici que les moyens de travail sont aussi du capital constant. - J. B.

valeur des moyens de travail -- réapparaît dans la valeur du produit comme valeur simplement transférée, tandis que la force de travail ajoute au produit un équivalent de sa propre valeur. En outre, certaines matières auxiliaires, le charbon, le gaz d'éclairage, etc., sont consommées dans le procès de travail sans entrer matériellement dans le produit, tandis que d'autres entrent corporellement dans le produit. *Mais toutes ces différences importent peu pour la circulation et donc pour le mode de rotation*. En tant que des matières auxiliaires ou premières sont consommées en totalité dans la formation de leur produit, elles transfèrent toute leur valeur au produit. Cette valeur est véhiculée par le produit, se convertit en argent, lequel se reconvertit à son tour en éléments de production de la marchandise. Sa rotation n'est pas interrompue comme celle du capital fixe, mais parcourt constamment tout le cycle de ses formes, si bien que les éléments du capital productif se renouvellent continuellement en nature.

La force de travail est achetée pour une durée déterminée. Elle agit chaque jour durant un temps déterminé et ajoute au produit non seulement toute la valeur de sa journée, mais encore de la plus-value additionnelle (dont nous ne nous occuperons pas pour le moment). Si la force de travail a été achetée pour une semaine et a fonctionné pendant une semaine, il faut que l'achat soit constamment renouvelé aux termes habituels. L'équivalent de sa valeur, que, pendant son fonctionnement, la force de travail ajoute au produit et qui est transformé en argent par la circulation du produit, doit continuellement être retransformé d'argent en force de travail, c'est-à-dire accomplir sa rotation complète, si l'on veut que le cycle de la production ne soit pas interrompu.

Quelle que soit donc la différence, au point de vue de la formation de la valeur, entre la force de travail et les éléments du capital constant qui *ne sont pas capital fixe*, ce mode de rotation leur est commun par opposition au capital fixe. De la même façon que ces éléments, la partie du capital avancée en force de travail s'oppose donc au capital fixe *comme capital circulant ou liquide.*

En même temps que sa propre valeur, la force de travail ajoute au produit de la plus-value, incarnation du travail non payé. Cette plus-value est également entraînée dans la circulation par le produit achevé et convertie en argent comme les autres éléments de la valeur du produit. Mais ici, nous nous occupons d'abord de la rotation de la valeur capital et non pas de celle, au reste simultanée, de la plus-value.

De ce qui précède il résulte:

1. Les caractères de capital fixe et de capital circulant ne résultent que de la double nature de la rotation de la valeur capital fonctionnant dans le procès de production en tant que capital productif. Seul le *capital productif* peut donc se scinder en capital fixe et en capital circulant. Par contre, cette distinction n'existe pas pour les deux autres formes d'existence du capital industriel, ni pour le capital-marchandise, ni pour le capital-argent, ni entre l'un et l'autre, opposés ensemble au capital productif. *Elle n'existe que pour et dans le capital productif*. Le capital-argent et le capital-marchandise ont beau, même intensément, circuler, ils ne deviennent réellement capital circulant par opposition au capital fixe que s'ils se transforment en éléments circulants du capital productif. Mais comme ces deux formes du capital appartiennent à la sphère de circulation, les économistes les ont assimilées à la fraction circulante du capital productif. Elles sont, en réalité, du capital de circulation par opposition au

capital productif, mais elles ne sont pas du capital circulant par opposition au capital fixe.

2. La rotation de l'élément fixe du capital, et par conséquent le temps nécessaire à cette rotation, englobe plusieurs rotations des éléments circulants. Pendant que le capital fixe exécute une rotation, le capital circulant en accomplit plusieurs.

3. La partie de valeur du capital productif engagée comme capital fixe a été avancée en totalité et en une seule fois, pour toute la durée de fonctionnement de la partie des moyens de production dont se compose le capital fixe. Cette valeur, le capitaliste l'a donc jetée d'un seul coup dans la circulation; mais elle n'est retirée de la circulation que par fractions et progressivement, par la réalisation [1] des parties de valeur que le capital fixe ajoute par fractions aux marchandises. D'autre part, les moyens de production où un élément du capital productif est fixé sont retirés en bloc de la circulation, pour être incorporés au procès de production pour toute la durée de leur fonctionnement; mais, pour la même période, ils n'ont pas besoin d'être remplacés par de nouveaux exemplaires de même espèce. Durant ce temps, ils n'exigent donc pas non plus que le capitaliste renouvelle son avance. Enfin, le capital avancé en capital fixe ne parcourt pas matériellement le cycle de ses formes pendant la période de fonctionnement des moyens de production qui renferment le capital fixe; il ne le parcourt que quant à sa valeur, et cela seulement de façon partielle et graduelle. En d'autres termes: une partie de sa valeur est continuellement convertie en argent, sans se retransformer de la forme argent en sa forme naturelle primitive. Cette retransformation n'a lieu qu'à la fin de la période de fonctionnement, quand le moyen de production est entièrement consommé.

4. Les éléments du capital circulant sont fixés dans le procès de production, -- si l'on veut qu'il soit continu, -- de façon aussi constante que les éléments du capital fixe. Il se trouve constamment des matières premières et des matières auxiliaires dans le procès de production, mais ce sont toujours de nouveaux exemplaires de même espèce. Il se trouve continuellement de la force de travail dans le procès de production, mais uniquement grâce au renouvellement incessant de son achat et souvent même avec un changement de personnes. Par contre, les mêmes bâtiments, les mêmes machines, etc., continuent à fonctionner pendant les rotations successives du capital circulant dans les mêmes procès de production renouvelés.

b) Composition, remplacement, réparation accumulation du capital fixe.

Retour à la table des matières

Dans le même placement de capital, les divers éléments du capital fixe diffèrent pour la durée de leur existence, et par suite, pour la durée de leur rotation. Dans les chemins de fer, par exemple, les rails, les traverses, les travaux de terrassement, les gares, les ponts, les tunnels, les locomotives et les wagons diffèrent quant à la durée du fonctionnement et par suite quant à la période de reproduction; le capital engagé

[1] Réaliser, chez Marx, signifie toujours convertir en argent. - J. B

aura donc des durées différentes de rotations. Pendant toute une série d'années, les bâtiments, quais, réservoirs, viaducs, tunnels, tranchées, remblais, bref tout ce que l'on appelle des travaux d'art, n'ont pas besoin d'être renouvelés. Ce qui s'use le plus, ce sont les rails et le matériel roulant.

L'usure est occasionnée d'abord par l'usage même. En outre, elle a également pour cause des influences naturelles. En dehors de l'usure réelle, les traverses ont à souffrir de la pourriture. Enfin, comme partout dans la grande industrie l'usure morale [1] joue son rôle: au bout de 10 ans, l'on peut d'ordinaire se procurer pour 30.000 francs les wagons et les locomotives qui revenaient auparavant à 40.000. Il faut donc, pour ce matériel, compter sur une dépréciation de 25 %, même quand il n'y a pas dépréciation de la valeur d'usage. La plupart des moyens de travail sont constamment révolutionnés par les progrès de l'industrie. On ne les remplace donc pas dans leur forme première, mais dans leur forme perfectionnée. D'une part, cela fournit une raison pour l'introduction seulement progressive de machines nouvelles, et constitue donc un obstacle à l'introduction générale et rapide des moyens de travail perfectionnés. D'autre part, la concurrence, surtout quand il s'agit de révolutions décisives, force les capitalistes à remplacer avant terme les anciens moyens de travail par les moyens de travail nouveaux. Ce sont principalement les catastrophes, les crises, etc., qui amènent dans le matériel d'exploitation un tel renouvellement prématuré, sur une plus grande échelle sociale.

L'usure (abstraction faite de l'usure morale) est la partie de la valeur que, par suite de son usage, le capital fixe transmet peu à peu au produit, dans la mesure moyenne où il perd sa valeur d'usage.

Cette usure est en partie telle que le capital fixe possède une durée moyenne d'existence, pour laquelle il est avancé en totalité et après laquelle il doit être remplacé en totalité. Un cheval ne peut être remplacé que par un cheval tout entier.

D'autres éléments du capital fixe admettent un renouvellement périodique ou partiel. Mais il convient de distinguer entre ce remplacement périodique ou partiel et l'extension progressive de l'exploitation.

Le capital fixe se compose en partie d'éléments similaires, mais d'inégale durée, qu'il faut donc renouveler par pièces à des intervalles différents. C'est ainsi que les rails doivent être remplacés plus fréquemment dans les gares que sur la voie. Il en va de même des traverses. La situation est donc celle-ci: on avance, pour 10 ans par exemple, une certaine somme, sous une forme déterminée de capital fixe. Cette avance est faite en une seule fois. Mais une certaine partie de ce capital fixe est remplacée chaque année en nature, tandis que l'autre partie continue à exister sous la forme naturelle primitive.

D'autres parties du capital fixe se composent d'éléments dissemblables, dont l'usure et par suite le remplacement s'opèrent à des intervalles inégaux. C'est le cas, notamment, pour les machines. Ce que nous venons de dire sur la durée différente des éléments différents d'un capital fixe vaut également quant à la durée des éléments différents de la même machine.

---

[1] C'est-à-dire le vieillissement des machines, etc., qui se trouvent déclassées par de nouvelles inventions ou par des améliorations, avant d'avoir eu le temps de s'user matériellement. - J. B.

Pour ce qui est de l'extension graduelle de l'entreprise au cours du renouvellement partiel, nous ferons remarquer ce qui suit. La partie de la valeur du capital fixe, accumulée sous forme d'argent comme fonds de réserve, peut être employée à donner de l'extension à l'entreprise, ou à introduire dans la machinerie des perfectionnements qui en accroissent le rendement. A des intervalles plus ou moins rapprochés, il s'opère une sorte de reproduction sur une échelle agrandie; elle est extensive si le champ de production est élargi; intensive si le moyen de production est rendu plus efficace. Cette reproduction sur une plus grande échelle ne résulte pas de l'accumulation - conversion de plus-value en capital - mais de la retransformation de la valeur qui s'est détachée, sous forme d'argent, du corps du capital fixe pour devenir un nouveau capital fixe de même espèce, additionnel ou du moins plus efficace.

Le capital fixe occasionne des frais spéciaux de conservation. La conservation est en partie le résultat même du procès de travail; le capital fixe se détériore quand il ne fonctionne pas dans le procès de travail. Cette conservation qui résulte du fonctionnement dans le procès du travail est un don naturel gratuit du travail vivant. Et cette force conservatrice du travail est double. D'une part elle conserve la valeur des matériaux du travail en la transférant au produit; d'autre part, elle conserve la valeur des moyens de travail pour autant qu'elle ne la transfère pas également au produit, mais maintient leur valeur d'usage.

Mais, pour sa conservation, le capital fixe exige en outre une dépense positive de travail. La machinerie demande à être nettoyée de temps en temps. Il s'agit ici d'un travail additionnel sans lequel elle serait hors d'usage, d'une simple protection contre les influences naturelles nocives, inséparables du procès de production. La durée normale du capital fixe est naturellement calculée d'après l'hypothèse que sont remplies les conditions dans lesquelles il peut normalement fonctionner pendant ce temps. Il ne s'agit pas non plus du remplacement du travail contenu dans la machine, mais d'un travail additionnel continu, nécessité par le fonctionnement de la machine. Le capital avancé pour ce travail fait partie du capital circulant. Ce travail doit être constamment dépensé dans sa production, et sa valeur remplacée constamment par la valeur du produit. Le capital qui s'y trouve engagé fait partie de cette fraction du capital circulant, qui doit couvrir les faux frais généraux et se répartir sur le produit d'après une moyenne annuelle. Dans l'industrie proprement dite, ce travail de nettoyage est fourni gratuitement par les ouvriers à leurs moments de repos et s'effectue même très souvent pendant le procès de production, devenant ainsi la source de la plupart des accidents. Ce travail n'est pas compté dans le prix du produit. Le consommateur en profite donc gratuitement. D'autre part, le capitaliste n'a ainsi rien payé pour la conservation de sa machine. L'ouvrier paie de sa personne, et c'est là un de ces mystères de la conservation automatique du capital, grâce auxquels l'ouvrier acquiert sur sa machine un droit juridique et en devient copropriétaire, même au point de vue du droit bourgeois. Mais, dans diverses branches d'industrie, où la machinerie, pour pouvoir être nettoyée, doit être retirée du procès de production, comme pour les locomotives par exemple, ce travail de conservation compte parmi les dépenses courantes et est, par conséquent, élément du capital circulant.

Les réparations proprement dites ou raccommodages exigent une dépense de travail et de capital qui ne sont pas contenus dans le capital primitivement avancé et peuvent donc être compensés et remplacés, mais pas toujours, par le remplacement successif de la valeur du capital fixe. Si la valeur du capital fixe est, disons, de 10.000 francs et d'une durée totale de 10 ans, ces 10.000 francs, convertis entièrement en argent au bout de 10 ans, ne remplacent que la valeur du capital primitivement

avancé, mais non le travail ni le capital dépensés en réparations durant ce temps. Cette dernière dépense est un élément de valeur additionnel, qui n'est pas avancé en une seule fois, mais suivant les besoins. Toutes ces avances faites après coup, par fractions et supplémentaires, en moyens et force de travail, exigent du capital fixe.

Le transfert de la valeur par suite de l'usure du capital fixe est calculé d'après cette durée moyenne, mais celle-ci est elle-même calculée de manière à ce que soit constamment avancé le capital nécessaire à cette perpétuelle mise en état.

La valeur ajoutée par cette dépense en capital et en travail passe dans le produit selon un calcul de moyennes. L'expérience montre la fréquence moyenne de semblables accidents et des frais de réparation qu'ils nécessitent durant l'existence moyenne du capital fixe. Cette dépense moyenne est répartie sur la vie moyenne du capital et ajoutée en portions aliquotes au prix du produit et remplacée par la vente de ce produit. Ce capital avancé pour les réparations proprement dites constitue ainsi, à maints égards, un capital d'une espèce particulière, ni fixe, ni circulant, mais qu'il faut compter de préférence avec le second, parce qu'il fait partie des dépenses courantes.

Les méthodes de comptabilité ne changent naturellement rien à la nature des choses dont on passe écritures. Mais il est important de faire remarquer que, dans beaucoup d'industries, on a l'habitude de calculer ensemble de la façon suivante les frais de réparation avec la véritable usure du capital fixe. Prenons un capital fixe de 10.000 francs d'une durée normale de 15 ans, donc avec une usure moyenne de 666 fr. 2/3 par an. Mais on répartit l'usure sur 10 ans seulement, en ajoutant chaque année au prix des marchandises produites 1.000 francs et non pas 666 fr. 2/3 pour l'usure du capital fixe. En d'autres termes, on réserve 333 fr. 1/3 pour les travaux de réparation. (Les nombres 10 et 15 ne sont pris qu'à titre d'exemple.) On a donc consacré suffisamment de dépenses aux réparations pour que le capital fixe puisse durer 15 ans.

Toute différente du remplacement de l'usure et des travaux nécessaires à la conservation et à la réparation, est l'assurance qui se rapporte à la destruction par des événements naturels extraordinaires: incendie, inondation, etc. L'assurance doit être payée par la plus-value, sur laquelle elle vient donc en déduction. Au point de vue social, il faut une surproduction continuelle, plus importante que celle réclamée par le simple remplacement de la richesse existante, -- abstraction faite de l'accroissement de la population -- afin de compenser les destructions extraordinaires occasionnées par des accidents aussi extraordinaires. Quand il s'agit de fixer, d'après la moyenne sociale, l'usure et les frais de réparation, on arrive nécessairement à de grandes inégalités, même pour les capitaux de même importance et engagés dans la même branche d'industrie dans des conditions identiques. En pratique l'un des capitalistes fait durer telle machine au delà du temps normal, un autre n'y réussit pas; l'un dépense plus de la moyenne, l'autre moins pour les frais de réparation. Mais le prix ajouté à la marchandise et déterminé par l'usure et les frais de réparation est le même et fixé d'après la moyenne. L'un des capitalistes retire donc plus qu'il n'ajoute, l'autre moins. Cette circonstance, comme toutes celles qui font que, dans une même branche d'industrie et avec la même exploitation de la force de travail, les différents capitalistes ne réalisent pas le même bénéfice, rend encore plus difficile l'intelligence de la vraie nature de la plus-value.

Bien qu'une assez grande partie de l'argent destiné à compenser l'usure du capital fixe soit retransformée chaque année, ou même à des intervalles plus rapprochés,

chaque capitaliste individuel a cependant besoin d'un fonds d'amortissement pour la partie du capital fixe qui, au bout d'un certain nombre d'années, doit être remplacée en totalité. Une partie considérable du capital fixe exclut de par sa nature toute reproduction partielle. En outre, même dans les cas où la reproduction se fait partiellement (de telle façon qu'à des intervalles assez rapprochés l'on ajoute un nouvel élément pour remplacer l'élément déprécié), il faut, suivant le caractère spécifique de l'industrie intéressée, une accumulation préalable d'argent. Or, il ne suffit pas d'une somme quelconque, mais d'une somme d'une importance déterminée.

De cette façon, l'argent qui doit se trouver accumulé en quantité assez considérable, sous forme de trésor, entre les mains d'un assez gros capitaliste, est jeté en une seule fois dans la circulation. Cet argent se répartit de nouveau en trésor et moyens de circulation. Par le fonds d'amortissement une partie de l'argent circulant redevient trésor, -- pour plus ou moins longtemps, -- entre les mains du même capitaliste, dont le trésor, au moment de l'achat du capital fixe, s'était converti en moyens de circulation et s'était éloigné de lui. Il y a donc une répartition toujours changeante du trésor existant dans la société: tantôt il fonctionne comme moyen de circulation, tantôt il disparaît de la masse de l'argent circulant. Avec le développement du système créditaire, parallèle à celui de la grande industrie et de la production capitaliste, cet argent ne fonctionne pas comme trésor, mais comme capital; mais ce n'est pas entre les mains de son propriétaire, c'est entre les mains d'autres capitalistes, qui l'ont à leur disposition.

c) La rotation totale du capital avancé

Retour à la table des matières

Nous avons vu [1] que les éléments fixes et circulants du capital productif ont des rotations différentes s'accomplissant dans des temps différents, et que les divers éléments du capital fixe ont, dans la même entreprise et suivant la diversité de leur durée ou de leur reproduction, des périodes de rotation différentes. La rotation totale du capital avancé est la moyenne des rotations de ses composants. Sur la manière de la calculer, nous laisserons la parole à un économiste américain [2].

« Dans l'évaluation de ses bénéfices, le capitaliste doit tabler sur la période moyenne dont tout son capital a besoin pour passer par ses mains ou accomplir une rotation. Un capitaliste, par exemple, a placé, dans une entreprise déterminée, la moitié de son capital en bâtiments et machines, qu'il faut renouveler tous les 10 ans; le quart en outils, etc., qu'il faut renouveler tous les 2 ans; le dernier quart en salaires et matières premières, ce dernier quart accomplissant deux rotations par an. Supposons un capital total de 50.000 dollars. Les avances annuelles seront:

---

1 A partir d'ici, t. II, chap. 9.

2 SCROPE, *Economie politique* (en anglais), New York, 1841.

25.000 dollars	en 10 ans	=	2.500 dollars en 1 an
12.500	en 2 ans	=	6.250 —
12.500	en 1 /2 année	=	25.000 —
	en 1 an	=	33.750 dollars

« La période moyenne qu'il faut à son capital total pour accomplir une rotation est donc de 16 mois. »

Tant qu'il ne s'agit pas de périodes de temps différentes, rien n'est évidemment plus simple que de faire leur moyenne. Mais, la différence n'est pas seulement quantitative, elle est encore qualitative. La nécessité du remplacement, terme de la reproduction, ne diffère pas seulement quantitativement pour les divers composants du capital fixe; mais ainsi que nous l'avons vu, une partie du capital fixe à longue durée peut être, chaque année ou à des intervalles plus rapprochés, remplacée et ajoutée en nature à l'ancien capital fixe. Avec du capital fixe de nature différente, le remplacement ne peut se faire qu'à la fin de sa carrière, et en une seule fois.

Il est donc nécessaire de ramener les rotations particulières des divers éléments du capital fixe à une forme unique de rotation, afin qu'elles ne diffèrent plus que quantitativement, c'est-à-dire pour la durée. En calculant la rotation totale du capital productif avancé, nous fixons donc tous ses éléments dans la forme argent, en sorte que la rotation se termine par le retour à cette forme argent. De cette manière nous pouvons faire la moyenne.

Il s'ensuit que, lorsque le capital productif avancé se compose en majeure partie de capital fixe, dont la période de reproduction et de rotation embrasse un cycle de plusieurs années, la valeur capital en rotation pendant l'année peut être -- par suite des rotations successives du capital circulant -- plus grande que la valeur totale du capital productif avancé.

Soit un capital fixe de 80.000 francs, avec une période de reproduction de 10 ans, de sorte que 8.000 francs reviennent chaque année à leur forme argent. Soit, alors, un capital circulant de 20.000 francs avec 5 rotations par an. Le capital total est alors de 100.000 francs. Ont par contre accompli leur rotation, dans une année, 8.000 francs de capital fixe et 5 X 20.000 = 100.000 francs de capital circulant, soit en tout 108.000 francs.

La rotation de la valeur du capital avancé se distingue donc de sa période réelle de production ou de la période réelle de rotation de ses composants. Soit un capital de 4.000 francs qui accomplit 5 rotations par an ; le capital ayant accompli la rotation sera de 20.000 francs. Mais ce qui revient à la fin de chaque rotation pour être avancé de nouveau, c'est le capital de 4.000 francs primitivement avancé. Sa grandeur n'est pas modifiée par le nombre des rotations où il fonctionne de nouveau comme capital (toujours abstraction faite de la plus-value).

Dans l'avant-dernier exemple (avec capital total de 100.000 fr.) se trouvent ramenées chaque année entre les mains du capitaliste :

a) une valeur de 20.000 francs qu'il avance de nouveau dans les éléments circulants de son capital ;

b) une somme de 8.000 francs qui, par suite de l'usure, s'est détachée de la valeur du capital fixe avancé; conjointement, le même capital fixe, mais ramené de 80.000 à 72.000 francs, continue à exister dans le procès de production. Le procès de production devrait donc se continuer encore pendant 9 ans avant que le capital fixe avancé n'ait cessé de vivre.

La valeur-capital avancée doit accomplir un cycle [1] *de rotations et ce cycle est déterminé par la durée du capital fixe employé.* A mesure que se développe le mode de production capitaliste et avec lui l'importance et la durée du capital fixe employé, la vie de l'industrie et du capital industriel se développe donc également jusqu'à pouvoir se prolonger des années durant. Mais si une part de cette vie est prolongée par le développement du capital fixe, elle est abrégée d'autre part par la révolution incessante des moyens de production, qui s'accroît, elle aussi, avec le développement du mode de production capitaliste. On peut admettre que, pour les branches les plus importantes de la grande industrie, ce cycle d'existence est aujourd'hui [2] de 10 ans en moyenne. Mais, le chiffre, ici, importe peu. Un point est acquis: ce cycle de rotations connexes et se prolongeant pendant plusieurs années, où le capital est retenu par son élément fixe, constitue une base matérielle des crises périodiques qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, de vivacité moyenne, de précipitation. Les périodes de placement du capital sont en réalité fort différentes et fort dissemblables; mais la crise constitue toujours le point de départ de grandes entreprises, et par suite, -- si nous considérons toute la société, -- plus ou moins une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation.

d) Différences de durée dans la période de production et leurs effets sur le temps de rotation

Retour à la table des matières

Prenons [3] deux industries où la journée de travail soit de la même durée, disons 10 heures; par exemple, la filature du coton et la construction des locomotives. L'une des industries fournit par jour, par semaine, une quantité déterminée de produit achevé, des filés de coton; l'autre mettra peut-être 3 mois pour achever une seule locomotive. Bien que chaque jour la durée du procès de travail soit la même, la durée de l'acte de production est très différente pour l'achèvement du produit fini, et pour qu'il soit possible de le jeter sur le marché comme marchandise. La différence entre le capital fixe et le capital circulant n'a rien à voir ici.

Ces différences dans la durée de l'acte de production se présentent non seulement entre des sphères différentes de production, mais dans la même sphère. Il faut moins de temps pour construire une habitation ordinaire qu'une grande usine. La construction d'une locomotive exige 3 mois, celle d'un cuirassé une ou plusieurs années. La production du blé demande près d'un an, celle des bêtes à cornes plusieurs années, et

---

1 Au sens propre: cercle signifie souvent série. - J. B

2 Vers 1870 environ. - J. B

3 T. II, chap. 12.

la culture du bois réclame de 12 à 100 ans; un chemin rural se construit en quelques mois, alors que pour une ligne de chemin de fer il faut des années. Un tapis ordinaire se fait en une semaine peut-être, une tapisserie des Gobelins en plusieurs années, et ces différences dans la durée de l'acte de production sont donc innombrables.

Les capitaux étant égaux, la différence dans la durée de l'acte de production doit produire évidemment une différence dans la rapidité de la rotation. Supposons que la filature et la fabrique de locomotives emploient des capitaux égaux, répartis suivant la même proportion en capital constant et en capital variable, ainsi qu'en capital fixe et capital circulant, que la journée de travail soit enfin d'égale durée et se décompose suivant la même proportion en travail nécessaire et surtravail. Supposons, en outre, que tous deux, les filés et la locomotive, sont fabriqués sur commande et payés à la livraison. A la fin de la semaine, au moment de la livraison, le filateur récupère le capital circulant avancé (sans compter la plus-value) et est également dédommagé de l'usure du capital fixe contenue dans la valeur des filés. II peut donc se servir du même capital pour recommencer le même cycle. Ce capital a terminé sa rotation. Le constructeur de locomotives, au contraire, est forcé, semaine par semaine et 3 mois durant, de fournir de nouvelles avances de capital en salaire et en matières premières; et ce n'est qu'au bout de ces 3 mois, après livraison de la locomotive, que le capital circulant avancé pour la fabrication de la locomotive, retrouve la forme qui lui permettra de recommencer la circulation. L'usure de la machinerie n'est également compensée qu'au bout de 3 mois. L'un fait des avances d'une semaine, l'autre de 12 semaines. Toutes autres circonstances égales, l'un doit disposer d'un capital circulant 12 fois supérieur à celui de l'autre.

Le fait que les capitaux avancés par semaine sont inégaux importe peu. Quelle que soit la grandeur du capital avancé, dans l'un des cas il n'est avancé que pour une semaine, dans l'autre pour 12 semaines; avant ce temps écoulé, il ne peut servir ni à reprendre la même opération ni à en entreprendre une nouvelle.

Supposons que la construction de la locomotive exige 100 jours de travail. Pour la locomotive, les 100 jours de travail forment un seul et unique acte de production, une journée de 1.000 heures de travail. Ce jour de travail formé par la série de journées de travail consécutives plus ou moins nombreuses, je l'appelle une *période de travail*.

Les interruptions, les perturbations provoquées dans le procès social de production par les crises, etc., influent donc de façon fort différente sur les produits de nature discontinue et sur les produits résultant d'une période longue et continue. Ainsi la production d'une masse déterminée de filés, de charbon, etc., n'est pas forcément suivie le lendemain d'une nouvelle production de filés, de charbon, etc. Il n'en est pas de même quand il s'agit de bateaux, de bâtiments, de voies ferrées, etc. Ce n'est pas le travail seul qui est interrompu, c'est l'ensemble de l'acte de production qui l'est également. Si le travail est suspendu, les moyens de production et le travail déjà consommés l'ont été en pure perte. Et même s'il est repris plus tard, des détériorations se seront toujours produites dans l'intervalle.

Pendant toute la durée de la période de travail, la parcelle de valeur que le capital fixe transfère chaque jour au produit s'accumule par couches successives. Et c'est ici que se montre en même temps, dans son importance pratique, la différence entre le capital fixe et le capital circulant. Le fait que la machine à vapeur transfère sa valeur chaque jour et par fractions aux filés, produit d'un procès de travail discontinu, ou qu'elle la transfère pendant 3 mois à une locomotive, produit d'un acte de production

continu, ne change absolument rien à l'avance du capital nécessaire à l'achat de la machine à vapeur. Dans les deux cas, le renouvellement de la machine à vapeur ne se fait peut-être qu'au bout de 20 ans.

Il en est autrement des éléments circulants du capital avancé. La force de travail achetée pour cette semaine est dépensée dans le courant de cette semaine et s'est matérialisée dans le produit. Il faut qu'elle soit payée à la fin de la semaine. Et cela se renouvelle chaque semaine durant 3 mois. sans que la vente du produit fasse rentrer, entre les mains du capitaliste, l'argent nécessaire. Chaque semaine il faut dépenser un nouveau capital additionnel pour payer la force de travail, et si nous faisons abstraction de tout système de crédit, le capitaliste doit être à même d'avancer des salaires pour 3 mois. Même observation pour les matières premières et les matières auxiliaires. Des couches successives de travail se déposent l'une après l'autre sur le produit. Pendant le procès de travail, ce n'est pas seulement la valeur de la force de travail dépensée, c'est encore la plus-value qui est constamment transférée au produit, mais à un produit inachevé, ne pouvant pas encore être vendu. Ceci s'applique également à la valeur capital que les matières premières et les matières auxiliaires transfèrent toujours par couches au produit.

Suivant la durée plus ou moins longue de la période de travail, il faut une dépense supplémentaire et continue de capital circulant (salaires, matières premières, matières auxiliaires), dont chaque partie est, au contraire, comme élément du produit en voie de réalisation, fixée à son tour dans la sphère de production. La masse du capital additionnel avancé peu à peu croît avec la longueur de la période de travail.

*
* *

Le temps de travail [1] est toujours du temps de production, c'est-à-dire du temps durant lequel le capital reste dans la sphère de production. Mais, par contre, le temps durant lequel le capital reste dans la sphère de production n'est pas nécessairement du temps de travail.

Il ne s'agit pas ici d'interruptions du procès de travail dues aux arrêts pour le repos ou aux jours de fête, mais d'interruptions durant lesquelles l'objet du travail doit subir des modifications physiques, chimiques ou autres. C'est ainsi qu'au sortir du pressoir le vin doit, pour acquérir un degré déterminé de perfection, fermenter d'abord, un certain temps, puis reposer. Dans beaucoup d'industries, comme dans la poterie, le produit doit subir l'opération de séchage; dans d'autres, comme la blanchisserie, il doit être exposé à certaines influences pour modifier sa composition chimique. Les blés d'hiver mettent d'ordinaire 9 mois à mûrir. Entre les semailles et la récolte, le procès de travail est presque entièrement interrompu. Dans la sylviculture, une fois terminés les semis et tous les travaux préliminaires, la graine met peut-être 100 ans pour se transformer en produit utilisable; et, durant tout ce temps, elle ne réclame pour ainsi dire qu'un travail insignifiant.

Dans tous ces cas, le temps de production est plus grand que celui de la période de travail. La période de rotation se prolonge par conséquent. Pour autant que le temps de production en excédent sur le temps de travail n'est pas déterminé, une fois pour toutes, par des lois naturelles données, comme c'est le cas pour la maturation du blé,

[1] T. II, chap. 13.

la croissance du chêne, etc., la période de rotation peut, dans bien des cas, être plus ou moins abrégée par le raccourcissement artificiel du temps de production. C'est ce qui s'est produit dans la blanchisserie, quand on a introduit les procédés chimiques au lieu de la lessive en plein air, et, dans le séchage, par l'installation d'appareils plus efficaces. Dans la tannerie, où le tanin mettait autrefois 6 à 18 mois pour imprégner les peaux, la nouvelle méthode, qui emploie la pompe à air, a réduit ce temps à 1 mois 1/2 ou 2 mois. L'exemple le plus extraordinaire de réduction artificielle du simple temps de production rempli par des procès naturels nous est fourni par l'histoire de la production du fer et surtout de la transformation de la fonte en acier durant ces 100 dernières années, depuis le puddlage découvert en 1780 jusqu'au procédé Bessemer et aux autres améliorations encore plus récentes[1]. Le temps de production a subi une réduction considérable, mais l'avance de capital fixe s'est accrue dans la même mesure.

La fabrication américaine des formes de cordonnier donne un curieux exemple de la façon dont le temps de production peut différer du temps de travail. La majeure partie des frais provient de ce que le bois doit sécher pendant 18 mois environ, si l'on veut que les formes ne se déforment pas plus tard. Durant tout ce temps, le bois ne parcourt pas d'autre procès de travail. L'exemple montre en même temps comment les temps de rotation de différentes parties du capital total circulant peuvent être différents par suite de circonstances qui découlent non pas de la sphère de circulation, mais du procès de production.

C'est dans l'agriculture surtout qu'apparaît clairement la différence entre le temps de production et le temps de travail. Dans nos régions tempérées, la récolte du blé est annuelle. Seuls les produits secondaires, le lait, le fromage, peuvent régulièrement être produits et vendus à des intervalles rapprochés. Plus le climat est défavorable, et plus la période de travail de l'agriculture et par conséquent l'avance en capital et en travail se resserrent. Par exemple en Russie. Dans certaines régions du Nord, le travail des champs n'est possible que 130 à 150 jours par an. n est facile de comprendre la perte que la Russie subirait si sur les 60 millions de sa population européenne[2], il en restait 50 dépourvus d'occupation pendant les 6 ou 8 mois d'hiver, où tout travail agricole est arrêté. Outre les 200.000 paysans qui travaillent dans les 10.500 fabriques de la Russie, l'industrie à domicile s'est développée dans tous les villages. C'est ainsi qu'il y a certains villages où tous .les paysans, de père en fils, sont tisserands, tanneurs, cordonnIers, serruriers ou couteliers, etc. C'est principalement le cas dans les gouvernements de Moscou, de Wladimir, de Kaluga, de Kostroma, de Pétersbourg. Cette industrie, soit dit en passant, est de plus en plus contrainte à se mettre au service de la production capitaliste. Par exemple, les marchands fournissent, directement ou par intermédiaires, la chaîne et la trame aux tisserands. En réalisant plus tard la séparation de la manufacture et de l'agriculture, la production capitaliste assujettit de plus en plus l'ouvrier agricole à des occupations purement accessoires et accidentelles

---

1 Pour transformer la fonte en acier ou en fer malléable, on utilisait encore pendant le premier tiers du XIX. siècle, le procédé direct, consistant à faire fondre, à plusieurs reprises, la fonte dans un feu de charbon de bois. Ce procédé fut perfectionné plus tard par le puddlage, qui présentait encore bien des défauts. Un changement ne devait être apporté que par l'invention de Bessemer: le convertisseur. La même masse de fonte qui, dans le puddlage, demandait 24 heures, put dès lors, grâce au procédé Bessemer, être transformée en 20 minutes en fer malléable ou en acier. . (C. V. TYSKA, Jéna, 1919, p. 57.) Invention du puddlage, 1784; procédé Bessemer, 1855; du procédé Martin-Siemens, 1865; du procédé Thomas, 1879. (L'industrie lourde allemande et ses ouvriers (en allemand), publication du « Deutscher Arbeiterverband » Stuttgart, 1915.) - J. B.

2 Ces chiffres sont ceux de 1870 environ. - J. B.

et rend sa situation de plus en plus précaire. Ainsi que nous le verrons plus tard, toutes les différences de rotation se compensent pour le capitaliste, mais non pour l'ouvrier.

Dans les avances de capital, où le temps de travail ne constitue qu'une partie du temps de production, il se produit, pendant les différentes périodes de l'année, la plus grande irrégularité dans l'avance du capital circulant, alors que le retour ne s'effectue qu'une seule fois. Les entreprises étant de même importance, c'est-à-dire le capital circulant avancé étant le même, ce capital doit donc y être avancé par quantités plus grandes en une fois et pour un temps plus long que dans une entreprise à périodes de travail continues. La durée d'existence du capital fixe s'y différencie également de façon plus marquée du temps où il fonctionne réellement de manière productive. En effet, le fonctionnement du capital fixe employé se trouve aussi, naturellement et à tout instant, interrompu pour plus ou moins longtemps. C'est ce qui se produit dans l'agriculture pour les bêtes de travail, les instruments, les machines. Pour autant que ce capital fixe se compose de bêtes de labour, il réclame toujours les mêmes ou à peu près les mêmes dépenses en fourrage, que les bêtes travaillent ou ne travaillent pas. De même, pour les moyens de travail inanimés, la non-utilisation occasionne une certaine dépréciation. Il se produit donc en définitive un renchérissement du produit, parce que le transfert de valeur fait au produit est évalué, non pas d'après le temps pendant lequel le capital fixe fonctionne, mais d'après le temps où il perd de la valeur. Dans ces industries, l'improductivité du capital fixe, qu'elle s'accompagne ou non de frais courants, est une condition de son emploi normal, tout aussi bien que la perte d'une certaine quantité de coton dans la filature; de même la force de travail nécessairement dépensée de façon improductive compte au même titre que la force de travail productive.

21.

Influence du temps de rotation sur le montant du capital avancé

a) Libération du capital-argent pendant le temps de circulation

Retour à la table des matières

Prenons [1] comme exemple le capital-marchandise produit par une période de travail de 9 semaines. Faisons abstraction pour le moment de la valeur ajoutée au produit par l'usure moyenne du capital fixe, ainsi que de la plus-value. La valeur de ce produit sera dès lors égale à la valeur du capital circulant avancé, c'est-à-dire à celle du salaire et des matières premières et auxiliaires consommées dans la production. Supposons que cette valeur soit de 900 francs; l'avance hebdomadaire sera donc de 100 francs. Peu importe qu'il s'agisse d'une période de travail de 9 semaines pour un produit continu ou de 9 semaines de travail pour un produit discontinu, pourvu que la quantité de produit discontinu fournie en une seule fois au marché coûte 9 semaines de travail. Supposons que le temps de circulation dure 3 semaines. La période de rotation sera donc au total de 12 semaines. Le nouveau procès de production ne pourrait donc commencer qu'avec la treizième semaine, et la production serait arrêtée pour 3 semaines, c'est-à-dire pendant le quart de la période totale de rotation. Pour que la production soit continue et se poursuive régulièrement semaine par semaine, il n'y a que deux solutions possibles.

[1] T. II, chap. 15.

Ou bien il faut réduire l'échelle de la production de telle sorte que les 900 francs suffisent pour entretenir le travail, à la fois pendant la période de travail et pendant le temps de circulation de la première rotation. Avec la dixième semaine s'ouvre alors une seconde période de travail (par suite une seconde période de rotation), avant que la première période de rotation ne soit terminée. En répartissant 900 francs sur 12 semaines, nous avons 75 francs par semaine. Il ressort tout d'abord qu'une telle réduction de l'échelle de production présuppose une diminution dans le montant du capital fixe et, en somme, une réduction générale de toute l'entreprise. On peut se demander ensuite si cette réduction est même possible. Conformément au développement de la production dans les diverses industries, le capital avancé doit atteindre un minimum normal au-dessous duquel aucune industrie individuelle ne saurait soutenir la concurrence. Ce minimum normal croît sans cesse avec le développement capitaliste de la production. Entre le minimum normal donné dans chaque cas et le maximum normal qui s'étend sans cesse, il y a de nombreux degrés intermédiaires, et le montant du capital à avancer varie suivant le degré: de sorte que, pour l'entreprise individuelle, une réduction peut aller jusqu'au minimum normal.

Mais supposons, au contraire, que la nature de l'industrie empêche toute réduction dans l'échelle de la production. La continuité de la production ne peut être atteinte que grâce à un supplément de capital circulant, soit 300 francs dans notre exemple. (Nous faisons, pour le moment, abstraction de tout système de crédit et nous supposons que le capitaliste n'opère qu'avec ses propres capitaux.) Mais, pendant que le capital avancé pour la première période de travail séjourne 3 semaines dans le procès de circulation après avoir achevé le procès de production, c'est ensuite un capital supplémentaire de 300 francs qui fonctionne, si bien que la continuité de la production n'est pas interrompue.

Si, à la fin des 3 semaines de circulation, la marchandise est vendue, le capitaliste rentre en possession des 900 francs [1] primitivement avancés. Mais pour la production nouvelle, en train déjà depuis 3 semaines, il ne faut plus que 600 francs. Les 300 francs qui restent se trouvent libérés, mais doivent d'ailleurs être disponibles dans 6 semaines pour recommencer une nouvelle période de production. Jusque-là, cependant -- et, c'est dans notre exemple la pleine moitié de l'ensemble du temps de rotation -- ces 300 francs restent inemployés, sous leur forme argent, ou bien sont utilisables ailleurs.

Faisons abstraction des chiffres, arbitrairement choisis dans notre exemple, de 9 et 3 semaines, 4 cas sont possibles :

1) le temps de production et le temps de circulation[2] sont de même grandeur ;
2) le temps de circulation est plus grand, et cela exactement de 2 3 ou 4 fois, etc., que le temps de production ;
3) le temps de circulation est plus grand que le temps de production, sans en être un multiple exact (comme sous 2) ;
4) le temps de production est plus grand que le temps de circulation ;

---

[1] Ne pas oublier qu'il s'agit ici, uniquement, de la partie *circulante* du capital total avancé, et non du capital fixe ni de la plus-value. - J. B.

[2] Il s'agit, naturellement, du temps de la circulation proprement dite (*Umlauf*), postérieure à la production. Pour l'ensemble du mouvement décrit par le capital (A-M... P... M'-A', v. chap. 18), Marx emploie toujours les termes *Kreislauf* (mouvement circulatoire) ou Zirkulation (au sens, donc, plus général). - S.

Le calcul détaillé de ces 4 cas conduit aux résultats suivants :

Dans les cas 1 et 2, il n'y a pas libération de capital-argent telle que ci-dessus décrite.

Dans les cas 3 et 4, par contre, à partir de la seconde rotation, une partie du capital circulant total se trouve libérée constamment et périodiquement à la fin de chaque période de travail.

Il s'ensuit que, pour le capital social total considéré dans sa partie circulante, le dégagement de capital est la règle. En effet, l'égalité de la période de travail et de la période de circulation, ou l'égalité de la période de circulation et d'un simple multiple de la période de travail, ne peut se produire qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Une partie très considérable du capital circulant social qui accomplit plusieurs rotations par an se trouvera donc périodiquement, pendant le cycle annuel de rotation, sous la forme de capital dégagé.

Il est évident, en outre que, -- toutes les autres circonstances restant les mêmes, -- la grandeur de ce capital dégagé augmente avec l'extension du procès de travail ou avec l'échelle de la production, c'est-à-dire avec le développement de la production capitaliste.

Si nous examinons de plus près le capital dégagé, nous voyons qu'une partie considérable de celui-ci doit toujours avoir la forme de capital-argent. Tout au moins, la partie destinée au paiement des salaires doit être conservée par le capitaliste sous forme d'argent. Mais, en ce qui concerne la partie destinée aux matières premières et auxiliaires, il ne la convertira généralement pas non plus tout de suite en marchandises, vu qu'il pourra peut-être, plus tard, acquérir ces dernières plus avantageusement, selon les conditions du marché.

Avec le développement du crédit, le capital-argent ainsi dégagé par le simple mécanisme du mouvement de rotation jouera un rôle considérable (à côté du capital-argent provenant des rentrées successives du capital fixe, capital-argent nécessaire, dans tout procès de travail, au paiement des salaires; il constituera même une des bases du crédit. Il faut donc, d'une part, qu'une fraction considérable du capital industriel existe toujours sous la forme argent et, d'autre part, qu'une partie plus considérable encore adopte par moments cette même forme. De plus, il peut en résulter une pléthore ou une insuffisance sur le marché d'argent: pléthore, lorsque le temps de rotation est raccourci, par exemple par suite d'une période de conjoncture favorable ou par suite de délais de paiement plus courts, etc., si bien que la continuité de la production peut être maintenue au moyen d'un capital moindre; par contre, insuffisance sur le marché de l'argent, dans le cas contraire.

b) Le taux annuel de la plus-value. Grandeurs différentes du capital, selon la durée du temps de rotation.

Retour à la table des matières

Jusqu'ici nous avons [1] complètement négligé une partie de la valeur du capital-marchandise, la plus-value produite pendant le procès de production et incorporée au produit. C'est d'elle que nous allons maintenant nous occuper.

Si le capital variable de 100 francs avancé par semaine produit une plus-value de 100 % ou 100 francs (c'est-à-dire si la moitié de la journée de travail est du surtravail), une période de 5 semaines produit une plus-value de 500 francs,

Si la rotation dure 5 semaines, pendant une année (en comptant 50 semaines par an), il s'effectue 10 rotations. En une année, sont ainsi produits 5,000 francs de plus-value. Mais le capital variable avancé est de 500 francs. La plus-value produite pendant l'année est 10 fois plus grande que le capital variable avancé; c'est-à-dire qu'elle est de 1.000 %. Nous appelons taux annuel de la plus-value cette proportion entre la masse totale de la plus-value produite pendant une année et, d'autre part, le capital variable avancé.

Supposons maintenant qu'un autre capital variable de 5.000 francs, dans toute une année (c'est-à-dire en 50 semaines), n'accomplisse qu'une seule rotation. Supposons en outre qu'à la fin de l'année le produit soit payé le jour même où il est achevé. Comme dans le cas précédent, le procès de travail absorbe chaque semaine un capital variable de 100 francs. Supposons également que le taux de la plus-value est le même: 100 %. La masse de la force de travail exploitée et son degré d'exploitation sont, d'après notre hypothèse, exactement les mêmes que dans le premier cas.

La masse de la plus-value produite par année est la même dans les 2 cas: 5,000 francs, Mais le taux annuel de la plus-value est totalement différent

Dans le premier cas il était. : 5.000 pv./ 500 v = 1.000 %
dans le second cas, il est de 5.000 pv./ 5000 v = 100 %
Ce qui donne une différence de 900 %. . v

Ce phénomène pourrait faire croire que le taux de la plus-value ne dépend pas uniquement de la masse et du degré d'exploitation de la force de travail mise en mouvement par le capital variable, mais encore de circonstances inexplicables, issues du procès de circulation. C'est ce qui est du reste arrivé. Et cette interprétation, non point sous sa forme pure, mais sous sa forme plus compliquée et plus abstruse (celle

[1] T. II, chap. 16.

du taux annuel du profit) a provoqué un complet désarroi parmi les économistes bourgeois.

Le côté surprenant du phénomène disparaît dès que nous plaçons en réalité, et non pas en apparence, les deux capitaux dans des conditions exactement les mêmes. Mais cela n'est possible que si les deux capitaux sont dépensés *dans le même espace de temps* au paiement de la force de travail. Dans ce cas, c'est-à-dire si les 5.000 francs du second capital sont dépensés en 5 semaines au lieu de l'être en un an, c'est-à-dire si l'on dépense 1.000 francs par semaine au lieu de 100, cela fait dans l'année une dépense de 50.000 francs, rapportant une plus-value également de 50.000 francs, c'est-à-dire, comme dans le premier cas, une plus-value de 1.000 %. La masse de la plus-value est alors pour le second capital 10 fois plus grande que pour le premier; mais ce second capital a dû aussi mettre en mouvement 10 fois plus de force de travail.

Ce n'est que le capital effectivement employé dans le procès de travail qui produit la plus-value.

Mais revenons à nos premiers exemples. Dans les 2 cas, des capitaux variables de même grandeur (= 100 francs par semaine), sont employés pendant chaque semaine de l'année. Les capitaux variables employés et fonctionnant effectivement dans le procès de travail sont donc égaux, mais les capitaux variables *avancés* sont absolument inégaux. Dans le premier cas, 500 francs sont avancés pour la première période de 5 semaines, et 100 francs sont alors employés chaque semaine. Dans le second cas, 5.000 fr. doivent être avancés pour la première période de 5 semaines, mais 100 francs seulement sont employés par semaine; ce qui donne pour les 5 semaines, seulement 1 /10 du capital avancé. Dans la deuxième période de 5 semaines, il faut avancer 4.500 fr., dont 500 seulement seront employés. Dans l'intervalle où une partie de ce capital est avancée, mais pour n'être employée que plus tard, cette partie est comme si elle n'existait pas pour le procès de travail et n'influe donc ni sur la formation de la valeur ni sur celle de la plus-value, bien qu'elle doive exister pour le procès de travail des semaines suivantes.

Si nous calculons dans les 2 cas le rapport de la plus-value quant au capital variable *employé* dans la production de ladite plus-value, ce rapport sera le même dans les 2 cas: en 5 semaines, 500 francs de capital employé et 500 francs de plus-value produite donnent un taux de 100 %. Mais si, dans le second cas, nous ne calculons pas le rapport de la plus-value quant à la partie du capital [1] avancé de 5.000 francs employée et consommée dans la production de la plus-value, le taux ne sera plus que 10 %. Ainsi donc, dans le premier cas, un taux 10 fois plus grand. Mais ce résultat n'est possible que, parce que dans le second cas, la plus-value est calculée par rapport à un capital dont les 9/10 n'ont rien à voir dans la production de *cette* plus-value, mais au contraire ne doivent peu à peu fonctionner qu'au cours des 45 semaines suivantes. La comparaison entre les 2 exemples montre que la longueur du temps de rotation exerce une influence décisive sur la grandeur du capital variable qu'il faut avancer pour produire une plus-value égale. Dans le second cas, il faut 10 fois plus de capital variable, parce que la rotation s'accomplit 10 fois plus lentement que dans le premier.

---

[1] Ne pas oublier qu'il ne s'agit toujours que de la partie variable du capital, même s'il arrive qu'on rencontre l'expression; capital total. - J. B.

*
* *

Nous avons, pour le premier cas de notre exemple, 10 périodes de rotation de 5 semaines chacune. Chaque semaine, 100 francs sont convertis en force de travail, si bien qu'à la fin de la première période de rotation 500 francs ont été dépensés en force de travail. Ces 500 francs ont cessé d'être du capital. Ils ont été dépensés en salaire. A leur tour, les ouvriers les dépensent pour l'achat des moyens de subsistance qu'ils consomment. Une quantité de marchandises correspondant à cette valeur est donc anéantie. (Ce que l'ouvrier économise sous forme d'argent n'est pas non plus du capital [1].) Au bout des 5 semaines, il existe un produit de la valeur de 1.000 francs. La moitié en est la reproduction de la valeur-capital dépensée pour la force de travail. L'autre moitié est de la plus-value nouvelle. Mais la force de travail qui a fonctionné pendant 5 semaines, a été également consommée. Le travail d'hier n'est pas le même que celui, naturellement actif, d'aujourd'hui. Mais, par suite de la conversion du produit en argent, la partie de sa valeur, qui remplace la valeur du capital variable avancé, peut être de nouveau transformée en force de travail.

Dans les 10 périodes de rotation de 5 semaines, c'est donc un capital de 5.000 francs et non pas un capital de 500 francs qui est dépensé en salaire, et les ouvriers dépensent ce salaire en moyens de subsistance. Ce capital avancé de 5.000 francs a été consommé, il n'existe plus.

Le capital variable de 500 francs avancé dans la seconde période de rotation n'est pas le même que celui qui a été avancé dans la première période de rotation. Celui-ci a été consommé. Mais il est *remplacé* par un nouveau capital variable de 500 francs, qui a été produit sous forme de marchandise dans la première période de rotation et converti en argent. Ce nouveau capital-argent de 500 francs est donc la forme argent de la masse de marchandises produite dans la première période de rotation. Le fait que le capitaliste (abstraction faite de la plus-value) possède de nouveau, en capital-argent, une somme identique à celle qu'il avait avancée, voile simplement cet autre fait qu'il opère avec un capital nouvellement produit. (Quant aux autres éléments de valeur du capital-marchandise, qui remplacent les parties constantes du capital, leur valeur n'est pas nouvellement produite; il Y a simple modification de la forme sous laquelle cette valeur existe.) -- Dans la troisième période de rotation, il est évident que le capital de 500 francs avancé pour la troisième fois n'est pas un capital ancien, mais un capital nouvellement produit; c'est en effet la forme argent de la quantité de marchandises produite non pas dans la première, mais dans la seconde période de rotation.

Et ainsi de suite pendant les 10 périodes de rotation. Toutes les 5 semaines, des masses de marchandises nouvellement produites (dont la valeur, en tant qu'elle remplace du capital variable, est, elle aussi, nouvellement produite et ne fait pas que réapparaître, comme c'est le cas pour la partie constante du capital circulant) sont jetées sur le marché, en vue d'incorporer sans cesse une nouvelle force de travail au procès de production.

Ce que l'on obtient par les 10 rotations successives, ce n'est pas d'employer pendant 50 semaines un capital variable suffisant pour 5 semaines. On emploie, tout au

---

[1] S'il le dépose dans une caisse d'épargne, cet argent redevient du capital. Mais on fait encore abstraction, ici, de tout crédit. - J. B.

contraire, 10 fois 500 francs de capital variable dans les 50 semaines, et le capital de 500 francs ne suffit jamais que pour 5 semaines et doit être remplacé, au bout de ce temps, par un autre capital de 500 francs nouvellement produit.

Mais ces 500 francs sont remplacés toutes les 5 semaines, et c'est là la différence avec le second capital de 5.000 francs, qui n'accomplit en 50 semaines qu'une seule rotation.

Dans les 2 cas, 500 francs sont dépensés en 5 semaines, convertis en force de travail et remplacés par une valeur nouvellement produite. Dans les 2 cas, -- selon notre hypothèse, -- une plus-value de même grandeur se trouve ajoutée. Mais dans le second cas, le produit, jusqu'à la fin de l'année, ne se trouve pas encore revêtu de la forme sous laquelle il pourrait être vendu et avancé à nouveau. C'est pourquoi, dans le second cas, pour chaque période de 5 semaines, il faut avancer de nouveau 500 francs. Il faut donc (abstraction faite de tout système de crédit) que 5.000 francs soient disponibles au commencement de chaque année, sous forme de capital-argent, bien qu'ils ne soient dépensés que progressivement dans le courant de l'année. Dans le premier cas, au contraire, la valeur de remplacement a déjà repris la forme argent au bout des 5 premières semaines.

Ainsi, dans un cas comme dans l'autre, il y a, pendant 50 semaines, une même dépense de capital variable. Mais le premier capitaliste (dont le capital effectue 10 rotations dans l'année) n'a besoin que de 500 francs, lesquels suffisent pour toute l'année; le second (dont le capital n'effectue *qu'une seule* rotation annuelle) a besoin de 5.000 francs. La différence provient, de la différence des périodes de rotation.

Que la valeur de remplacement se convertisse plus ou moins vite en argent, la production de la plus-value n'en est évidemment pas influencée. Cette production dépend de la grandeur du capital variable employé et du degré d'exploitation du travail. Mais le temps de conversion en argent modifie le montant du capital-argent qu'il faut avancer afin de mettre en mouvement pendant l'année une certaine somme de force de travail.

c) Troubles de l'économie capitaliste dus aux durées différentes de temps de rotation

Retour à la table des matières

Considérons un instant la question au point de vue social.

L'argent que l'ouvrier, dans le cas A (capital de 500 francs, avec 10 rotations annuelles), jette dans la circulation n'est pas seulement la forme argent de la valeur de sa force de travail (en réalité, moyen de paiement d'un travail déjà fait); dès la deuxième période de rotation suivant la mise en marche de l'entreprise, c'est la forme argent de la valeur qu'il a *lui-même produite dans la première période de rotation* et qui a servi à payer son travail pendant la deuxième période. Il n'en va pas de même

pour l'ouvrier du cas B (capital 5.000 francs et rotation annuelle unique), ou du moins il n'en va ainsi qu'à partir de la deuxième année.

Plus la période de rotation du capital est courte et plus est court le temps pour lequel le capitaliste est forcé d'avancer de l'argent sur son propre fonds; plus est faible aussi le capital qu'il avance; et plus est grande, relativement, la masse de plus-value qu'il retire chaque année, parce qu'il peut d'autant plus fréquemment acheter l'ouvrier avec la forme argent de la valeur produite par ce dernier. Ce qui précède nous a montré que, suivant les grandeurs variables des périodes de rotation, il faut avancer des masses très variables de capital-argent, pour mettre en mouvement la même quantité de capital circulant productif et la même masse de travail (le degré d'exploitation du travail n'étant pas modifié).

En outre, dans l'exemple B, l'argent dont l'ouvrier se sert pour payer ses moyens de subsistance n'est pas, comme dans l'exemple A, la forme argent d'un produit jeté sur le marché par l'ouvrier lui-même dans le courant de l'année; c'est bien de l'argent que l'ouvrier remet au vendeur en échange des moyens de subsistance, mais sans lui fournir, comme dans A, de la marchandise. On retire donc au marché de la force de travail, des moyens de subsistance pour cette force de travail, du capital fixe et des matières de production, et pour les remplacer on Jette sur le marché un équivalent en argent. Mais, dans l'année, le marché ne reçoit aucun produit en remplacement des éléments matériels du capital productif qu'on lui a retiré. Supposons qu'au lieu d'être capitaliste, la société soit communiste. Tout d'abord le capital-argent disparaît, et avec lui toutes les transactions en trompe-l'œil qu'il amène. La chose revient simplement à ceci: il faut que la société calcule d'avance la somme des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans la moindre réduction, employer à des entreprises, comme par exemple à la construction des chemins de fer, qui pendant un temps assez long, un an ou même davantage, ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, ni effet utile quelconque, mais enlèvent à la production annuelle totale du travail et des moyens de production et de subsistance. Mais dans la société capitaliste, où la raison sociale ne se fait valoir qu'après coup, il est inévitable qu'il se produise sans cesse de grandes perturbations. D'une part, il s'exerce une pression sur le marché financier; d'autre part, les facilités offertes par le marché financier suscitent en masse ce genre d'entreprises et créent, par conséquent, les circonstances qui pèseront plus tard sur le marché financier. Il y a pression, parce qu'il faut toujours et pour un temps plus ou moins long, des avances de capital-argent sur une grande échelle. Indépendamment du fait que les industriels et les commerçants engagent constamment dans des spéculations sur les chemins de fer le capital-argent dont ils ont besoin pour leur propre industrie et le remplacent par des emprunts contractés sur le marché financier. -- D'autre part, il s'exerce une pression sur le capital productif disponible de la société. Comme l'on retire constamment du marché des éléments du capital productif, que l'on remplace par un simple équivalent en argent, la demande capable de payer augmente sans que les éléments de l'offre suivent la même progression. Il y a donc hausse des prix pour les moyens de subsistance aussi bien que pour les matières de production. Ajoutez que la spéculation ne s'arrête pas. Une bande de spéculateurs, d'agents d'affaires, d'ingénieurs, d'avocats, etc., s'enrichit. Ces gens provoquent sur le marché une forte demande d'articles de consommation en même temps que les salaires augmentent. En ce qui concerne les aliments, l'agriculture est, il est vrai, stimulée. Mais comme la quantité des aliments ne saurait augmenter brusquement dans le cours de l'année, il y a augmentation des articles d'alimentation importés (café, sucre, vin, etc.). D'où exagération de l'importation dans les spécialités intéressées. D'autre part, dans les industries où l'on peut accroître, rapidement la production (manufactures

proprement dites, mines, etc.), la hausse des prix provoque une expansion subite, bientôt suivie d'une crise. Le même effet se produit sur le marché du travail pour attirer dans les nouvelles industries de grandes masses de la surpopulation relative [1] et même des ouvriers déjà occupés. D'une façon générale, les grandes entreprises, telles que les chemins de fer, prélèvent sur le marché du travail une quantité déterminée d'ouvriers. Il y a absorption d'une partie de l'armée ouvrière de réserve, dont la pression maintenait les salaires relativement bas. La hausse des salaires est générale, même dans les parties du marché du travail jusque-là bien occupées. Et cela dure jusqu'à ce que le krach inévitable rende de nouveau disponible l'armée de réserve et ramène les salaires au minimum et même au-dessous [2].

---

1 Cf. ci-dessus, chap. 13.

2 Note de Fr. Engels. A cet endroit du manuscrit se trouve la note suivante que Marx se proposait de développer plus tard: « Contradiction dans le mode de production capitaliste: les ouvriers en tant qu'acheteurs de marchandises sont importants pour le marché. Mais, à les considérer comme vendeurs de leur marchandise -- la force de travail -- la société capitaliste a tendance à les réduire au minimum du prix. -- Autre contradiction: les époques où la production capitaliste met en oeuvre toutes ses forces, se révèlent en règle générale comme des époques de surproduction, parce que les forces de production ne peuvent jamais être utilisées suffisamment pour qu'il y ait non seulement production, mais encore réalisation (en argent) d'une plus grande somme de valeur. Or, la vente des marchandises, la réalisation du capital-marchandise, et par conséquent de la plus-value, est limitée, non par les besoins de consommation de la société en général, mais par les besoins de consommation d'une société dont la majeure partie est toujours pauvre »

22.

La circulation de la plus-value [1]

Retour à la table des matières

Nous venons de voir qu'une différence dans la période de rotation produit une différence dans le taux annuel de la plus-value, même si la masse de la plus-value produite dans l'année reste constante.

Mais il se produit nécessairement une différence dans la capitalisation de la plus-value, dans *l'accumulation*, et par suite, -- le taux de la plus-value restant constant, -- dans la quantité de plus-value produite pendant l'année.

Remarquons d'abord que le capitaliste A (dans l'exemple du chapitre précédent) a un revenu périodique courant et que, -- exception faite pour la première période de rotation, au début de l'entreprise, -- il se sert de sa production de plus-value pour faire face à sa consommation dans le cours de l'année, sans avoir à fournir d'avance sur son propre fonds. Il n'en est pas de même pour le capitaliste B. Il produit dans le même temps autant de plus-value que A, mais cette plus-value n'est pas réalisée et ne peut donc être consommée.

Une partie du capital productif, difficile à classer, le capital supplémentaire exigé pour la réparation et la conservation du capital fixe, se présente maintenant sous un nouvel aspect.

---

[1] T. II, char. 17.

Pour A, ce capital partiel n'est pas avancé dès le début de la production. Il provient de l'entreprise même par l'emploi direct de la plus-value comme capital. Une partie de la plus-value, non seulement produite, mais réalisée périodiquement dans le cours de l'année peut couvrir les dépenses nécessaires à la répartition, etc. Cela n'est pas possible pour le capitaliste B. Cette partie du capital doit constituer chez lui une partie du capital primitivement avancé. Dans les 2 cas, cette partie figurera dans les livres du capitaliste comme capital avancé. Mais, pour B, c'est réellement une partie du capital qu'il faut avancer ou tenir prêt dès le début. Pour A, c'est au contraire une partie de la plus-value que l'on emploie. Ce dernier cas nous montre comment une partie du capital primitivement avancé, peut n'être que de la plus-value capitalisée.

Dès que le développement du crédit intervient, le rapport entre le capital primitivement avancé et la plus-value capitalisée se complique encore davantage. Par exemple A, dès le début, ne dispose pas de capitaux suffisants, et emprunte à un banquier. Le banquier lui prête une somme exclusivement prélevée sur la plus-value déposée chez lui par les industriels D, E, F, etc. Pour A, il ne s'agit pas encore de capital accumulé. Mais pour D, E, F, etc., A n'est qu'un agent qui capitalise la plus-value qu'ils se sont appropriée.

Nous avons vu (chap. XII, b) que l'accumulation, la transformation de la plus-value en capital, n'est en réalité que le procès de reproduction sur une échelle élargie, qu'il s'agisse d'un agrandissement extensif par suite de la construction de nouvelles fabriques venant s'ajouter aux anciennes, ou d'un agrandissement intensif de l'exploitation déjà existante.

L'agrandissement de l'échelle de production peut s'opérer par petites doses, une partie de la plus-value étant consacrée à des améliorations qui augmentent simplement la force productive du travail employé ou permettent en même temps de l'exploiter avec plus d'intensité. Ou bien encore, lorsque la journée de travail n'est pas légalement fixée, il suffit d'une dépense supplémentaire de capital circulant (en matières de production et en salaires) pour agrandir l'échelle de production; le capital fixe n'est pas augmenté, on en prolonge seulement l'usage quotidien tout en diminuant proportionnellement la période de rotation. Ou, enfin, la plus-value capitalisée peut, si les conditions du marché sont propices, permettre sur les matières premières des opérations auxquelles le capital primitivement avancé n'aurait pas suffi, etc.

Mais il est évident que là où le nombre plus grand des périodes de rotation amène une réalisation plus fréquente de la plus-value dans le cours de l'année, il y aura des périodes où l'on n'aura besoin ni de prolonger la journée de travail ni d'introduire des améliorations de détail; tandis que, d'autre part, l'extension de toute l'entreprise n'est possible que dans certaines limites et exige en outre une somme de capital supplémentaire, telle qu'elle ne peut être fournie par l'accumulation de la plus-value pendant plusieurs années.

A côté de l'accumulation proprement dite (c'est-à-dire de la transformation de la plus-value en capital productif), nous trouvons donc l'accumulation de l'argent, l'entassement d'une partie de la plus-value comme capital-argent latent [1], qui ne fonc-

[1] « Latent », au sens propre: caché. Terme employé à l'origine, dans les sciences naturelles, pour désigner des forces existant quelque part, mais n'étant pas encore actives et qu'on ne pouvait, par conséquent, repérer.- J.B.

tionnera comme capital actif supplémentaire que plus tard, quand ce capital-argent aura une certaine importance.

Mais le développement de la production capitaliste s'accompagne de celui du crédit. Le capital-argent que le capitaliste ne peut pas encore employer dans sa propre industrie est employé par d'autres qui lui paient des intérêts. Avec la réalisation plus fréquente de la plus-value et l'agrandissement de l'échelle de production, il y a, de toute évidence, accroissement de la proportion dans laquelle du capital-argent nouveau est jeté sur le marché et contribue ensuite, du moins en grande partie, à l'extension de la production.

La forme la plus simple sous laquelle puisse se présenter ce capital-argent latent supplémentaire est celle du trésor. Il se peut que ce trésor soit de l'or ou de l'argent supplémentaire obtenu (directement ou indirectement) par échange avec des pays producteurs de métaux précieux. Il se peut aussi -- et c'est le cas plus fréquent -- que le trésor ait été enlevé à la circulation du pays. En outre, il se peut également que ce capital-argent latent n'existe que sous forme de documents légaux constatant les créances des capitalistes sur des tiers. Dans tous ces cas, ce capital-argent (n'attendant que son emploi comme capital) ne représente que des titres constatant les droits des capitalistes sur la production annuelle supplémentaire à fournir par la société.

Pour la reproduction, il n'y a que 2 cas qui soient normalement possibles: reproduction sur une échelle simple ou bien accumulation, c'est-à-dire capitalisation de la plus-value.

a) La reproduction simple

Retour à la table des matières

Dans la reproduction simple, la plus-value est consommée improductivement par le capitaliste.

Même dans l'hypothèse de la reproduction simple, une partie de la plus-value doit constamment exister sous forme d'argent et non pas de produit; sans quoi elle ne pourrait, en vue de la consommation, être convertie en produit. *Il nous faut examiner ici cette transformation de la plus-value, de sa forme-marchandise primitive, en argent*. Pour plus de simplicité, nous prendrons le problème sous sa forme la plus simple, la circulation exclusive de l'argent-métal, c'est-à-dire de la monnaie, qui constitue un véritable équivalent de la marchandise. Nous supposons également que la production de l'or et de l'argent se fait dans le pays même.

Abstraction faite de ce qui est nécessaire pour les articles de luxe, le minimum de la production annuelle de l'or et de l'argent doit être égal à l'usure annuelle de la monnaie métallique par suite de la circulation. En outre, si la somme des valeurs des marchandises produites et mises en circulation pendant l'année subit une augmentation, il faut qu'il y ait également augmentation de la production annuelle de l'or et de l'argent, pour autant que cela n'est pas contre-balancé par une vitesse plus grande de la circulation monétaire et par le fonctionnement plus étendu de l'argent comme

moyen de paiement, c'est-à-dire par une plus grande compensation réciproque des achats et des ventes sans intervention de monnaie véritable.

Il faut donc qu'une partie de la force de travail et des moyens de production de la société soit dépensée chaque année dans la production de l'or et de l'argent.

Les capitalistes qui exploitent les mines d'or et d'argent (et qui, d'après notre hypothèse de la reproduction simple, se laissent guider par la seule usure annuelle moyenne et la consommation moyenne de l'or et de l'argent) consomment entièrement dans l'année leur plus-value, sans en rien capitaliser, et la jettent directement dans la circulation, sous la forme argent. De même le salaire leur est remplacé directement sous forme d'argent, sans qu'ils aient besoin de vendre leur produit. Enfin la même chose se passe pour la partie de leur produit contenant la valeur du capital constant consommé, circulant ou fixe.

Le mouvement circulatoire ou la rotation du capital engagé dans la production des métaux précieux a donc tout d'abord la forme: A—M...P...A'. Le produit A est une somme d'argent égale au capital variable avancé en salaire + le capital constant circulant avancé en moyens de production + la valeur du capital fixe + la plus-value.

Ne considérons d'abord que la partie circulante du capital avancé en production de métal précieux. Une certaine somme d'argent est avancée et jetée dans la circulation pour payer la force de travail et acheter les matières de production. Mais ce n'est point par le cycle de ce même capital qu'elle est enlevée de nouveau à la circulation pour y être rejetée plus tard. Le produit, sous sa forme naturelle, est déjà de l'argent; il n'a donc pas à être converti en argent par l'échange. La forme-argent du capital circulant consommé n'est pas remplacée par la vente du produit, par son retrait de la circulation, mais par de l'argent supplémentaire nouvellement produit.

Supposons un capital circulant de 500 francs, une période de rotation de 5 semaines, une période de travail de 4 semaines, et une période de circulation d'une semaine seulement. (La période de circulation ne résulte pas ici du temps que coûte la vente du produit, mais du temps que coûte l'achat des éléments de production.) Dès le début, il faut que l'argent soit avancé pour , 5 semaines, soit sous forme de provision productive, soit sous forme de réserve pour le paiement des salaires. Au commencement de la sixième semaine, 400 francs sont rentrés et 100 francs sont dégagés. Et cela se renouvelle constamment. Comme précédemment, 100 francs se trouveront toujours dégagés pendant une certaine partie de la rotation. Mais ils se composent, tout comme les autres 400 francs, d'argent supplémentaire nouvellement produit. Nous avions ici 10 rotations par an et le produit annuel est de 5.000 francs.

Pour tout autre capital de 500 francs qui accomplit ses rotations dans les mêmes conditions, la forme argent constamment renouvelée est la forme convertie du capital-marchandise produit, qui est jeté toutes les 4 semaines dans la circulation et qui reprend périodiquement cette forme argent grâce à sa vente, retirant ainsi périodiquement au procès la quantité d'argent primitivement versée. Dans le cas présent, au contraire, une nouvelle forme supplémentaire d'argent, soit 500 francs, est à chaque période de rotation retirée du procès de production et jetée dans la circulation, à laquelle elle enlève ainsi constamment des matières de production et de la force de travail. Cet argent jeté dans la circulation n'en est pas retiré par le cycle de ce capital, mais augmenté sans cesse par des masses d'or nouvellement produites.

Considérons la partie variable de ce capital circulant et fixons-la, comme ci-dessus! à 100 francs. Dans la production ordinaire des marchandises, ces 100 francs suffiraient, s'il y avait 10 rotations, à payer constamment la force de travail. Ici, dans la production de l'argent, la même somme est suffisante; mais le producteur d'or paie ses ouvriers directement avec une partie de l'or qu'ils produisent. Les 1.000 francs avancés chaque année en force de travail et jetés par les ouvriers dans la circulation ne reviennent donc pas par la circulation à leur point de départ.

Quant au capital fixe, il exige dès le début de l'entreprise une dépense considérable de capital-argent, qui est donc jeté dans la circulation. Mais il n'est pas remplacé par fractions par un retrait d'argent pris sur la circulation, mais par l'accumulation d'une partie correspondante du produit. Le capital-argent ainsi rétabli n'est pas une somme d'argent qui y avait été primitivement jetée, c'est une masse d'argent supplémentaire.

Enfin la plus-value est, elle aussi, égale à une partie du nouveau produit d'or qui est, à chaque nouvelle période de rotation, jeté dans la circulation pour être (dans la reproduction simple) dépensé improductivement pour les moyens de subsistance et les objets de luxe.

Mais, d'après notre hypothèse, toute cette production annuelle d'or, -- qui enlève constamment au marché de la force de travail et des matières de production, mais pas d'argent, et lui amène continuellement de l'argent supplémentaire, -- ne remplace que l'argent usé dans l'année.

*
* *

Comment le capitaliste fait-il donc pour retirer constamment de la circulation plus d'argent qu'il n'y en fait entrer? Cette question a été un vrai casse-tête pour l'économie bourgeoise. Mais entendons-nous: il ne s'agit pas ici de la *formation* de la plus-value. Celle-ci, qui est tout le mystère, va en effet de soi, au point de vue capitaliste. La question n'est donc pas: d'où vient la plus-value? Elle est: d'où vient l'argent nécessaire à sa réalisation sous forme de monnaie. Le capital-marchandise doit être transformé en argent avant sa reconversion en capital productif et avant que soit dépensée la plus-value qu'il renferme. D'où vient l'argent nécessaire à cette transformation?

Supposons que le capital circulant de 500 francs (on pourrait aussi bien écrire: 500 millions de francs) avancé sous forme de capital-argent soit, avec n'importe quelle période de rotation, le capital circulant total de la société, c'est-à-dire de la classe capitaliste. Supposons en outre que la plus-value soit de 100 francs. Comment toute la classe capitaliste peut-elle continuellement retirer 600 francs de la circulation, où elle n'en jette que 500 ?

La plus-value de 100 francs est jetée dans la circulation sous forme de marchandises. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Mais cette opération ne fournit pas l'argent supplémentaire nécessaire à la circulation de cette valeur-marchandise supplémentaire.

Il n'existe, dans la société capitaliste, que deux canaux par où l'argent puisse être jeté dans la circulation: le capitaliste et l'ouvrier. Toutes les autres personnes doivent ou bien recevoir de l'argent de ces deux classes pour services rendus, ou bien dans la

mesure où elles reçoivent de l'argent sans contre-prestation être copossesseurs de la plus-value, sous forme de rente, d'intérêts, etc. Ce fait que l'argent ne reste pas dans la poche de l'industriel, mais doit être partagé par lui avec d'autres personnes, n'a rien à faire avec la question présentement examinée. Cette question est en effet de savoir comment il réalise sa plus-value sous forme de monnaie, et non point comment la monnaie ainsi obtenue se répartit par la suite. Mais en ce qui concerne l'ouvrier, l'argent qu'il dépense pour le paiement de ses moyens de subsistance existe auparavant comme capital variable et est, à l'origine, jeté dans la circulation par le capitaliste, afin d'acheter de la force de travail.

La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent.

En effet, quelque paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, *c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises.* Mais qu'on y prenne garde: elle ne l'y jette pas comme capital, elle le dépense comme moyen d'achat pour sa consommation personnelle [1].

Prenons un capitaliste isolé qui débute dans son affaire, par exemple un fermier. Pendant la première année il avance un capital-argent, mettons de 5.000 francs, dont 4.000 francs pour payer les moyens de production et 1.000 francs pour payer la force de travail. Supposons qu'il ait à la fin de l'année une plus-value de 1.000 francs. Ces 1.000 francs, il faut qu'il les possède. Et c'est avec cet argent qu'il monnayera plus tard la plus-value.

Ce n'est pas en tant que capital que le capitaliste jette cet argent dans la circulation. Il le dépense en échange de moyens de subsistance qu'il consomme. *Le capitaliste a, entre autres, cette caractéristique de pouvoir, jusqu'à la rentrée de la plus-value, vivre des moyens en sa possession.*

Nous avons supposé, dans ce cas, que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant la première rentrée de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation personnelle, est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il veut monnayer. Par rapport au capitaliste isolé, cette supposition est évidemment arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la hypothèse, toute la plus-value, - mais elle seule, sans aucune fraction du capital primitif, - est consommée improductivement.

*
* *

Nous avons supposé précédemment que la production totale de métal précieux (500 francs) suffit simplement à remplacer l'usure monétaire.

Les capitalistes producteurs d'or possèdent en or tout leur produit, la partie qui remplace le capital constant aussi bien que celle qui remplace le capital variable ou celle qui se compose de la plus-value. Une partie de la plus-value sociale se compose

[1] Marx appelle généralement consommation « individuelle » la consommation improductive. Il me semble que ce dont il s'agit est mieux rendu par le terme « production personnelle », que Marx emploie aussi à l'occasion. Par exemple, t. II, chap. 20, nº 5, p. 416 de l'édition (allemande) de 1885. -J.B.

par conséquent d'or et est jetée dans la circulation pour en retirer des produits. Cela s'applique au salaire et au remplacement du capital constant. Lorsqu'une partie de la classe capitaliste jette donc dans la circulation une valeur-marchandise supérieure (du montant de la plus-value) au capital-argent avancé, une autre partie de la classe capitaliste jette dans la circulation une valeur-argent supérieure (du montant de la plus-value) à la valeur-marchandise qui est constamment enlevée à la circulation pour la production de l'or. Alors que certains capitalistes retirent constamment de la circulation plus d'argent qu'ils n'y en jettent, d'autres, les producteurs d'or, jettent constamment dans la circulation plus d'argent qu'ils n'en retirent sous forme de moyens de production.

Rien n'est modifié quand la production d'or se trouve en des pays étrangers. Une partie de la force sociale de travail et des moyens de production sociaux du pays A est convertie en un produit, mettons de la toile, d'une valeur de 500 francs, qui est exportée dans le pays B pour y acheter de l'or. Le capital productif ainsi converti dans le pays A ne jette pas plus de marchandises, sur le marché du pays A, que s'il était employé directement à la production de l'or. Ce produit de A se représente comme 500 francs d'or: c'est uniquement sous la forme argent qu'il entre dans la circulation du pays A.

*
* *

Si nous supposons les mêmes circonstances [1], -- sans modification aucune dans la grandeur, l'intensité, la productivité de la journée de travail, -- *mais avec une répartition différente de la valeur produite entre le salaire et la plus-value* (c'est-à-dire avec des salaires plus élevés ou plus bas) *la masse de l'argent circulant ne s'en trouve pas influencée*. Cette modification peut s'opérer sans qu'il y ait augmentation ou diminution de la masse d'argent en circulation. Considérons en particulier le cas où le salaire subit une hausse générale et donc, -- dans les conditions supposées -- le taux de la plus-value une baisse également générale. (Sans changement non plus dans la valeur de la masse des marchandises en circulation.) Dans ce cas, il y a bien accroissement de la masse d'argent nécessaire au paiement des salaires. Mais la plus-value diminue d'autant et donc la masse d'argent nécessaire à sa réalisation.

On nous objectera qu'une plus grande masse d'espèces monnayées entre les mains des ouvriers fait que ceux-ci demandent davantage de marchandises. Une autre conséquence serait la hausse du prix des marchandises. -- Dans les 2 cas, l'augmentation générale des salaires amène une hausse des prix des marchandises. Il faut donc une plus grande somme d'argent pour faire circuler les marchandises.

Nous répondrons à la première objection: L'augmentation des salaires poussera surtout les ouvriers à demander en plus grande quantité les moyens de subsistances nécessaires; elle n'augmentera guère leur demande d'articles de luxe ou d'articles qu'ils ne consommaient pas autrefois. Cette demande subite et plus intense des moyens de subsistance nécessaires en fera certainement monter momentanément le prix. Mais la diminution de la plus-value amène les capitalistes à demander moins d'articles de luxe, dont les prix diminuent donc. En tant que les ouvriers achètent eux-mêmes des articles de luxe, la hausse de leur salaire n'influe pas sur le prix des

[1] Ce qui suit est important pour la question - souvent agitée en Allemagne, spécialement depuis la guerre - de savoir si la hausse des salaires entraîne la hausse des prix et l'inflation. - J. B.

moyens de subsistance nécessaires; elle ne fait que substituer des acheteurs à d'autres. Les ouvriers consomment plus et les capitalistes relativement moins de marchandises de luxe. Voilà tout. Après quelques oscillations la masse des marchandises en circulation a la même .valeur: qu'auparavant. -- Quant aux oscillations momentanées, elles n'auront d'autre résultat que de jeter dans la circulation intérieure du capital-argent inemployé, qui cherchait jusque-là son emploi dans les spéculations à la bourse ou à l'étranger.

Nous répondrons à la deuxième objection: Si les producteurs capitalistes pouvaient faire monter à leur gré le prix des marchandises, ils le feraient sans augmentation des salaires. Le salaire ne monterait jamais avec une diminution du prix des marchandises. La classe capitaliste ne s'opposerait jamais aux syndicats, parce qu'elle pourrait faire à tout instant ce qu'elle fait actuellement dans des conditions déterminées, particulières, pour ainsi dire locales: profiter de toute augmentation de salaire pour augmenter, dans des proportions beaucoup plus considérables, les prix des marchandises et empocher des profits plus élevés.

Toutes ces objections ne sont que de vains cris d'alarme poussés par les capitalistes et les économistes leurs représentants.

Les faits qui servent de prétextes à cette agitation sont de 3 espèces.

1. On confond la cause avec l'effet. Le salaire augmente (encore que rarement et de façon non proportionnelle) avec l'accroissement du prix des moyens de subsistance nécessaires. Son augmentation est la conséquence et non pas la cause de la hausse du prix des marchandises. Mais si la somme des prix des marchandises en circulation augmente -- que cette augmentation ait lieu pour la même masse de marchandises ou pour une masse plus grande, -- la masse de l'argent en circulation augmente de son côté, les circonstances restant égales par ailleurs.

2. Si la hausse des salaires est partielle ou locale, -- c'est-à-dire que la hausse n'intéresse que certaines branches de production, -- il peut se produire une hausse locale dans les prix des produits de cette branche. Mais cela même dépend de beaucoup de circonstances: le salaire, par exemple, n'avait pas subi une réduction anormale ni le taux du profit une hausse également anormale; le marché ne s'est pas trouvé limité pour ces marchandises par la hausse des prix, etc.

3. En présence d'une hausse générale des salaires, le prix des marchandises produites monte dans des branches d'industrie où prédomine le capital variable, et tombe dans les branches où prédomine le capital constant ou fixe.

*
* *

Quant à la formation primitive d'un trésor monétaire dans, un pays et son appropriation par quelques individus, nous n'avons pas besoin d'y insister plus longuement.

Le mode de production capitaliste ne peut se développer avec toute l'ampleur et toute la profondeur voulues que s'il existe dans le pays une masse d'argent suffisante pour la circulation et la constitution d'un trésor (d'un fonds de réserve, etc.). Telle en est la pré condition historique. Il ne faut cependant pas s'imaginer qu'il se forme d'abord un trésor suffisant et que la production capitaliste ne commence qu'ensuite.

Cette production se développe en même temps que ses conditions, et une de ces conditions, c'est un apport suffisant de métaux précieux. C'est pourquoi l'accroissement de cet apport de métaux précieux constitue depuis le XVIe siècle un facteur essentiel dans l'histoire du développement de la production capitaliste.

b) L'accumulation et la reproduction agrandie

Retour à la table des matières

En tant que l'accumulation s'opère sous forme de reproduction sur une échelle agrandie, elle ne présente évidemment pas de problème nouveau par rapport à la circulation de l'argent.

Le capital-argent supplémentaire, nécessaire au fonctionnement du capital productif *croissant*, est fourni par cette partie de la plus-value réalisée, que dépensent les capitalistes pour l'achat d'éléments de production et non pour leur consommation. L'argent se trouve déjà entre les mains des capitalistes.

Mais, grâce au capital productif supplémentaire, une masse supplémentaire de marchandises est jetée dans la circulation. En même temps que cette masse supplémentaire de marchandises, l'on a jeté dans la circulation une partie de l'argent supplémentaire nécessaire à sa réalisation (précisément le capital-argent supplémentaire dont il vient d'être fait mention). Toutefois la plus-value s'est accrue, elle aussi. D'où vient l'argent supplémentaire permettant de réaliser la plus-value supplémentaire existant sous forme de marchandises?

La réponse générale reste la même. L'argent doit être fourni, soit par des paiements effectués en plus grand nombre, etc., soit par une circulation plus rapide de l'argent, soit par l'utilisation des réserves monétaires existant toujours, ainsi qu'on l'a Indiqué à plusieurs reprises, dans la société capitaliste. Dans la mesure où ces moyens ne suffisent pas, il faut une production supplémentaire d'or, ou, ce qui revient au même, une partie du produit supplémentaire est échangée directement ou indirectement contre de l'or étranger.

La somme totale de la force de travail et des moyens sociaux de production dépesés dans la production annuelle de l'or et de l'argent, considérés comme instruments de la circulation, constitue une part importante des faux frais de la production capitaliste et de tout mode de production fondé sur la production de marchandises. Elle enlève à l'exploitation sociale une somme correspondante de moyens possibles, supplémentaires, de la production et de la consommation, c'est-à-dire de la véritable richesse. Dans la mesure où, -- l'échelle de la production restant naturellement la même ou le degré de son extension étant donné, -- les frais de ce coûteux mécanisme de la circulation sont diminués, la force productive du travail social se trouve augmentée. Dans la mesure où les moyens accessoires, développés par le système créditaire, ont cet effet, ils accroissent directement la richesse capitaliste. Mais d'autre part, il ne faut pas se faire d'illusions sur la force productive du système créditaire.

Il nous faut considérer maintenant le cas où il n'y a pas accumulation véritable, c'est-à-dire agrandissement direct de l'échelle de production, une partie de la plus-value réalisée étant simplement constituée en fonds de réserve, pour plus ou moins de temps, avant d'être convertie en capital productif.

En tant que l'argent qui s'accumule ainsi est de l'argent supplémentaire, cela va de soi. Il ne peut être qu'une partie de l'or supplémentaire importé des pays producteurs d'or. Remarquons que le produit national contre lequel cet or est changé ne reste pas dans le pays, mais est exporté contre de l'or.

Si nous supposons au contraire que la masse d'argent ne change pas dans le pays, l'argent amassé ou s'amassant provient de la circulation.

L'argent accumulé de la sorte est la forme argent des marchandises vendues, de cette partie de leur valeur qui représente pour leurs propriétaires de la plus-value. (On suppose que le crédit n'existe pas encore.) Le capitaliste qui a accumulé cet argent a vendu pour une somme donnée, sans acheter.

Si l'on n'envisage cette opération que partiellement, on ne peut se l'expliquer. Une partie des capitalistes garde une partie de l'argent tiré de la vente de leur produit, et ne la consacre pas à retirer du marché un produit quelconque. Une autre partie convertit au contraire tout son argent en produit (à l'exception du capital-argent nécessaire à la continuation de la production et rentrant sans cesse). Une partie du produit jeté sur le marché pour y représenter la plus-value se compose des moyens de production ou des moyens de subsistance nécessaires. Ce produit peut donc servir immédiatement à étendre la production. Car l'hypothèse n'est pas que certains capitalistes amassent du capital-argent pendant que d'autres consomment la totalité de leur plus-value, mais simplement que les uns opèrent l'accumulation sous la forme argent, tandis que les autres élargissent effectivement la production. La masse d'argent existante suffit aux besoins de la circulation, même si, alternativement, quelques capitalistes accumulent de l'argent, tandis que d'autres élargissent la production, et inversement. Cette accumulation d'argent peut du reste se faire sans argent comptant, par un simple entassement de créances.

Mais la difficulté se présente quand, au lieu d'une accumulation partielle, nous supposons une accumulation générale de capital-argent dans la classe capitaliste. A côté de cette classe, -- avec la prédominance générale et absolue de la production capitaliste, -- il n'yen a qu'une autre: la classe ouvrière. Tout ce que la classe ouvrière achète est égal à la somme de son salaire, égale elle-même à la somme du capital variable avancé par l'ensemble de la classe capitaliste. Cet argent reflue vers la classe capitaliste, grâce à la vente de ses produits à la classe ouvrière. Le capital variable recouvre ainsi sa forme argent. Cette somme ne peut jamais mettre la classe ouvrière à même d'acheter la partie du produit en laquelle se présente le capital constant, ni a *fortiori* la partie qui représente la plus-value de la classe capitaliste. Les ouvriers, avec leur salaire (égal au capital variable), ne peuvent jamais acheter qu'une partie de la valeur du capital variable avancé.

Abstraction faite du cas où cette accumulation générale n'explique que la répartition, dans n'importe quelle proportion, du métal précieux supplémentaire entre les divers capitalistes, -- comment la classe capitaliste entière pourrait-elle accumuler de l'argent?

Tous devraient vendre une partie de leur produit, sans rien racheter. Tous possèdent un certain fonds d'argent qu'ils jettent dans la circulation nécessaire à leur consommation, et dont une partie leur revient toujours de la circulation. Cela n'a rien de mystérieux. Mais ce fonds d'argent existe précisément grâce à la conversion de la plus-value en argent, mais nullement comme capital-argent virtuel.

Si nous considérons la chose telle qu'elle se passe dans la réalité, le capital-argent, accumulé pour être utilisé plus tard, comprend:

1. Les dépôts en banque: et la banque ne dispose effectivement que d'une somme relativement minime. Ce qui est réellement accumulé ce sont les créances qui ne peuvent se convertir en argent (pour autant que ce soit possible) que parce qu'il y a équilibre entre l'offre et la demande.

2. Les rentes sur l'État. Ce n'est pas du capital, mais une simple créance sur le produit annuel de la nation.

3. Les actions. Escroqueries à part, ce sont des titres de propriété d'un capital réel appartenant à une société, une créance sur la plus-value annuelle.

Dans tous les cas, il n'y a pas accumulation d'argent. Ce qui d'un côté se présente comme accumulation de capital-argent se présente de l'autre côté comme une dépense réelle et constante d'argent. Peu importe que l'argent soit dépensé par le propriétaire ou par le débiteur.

Dans la production capitaliste, la thésaurisation comme telle n'est jamais le but, mais le résultat, soit d'un arrêt de la circulation, soit des accumulations occasionnées par la rotation. Ou enfin, le trésor n'est que la formation d'un capital-argent qui, provisoirement fixé sous une forme virtuelle, est destiné à fonctionner dans la suite comme capital productif.

D'une part, une partie de la plus-value réalisée sous forme d'argent est donc retirée de la circulation et accumulée comme trésor; mais, d'autre part, une autre partie de la plus-value est en même temps et constamment convertie en capital productif. A l'exception de la répartition du métal précieux supplémentaire entre les membres de la classe capitaliste, l’accumulation sous la forme argent ne se fait jamais sur tous les points

La partie du produit annuel, qui représente la plus-value sous forme de marchandise, obéit aux mêmes règles que l'autre partie du produit annuel. Sa circulation exige une certaine somme d'argent. C'est la classe capitaliste qui, la première, jette cette somme dans la circulation. Du fait de la circulation, la dite somme se répartit sans cesse à l'intérieur de la classe capitaliste. Comme dans la circulation de la monnaie, une partie de cette masse s'arrête en des points qui varient perpétuellement, tandis qu'une autre partie circule de façon constante. Peu importe qu'une partie de cette accumulation soit intentionnelle et destinée à former du capital-argent.

Nous n'avons pas tenu compte des aventures de la circulation, grâce auxquelles tel capitaliste accapare une portion de la plus-value ou même du capital d'autrui, provoquant de la sorte une accumulation et une centralisation unilatérales du capital-argent aussi bien que du capital productif.

23.

La reproduction et la circulation du capital social total [1]
Objet de la recherche

Retour à la table des matières

Nous avons analysé jusqu'à présent: tout d'abord le procès de production capitaliste comme opération isolée et comme procès de reproduction; la production de la plus-value et la production du capital.

Puis nous avons considéré les différentes formes que le capital revêt dans son cycle, ainsi que les formes diverses de ce cycle lui-même. Au temps de travail s'est alors ajouté le temps de circulation.

Après quoi nous avons considéré le cycle comme périodique, c'est-à-dire comme rotation. Nous avons montré, d'une part, comment les divers éléments du capital (fixe et circulant) accomplissent, dans des temps et selon des modes différents, le cycle des formes; nous avons examiné d'autre part les conditions qui influent sur la longueur de la période de travail et de la période de circulation. Nous avons vu l'influence de la période de circulation et des différentes conditions de ses éléments sur l'étendue du procès de production comme sur le taux annuel de la plus-value.

---

1 T. II, chap. 18, 20.

Mais il ne s'agissait jusque-là que d'un capital individuel. Or, les cycles des capitaux individuels s'entremêlent réciproquement, et c'est précisément ce fait qui constitue le mouvement du capital social total. Le cycle du capital total implique cependant la circulation des marchandises qui ne constituent pas de capital, c'est-à-dire de la plus-value et du salaire dépensés respectivement, pour leur consommation, par le capitaliste et par l'ouvrier.

Il nous faut examiner maintenant le procès de circulation des capitaux individuels dans leur connexion l'un avec l'autre, autrement dit *le procès de circulation du capital social total*.

*
* *

Examinons tout d'abord le capital-argent comme élément du capital social total.

En étudiant la rotation du capital individuel, nous avons vu que le capital-argent présente deux aspects.

1° Il constitue la forme sous laquelle tout capital individuel entre en scène, inaugure son activité en tant que capital, et apparaît en conséquence comme donnant le branle à tout le procès;

2° Suivant la longueur de la période de rotation et le rapport de ses deux parties, -- période de travail et période de circulation, -- l'élément qui doit être constamment avancé et renouvelé sous la forme argent, est plus ou moins considérable. Mais quelle que soit cette grandeur, dans toutes les circonstances, l'extension du capital productif est limitée par le fait qu'une partie du capital total [1] doit toujours exister sous la forme argent, à côté du capital productif lui-même. (Il ne s'agit ici que de la rotation normale ; nous faisons abstraction du capital-argent supplémentaire, nécessité pour compenser les arrêts de circulation.)

Comme le capital individuel, le capital social (qui fonctionne seulement sous forme de multiples capitaux individuels) exige en effet l'intervention constamment répétée du capital-argent, tant pour la production que pour la circulation. Mais il ne s'ensuit nullement que l'échelle de la production dépende absolument de l'importance du capital-argent. Le travail, par exemple, tout en étant payé le même prix, peut être exploité davantage (soit extensivement, par la prolongation de la journée de travail, soit intensivement, par un travail plus intense). La matière naturelle exploitée productivement sans paiement par le capital, -- la terre, la mer, le minerai, les forêts, etc. -- est exploitée avec plus d'intensité si les mêmes forces de travail sont mises davantage à contribution sans qu'il y ait augmentation du capital-argent avancé. Les mêmes moyens de travail peuvent donc, par l'intensité aussi bien que par la prolongation de leur exploitation, être utilisés avec plus d'efficacité, sans avance supplémentaire de capital-argent. Des forces naturelles, qui ne coûtent rien, peuvent être utilisées dans la production, grâce à des progrès scientifiques, lesquels ne coûtent rien au capitaliste. Il en est de même de la collaboration des forces de travail dans le procès de production et de l'adresse acquise par l'ouvrier individuel. D'après un écrivain anglais, le propriétaire foncier ne touche jamais assez, parce qu'on ne lui paie pas le capital, c'est-à-dire tout le travail depuis un temps immémorial incorporé au sol, afin de donner à ce dernier sa productivité actuelle. (Il n'est naturellement pas question de la productivité

[1] C'est-à-dire, ici de la totalité du capital individuel. - J. B.

enlevée au sol.) Suivant cette manière de voir, l'ouvrier individuel aurait le droit d'être payé d'après le travail fourni par le genre humain tout entier pour transformer un sauvage en mécanicien moderne. Ne pourrait-on pas dire au contraire: Si l'on évalue tout le travail mis dans le sol et transformé en argent par les propriétaires fonciers et par les capitalistes, tout le capital mis dans le sol a été mille et mille fois remboursé avec usure, et la propriété foncière, depuis longtemps, mille et mille fois rachetée par la société.

Pour autant qu'il faut une grande échelle de production et donc de grandes masses de capital-argent, nous avons montré que ce résultat est en partie atteint par la centralisation des capitaux entre les mains de quelques capitalistes, sans qu'il y ait par là accroissement absolu du capital-argent.

Enfin, nous avons montré que la réduction de la période de rotation permet ou bien de mettre en mouvement le même capital productif avec un moindre capital-argent, ou bien de mettre en mouvement un capital productif plus important avec le même capital-argent.

La fraction du travail et des moyens de production sociaux, qui doit être dépensée chaque année pour le remplacement des monnaies usées, vient en déduction, cela va de soi, sur l'ensemble de la production sociale. Quant à la valeur-argent qui fonctionne, soit comme moyen de circulation, soit comme trésor, elle est acquise et existe à côté de la force de travail, des moyens de production produits et des sources naturelles de la richesse. Elle ne peut être envisagée comme leur limite. Par sa conversion en éléments de production, par l'échange avec d'autres peuples, elle pourrait élargir l'échelle de production. Mais cela suppose qu'après comme avant, l'argent joue son rôle d'argent mondial.

I - Reproduction simple [1]

Retour à la table des matières

Si. nous considérons le produit-marchandise que la société fournit dans l'année, nous verrons forcément comment s'opère le procès de reproduction du capital social, quels caractères le distinguent du procès de reproduction d'un capital *individuel* et quels caractères leur sont communs. Le produit annuel comprend les parties du produit social qui remplacent du capital, c'est-à-dire la reproduction *sociale*, aussi bien que les parties qui rentrent dans le fonds de consommation. Une fois le produit vendu, peu importe, pour le mouvement du capital individuel, ce que cette marchandise devient par la suite. Par contre, les conditions de la reproduction sociale ne peuvent être déterminées que si l'on arrive à montrer ce que devient chaque partie de valeur de la production totale. La consommation y joue donc nécessairement un rôle.

[1] T. Il, chap. 20.

Et nous ne pouvons plus nous contenter ici (comme dans l'examen du capital individuel) de *l'hypothèse* d'après laquelle le capitaliste individuel peut d'abord convertir sa marchandise en argent pour transformer ensuite celui-ci en capital productif, en rachetant des éléments de production.

La question, telle qu'elle se présente immédiatement, est celle-ci: *Comment le capital consommé dans la production est-il remplacé quant à sa valeur par une partie du produit annuel, et comment le mouvement de ce remplacement se confond-il avec la consommation de la plus-value par les capitalistes et du salaire par les ouvriers?*

Nous examinerons tout d'abord la reproduction sur une échelle simple, c'est-à-dire que nous Supposerons que la production a simplement lieu dans les mêmes proportions qu'auparavant, sans extension. L'on supposera en outre que les produits s'échangent d'après leur valeur et qu'il ne s'opère aucun changement dans la valeur des éléments du capital productif. En tant que les prix diffèrent des valeurs, cette circonstance ne peut du reste influer en rien sur le mouvement du capital social total. Après comme avant, les masses de produits échangés sont les mêmes; mais les valeurs selon lesquelles les capitalistes individuels participent à cet échange ne sont plus proportionnelles aux avances respectivement consenties par eux ni à la plus-value produite par chacun d'eux. Quant aux révolutions qui s'opèrent dans les valeurs, elles ne modifient en rien, si elles sont générales et uniformes, la proportion entre les éléments qui constituent la valeur du produit total. Mais, pour autant qu'elles sont partielles et inégalement réparties, elles représentent des perturbations qui ne peuvent se comprendre que si l'on y voit des dérogations à la situation constante des valeurs. Mais en outre, une fois démontrée la loi d'après laquelle une partie de valeur du produit annuel remplace du capital constant et une autre partie du capital variable, une révolution dans la valeur du capital constant ou du capital variable ne modifierait en rien cette loi ; elle ne modifierait que la grandeur des parties de valeur passant à l'une ou à l'autre fonction.

Le mouvement dont nous nous occupons présentement, c'est-à-dire la retransformation en capital d'une partie de la valeur du produit, le passage d'une. autre partie dans la consommation individuelle de la classe capitaliste ou ouvrière, n'est pas seulement un remplacement de valeur, mais un remplacement de matière, il dépend donc autant du rapport réciproque des éléments de valeur du produit social que de sa forme matérielle. Nous rappelons d'ailleurs expressément que la reproduction simple sur une échelle restant la même n'existe pas dans la réalité capitaliste. D'une part, l'absence de toute accumulation sur la base capitaliste est une supposition étrange et, d'autre part, les conditions de la production ne restent pas absolument identiques d'une année à l'autre. Pourtant, dans la mesure où l'accumulation a lieu, la reproduction simple en constitue toujours une part, et peut donc être considérée comme telle.

a) Les deux divisions de la production sociale

Retour à la table des matières

Le produit total, et donc l'ensemble de la production de la société, se décompose en deux grandes divisions :

I. *Les moyens de production.*
II. *Les moyens de consommation.*

Dans chaque division, le capital se décompose en 2 éléments:

1. *Le capital variable*, égal à la valeur de la force de travail employée dans cette branche de production, égal par conséquent à la somme des salaires payés. Matériellement parlant, le capital variable se compose de la force de travail en action elle-même.

2. *Le capital constant*, c'est-à-dire la valeur de tous les moyens de production employés dans cette branche. Ces moyens se décomposent à leur tour en capital fixe: machines, outils, bâtiments, bétail, etc., et en capital circulant: matières premières et auxiliaires, produits demi-fabriqués, etc.

La valeur du produit annuel total fourni dans chacune de ces deux subdivisions se décompose de la façon suivante:

La valeur du capital constant consommé dans la production et la valeur ajoutée par le travail de l'année;

Cette dernière comprend à son tour: ce qui remplace le capital variable *v*, et en outre la plus-value *pl*.

Comme la valeur de toute marchandise individuelle, la valeur du produit annuel total de chaque division se décompose donc en $c + v + pl$.

La partie *c*, qui représente le capital constant *consommé* dans la production, ne coïncide pas avec la valeur du capital constant *employé* dans la production. Car une partie seulement du capital fixe employé a été consommée en totalité et sa valeur transférée au produit.

La partie restante, et continuant à fonctionner, du capital fixe n'existe pas ici pour nous, lorsque nous considérons la valeur du produit. Car elle n'y entre pas [1].

---

[1] Bien plus, pour l'examen de l'ensemble du produit social, la valeur du capital fixe transmise au produit annuel n'entre pas, tout d'abord, complètement en question, mais seulement la partie de cette valeur qui a été également remplacée en nature dans l'année. Nous devons, du moins provisoirement, faire abstraction de l'autre partie. Nous traiterons ce point plus tard, séparément.

Dans notre étude de la reproduction simple, nous partirons de la formule suivante, où la plus-value est supposée de 100 % (c'est-à-dire que la plus-value sera égale au salaire.) Les nombres peuvent indiquer des millions de marks, de francs ou de livres sterling, à volonté.

Section l : Production de moyens de production:

Capital :

4.000 *c* + 1.000 *v* = 5.000

Produit-marchandise existant sous forme de moyens de production :

4.000 *c* + 1.000 v + 1.000 *pl* = 6.000

Section II : Production de moyens de consommation:

Capital :

2.000 *c* + 500 *v* = 2.500

Produit-marchandise existant sous forme de moyens de consommation :

2.000 *c* + 500 *v* + 500 *pl* = 3.000

Soit donc, comme valeur totale du produit: 9.000, valeur dans laquelle ne figure pas le capital fixe continuant à fonctionner.

Si nous examinons maintenant les transactions nécessaires dans le domaine de la reproduction simple (où toute la plus-value est consommée improductivement) et que nous laissions d'abord de côté la circulation monétaire qui leur sert d'argent, nous trouvons immédiatement 3 points de repère.

1. Le salaire et la plus-value de la section II, 500 *v* + 500 *pl*, doivent être dépensés en moyens de consommation. Cela se passe à l'intérieur de la section II. De cette façon, 1.000 disparaissent du produit total de II.

2. Les salaires et la plus-value de la section 1, 1.000 *v* + 1.000 *pl*, doivent également être dépensés en moyens de consommation, achetés naturellement aux capitalistes de la section II. De la sorte, la section II abandonne le reste de son produit, 2.000, et reçoit en échange des moyens de consommation

3. Restent encore 4.000 I *c*. Ceux-ci se composent de moyens de production ne pouvant être utilisés que dans la section I (car la section a déjà reçu ses .moyens de production) et font l'objet d'échanges entre les capitalistes de I.

Ce qui précède, simplement pour mieux faire comprendre ce qui suit.

b) Les transactions entre les deux sections (I (*v* + *pl*) contre II *c*)

Retour à la table des matières

Nous commençons par le grand échange entre les 2 sections, 1.000 v + 1.000 pl contre 2.000 c II.

La classe capitaliste II a de nouveau donné à son capital constant de 2.000, au lieu de la forme de moyens de consommation, la forme de moyens de production. D'autre part, le salaire et la plus-value de la section I se trouvent ainsi réalisés en moyens de consommation, de sorte qu'ils peuvent être consommés comme revenu.

Or, cet échange réciproque s'opère grâce à une circulation monétaire qui contribue autant à le réaliser qu'elle en rend difficile la compréhension, mais n'en est pas moins d'une importance décisive, le capital variable devant toujours reparaître sous la forme argent.

Dans la section I, l'ensemble des capitalistes a payé 1.000 francs aux ouvriers (je dis « francs », simplement pour montrer qu'il s'agit d'une valeur sous la forme argent), pour une valeur qu'ils se trouvent, eux capitalistes (une fois la production achevée), posséder dans leur produit, c'est-à-dire sous la forme de moyens de production. Avec ces 1.000 francs, les ouvriers achètent aux capitalistes de la section II des moyens de consommation et convertissent ainsi en argent une moitié du capital constant de ces derniers. Les capitalistes II achètent à leur tour, avec ces mêmes 1.000 francs, des moyens de production aux capitalistes de la section 1, dont le capital variable se trouve ainsi reconverti en argent.

Quant à l'argent nécessaire à l'échange de la plus-value de la section I contre la seconde moitié du capital constant II, il peut être avancé de différentes façons. Dans la réalité, cette conversion comprend une innombrable quantité de ventes et d achats séparés, opérés par les capitalistes des 2 sections: mais, dans tous les cas, c'est de ces capitalistes que l'argent doit provenir, puisque nous en avons déjà déduit celui que les ouvriers ont jeté dans la circulation, Certaines réserves d'argent -- soit pour les avances de capital, soit pour les dépenses personnelles -- doivent en tout cas, ainsi que l'ont montré les chapitres précédents, se trouver, par hypothèse, entre les mains des capitalistes, à côté du capital productif. Supposons que la moitié de l'argent -- la proportion est indifférente -- soit avancée par les capitalistes de la catégorie I, l'autre moitié par les capitalistes de la catégorie II. Les choses, alors, se passent comme suit: La catégorie II avance 500 francs et achète à la catégorie I des moyens de production. La section I achète avec les 500 francs qui lui sont ainsi versés, des moyens de consommation à la section II ; elle a donc ainsi converti en moyens de consommation la moitié de sa plus-value. De par ce procès, les 500 francs retournent comme capital-argent à la section II, qui les possède alors à côté de son capital productif.

Maintenant, I a en stock la moitié de sa plus-value comme capital-marchandise (donc sous forme de moyens de production). I prend également 500 francs, sur sa

réserve d'argent, et, avec ces 500 francs, achète des moyens de consommation à II. Avec ces mêmes 500 francs, II achète à I des moyens de production et remplace ainsi en nature tout son capital constant, tandis que J a réalisé toute sa plus-value en moyens de consommation [1]. De cette façon, II n'a pas seulement ramené à la forme de moyens de production son capital constant, existant dans le produit comme moyens de consommation, mais en outre cette section voit revenir à elle les 500 francs qu'elle avait jetés dans la circulation. De même, I n'a pas seulement reconverti en argent son capital variable, lequel avait dans le produit la forme de moyens de production, mais cette même section I voit également lui revenir les 500 francs qu'elle avait auparavant dépensés pour acheter des moyens de consommation.

Conséquence générale: de l'argent que les capitalistes industriels [2] jettent dans la circulation afin de rendre possible leur propre circulation-marchandise, il revient entre leurs mains la même quantité qu'ils avaient avancée pour la circulation de l'argent:

Il faudrait encore montrer que le capital variable de la section l reprend la forme argent en passant par la section II (ainsi qu'il ressort déjà de l'exposé ci-dessus). Les capitalistes I payent cette somme, -- 1.000 francs dans notre exemple, -- à leurs ouvriers. Mais ceux-ci ne peuvent rien acheter aux dits capitalistes de la section I, car il n'y est produit que des moyens de production. Les ouvriers de la section I achètent ce dont ils ont besoin à la section II. C'est là qu'ils portent leur argent, et celui-ci ne revient entre les mains des capitalistes de la section I que lorsque les capitalistes de la section II l'emploient à acheter des moyens de production.

Par conséquent, dans la reproduction simple, la somme de valeur v + pl du capital-marchandise I doit être égale au capital constant II. Ou . *I (v + pl) = II c.*

c) Les transactions dans le cadre de la section II Moyens de subsistance nécessaires et moyens de luxe

Retour à la table des matières

Dans la section II, il nous reste à examiner les valeurs *v + pl*. Ces éléments existant sous la forme naturelle d'articles de consommation, il saute aux yeux que les ouvriers II rachètent (avec le salaire que leur versent les capitalistes II) une partie de leur produit. La classe capitaliste II rend ainsi la forme argent à son capital variable. Mais il y a encore un autre point à examiner. La catégorie II de la production annuelle de la marchandise comprend les industries les plus diverses que - par rapport à leurs produits - nous pouvons diviser en 2 sous-sections.

---

1 En tout, un échange de marchandises, du montant de 4.000 francs, aurait lieu avec une circulation d'argent de 2.000. Celle-ci n'est, d'ailleurs, si grande que parce que l'ensemble du produit annuel est représenté comme échangé au cours d'un petit nombre de transactions importantes.

2 C'est-à-dire producteurs. - J. B.

a) Moyens de consommation *nécessaires*, qui entrent dans la consommation des ouvriers et forment même une partie de la consommation de la classe capitaliste. Peu importe que ces produits ne soient pas nécessaires au point de vue physiologique, comme le tabac par exemple; il suffit qu'ils le soient du fait de l'habitude.

b) Moyens de consommation de *luxe*, qui n'entrent que dans la consommation des capitalistes et ne peuvent donc s'échanger que contre de la plus-value.

Dans la première sous-section (II a), moyens de consommation nécessaires), il est évident que le capital variable doit directement faire retour, sous la forme argent, à ces mêmes capitalistes qui produisent ces moyens de subsistance nécessaires. Ces capitalistes vendent ces moyens de subsistance à leurs propres ouvriers. (Ce retour n'est naturellement *direct* qu'en ce qui concerne toute la Sous-section et non le capitaliste individuel. L'ouvrier individuel n'achète pas toujours nécessairement chez le capitaliste qui l'occupe, mais toujours, en tout cas chez un capitaliste de la même sous-section.)

Il en va tout autrement de la sous-section II b). Il n'y est produit que des articles de luxe, que les ouvriers ne peuvent acheter, pas plus qu'ils ne peuvent acheter des moyens de production. Le retour du capital variable dans cette sous-section ne peut donc s'effectuer directement.

Supposons par exemple que l'ensemble des sommes existant dans la catégorie II, 500 *v* + 500 *pl*, se répartisse comme suit:

II a), moyens de subsistance nécessaires...	400 *v* + 400 *pl*
II b), articles de luxe	100 *v* + 100 *pl*

Les ouvriers II b ont reçu 100 francs d'argent. Avec cet argent, ils achètent aux capitalistes II a des moyens de consommation. Ces capitalistes II a achètent alors, pour 100 francs, de la marchandise II b, et les capitalistes II b voient ainsi leur capital variable leur revenir sous la forme argent.

Dans II a, par suite des échanges faits entre capitalistes et ouvriers, les premiers possèdent déjà 400 *v* sous la forme argent. Sur les 400 *pl*, ils ont cédé le quart aux ouvriers II b et reçu en échange des articles de luxe.

Supposons maintenant que chez les capitalistes II a et II b, la dépense du revenu en moyens de subsistance nécessaires et en moyens de luxe soit répartie dans les mêmes proportions, 3/5 pour les moyens de subsistance nécessaires et 2/5 pour les moyens de luxe. Les capitalistes II a consacreront les 3/5 des 400 *pl* de leur plus-value, c'est-à-dire 240, à leurs propres produits, à des moyens de subsistance nécessaires, et les 2/5, soit 160, à des moyens de luxe. Les capitalistes II b répartiront de même leurs 100 *pl*, soit 60, sur des moyens de subsistance nécessaires et 40 sur les moyens de luxe, ces derniers étant échangés dans cette même sous-section.

Les capitalistes II a vendent donc, sur leurs 400 *pl*, 100 aux ouvriers II b, et 60 aux capitalistes II b. Ils couvrent ainsi leur besoin d'articles de luxe: 160. Les 240 de reste, ils les, dépensent en moyens de subsistance nécessaires, à l'intérieur de leur propre sous-catégorie.

Les capitalistes II b vendent, sur leurs 100 *pl*, 60 aux capitalistes II a, couvrent ainsi leur besoin de moyens de subsistance nécessaires et dépensent 40 de leur plus-value par des échanges entre eux.

La force de travail des ouvriers de luxe (II b) ne peut donc se vendre de nouveau parce que la partie de leur produit représentant l'équivalent de leur salaire, est consommée, gaspillée par les capitalistes II a [1]. (Il en va de même pour la vente de la force de travail dans la section I, le capital constant de la section II, contre lequel s'échangent salaire et plus-value de I, se composant aussi bien d'articles dé luxe que de moyens de subsistance nécessaires, et les moyens de production de II devant être, eux aussi, renouvelés, aussi bien pour la production de luxe que pour la production des moyens de subsistance.)

Si nous maintenons, pour ne rien compliquer, la même proportion entre le capital variable et le capital constant (ce qui du reste est parfaitement superflu), nous avons, pour 400 *v* (a) un capital constant de 1.600, pour 100 *v* (b), un capital constant de 400, et nous obtenons, pour II, les 2 sous-catégories suivantes:

II a	1.600 *c* + 400 *v* + 400 *pl* = 2.400
II b	400 *c* + 100 *v* + 100 *pl* = 600
	2 000 *c* + 500 *v* + 500 *pl* = 3.000

Conformément à quoi, dans l'échange des produits de la catégorie I (*v* + *pl*), 1.600 sont réalisés en moyens de production servant à la fabrication de moyens de subsistance nécessaires, et 400 en moyens de production pour la fabrication de luxe.

Ce qu'il y a d'arbitraire ici, pour I aussi bien que pour II, c'est le rapport entre le capital variable et le capital constant, ainsi que l'identité de ce rapport pour I et II et leurs sous-sections. Mais nous n'avons admis cette identité que pour simplifier les choses, et l'on pourrait imaginer des rapports différents, sans rien changer aux conditions et à la solution du problème. Ce qui apparaît comme résultat nécessaire, dans l'hypothèse de la reproduction simple, est ceci:

1° Le nouveau produit-valeur créé par le travail annuel (*v* + *pl*), doit être égal à la valeur capital constante *c* de l'autre partie du travail annuel réalisé sous forme de moyens de consommation (I (*v* + *pl*) = II *c*). S'il était plus petit que II *c*, II ne pourrait pas remplacer en totalité son capital constant; s'il était plus grand, l'excédent ne trouverait pas d'emploi. Dans les 2 cas, on porterait atteinte à l'hypothèse de la reproduction simple;

2° Le salaire des ouvriers de luxe (capital variable de II b) ne peut. être réalisé qu'en moyens de subsistance nécessaires, c'est-à-dire en II a, et contre une partie de la plus-value de cette sous-section. Par conséquent, le capital variable de II b doit être plus petit que la totalité de la plus-value de II a. Et c'est seulement par cet échange (II b *v* contre une partie de II a *pl*) que leur capital variable revient, sous la forme argent, aux producteurs capitalistes des articles de luxe.

---

[1] Car les ouvriers de luxe, avec leur salaire, achètent à II a des moyens de subsistance nécessaires. Les capitalistes II a achètent, pour la même somme, des articles de luxe, et c'est seulement ainsi que les capitalistes Il b Voient revenir entre leurs mains l'argent avec lequel ils pourront à nouveau payer les ouvriers de luxe. - J. B.

Il suit de ce qui précède qu'à mesure que la partie de luxe du produit augmente, la reconversion en argent du capital variable avancé en II b et l'existence de la partie de la classe ouvrière occupée dans la production de luxe, dépendent de la prodigalité de la classe capitaliste.

Toute crise amène une diminution passagère de la consommation de luxe; elle ralentit, retarde la retransformation en capital-argent du capital variable de II b, et met sur le pavé bon nombre d'ouvriers de luxe, tandis que d'autre part elle ralentit et diminue, précisément de ce fait, la vente des moyens de consommation nécessaires. Abstraction faite des ouvriers renvoyés et rendus improductifs, dont les salaires forment une partie de la dépense somptuaire des capitalistes (ces ouvriers sont eux-mêmes articles de luxe), et qui participent pour une large part à la consommation des moyens de subsistance nécessaires, etc. C'est le contraire qui se produit dans les périodes de prospérité et surtout au moment d'une apogée fallacieuse, - où d'autres raisons font déjà baisser la valeur de l'argent exprimée en marchandises (sans qu'il y ait de réelle révolution dans les valeurs) et font donc monter le prix des marchandises indépendamment de leur valeur propre. Non seulement la consommation des moyens de subsistance nécessaires augmente; la classe ouvrière (où l'armée de réserve tout entière est devenue armée active) participe momentanément à la consommation d'articles de luxe qui ne lui sont pas d'ordinaire accessibles, et se met à prendre sa part de la consommation de certains articles qui jusque-là ne constituaient en majeure partie des moyens de consommation « nécessaires » que pour la classe capitaliste. Ce qui favorise encore la hausse des prix.

C'est une pure tautologie [1] que d'affirmer que les crises se produisent par manque de consommateurs solvables, capables de payer les articles de consommation. Le système capitaliste ne connaît que des consommateurs payants, exception faite pour les pauvres et les filous. Si des marchandises restent invendues, c'est qu'elles n'ont pas trouvé d'acheteurs capables de payer, de consommateurs. (Peu importe d'ailleurs qu'en dernière analyse les marchandises soient achetées pour la consommation productive ou pour la consommation personnelle.) Si l'on veut donner à cette tautologie une apparence de fondement plus sérieux en disant que la classe ouvrière reçoit une part trop faible de son propre produit, et que, pour remédier à cet inconvénient, on n'a qu'à lui assurer une part plus grande en augmentant son salaire, nous ferons remarquer que toutes les crises sont précisément préparées par une période où la hausse des salaires est générale, où, par conséquent, la classe ouvrière reçoit en réalité une plus large part du produit annuel destiné à la consommation. Selon nos chevaliers du sain (!) et « simple » bon sens, ces périodes devraient au contraire prévenir les crises. Il semble donc que la production capitaliste renferme des conditions indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté, et qui ne tolèrent cette prospérité de la classe ouvrière que momentanément et comme signe avant-coureur d'une crise [2].

---

[1] Tautologie: vaine répétition prétendant être une explication, mais où l'on se contente de redire la même chose en d'autres termes. - J. B.

[2] Avis aux partisans éventuels de la théorie des crises selon Rodbertus. - (Friedrich Engels.)

d) La circulation monétaire comme intermédiaire des échanges.

Retour à la table des matières

Comme loi générale, nous avons trouvé que l'argent que les producteurs de marchandises avancent à la circulation leur fait retour avec la marche normale de la circulation des marchandises. Il s'ensuit que s'il y a derrière le producteur de marchandises un capitaliste financier qui avance du capital sous forme d'argent au capitaliste industriel, c'est dans la poche de ce capitaliste financier que l'argent retourne en réalité. De cette façon, et bien que l'argent passe plus ou moins dans toutes les mains, la masse d'argent en circulation appartient à la section du capital-argent organisée et concentrée sous forme de banques, etc. La manière dont cette section fait l'avance de son capital en conditionne le retour final, sous la forme argent, à cette section du capital, bien que ce retour ne puisse s'effectuer que par la reconversion du capital industriel en capital-argent.

L'argent avancé comme salaire joue un rôle essentiel dans la circulation monétaire. En effet, la classe ouvrière, forcée de vivre au jour le jour, ne peut faire un long crédit aux capitalistes industriels. En mille endroits, sur d'innombrables points, le capital variable doit être avancé sous la forme argent pour des délais assez courts, une semaine par exemple. (Plus ces délais sont courts, et plus peut être faible la somme totale d'argent jetée en une seule fois dans la circulation par ce canal.) Dans tout pays de production capitaliste, le capital-argent avancé de la sorte a une part relativement décisive dans la circulation totale, d'autant plus que le même argent, avant de revenir à son point de départ, passe dans les canaux les plus variés et fonctionne comme moyen de circulation pour une foule d'autres industries.

*
* *

Examinons maintenant la circulation entre 1 *v* + *pl* et II c à un autre point de vue.

Avec les 1.000 francs que les capitalistes I leur avancent comme paiement de leur salaire, les ouvriers achètent des moyens de subsistance aux capitalistes II, qui à leur tour achètent pour la même somme des moyens de production aux capitalistes I. (Ces derniers ont simplement récupéré leur capital variable sous la forme argent, tandis que les capitalistes II ont retransformé la moitié de leur capital constant en capital productif.)

Les capitalistes II avancent encore 500 francs d'argent pour se procurer auprès de I des moyens de production. Les capitalistes I dépensent cet argent en achetant à II des moyens de consommation.

Ces 500 francs font ainsi retour aux capitalistes II, qui les avancent de nouveau pour reconvertir en sa forme naturelle productive le dernier quart de leur capital constant transformé en marchandises. L'argent revient à I et achète de nouveau des moyens de consommation à II. De la sorte les 500 francs font retour à II.

Les capitalistes II sont donc comme auparavant possesseurs de 500 francs d'argent et de 2.000 francs de capital constant, mais celui-ci a échangé la forme de capital-marchandises contre la forme de capital productif.

1.500 francs ont fait circuler pour 5.000 francs de marchandises:
1. I paie aux ouvriers 1.000 francs de salaire;
2. avec ces 1.000 francs les ouvriers 1 achètent des moyens de subsistance à II;
3. avec ce même argent, II achète des moyens de production à I;
4. II achète pour 500 francs des moyens de production à I ;
5. avec les mêmes 500 francs, I achète des moyens de consommation à II;
6. avec les mêmes 500 francs, II achète des moyens de production à I;
7. avec les mêmes 500 francs, I achète des moyens de subsistance à II...,

Les capitalistes II ont récupéré 500 francs, qu'ils ont jetés dans la circulation sous forme de marchandises, en plus de leurs 2.000 francs, sans retirer de la circulation un équivalent quelconque en marchandises.

Si l'on supposait des périodes de rotation plus courtes (ou si les circuits de l'argent s'accomplissaient plus rapidement), il faudrait encore moins d'argent pour faire circuler les valeurs-marchandises.

Par rapport à toute la classe capitaliste, l'affirmation qu'elle doit jeter elle-même dans la circulation l'argent nécessaire à la réalisation de sa plus-value (de même qu'à la circulation de son capital) ne semble pas du tout un paradoxe, mais la condition nécessaire de tout le mécanisme. Il n'y a que 2 classes: la classe ouvrière, qui ne dispose que de sa force de travail, et la classe capitaliste, qui a le monopole de l'argent et des moyens de production. Ce qui serait paradoxal, ce serait de voir la classe ouvrière avancer la première fois et sur ses propres moyens l'argent nécessaire à la réalisation de la plus-value contenue dans les marchandises. Mais le capitaliste individuel ne fait cette avance qu'en sa qualité d'acheteur, en dépensant de l'argent pour l'achat de moyens de consommation, ou en avançant de l'argent pour l'achat d'éléments de son capital productif, force de travail ou moyens de production. Il ne se dessaisit de son argent que contre un équivalent. Il avance à la circulation de l'argent, tout comme il lui avance de la marchandise. Dans les deux cas, il constitue le point de départ de la circulation.

L'opération réelle est obscurcie par 2 circonstances:

1. L'intervention du *capital commercial* (qui a toujours pour première forme l'argent, le commerçant comme tel n'établissant ni « produit » ni « marchandise ») et du *capital-argent*, objet des manipulations d'une catégorie spéciale de capitalistes.

2. La division de la plus-value - laquelle doit toujours commencer par se trouver entre les mains du capitaliste industriel - .en diverses catégories, dont les détenteurs sont, à côté du capitaliste industriel, le propriétaire foncier (pour la rente foncière), l'usurier (pour l'intérêt), etc., outre le gouvernement et ses fonctionnaires, les rentiers, etc. Tous ces gens sont acheteurs vis-à-vis du capitaliste industriel dont ils convertissent les marchandises en argent. Eux aussi jettent également de « l'argent » dans la circulation, et le capitaliste industriel le reçoit de leurs mains. Mais on oublie toujours d'indiquer la source d'où ils ont tiré et continuent à tirer cet argent.

*
* *

Il nous reste à examiner le capital constant de la section I = 4.000 I *c*, valeur contenue dans le produit-marchandise de cette catégorie, dont elle représente, quant à la valeur, les 2/3. Pour le capitaliste individuel qui a produit un moyen de production particulier, nous avons pu dire: il vend son produit-marchandise, et avec l'argent reçu en échange, il rachète alors à d'autres vendeurs de marchandises ses moyens de production. Mais actuellement, cela devient impossible. La classe capitaliste I embrasse la totalité des capitalistes qui produisent des moyens de production. En outre, le produit-marchandise de 4.000 resté entre ses mains, ne peut s'échanger contre rien d'autre, parce qu'il n'y a plus rien. A l'exception de ces 4.000, on a déjà disposé de tout le reste.

La difficulté se résout facilement quand on considère que tout le produit-marchandise I consiste en moyens de production (bâtiments, machines, récipients, matières premières et auxiliaires, etc.). De même que pour la section II (moyens de consommation) une partie du produit-marchandise est consommée par ses propres producteurs, de même, dans la section I, la partie du produit-marchandise qui remplace le capital constant employé, peut recommencer aussitôt à fonctionner comme capital productif. Dans la mesure où cette partie entre dans la circulation, elle circule à l'intérieur de la section I.

*
* *

Dans l'hypothèse d'une reproduction simple, la valeur totale des moyens de consommation (section II) annuellement produits est donc égale à la valeur totale produite dans l'année par le travail social; il ne peut en être autrement, cette valeur totale étant consommée dans l'hypothèse de la reproduction simple.

Dans notre exemple (ne sont nouvellement produites pendant l'année que la plus-value et la valeur remplaçant les salaires, donc seulement *pl* et *v*, mais non pas le capital constant c) : le produit total de la section II, 3.000, est -- quant à la valeur -- égal à *v* + *pl* de la section I, plus *v* + *pl* de la section II, soit 1.000 + 1.000 + 500 + 500 Il ne peut, en effet, en être autrement dans la reproduction simple; car la reproduction simple signifie que la totalité des salaires (*v*) et que toute la plus-value (*pl*) sont consommées dans les 2 sections.

Mais nous savons que la valeur totale des marchandises II, -- moyens de consommation, -- est loin d'avoir été produite cette année. Dans cette section également, n'ont été nouvellement produits que v et pl. Et c'est seulement parce que le capital constant qui s'y trouve contenu est égal à *v* + *pl* de la section I de la valeur totale des moyens de consommation coïncide avec la totalité de *v* + *pl* des 2 sections.

Il faut encore étudier une difficulté présentée par l'examen du produit social total.

Tout capitaliste *individuel* emploie une espèce de travail déterminée. Prenons, par exemple, un capitaliste constructeur de machines et admettons: capital constant = 6.000 *c*, capital variable = 1.500 *v*, plus-value = 1.500 *pl*, produit = 9.000. Disons que ce soit un produit de 18 machines de 500 chacune. Les différentes parties de la

valeur-produit se présentent donc sous la même forme naturelle: dans les machines, il y a donc 6.000 *c*, dans 3 machines 1.500 *v*, dans 3 machines 1.500 *pl*. Il est évident que la valeur des 12 premières machines n'a pas atteint 6000(*c*) sans un travail nouveau, accompli dans l'année. La valeur des moyens de production pour 12 machines ne s'est pas transformée toute seule en 12 machines, mais la valeur de ces 12 machines (qui se compose elle-même de 4.000 *c* + 1.000 *v* + 1.000 *pl*) est égale à la valeur totale de la valeur capital constante contenue dans les 18 machines. Le constructeur est donc obligé de vendre 12 de ces 18 machines pour remplacer le capital constant dont il a besoin pour la construction de 18 nouvelles machines. Et en vendant les 6 autres, il réalise seulement son capital variable et sa plus-value, bien que ces 6 machines recèlent, elles aussi, du capital constant. Tout cela est parfaitement clair et n'a rien de mystérieux. La chose serait au contraire inexplicable si, le travail employé ne l'étant que pour la construction de machines, le résultat n'était pas d'une part: 6 machines = 1.500 *v* -+ 1.500 *pl* et, d'autre part, du fer, du cuir, des vis, des courroies, etc., d'une valeur de 6.000 *c*, c'est-à-dire, sous leur forme naturelle, les moyens de production des machines.

Et cependant on pourrait croire, au premier abord, que la reproduction du produit *social* annuel se fait de cette façon absurde. Les moyens de production ne sont pas seulement contenus dans le produit *social* quant à la valeur, mais également dans leur forme d'usage. Ils constituent le produit de toute la section I. Dans l'hypothèse de la reproduction simple, la valeur du produit de la section I (6.000 dans notre exemple) doit donc être égale à la valeur du capital constant de la société tout entière (4.000 dans la section I + 2.000 dans la section II). Il semble ainsi que les nouveaux moyens de production -- qui représentent les 2/3 de la valeur du nouveau produit -- aient surgi sans travail. Car, dans l'année, il n'a été nouvellement effectué qu'un travail de 3.000 (*v* + *pl* dans les 2 sections), ce qui correspond à la valeur totale du produit de la section II.

La difficulté se résout comme suit. En fait, la valeur du capital constant, et cela dans les 2 sections, n'a pas été produite dans l'année, mais transmise par le travail, de son ancienne à sa nouvelle forme naturelle. L'échange des moyens de consommation (2.000 II c) contre des moyens de production (1.000 I v + 1.000 I pl) est donc, en fait, l'échange des 2/3 de la journée de travail collective écoulée avant l'année en question, contre les 2/3 de la journée de travail collective [1] de cette année même. En d'autres termes: sur la valeur des moyens de consommation (3.000 II), 1/3 seulement a été créé par le travail de l'année; les 2/3 restants ont été transmis, des moyens de production de la section II, au produit. Et de même, dans la section I, 2/3 seulement du produit-valeur ont été transmis, tandis que l'autre 1/3 a été créé par du travail nouveau. C'est pourquoi la reproduction simple ne peut avoir lieu que si 1 /3 du produit-valeur de I est égal aux 2/3 du produit-valeur de II.

[1] C'est-à-dire le travail effectué, pendant toute l'année, par l'ensemble de la classe ouvrière. - J. B.

e) Remplacement du capital fixe

Retour à la table des matières

Nous savons [1] que, non point toute la valeur, mais une partie seulement de la valeur du capital constant, dans la mesure où celui-ci se compose de véritables moyens de travail (en tant que capital fixe) est transférée au produit; cette partie est seulement leur usure, la perte de valeur que ces éléments subissent peu à peu pendant leur fonctionnement. Par rapport à la reproduction annuelle, nous n'avons donc à retenir ici, de prime abord, que les éléments du capital fixe qui durent plus d'un an. S'ils meurent dans le courant de l'année, il faut les renouveler et les remplacer en totalité dans le courant de l'année; ils ne rentrent plus dans la question actuellement posée.

Il ne faut pas confondre cet élément de la valeur des marchandises avec les frais de réparation. Dans la valeur de la marchandise cet élément est transformé en argent comme le reste; ce n'est qu'après coup que se montre sa différence d'avec les autres éléments de valeur.

Les matières premières ou auxiliaires consommées dans la production des marchandises doivent être remplacées en nature, pour que la reproduction des marchandises se poursuive de façon continue; la force de travail dépensée doit de même être remplacée par de la force de travail fraîche. L'argent tiré de la vente de la marchandise doit donc être converti en ces éléments du capital productif. Peu importe, par exemple, que les matières premières ou auxiliaires soient achetées à certaines époques en grandes quantités, de façon à constituer des stocks; que durant quelque temps on n'ait donc pas besoin de racheter de moyens de production et que l'argent devant servir au rachat puisse s'accumuler. Il faut alors dépenser plus tard d'autant plus d'argent. Même chose pour la force de travail, que la production se fasse de façon continue durant toute l'année ou que le travail soit saisonnier. Cela n'a point la moindre importance.

Par contre, l'argent tiré de la vente des marchandises, pour autant qu'il représente une partie de valeur égale à l'usure du capital fixe, n'est pas retransformé en capital productif. Il se fixe à côté du capital productif et conserve sa forme argent. Ce dépôt d'argent se répète jusqu'à ce que le capital fixe (bâtiments, machines, etc.) ait fini son existence. Sa valeur existe alors à côté de lui, représentée complètement en argent. Cet argent sert alors à remplacer en nature le capital fixe (ou des éléments de celui-ci, ces éléments étant de durée différente). La thésaurisation est donc elle-même un élément du procès de production capitaliste.

*
* *

[1] Voir ci-dessus, chap. 6.

Nous avons vu plus haut [1] que 2.000 II *c* doivent s'échanger contre 1.000 I *v* + 1.000 I *pl*. Mais la valeur-marchandise de 2.000 II *c* contient un élément pour la perte de valeur du capital fixe, lequel ne doit pas être remplacé tout de suite en nature, mais accumulé au préalable sous la forme argent. Par contre, la valeur I *v* + *pl* ne contient pas d'éléments de valeur constant et non plus, par conséquent, d'élément de valeur pour le remplacement de l'usure. Il se présente alors aussitôt cette difficulté que les moyens de production I, dans lesquels les 2.000 *v* + *pl* existent, doivent s échanger, pour toute leur valeur, contre des moyens de consommation ; tandis que, par contre, les moyens de consommation Il c ne peuvent pas, d'autre part, être échangés pour leur valeur totale contre les moyens de production I *v* + *pl*, une partie de leur valeur devant tout d'abord rester sous la forme argent.

On n'évite pas cette difficulté en faisant l'hypothèse que II garderait pour le remplacement ultérieur de son capital fixe une partie de l'argent qui lui vient de I *v* + *pl*. Car, dans ce cas, II ne pourrait pas acheter tous les produits de consommation, dans lesquels existe précisément I(*v* + *pl*.)

Mais l'absurdité d'une pareille hypothèse ne saute pas immédiatement aux yeux lorsque I *pl*, -- au lieu de se présenter, comme ici, sous sa forme primitive, -- est entre les mains des associés des capitalistes, par exemple, comme rente foncière, entre les mains de propriétaires fonciers ou, comme intérêt, entre les mains de prêteurs d'argent. Mais la partie de la plus-value des marchandises, que le capitaliste industriel doit verser, comme rente foncière ou intérêt, à d'autres copropriétaires de la plus-value, ne peut se réaliser à la longue par la vente des marchandises, c'en est fait du paiement de la rente foncière et de l'intérêt, et copropriétaires ou prêteurs sont dans l'impossibilité d'assurer au besoin la conversion en argent de certaines parties de la reproduction annuelle. Il en va de même des dépenses de tous les travailleurs improductifs: fonctionnaires, médecins, avocats, etc., et tous ceux qui sous le nom de « grand public », rendent aux économistes bourgeois le « service » de leur donner l'apparence d'expliquer l'inexplicable.

La difficulté ne subsiste pas moins quand, au lieu de s'en tenir à l'échange direct I et II, on fait intervenir le commerçant et son « argent ». Le reste de I *pl* [2], sous forme de moyens de production, doit finalement et définitivement arriver aux capitalistes industriels de II. Quelle que soit la série des intermédiaires, le dernier se trouve toujours, d'après notre hypothèse, vis-à-vis de II dans la même situation où se trouvaient au début les capitalistes productifs de I; en d'autres termes, il ne peut vendre à II le reste de I *pl*.

Il ne resterait donc que l'hypothèse, plus absurde encore en apparence, que II jette lui-même dans la circulation l'argent servant à la conversion de la partie de valeur qui doit remplacer l'usure du capital fixe. Par exemple, la valeur que le métier à filer de M. X perd dans la production, reparaît comme partie de la valeur des filés; et le propriétaire accumulerait comme argent ce que la machine perd en usure. Mettons que X achète à Y, par exemple, pour 200 francs de coton, et donc avance à la circulation cette somme en argent; avec les mêmes 200 francs, Y achète à X des filés, et ces 200 francs servent à X pour remplacer l'usure de sa machine. Cela reviendrait à dire,

---

1 Voir ci-dessus au paragraphe « Les transactions entre les deux sections ».

2 Il ne peut s'agir que d'un reste de I pl, puisque I v - salaires - est naturellement entièrement dépensé.

que X, abstraction faite de sa production, et de la vente de son produit, garde par devers lui 200 francs pour se dédommager lui-même de l'usure de son métier à filer, c'est-à-dire qu'en outre de la perte de 200 francs que subit la valeur de sa machine, il doit encore ajouter 200 francs d'argent par an, pour être finalement à même de s'acheter une nouvelle machine.

Mais cette absurdité n'est qu'apparente. La classe II se compose de capitalistes dont le capital fixe se trouve à des stades tout à fait différents de sa reproduction. Celui des uns est arrivé au moment où il faut le remplacer entièrement en nature. Celui des autres approche plus ou moins de ce moment. Naturellement, les capitalistes de la section II prennent part aux avances d'argent que les capitalistes (ainsi qu'on l'a vu dans les précédents chapitres) doivent faire pour placer leurs produits. Si l'on suppose donc que, sur l'argent jeté dans la circulation par la classe capitaliste II pour ses transactions avec la classe I, la moitié provient des capitalistes II obligés de renouveler en nature leur capital fixe, et que l'autre moitié provient des autres capitalistes, - il n'y a rien de contradictoire à ce que l'argent faisant retour (dès que I achète des moyens de consommation) se répartisse différemment entre ces 2 catégories de la section II. Il revient à la classe II, mais non pas aux mêmes personnes.

L'une des parties de II achète de nouveau capital fixe en nature (moyens de production). L'argent qu'elle a dépensé de la sorte, comme au début de son affaire, lui revient de la circulation peu à peu. L'autre partie de II, au contraire, n'a pas acheté de marchandise à I, mais I la paie avec l'argent qui a servi à la première partie de II pour acheter des éléments de capital fixe.

*
* *

Par rapport au remplacement du capital fixe nous pouvons faire les remarques générales suivantes.

Chaque année meurt le capital fixe qui doit être remplacé dans telle ou telle entreprise particulière ou dans telle ou telle branche d'industrie; dans le même capital individuel il faut remplacer telle ou telle partie du capital fixe (les éléments du capital ayant une vie plus ou moins longue). Si nous considérons la reproduction annuelle, -- même dans l'hypothèse de la reproduction simple, c'est-à-dire abstraction faite de toute accumulation, -- nous ne commençons pas aux origines; il s'agit d'une année dans la suite de beaucoup d'autres, ce n'est pas l'année première, l'année de naissance de la production capitaliste. Les divers capitaux placés dans les multiples branches de production de la section II, n'ont donc pas tous le même âge; et de même que, chaque année, meurent des personnes occupées dans ces branches de production, de même, chaque année, des masses de capital fixe atteignent au terme de leur existence, elles meurent et doivent être remplacées en nature au moyen du fonds de réserve en argent.

Si donc, -- toutes les autres circonstances, notamment la productivité du travail, restant les mêmes, -- la partie des éléments fixes de II c, qui meurt dans une année, est supérieure à celle qui meurt l'année précédente et qu'une plus grande partie doive donc être remplacée en nature, l'autre partie du capital fixe, qui doit, en attendant, être accumulée en argent, diminuera dans les mêmes proportions. Car nous avons supposé la reproduction simple, c'est-à-dire la reproduction sans augmentation des anciennes quantités. En conséquence de quoi la somme (et aussi la somme des valeurs) du capital fixe fonctionnant en II reste la même.

Or ce fait entraîne les circonstances suivantes:

1° Plus est grande la partie du capital-marchandise I composée d'éléments fixes de II *c* (machines, etc.), plus est petite la partie composée d'éléments *circulants* (matières premières, etc.), la production totale de I pour II *c* restant invariable. Mais d'autre part, la production totale de la classe II ne change pas de grandeur. Comment cela se peut-il, puisqu'il y a diminution de ses matières premières, de ses semi-fabriqués, de ses matières auxiliaires?

2° Une assez grande partie du capital fixe II c rétabli sous la forme argent reflue en I pour acheter des moyens de travail. Il afflue donc en I de l'argent supplémentaire, en plus de l'argent circulant entre I et II en vue du simple échange des marchandises; argent supplémentaire qui, au lieu de servir aux échanges réciproques, fonctionne uniquement comme moyen d'achat. Mais il aurait dû y avoir en même temps diminution de la masse de marchandises de II *c*, qui représente le remplacement de la valeur de l'usure, par conséquent diminution de la masse de marchandises II, qui doit être échangée non contre des marchandises de I mais contre de l'argent de I. Il y aurait alors plus d'argent venu de II à I comme simple moyen d'achat, mais moins de marchandises de II, qui serait simple acheteur par rapport à I. Une plus grande partie de I *pl* (I *v* a déjà été converti en marchandises II) ne pourrait donc être convertie en marchandises, mais garderait la forme argent.

Il est inutile d'insister ici sur le cas inverse, où dans une année la reproduction du capital fixe II définitivement mort serait moindre et la partie d'usure plus grande.

Il *y aurait donc crise*, - crise de production, - malgré la reproduction sur la même échelle.

Le commerce extérieur pourrait apporter le remède: convertir en moyens de consommation la marchandise I maintenue sous la forme argent, ou bien écouler l'excédent en marchandises. Mais le commerce extérieur ne fait que porter les contradictions dans une sphère plus étendue et leur ouvrir un champ plus vaste.

Une fois écartée la forme capitaliste de la reproduction, il peut être remédié au mal par une surproduction relative continue. La grandeur du capital fixe à remplacer varie; très importante dans une année (au-dessus de la mortalité moyenne, tout comme chez les hommes), elle sera certainement d'autant plus faible dans l'autre. Il faut prendre soin qu'il y ait toujours plus de produits que ne le demandent les besoins immédiats, qu'il s'agisse de moyens de travail, de matières premières ou, surtout, de moyens de subsistance. Une surproduction de cette espèce n'est que le contrôle exercé par la société sur sa propre reproduction. Mais dans la société capitaliste, la surproduction exerce un effet destructeur.

Cet exemple du capital fixe, -- l'échelle de la production ne changeant pas, -- est frappant. Pour expliquer les crises, les économistes parlent volontiers de la discordance existant entre le capital fixe et le capital circulant. Ils sont tous étonnés d'apprendre que cette discordance puisse et doive se produire, quand il s'agit de la simple conservation du capital fixe (sans son moindre accroissement).

f) La reproduction de la matière argent

Retour à la table des matières

Comme matière argent, pour plus de simplicité, nous n'envisagerons ici que l'or.

D'après les données anciennes, la production annuelle de l'or était en chiffres ronds, de 400 à 450.000 kilos, soit environ de 1.100 à 1.250 millions de marks. Soetbeer [1] ne l'estime qu'à 170.675 kilos, d'une valeur de 476 millions de marks, moyenne des années 1871-1875. Sur cette quantité, l'Australie a fourni 167, les États-Unis 166, la Russie 98 millions de marks. Le reste se répartit, à raison de moins de 10 millions, sur divers pays. Pour la même période, la production annuelle de l'argent a été environ de 2 millions de kilogrammes, d'une valeur de 354 millions de marks; 108 pour le Mexique, 102 pour les États-Unis, 67 pour l'Amérique du Sud, 26 pour l'Allemagne, etc. [2].

Parmi les pays à production capitaliste prédominante, les États-Unis seuls sont producteurs d'or et d'argent; les pays capitalistes de l'Europe reçoivent presque tout leur or et la majeure partie de leur argent de l'Australie, des États-Unis, du Mexique, de l'Amérique du Sud et de la Russie.

Mais nous imaginerons que les mines d'or existent dans le pays à production capitaliste dont nous analysons ici la reproduction annuelle, et cela pour les raisons suivantes:

La production capitaliste n'existe pas sans le commerce extérieur. Mais si nous supposons une reproduction annuelle normale sur une échelle donnée, nous supposons également que le commerce ne fait que remplacer, par des articles de forme d'usage et de forme naturelle différentes, des articles indigènes, sans affecter en rien les rapports de valeur en général, ni en particulier les rapports de valeur dans lesquels se trouvent réciproquement les 2 catégories des moyens de production et des moyens de consommation, ni, par conséquent, les rapports entre capital constant, capital variable et plus-value, en quoi peut se décomposer la valeur du produit de chacune de ces catégories. En faisant intervenir le commerce extérieur dans l'analyse de la valeur-produit reproduite chaque année, on ne fait donc qu'embrouiller les choses, sans apporter le moindre élément nouveau, ni pour le problème, ni pour la solution. Nous

---

1 Ad. SOETBEER, *Edelmetall-Produklion*, Gotha, 1879.

2 Nous donnons ici les chiffres ultérieurs (moyenne annuelle) :

Année	**Production d'or**		**Production d'argent**	
	Kg	Millions de mk.	Kg	Millions.de.mks
1871-1875.....	173.900	485	1.969.400	345
1876-1880….....	172.400	481	2.450.250	382
1881-1885….....	155.000	432	2.808.400	421
1886-1890...….....	170.000	474	3.387.530	448
1891-1895….....	245.175	683	4.901.325	514
1896-1900….....	387.140	1.078	5.153.640	429
1901-1905...….....	485.425	1.351	5.225.245	404
1906-1910...….....	652.300	1.816	6.135.230	480
1911-1915….....	692.340	1.927	6.297.680	483
1916-1920….....	589.840	1.642	5.743.150	807
1921-1925...…..	542.910	1.511	6.916.230	688

n'avons donc pas à nous en préoccuper et nous considérons l'or, non pas comme importé de l'étranger, mais comme étant produit dans le pays même.

La production de l'or, comme celle de n'importe quel métal, rentre dans la classe I, - moyens de production. Admettons une production d'or annuelle = 30 (chiffre pris pour la commodité, bien que trop élevé pour les nombres de nos formules) ; admettons que cette valeur puisse se décomposer en 20 *c* + 5 *v* + 5 *pl*, et que 20 *c* soient à échanger contre d'autres éléments de I *c* (nous en parlerons plus loin) [1] ; mais que 5 *v* + 5 *pl* I soient à échanger contre des parties de II c, c'est-à-dire contre des moyens de consommation.

Pour ce qui est des 5 *v*, toute industrie productive d'or débute par l'achat de la force de travail; non pas avec de l'or produit par elle, mais avec de l'argent existant dans le pays. Avec ces 5 *v*, les ouvriers achètent des moyens de consommation à II, et celui-ci des moyens de production à I. Si II achète à I, pour 2 de cet argent, de l'or en tant que matière marchandise (élément de son capital constant), 2 v font retour au producteur d'or sous forme d'argent, d'un argent qui appartenait déjà à la circulation. Si II borne là ses achats, I achète à II en jetant son or dans la circulation sous forme d'argent, l'or pouvant en effet acheter toute marchandise. La seule différence est que I fonctionne, non pas comme vendeur, mais uniquement comme acheteur. Les chercheurs d'or de I peuvent à tout moment se défaire de leur marchandise.

Si un filateur paie ses ouvriers 5 *v*, ceux-ci lui fournissent, sans tenir compte de la plus-value, un produit filé = 5; les ouvriers achètent pour 5 à II *c*; II c achète pour 5 des filés à I, et 5 *v* retournent de la sorte, sous forme d'argent, au filateur.

Dans le cas, plus haut supposé, du producteur d'or, I ‘or’ (c'est ainsi que nous désignerons ces producteurs d'or) avance au contraire à ses ouvriers 5 v en argent, appartenant antérieurement à la circulation; les ouvriers dépensent cet argent en moyens de subsistance; mais sur les 5, il n'yen a que 2 qui, de II, reviennent à I ‘or’. Mais I’or’ peut, au même titre que le filateur, recommencer le procès de reproduction; ses ouvriers, en effet, lui ont fourni 5 en or; il en a vendu 2 et conservé 3, qu'il peut toujours monnayer [2] ou changer en billets de banque, pour disposer immédiatement, et sans le moindre intermédiaire, de tout son capital variable, sous la forme argent.

Mais dès ce premier procès de la reproduction annuelle, il s'est opéré une modification dans la masse d'argent appartenant à la circulation. Sur les 5 *v* (I ‘or’) ci-dessus, 3 sont donc restés en II au lieu de retourner à I. Dans l'hypothèse, II a tout ce qu'il lui faut en fait d'or. Les 3 lui restent comme trésor. Ce ne sont pas des éléments de son capital constant; il possédait déjà suffisamment d'argent pour l'achat de force de travail; à l'exception . de l'élément d'usure (lorsque II *c* 1 est plus petit que II.*c* 2, ce qui n'est pas nécessaire), ces 3 ‘or’ supplémentaires n'ont pas de fonction à remplir dans II *c*, contre une partie de quoi ils ont été échangés. D'autre part, tout le produit-marchandise II *c* (à l'exception, précisément, de l'élément d'usure) doit s'échanger contre des moyens de production *v* + *pl*. Il faut donc que cet argent passe en totalité de II c à II *pl*. Résultat: une partie de la plus-value est accumulée comme trésor.

---

1 V. la note fin de ce chapitre.

2 « Une quantité considérable d'or vierge (gold bullion) est apportée directement par les chercheurs d'or à la Monnaie de San-Francisco. » (Rapports des secrétaires (anglais) d'ambassades et de légations.)

Dans la deuxième année de la reproduction, 2 feront de nouveau retour à I ‘or’ et 3 seront remplacés en nature, c'est-à-dire libérés en II sous forme de trésor, etc. Comme on ouvre sans cesse des mines nouvelles ou que l'on reprend l'exploitation d'anciennes mines, une certaine partie de l'argent que I ‘or’ doit avancer en v est toujours existante, masse d'argent qu'au moyen de ses ouvriers I’or’ jette en II, où elle constitue, pour autant qu'elle ne fait pas retour de II à I ‘or’, un élément de thésaurisation.

Pour ce qui est de I ‘or’ pl, I ‘or’ peut toujours y figurer comme acheteur; il jette dans la circulation son pl comme or et en retire en échange des moyens de consommation II c; ici l'or est en partie employé comme matière et fonctionne donc comme élément du capital constant. Le reste redevient élément de la thésaurisation, comme partie de II pl maintenue sous la forme argent. Nous voyons donc, -- même en faisant abstraction de I c [1], -- que, dans la reproduction simple, la mise en réserve de l'argent, la thésaurisation est nécessairement impliquée. Et comme cela se renouvelle tous les ans, on comprend l'hypothèse dont nous sommes partis dans l'étude de la production capitaliste: au début de la reproduction, il se trouve entre les mains de la classe capitaliste I et II une masse d'argent correspondant à l'échange des marchandises. Une telle accumulation se fait même après déduction de l'or perdu par l'usure de l'argent en circulation.

Il est clair que, plus la production capitaliste est ancienne, et plus, naturellement, la masse d'argent accumulée de toutes parts est grande, plus donc est faible la proportion ajoutée à cette masse par la production annuelle de l'or, bien qu'au point de vue absolu la quantité ajoutée puisse être considérable.

[1] Note de Friedrich Engels: L'étude sur l'échange, à l'intérieur du capital constant de la section I, de l'or nouvellement produit, ne figure pas dans le manuscrit de Marx.

24.

La reproduction et la circulation du capital social total

II. En cas d'accumulation et de reproduction progressives

Retour à la table des matières

Si [1] *le capital individuel est 400 c + 100 v* et la plus-value annuelle 100, le produit-marchandise est égal à 400 *c* + 100 *v* + 100 *pl*. Ces 600 sont convertis en argent. Sur cet argent, 400 c sont de nouveau convertis en la forme naturelle du capital constant, 100 v en force de travail et en outre, -- si la plus-value totale est accumulée [2], -- 100 *pl*, en capital constant additionnel, par transformation en éléments naturels du capital productif. On suppose dans ce cas:

1. Que, dans les conditions techniques données, cette somme est suffisante soit pour étendre le capital constant en fonction, soit pour créer une nouvelle entreprise industrielle. Mais il se peut que cette conversion de la plus-value en argent et la thésaurisation de cet argent soient nécessaires pour un temps beaucoup plus long, avant que ce procès puisse avoir lieu et qu'il puisse y avoir accumulation réelle, agrandissement de la production.

---

1 T. II, chap. 21.
2 V. ci-dessus, chap. 12.

2. Que la production sur une échelle agrandie existait déjà auparavant. En effet, pour que la plus-value accumulée en argent puisse être convertie en éléments du capital productif, il faut que ces éléments puissent s'acheter sur le marché. Peu importe qu'ils se vendent tout préparés ou ne soient livrés que sur commande. On ne les paie que lorsqu'ils sont là, lorsque, par rapport à eux, il s'est déjà effectué une reproduction réelle sur une échelle agrandie, une extension de la production jusque-là normale.

Si le capitaliste A vend dans une année ou pendant un assez grand nombre d'années les masses de marchandises qu'il a produites, il convertit ainsi, peu à peu en argent la plus-value qui s'y trouve contenue; il accumule cet argent et se constitue un nouveau capital-argent virtuel, - virtuel parce que capable de et destiné à se convertir en éléments du capital productif. Mais en réalité, il n'y a que thésaurisation simple, laquelle n'est pas encore de la reproduction véritable. Ce trésor de A n'est pas de la richesse sociale additionnelle, pas plus que si l'argent était dépensé en moyens de consommation. Pas plus que l'argent ne représente 10 fois sa valeur parce qu'il fait 10 rotations dans la même journée et réalise 10 valeurs-marchandises différentes.

L'argent est retiré de la circulation et accumulé comme trésor par la vente, sans achat subséquent, de la marchandise. Si l'on considère cette opération comme générale, -- et c'est ce qu'il faut faire, tout capital individuel pouvant se trouver en voie d'accumulation, -- on ne voit pas d'où viendraient les acheteurs, puisque dans ce procès, qu'il faut envisager comme général, chacun veut vendre pour entasser et personne ne veut acheter.

Si l'on admettait qu'entre les différentes parties de la reproduction annuelle le procès de circulation suit une ligne droite, -- ce qui serait faux, puisque, à part quelques exceptions, il se compose de mouvements réciproques, -- il faudrait commencer par le producteur d'or ou d'argent, qui achète sans vendre, et supposer que tous les autres sont vendeurs vis-à-vis de lui. Le surproduit du producteur d'or devrait donc être aussi grand (en valeur) que tout le surproduit social. Ces suppositions absurdes ne pourraient du reste qu'expliquer la possibilité d'une thésaurisation universelle et simultanée, ce qui n'avancerait en aucune façon la reproduction, si ce n'est du côté des producteurs d'or.

Avant de résoudre cette difficulté apparente, il faut distinguer l'accumulation dans la section I (production de moyens de production) et dans la section II (production de moyens de consommation).

a) Accumulation dans la section 1 (moyens de production)

1. Thésaurisation

Retour à la table des matières

Les capitaux placés dans les diverses branches d'industrie dont se compose la classe I, de même que les divers capitaux individuels à l'intérieur de ces branches, se trouvent évidemment, suivant leur âge, -- abstraction faite de leur grandeur, des

conditions techniques, de la situation du marché, etc., -- à des stades différents dans le procès de la conversion successive de la plus-value en capital-argent virtuel. Une partie des capitalistes transforme donc continuellement en capital productif son capital-argent virtuel arrivé à la grandeur voulue; en d'autres termes, avec l'argent accumulé par suite de la conversion en argent de sa plus-value, elle achète des moyens de production, tandis que l'autre partie continue la constitution de son capital-argent virtuel. Les capitalistes appartenant à ces 3 catégories jouent donc, les uns vis-à-vis des autres, le rôle soit d'acheteurs, soit de vendeurs.

A vend par exemple à B 600 (= 400 *c* + 100 *v* + 100 *pl*). Il a vendu 600 de marchandises pour 600 en argent, dont 100 de plus-value, qu'il retire à la circulation, pour les entasser comme argent. Cette opération n'a pas lieu seulement de la part de A, mais elle est également effectuée sur de nombreux points de la circulation, par d'autres capitalistes, A', A'', A''', qui travaillent tous avec une égale ardeur à cette sorte de thésaurisation. Ces retraits nombreux, qui ôtent de l'argent à la circulation pour l'accumuler en de multiples trésors individuels, semblent s'opposer comme autant d'obstacles à la circulation, parce qu'ils immobilisent l'argent et le mettent, pour plus ou moins de temps, dans l'impossibilité de circuler.

Jugez du plaisir des capitalistes, lorsque dans le système créditaire, tous ces capitaux virtuels, par suite de leur accumulation entre les mains des banquiers, etc., deviennent du capital disponible, du capital qu'on peut prêter, du capital qui n'est plus passif, qui n'est plus fait de vagues châteaux en Espagne, mais du capital actif, croissant et se multipliant.

Mais A n'opère cette thésaurisation qu'autant que, - par rapport à son surproduit, - il fonctionne uniquement comme vendeur, sans se transformer après coup en acheteur. Sa constante production de surproduit est donc la condition de la thésaurisation qu'il opère. Dans le cas donné, où l'on ne considère la thésaurisation qu'à l'intérieur de la catégorie I, le surproduit se compose de moyens de production de moyens de production. Nous allons voir ce qu'il en advient entre les mains des acheteurs B, B', B'', etc.

Un point reste acquis: bien que A retire de l'argent de la circulation, et le thésaurise, il y jette, d'autre part, de la marchandise sans lui en enlever, ce qui permet à B, B', B'', etc., d'y jeter de l'argent et de n'en retirer que de la marchandise. Dans le cas présent, cette marchandise entre comme élément fixe ou circulant dans le capital constant de B, B', etc. Nous reviendrons sur ce point quand nous nous occuperons de B, B', etc., acheteurs du surproduit.

*
* *

Soit dit en passant, tout comme dans l'étude de la reproduction simple, nous ne trouvons ici que l'échange des divers éléments du produit annuel (qui doit comprendre en même temps la reproduction du capital, dans ses diverses catégories de capital constant, variable, fixe, circulant, capital-argent, capital-marchandise) ne suppose nullement une simple vente de marchandises, complétée par un achat subséquent, ni un simple achat complété par une vente subséquente. Nous savons que le capital fixe, une fois que l'avance en a été faite, ne se renouvelle pas de toute sa période de fonctionnement, mais que sa valeur se dépose peu à peu en argent. Mais nous avons vu que le renouvellement périodique du capital fixe II *c* suppose, d'une

part, un *simple achat* de la partie fixe de II *c*, qui est renouvelée (et à quoi correspond une *simple vente* de I.*pl*), et suppose, d'autre part, une simple vente, dans la mesure où l'usure du capital fixe de ce dernier se dépose en argent (et à quoi correspond un simple achat de I *pl*). Pour que, dans ce cas, l'échange se fasse normalement, il faut supposer que l'achat du côté de II *c* est, pour la grandeur de la valeur, égal à la simple vente du côté de II *c*, et de même que la simple vente de I *pl* à l'une des parties de II *c* (v. ci-dessus, chap. XXIII) est égale à son simple achat à l'autre partie. Autrement il y aurait perturbation de la reproduction simple. Il faut également supposer ici que la simple vente de la partie A, A', A" de I *pl*, qui forme le trésor, est en équilibre avec le simple achat de la partie B, B', B" en I *pl*, qui transforme son trésor en éléments de capital productif supplémentaire.

Dans la mesure où l'équilibre est établi par le fait que l'acheteur fonctionne comme vendeur pour la même valeur et inversement, cet équilibre (par rapport à l'échange du produit annuel) exige l'égalité de valeur entre les marchandises échangées.

Mais s'il n'y a que des échanges simples, -- et nous avons vu que l'échange normal du produit annuel, dans le système capitaliste, exige ces métamorphoses simples, -- l'équilibre n'existe que si nous admettons l'égalité absolue des valeurs achetées et des valeurs vendues. Or, cet équilibre est fortuit et, ainsi, la production capitaliste engendre certaines conditions, particulières à. ce mode de production, de l'échange normal, conditions qui peuvent se transformer en autant de conditions de la marche anormale, en *possibilités de crise.*

Une autre possibilité de la perturbation de l'équilibre est celle-ci: I *v* (la classe ouvrière de la section I) achète des marchandises à II *c*. Avec l'argent ainsi obtenu, les capitalistes de II achètent des marchandises à I (moyens de production), pour le remplacement de leur capital constant. Ainsi donc, les marchandises II se trouvent finalement remplacées par une valeur égale de marchandises I, mais non point par échange direct entre les capitalistes I et II. II *c* vend ses marchandises aux *ouvriers* de I et joue ensuite le rôle exclusif d'acheteur de marchandises, par rapport aux capitalistes I. C'est seulement de cette façon, autrement dit exclusivement par la vente, que I récupère son capital variable sous la forme argent. Il y faut donc toute une série de conditions dépendant les unes des autres: une offre constante de force de travail, de la part de la classe ouvrière; la vente d'une partie du capital-marchandise I, afin de reconvertir en argent le capital variable; l'échange d'une partie du capital-marchandise II contre des moyens de production. Toutes choses qui dépendent d'un processus extrêmement complexe, impliquant lui-même 3 procès de circulation s'opérant indépendamment l'un de l'autre, tout en ne cessant de s'entremêler. *La complexité même du procès offre autant de possibilités d'une marche anormale.*

2. Le capital constant additionnel

Retour à la table des matières

Le surproduit, représentant de la plus-value, ne coûte rien au capitaliste I. Celui-ci, pour le conserver, n'a pas à faire d'avances, ni en argent ni en marchandise. Ce que les capitalistes I avancent, ce n'est donc que leur capital constant et variable.

L'ouvrier, par son travail, non seulement leur conserve leur capital constant et leur remplace leur valeur-capital variable par une valeur nouvelle correspondante, sous forme de marchandise; mais par son surtravail, il leur fournit en outre une plus-value existant sous forme de surproduit. Par la vente successive de ce surproduit, ils forment le trésor: capital-argent additionnel virtuel. Dans le cas présent, ce surproduit consiste en moyens de production de moyens de production. Ce n'est qu'entre les mains de B, B', B" (section I) que ce surproduit fonctionne comme capital constant additionnel; mais il en avait déjà virtuellement la nature avant d'être vendu, c'est-à-dire entre les mains des thésauriseurs A, A', A" (I). Si nous ne considérons que la grandeur de la valeur de la reproduction en I, nous restons dans les limites de la reproduction simple, car aucun capital supplémentaire n'a été mis en mouvement pour créer ce surproduit, et il n'y a pas eu plus de surtravail que dans la reproduction simple. Toute la différence se trouve dans le fait que le surtravail a créé des moyens de production pour I c au lieu de II c, en moyens de production de moyens de production et non pas en moyens de production de moyens de consommation. Dans la reproduction simple, nous avons supposé que toute la plus-value 1 est dépensée en moyens de consommation; elle se composait donc exclusivement de moyens de production destinés à remplacer le capital constant de la catégorie II. Mais pour que la transition s'opère de la reproduction simple à la reproduction élargie, la production, dans la section II, doit pouvoir fournir moins d'éléments du capital constant pour II, mais d'autant plus pour I. Ce qui facilite cette transition parfois difficile, c'est que certains produits de I peuvent servir de moyens de production dans les 2 sections.

Il s'ensuit donc que, si nous ne considérons que la grandeur de la valeur, nous avons déjà dans la reproduction simple la base matérielle de la reproduction agrandie. Tout simplement, une partie du surtravail de la section I produit des moyens de production pour I, au lieu de les produire pour II. La vente de ces moyens de production, - sans achat subséquent, constitue le capital virtuel additionnel. La formation de celui-ci à une grande échelle et sur de nombreux points de la circulation, n'est donc que le résultat et l'expression de la production multiple de capital productif virtuellement supplémentaire, dont la constitution ne suppose aucune dépense supplémentaire d'argent de la part des capitalistes industriels. Cette thésaurisation, de la part de A, A', A", etc., excepté dans le cas où le producteur d'or est l'acheteur, ne suppose en aucune façon une richesse métallique supplémentaire, mais une simple modification de la fonction de l'argent en circulation. La formation de capital-argent supplémentaire et la masse de métal précieux existant dans un pays n'ont donc pas de relation de cause à effet.

En outre, plus est considérable le capital productif fonctionnant déjà dans un pays (y compris la force de travail) ; plus est développée la force productive du travail et des moyens techniques permettant d'étendre la production de moyens de production, et plus est grande, par conséquent, la masse du surproduit (par sa valeur aussi bien que par la somme des valeurs d'usage) ; plus donc seront considérables à leur tour:

1. le capital productif virtuellement supplémentaire que A, A', A", etc., détiennent sous forme de surproduit;

2. la masse de ce surproduit converti en argent, par conséquent la masse du capital-argent virtuellement supplémentaire entre les mains de A, A', A", etc. Sous sa forme argent, c'est-à-dire comme trésor et capital-argent virtuel en formation, le surproduit est absolument improductif; c'est un poids de la production capitaliste. La tendance à utiliser pour le profit aussi bien que pour la consommation cette plus-value

s'accumulant comme trésor, trouve sa réalisation dans le système créditaire et dans les « papiers ». Le capital-argent acquiert ainsi, sous une autre forme, l'influence la plus énorme sur le développement considérable du système de production capitaliste.

Du fait même que le capital-argent virtuel reproduit chaque année augmente de façon absolue, il est plus aisé de le fractionner, si bien qu'il peut être employé plus rapidement dans une affaire particulière.

Ce n'est qu'entre les mains des acheteurs B, B', B", etc. [1], que le surproduit de A, A', A", etc., fonctionnera effectivement comme capital constant additionnel (nous ne nous occupons pas pour le moment de la force de travail supplémentaire). Faisons remarquer sur ce point qu'une grande partie du surproduit de A, A', A", etc. (I) est bien produite cette année, mais ne peut fonctionner effectivement que l'année prochaine entre les mains de B, B', B", etc. (I) comme capital industriel; mais d'où vient alors l'argent nécessaire pour faire circuler ce surproduit de A à B ?

Nous savons que B, B', B", etc. (I) ont formé leur trésor de la même manière que A, A', etc., par la vente de leurs surproduits respectifs et sont arrivés au moment où ils peuvent l'employer à l'achat de moyens de production. Mais dire cela, c'est continuer de tourner dans le même cercle. La question est toujours: d'où vient l'argent que B, B', B" ont enlevé à la circulation et accumulé comme trésor?

Mais nous savons déjà, par l'étude de la reproduction simple, qu'une certaine masse d'argent doit se trouver entre les mains des capitalistes I et II pour la conversion de leur surproduit. A et B, etc., se fournissent alternativement l'argent nécessaire pour convertir leur surproduit en capital-argent virtuel supplémentaire, et rejettent alternativement dans la circulation, comme moyen d'achat, le nouveau capital-argent.

Une seule condition est nécessaire: il faut que la masse d'argent qui existe dans le pays suffise, -- même condition devant être remplie dans la circulation simple (pas encore capitaliste) des marchandises. Seule la fonction des trésors n'est pas la même. En outre, la masse réelle d'argent doit être plus considérable:

1. parce que, dans la production capitaliste, tout produit doit se convertir en argent (I) ;

2. parce que dans le système capitaliste, la masse du capital-marchandise et la grandeur de sa valeur sont plus considérables et s'accroissent en outre bien plus rapidement;

3. parce qu'un capital variable de plus en plus élevé doit se transformer continuellement en capital-argent;

4. parce que l'augmentation de la production s'accompagne de la constitution de nouveaux capitaux-argent. Cela s'applique même à la phase développée du système créditaire, dans la mesure où la circulation métallique en reste la base. D'une part, la production supplémentaire des métaux précieux, suivant qu'elle est forte ou faible, peut exercer une influence perturbatrice sur les prix des marchandises. D'autre part, tout le mécanisme ne vise constamment qu'à limiter à un minimum relativement de

[1] A l'exception du métal précieux nouvellement produit et des rares produits consommés par le producteur lui-même.

plus en plus faible, par diverses opérations, méthodes, organisations techniques, la circulation métallique proprement dite; et, de ce fait, tout le côté artificiel de ce mécanisme et les chances de perturbation augmentent en proportion.

3. Le capital variable supplémentaire

Retour à la table des matières

Dans les précédents chapitres [1], nous avons longuement expliqué que, dans le système de la production capitaliste, il existe toujours de la force de travail et que, si besoin est, on peut réaliser plus de force de travail sans augmenter le nombre des ouvriers occupés. Nous n'avons donc pas à y insister pour le moment; et nous supposerons que la partie supplémentaire du capital-argent trouve toujours la force de travail qu'elle doit acheter.

b) L'accumulation dans la section Il (moyens de consommation)

Retour à la table des matières

Mettons maintenant que A (I) réalise son surproduit en le vendant à un B de la section II. Ceci ne peut se faire qu'à la condition que A (I), après avoir vendu ses moyens de production à B (II), n'achète pas ensuite de moyen de consommation. Mais II *c* ne peut se convertir en moyen de production que si non seulement I *v*, mais encore une partie de I *pl*, s'échange contre une partie de II *c* (moyens de consommation). Si donc notre A, au lieu d'acheter des moyens de consommation, enlève à la circulation l'argent tiré de la vente à II de son I *pl*, il y a bien, du côté de A (I), formation de capital-argent virtuel supplémentaire; mais une partie des marchandises de B (II) reste invendue,-- partie sans la vente de laquelle B (II) ne peut pas reconvertir son capital constant en capital productif. Il y a donc surproduction, laquelle, -- même si l'échelle reste la même, -- arrête également la reproduction.

Si nous considérons donc l'ensemble de la reproduction sociale, -- qui comprend également les capitalistes I et II, -- la transformation du surproduit de A I en capital-argent virtuel indique qu'une partie d'égale valeur du capital-marchandise de B II ne peut être reconvertie en capital productif. Donc, virtuellement, point de production sur une échelle élargie, mais un arrêt de la reproduction simple, un déficit. Comme la formation et la vente des surproduits de A I sont des phénomènes normaux de la reproduction simple, nous avons ici, déjà pour la reproduction simple elle-même, les phénomènes suivants:

---

[1] Spécialement aux chap. 8, 10 et 13.

1. Formation de capital-argent supplémentaire en I (donc, achat insuffisant des marchandises de II).

2. Constitution dans la classe II, d'un stock de marchandises qui ne peuvent se reconvertir en capital productif (donc surproduction relative en II).

3. Capital-argent en excédent en I, et :

4. Reproduction insuffisante en II.

Sans insister davantage sur ce point, remarquons cependant ceci: Dans l'exposé de la reproduction simple, nous avons supposé que toute la plus-value de I et de II est dépensée en consommation personnelle. Mais en réalité il n'y en a qu'une partie qui soit ainsi dépensée, une autre partie est convertie en capital. L'accumulation véritable ne se fait qu'à cette condition.

*
* *

Voyons maintenant de plus près l'accumulation dans la section II. Reprenons notre ancienne formule:

I 1.000 *v* + 1.000 *pl* s'échangent contre 2.000 II *c*

Si la moitié, par exemple, de I *pl* est incorporée de nouveau à la section I, comme capital constant, cette partie du surproduit retenue en I ne peut pas remplacer une partie de II *c*. Au lieu d'être convertie en moyens de consommation, elle doit servir, en I même, de moyen de production supplémentaire. Elle ne peut accomplir cette fonction à la fois en I et en II. Au lieu de 2.000 I *v* + *pl*, il n'y a donc que 1.500, c'est-à-dire 1.000 *v* + 500 *pl* I qui puissent se convertir en II *c*; 500 II *c* ne peuvent donc être reconvertis de leur forme marchandise en capital productif constant II.

Il y aurait donc en II une surproduction correspondant exactement à l'augmentation de la production opérée en I [1]. La surproduction de Il réagirait peut-être à tel point sur I que même le retour des 1.000 dépensés en II par les ouvriers I, en moyens de consommation, ne s'effectuerait que partiellement et que ces 1.000 ne reviendraient donc pas sous la forme de capital-argent variable entre les mains des capitalistes I. Ces derniers se trouveraient ainsi arrêtés, même dans la reproduction sur la même échelle, et cela pour avoir simplement essayé de l'augmenter. Et il faut encore considérer qu'en I il n'y a eu en réalité que reproduction simple et que ses éléments ne sont indifféremment groupés qu'en vue d'un agrandissement d'échelle dans l'avenir, par exemple l'année prochaine.

Le fait que la difficulté ne nous est pas apparue dans l'étude de la reproduction simple prouve qu'il s'agit d'un phénomène uniquement dû au groupement des éléments I, modification sans laquelle toute reproduction sur une échelle agrandie serait impossible.

---

[1] En réalité, non encore opérée, mais simplement préparée. Voyez les lignes suivantes. - J. B.

c) Représentation schématique de l'accumulation

Retour à la table des matières

Nous allons examiner la reproduction d'après le schéma suivant :

Schéma a)

I. 4.000 *c* + 1.000 *v* + 1.000 *pl* = 6.000
II. 1.500 *c* + 376 *v* + 376 *pl* = 2.252 \ → TOTAL: = 8.252

La somme totale est ici plus petite que dans la première formule. Nous pourrions tout aussi bien prendre une somme supérieure. Si nous avons pris un nombre plus petit que dans la formule I, c'est précisément pour faire toucher du doigt que la reproduction à une échelle agrandie (considérée ici, uniquement, comme production avec des capitaux plus grands) est totalement indépendante de la grandeur absolue du produit, qu'elle suppose simplement une disposition autre ou une destination fonctionnelle différente des diverses parties du produit. Ce qui se modifie, ce n'est pas la quantité, c'est la détermination qualitative des éléments donnés de la reproduction simple, et cette modification est la condition matérielle de la reproduction ultérieure sur une échelle agrandie.

Avec un rapport différent entre le capital variable et le capital constant, nous pourrions varier notre schéma, écrire, par exemple:

Schéma b)

I. 4.000 *c* + 875 *v* + 875 *pl* = 5.750
II. 1.750 *c* + 376 *v* + 376 *pl* = 2.502 \ → TOTAL = 8.252

Dans les deux cas nous avons un produit annuel de même valeur. Mais, en b), I *v* + *pl* = II *c*, et s'échange donc sans excédent. En a), au contraire, I *v* + *pl* = 2.000 ne correspond qu'à un II *c* de 1.500, ce qui laisse un reste de 500 I *pl* pour l'accumulation dans la classe I.

Passons à l'examen plus détaillé du schéma a).

Supposons qu'en I comme en II, la moitié de la plus-value est accumulée. Sur I *pl*, il y a alors 500 à convertir en capital, et sur II *pl* 188. Dont 1/4 en capital variable, soit 47 ou 48 en chiffres ronds; reste en II, 140 à convertir en capital constant.

Les 140 II *pl* ne peuvent se convertir en capital productif que s'ils sont remplacés par une partie d'égale valeur des marchandises I. Naturellement, il faut que ce soient des moyens de production pouvant être utilisés par II (des moyens de production de moyens de consommation). Ce remplacement ne peut se faire que si II est exclusivement acheteur, puisque les 500 I *pl* restants doivent servir à l'accumulation en I, et ne peuvent donc être échangés contre des marchandises II. En d'autres termes: I ne peut tout ensemble et les accumuler et les consommer. Il doit acheter 140 I *pl* au

comptant, sans qu'il puisse récupérer cet argent en vendant ensuite sa marchandise à I. Et cela chaque année. Mais alors où jaillit donc la source d'argent en II ?

Les capitalistes de la section II, -- comme ceux de la section I, -- doivent payer les salaires en argent comptant, soit, dans notre exemple, 376 *v*. Toutefois, ils ont sur les capitalistes de la section I cet avantage que leurs ouvriers leur achètent leurs moyens de consommation à eux-mêmes, que, par conséquent, les 376 *v* leur sont directement reversés. N'y a-t-il pas là un petit bénéfice à faire?

La section II peut (et elle a cela de commun avec les capitalistes de la classe 1) ramener simplement le salaire au-dessous de la moyenne normale, et dégager ainsi une partie de l'argent fonctionnant comme capital variable. La répétition continuelle de cette opération pourrait constituer une source normale de thésaurisation. Pourtant, nous n'envisageons pas ici les bénéfices escroqués, mais la formation normale du capital. Or, n'oublions pas que le paiement réel du salaire n'est pas un acte de bonté de la part du capitaliste; ce salaire, dans certaines conditions, doit être nécessairement payé. Il est donc inutile de nous arrêter à cette explication. Si nous supposons 376 *v* comme capital variable à dépenser par la classe II, nous n'avons pas le droit, pour résoudre un nouveau problème surgissant à l'improviste, de faire une autre hypothèse et de dire, par exemple, que l'avance n'est pas 376, mais 350 seulement.

Mais, d'autre part, la classe II considérée dans son ensemble est, comme on l'a déjà dit, revendeuse de sa propre marchandise à ses propres ouvriers. L'exploitation qu'on en tire, -- l'ouvrier touchant un salaire normal, mais dont on lui subtilise une certaine partie en lui fournissant une marchandise de moindre valeur, -- c'est là un état de choses dont tous les pays industriels fournissent des exemples probants. C'est, voilée parce que pratiquée par un moyen détourné, la même escroquerie que celle dont nous parlions à l'instant. Ici encore, elle est à rejeter comme explication. Il ne s'agit, pour le moment, que de salaire réel, non pas de salaire nominal.

On le voit, dans l'analyse du mécanisme capitaliste, on ne saurait utiliser les tares extraordinaires qu'on y rencontre de surcroît, pour essayer de résoudre certaines difficultés théoriques. Chose bizarre, presque tous mes critiques bourgeois me reprochent d'avoir fait tort aux capitalistes en disant que le capitaliste paie la valeur réelle de la force de travail; ce que d'ordinaire il ne fait pas!

Les 376 II *v* ne peuvent donc pas nous servir dans notre recherche.

Mais la chose est encore pire en ce qui concerne les 376 II *pl*. Dans ce cas il n'y a en présence les uns des autres que des capitalistes de même classe s'achetant réciproquement les moyens de consommation qu'ils ont produits. L'argent nécessaire à cet échange, si tout se passe normalement, doit faire retour aux intéressés dans la mesure où ils l'ont jeté dans la circulation; et cet argent parcourra toujours le même chemin.

Il semble qu'il n'y ait que deux moyens de retirer cet argent de la circulation et de constituer du capital-argent supplémentaire virtuel. Ou bien une partie des capitalistes dupe l'autre. Que cet argent ait été volé et que la formation d'un capital-argent supplémentaire chez une partie des capitalistes II s'accompagne d'une perte d'argent pour l'autre, cela ne changerait rien à l'affaire. Les capitalistes II volés seraient peut-être obligés de restreindre leur train de vie, et voilà tout.

Ou bien, par contre, c'est une partie de II *pl* (formée des moyens de subsistance nécessaires) qui est directement transformée en nouveau capital variable à l'intérieur de la section II.

Premier exemple
Schéma initial pour l'accumulation sur une échelle agrandie

I. 4.000 *c* + 1.000 *v* + 1.000 *pl* = 6.000
II. 1.500 *c* + 750 *v* + 750 *pl* = 3.000 \ → TOTAL = 9 000.

Si nous supposons que la moitié de la plus-value est accumulée en I, nous aurons d'abord un échange de 1 1.000 *v* + 500 *pl* contre II 1.500 *c*. C'est là un procès de la reproduction simple déjà expliqué plus haut. Il reste alors, en I, 4.000 *c* + 500 *pl*, ces derniers étant à accumuler.

Supposons que, sur cette somme, il y ait 400 à transformer en capital constant, 100 en capital variable. Les 400 *pl* à *capitaliser ainsi peuvent, sans objection, être annexés à I c, et nous avons alors pour I : 4.400* c + 1.000 *v* + 100 *pl* (à convertir en 100 *v*).

Ces 100 I *pl* (existant en moyens de production), II les achète à fins d'accumulation. Ils forment alors du capital constant supplémentaire en II, tandis que les 100 d'argent que II paye en échange sont du capital variable pour I. Nous avons alors pour I un capital de 4.400 *c* + 1.100 *v* (ces derniers en argent) = 5.500.

II a maintenant comme capital constant 1.600 *c* (existant en moyens de production). Pour les faire valoir, il est obligé d'ajouter 50 *v* en argent, qui paieront l'achat d'une nouvelle force de travail; son capital variable passe donc de 750 à 800. Cette augmentation d'ensemble de 150 subie par le capital total de II (*c* +*v*), est fournie par sa plus-value, dont il ne reste donc que 600 *pl*, comme fonds de consommation des capitalistes II. Le produit annuel de ces derniers se distribue comme suit:

II. 1.600 *c* + 800 *v* + 600 *pl* (pour la consommation) = 3.000.

En fait, s'il doit y avoir accumulation, il faut qu'une grande partie de la plus-value, accrue de 150, soit reproduite en II sous forme de moyens de consommation nécessaires, ces 150 devant être consommés par des ouvriers (100 dans la section I et 50 dans la section II).

Le groupement modifié en vue de l'accumulation donne maintenant:

I. 4.400 *c* + 1.100 *v* -+ 500 pour la consommation = 6.000
II. 1.600 *c* + 800 *v* -+ 600 pour la consommation = 3.000 / → TOTAL = 9.000

Là-dessus, il y a comme capital (*c* + *v*) 7.900, tandis que la production a commencé avec un capital de 7.250.

Si l'accumulation véritable s'opère sur cette base, c'est-à-dire que l'on produise réellement avec ce capital accru, nous aurons à la fin de l'année suivante:

I. 4.400 *c* + 1.100 *v* + 1.100 *pl* = 6.600

II. 1.600 *c* + 800 *v* + 800 *pl* = 3.200 / → TOTAL = 9800

Or, si l'accumulation en I se poursuit dans les mêmes proportions (de manière à ce que, chaque année, la moitié de la valeur soit capitalisée), il appert, dès l'année suivante, que les 1.600 *c* existant maintenant dans la section II ne sauraient suffire.(Car la section I doit acheter à II *c*, d'abord pour 1.100 *v*, puis, en sus, pour 550 *pl* de moyens de consommation.) Il faut donc prélever sur II *pl* une certaine somme (ici 50), à porter en II *c*. En d'autres termes, l'accumulation de la section I exige également une accumulation dans la section II. Et lorsque II *c* augmente, il faut aussi, naturellement, un accroissement correspondant de II *v* (ici, de 25). Cet accroissement doit également être prélevé sur II *pl*.

Si l'on tient compte de tout ceci et que l'on calcule exactement les procès particuliers, on trouve comme produit, à la fin de la quatrième année:

I. 6.442 *c* + 1.610 *v* + 1.610 *pl* = 9.662
II. 2.342 *c* + 1.172 *v* + 1.172 *pl* = 4.686 \ → TOTAL = 14.348

Deuxième exemple

Prenons maintenant le produit annuel de 9.000 sous une forme où le capital variable soit au capital constant comme 1 à 5. Cela suppose un développement déjà considérable de la production capitaliste, et par conséquent de la force productive du travail social, un agrandissement antérieur considérable de l'échelle de production, enfin le développement de toutes les circonstances qui produisent une surpopulation relative dans la classe ouvrière. En arrondissant les fractions, le produit annuel se distribuera comme suit:

I. 5.000 *c* + 1.000 *v* + 1.000 *pl* = 7.000
II. 1.430 *c* + 285 *v* + 285 *pl* = 2.000 \ → TOTAL = 9 000

Si la classe capitaliste accumulait alors la moitié de la plus-value, il y aurait 1.500 l *v* + *pl* à convertir en 1.500 II *c*. Comme II *c* = 1.430 seulement, et donc ne suffit pas, il faut prélever 70 sur la plus-value. Ces 70 exigent de leur côté un capital variable de 14, lequel doit également être prélevé sur II *pl*. En vue de l'accumulation, le produit total doit donc être groupé comme suit:

I. 5.000 *c* + 500 *pl* (à capitaliser) + 1.500 *v* + *pl* (à consommer).
II. 1.500 *c* + 299 *v* + 201 *pl* (à consommer).

L'échange de 1.500 I (v + 1/2 *pl*) contre 1.500 II *c* est un procès d'accumulation simple et donc déjà traité. Mais il convient d'indiquer quelques particularités provenant de ce fait qu'il faut faire intervenir certaines parties de II *pl*.

En cas d'accumulation, il va de soi que I *v* + *pl* est plus grand que II *c* (et non pas égal à II *c*, comme dans la reproduction simple). Car, tout d'abord, I incorpore une partie de son sur-produit à son propre capital productif et en transforme les 5/6 en capital constant; pour ces 5/6, il n'y a donc pas achat des moyens de consommation II. En second lieu, le dernier 1 /6 (de la partie accumulée du surproduit de I) doit être thésaurisé sous la forme argent, afin d'acheter de la force de travail nouvelle. Les

ouvriers supplémentaires de I seront les premiers qui, plus tard, c'est-à-dire une fois l'accumulation réalisée, achèteront, pour ce 1 /6, des produits de consommation à II.

En outre les deux sections I et II se fournissent mutuellement la matière de l'accumulation. En d'autres termes: la section I, sur son surproduit, doit maintenir disponibles, quant à leur quantité et à leur nature, autant de moyens de production que II en a besoin pour l'accroissement de son capital constant; inversement, la section II doit être à même de livrer, sur son surproduit, les quantités et les sortes de moyens de production réclamées par le nombre accru des ouvriers dans les 2 sections.

Par conséquent, dans la production avec capital croissant, il faut que I c, + *pl* = II *c*, plus la partie du surproduit qui est capitalisée en I, plus ceux des moyens de production qui sont nécessaires à l'accroissement de la production en II. Et l'accroissement en II doit être vraiment assez grand pour que I puisse véritablement accumuler (véritablement accroître sa production). Dans le dernier cas ci-dessus examiné, il devait être prélevé 70 sur la plus-value, pour que les ouvriers et les capitalistes de I (*v* + 1/2 *pl*) pussent acheter leurs moyens de subsistance. Ces 70 du surproduit de II sont ainsi réalisés immédiatement (en argent). Pour I, c'est là simple achat de moyens de consommation, un échange de marchandises opéré uniquement en vue de la consommation. Pour II, par contre, c'est déjà un acte d'accumulation : une partie de son surproduit est convertie, de moyens de consommation, en capital constant. Si I achetait les 70 II *pl* et si, en échange, II n achetait pas les 70 I *pl*, mais thésaurisait les 70 à titre de capital-argent, les 70 I *pl* resteraient invendables, sous leur forme de moyens de production. *Il y aurait donc surproduction en I.*

Mais, abstraction faite de ce dernier point, tant que les 70 d'argent venus de I ne sont pas encore revenus à I, ils restent (en totalité ou en partie) comme capital-argent supplémentaire virtuel entre les mains de II. Et cela s'applique à toute transaction entre I et II, tant que, par suite de rachat, l'argent n'est pas revenu à son point de départ. Mais, dans le cours normal des choses, ce n'est là qu'un fait momentané. Dans le système créditaire, où tout capital additionnel momentanément libéré doit fonctionner immédiatement comme capital-argent additionnel, ce capital-argent passagèrement libre peut être immobilisé, par exemple dans de nouvelles entreprises de I, alors que, dans d'autres entreprises, il aurait encore à libérer d'autres produits additionnels.

*
* *

En vue de la reproduction, le produit additionnel de 9.000 doit être, ainsi qu'on l'a vu, réparti comme suit dans le deuxième exemple, si 500 I *pl* doivent être capitalisés (négligeant la circulation de l'argent, nous n'envisageons que les marchandises) :

I. 5.000 *c* + 500 *pl* (à capitaliser) + 1.500 *v* + *pl* (à consommer) = 7.000 en marchandises;

II. 1.500 *c* + 299 *v* + 201 *pl* (à consommer) = 2.000 en marchandises.

La capitalisation s'opère alors de la façon suivante:

En I, les 500 *pl* qui sont capitalisés se partagent en 5/6 = 417 *c*, + 1/6 = 83 *v*. Ces 83 *v* enlèvent une égale quantité de II *pl*, qui achète des moyens de production et

s'ajoute donc à II *c*. Si II *c* est augmenté de 83, il faut que II *v* s'augmente du 1/5 de 83, soit 17. Nous avons donc après la conversion:

I. 5.417 *c* + 1.083 *v* = 6.500
II. 1.583 *c* + 316 *v* = 1.899 \ → TOTAL = 8.399

Si l'accumulation se poursuit de la même manière (de façon que I capitalise toujours la moitié de la plus-value), le produit, à la fin de la quatrième année, est:

I. 5.869 *c* + 1.173 *v* + 1.173 *pl* = 8.215
II. 1.175 *c* + 342 *v* + 342 *pl* = 1.859 \ →TOTAL = 10 074

En vue d'une accumulation nouvelle et toutes les conditions ci-dessus mentionnées étant respectées (spécialement que II *c* doit être complété à partir de II *pl*, et que cette opération entraîne également un accroissement de II *v* aux dépens de II *pl*), les sommes se groupent comme suit:

I. 6.358 *c* + 1.271 *v* = 7.629
II. 1.858 *c* + 371 *v* = 2.229 \ → TOTAL = 9.858

Conversion de II c dans l'accumulation

Dans l'échange de I *v* + *pl* contre II *c*, il se présente donc différents cas.

Dans la *reproduction simple*, les deux termes doivent être égaux et se remplacer; autrement la reproduction simple ne pourrait s'effectuer sans à-coups.

Dans l'accumulation, c'est le *taux* d'accumulation qui importe avant tout (c'est-à-dire la quantité de plus-value accumulée). Dans les cas examinés, nous avons supposé qu'il y avait accumulation de la moitié de la plus-value et que ce taux restait le même d'une année à l'autre. Nous avons seulement fait varier la proportion selon laquelle ce capital accumulé se répartit en variable (*v*) et constant (*c*). Nous avons noté 3 cas:

1. I *v* + 1/2 *pl* et II *c* sont de même grandeur. (II *c*, comme on l'a montré plus haut, doit toujours être plus petit que I *c* + *pl*, faute de quoi I ne pourrait accumuler.)

2. I *v* + 1 /2 *pl* est plus grand que II *c*. Dans ce cas, on ajoute à II *c* une partie correspondante de II pl. Ici, la conversion, pour II, est déjà de l'accumulation, c'est-à-dire l'augmentation de son capital constant d'une partie de son surproduit. Cette augmentation implique en même temps que II accroît en outre son capital variable d'une quantité correspondante de son propre surproduit.

3. I *v* + 1/2 pl est plus petit que II *c*. Dans ce cas, II n'a pas totalement remplacé son capital constant, et doit combler le déficit en achetant à I. Mais cela ne nécessite pas une nouvelle accumulation de capital variable II. D'autre part, du fait de cette conversion, la partie des capitalistes I, qui n'accumule que du capital supplémentaire, a déjà opéré une fraction de cette accumulation.

L'hypothèse de la reproduction simple, d'après laquelle I *v* + *pl* = II *c*, est incompatible avec la production capitaliste. (Cela n'exclut pas du reste que dans un

cycle industriel de 10 ou 11 années, la production d'une année ne soit moindre que celle de l'année précédente et qu'il n'y ait même pas de reproduction simple, par rapport à la précédente année.) Du fait même de la production capitaliste, II *c* ne saurait donc être égal à I *v* + *pl*.

Cependant, dans l'accumulation capitaliste elle-même, il pourrait arriver que, par suite de l'accumulation opérée antérieurement dans toute une série de périodes de production, II c fût non pas seulement égal, mais supérieur à I *v* + *pl*. Il y aurait surproduction en II, dont le remède ne pourrait être qu'un grand krach faisant passer à I le capital de II.

25.

Les crises

Retour à la table des matières

Pour simplifier la question, nous supposerons [1] que la productivité du travail reste la même, que, par conséquent, *l'accroissement* du capital coûte le même travail que, l'année précédente, la production de capital de la même grandeur. Une partie de la plus-value doit être convertie en capital, partie en capital constant, partie en capital variable. Et la proportion selon laquelle cette partie de la plus-value se répartit entre ces deux éléments du capital, dépend de la composition organique [2] de celui-ci. Plus est élevé le niveau de développement de la production, et plus sera grande la partie de la plus-value qui se convertit en capital constant, relativement à celle qui se convertit en capital variable.

Tout d'abord, donc, une partie de la plus-value et du surproduit en moyens de subsistance correspondant à cette partie, doit être convertie en capital variable, c'est-à-dire qu'elle doit servir à acheter du travail nouveau. Cela n'est possible que si le nombre des ouvriers s'accroît ou si le temps de travail est prolongé. Pour que l'accumulation soit un procès constant et continu, l'accroissement absolu de la population est une condition nécessaire, bien que cette même population diminue relativement

---

[1] Passage tiré des *Théories sur la plus-value*, vol. Il, lie partie, no 3 : « L'accumulation du capital et les crises »

[2] Marx, on s'en souvient, appelle « composition organique » du capital la division de celui-ci en capital constant (c) et capital variable (v) - J. B

par rapport au capital employé. L'accroissement de la population apparaît donc comme étant la base de l'accumulation en tant que processus constant. Mais cela suppose un salaire moyen permettant l'accroissement permanent de la population ouvrière [1]. Pour les chutes soudaines, la production capitaliste se prémunit déjà en surmenant une partie de la population ouvrière, tandis qu'elle en maintient l'autre partie, comme armée de réserve, dans une misère partielle ou totale.

Mais qu'advient-il de l'autre partie de la plus-value, qui doit être convertie en capital constant? Prenons un exemple.

Supposons que la plus-value produite par un tisserand [2] est de 200.000 francs, dont il veut convertir la moitié en capital. Supposons en outre que, d'après la composition organique de l'industrie des tissages mécaniques, 1 /5 de cette valeur doit être dépensé en salaire. Nous faisons abstraction de la rotation du capital, d'après laquelle une période de 5 semaines suffit peut-être au fabricant pour avoir vendu son produit et donc pour récupérer le capital destiné aux salaires. Nous supposons qu'il doit avoir, pour les salaires (de 20 hommes), une réserve de 20.000 francs, déposée chez son banquier, et qu'il la dépense peu à peu, dans le courant de l'année, à payer les dits salaires. Il y a donc 80.000 francs à convertir en capital constant. Notre fabricant doit d'abord acheter autant de filés que 20 hommes peuvent en tisser pendant une année. (Nous faisons toujours abstraction de la rotation de la partie circulante du capital.) De plus, il lui faut augmenter le nombre des métiers de sa fabrique. De même, ajouter, peut-être, une machine à vapeur, ou bien agrandir l'ancienne, etc. Mais pour acheter tout cela, il doit trouver sur le marché des filés, des métiers, etc. Comme nous avons supposé que la reproduction de l'ancien capital a eu lieu selon les anciennes conditions, le fabricant de filés a dépensé tout son capital afin de livrer la quantité de filés nécessaire aux tisserands l'année précédente. Comment lui sera-t-il alors possible de satisfaire à une plus grande demande de filés? Il en va de même du fabricant de machines, qui livre les métiers, etc. Il a produit juste assez de nouveaux métiers pour couvrir la consommation moyenne de l'industrie du tissage. Mais notre tisserand, dans son besoin d'accumuler, passe commande pour 60.000 francs de filés et pour 20.000 francs de métiers, de charbon (car il en va également de même des charbonnages), etc. Ou bien, notre tisserand donne 60.000 francs au filateur, 20.000 francs au fabricant de machines, au fournisseur de charbon, etc., pour que ceux-ci lui convertissent cet argent en filés, métiers et charbon. Il lui faudrait donc attendre cette conversion, avant que de pouvoir entreprendre son accumulation, sa production de toile nouvelle. Ce serait là une première interruption. Mais c'est maintenant le filateur qui, avec ses 60.000 francs, se trouve dans une situation toute semblable à celle du tisserand, avec ses 80.000, à cette différence près que lui, filateur, encaisse son profit tout de suite. Il peut trouver un nombre supplémentaire d'ouvriers, mais il lui faut du lin, des broches, du charbon, etc. De même qu'il faut au fournisseur de charbon, outre les ouvriers nouveaux, de nouvelles machines ou de nouveaux outils. Et le fabricant de machines, qui doit livrer les nouveaux métiers, les nouvelles broches, etc., outre d'ouvriers supplémentaires, a besoin de fer, etc. Mais la situation la plus embarrassante est celle du producteur de lin, lequel ne pourra livrer qu'un an plus tard la quantité supplémentaire de son produit, etc.

---

[1] NOTA BENE: Ceci ne vaut qu' « à la condition que la productivité du travail reste la même » Mais, d'après les chapitres antérieurs, nous savons déjà qu'avec l'accumulation, précisément, la productivité du travail s'élève, - J. B.

[2] Il s'agit naturellement d'un patron tisserand, d'un fabricant. - J. B.

Afin de convertir chaque année, sans atermoiement ni interruption, une partie de son profit en capital constant et, pour qu'il puisse y avoir sans cesse accumulation, le tisserand doit donc trouver sur le marché une quantité supplémentaire de filés, de métiers, etc.

Une partie du capital constant, calculée chaque année comme étant usée et entrant, à titre d'usure, dans la valeur du produit, en réalité, *n'est pas* usée. Supposons, par exemple, une machine dont la durée soit de 12 ans et qui ait coûté 240.000 francs; l'usure moyenne à calculer chaque année (et donc à déduire du profit annuel) sera de 20.000 francs. Mais en fait, l'exactitude réelle de ce calcul de moyenne se trouve varier. Il en va comme d'un animal domestique dont la longévité moyenne peut être de 10 ans, mais qui, chaque année, ne meurt pas pour autant de 1/10. Le fait subsiste qu'une grosse partie, payée chaque année, de la valeur du produit annuel, si elle est en effet utile pour remplacer, par exemple, au bout de 12 années, l'ancienne machinerie, n'est cependant pas réellement exigée pour en remplacer annuellement 1/12 en nature, ce qui d'ailleurs serait impraticable en l'espèce. Ce fonds peut être utilisé en partie à acheter du travail ou des matières premières, avant que ne soit vendue ou payée la marchandise sans cesse jetée dans la circulation, mais dont la valeur ne revient pas tout de suite de la circulation. Lorsqu'il y a beaucoup de capital constant utilisé, c'est-à-dire aussi beaucoup de capital fixe, il existe, dans cette partie de la valeur du produit destinée à remplacer l'usure du capital fixe, un *fonds d'accumulation* pouvant servir à un placement de nouveau capital sans avoir recours à la plus-value. Ce fonds d'accumulation ne se trouve pas dans les stades de production ni chez les peuples où un gros capital fixe n'existe pas. Mais le point auquel nous voulons en arriver est le suivant. Si même l'ensemble du capital engagé dans la construction des machines était juste suffisant pour remplacer l'usure annuelle de la machinerie*, il produirait cependant beaucoup plus de machines qu'il n'en est annuellement besoin*, cette usure n'existant en partie que dans les calculs et ne devant être effectivement remplacée en nature qu'au bout d'un certain nombre d'années. Le capital ainsi employé produit donc annuellement une quantité de machines disponibles pour de nouveaux capitaux. Supposons, par exemple, que le constructeur de machines commence sa fabrication cette année et qu'il produise annuellement pour 240.000 francs de machines. *Pendant chacune des 11 années suivantes, en cas de reproduction simple de la machinerie par lui produite, il n'aurait alors que pour 20.000 francs de production à assumer, et cette production annuelle ne serait même pas consommée chaque année.* Il aurait encore moins à produire s'il engageait tout son capital. Pour que ce dernier reste toujours en mouvement et ne fasse même que se reproduire dans l'année, *il faut une extension nouvelle et constante de la fabrication ayant besoin de ces machines*. Bien plus encore si notre producteur de machines accumule lui-même. Ainsi donc, *même lorsque, dans cette branche de production, le capital engagé n'est que simplement reproduit, une accumulation constante est nécessaire dans les autres branches de la production.* Mais à son tour cette accumulation constante trouve ainsi constamment sur le marché l'un de ses éléments.

Le tisserand ne peut reconvertir en capital les 100.000 francs de plus-value que s'il trouve sur le marché, outre du travail pour 20.000 francs, des filés déjà tout prêts, ou bien s'il peut les avoir sur commande. A cet effet, il faut donc qu'il y ait production d'un *surproduit* quant aux marchandises entrant dans son capital constant, spécialement quant à celles qui exigent un plus long temps de production et ne sauraient être accrues rapidement, ni même aucunement l'être dans le courant de l'année, comme le lin, par exemple. L'accumulation, c'est-à-dire la formation de capital supplémentaire,

dans *une* branche de la production, suppose donc la formation simultanée ou parallèle de produits supplémentaires dans les *autres* branches de la production. *Il faut donc que l'échelle de la production croisse simultanément dans toutes les branches qui fournissent du capital constant*, et cela, pour chacune des branches, proportionnellement à la part' moyenne, -- déterminée par la demande, -- prise par cette branche à l'accroissement général de toute la production.

*
* *

Tout le procès d'accumulation consiste, en premier lieu, en une surproduction correspondant, d'une part, à l'accroissement de la population, et constituant, d'autre part, la base des phénomènes qui se manifestent dans les crises. La mesure de cette surproduction est le capital lui-même, l'échelle donnée des conditions de la production, et l'instinct démesuré d'enrichissement et de capitalisation propre aux capitalistes, -- *ce n'est aucunement la consommation*. Celle-ci est forcément limitée, les ouvriers, c'est-à-dire la majorité de la population, ne pouvant accroître leur consommation que dans des limites très étroites, tandis que, d'autre part, la demande de travail, bien qu'elle s'accroisse de façon absolue, diminue *relativement*, dans la mesure même où le capitalisme se développe. A cela vient s'ajouter que l'équilibre est toujours dû au *hasard* et que, si la proportion dans l'emploi des capitaux investis dans les diverses branches de la production ne cesse de tendre à s'équilibrer, la permanence de cet équilibre suppose, de son côté, la non moins permanente disproportion à laquelle il ne cesse de mettre fin, souvent de façon violente.

De la disharmonie entre la production immédiate et la circulation, résulte la *possibilité* d'une crise. Dès que les différentes phases de la circulation ne s'enchaînent pas de façon continue, il y a crise. En premier lieu, il faut que la marchandise soit convertie en argent, M→A. Cette première difficulté, la vente, une fois résolue, l'achat, A→M, ne présente plus de difficulté, l'argent pouvant être échangé immédiatement contre toute marchandise. La possibilité de la crise réside uniquement dans la séparation entre la vente et l'achat.

Une autre possibilité de crise résulte de la fonction de l'argent comme *moyen de paiement* [1]. Si, pendant l'intervalle entre la vente et le paiement, la valeur a changé, le paiement de la marchandise ne peut plus éteindre la dette, et il en va de même de toutes les autres créances antérieures dont l'extinction dépend du règlement de la première. Par exemple, notre tisserand doit payer tout le capital dont les éléments ont été livrés par le filateur, le producteur de lin, le fabricant de machines, le producteur de bois et de fer, le producteur de charbon, etc. Supposons que le tisserand vende sa toile 20.000 francs à un commerçant, mais en échange d'une traite. De même, le producteur de lin a vendu sur traite au filateur, le filateur au tisserand, de même aussi le fabricant de machines au tisserand, le producteur de bois et de fer au fabricant de machines, et le producteur de charbon au tisserand, au filateur, au fabricant de machines au producteur de bois et de fer. En outre, les producteurs de fer, de charbon, de bois et de lin se sont mutuellement payés avec des traites. Si donc le commerçant ne touche pas l'argent de sa marchandise, il ne pourra pas payer sa traite au tisserand. Le filateur ne peut pas payer, parce que le tisserand ne peut pas payer; ils ne payent ni

[1] Marx appelle l'argent « moyen de paiement » lorsque la marchandise n'est pas payée lors de la vente, mais au bout d'un délai. Voir plus haut, chap. 17. - J. B.

l'un ni l'autre le fabricant de machines, qui ne paye pas non plus les producteurs de fer, de bois et de charbon. Et ceux-ci à leur tour ne peuvent pas remplacer leur capital constant. Il se produit ainsi une crise générale. Le résultat est le même lorsque la marchandise ne peut être vendue, ne serait-ce que pendant un certain temps, et même lorsque sa valeur ne change pas.

Mais la *possibilité générale* de la crise ne dit encore rien de sa cause. Rechercher cette dernière, c'est justement vouloir savoir pourquoi le simple possible est devenu *réalité*.

Les conditions générales de la crise (dans la mesure où elles sont indépendantes des oscillations des prix) *doivent être déduites des conditions générales de la production capitaliste.*

Le simple rapport salarié-capitaliste implique:

1. Que la majorité des producteurs (les ouvriers) soient non-consommateurs (non-acheteurs) d'une grande partie de leurs produits, à savoir les moyens et les matériaux du travail.

2. Que la majorité des producteurs, les ouvriers, ne peuvent consommer un équivalent de leur produit que s'ils produisent plus que ce produit, – la plus-value ou surproduit. Il leur faut toujours être des *surproducteurs* produisant au delà de leurs besoins, afin de pouvoir être, dans les limites de leurs besoins mêmes, des consommateurs, des acheteurs.

La production capitaliste ne trouve sa mesure que dans le capital. Mais la question se pose de savoir si le capital est aussi, en tant que capital, la limite de la *consommation*, -- si, sur la base de la production capitaliste, on peut et doit consommer autant... que l'on produit.

On ne saurait nier que, dans certaines branches de l'industrie, il puisse y avoir surproduction, et *par conséquent* sous-production dans certaines autres, -- que des crises partielles peuvent donc naître d'une *production disproportionnée.* Lors de l'invention des machines à filer, il s'est produit une surproduction de filés, par rapport au tissage. Cette disproportion disparut dès l'introduction de métiers à tisser mécaniques. Cette production disproportionnée peut trouver son expression dans une surproduction de capital fixe ou de capital circulant.

Pourtant, nous ne parlons pas ici de la crise, dans la mesure où elle se fonde sur une production disproportionnée, c'est-à-dire sur une disproportion dans la répartition du travail social entre les différentes branches de la production. Cette question ne peut être soulevée que si l'on examine la concurrence des capitaux entre eux. Nous avons déjà dit à ce propos que, du fait de cette disproportion, la hausse ou la baisse de la valeur marchande peut entraîner, dans une branche de la production, un retrait de capitaux et leur report dans une autre branche. Pourtant, cette compensation suppose évidemment l'existence antérieure de son contraire et peut donc impliquer la crise; la crise elle-même peut être une forme de la compensation.

En nous occupant de la production, nous avons vu que tout l'effort de la production capitaliste tend à obtenir le plus possible de surtravail, à mettre en mouvement le

plus possible de travail immédiat, avec un capital donné. Elle tend donc à une production sur une grande échelle, à une production en masse. *L'essence de la production capitaliste implique donc une production ne tenant pas compte des limites du marché.*

La reproduction suppose tout d'abord que le mode de production reste le même, et c'est ce qui a lieu un certain temps pendant l'accroissement de la production. La masse des marchandises produites augmente, parce qu'il y a plus de capital employé, sans qu'il le soit plus productivement. *Mais la simple augmentation du capital implique en même temps l'augmentation de la productivité.* Il y a ici réciprocité d'action. La reproduction sur une plus grande échelle, -- l'accumulation, -- si elle n'est, à l'origine, qu'un accroissement quantitatif de la production (avec plus de capital et dans les mêmes conditions de production) devient toujours, en certains points, également qualitative, en tant que productivité accrue des conditions de la reproduction [1]. *D'où un accroissement de la masse des produits, dépassant proportionnellement le simple accroissement subi par le capital au cours de la reproduction élargie (c'est-à-dire au cours de l'accumulation).*

Prenons, par exemple, un fabricant d'indiennes. Tant que la reproduction s'est poursuivie de façon continue, une partie des cotonnades a été consommée, disons, par les ouvriers qui les produisent; avec l'extension de la reproduction (c'est-à-dire avec l'accumulation), ils en consomment dans une mesure croissante, ou bien il y a eu aussi plus d'ouvriers occupés à la fabrication des indiennes et qui, en même temps, en ont été en partie les consommateurs.

Tant que le fabricant reproduit et accumule, ses ouvriers, eux aussi, achètent une partie de son produit. C'est parce qu'il produit qu'ils en ont les moyens et qu'ils lui donnent donc, en partie, les moyens de vendre. Mais l'ouvrier ne peut acheter de marchandises que pour sa consommation personnelle. Cela exclut donc, en production capitaliste, que la majorité des producteurs, -- les ouvriers eux-mêmes, -- puissent être acheteurs des moyens de production: ils n'achètent que des moyens de subsistance.

On pourrait dire que leur employeur les représente en ce qui concerne l'achat des moyens et des matériaux de travail (les ouvriers payant une partie des uns et des autres, dans les articles de consommation qu'ils achètent). Mais il les représente à de tout autres conditions que s'ils se représentaient eux-mêmes. Il doit vendre une masse de marchandises contenant de la plus-value, du surtravail. Eux n'auraient à vendre qu'une masse de marchandises contenant la valeur avancée dans la production (moyens de travail, matériaux de travail et salaire). Il lui faut donc un marché plus vaste que celui dont ils auraient besoin.

Supposons maintenant que l'encombrement du marché, où il y a surabondance de cotonnades, trouble la reproduction pour le tisserand. Cette perturbation touche tout d'abord ses ouvriers. Ceux-ci ne consomment plus qu'à un moindre degré, ou même ne consomment plus du tout sa marchandise -- la cotonnade --, de même que les autres marchandises qu'ils consommaient auparavant. Ils ont certes besoin de cotonnades, *mais ne peuvent plus en acheter*, parce qu'ils n'en ont plus les moyens; et ils n'en ont plus les moyens parce qu'ils ne peuvent plus continuer à produire; et ils ne

[1] Comme exposé ci-dessus en détail, spécialement chap. 9 et 13. - J. B

peuvent plus continuer à produire, *parce qu'on a trop produit*, parce qu'il y a trop de cotonnades sur le marché.

Mais en plus des ouvriers directement occupés par le capital engagé dans le tissage des cotonnades, une masse d'autres producteurs est également touchée par l'arrêt dans la reproduction de ces tissus. Ce sont les filateurs, les planteurs de coton, les producteurs de broches et de métiers à tisser, les producteurs de fer, de charbon, etc. Tous se trouveraient aussi troublés dans leur reproduction, même s'ils n'avaient pas fait eux-mêmes de surproduction, c'est-à-dire produit au delà de la mesure réclamée et justifiée par la bonne marche de l'industrie des tissages.

A leur tour les ouvriers et les capitalistes de ces autres industries peuvent alors acheter moins de cotonnades, ou ne peuvent pas en acheter du tout. *Ainsi la demande et la consommation des cotonnades baissent, justement parce qu'il y en a trop sur le marché.* Mais il en va aussi de même pour tous les autres articles de consommation que ces producteurs médiats de cotonnades ont l'habitude d'acheter. Il y en a tout à coup surproduction *relative* parce qu'il n'y a plus assez d'argent pour les acheter. Même s'il n'y avait pas eu surproduction dans ces industries, elles ne s'en trouvent pas moins, désormais, surproduire.

S'il ne s'agit pas seulement de cotonnades, mais encore de toiles, de soieries et de lainages, on voit comment la surproduction, dans ces articles peu nombreux, mais essentiels, provoque sur tout le marché une surproduction (relative) plus ou moins générale. D'une part, une trop grande masse de marchandises de toute sorte restant invendues sur le marché et, d'autre part, des capitalistes en banqueroute et des masses ouvrières affamées et privées de tout.

Tout cela, pourtant, ne fait pas encore comprendre comment peut se produire une surproduction des articles de consommation essentiels. La surproduction générale dérive du fait que la reproduction continue des articles de consommation essentiels ne dépend pas seulement des ouvriers directement occupés à les produire, mais aussi des ouvriers de toutes les branches d'industrie leur fournissant les éléments de leurs produits. Mais ces derniers continuent à produire tant que les premiers en font autant, et semblent donc assurer ainsi une augmentation générale du revenu, et, par conséquent, de leur propre consommation. D'où vient donc la surproduction des articles de consommation essentiels?

On répondra peut-être en invoquant le constant accroissement de la production, laquelle augmente d'année en année pour deux raisons: tout d'abord parce que le capital engagé dans la production ne cesse de croître, et, en second lieu, parce qu'il ne cesse d'être employé plus productivement. Si l'on veut dire par là que la production sans cesse croissante a besoin d'un marché sans cesse accru et que la production s'étend plus vite que le marché, on ne fera que répéter en d'autres termes ce qu'il s'agit d'expliquer. Dire que le marché s'étend plus vite que la production, revient à dire que le marché est encombré, et donc que la surproduction est évidente. Si l'extension du marché avait été parallèle à celle de la production, il n'y aurait pas encombrement du marché, point de surproduction.

Mais en concédant simplement que le marché doit s'étendre pour qu'il n'y ait pas surproduction, on concède aussi que la surproduction peut se produire. Car marché et production étant indifférents l'un par rapport à l'autre, il est alors possible que l'extension de l'un ne corresponde pas à celle de l'autre, que les limites du marché ne

reculent pas assez vite pour la production, ou bien que de nouveaux marchés puissent être rapidement couverts par la production, de sorte que le marché étendu apparaîtra aussi limité que le marché plus étroit d'auparavant.

La surproduction est déterminée par *la loi générale de la production capitaliste: produire dans la mesure des forces productives*, c'est-à-dire selon la possibilité d'exploiter, avec une masse de capital donnée, la plus grande masse possible de travail, *sans tenir compte des limites réelles du marché*, des besoins solvables, et cela par une extension continuelle de la reproduction et de l'accumulation (d'où la continuelle reconversion de la plus-value en capital*), tandis que, d'autre part, la masse des producteurs reste limitée à la mesure moyenne des besoins* et, vu la nature de la production capitaliste, doit demeurer dans ces limites.

*
* *

Nous avons déjà exposé ci-dessus [1] en détail la baisse du taux du profit. Et nous en avons déduit qu'un accroissement constant du capital est nécessaire afin de compenser la baisse du *taux* par une augmentation de la *masse* du profit. Cela revient à dire que, si la masse du profit reste invariable, le capital doit augmenter d'une façon rigoureusement proportionnelle à la baisse du taux du profit. Si, par exemple, le taux du profit était tombé de 40 à 8 %, le capital devrait augmenter dans une proportion de 8 à 40, autrement dit être quintuplé. Un capital de 1.000.000 à 40 % produit une plus-value de 400.000, et un capital de 5.000.000 à 8 % produit également 400.000 de plus-value. Le résultat ne peut être le même qu'à cette condition. Si, par contre, le résultat doit croître, *il faut que le capital augmente dans une proportion supérieure à la baisse du taux du profit.* Il s'ensuit que plus la production capitaliste se développe (et conjointement avec elle la force productive du travail), *plus il faut avoir recours à une masse de capitaux toujours plus considérable* en vue d'occuper la même force de travail, et davantage encore afin d'occuper une force de travail croissante. L'augmentation de la force productive du travail engendre donc, en système capitaliste, l'apparence d'une constante surpopulation ouvrière. Si le capital variable ne forme que 1/6 du capital total au lieu d'en être comme auparavant la 1/2, le capital devra tripler, afin d'occuper la même force de travail; mais pour une force de travail 2 fois plus grande, il sera nécessaire de sextupler le capital.

En tant qu'elles expriment [2] le développement de la force productive, la baisse du taux du profit et l'accumulation accélérée ne sont que des expressions différentes du même procès. L'accumulation, de son côté, précipite la baisse du taux du profit, dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle et, par suite, une composition supérieure [3] du capital. D'autre part, la baisse du taux du profit accélère à son tour la concentration [4] du capital et sa centralisation parce qu'il y a expropriation des petits capitalistes et des producteurs directs chez qui il restait encore quelque chose à exproprier. D'autre part, l'accumulation se trouve accélérée quant à la *masse*, bien que le *taux* de l'accumulation baisse avec le taux du profit.

---

1 A partir d'ici, Capital, t. III, 1re partie, chap. 13

2 Depuis ici, t. III, 1re partie, chap. 15.

3 « Supérieure", c'est-à-dire lorsque c a grandi par rapport à v; par exemple, un capital de 80 c + 20 v est d'une composition supérieure à un capital de 70 c + 30 v. - J. B.

4 Sur les notions de « concentration » et de « centralisation », v. ci-dessus, chap. 13.

Le procès de production capitaliste consiste essentiellement dans la production de plus-value, représentée par le surproduit ou par la partie correspondante des marchandises produites, dans laquelle est réalisé du travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value est le but immédiat et le mobile déterminant de la production capitaliste. Et l'accumulation, c'est-à-dire la retransformation d'une partie de la plus-value en capital, constitue une partie indispensable de la production de cette plus-value. Il serait donc faux de voir dans la production capitaliste ce qu'elle n'est pas: une production ayant pour but immédiat la jouissance ou la production de moyens de jouissance pour le capitaliste.

L'obtention de cette plus-value constitue le procès de production immédiat, qui n'a d'autres limites que celles que nous venons d'indiquer [1]. Dès que toute la quantité possible de surtravail est réalisée, la plus-value est produite. Mais cette production de plus-value ne fait que terminer le premier acte du procès de production capitaliste, le procès immédiat. Le capital a absorbé une quantité définie de travail impayé. A mesure que le procès se développe, exprimé dans la baisse du taux du profit, la masse de la plus-value ainsi produite s'enfle à l'infini. Vient alors le second acte du procès. Il faut que toute la masse des marchandises, le produit total représentant le capital constant et le capital variable ainsi que la plus-value, se vende. Si la vente ne s'opère pas ou si elle ne s'opère que partiellement ou à des prix inférieurs aux prix de production, il y a bien exploitation de l'ouvrier, mais elle ne se « réalise » pas pour le capitaliste. Les conditions de l'exploitation directe et de sa réalisation ne sont pas les mêmes; elles ne diffèrent pas seulement quant au temps et à l'espace, mais aussi essentiellement. Les unes n'ont d'autre limite que la force productive de la société, les autres la proportionnalité des différentes branches de production et le pouvoir de consommation de la société. Mais dans la société capitaliste, la consommation de la grande masse est réduite à un minimum très peu variable [2]. Elle est en outre limitée par le désir d'accumuler, d'augmenter le capital et de produire de la plus-value en grand. Cette loi est imposée à la production capitaliste par les transformations continuelles des méthodes de production, la dépréciation concomitante du capital existant, la concurrence générale et la nécessité d'améliorer la production et d'en étendre l'échelle, ne fût-ce que pour la maintenir et ne pas courir à la ruine. Il faut non élargir sans cesse le marché, dont les rapports et les conditions dominantes se trouvent ainsi adopter de plus en plus la forme de lois naturelles indépendantes des producteurs, et deviennent toujours plus incontrôlables. La contradiction intérieure tend à se compenser par l'extension du champ extérieur de la production. Mais, à mesure que la force productive se développe, elle entre de façon plus aiguë en conflit avec les bornes étroites de la consommation. La masse de capital que l'ouvrier met en mouvement, dont il conserve la valeur par son travail, afin de la faire reparaître dans le produit, est totalement différente de la valeur qu'il ajoute. Si la masse du capital est 1.000 et le travail ajouté 100, le taux du profit est de 10 %. Si la masse est 100 et le travail ajouté 20, le taux du produit est de 20 %. Avec une masse de 100 l'on peut

---

1 Ci-dessus, chap. 25, p. 367 : « La mesure de cette surproduction est le capital lui-même, l'échelle donnée des conditions de la production, et l'instinct démesuré d'enrichissement et de capitalisation, propre aux capitalistes... »

2 Ce passage étant souvent cité à propos de la théorie marxiste des crises, nous le reproduirons littéralement ici, de manière à ce que tout lecteur soit en état de l'identifier: « Ce dernier (c'est-à-dire le pouvoir de consommation de la société) n'est déterminé ni par la force productive absolue, ni par le pouvoir de consommation absolu, mais par le pouvoir de consommation basé sur une distribution en elle-même contradictoire et réduisant la consommation de la grande masse de la société à un minimum ne variant que dans des limites plus ou moins étroites. »

cependant accumuler davantage qu'avec 20. Et ainsi le cours du capital, son accumulation, se continue suivant sa propre intensité, et non point suivant la grandeur du taux du profit.

Par rapport au capital total, le développement de la force productive sociale du travail rend toujours plus petit le capital variable (la partie du capital avancée en salaire).

Tandis que le capital productif déjà accumulé ne cesse de s'accroître de façon gigantesque, le travail vivant exigé pour la reproduction et la mise en valeur d'un capital donné, devient relativement toujours plus petit. La quantité de force de travail employée (le nombre des ouvriers occupés) ne cesse donc de décroître relativement. En même temps, la force de travail employée devient toujours meilleur marché, le temps de travail nécessaire à sa reproduction devenant toujours moindre.

Les deux mouvements agissent en sens contraire sur le taux du profit. De par la diminution affectant le prix de la force de travail, le surtravail, et donc le taux de la plus-value, montent; mais la diminution du nombre des ouvriers abaisse la masse de la plus-value. 2 ouvriers travaillant 12 heures par jour ne peuvent produire la même masse de plus-value que 24 ouvriers ne travaillant chacun que 2 heures, même s'ils pouvaient vivre de l'air du temps. Dans cet ordre d'idées, la compensation de la diminution du nombre d'ouvriers par l'augmentation du degré d'exploitation du travail ne pourrait donc dépasser certaines limites; elle peut donc entraver la baisse du taux du profit, mais non la supprimer.

Avec le développement du mode de production capitaliste, le taux du profit baisse donc, tandis que sa masse augmente avec la masse croissante du capital employé.

Mais ces 2 facteurs impliqués dans le procès d'accumulation ne coexistent pas tranquillement; ils impliquent une contradiction.

L'accroissement du capital pousse à l'accroissement réel de la population ouvrière, et, simultanément, s'exercent les influences qui créent une surpopulation seulement relative.

Simultanément à l'accroissement des capitaux se développe une dépréciation du capital déjà existant, dépréciation entravant [1] la baisse du taux du profit et donnant un rythme accéléré à l'accumulation.

Simultanément au développement de la force productive se développe la composition supérieure du capital, la diminution relative de la partie variable par rapport à la partie constante.

Ces différentes influences se font sentir tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps; périodiquement, le conflit des influences contradictoires se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions mo-

---

[1] Dépréciation du capital existant, parce que l'accroissement de la force productive s'accompagne de la baisse du prix de toutes les marchandises (dont la reproduction demande moins de travail). Baisse qui touche donc aussi les marchandises formant le capital existant. Simultanément avec cette dépréciation, le taux du profit monte (ou baisse plus lentement) tant que le même profit se calcule par rapport à une valeur-capital amoindrie. - J. B.

mentanées et violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes rétablissant pour un moment l'équilibre troublé.

La contradiction, au point de vue tout à fait général, consiste en ce que le mode de production capitaliste tend au développement absolu des forces productives, tandis qu'il poursuit d'autre part la conservation de la valeur capital existante et sa plus grande mise en valeur (c'est-à-dire l'accroissement accéléré de cette valeur). Les méthodes par lesquelles il atteint ce but impliquent : la baisse du taux du profit, la dépréciation du capital existant, le développement des forces productives du travail aux dépens des forces productives déjà produites.

La dépréciation périodique du capital existant, laquelle est un des moyens inévitables employés par le mode de production capitaliste pour arrêter la baisse du taux du profit et accélérer l'accumulation, trouble les conditions données de la circulation et de la reproduction, et s'accompagne donc d'arrêts brusques et de crises.

La production capitaliste tend constamment à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y réussit qu'en ayant recours à des moyens qui lui opposent à nouveau ces limites mêmes, encore renforcées.

La *limite véritable* de la production capitaliste, *c'est le capital lui-même*, le fait que le capital apparaît comme le commencement et la fin, comme la cause et le but de la production; que la production n'est que de la production pour le *capital* et, non point, inversement, les moyens de production des moyens tendant uniquement à développer de plus en plus largement la vie même de la *société* des producteurs. Les limites dans lesquelles peuvent et doivent se mouvoir la conservation et la mise en valeur de la valeur capital, -- conservation et mise en valeur qui reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs, -- se trouvent continuellement en conflit avec les méthodes de production que le capitaliste doit non moins continuellement employer pour atteindre son but et qui poursuivent l'accroissement illimité de la production, assignent comme fin à la production la production elle-même et ont en vue le développement absolu de la productivité sociale du travail. Ce dernier moyen, -- développement illimité de la productivité sociale, -- se trouve en conflit permanent avec le but limité: la mise en valeur du capital existant.

Comme le capital se propose, non pas de satisfaire des besoins, mais de produire du profit, et qu'il ne peut atteindre ce but que par des méthodes disposant la masse des produits selon l'échelle de la production, et non pas inversement, une discordance ne peut manquer de se faire jour entre les dimensions restreintes de la consommation dans le système capitaliste et une production qui tend toujours à dépasser ses propres limites.

On ne produit pas trop de moyens de subsistance pour la population existante. On en produit trop peu.

La production des moyens de production n'est pas trop grande pour occuper la partie de la population capable de travailler. Au contraire. Il se crée, tout d'abord, une trop grande partie de population effectivement incapable de travailler, amenée par les circonstances à compter sur l'exploitation du travail d'autrui, ou réduite à se contenter de travaux qui ne peuvent passer pour tels que dans un mode de production sans envergure. En outre il n'est pas produit suffisamment de moyens de production pour que toute la population capable de travailler le fasse dans les conditions les plus

productives, c'est-à-dire de façon que son temps de travail soit diminué par la masse et l'efficacité du capital constant.

Mais périodiquement la production des moyens de travail et de subsistance est trop grande pour qu'on puisse les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. Il est produit trop de marchandises pour qu'on puisse réaliser et convertir en capital nouveau, dans les conditions de répartition et de consommation données par la production capitaliste, la valeur et la plus-value qui s'y trouvent contenues, -- à moins de s'exposer sans cesse à de perpétuels retours d'explosions.

Il n'est pas produit trop de richesse. Mais il est périodiquement produit trop de richesse sous les formes capitalistes et contradictoires de cette dernière.

La limite du mode de production capitaliste se manifeste:

1. Dans le fait que le développement de la force productive du travail engendre, avec la baisse du taux du profit, une loi qui s'oppose en un certain point au développement même et qui, par conséquent, doit être sans cesse surmontée par des crises nécessaires;

2. Dans le fait que l'élément décisif, pour l'extension ou la réduction de la production, n'est pas le rapport entre la production et les besoins sociaux, mais l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé (ou bien, pour employer le langage capitaliste, le profit et le rapport entre ce profit et le capital employé, donc un certain montant du taux du profit). La production rencontre des limites à un certain degré de son développement, lequel, d'autre part, à l'autre point de vue, devrait paraître de beaucoup insuffisant. Elle s'arrête au point que fixent, non pas la satisfaction des besoins, mais la production et la réalisation du profit.

Et dès que la formation de capital se trouverait exclusivement entre les mains de quelques gros capitalistes, pour qui la masse du profit en compenserait le taux, la production perdrait tout stimulant. Elle tomberait en somnolence. Le taux du profit est la force motrice de la production capitaliste, et, en nature comme en quantité, l'on ne produit qu'en fonction du profit. C'est pourquoi les économistes bourgeois anglais redoutent tellement la diminution du taux du profit. Le développement des forces productives du travail social constitue la mission historique et la légitimité du capital. C'est justement ainsi qu'inconsciemment, celui-ci crée les conditions matérielles d'un mode de production supérieur. Ce qui inquiète ces auteurs, c'est que le taux du profit en stimulant de la production capitaliste, condition et mobile de l'accumulation, est menacé par le développement même de la production.

La productivité du travail est liée à des conditions naturelles dont le rendement diminue souvent dans la mesure où la productivité, -- en tant qu'elle dépend des conditions sociales, -- augmente. Il en résulte un mouvement en sens contraire dans différentes branches de la production, progrès d'un côté, recul de l'autre. On n'a qu'à se rappeler, par exemple, l'influence des saisons, dont dépend la majeure partie de toutes matières premières, l'épuisement des forêts, des mines de charbon, de fer, etc.

Tandis que la partie circulante du capital constant (matières premières, etc.) augmente toujours, quant à la masse, relativement à la force productive du travail, il n'en

est pas de même pour le capital fixe, bâtiments, machinerie, installations d'éclairage, de chauffage, etc. Bien qu'avec la masse de ses diverses parties, la machine augmente de prix, sa valeur relative diminue. Si 5 ouvriers produisent 10 fois plus de marchandises qu'auparavant, l'avance de capital fixe n'est pas pour autant décuplée; bien que cette partie du capital augmente de valeur en même temps que se développe la force productive, cette augmentation est loin d'être proportionnelle.

La valeur de la marchandise est déterminée par le temps de travail total, passé ou vivant, qui y entre. L'accroissement de la productivité du travail consiste précisément en ce que la part du travail vivant est diminuée et celle du travail passé augmentée, mais de telle façon que la somme totale du travail contenu dans la marchandise décroisse: en d'autres termes, le travail vivant diminue plus que le travail passé n'augmente. Le travail passé matérialisé dans la valeur d'une marchandise, -- la partie constante du capital, -- se compose, pour une part, d'usure de capital constant fixe, et pour une autre part de capital constant circulant (matières premières et auxiliaires). La partie de valeur découlant des matières premières et auxiliaires doit diminuer avec la productivité du travail. Au contraire, ce qui caractérise justement l'accroissement de la force productive du travail, c'est que la partie fixe du capital constant subit une très forte augmentation et, de même avec elle, la partie de valeur qui, par l'usure, est transférée aux marchandises. Pour qu'une nouvelle méthode de production s'avère comme un accroissement effectif de la productivité, il faut qu'elle transmette à chaque marchandise moins de valeur provenant de l'usure du capital fixe que la diminution du travail vivant n'en économise. Faute de quoi, la valeur de la marchandise ne serait pas diminuée. Même lorsque (comme dans certains cas), par suite de matières premières ou auxiliaires accrues ou devenues plus chères, la valeur de la marchandise monte, cette hausse ne doit jamais dépasser la baisse résultant de la diminution du travail vivant employé. Il faut donc que toutes les additions de valeur soient plus que compensées par la diminution de valeur résultant d'une réduction du travail vivant.

Cette diminution de la quantité totale de travail entrant dans la marchandise semble donc être la caractéristique essentielle de l'accroissement de la force productive du travail. Mais, pour la production capitaliste, cela ne suffit pas encore.

Supposons qu'une branche déterminée de la production capitaliste produise l'exemplaire normal de sa marchandise dans les conditions suivantes:

	francs
Usure du capital fixe	_
Matières premières et auxiliaires	17
Salaire	2
Plus-value	2
VALEUR TOTALE	**22**

avec un taux de profit de 10 %.

Supposons qu'on invente une machine qui réduise de moitié le travail vivant nécessaire, mais triple la partie de valeur provenant de l'usure du capital fixe. Nous aurons alors ceci:

Usure	francs	11/2
Matières premières et auxiliaires		17 1 /2
Salaire		1
Plus-value		1
VALEUR TOTALE		**21**

La valeur de la marchandise a baissé de 1 franc; la nouvelle machine a décidément accru la force productive du travail. Mais le capitaliste est obligé de calculer autrement. Son prix de revient est toujours de 20 francs, comme précédemment; car le franc qu'il épargne en salaire, il doit le dépenser pour l'augmentation de l'usure. Comme la machine nouvelle ne modifie pas immédiatement le taux du profit, il faut que le capitaliste reçoive 10 % en sus du prix de revient, soit 2 francs. Pour une société produisant dans des conditions capitalistes, la marchandise *n'a pas diminué de prix*, et la nouvelle machine *n'améliore pas* la situation. Le capitaliste n'a donc pas intérêt à introduire la nouvelle machine, d'autant plus que cette innovation ne ferait que rendre sans valeur sa machinerie non encore usée.

Pour le capital, l'accroissement de la force productive du travail est réalisée, non par une simple réduction du travail vivant *en général*, mais uniquement lorsqu'il y a, sur la partie payée du travail vivant, une économie supérieure à ce que l'on ajoute de travail passé. Ici le mode de production capitaliste tombe dans une nouvelle contradiction. Il a comme mission historique le développement à tout prix et toujours de plus en plus accéléré de la productivité du travail humain. Or il manque à cette mission dès qu'il met obstacle, comme ici, à l'épanouissement de la productivité. Il fournit ainsi une nouvelle preuve de sa sénilité et démontre qu'il ne fait, de plus en plus, que se survivre.

Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire mettrait toute la nation à même d'opérer sa production totale en un temps moindre, amènerait une révolution, car il vouerait la majeure partie de la population au chômage. Ici se manifeste à nouveau le fait qu'une fois arrivée en un certain point, la production capitaliste entre en contradiction avec le développement de la force productive et avec la production de la richesse. Le développement de la force productive n'a d'importance, à son point de vue, que dans la mesure où ce développement accroît le surtravail de la classe ouvrière et non pas dans la mesure où il diminue le, temps nécessaire à la production matérielle.

Le développement, énorme par rapport à la population, manifesté par la force productive dans le mode de production capitaliste; l'accroissement (encore que dans une proportion différente) des valeurs-capital, plus rapide que celui de la population, se trouvent en contradiction avec la base toujours plus étroite sur laquelle doit opérer cette force productive, de même qu'avec les conditions de mise en valeur de ce capital toujours accru. D'où les crises.

La raison dernière de toutes les véritables crises [1] reste toujours la pauvreté et la limite imposée à la consommation des masses, contrairement à la tendance qui pousse, d'autre part, la production capitaliste à développer les forces productives comme si la limite de ces dernières résidait dans le pouvoir absolu de consommation de la société.

---

[1] Cette dernière phrase est empruntée au Capital, t. III, IIe partie, chap. 29.

26.

Le capital commercial et le travail des employés de commerce [1]

Retour à la table des matières

Tout capital industriel doit, comme nous l'avons vu, reconvertir en argent la marchandise fabriquée, et reconvertir cet argent en *pl* et en l : par conséquent vendre et acheter sans cesse. Il est en partie déchargé de cette activité par des commerçants opérant avec un capital indépendant.

Soit un commerçant qui possède 60.000 francs. Il achète, par exemple, à un fabricant 30.000 aunes de toile à 2 francs l'aune. Il revend ces 30.000 aunes, avec un profit, par exemple, de 10 %. Avec l'argent ainsi touché, il achète à nouveau de la toile, qu'il revend derechef; et il répète sans cesse cette opération d'acheter pour vendre, sans produire dans l'intervalle.

Pour ce qui est du fabricant de toile, il a reçu en paiement, avec l'argent du commerçant, la valeur de sa toile et, toutes circonstances égales d'ailleurs, il peut,

[1] T. III, Ire partie, chap. 16, 17.

avec cet argent, racheter des filés, du charbon, de la force de travail, etc., et continuer sa production.

Mais bien que pour lui la vente de la toile ait eu lieu, cette opération ne s'est pas encore accomplie pour la toile même. Celle-ci se trouve encore sur le marché, sous forme de marchandise destinée à être vendue. Pour la toile, il n'y a de changé que la personne de son propriétaire.

Mettons que le commerçant ne réussisse pas à vendre les 30.000 aunes pendant le temps que le producteur a achevé la fabrication d'une nouvelle quantité de 30.000 aunes de toile. Le commerçant ne peut acheter ce nouveau produit. Il se produit alors un arrêt, il faut interrompre la production. Le producteur pourrait, il est vrai, disposer encore d'argent et se trouver à même de continuer sa production avec cet argent. Mais cette hypothèse ne change rien à la chose. La reproduction reste interrompue pour ce capital. *On voit ici très nettement que l'activité du commerçant n'est rien d'autre que la vente et l'achat, que le fabricant devrait sans cela assumer lui-même.* Ce serait tout à fait apparent si la vente et l'achat étaient faits non plus par un commerçant indépendant, mais par un simple commis du producteur.

Si le producteur de toile était obligé d'attendre que sa toile eût passé au dernier acheteur, -- le consommateur, -- son procès de reproduction serait interrompu. Ou bien, pour éviter cette interruption, il aurait dû limiter ses opérations et conserver une plus grande réserve d'argent. L'intervention du commerçant n'a pas fait disparaître la division de son capital. Mais, sans cette intervention, la réserve d'argent devrait être plus grande, et l'échelle de la production proportionnellement plus petite. En même temps, s'il n'a pas à s'occuper de la vente, le fabricant gagne du temps, qu'il peut consacrer à la surveillance de la production.

Dans le cas où le capital commercial n'excède pas ses proportions nécessaires, on peut dire:

1. Par suite de la division du travail, le capital qui s'occupe exclusivement d'acheter et de vendre est plus petit que si le fabricant devait assumer lui-même toute la partie commerciale de son entreprise. (Outre l'argent nécessaire à l'achat des marchandises, ce capital comprend l'argent qui doit servir à payer tout ce qui est indispensable à l'exercice même de la profession commerciale: travail, bâtiments, magasins, transports, etc.)

2. Parce que le commerçant s'occupe exclusivement de cette affaire, ce n'est pas seulement le producteur qui voit sa marchandise se convertir plus tôt en argent, c'est le capital-marchandise lui-même qui trouve plus rapidement un débouché qu'entre les mains du producteur.

3. A considérer le capital commercial total par rapport au capital productif, une rotation du capital commercial peut représenter non seulement les rotations de nombreux capitaux dans une même branche de production, mais encore les rotations d'un certain nombre de capitaux dans des branches de production différentes. Lorsque le marchand de toile a vendu le produit d'un premier fabricant, il n'attend pas que le premier producteur ait terminé la même quantité de toile, il peut, auprès d'un ou plusieurs autres fabricants, acheter de la toile et la revendre. Ou bien, il peut aussi, après avoir vendu la toile, acheter de la soie, en attendant que de nouvelle toile ait été fabriquée.

Le même capital commercial peut donc réaliser successivement les différentes rotations des capitaux placés dans une branche et ne remplace donc pas seulement la réserve d'argent qu'un commerçant devrait avoir à lui seul. Après avoir vendu, par exemple, le blé d'un fermier, un commerçant peut, avec le même argent, acheter le blé d'un second producteur, puis vendre ce blé, etc., tandis que la rotation du capital du fermier, abstraction faite du temps de circulation, est limitée au temps de production, c'est-à-dire, en l'espèce, à une année.

Sur le capital-argent total, la partie fonctionnant comme capital commercial est d'autant plus petite que celui-ci effectue plus rapidement sa rotation, et elle est d'autant plus grande que le capital commercial a une rotation plus lente.

On a vu que les actes de la vente et de l'achat ne créent ni valeur ni plus-value, mais au contraire mettent des limites à la formation de la valeur et de la plus-value. Et il n'en va naturellement pas autrement lorsque ces deux actes, au lieu d'être accomplis par le capitaliste industriel, le sont par d'autres personnes. Abstraction faite de toutes les fonctions non proprement commerciales, -- telles que la conservation, l'expédition, le transport, l'assortiment, l'échantillonnage, qui constituent plutôt une continuation de la production, -- le capital commercial, limité à sa véritable fonction, qui est d'acheter pour vendre, ne crée donc ni valeur ni plus-value, mais permet seulement la réalisation en argent de valeurs déjà existantes. Mais il doit rapporter le profit annuel moyen. S'il donnait un profit moyen supérieur à celui du capital productif, une partie de ce dernier capital se convertirait en capital commercial. Si le profit moyen était moindre, il y aurait l'opération contraire. De tous les capitaux, c'est le capital commercial qui change le plus facilement de destination et de fonction.

Puisque le capital commercial ne produit pas de plus-value, la plus-value, qui lui échoit sous forme de profit moyen, constitue évidemment une partie de la plus-value produite par le capital productif total. *Mais comment le capital commercial entre-t-il en possession de cette quote-part de la plus-value?*

Ce n'est qu'en apparence que le profit commercial ne constitue qu'une simple élévation du prix des marchandises au-dessus de leur valeur.

Il est évident que, pour le commerçant, le profit ne peut provenir que du prix des marchandises par lui vendues et il est encore plus évident que ce profit qu'il réalise de par la vente des marchandises doit être égal à la différence entre le prix d'achat et le prix de vente.

Il se peut qu'après l'achat et avant la vente de la marchandise, Il ait des frais additionnels (frais de circulation). Dans ce cas, il est clair que l'excédent du prix de vente sur le prix d'achat ne constitue pas uniquement du profit. Pour plus de simplicité, nous supposerons d'abord qu'il n'y a pas de frais de ce genre.

Comment alors est-il possible que le commerçant vende la marchandise à un prix plus élevé que celui auquel il l'a achetée?

Nous avons déjà répondu à cette question en ce qui concerne le capitaliste *producteur*. Son prix de revient est égal à la partie véritablement utilisée de son capital, $c + v$, à quoi s'ajoute le profit moyen. Et c'est ainsi que se constitue le prix de vente du fabricant, que nous avons appelé le *« prix de production »*. Si nous

additionnons les prix de production de toutes les marchandises existantes, le total ainsi obtenu est égal à la valeur réelle de toutes les marchandises, c'est-à-dire au travail réellement contenu en elle. Il s'ensuit donc, -- tout au moins dans l'état actuel de notre recherche, -- que les prix de vente des fabricants sont égaux, dans leur totalité, -- à la valeur des marchandises, c'est-à-dire au travail contenu dans ces dernières, tandis que leurs prix de revient sont, par contre, seulement égaux à la partie payée de ce travail.

Mais il en va autrement du *commerçant*. Celui-ci ne produit pas, mais continue simplement la vente commencée par le fabricant [1]. Le fabricant, dès avant le commencement de la vente, a déjà entre les mains la plus-value sous forme de marchandise, et ne fait que la convertir en argent par la vente. Le commerçant, lui, doit commencer par vendre pour constituer son profit. Cela ne semble possible que s'il ajoute encore une augmentation au prix de production du fabricant. Or, la somme de tous les prix de production étant égale à la somme des valeurs de toutes les marchandises, *il semble donc s'ensuivre que les commerçants ne peuvent constituer leur profit qu'en vendant les marchandises au-dessus de leur valeur.*

Cette forme d'augmentation est très facile à comprendre. En réalité, la conception qui fait découler le profit de la vente des marchandises au-dessus de leur valeur, est basée sur l'observation du capital commercial. En y regardant de plus près, on constate cependant que ce n'est là qu'une simple apparence. (Il ne s'agit pas ici de cas isolés, mais de la moyenne.)

Pourquoi supposons-nous que le commerçant ne peut réaliser sur ses marchandises un profit de 10 %, par exemple, qu'en les vendant 10 % au-dessus de leur prix de production? Parce que nous avons admis que le capitaliste producteur les a vendues au commerçant à leur prix de production. Mais n'oublions pas que le prix de production est égal au prix de revient, plus le profit moyen. C'est-à-dire que nous avons admis que le commerçant paie au fabricant le prix de production qui se constitue lorsque le profit moyen se règle sans tenir compte du capital commercial! Autrement dit, nous avons supposé que *le capital commercial ne joue aucun rôle dans la formation du taux général du profit !* Or, c'est là une supposition tout à fait impossible.

Supposons que le capital productif total avancé dans l'année soit

720 c + 180 v = 900 (disons milliards de francs)
et que pl' = 100 % [2].

Le produit serait donc 720 c + 180 v + 180 pl = 1.080.
Le taux du profit pour le capital total sera : 180/900 = 20 %.
Ces 20 % sont le taux de profit moyen.

Supposons maintenant qu'à ce capital industriel de 900 doive s'ajouter un capital commercial de 100 participant au profit au prorata de sa grandeur.

---

[1] Le lecteur aura déjà remarqué que nous remplaçons par « fabricant » le terme plus compliqué de « capitaliste producteur ». Font donc, en ce sens, partie des « fabricants » également les agriculteurs, etc., dans la mesure où ils produisent. - J. B.

[2] pl', dans les formules de Marx, désigne le taux de la plus-value (rapport entre plus-value et salaire) ; p' = le taux du profit (rapport entre la plus-value et l'ensemble du capital avancé). - J. B.

Il est donc de 1/10 du capital total 1.000 et aura donc 1/10 de la plus-value totale de 180, soit 18 %.

Il ne reste donc à répartir entre les 9/10 restants du capital total que 162, sur le capital de 900, soit également 18 %.

Le prix auquel la totalité des marchandises produites est vendue aux commerçants par les possesseurs du capital productif est donc 720 *c* + 180 *v* + 162 *pl* = 1.062.

Si le commerçant ajoute donc à son capital de 100 le profit moyen de 18 %, il vend les marchandises 1.062 + 18 = 1.080, c'est-à-dire à leur valeur, bien qu'il ne constitue son profit que dans et par la circulation, et uniquement par l'excédent de son prix de vente sur son prix d'achat.

Le capital commercial entre donc dans la formation du taux général du profit au prorata de la portion du capital total qu'il constitue. *Dans le taux de profit moyen se trouve déjà comptée la part qui revient au capital commercial dans le profit total.*

Le prix de production ou prix auquel vend le capitaliste industriel comme tel est donc inférieur au prix réel de la marchandise; ou, si nous considérons la totalité de la marchandise, les prix auxquels vend la classe des capitalistes productifs sont inférieurs aux valeurs. En vendant 118 une marchandise qui lui coûte 100, le commerçant (dans l'exemple ci-dessus) l'augmente bien de 18 % ; mais, comme cette marchandise achetée 100 vaut 118, il ne la vend pas au-dessus de sa valeur.

Il s'ensuit de ce qui précède:

1. Plus est grand le capital commercial par rapport au capital industriel, et plus faible est le taux du profit industriel, et inversement.

2. Si le taux du profit exprime toujours trop faiblement le taux de la véritable plus-value, c'est-à-dire le degré d'exploitation du travail (de façon que, par exemple, dans le cas précédent, une plus-value de 100 % n'apparaît que comme un profit de 20 %), le degré d'exploitation semble encore plus petit lorsqu'on fait entrer dans le capital la part revenant au capital commercial (ici 18 % au lieu de 20 %).

Une nouvelle question se pose: comment les choses se passent-elles pour le salarié commercial occupé par le commerçant ?

A un certain point de vue, ce salarié est un salarié comme les autres. Sa force de travail est achetée avec le capital variable du commerçant et non pas avec l'argent dépensé comme revenu personnel. Elle est donc achetée non pas pour un service privé, mais pour la mise en valeur du capital avancé dans le commerce.

De même, la valeur de sa force de travail et par suite son salaire sont déterminés, -- comme pour tous les salariés, -- non par le produit de son travail, mais par les frais de reproduction de sa force de travail.

Mais il doit y avoir entre lui et l'ouvrier employé par le capitaliste producteur la différence qu'il y a entre le capital commercial et le capital productif, et par conséquent, entre le commerçant et le fabricant. Comme, en effet, le commerçant ne produit ni valeur ni plus-value, les employés de commerce ne peuvent lui produire

directement de la plus-value. (Ici, comme lorsqu'il s'agit des ouvriers productifs, nous supposons que le salaire est déterminé par la valeur de la force de travail, que le commerçant ne s'enrichit donc point par une déduction sur le salaire.)

Ce qui est difficile, ce n'est pas d'expliquer comment les salariés commerciaux produisent directement du profit pour leur employeur, bien qu'ils ne produisent pas directement de la plus-value. L'étude de l'origine du profit commercial nous a déjà donné, en effet, la solution de cette question. Le capital productif réalise du profit en vendant le travail contenu dans les marchandises, travail qui ne lui a pas coûté d'équivalent; de même le capital commercial réalise son profit en ne payant au capital productif qu'une partie de ce travail non payé, mais se fait payer cette partie lorsqu'il vend à son tour ces marchandises. Le capital productif produit la plus-value en s'appropriant directement du travail étranger non payé; le capital commercial se fait attribuer une partie de la plus-value déjà existante. Pour le commerçant individuel, la masse de son profit dépend de la masse de capital qu'il peut utiliser dans l'achat et la vente et cette masse est d'autant plus grande que ses ouvriers lui fournissent une plus grande somme de travail non payé. C'est par ses ouvriers que le capitaliste commercial fait accomplir en majeure partie la fonction grâce à laquelle son argent est du capital. Bien qu'il ne crée pas de plus-value, ce travail non payé de ses commis lui permet de s'approprier de la plus-value, ce qui pour son capital revient au même; ce travail non payé est donc, pour cette sorte de capital, source de profit. Autrement le commerce ne pourrait jamais se faire sur une grande échelle, d'après le système capitaliste. De même que le travail non payé de l'ouvrier crée directement de la plus-value pour le capitaliste productif, le travail non payé du salarié commercial permet au capital commercial de participer à cette plus-value.

La difficulté, quant à l'employé de commerce, réside bien plutôt en ceci: Puisque le travail du commerçant ne lui crée pas de valeur, -- tout en lui permettant de participer à de la plus-value déjà produite, -- comment les choses se passent-elles pour son capital variable, c'est-à-dire pour le capital avec lequel il paie les salaires de ses salariés commerciaux? Ce capital variable compte-t-il dans le capital commercial avancé? Sinon, il semble y avoir contradiction avec la loi sur la péréquation du taux de profit. Quel est le capitaliste qui avancerait 150, s'il ne peut compter que 100 de capital avancé? Si oui, il semble y avoir contradiction avec la nature du capital commercial, car ce capital ne produit pas son profit en mettant en mouvement du travail étranger, mais en accomplissant les fonctions de l'achat et de la vente.

Si chaque commerçant ne possédait que le capital dont il peut assurer la rotation par son travail personnel, le capital commercial serait divisé à l'infini; ce morcellement devrait croître dans les mêmes proportions que le capital productif développe sa production sur une échelle plus vaste et opère avec de plus grandes masses. La disproportion entre l'un et l'autre s'accentuerait donc. Dans la mesure où le capital se centraliserait dans la production, il se décentraliserait dans la circulation. Le capitaliste productif devrait alors employer infiniment de temps, de travail et d'argent pour un travail purement commercial, puisqu'il s'adresserait à 1.000 commerçants, par exemple, au lieu de 100. L'avantage offert par le développement autonome du capital commercial disparaîtrait ainsi pour une bonne part; à, côté des frais purement commerciaux, tous les autres frais de cIrculation augmenteraient: assortiment, expédition, etc. Ainsi en irait-il pour le capital productif.

Considérons maintenant le capital commercial, d'abord en ce qui concerne les travaux purement commerciaux. Il ne faut pas plus de temps pour opérer sur des

nombres élevés que pour opérer sur de petits nombres. Il faut 10 fois plus de temps pour 10 achats de 100 francs que pour un *seul achat* de 1.000 fr. Il faut 10 fois plus de papier, de correspondance, d'affranchissement, de temps pour correspondre avec 10 petits commerçants qu'avec *un seul* grand. La division limitée du travail dans un organisme commercial, où la tenue des livres, la caisse, la correspondance, les achats, les ventes, les voyages, etc., sont dévolus à autant d'employés différents, économise du temps en masses énormes, si bien que le nombre des travailleurs commerciaux occupés dans le commerce en gros n'est nullement en rapport avec l'importance de l'affaire. Il en est ainsi parce que, dans le commerce beaucoup plus que dans l'industrie, la même fonction, qu'elle se fasse en grand ou en petit, exige le même temps de travail. (C'est aussi pourquoi la concentration commerciale précède historiquement la concentration industrielle.) En outre, il y a les dépenses en capital constant. 100 petits comptoirs coûtent infiniment plus qu'un seul grand, 100 petites boutiques infiniment plus qu'un grand magasin, etc. Les frais de transport qui entrent dans toute entreprise commerciale, du moins comme frais à avancer, s'accroissent avec le morcellement.

Le capitaliste productif serait forcé de dépenser plus de travail et de frais de circulation, dans la partie commerciale de son entreprise. Réparti entre beaucoup de petits commerçants, le même capital commercial exigerait, à cause même de son morcellement, plus de travailleurs pour l'accomplissement de ses fonctions, et il faudrait en outre plus de capital commercial pour assurer la rotation du même capital-marchandise. Si nous appelons B tout le capital commercial directement engagé dans l'achat et la vente des marchandises, et *b* le capital variable (pour le paiement des salariés commerciaux), B + *b* est plus petit que ne devrait l'être tout le capital commercial B, si *b* n'existait pas, c'est-à-dire si chaque commerçant s'en tirait sans commis. '

Mais nous n'avons pas encore résolu la difficulté.

Le prix de vente des marchandises doit suffire en premier lieu à payer le profit moyen pour B + *b*. Ici déjà, l'on pourrait demeurer en arrêt. Nous supposons que le prix des marchandises coïncide avec leur valeur. Nous venons de voir à l'instant de quelle façon, en outre, B, capital commercial, participe au profit moyen. C'est dire que ce dernier est contenu dans le prix de vente. Mais que se passe-t-il pour *b* ? En plus du profit revenant au capital commercial B, d'où tirer un profit pour le capital supplémentaire *b*, dépensé pour le salaire de l'employé? Il semblerait donc que cette partie du profit n'est tout de même qu'une augmentation arbitraire ajoutée au prix. -- Pourtant, rappelons-nous que B + *b* est plus petit que B ne le serait sans *b*. Le profit engendré avec la collaboration de B suffit donc à produire du profit pour *b*.

Mais outre cela, le prix de vente doit en second lieu suffire à remplacer, en plus du profit pour *b*, la somme *b* elle-même, c'est-à-dire le salaire payé aux employés de commerce. Et c'est justement là que gît la vraie difficulté.

Si le prix des marchandises ne contient rien d'autre que leur vraie valeur, ce prix, d'après ce que nous avons vu jusqu'à présent, implique une somme qui puisse payer le prix de revient du fabricant, de même que son profit moyen, de même également que le capital commercial, à côté du profit de ce dernier; et ce profit commercial est suffisamment grand pour ne pas cesser d'en être un, également quant à la somme avancée par le commerçant pour les salaires de ses employés. Mais cette somme des salaires elle-même (le capital variable du commerçant) -- comment entre-t-elle dans

le prix de vente? Pour la simple raison qu'il occupe et paye des employés, le commerçant peut-il ajouter arbitrairement au prix de vente les sommes employées à cet effet? Ou bien est-il obligé de les payer sur son profit, ce qui signifierait une réduction de celui-ci ?

Ce que le commerçant achète avec *b* est simplement (dans notre hypothèse) du travail commercial, c'est-à-dire du travail nécessaire pour convertir de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise. Du travail qui échange, mais ne crée pas de valeurs. Mais lorsque ce travail n'est pas accompli, le capital commercial ne fonctionne pas, et dans ce cas, il ne participe pas davantage à l'établissement du taux général du profit, autrement dit, il ne prend aucune quote-part du profit total.

Supposons que B = 100, b = 10 et que le taux du profit = 10 %. (Nous faisons abstraction des frais matériels du commerce, pour ne pas accroître inutilement la complexité du calcul, car ces frais n'ont rien à faire avec la difficulté dont nous nous occupons ici. Le capital constant du commerçant est au plus aussi grand, mais en fait plus petit que ne le serait la part correspondante du capital du fabricant, si celui-ci s'occupait lui-même de la vente.)

Si le commerçant n'occupait pas d'employés et donc n'avait point de dépenses sous la rubrique *b*, le travail accompli par ces employés n'en devrait pas moins être fait. Le commerçant devrait le faire lui-même. Et afin d'acheter ou de vendre B = 100, le commerçant dépenserait son temps, et nous voulons croire que c'est le seul dont il puisse disposer. Le travail commercial représenté par *b* ou 10, devrait, dans ce cas, être payé par du profit, c'est-à-dire que ce travail supposerait alors un autre capital commercial égal à 100. Ce deuxième B = 100 n'entrerait pas comme supplément dans le prix de la marchandise, mais les 10 %, eux, y entreraient. 2 opérations, chacune de 100, achèteraient donc des marchandises pour 200 + 20 = 220.

Comme le capital commercial n'est qu'une partie du capital productif, devenue indépendante, nous allons chercher à trouver la solution en imaginant que le capital commercial ne s'est pas encore détaché du capital productif. En fait, le fabricant occupe lui aussi, dans son comptoir, des employés de commerce. Examinons donc tout d'abord le capital variable *b* employé dans le comptoir du fabricant lui-même.

De prime abord, ce comptoir est toujours insignifiant par rapport à l'atelier industriel. Mais un point est évident. A mesure que l'échelle de production s'élargit, il y a augmentation des opérations commerciales toujours nécessaires pour assurer la circulation du capital productif (qu'il s'agisse de vendre le produit existant sous la forme de capital-marchandise, ou d'acheter les P*m*) et en faire la comptabilité. Calcul des prix, tenue des livres, caisse, correspondance, trouvent ici leur place. Il faut pour cela faire appel aux salariés commerciaux, qui forment le comptoir proprement dit. Bien que payées sous forme de salaire, les dépenses à faire pour ces salariés commerciaux diffèrent du capital variable consacré au paiement du salaire des ouvriers productifs. Elles augmentent les avances du fabricant sans accroître directement la plus-value. Comme toute autre dépense du même genre, celle-ci diminue le taux du profit, parce qu'il y a accroissement du capital avancé, mais non pas de la plus-value. Le fabricant fait donc pour ces frais ce qu'il fait pour ses avances en capital constant: il essaie de les réduire au minimum. Le capital productif ne se trouve donc pas dans le même rapport avec ses salariés commerciaux et ses salariés productifs. La production, et donc la plus-value ou le profit, sont d'autant plus grands que, -- toutes circonstances égales d'ailleurs, -- le nombre de ces derniers salariés est plus considérable.

Mais, par contre, l'accroissement (absolu sinon relatif) des frais de bureau est d'autant plus fort que la production est plus étendue, que la masse des marchandises produites est plus considérable et que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent et qui doivent être réalisées en argent, sont plus grandes. Dans ce cas, une sorte de division du travail s'impose. Ces dépenses ont pour base le profit. Nous le voyons par le fait qu'avec l'accroissement du salaire commercial une partie en est souvent payée par un tant pour cent sur le bénéfice. Ce n'est pas parce qu'on accomplit beaucoup de travail commercial qu'il existe beaucoup de valeurs, mais au contraire, c'est parce qu'il y a beaucoup de valeurs à calculer et à échanger, qu'il faut beaucoup de travail commercial. Il en va de même des autres frais de circulation. Pour mesurer, peser, emballer, transporter beaucoup de marchandises, il faut d'abord qu'il y en ait beaucoup, la masse du travail d'emballage, de transport, etc., dépend de la masse des marchandises à emballer et à transporter, et non point inversement.

L'employé de commerce ne produit pas directement de la plus-value. Mais le prix de sa force de travail (c'est-à-dire les frais de production de celle-ci) est déterminé par la valeur de cette dernière, tandis que l'exercice de cette force n'est pas limité, pas plus que pour les autres salariés, par la valeur de la dite force. Il n'y a donc pas de rapport nécessaire entre son salaire et la masse du profit qu'il aide le capitaliste à réaliser. Ce qu'il coûte au capitaliste et ce qu'il lui rapporte sont des grandeurs différentes. Il rapporte au capitaliste, non pas en créant directement de la valeur, mais en aidant à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, dans la mesure où il fait du travail en partie non payé. Le travailleur commercial proprement dit rentre dans la catégorie des salariés mieux payés, de ceux dont le travail qualifié est au-dessus du travail moyen. Mais dans le progrès de la production capitaliste, le salaire tend à baisser, même par rapport au travail moyen. D'abord, par la division du travail au comptoir même: il faut créer des spécialistes, et cela ne coûte rien au capitaliste, parce que l'adresse du travailleur se développe par la pratique même, et cela d'autant plus rapidement que la spécialisation divise davantage le travail. Ensuite, parce que la préparation, la science commerciale, la connaissance des langues, 'etc., se reproduisent avec plus de rapidité, de facilité, de généralité et de bon marché à mesure que la science et l'instruction populaire se développent et que la production capitaliste oriente de plus en plus les méthodes d'enseignement du côté pratique. La généralisation de l'instruction populaire permet de recruter ces salariés dans des classes sociales qui s'en trouvaient autrefois exclues et étaient habituées à une vie plus. pauvre. Il y a donc afflux plus grand et renforcement de la concurrence. A quelques exceptions près, la force de travail de ces gens subit donc une dépréciation, à mesure que se développe la production capitaliste; leur salaire diminue, alors que leur rendement augmente. [1]

Si l'on considère le travail commercial en connexion avec le capital productif, il est tout à fait évident qu'il ne saurait être source de plus-value. Il ne viendra à l'esprit de personne que les faux frais occasionnés par le comptoir à la fabrique sont autre chose que précisément des faux frais diminuant le profit de tout leur montant. Il semble, -- mais il semble seulement, -- en aller autrement en ce qui concerne le négociant en gros. Chez celui-ci, les dépenses pour les frais de circulation paraissent

[1] Note de Friedrich Engels: Ces lignes, où Marx pronostiquait en 1865 la destinée du prolétariat commercial ont reçu depuis lors confirmation. Nous n'en voulons pour preuve que les centaines de commis allemands qui, au courant de toutes les opérations commerciales, possédant 3 ou 4 langues, s'efforcent en vain de faire agréer leurs services dans la Cité de Londres à raison de 25 sh. par semaine, alors qu'un mécanicien habile touche un salaire bien supérieur. - Une lacune de 2 pages (dans le manuscrit) indique que Marx se proposait d'insister sur ce point.

beaucoup plus grandes parce que, en dehors des bureaux commerciaux proprement dits, qui sont liés à toute fabrique, la partie du capital ordinairement employée de cette façon par la totalité des fabricants, se trouve concentrée entre les mains des commerçants individuels. Mais cela ne saurait rien changer au fond des choses. Au point de vue du capital productif, les frais de circulation ne paraissent pas autre chose que ce qu'ils sont, c'est-à-dire des faux frais. Le commerçant y voit la source de son profit qui, -- le taux de profit général supposé, -- est en effet proportionnel au montant de ces frais. Le capital commercial considère donc ces dépenses comme un bon placement. Et le travail commercial qu'il achète est donc pour lui directement productif.

27.

Influence du capital commercial sur les prix [1]

Retour à la table des matières

Si le prix de production d'une livre de sucre est de 1 franc, le commerçant pourrait, avec 100 francs, acheter 100 fois cette quantité. Si, dans le courant de l'année, il achetait et vendait cette quantité et que la moyenne du taux de profit annuel soit 15 %, il augmenterait de 15 francs son capital de 100 francs, soit 15 centimes sur 1 franc, prix de production de la livre. Il vendrait donc la livre de sucre 1 fr. 15. Mais si le prix de production du sucre tombait à 10 centimes, le commerçant pourrait, avec le même capital de 100 francs acheter 1.000 livres et vendre la livre Il cent. 1 /2. Pour le capital de 100 francs placé dans le commerce du sucre, le profit annuel serait toujours de 15 francs. Mais la vente serait tantôt de 100, tantôt de 1.000 livres.

(Nous faisons abstraction des frais de circulation, tels que dépôt, transport, etc. Nous n'examinons ici que la vente et l'achat à l'état pur.)

Le plus ou moins d'élévation du prix de production n'aurait rien à voir avec le taux du profit; ce plus ou moins d'élévation aurait au contraire beaucoup à voir avec la grandeur de la partie du prix de vente de la livre de sucre constituant le profit commercial, c'est-à-dire avec l'augmentation de prix que le commerçant fait subir à une quantité déterminée de marchandise.

---

[1] T. III, I, chap. 18.

Si nous prenons des cas où le commerçant monopolise à la fois le commerce et la production, comme par exemple du temps de la Compagnie hollandaise des Indes, rien ne serait plus absurde que l'opinion généralement admise que le commerçant est absolument libre de vendre beaucoup de marchandise avec peu de profit ou peu de marchandise avec beaucoup de profit sur chaque exemplaire. Les 2 limites pour son prix de vente sont: d'une part, le prix de production de la marchandise, qu'il ne règle pas; d'autre part, le taux de profit moyen, qu'il ne règle pas davantage.

La masse du profit est d'autant plus grande que le capital productif accomplit davantage de rotations. Par l'établissement du taux général du profit, le profit total est bien réparti entre les différents capitaux, non point cependant selon la part qu'ils prennent directement à sa production, mais suivant leur grandeur. La masse du profit, et donc (toutes circonstances égales d'ailleurs) le taux du profit, sont d'autant plus grands que le capital productif accomplit un nombre plus considérable de rotations.

Il en va tout autrement du capital commercial. Pour lui, le taux du profit est une grandeur donnée, déterminée, d'une part, par la masse du profit produit par le capital productif, et, d'autre part, par la grandeur relative du capital commercial total. Le nombre de ses rotations intervient, il est vrai, comme déterminant, dans son rapport au capital total; il est évident, en effet, que plus la rotation du capital commercial est rapide, et plus se trouve réduite sa grandeur absolue, de même aussi que sa grandeur relative (par rapport au capital total existant dans la société).

Mais la grandeur relative du capital commercial par rapport au capital total étant donnée, la différence des rotations dans les différentes branches du commerce n'influe pas sur la grandeur du profit total qui revient au capital commercial, ni sur le taux de profit général. *Le profit du commerçant est déterminé, non point par la masse de capital-marchandise dont il assure la rotation, mais par la grandeur du capital-argent qu'il avance pour cette rotation*. Si le taux de profit général est de 15 % par an, et que le commerçant avance 100 (par exemple 100.000 francs), il vendra sa marchandise 115, si son capital accomplit une rotation par an. S'il y a 5 rotations par an, il vendra 5 fois par an, à raison de 103, un capital-marchandise coûtant 100 et dans l'année un capital-marchandise de 500 pour 515. Son profit annuel sur le capital avancé: 100, reste donc de 15. S'il en était autrement, le capital commercial donnerait, proportionnellement au nombre de ses rotations, un profit beaucoup plus élevé que le capital industriel. Et cela serait en contradiction avec la loi du taux général de profit.'

Le nombre de rotations du capital dans les différentes branches du commerce affecte donc directement les prix commerciaux des marchandises. L'augmentation ajoutée chaque fois au capital-marchandise vendu est d'autant plus petite que le capital commercial accomplit un plus grand nombre de rotations dans l'année.

Le même tant pour cent du profit commercial dans différentes branches d'affaires élève donc, suivant les temps de rotation, les prix de vente des marchandises de quantités tout à fait différentes, si nous calculons d'après la valeur de ces marchandises. (Par exemple 15 % de profit annuel donnent, pour une seule rotation dans l'année, une augmentation de 15 % et, pour 5 rotations, de 3 %.)

Pour le capital industriel, par contre, le temps de rotation n'affecte en aucune façon la grandeur de valeur de la marchandise individuelle, bien qu'il influe sur la masse des valeurs et de la plus-value produites dans un temps donné, par un capital également donné, parce que ce temps influence la masse du travail exploité. Ce

phénomène, du reste, se dérobe au regard et il semble même qu'il en soit autrement, lorsque l'on considère les prix de production; mais cela provient uniquement de ce que les prix de production des diverses marchandises (conformément à des lois précédemment exposées) s'écartent de leurs valeurs. Dès que l'on considère le procès de production dans son ensemble et la masse des marchandises produites par le capital industriel total, on trouve immédiatement confirmation de la loi générale.

Tandis que l'étude minutieuse de l'influence exercée par le temps de rotation sur la formation de la valeur dans le capital industriel ramène à la loi générale et à la base de l'économie politique, d'après lesquelles les valeurs des marchandises sont déterminées par le temps de travail qui s'y trouve contenu, l'influence des rotations du capital commercial sur les prix commerciaux présente des phénomènes qui (si l'on n'analyse pas de très près les termes intermédiaires) laisseraient supposer que la *détermination des prix est purement arbitraire, reposant uniquement sur ce fait que le capital est décidé à faire dans l'année une certaine quantité de profit*. (Qu'il veut par exemple, réaliser 15 % par an et détermine en conséquence l'augmentation qu'il fait subir au prix d'achat de ses marchandises, par exemple 3 % à chaque rotation, pour que le profit annuel soit de 15 %.) L'influence de ces rotations fait croire notamment que le prix des marchandises est déterminé par le procès de circulation comme tel, indépendamment, dans certaines limites, du procès de production.

Le commerçant, le spéculateur, le banquier, sont donc obligés d'avoir en cette matière, sur les rapports réels de la production capitaliste, des idées nécessairement inexactes. Celles des fabricants sont faussées par les actes de circulation auxquels leur capital est astreint et par la péréquation du taux de profit général. Dans l'esprit de ces gens, la concurrence joue aussi nécessairement un rôle tout à fait absurde. Étant données les limites de la valeur et de la plus-value, il est facile de comprendre comment la concurrence des capitaux transforme les valeurs en prix de production et ensuite en prix commerciaux, et la plus-value en profit moyen. Mais, sans ces limites, il est totalement impossible de voir pourquoi la concurrence réduit le taux de profit général à telle limite plutôt qu'à une autre, à 15 % plutôt qu'à 1.500 %. Elle peut tout au plus la réduire à un niveau *quelconque*. Mais rien dans sa nature ne permet de déterminer ce niveau.

Au point de vue du capital commercial, la rotation apparaît donc comme étant déterminante du prix.

Si le même capital industriel (toutes circonstances égales d'ailleurs et la composition organique, notamment, ne changeant pas) accomplit dans l'année 4 rotations au lieu de 2, il produit le double de plus-value et par conséquent de profit (et cela se montre de façon évidente dès et aussi longtemps que ce capital possède le monopole de la production plus perfectionnée, qui lui permet cette accélération de sa rotation). La différence du temps de rotation dans les différentes branches du commerce apparaît au contraire dans le fait que le profit, réalisé dans la rotation d'un capital-marchandise déterminé, est en raison inverse des rotations effectuées par le capital-argent des commerçants.

Il va de soi d'ailleurs que cette loi, dans chaque branche commerciale, n'est valable *que pour la moyenne des rotations* accomplies par tout le capital commercial placé dans cette branche. Le capital de A, qui travaille dans la même branche que B, peut avoir un nombre de rotations supérieur ou inférieur à la moyenne. Dans ce cas, les autres font au contraire moins ou plus de rotations. Ce qui ne change rien à la

rotation de la masse totale du capital commercial engagé dans cette branche. Mais ce qui est, par contre, d'une importance décisive pour le commerçant pris en particulier. Dans ce cas, celui-ci réalise un sur-profit. Si la concurrence l'y oblige, il peut vendre meilleur marché que ses collègues, sans faire descendre son profit au-dessous de la moyenne. Si les conditions qui lui permettent une rotation accélérée sont elles-mêmes sujettes à des transactions commerciales, par exemple la situation du lieu de vente, il peut même payer une rente spéciale, c'est-à-dire qu'une partie de son sur-profit se transforme en rente foncière.

28.

Observations historiques sur le capital commercial [1]

Retour à la table des matières

Au cours de la recherche scientifique, la formation du taux général du profit apparaît comme provenant des capitaux productifs et de leur concurrence, et comme n'étant corrigée, complétée et modifiée que plus tard par l'intervention du capital commercial. Au cours de l'histoire, par contre, la marche des choses se présente de façon exactement inverse.

D'après ce qu'on a déjà dit, rien ne serait plus absurde que de voir dans le capital commercial, sous une de ses deux formes, une espèce particulière du capital industriel, semblable à l'agriculture, à l'élevage, aux manufactures, à l'industrie des transports, etc. Pour échapper à cette conception grossière, il suffirait de se rappeler que tout capital productif, par la vente de ses produits et l'achat de ses matières premières, accomplit exactement les mêmes fonctions que le capital commercial. Le capital commercial n'est rien d'autre qu'une partie détachée, et devenue indépendante, du capital productif, partie revêtant constamment les formes et exerçant constamment les fonctions nécessaires à la conversion des marchandises en argent (et de l'argent en marchandises).

[1] T. III, l, chap. 20.

Jusqu'ici nous avons considéré le capital commercial au point de vue et dans les limites du mode de production capitaliste. Mais au même titre que le commerce, le capital commercial est plus ancien que le mode de production capitaliste; c'est en réalité la forme la plus ancienne, la forme historiquement indépendante du capital.

Comme le capital commercial est confiné dans la sphère de circulation et qu'il n'a d'autre fonction que de servir d'intermédiaire pour l'échange des marchandises, son existence, -- si nous ne tenons pas compte des formes non développées résultant directement du troc --, n'exige pas d'autres conditions que n'en demande la simple circulation des marchandises et de l'argent. Ou plutôt la circulation de l'argent et des marchandises est la condition de son existence. Que les marchandises mises en vente émanent de tel ou tel mode de production, -- communauté primitive, production esclavagiste, production de la petite paysannerie, de la petite bourgeoisie ou du capitalisme, avec destination à la vente de tout le produit ou simplement de la partie de ce dernier existant en surplus du besoin personnel des producteurs, -- dans tous les cas, ces marchandises doivent être vendues, doivent faire l'objet de l'échange. Et c'est celui-ci que le capital commercial a pour fonction d'opérer.

C'est le mode de la production qui fixe *l'étendue* dans laquelle les produits entrent dans le commerce et passent entre les mains des commerçants, et cette étendue atteint son maximum avec le plein développement de la production capitaliste, où le produit, au lieu d'être fourni comme moyen de subsistance immédiat, l'est uniquement comme marchandise. D'autre part, et quel que soit le mode de production, le commerce favorise toujours une production supérieure aux besoins, afin d'échanger jouissances ou trésors contre l'excédent des produits. Dès que le commerce existe, il imprime donc à la production un caractère de plus en plus orienté vers la valeur d'échange.

Mais quelle que soit l'organisation de la société où le commerçant assure l'échange des marchandises, la fortune du commerçant existe toujours sous la forme argent et son argent fonctionne constamment comme capital, c'est-à-dire qu'il fonctionne en ayant toujours pour but de gagner plus d'argent, plus de plus-value. La force animatrice et le but déterminant qui amène le commerçant à employer son argent à la réalisation de l'échange des marchandises, est (non seulement dans la forme capitaliste de la société, mais encore dans toutes ses formes antérieures) de faire plus d'argent avec de l'argent. Les actes particuliers de l'échange, A→M et M→A', n'apparaissent comme n'étant que les moments transitoires de cette transformation de A en A', de moins d'argent en plus d'argent. Le mouvement caractéristique du capital commercial est A→M→A', argent→marchandise→plus d'argent, et se distingue de M→A→M, commerce des marchandises entre les producteurs eux-mêmes, ce commerce ayant comme but final l'échange de valeurs d'usage.

Moins la production est développée et moins les producteurs ont d'argent; et plus la fortune-argent se concentre alors entre les mains des commerçants ou bien apparaît comme la forme spécifique de la fortune commerciale.

Ainsi, dans toutes les périodes précapitalistes, le commerce apparaît comme étant la fonction propre du capital, sa fin unique et nécessaire. Et cela d'autant plus que la production fournit davantage de moyens immédiats de subsistance pour le producteur. Il n'y avait pas alors d'autre capital que le capital commercial, tandis qu'à l'époque capitaliste, le capital, comme nous l'avons vu, s'empare lui-même de la production et la transforme en profondeur, de manière que le capital commercial n'est plus désor-

mais qu'une forme particulière, une fonction spéciale, à côté des autres modalités du capital en général.

On comprend donc très aisément pourquoi le capital commercial apparaît dans l'histoire bien avant que le capital se soit emparé de la production. Son existence et son développement jusqu'à un certain degré, sont même la condition historique du développement de la production capitaliste:

1. comme condition préalable de la concentration de la fortune-argent;
2. parce que le mode de production capitaliste suppose la vente en gros et non à un client particulier, c'est-à-dire l'existence de commerçants n'achetant pas pour leurs besoins personnels, mais pour la satisfaction des besoins du grand nombre.

D'autre part, tout développement du capital commercial tend à donner à la production un caractère de plus en plus orienté vers la valeur d'échange et à transformer les produits en marchandises. Mais comme nous allons le voir, ce développement ne saurait suffire à assurer ni à expliquer le passage d'un mode de production à l'autre.

Dans la production capitaliste, le capital commercial perd son existence autonome et devient un élément particulier dans le placement du capital, et la péréquation des profits réduit son taux de profit à la moyenne générale. Il n'est plus que l'agent du capital productif. Les conditions sociales qui se constituent avec le développement du capital commercial ne sont plus déterminantes ; au contraire, là où il prédomine, ce sont les conditions anciennes et donc vieillies qui prévalent. Il en est même ainsi à l'intérieur d'un même pays, où les villes de commerce offrent avec le passé des analogies tout autres que les villes d'industries [1].

Le développement autonome et prédominant du capital comme capital commercial signifie que le capital ne s'est pas soumis à la production. Le développement autonome du capital commercial est donc en raison inverse du développement économique général de la société.

Cela se montre surtout dans l'histoire du commerce d'intermédiaires, tel que le pratiquaient Venise, Gênes, la Hollande, etc. Le bénéfice principal ne provient pas ici de l'exportation des propres produits nationaux, mais de ce que ces pays servent d'intermédiaires pour l'échange des produits de communautés économiquement et commercialement moins développées, et exploitent les deux pays producteurs [2]. Dans ce cas, le capital commercial est pur, séparé des sphères de production, entre les-

---

[1] Dans l'histoire moderne de l'Angleterre, la classe commerçante proprement dite et les villes de commerce sont réactionnaires en politique, liguées avec l'aristocratie foncière et financière contre le capital industriel. Que l'on compare le rôle politique de Liverpool. par exemple. avec celui de Manchester et de Birmingham. Ce n'est que depuis la suppression des droits sur le blé que le capital commercial et l'aristocratie financière reconnaissent la domination absolue du capital industriel.

[2] « Les habitants des villes commerçantes importaient des pays plus riches de délicats produits manufacturés et de coûteux articles de luxe, et les offraient en pâture à la vanité des grands propriétaires fonciers, qui les achetaient avidement et donnaient en échange de grandes quantités de matières premières provenant de leurs terres. C'est ainsi que le commerce d'une grande partie de l'Europe consistait alors à échanger les produits bruts d'un pays contre les produits manufacturés d'un autre industriellement plus avancé... Dès que ce goût se généralisa et que la demande s'accrût, les commerçants, afin de s'éviter les frais de transport, se mirent à établir des manufactures de ce genre dans leur propre pays. » (A. SMITH, Richesse des nations, liv. III, char. 3.)

quelles il sert de moyen terme. C'est là une des sources principales de sa formation. Mais ce monopole du commerce intermédiaire disparaît, et avec lui ce commerce lui-même, à mesure que progresse le développement économique des deux peuples exploités. Non seulement le système colonial en général, mais surtout, en particulier, l'ancienne Compagnie hollandaise des Indes orientales, donnent un frappant exemple de la façon dont se comporte le capital commercial dans les pays où il domine directement la production.

A première vue, le profit commercial semble impossible tant que les produits sont vendus à leur valeur. Acheter bon marché, revendre cher, telle est la loi du commerce. Ce n'est donc pas un échange d'équivalents. Mais la continuité de l'échange et la régularité plus grande de la reproduction en vue de l'échange font disparaître de plus en plus ce caractère accidentel. Non pas tant pour le producteur et le consommateur que pour l'intermédiaire entre l'un et l'autre, le commerçant, qui compare les prix et empoche la différence.

Le commerce des premières villes et des premiers peuples de l'antiquité à grand développement commercial reposait uniquement sur la barbarie des peuples producteurs entre lesquels ils jouaient le rôle d'intermédiaires.

Pendant les périodes immédiatement antérieures à la société capitaliste (c'est-à-dire, en Europe occidentale, pendant le Moyen âge), c'est le commerce qui domine l'industrie; tout au contraire dans la société moderne. Le commerce réagira naturellement plus ou moins sur les communautés entre lesquelles il s'opère; de plus en plus il orientera la production vers la valeur d'échange, parce que les moyens de subsistance et de jouissance dépendront davantage de la vente et moins de l'utilisation immédiate du produit. Il détruit donc les anciens rapports. Il augmente la circulation de l'argent. Il n'absorbe plus simplement l'excédent de la production; il accapare petit à petit celle-ci et s'asservit totalement certaines branches. Mais cet effet de destruction dépend beaucoup de la nature du groupement producteur.

Tant que le capital commercial assure l'échange des produits entre des communautés peu développées, le profit commercial n'a pas seulement *l'apparence* d'un gain illégitime et de la duperie, mais il en *provient en majeure partie.* Le capital commercial, s'il est seul maître, représente donc partout un système de pillage, de brigandage maritime, d'esclavage et de servage dans les colonies. Ainsi à Carthage, à Rome, à Venise, chez les Portugais, les Hollandais, etc.

Le développement du commerce et du capital commercial oriente de plus en plus la production vers la valeur d'échange, l'étend, la diversifie, l'internationalise et transforme l'argent en monnaie mondiale. De là une décomposition plus ou moins prononcée de l'organisation existante de la production, organisation qui, sous ses diverses formes, avait surtout en vue la valeur d'usage. L'importance de cette décomposition dépend en premier lieu de la solidité et de l'organisation interne de l'ancienne production. Et l'aboutissement de ce procès de décomposition, le nouveau mode de production qui doit remplacer l'ancien, ne dépend pas du commerce même, mais du caractère de l'ancien mode de production. Dans le monde antique, le développement du commerce et du capital commercial aboutit toujours au régime de l'esclavage ou, suivant le point de départ, à la transformation du système patriarcal d'esclavage orienté vers la production de la plus-value. Dans le monde moderne, au contraire, il aboutit au mode de production capitaliste. Il s'ensuit que ces résultats avaient encore de tout autres causes que le développement du capital commercial.

Il est dans la nature des choses que, dès que l'industrie urbaine se distingue de l'agriculture, ses produits sont des marchandises dont la vente a besoin de l'intermédiaire du commerce. Il va donc de soi que, d'une part, le commerce accompagne le développement des villes et que, d'autre part, il en soit la condition. Mais ce sont d'autres circonstances qui décident jusqu'à quel point le développement industriel s'y associe. Dans les dernières années de la République, Rome donne au capital commercial un essor inusité, sans qu'il y ait le moindre progrès industriel, tandis qu'à Corinthe et dans d'autres villes grecques d'Europe ou d'Asie Mineure, le développement du commerce et celui de l'industrie marchent de pair. D'autre part, en opposition directe avec le développement urbain et ses conditions, ce sont précisément des peuples non sédentaires, mais nomades qui possèdent au plus haut point le génie du commerce et manifestent le développement du capital commercial.

De toute évidence -- et ce fait a engendré les opinions les plus fausses -- les grandes révolutions que les découvertes géographiques du XVIe et du XVIIe siècles opérèrent dans le commerce, et qui donnèrent un essor rapide au capital commercial, contribuèrent grandement à substituer la production capitaliste au système féodal. L'extension soudaine du marché mondial, la multiplication des marchandises en circulation, le désir des nations européennes de s'emparer à qui mieux mieux des produits de l'Asie et des trésors de l'Amérique, le système colonial enfin. contribuèrent essentiellement à briser les barrières féodales de la production. Cependant le mode de production moderne ne se développa dans sa première période, -- la période manufacturière, -- que là où les conditions voulues s'étaient déjà formées pendant le Moyen âge. Il suffirait de comparer, par exemple, la Hollande et le Portugal [1]. Et si, au XVIe siècle et en partie au XVIIe, le soudain développement du commerce et la création d'un nouveau marché mondial exercèrent une influence prédominante sur la décadence de l'ancien mode de production et l'essor du mode de production nouveau, ce développement eut au contraire pour base la production capitaliste déjà créée. C'est le marché mondial qui constitue lui-même la base de ce mode de production. Mais comme, d'autre part, ce mode a la tendance immanente d'étendre sans cesse la production, il tend sans cesse et du même coup à l'élargissement du marché mondial; ce n'est pas ici le commerce qui révolutionne sans cesse l'industrie, mais l'industrie le commerce. Et même la domination commerciale est alors liée à la prépondérance plus ou moins grande des conditions de la grande industrie. Que l'on compare, par exemple, l'Angleterre et la Hollande. L'histoire de la décadence de la Hollande en tant que nation commerçante dominante, c'est l'histoire de la subordination du capital commercial au capital industriel. Les relations de l'Angleterre avec les Indes et la Chine nous montrent quels obstacles la solidité intérieure et la cohésion des anciens modes de production opposent, dans chaque nation, aux effets dissolvants du commerce. La large base du mode de production est ici constituée par l'unité de la petite agriculture et de l'industrie domestique, à quoi s'ajoutent, pour les Indes, les communautés rurales fondées sur la propriété commune; ce fut également, du reste, la

[1] Des auteurs du XVIIIe siècle ont déjà fait remarquer le rôle prépondérant que les placements de capitaux dans les pêcheries, les manufactures et l'agriculture jouèrent dans l'expansion hollandaise, abstraction faite de toutes les autres circonstances. – A l'encontre de l'ancienne conception qui sous-estimait l'étendue et l'importance du commerce asiatique dans l'antiquité et au Moyen âge, il est de mode, à l'heure actuelle, de les surestimer extraordinairement. Le meilleur moyen de se guérir de cette illusion, c'est d'établir une comparaison entre l'exportation et l'importation anglaises au commencement du XVIIIe siècle et à notre époque. Et ce commerce d'exportation et d'importation dépassait cependant de façon incomparable celui de n'importe quelle ancienne nation commerçante.

forme primitive en Chine. Aux Indes, les Anglais usèrent à la fois de leur puissance politique et de leur force économique, comme vainqueurs et propriétaires fonciers, pour briser ces petites communautés économiques. La seule influence qu'ils exercent sur le mode de production, c'est, par le bon marché de leurs marchandises, de détruire l'industrie des fileurs et des tisserands indigènes et d'anéantir ainsi les anciennes communautés. Même ici, la désagrégation ne fut pas complète dès le début. Encore moins en Chine, où l'appui direct de la puissance politique fait défaut. La grande économie d'argent et de temps, due à l'alliance directe de l'agriculture et de la manufacture, offre, dans ce pays, une résistance opiniâtre aux produits de la grande industrie, où entrent les faux frais du procès de circulation, qui la pénètre de partout.

Le passage de la production féodale à la production capitaliste se fait de deux manières. Ou bien le producteur devient commerçant et capitaliste. C'est là la véritable révolution. Ou bien le commerçant s'empare directement de la production. Ce dernier procédé agit bien comme transition historique, -- comme, par exemple, le « clothier » (fabricant de drap) anglais du XVIIe siècle, qui soumet à son contrôle les tisserands indépendants, en leur vendant de la laine et en leur achetant du drap, -- mais il ne détruit pas l'ancien mode de production, il le conserve plutôt comme sa propre condition. C'est ainsi que jusqu'au milieu du XIXe siècle, le fabricant, dans l'industrie française de la soie, dans la bonneterie et la dentellerie anglaises, n'était fabricant que de nom et commerçant en réalité, faisant travailler les tisserands à l'ancienne manière, chacun pour soi dans son petit atelier, et n'exerçant sur eux d'autre autorité que celle du commerçant pour lequel ils travaillaient en fait. Il en allait de même dans les rubanneries, passementeries et soieries rhénanes. Ce procédé gêne partout la véritable production capitaliste et disparaît à mesure qu'elle se développe. Sans bouleverser le mode de production, il aggrave la situation des producteurs immédiats, les transforme en simples salariés, en prolétaires placés dans des conditions pires que celles des salariés véritables et, sur la base de l'ancien mode de production, s'approprie cependant leur surtravail. Ce système se retrouve (1865), avec quelques modifications, dans l'industrie du meuble à Londres. Toute la production est divisée en une foule de spécialités indépendantes. Telle maison ne fait que des chaises, telle autre des tables, une troisième des armoires. Mais, dans ces maisons, les méthodes de travail sont plus ou moins celles de l'artisanat, pratiquées par un patron et quelques compagnons. Pourtant, la production se faisant en série, on ne peut travailler pour les particuliers. Tout est acheté par les propriétaires de magasins de meubles. Le samedi, le patron va les trouver et leur vend son produit; et l'on discute et l'on marchande tout comme au Mont-de-Piété, sur l'avance à verser sur tel ou tel meuble. Ces patrons ont besoin de vendre chaque semaine, afin de pouvoir acheter des matières premières pour la semaine suivante et de payer leurs ouvriers. Ils ne sont donc en réalité que des intermédiaires entre le commerçant et leurs propres ouvriers. Le commerçant est le véritable capitaliste, qui empoche la majeure partie de la plus-value. Il en va de même pour le passage à la manufacture à partir des métiers auparavant exercés par des artisans ou comme branches secondaires de l'industrie paysanne. Suivant le développement technique de ces petites exploitations indépendantes -- qui, pour certains métiers, admettent déjà les machines, -- le passage à la grande industrie peut également se produire; la machine, au lieu d'être mue à la main, l'est par la vapeur, comme par exemple ces derniers temps dans la bonneterie anglaise.

La transition a donc lieu de trois manières:

1-° Le commerçant devient directement industriel. C'est le cas pour les métiers nés du commerce, surtout pour les articles de luxe que les commerçants importent avec les matières premières et les ouvriers, comme les Italiens le firent au xv e siècle dans leurs relations avec Constantinople.

2-° Le commerçant fait des petits patrons ses intermédiaires ou achète directement aux producteurs, en leur laissant leur indépendance et leur mode de production.

3-° L'industriel devient commerçant et produit en gros, directement pour le commerce.

Au Moyen Age le commerçant n'est que « l'éditeur » des marchandises produites par les artisans des corporations ou par les paysans. Le commerçant devient industriel, ou plutôt, il fait travailler pour lui les métiers et la petite industrie des campagnes.

De son côté, le producteur devient commerçant. Au lieu que le commerçant, par exemple, lui fournisse, à lui et à ses compagnons, la laine par petites quantités, le maître tisserand achète lui-même de la laine et des filés et vend son drap au commerçant. Et au lieu de produire pour tel ou tel commerçant ou des clients déterminés, le tisserand travaille désormais pour le commerce. Le producteur est lui-même commerçant. A l'origine, la transformation des métiers et de l'agriculture féodale en exploitations capitalistes avait comme condition le commerce. Celui-ci crée le marché pour le produit, il apporte de nouvelles matières premières ou auxiliaires et fait naître de nouvelles branches de production reposant essentiellement sur le commerce. Dès que la manufacture et surtout la grande industrie sont en progrès, elles se créent un marché qu'elles conquièrent avec leurs marchandises. Alors le commerce est subordonné à la production industrielle, qui ne peut vivre sans étendre continuellement le marché. En effet, la production en grand envahit de plus en plus le marché existant et s'efforce d'en reculer les limites. Ce qui limite la production en masse, ce n'est pas le commerce (en tant qu'il n'est que l'expression de la demande), mais la grandeur du capital en fonction et la force productive du travail. Le capitaliste industriel a toujours les yeux fixés sur le marché mondial; il est forcé de comparer et compare sans cesse ses propres prix de revient avec les prix du marché de son pays et du monde entier. Jadis les commerçants étaient à peu près seuls à faire cette comparaison et assuraient ainsi au capital commercial la haute main sur le capital industriel.

29.

L'intérêt et le bénéfice d'entrepreneur [1]

Retour à la table des matières

L'argent, -- considéré ici comme expression indépendante d'une valeur, que celle-ci existe effectivement sous forme d'argent ou bien seulement de marchandise, -- peut, dans la production capitaliste, se transformer en capital et devenir ainsi, de valeur donnée, une valeur en train de s'accroître. Il permet au capitaliste de tirer des ouvriers et de s'approprier une certaine quantité de travail non payé. Il acquiert ainsi une nouvelle valeur d'usage, celle de donner du profit. En cette qualité, il devient marchandise, mais une marchandise d'un genre spécial.

Quiconque dispose de 100 francs possède le pouvoir de les convertir en 120 francs (si le taux moyen du profit annuel = 20 %). S'il cède pour un an cette somme à quelqu'un qui l'emploie effectivement comme capital, il lui transfère le pouvoir de produire 20 francs de profit. En versant au propriétaire, à la fin de l'année, par exemple, 5 francs, c'est-à-dire une partie du profit produit, le second ne paye que la valeur d'usage des 100 francs, la valeur d'usage de fonctionner comme capital. Cette partie du profit s'appelle intérêt; ce qui n'est donc qu'une appellation particulière, une rubrique spéciale pour une partie du profit.

Il est évident que, par la possession même des 100 francs, le propriétaire est à même de tirer à lui une certaine partie du profit produit par son capital, c'est-à-dire l'intérêt. S'il ne cédait pas les 100 francs, l'autre ne pourrait pas produire ce profit.

[1] T. III, II, chap. 21, 22, 23.

Qu'est-ce que le capitaliste prêteur cède au capitaliste industriel emprunteur? Que lui aliène-t-il au juste?

Quelle est la chose aliénée dans la vente ordinaire? Ce ne peut être la *valeur* de la marchandise vendue, car cette valeur ne fait que changer de forme et demeure, sous une autre forme, entre les mains du vendeur. Ce que le vendeur aliène effectivement, et ce qui entre par conséquent dans la consommation du vendeur, c'est la *valeur d'usage* de la marchandise.

Quelle est donc la valeur d'usage que le prêteur aliène pour la durée du prêt et cède à l'emprunteur? C'est justement la faculté de produire une certaine plus-value, et de conserver en outre sa valeur première. Pour les autres marchandises, la valeur d'usage est finalement consommée, et la valeur disparaît avec la subsistance même de la marchandise. La marchandise-capital présente au contraire ceci de particulier que, par la consommation de sa valeur d'usage, sa valeur et sa valeur d'usage sont non seulement conservées, mais accrues.

Que paie donc le capitaliste industriel, et quel est donc le prix du capital prêté? Une part du profit que l'argent prêté est capable de produire.

Quelle partie du profit doit-elle être payée comme intérêt et quelle partie en reste-t-il comme profit proprement dit, -- quel est, en d'autres termes, le soi-disant « prix » du capital prêté, -- c'est là chose réglée, tout comme le prix courant des marchandises, par l'offre et la demande, c'est-à-dire par la concurrence. Mais la différence est aussi frappante que l'analogie. Si l'offre et la demande se balancent, le prix courant de la marchandise correspond à son prix de production (prix de revient + profit moyen). C'est-à-dire que le prix apparaît comme réglé par les lois intérieures de la production capitaliste, indépendamment de la concurrence, car les fluctuations de l'offre et la demande expliquent seulement que les prix courants diffèrent des prix de production. Et ces écarts se compensent mutuellement, de sorte que dans des périodes de temps assez longues les prix courants moyens sont égaux aux prix de production.

Mais il en va tout autrement de l'intérêt du capital-argent. La concurrence ne détermine pas ici les dérogations à la loi; il n'y a pas d'autre loi de partage que la loi dictée par la concurrence. En effet, il n'existe pas, comme nous allons le voir, de taux « naturel » de l'intérêt.

Comme l'intérêt n'est qu'une partie du profit, celle que, d'après notre hypothèse, le capitaliste industriel doit payer au capitaliste financier, la limite maxima en est le profit même, au moment où la part revenant au capital en fonction serait égale à zéro. Abstraction faite de certains cas où l'intérêt est effectivement supérieur au profit et ne peut donc être payé par le profit, on pourrait peut-être dire que l'intérêt a pour limite maxima tout le profit moins les frais de surveillance. Il est absolument impossible de fixer la limite minima. L'intérêt peut descendre indéfiniment. Mais il intervient toujours certaines circonstances agissant en sens contraire et qui ont pour effet de le relever.

Le taux moyen de l'intérêt en usage dans un pays ne peut être déterminé par aucune loi. Il n'y a pas, dans cet ordre d'idées, de taux naturel de l'intérêt, dans le sens où l'on parle d'un taux de profit naturel et d'un taux naturel du salaire. La coïncidence de l'offre et de la demande, -- étant donné le taux de profit moyen, -- ne signifie

absolument rien ici. Il n'y a aucune raison pour laquelle l'équilibre entre prêteur et emprunteur assurerait un taux d'intérêt de 3, 4, 5 %, etc.

Si l'on demande pourquoi l'on ne peut dériver les limites du taux d'intérêt moyen de lois générales, la réponse sera donnée dans la nature même de l'intérêt. Celui-ci n'est qu'une partie du profit moyen. La façon dont les deux intéressés se partagent le profit auquel ils ont droit est en soi un fait purement accidentel, au même titre que la répartition des tantièmes calculés sur le profit collectif d'une affaire montée en association.

Pourtant le taux de l'intérêt n'apparaît pas du tout, comme c'est le cas pour le taux général du profit, comme une grandeur uniforme, déterminée, tangible.

Dans la mesure où le taux d'intérêt est déterminé par le taux du profit, il l'est toujours par le taux de profit général et non par les taux spéciaux de certaines branches d'industrie, et encore moins par le profit extraordinaire éventuel de certains capitalistes.

Il est exact que, suivant les garanties offertes par les emprunteurs et la durée du prêt, le taux même de l'intérêt est continuellement différent; mais pour chaque catégorie il est le même à un moment donné.

Dans chaque pays le taux d'intérêt *moyen* apparaît pour un certain temps comme une grandeur constante, parce que le taux de profit général, -- malgré les changements continuels qui intéressent les taux de profit particuliers et se compensent, -- ne change qu'à de longs intervalles.

Quant au *taux commercial* de l'intérêt, sans cesse changeant, il est, à chaque moment, donné comme une grandeur fixe, comme le prix courant des marchandises, parce que, sur le marché financier, tout le capital prêtable s'oppose toujours comme masse totale au capital en fonction, et que, par conséquent, l'offre et la demande de capital prêtable décident chaque fois du taux commercial de l'intérêt. Et cela d'autant plus que le développement et la concentration du crédit rassemblent le capital prêtable et le jettent en bloc sur le marché. Le taux de profit général, au contraire, n'existe jamais que comme tendance, comme mouvement de la péréquation des différents taux de profit. La concurrence des capitalistes consiste ici en ce qu'ils retirent peu à peu du capital des branches où le profit reste longtemps au-dessous de la moyenne, pour le confier aux branches où l'intérêt est au-dessus; ou encore en ce que du capital additionnel se répartit petit à petit et dans des proportions différentes entre ces branches. L'apport et le retrait de capital varient sans cesse, et il n'y a jamais d'action en masse comme dans la détermination du taux d'intérêt.

Le profit moyen ne se présente pas comme un fait immédiatement donné, mais comme le résultat final de la compensation de fluctuations contraires, et il exige pour sa détermination de pénibles recherches. Il n'en est pas de même du taux d'intérêt. Ce dernier est, -- du moins localement, -- universellement valable, universellement établi et universellement connu, et même le capital industriel ou commercial s'appuie sur lui dans ses calculs. Les bulletins météorologiques n'indiquent pas avec plus de précision la situation du baromètre et du thermomètre que les bulletins de la bourse la situation du taux d'intérêt, non point pour tel ou tel capital, mais pour le capital qui se trouve sur le marché, c'est-à-dire pour le capital prêtable en général.

Sur le marché financier il n'y a que des prêteurs et des emprunteurs. La marchandise n'a qu'une forme, l'argent. Toutes les formes particulières du capital, dues à son placement dans des sphères de production ou de circulation différentes, ont disparu. Ce capital n'existe plus que sous la forme de valeur autonome, d'argent. La concurrence des différentes branches prend fin. Toutes sont réunies dans la personne de l'emprunteur, et le capital se présente également à l'égard de toutes sous la forme où le mode particulier de son emploi lui est encore indifférent. De par l'intensité de l'offre et de la demande de capital, il apparaît ici réellement *comme capital commun de la classe.*

En outre, à mesure que la grande industrie se développe, le capital-argent, dans la mesure où il apparaît sur le marché, cesse de plus en plus d'y être représenté par le capitaliste individuel, c'est-à-dire par le représentant de telle ou telle fraction du capital se trouvant sur le marché; il constitue une masse concentrée, organisée, placée tout autrement que la production sous le contrôle des banquiers (représentant le capital social). De sorte qu'en ce qui concerne, d'une part, la forme de la demande, le capital prêtable trouve en face de lui la puissance de toute une classe, de même que, d'autre part, en ce qui concerne l'offre, il se manifeste lui-même, en masse, comme capital de prêt.

Voilà quelques-unes des raisons qui font apparaître le taux de profit général comme une chose nébuleuse et fuyante, qui peut bien varier de grandeur, mais qui, variant d'une façon égale pour tous les emprunteurs, reste toujours fixe et donnée par rapport à eux.

D'où vient que cette répartition purement quantitative du. profit en profit net et en intérêt se transforme en une répartition qualitative? En d autres termes, d’où vient que le capitaliste qui ne travaille qu'avec son propre capital évalue, lui aussi, à part, une partie de son profit brut comme intérêt? Et d'où vient enfin que tout capital, emprunté ou non, se distingue d'avec lui-même, suivant qu'il produit de l'intérêt ou du profit net?

Tout partage quantitatif du profit ne se transforme pas forcément en partage qualitatif, par exemple, la répartition du profit entre associés.

Pour le capitaliste productif qui travaille avec du capital emprunté, le profit brut se divise en deux parties: l'intérêt qu'il doit payer au prêteur et l'excédent sur l'intérêt, c'est-à-dire sa part de bénéfice. Quelle que soit la grandeur du profit brut, l'intérêt est fixé par le taux général de l'intérêt et prélevé (à moins d'autres conventions juridiques) avant le commencement du procès de production, et avant qu'il y ait eu le moindre profit réalisé, de sorte que l'élévation de l'intérêt dépend de la quantité de profit restant au capitaliste productif. Cette dernière partie du profit lui apparaît donc nécessairement comme le produit de son capital en fonction dans le commerce ou dans la production. Par opposition à l'intérêt, le profit restant dont il bénéficie prend donc nécessairement la forme du profit industriel ou commercial, du *profit d'entrepreneur.*

Mais le taux de profit (et donc aussi le profit brut), ainsi que nous l'avons vu, ne dépend pas seulement de la plus-value, mais de beaucoup d'autres éléments: prix d'achat des moyens de production, méthodes plus ou moins productives, économies de capital constant, etc. Abstraction faite du prix de production, il dépend de toutes sortes de circonstances et, pour chaque affaire particulière, de l'esprit plus ou moins

finaud et ingénieux du capitaliste, que celui-ci achète ou vende au-dessus ou au-dessous du prix de production.

L'intérêt qu'il paie au prêteur apparaît donc comme la part de profit brut revenant à la *propriété du capital comme telle.* La part de profit qui revient au capitaliste actif apparaît au contraire comme profit d'entrepreneur, résultant uniquement de l'activité de celui-ci dans la production ou dans le commerce. Pour lui l'intérêt apparaît donc comme le simple fruit de la propriété capitaliste, du capital en soi, en tant que celui-ci *ne « travaille » pas*; le profit d'entrepreneur lui apparaît au contraire comme le fruit exclusif des fonctions qu'il accomplit avec le capital, d'un procès qui est sa propre activité, par opposition à la non-activité du capitaliste financier.

Ce caractère stéréotypé et indépendant des deux parties du profit brut, qui ont ainsi l'air de provenir de deux sources absolument différentes, s'établit pour l'ensemble de la classe capitaliste et le capital total. Peu importe que le capital employé par le capitaliste actif soit emprunté ou non. Le profit de tout capital, et par conséquent le profit moyen, se décompose en deux parties indépendantes, autonomes et qualitativement différentes, l'intérêt et le profit d'entrepreneur, toutes deux déterminées par des lois particulières. Le capitaliste, qu'il travaille avec son propre capital ou avec du capital emprunté, partage son profit brut en intérêt lui revenant à titre de propriétaire (de prêteur se prêtant du capital à soi-même) et en profit d'entrepreneur, lui revenant en sa qualité de capitaliste actif. Son capital même, par rapport aux sortes de profit qu'il produit, se décompose en *propriété* de capital, c'est-à-dire le capital en dehors du procès de production et productif d'intérêt, et en capital dans le procès de production, produisant du profit d'entrepreneur.

Or, bien longtemps avant le mode de production capitaliste, avant les idées de capital et de profit, le capital productif d'intérêt existe comme forme définie et traditionnelle, et donc l'intérêt comme forme dérivée, et donnée, de la plus-value produite par le capital. C'est pourquoi le peuple regarde toujours le capital-argent, le capital productif d'intérêt comme le capital en soi, le capital par excellence. C'est également pourquoi on s'est longtemps figuré que l'intérêt payait l'argent. Le fait que l'argent prêté rapporte de l'intérêt, que cet argent soit employé ou non comme capital, ne fait que renforcer cette conception de l'indépendance accordée à cette forme du capital.

L'intérêt apparaît donc au capitaliste comme une plus-value produite par le capital en tant que tel et qui produirait aussi sans être productivement employé. Dans la pratique, c'est exact pour le capitaliste individuel. Le capitaliste est libre de prêter à intérêt son capital ou de l'employer lui-même comme capital productif. Si nous prenons ceci au sens général, c'est-à-dire si nous l'appliquons à la totalité du capital social, comme le font certains économistes vulgaires qui vont jusqu'à en faire la raison du profit, c'est absurdité pure. Employer le capital total comme capital de prêt, sans qu'il y ait des gens pour acheter et utiliser les moyens de production, -- cela n'aurait pas le sens commun. Si trop de capitalistes voulaient transformer leur capital en capital-argent, la suite en serait une dépréciation énorme du capital-argent et une baisse considérable du taux d'intérêt; beaucoup d'entre eux se trouveraient immédiatement dans l'impossibilité de vivre de leurs intérêts et seraient donc forcés de se muer en capitalistes industriels. Mais, ainsi que nous l'avons dit, cela n'en est pas moins un fait pour le capitaliste individuel. Même quand il travaille avec son propre capital, il considère nécessairement la partie de son profit moyen égale à l'intérêt moyen, comme le fruit de son capital comme tel, indépendamment de la production. Le capital productif d'intérêt est le capital-*propriété* par opposition au capital-*fonction*.

C'est de la propriété du capital, en opposition avec la fonction de celui-ci, que le capitaliste en fonction dérive son droit sur le profit d'entrepreneur, et donc le profit d'entrepreneur lui-même. Mais être représentant du capital en fonction n'est pas une sinécure comme d'être représentant du capital productif d'intérêt. Dans la production capitaliste, le capitaliste dirige la production comme la circulation. L'exploitation du travail productif coûte de l'effort, que le capitaliste l'accomplisse lui-même ou s'en remette à autrui. Contrairement à l'intérêt, son profit d'entrepreneur lui apparaît donc comme indépendant de la propriété du capital, et plutôt comme le résultat de ses fonctions comme non-propriétaire, -- comme *travailleur*.

Et nécessairement il se dit que son profit d'entrepreneur, -- bien loin de s'opposer au salaire et de n'être que du travail non payé, -- est plutôt du *salaire*, du salaire de surveillance.

L'intérêt apparaissant comme la partie de la plus-value que produit le capital en tant que tel, le bénéfice d'entrepreneur apparaît nécessairement comme issu de la production. L'entrepreneur semble donc créer de la plus-value, non parce qu'il travaille comme *capitaliste*, mais parce que, abstraction faite de sa qualité de capitaliste, il *travaille aussi.*

L'idée de voir dans le profit d'entrepreneur un salaire de surveillance peut encore s'appuyer sur ce fait qu'une partie du profit peut être et est effectivement distraite comme salaire, ou plutôt qu'une partie du salaire, à savoir le traitement du chef d'entreprise, apparaît, dans le mode de production capitaliste, comme un élément intégrant du profit.

Le travail de surveillance générale et de direction s'impose nécessairement partout où plusieurs personnes collaborent dans un but commun. Mais il peut être de deux espèces.

D'une part, dès qu'il y a coopération de beaucoup d'individus pour un travail, la liaison et l'unité du procès se présentent nécessairement sous la forme d'une volonté qui commande et dans des fonctions qui, comme pour le chef d'orchestre, ne concernent pas les travaux individuels, mais l'activité collective de l'atelier. C'est là un travail productif qui doit être exécuté dans toute forme d'activité collective.

D'autre part, ce travail de surveillance se présente nécessairement dans tous les modes de production qui sont basés sur l'opposition entre l'ouvrier et le propriétaire des moyens de production. Plus cette opposition est grande, et plus la surveillance est nécessaire. De même que dans les États despotiques, le travail de la surveillance et l'immixtion générale du gouvernement s'appliquent aussi bien à la conduite des affaires communes résultant de la nature de l'organisation sociale qu'aux fonctions spécifiques qui ont leur origine dans l'opposition entre le gouvernement et la masse du peuple.

Chez les auteurs de l'antiquité, qui se trouvaient en présence de l'esclavage, les deux côtés du travail de surveillance se trouvent, comme c'était en effet le cas dans la pratique, réunis en théorie d'une façon aussi indissoluble que ces deux aspects le sont aussi chez les économistes modernes, lesquels considèrent le mode de production capitaliste comme immuable et éternel. Qu'en économie comme en politique, leur domination impose aux maîtres le travail de gouvernement, c'est-à-dire, dans le domaine économique, qu'ils doivent savoir se servir de la force de travail, c'est ce

qu'Aristote a dit sans fard, en ajoutant d'ailleurs que ce travail de surveillance n'a rien de particulièrement méritoire et que le maître, dès que ses moyens le lui permettent, se décharge sur un surveillant de « l'honneur » d'un tel souci.

Le fait que l'exploitation du travail d'autrui impose au maître la peine de la direction et de la surveillance n'a que trop souvent servi à justifier cette exploitation. Et non moins souvent l'appropriation du travail d'autrui, du travail non payé, a été représentée comme le salaire revenant au propriétaire du capital. Mais celui qui a jamais le mieux soutenu cette thèse, c'est un certain avocat O'Connor, dans le discours qu'il prononça le 19 décembre 1859, à un meeting de New York, sous l'étiquette ronflante de *« justice pour le Sud* [1] *»* : « Eh bien, Messieurs, dit-il au milieu des applaudissements, c'est la nature elle-même qui a destiné le nègre à sa situation d'esclave. Il a la force et la vigueur; mais la nature, qui lui a donné cette force, lui a refusé l'intelligence du commandement et la volonté du travail. Et la même nature lui a donné un maître pour lui imposer cette volonté et faire de lui, dans le climat pour lequel il est créé, un serviteur utile à lui-même et au maître qui le dirige. Je prétends qu'il n'est pas du tout injuste de maintenir le nègre dans cette situation où la nature l'a placé, de lui donner un maître qui le dirige. Et on ne le prive d'aucun de ses droits quand on le force à travailler et à dédommager son maître pour le travail et le talent que celui-ci dépense à le rendre utile à lui-même et à la société ».

Or, le salarié doit avoir, lui aussi, un maître qui le fasse travailler et le dirige. Et si "on pose comme éternel et inaltérable ce rapport de domination et de servitude, il est naturel que le salarié soit forcé de produire son propre salaire et, par-dessus le marché, le salaire du surveillant, « afin d'indemniser le patron pour le travail et le talent qu'il dépense à le diriger et à le rendre utile à lui-même et à la société » [2].

Mais ce travail de direction et de surveillance, dans la mesure où il résulte de la domination du capital sur le travail, ne se trouve pas amalgamé de façon directe et indissoluble avec les fonctions productives résultant de la nature de tout travail en commun. Le salaire d'un « épitropos » de l'ancienne Grèce ou, comme on disait dans la France féodale, d'un régisseur, se sépare complètement du profit et prend même la forme de salaire réservé au travail habile, dès que l'exploitation se fait sur une échelle suffisamment grande pour payer ce directeur. La production capitaliste en est arrivée à ce point que ce travail de direction court les rues. Le chef d'orchestre n'a pas du tout besoin d'être propriétaire des divers instruments, et sa fonction de dirigeant n'implique pas qu'il ait quelque chose à faire avec le « salaire » des autres musiciens. Les coopératives de production fournissent la preuve que le capitaliste, en tant qu'agent de la production, est devenu superflu. Après chaque crise, on peut voir, dans les districts industriels de l'Angleterre, des ex-fabricants diriger leurs anciennes fabriques pour le

---

1 En avril 1861, commença la grande guerre, dite de Sécession, entre les Etats du Nord et ceux du Sud de l'Union, provoquée par la suppression de l'esclavage, que les États du Sud voulaient maintenir. -- J. B.

2 Il est caractéristique que le fondateur du parti conservateur prussien, Friedrich Julius Stahl (1802-1861) exprime exactement la même idée à l'égard du prolétariat moderne: abandonnés à eux-mêmes, les prolétaires ne pourraient vivre; c'est pourquoi la Providence a fait sagement de leur donner des maîtres auxquels ils doivent se soumettre, autant par gratitude que dans leur propre intérêt, et qui ont droit à un dédommagement pour la peine qu'ils prennent à les diriger. Cf. Les Partis actuels dans l'État et dans l'Église (en allemand), 20e leçon. - J. B.

compte des nouveaux propriétaires, souvent leurs créanciers, et se contenter d'un salaire minime[1].

Le bilan des coopératives anglaises de production montre que, déduction faite du salaire du directeur, -- salaire qui forme, aussi bien que celui de n'importe quel ouvrier, une partie du capital variable avancé -- le profit a été plus grand que le profit moyen, bien que l'intérêt payé par ces coopératives fût parfois plus élevé que l'intérêt payé par les fabricants particuliers. La cause en est une plus grande économie dans l'emploi des moyens de production. Ce qui nous intéresse, c'est que le profit moyen (l'intérêt + le profit d'entrepreneur) apparaît comme une grandeur réellement indépendante du salaire d'administration. Le profit étant ici plus grand que le profit moyen, le profit d'entrepreneur était également plus grand que dans les autres cas.

Le même fait se présente pour certaines entreprises capitalistes par actions, certaines banques par exemple. Le profit brut est ici diminué du salaire des directeurs, ainsi que de l'intérêt des dépôts (des créanciers de la banque) et cependant il reste souvent un bénéfice d'entrepreneur considérable.

La confusion du profit d'entrepreneur avec le salaire de surveillance ou d'administration a tout d'abord eu pour cause l'opposition extérieure existant entre l'intérêt et l'excédent du profit. Ensuite on a voulu démontrer que le profit n'est pas de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé, mais du salaire dû au capitaliste pour du travail mort. A cette prétention les socialistes répondirent en demandant que le profit fût, en fait, réduit à ce qu'il était censé être en théorie, c'est-à-dire à un simple salaire de surveillance. Cette réclamation était d'autant plus désagréable que ce salaire de surveillance, comme tout autre salaire, -- n'a pas cessé de diminuer en raison de la concurrence entre dirigeants et de leur formation de moins en moins coûteuse. Avec le développement des coopératives chez les ouvriers et des sociétés par actions chez les bourgeois, il n'y eut plus la moindre raison de confondre le profit d'entrepreneur et le salaire d'administrateur.

Dans les sociétés par actions apparaît un nouvel abus en ce qui concerne le salaire d'administration. A côté et au-dessus du directeur effectif, l'on trouve toute une foule de conseillers d'administration et de surveillance, qui n'ont d'autre raison d'être que de piller les actionnaires et de s'enrichir. « Pour se rendre compte de ce que des banquiers et des commerçants gagnent à faire partie des conseils d'administration de 8 ou 9 sociétés, on n'a qu'à prendre l'exemple suivant: le compte particulier de M. Timothy Abraham Curtis, soumis au tribunal des faillites après sa banqueroute, accusait un revenu de 800 à 900 livres sterling (100.000 à 112.000 francs) pour les différentes directions. M. Curtis ayant été directeur de la Banque d'Angleterre et de la Compagnie des Indes, chacun tenait à s'assurer son concours [2]. » Pour une réunion par semaine, ces administrateurs touchent au minimum une guinée (= 135 francs). Et la procédure devant Je tribunal des faillites a montré que cette rémunération est d'ordinaire en raison inverse de la surveillance effective.

---

[1] *Note de Friedrich Engels*: Je connais un cas où, après la crise de 1868, un fabricant en faillite devint le salarié de ses anciens ouvriers. Après la faillite, la fabrique fut reprise par une association ouvrière qui prit comme directeur l'ancien patron.

[2] La Cité ou physiologie des affaires londoniennes, avec des croquis de banques et de cafés. Londres, 1845 (en anglais). Le passage ci-dessus se trouve à la page 82.

30.

Crédit et banque [1]

Retour à la table des matières

Le capitaliste a sans cesse à payer de l'argent à beaucoup de personnes et sans cesse, de beaucoup de personnes, à en recevoir. Cette opération purement technique du paiement en argent et de l'encaissement de l'argent, constitue un travail autonome, ne créant pas de valeur, mais faisant partie des frais de la circulation. En outre, une certaine partie du capital doit toujours exister comme trésor: réserve de moyens d'achat, réserve de moyens de paiement, capital non employé et attendant de trouver une forme d'emploi; et une partie du capital reflue sans cesse sous cette forme. Ce qui, à côté de l'encaissement, du paiement et de la comptabilité, rend nécessaire la conservation du trésor, laquelle constitue à son tour un travail spécial.

Ces mouvements purement techniques que l'argent doit décrire, de même que les travaux et les frais en résultant, se trouvent réduits du fait qu'ils sont accomplis pour toute la classe capitaliste par une catégorie particulière de capitalistes ou d'agents. De par la division du travail, ils deviennent l'affaire spéciale d'une catégorie de capitalistes et, par là, ils se concentrent (tout comme pour le capital commercial), et s'opèrent sur une grande échelle. A l'intérieur de cette occupation spéciale, il se fait ensuite une nouvelle division du travail, tant par la création de sous-spécialités indépendantes que par l'organisation interne de chacune de ces sous-spécialités: paiement de l'argent, encaissements, balances, comptes courants, conservation de l'argent, etc.

[1] T. III, I, char. 19, 25, 27. T. III, II, char. 29.

J'ai montré plus haut comment l'argent apparaît à l'origine dans l'échange des produits entre communautés différentes. Le commerce de l'argent découle d'abord des relations internationales. Dès qu'il existe différentes monnaies internationales, les commerçants qui achètent à l'étranger sont forcés de convertir leur propre monnaie en monnaie locale et inversement, ou bien d'échanger leur monnaie contre de l'argent ou de l'or en barres, comme monnaie mondiale. D'où les agents de change, dont la profession constitue une des bases naturelles du commerce de l'argent [1]. Il se constitue des agences de change où l'argent métal (ou l'or) considéré comme monnaie universelle, -- argent de banque ou argent de commerce, -- fonctionne en lieu et place d'espèces monnayées.

Ces opérations de change, ce commerce de l'argent, constituent l'une des causes qui sont à l'origine du crédit. L'analyse détaillée du crédit et des instruments qu'il se crée (argent de crédit, etc.) n'entre pas dans le cadre du présent ouvrage. Nous n'avons qu'à faire remarquer quelques points qui contribuent à caractériser le mode de production capitaliste. Seuls le crédit commercial et le crédit bancaire nous intéressent. Nous n'envisageons pas la connexion entre leur développement et le crédit public. Nous avons montré précédemment (chap. XVII, p. 249) comment la circulation simple des marchandises fait de l'argent un moyen de paiement et crée ainsi, entre les producteurs et les commerçants en marchandises un rapport de créanciers et de débiteurs: « Telle espèce de marchandise exige plus de temps, telle autre en exige moins pour sa production. La production de marchandises différentes est liée à des saisons différentes. Une marchandise se fabrique sur les lieux mêmes où elle se vendra, une autre devra se rendre à un marché lointain. L'un des possesseurs peut donc faire acte de vendeur, avant que l'autre ne fasse acte d'acheteur. Lorsque les mêmes transactions reviennent sans cesse entre les mêmes personnes, les conditions de vente des marchandises se règlent d'après les conditions de production. D'autre part, l'utilisation de certaines espèces de marchandises, d'une maison par exemple, s'achète pour un temps déterminé. L'acheteur n'a réellement la valeur d'usage qu'à l'expiration du terme. Il achète donc, mais ne payera que plus tard. Le vendeur devient créancier, l'acheteur débiteur. »

A mesure que se développent le commerce et le mode de production capitaliste qui ne produit qu'en vue de la circulation, cette base naturelle du crédit s'élargit, se généralise, se perfectionne. En somme l'argent n'est ici que moyen de paiement: la marchandise n'est pas vendue contre de l'argent, mais contre la promesse de payer à jour fixe. (Pour plus de brièveté, nous pouvons englober toutes ces promesses de payer dans la notion de traite.) Jusqu'à leur échéance, ces traites circulent comme moyens de paiement et constituent le véritable argent commercial.

« Dans chaque pays, la plupart des affaires à crédit se font dans le cercle des relations industrielles... Le producteur de matières premières avance celles-ci au fabricant qui les travaille, et reçoit de lui une promesse de payer à une échéance fixe. Le fabricant, après l'achèvement de la partie du travail qui lui incombe, avance à son

---

[1] « Tant de princes et de villes avaient le droit de battre monnaie que les pièces étaient très différentes d'alliage et d'effigie. D'où la nécessité, dans les transactions exigeant une monnaie, de se servir de la monnaie locale. Pour leurs paiements au comptant, les commerçants qui fréquentaient les marchés étrangers se munissaient d'argent non monnayé ou même d'or. Avant de regagner leur patrie, ils échangeaient la monnaie reçue contre de l'or ou de l'argent non monnayé. Le change, le troc de monnaie locale contre de l'or ou de l'argent en barres et inversement, devinrent des professions très répandues et très lucratives. » (HÜLLMANN, Städtewesen des Mittelalters, Bonn, 1826-1820, vol. l, p. 437.)

tour et à des conditions semblables son produit à un autre fabricant, qui doit continuer à le travailler et ainsi le crédit ne cesse de s'étendre des uns aux autres, jusqu'au consommateur. Le négociant en gros fait au commerçant de détail des avances de marchandises tandis qu'il lui en est fait à lui-même par le fabricant ou le commissionnaire. Chacun prête d'une main et emprunte de l'autre, parfois de l'argent, mais bien plus fréquemment des produits. Ainsi a lieu, dans les relations industrielles, un échange perpétuel d'avances se combinant et se croisant en tous sens. C'est précisément la multiplication et l'accroissement de ces avances réciproques qui constituent le développement du crédit, et c'est là que réside vraiment sa puissance [1]. »

L'autre côté du crédit se rattache au développement du commerce de l'argent qui, dans la production capitaliste, va naturellement de pair avec le développement du commerce des marchandises. La conservation du fonds de réserve des commerçants, les opérations techniques des recettes et des paiements, les paiements internationaux et, par conséquent le commerce de l'or en barres se trouvent entre les mains des marchands d'argent.

« Le caissier reçoit des commerçants qui ont recours à ses services une certaine somme d'argent et leur ouvre en échange un crédit dans ses registres; les commerçants lui remettent également leurs créances, qu'il encaisse et porte à leur crédit; mais ce caissier effectue également des paiements sur l'ordre des commerçants et en porte le montant à leur passif. Pour ces rentrées et ces sorties il prélève une petite commission; et il n'est vraiment indemnisé de sa peine que s'il fait beaucoup d'opérations de ce genre. Si deux commerçants, travaillant avec le même caissier, ont à se faire des paiements réciproques, de simples virements suffisent: les caissiers n'ont qu'à effectuer tous les jours les opérations nécessaires. » (VIESSERING, *Manuel d'économie publique*, vol. I, p. 247, -- en hollandais.)

« Poussés par la nécessité et la situation particulière de Venise, où il était plus gênant que partout ailleurs de faire circuler de grandes sommes en espèces, les gros négociants de la ville introduisirent des ordres (ou associations) de caisse. Avec toutes garanties de sécurité, de surveillance et d'administration, les associés déposaient une certaine somme, remettaient à leurs créanciers des ordres, la somme payée était portée à leur passif sur un folio spécial d'un grand livre *ad hoc*, et inscrite à l'actif du preneur. Ce sont les premiers commencements des banques de virement. » (HULLMANN, *Städtewesen des Mittelalters*, Bonn, 1826-1829, vol. I, p. 550.)

C'est en se rattachant à ce commerce d'argent que se développe l'autre côté du crédit, l'administration du capital productif d'intérêt ou du capital-argent, comme fonction spéciale du marchand d'argent. L'occupation propre de celui-ci, c'est d'emprunter et de prêter de l'argent. Il sert d'intermédiaire entre le véritable prêteur et l'emprunteur. On peut dire que le tout consiste à concentrer de grandes masses de capital de prêt, de sorte que les *banquiers apparaissent comme les représentants de tous les prêteurs* [2] vis-à-vis des capitalistes industriels ou commerçants. Ils deviennent les administrateurs généraux du capital-argent. D'autre part, ils représentent également tous les emprunteurs. Leur profit consiste d'ordinaire en ce qu'ils prêtent à un taux supérieur à celui auquel ils empruntent.

---

1 COQUELIN, Du crédit et des banques dans l'industrie. (*Revue des Deux Mondes*, 1842.)

2 Cf. ci-dessus, char. 29, p. 412.

Le capital prêtable dont disposent les banques leur arrive de deux façons. Caissiers des capitalistes industriels, les banquiers, *tout d'abord*, centralisent entre leurs mains le capital-argent que tout producteur ou tout commerçant garde comme fonds de réserve ou qu'il encaisse comme paiement. Le fonds de réserve du monde commercial concentré comme fonds commun est ainsi réduit au minimum nécessaire, et une partie du capital-argent, qui sommeillerait comme fonds de réserve, est prêtée. *En second lieu*, le capital de prêt des banquiers se compose des dépôts, dont les capitalistes financiers leur laissent la libre disposition. Dès que les banquiers paient un intérêt pour les dépôts, toutes les classes, *en outre*, leur confient leurs économies et leur argent momentanément inoccupé. De petites sommes, incapables de travailler isolément comme capital-argent, sont réunies en grandes masses et constituent une véritable puissance d'argent. *Enfin*, les revenus ne devant être consommés que progressivement sont également déposés auprès des banques.

Le prêt s'opère par l'escompte des traites, -- c'est-à-dire par leur conversion en argent avant le terme de l'échéance, -- et par des avances sous différentes formes: avances directes sur crédit personnel, billets lombards sur valeurs de toute sorte productives d'intérêt, de même avances sur connaissements, warrants ou autres titres de propriété, etc.

Il est évident que la masse de capital-argent à laquelle les commerçants en argent ont affaire n'est autre que *le capital-argent, se trouvant dans la circulation, des commerçants et des industriels*, et que les opérations qu'ils effectuent sont *seulement les opérations de ceux-là mêmes* qu'ils représentent.

Il est clair, également, que *leur pro fit n'est qu'un prélèvement sur la plus-value*, puisqu'ils ont uniquement affaire à des valeurs déjà réalisées (même lorsque cette réalisation ne se manifeste que sous forme de créances). -- Une partie des opérations techniques liées à la circulation de l'argent doit être effectuée par les commerçants en marchandises et par les producteurs de ces dernières.

Le système du crédit nous a permis jusqu'ici de faire les remarques générales suivantes:

I. Sa formation est nécessaire pour servir d'intermédiaire à la péréquation du taux du profit.

II. Les frais de circulation diminuent.

1.Le crédit permet d'économiser l'argent de 3 façons différentes.

A).Il disparaît entièrement pour toute une série de transactions ;

B) La circulation des espèces est activée: d'une part, du fait de la technique bancaire, c'est à-dire que, si la grandeur et la quantité des transactions réelles (en marchandises) nécessaires à la consommation ne changent pas, il faut moins d'argent ou de symboles monétaires pour faire le même service; d'autre part, le crédit accélère la métamorphose des marchandises et par conséquent la circulation de l'argent;

C) La monnaie en or est remplacée par du papier.

2. Le crédit accélère les diverses phases de la circulation et, par là, la reproduction en général. (D'autre part, le crédit permet d'espacer davantage les actes d'achat et de vente et constitue donc la base de la spéculation.)

Il réduit le fonds de réserve, et cela à un double point de vue: d'un côté, réduction des moyens d'échange en circulation, et, d'autre part, réduction du capital existant sous la forme argent.

III. Il se crée des sociétés par actions. De là:

1- L'échelle de la production et les entreprises atteignent des proportions que n'auraient pu leur donner les capitaux individuels.

2- Le capital repose, en soi, sur un mode de production social et suppose une combinaison sociale de moyens de production et de force de travail. Dans la société par actions, il acquiert directement la forme de capital social, capital d'individus directement associés, par opposition au capital privé. *C'est la suppression de la propriété privée dans le cadre de la production capitaliste elle-même.*

3. Dans la société par actions, le capitaliste réellement en fonction devient simple directeur, il ne fait plus qu'administrer du capital d'autrui, et les propriétaires de capitaux ne sont plus que de simples capitalistes financiers. Même lorsque les dividendes qu'ils touchent comprennent l'intérêt et le profit d'entrepreneur, c'est-à-dire la totalité du profit (car le traitement du directeur est ou du moins ne devrait être que son salaire), ce profit total n'est empoché qu'à titre d'intérêt, c'est-à-dire comme simple indemnité de la propriété du capital, laquelle est donc ainsi séparée de sa fonction dans le véritable procès de reproduction, tout comme cette fonction est séparée de la propriété du capital dans la personne du directeur.

Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste est un commencement nécessaire pour que le capital puisse redevenir propriété des producteurs, non plus propriété privée de quelques-uns, mais propriété sociale immédiate. Et c'est de plus une phase nécessaire pour que toutes les fonctions rattachées jusqu'alors à la propriété du capital puissent se transformer en fonctions sociales.

Comme le profit prend ici la forme pure de l'intérêt, ces entreprises restent encore possibles quand elles ne rapportent que de l'intérêt.

(***Note de Friedrich Engels***: Depuis que Marx a écrit ces lignes, il s'est développé de nouvelles formes des entreprises industrielles, qui représentent la seconde et la troisième puissances des sociétés par actions. La liberté tant vantée de la concurrence y perd son latin et est forcée d'annoncer elle-même sa faillite manifeste et scandaleuse. Et cela en ce sens que, dans chaque pays, les gros industriels d'une branche déterminée se groupent en un cartel pour réglementer la production. Dans certains cas il y eut même des cartels internationaux, par exemple, entre les producteurs de fer anglais et allemands. Mais cette forme de socialisation de la production ne fut pas non plus suffisante. L'opposition des intérêts des différentes firmes ne vint que trop souvent la rompre. On fut ainsi conduit, dans certaines branches où le degré de la production le permettait, à concentrer toute la production de cette branche en une seule grande société par actions, à direction unique.

C'est ainsi que, dans ces branches, la concurrence est remplacée par le monopole et que l'expropriation future au profit de l'ensemble de la société, de la nation, se trouve ainsi préparée de la façon la plus réjouissante [1].)

C'est ici la suppression de la production capitaliste à l'intérieur même du mode capitaliste de la production, et par conséquent une contradiction se détruisant elle-même *et se manifestant dès le premier coup d' œil comme un simple passage vers une nouvelle forme de la production.*

IV. Abstraction faite des sociétés par actions, le crédit permet au capitaliste particulier, -- ou à celui qui passe pour être capitaliste, -- de disposer absolument, dans certaines limites, du capital et par conséquent du travail d'autrui. Le capital que l'on possède en propre ou que l'opinion publique vous attribue n'est plus que la base de la superstructure du crédit. Ceci s'applique surtout au commerce en gros. Dans ses spéculations, ce que risque le commerçant en gros, c'est de la propriété sociale, et non point *la sienne*. Il est de même tout aussi absurde de chercher l'origine du capital dans l'épargne, puisque chacun exige précisément que d'autres économisent pour lui.

Les coopératives ouvrières de production constituent, dans le cadre de l'ancienne forme, la première manifestation qui la fait éclater, bien qu'elles accusent naturellement dans leur organisation réelle tous les défauts du système existant. Mais il n'y a plus opposition entre le capital et le travail, du moins d'abord en ce sens que les ouvriers associés sont leurs propres capitalistes. Ces coopératives montrent qu'à un certain degré de développement des forces productives matérielles et des formes de production sociales correspondantes, un mode de production donne naturellement naissance à un autre. Les entreprises capitalistes par actions doivent, au même titre que les coopératives ouvrières de production, être considérées comme des formes transitoires entre le mode de production capitaliste et la production socialiste, avec cette différence que dans le premier cas la contradiction est détruite de façon négative, et dans le second de façon positive.

Le capital de banque se compose:

1°- d'espèces, or ou billets;
2°. de valeurs.

Ces dernières peuvent se subdiviser à leur tour en deux catégories:

1. les effets de commerce, les traites, qui sont toujours en suspens, viennent à échéance tel ou tel jour, et leur escompte (c'est-à-dire le paiement avant l'échéance), lequel est, pour le banquier, l'affaire proprement dite;
2. les valeurs publiques, telles que valeurs d'État, bons du Trésor, ou actions de toutes sortes, en un mot des effets productifs d'intérêt, mais essentiellement différents des traites. Les hypothèques peuvent rentrer dans cette deuxième catégorie.

---

[1] Depuis que Engels a écrit ces lignes, le développement des cartels, trusts et concerns a pris des proportions si gigantesques que ces formes sont devenues le phénomène dominant de toute l'économie et réclament une étude approfondie. - J. B.

Le capital composé de ces éléments matériels comprend à son tour le capital avancé par le banquier lui-même, et les dépôts. Dans les banques qui émettent des billets, ces derniers entrent aussi en ligne de compte.

Pour le moment, nous ne nous occuperons ni des dépôts ni des billets.

La forme du capital productif d'intérêt a pour résultat que tout revenu-argent déterminé et régulier apparaît comme l'intérêt d'un capital, qu'il provienne réellement d'un capital ou n'en provienne pas. De même, toute somme de valeur apparaît comme capital dès qu'elle n'est pas dépensée comme revenu, c'est-à-dire qu'elle apparaît comme somme principale, en opposition avec l'intérêt possible ou réel qu'elle peut produire.

La chose est des plus simples. Soit un taux moyen de 5 % par an. Une somme de 500 francs, transformée en capital productif d'intérêt, rapporterait donc 25 francs. Toute recette fixe de 25 francs par an est donc considérée comme l'intérêt d'un capital de 500 francs. Mais cela n'est et ne sera jamais qu'une simple illusion, à moins que la source des 25 francs ne soit aliénable -- qu'elle soit, autrement dit, un simple titre de propriété ou une créance, ou bien encore un véritable moyen de production. Prenons comme exemples la dette publique et le salaire.

L'État doit payer chaque année à ses créanciers une certaine somme d'intérêt pour le capital prêté. Le créancier, ici, ne peut pas retirer son capital, mais seulement vendre sa créance. Le capital lui-même a été consommé, dépensé par l'État. Il n'existe plus. Ce que le créancier possède, c'est:

1°. une créance sur l'État, mettons 100 francs;

2°. le droit de toucher un revenu annuel, disons: de 5 francs ou 5 % sur les ressources de l'État, c'est-à-dire sur le produit annuel des impôts;

3°. la faculté de vendre sa créance à un tiers quelconque. Mais dans tous les cas le capital, dont le paiement (de 5 francs) effectué par l'État est considéré comme le fruit, reste un capital illusoire, fictif. Non seulement la somme prêtée à l'État n'existe plus, mais elle n'a jamais été destinée à être avancée comme capital.

Passons maintenant à la force de travail. Le salaire est ici considéré comme l'intérêt, et par conséquent la force de travail comme le capital qui produit cet intérêt. Si le salaire d'une année = 1.000 francs et que le taux normal soit de 5 %, la force de travail annuelle est prise comme valant un capital de 20.000 fr. L'insanité de la conception capitaliste atteint ici son comble. Malheureusement, deux circonstances viennent se mettre en travers de cette conception saugrenue, à savoir, tout d'abord, que l'ouvrier est obligé de travailler pour toucher cet « intérêt » et, en second lieu, qu'il ne peut monnayer cette « valeur-capital » en la transférant à autrui.

Cette manière de compter s'appelle « capitaliser ». On capitalise toute recette régulière et périodique en la calculant au taux d'intérêt moyen, comme le rapport que donnerait un capital prêté à ce taux. Il n'y a donc plus la moindre trace du véritable procès de mise en valeur du capital et l'idée s'établit alors que le capital se fait valoir lui-même de quelque façon mystérieuse.

Même dans les cas où la créance, -- le papier-valeur, -- ne représente pas, ainsi que pour la dette d'État, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce papier n'en est pas moins purement illusoire elle-même. Des actions des chemins de fer, des mines, des compagnies de navigation, etc., représentent du capital réel, à savoir le capital engagé et fonctionnant dans ces entreprises. Mais ce capital n'existe pas deux fois, d'une part. comme valeur-capital des actions, et, d'autre part, comme capital réellement engagé dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété donnant droit à une fraction de la plus-value que doit faire ce capital.

Or, ces papiers sont négociables, et donc se transforment en marchandises, dont le prix a un mouvement et une fixation à lui. Ce prix varie suivant le montant et la sûreté du rapport auquel ces titres donnent droit. Si la valeur nominale d'une action (c'est-à-dire la somme avancée et primitivement représentée par l'action) est de 100 francs et que l'entreprise rapporte 10 % au lieu de 5 %, la valeur de cette action (les autres CIrconstances et le taux de 5 % ne variant pas) est alors de 200 francs. C'est le contraire qui se produit lorsque le capital de l'entreprise diminue. Mais si la productivité du capital réel est constante; ou bien si, comme dans les créances sur l'État, il n'y a pas de capital, le prix de ces papiers monte ou tombe en raison inverse du taux de l'intérêt. Si le taux passe de 5 % à 10 %, une valeur qui assure un rapport de 5 francs ne représente plus qu'un capital de 50 francs. Si le taux descend à 2 1/2 %, la même valeur représente un capital de 200 francs. Sa valeur n'est jamais que le rapport « capitalisé », calculé sur un capital illusoire, d'après le taux existant. En période d'insuffisance de numéraire sur le marché financier, ces papiers subiront une double baisse, d'abord à cause de la hausse du taux, ensuite parce qu'on les jette en masse sur le marché.

Tous ces papiers ne représentent en effet que des droits accumulés, des titres juridiques sur la production à venir.

La majeure partie du capital de banque est donc purement fictive et se compose de créances (traites), de valeurs d'État (représentatives de capital disparu), et d'actions (billets à ordre valables sur un capital futur).

Avec le développement du capital productif d'intérêt et du crédit, tout capital paraît donc doublé ou même, parfois, triplé, les créances et les titres de propriété, qui ne représentent jamais que le même capital, adoptant différentes formes et se trouvant entre les mains de personnes différentes. La majeure partie de ce « capital-argent » est purement fictive. A l'exception du fonds de réserve, tous les dépôts (sommes déposées par les clients de la banque) ne sont que des créances sur le banquier, mais sans exister réellement en tant que dépôts. Dans la mesure où ils servent aux virements, ils fonctionnent comme capital pour les banquiers, dès que ceux-ci les ont prêtés. Les banquiers se payent réciproquement, dans leurs balances, ces créances sur des dépôts qui n'existent plus.

« Il est indiscutable que les 1.000 livres sterling, déposées aujourd'hui chez A, sont dépensées le lendemain et forment un dépôt chez B. Dépensées le lendemain par B, elles peuvent constituer un dépôt chez C, et ainsi de suite à l'infini. Les mêmes 1.000 livres sterling en argent peuvent donc, par transferts successifs, se multiplier en un nombre absolument illimité de dépôts. Il se peut donc que les 9/10 de tous les dépôts du Royaume-Uni (Grande-Bretagne et Irlande) n'aient d'autre existence que de figurer comme articles sur les livres des banquiers qui, de leur côté, ont à en rendre

compte... C'est par exemple le cas en Écosse, où la circulation monétaire n'a jamais dépassé 3 millions de livres sterling, alors que les dépôts se montaient à 27 millions » (*The Currency Question Reviewed*, p. 162, 163 [1].)

De même que, dans le système du crédit, tout peut doubler, tripler, etc., pour n'être plus finalement qu'une pure chimère, de même en va-t-il également ainsi du fonds de réserve, où l'on pouvait espérer trouver quelque chose de solide.

(***Exemple de Friedrich Engels***: En novembre 1892 les plus grandes banques de Londres avaient ensemble un fonds de réserve de près de 28 millions de livres sterling. Sur ces réserves, au moins 25 millions étaient déposés à la Banque d'Angleterre, et 3 millions seulement se trouvaient en espèces dans les coffres-forts mêmes des 15 banques. Or, la réserve en espèces de la Banque d'Angleterre ne dépassa jamais 16 millions pendant ce même mois.)

D'après son organisation formelle [2], le système bancaire est le produit le plus artificiel et le plus développé du mode de production capitaliste. C'est pour cette raison que la Banque d'Angleterre exerce une telle influence sur le commerce et l'industrie, bien qu'elle ne joue en réalité qu'un rôle passif vis-à-vis de leurs divers mouvements, qui sont totalement en dehors de sa sphère d'action. Ainsi se trouve bien donnée la forme d'une comptabilité générale et de la répartition des P*m* sur l'échelle sociale; mais il n'est donné que cette forme. Le profit moyen du capitaliste individuel ou de tout capital particulier est déterminé, nous l'avons vu, non par le surtravail que ce capital s'approprie en première main, mais par la somme de surtravail appropriée par le capital total, chaque capital particulier, partie proportionnelle d'un tout, se contentant de retirer un certain dividende. *Ce caractère social du capital n'est rendu possible et réalisé complètement que par le plein développement du système de crédit et de banque.* Cela, d'autre part, va plus loin. Ce système met à tout moment tout le capital non employé à la disposition du capitaliste industriel ou commerçant, si bien que ni le prêteur ni l'employeur de ce capital n'en sont respectivement le propriétaire ou le producteur. *Il enlève ainsi au capital son caractère privé* et renferme donc en soi, mais seulement en théorie, la suppression du capital. De par le système bancaire, la répartition du capital n'est plus le monopole des capitalistes particuliers et des usuriers, mais elle devient une fonction sociale séparée. En même temps, la banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant pour étendre la production capitaliste au delà de ses propres limites, et un des véhicules les plus actifs des crises et de la spéculation.

Il est certain, enfin, que le système de crédit sera un levier puissant durant la période transitoire entre le mode de production capitaliste et le mode de production du travail socialisé; mais seulement en connexion avec d'autres grands bouleversements du mode de production lui-même. Par contre, les illusions sur l'action miraculeuse, au sens socialiste, du système du crédit et des banques, proviennent de l'ignorance absolue du mode de production capitaliste et du crédit en tant qu'une de ses formes.

---

1 En Allemagne, on estimait avant la guerre, l'argent existant en espèces à 5 ou 6 milliards de marks; les dépôts dans les banques, caisses d'épargne, compagnies d'assurances, etc., s'élevaient à plus de 36 milliards. - J. B.

2 Depuis ici, t. III, IIe partie, chap. 36.

31.

La rente foncière [1]

I. Genèse historique de la rente foncière capitaliste

Retour à la table des matières

Si nous considérons la rente foncière sous sa forme la plus simple, *la rente en travail*, où le producteur immédiat cultive, durant une partie de la semaine, avec des instruments aratoires lui appartenant (charrue, bétail, etc.), un sol lui appartenant également, et passe ses autres jours à travailler sur les terres du propriétaire foncier, pour ce propriétaire foncier, gratuitement, la chose est encore tout à fait claire: ici, rente et plus-value sont identiques. La rente, et non pas le profit, est la forme où s'exprime alors le surtravail non payé. Jusqu'à quel point, dans ce cas, l'ouvrier peut-il gagner un excédent sur ses moyens de subsistance indispensables, donc un excédent sur ce que, dans le mode de production capitaliste, nous appellerions le salaire? Cela dépend, toutes circonstances égales d'ailleurs, de la proportion suivant laquelle son temps de travail se partagera entre son travail à son propre compte et le travail de la corvée au compte du seigneur. Cet excédent, -- germe de ce qui s'appellera profit dans la production capitaliste, -- est donc entièrement déterminé par le montant de la rente

[1] T. III, 2e partie, chap. 47, n° 2-4

foncière, laquelle, ici, non seulement consiste en surtravail non payé, mais encore se présente effectivement comme telle. Le fait que le produit du corvéable doit suffire à assurer, outre sa subsistance, le remplacement de ses conditions de travail, se retrouve dans tous les modes de production et ne varie pas, vu que c'est là une condition naturelle de toute production ininterrompue, laquelle est en même temps de la reproduction, et donc reproduction de ses propres conditions d'action [1].

Ici, où plus-value et rente ne sont pas seulement identiques mais où la plus-value possède la forme tangible du surtravail, les conditions et les limites naturelles de la rente, puisque ce sont celles mêmes du surtravail en général, se présentent avec évidence. Il faut:

1°. que le producteur immédiat possède assez de force de travail et

2°. que les conditions naturelles de son travail et en premier lieu celles du sol travaillé soient suffisamment fécondes, qu'en un mot la productivité naturelle de son travail soit assez grande pour qu'il lui soit possible de fournir du surtravail, en excédent du travail nécessaire à la satisfaction de ses besoins essentiels. Cette possibilité ne crée pas encore la rente; il faut que la contrainte transforme d'abord cette possibilité en réalité.

Enfin, en ce qui concerne la rente en travail, il est évident que, -- toutes circonstances égales d'ailleurs, -- c'est l'étendue du surtravail, de la corvée, qui décide jusqu'à quel point le producteur immédiat sera capable d'améliorer sa propre situation, de s'enrichir, de produire un excédent sur ses moyens de subsistance indispensables, ou -- si nous voulons employer le langage , capitaliste -- de produire un profit pour lui-même. La rente , n'est pas ici un simple excédent sur le profit, mais la forme normale, absorbant toutes les autres et pour ainsi dire légitime, du surtravail. Loin d'être un excédent sur le profit, c'est-à-dire , un excédent sur un autre excédent, un tel profit dépend, non seulement pour son étendue, mais encore pour son existence même -- toutes circonstances égales d'ailleurs -- de l'étendue! de la rente, c'est-à-dire du travail devant obligatoirement être) fourni au propriétaire.

---

[1] Note de ['éditeur: Ce passage (t. III, Il" partie, chap. 37, p. 324) est suivi un peu plus loin des phrases ci-dessous, qui donnent un aperçu raccourci et vigoureux du matérialisme historique, mais sont demeurées parfaitement inconnues du grand public. C'est pourquoi je les reproduis telles qu'elles ont été rédigées par Marx, bien qu'elles soient en partie très difficiles à saisir. En voici la teneur:

« La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs immédiats, détermine le rapport de dépendance entre maîtres et non-maîtres, tel qu'il découle directement de la production même et, à son tour, réagit sur elle. C'est là, d'ailleurs, la base sur laquelle reposent toute la structure de la communauté économique et des conditions mêmes de la production, et donc en même temps la forme politique spécifique. C'est toujours le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats – rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé dans le développement des modalités du travail et donc de sa productivité sociale – c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social, et par conséquent, aussi, de la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot de toute la forme spécifique de l'État. Cela n'empêche pas que la même base économique – la même, entendons-nous, quant aux conditions principales – peut, sous l'influence de diverses conditions empiriques (a), de données historiques agissant du dehors, conditions naturelles, différences de race, etc., présenter, quant à sa manifestation, des variations et des gradations infinies, dont la compréhension n'est possible que par l'analyse de ces circonstances empiriques données. »

(a) Empirique: d'un cas particulier, donné seulement dans l'expérience.

Si le surtravail accompli sous forme de corvée se transforme en une remise de produits, cette transformation, prise au sens économique, ne change rien à l'essence de la rente foncière. Celle-ci demeure la forme dominante et normale de la plus-value ou du surtravail. Dans la mesure où la *rente en produits* est la forme dominante de la rente foncière, elle s'accompagne d'ailleurs plus ou moins de certains restes de l'ancienne forme, c'est-à-dire de la corvée. La rente en produits suppose chez le producteur immédiat une civilisation plus avancée, par conséquent un développement supérieur de son travail et de la société en général. Dans cet état de choses, le producteur immédiat dispose plus ou moins de la totalité de son temps de travail, bien qu'une partie de ce temps, au début presque tout l'excédent, appartienne encore à titre gratuit au propriétaire foncier; mais celui-ci ne reçoit plus ce temps de travail sous sa forme naturelle immédiate, mais sous la forme naturelle du produit qu'elle réalise. Il n'y a plus de distinction, ni dans le temps ni dans l'espace, entre le travail que le producteur fait pour lui-même et celui qu'il exécute pour le propriétaire foncier. Dans sa pureté, cette rente-produit, bien qu'elle puisse se continuer par bribes, dans des conditions de production plus développées, suppose toujours l'économie naturelle. Elle suppose en outre la réunion de l'agriculture et de l'industrie familiale. Cette forme de la rente n'exige nullement que la rente-produit, représentative du surtravail, comprenne tout le surtravail de la famille. Le producteur, comparativement à sa rente en travail, a tout au contraire les coudées plus franches pour gagner du temps qu'il pourra consacrer à du travail supplémentaire dont le produit lui appartiendra. Les différences s'accentueront en outre, avec cette forme, dans la situation économique des divers producteurs immédiats. C'est du moins possible. Et la possibilité existe également que ce producteur immédiat ait acquis les moyens d'exploiter lui-même directement du travail étranger.

Par la forme de la rente-produit, forme liée à la nature du produit et à la production elle-même; par la réunion, ici indispensable, de l'agriculture et de l'industrie familiale; par le fait que la famille paysanne se suffit presque entièrement et ne dépend plus du marché ni de la production qui régissent le reste de la société; bref, par tout le caractère de l'économie naturelle en général, cette forme est tout à fait apte à devenir la base d'une organisation sociale stationnaire (ne se transformant qu'avec une extrême lenteur), comme nous le voyons, par exemple, en Asie.

La rente en argent résulte d'une simple transformation de forme de la rente en produit. Au lieu du produit, le producteur immédiat en paye le prix à son propriétaire foncier. Il ne suffit donc plus d'un excédent de profit sous forme naturelle; il faut que cet excédent prenne la forme argent. Une partie du produit doit être vendue et donc produite pour la vente. Tout le caractère du mode de production est donc plus ou moins modifié. La production perd son caractère indépendant, dégagé, par rapport à l'ensemble des connexions sociales. La transformation de la rente-produit en rente-argent suppose un développement déjà plus considérable du commerce, de l'industrie urbaine, de la production générale des marchandises et, par conséquent, de la circulation monétaire. Elle suppose en outre qu'il existe un prix courant des produits sur le marché, et que ceux-ci soient vendus à peu près à leur valeur, ce qui n'était pas absolument nécessaire avec les anciennes formes. Dans l'Europe orientale, cette transformation s'opère en partie sous nos yeux.

Mais la rente-argent, forme transformée de la rente-produit, est la forme dernière et, en même temps, préparatoire de la disparition de la sorte de rente foncière que nous avons considérée jusqu'ici, c'est-à-dire de la rente foncière en tant que forme normale de la plus-value. Dans son développement ultérieur la rente-argent -- si nous

négligeons toutes les formes intermédiaires, telles que, par exemple, la petite exploitation agricole -- doit conduire soit à la transformation du sol en propriété paysanne libre, soit à la forme du mode de production capitaliste, à la rente payée par le fermier capitaliste.

Avec la rente-argent, le rapport traditionnel et coutumier entre les vassaux qui possèdent et travaillent une partie du sol et le propriétaire foncier devient forcément un rapport contractuel basé sur les règles fixes de loi positive, un pur rapport d'argent. Le possesseur exploitant devient donc, en fait, le fermier. Les circonstances générales de la production étant favorables, on utilise cette transformation pour exproprier peu à peu les anciens petits propriétaires et les remplacer par un fermier capitaliste; mais, d'autre part, l'ancien possesseur se libère de l'obligation de la rente, se transforme en cultivateur indépendant et devient propriétaire absolu du sol qu'il cultive. La transformation de la rente en nature en une rente en argent n'est pas seulement nécessairement accompagnée, mais encore anticipée par la constitution d'une classe de journaliers non-possédants, travaillant contre salaire. Pendant cette période de formation, les paysans aisés, astreints à la rente, ont nécessairement pris l'habitude d'exploiter pour leur propre compte des salariés agricoles, tout comme, sous le régime féodal, les serfs ayant de la fortune avaient eux-mêmes d'autres serfs. D'où pour eux la possibilité d'amasser peu à peu une certaine fortune et de se transformer en futurs capitalistes. Parmi les anciens exploitants possesseurs du sol, il se crée ainsi une pépinière de fermiers capitalistes; elle a pour condition de son développement le développement général de la production capitaliste hors des campagnes; et elle prend un essor particulièrement rapide si les circonstances lui sont spécialement favorables, comme en Angleterre, au XVIe siècle, avec la dépréciation progressive de l'argent qui, vu la longue durée traditionnelle des baux, permit aux fermiers de s'enrichir aux dépens des propriétaires fonciers.

En outre, dès que la rente prend la forme de rente-argent et que le rapport entre le cultivateur payant la rente et le propriétaire foncier devient un rapport contractuel, -- transformation qui suppose d'ailleurs un développement relatif du marché mondial, du commerce et de la manufacture, -- le sol est nécessairement affermé à des capitalistes qui vont appliquer à la campagne et à l'agriculture les capitaux acquis à la ville, ainsi que le mode d'exploitation capitaliste déjà développé dans les agglomérations urbaines, c'est-à-dire la fabrication du produit comme simple marchandise et comme simple moyen de s'approprier de la plus-value. Cette forme ne peut se réaliser que dans les pays régissant le marché mondial, lors du passage de l'économie féodale au mode de production capitaliste. Le fermier capitaliste s'interposant entre le propriétaire foncier et le véritable cultivateur exploitant, il n'y a plus trace des rapports issus de l'ancien mode de production. Le fermier devient le véritable chef de ces travailleurs agricoles, chef tirant d'eux la plus-value, tandis que le propriétaire foncier n'a plus de rapports directs qu'avec ce fermier capitaliste, à savoir de simples rapports d'argent et de contrat. De ce fait, la nature de la rente se modifie également. Elle perd la forme normale de la plus-value et du surtravail et devient l'excédent de ce surtravail sur la partie que le capitaliste exploitant s'approprie sous forme de profit. Ce qu'il paie comme rente au propriétaire foncier, ce n'est plus que l'excédent de cette plus-value que son capital lui a permis de retirer de l'exploitation directe des travailleurs agricoles. Le montant de ce qu'il paie est déterminé en moyenne, comme limite, par le profit moyen que le capital rapporte dans les branches non agricoles. De plus-value et de surtravail sous forme naturelle, la rente s'est donc transformée en un excédent particulier à la sphère de la production agricole, en un excédent sur la partie du surtravail que le capital réclame comme lui revenant de droit et normalement. Au lieu

de la rente, c'est le profit qui est devenu la forme normale de la plus-value, et la rente n'est plus qu'une forme spéciale, rendue indépendante dans certaines circonstances, non pas de la plus-value en général, mais d'un surgeon de cette dernière, le sur-profit.

L'étude ci-dessous a pour objet cette seule forme capitaliste de la rente foncière.

II. Observations préalables [1]

Retour à la table des matières

Nous supposons donc que l'agriculture est soumise, aussi bien que l'industrie, au mode de production capitaliste, c'est-à-dire que l'agriculture est exploitée par des capitalistes qui ne se différencient d'abord des autres capitalistes que par l'objet du placement de leur capital et le travail salarié mis en mouvement par ce capital. Pour nous, le fermier produit du blé, etc., tout comme le fabricant produit des filés ou des machines. Cette hypothèse implique que ce mode de production domine dans toutes les sphères de la production et de la société bourgeoise et que toutes ses conditions existent dans leur plein épanouissement: libre concurrence des capitaux, possibilité de les transférer d'une sphère dans une autre, même niveau du profit moyen, etc.

L'agriculture n'a pas été pratiquée sous cette forme à toutes les époques, et elle ne l'est pas non plus partout de nos jours. Mais il nous faut considérer cette forme moderne de la propriété foncière, parce qu'il s'agit pour nous d'examiner les conditions de production et de commerce créées par le placement du capital dans l'agriculture. Nous envisageons donc exclusivement le placement du capital dans l'agriculture proprement dite, c'est-à-dire dans la production des principales matières agricoles servant à l'alimentation d'une population. Nous pouvons nous limiter au blé parce que les peuples modernes à développement capitaliste vivent surtout de blé. (Ou encore, au lieu de l'agriculture, aux mines, parce que les lois sont les mêmes.).

Un des grands mérites d'A. Smith, c'est d'avoir montré que la rente foncière provenant du capital employé à la production d'autres denrées agricoles, lin, plantes tinctoriales, élevage, etc., est déterminée par la rente foncière que rapporte le capital placé dans la production de l'aliment principal.

Pour être complet, faisons remarquer que, pour nous, la terre comprend également l'eau, etc., en tant que celle-ci appartient à quelqu'un et se présente comme un accessoire de la terre.

L'un des grands résultats apportés par le mode de production capitaliste, fut de transformer en une application scientifique de l'agronomie l'agriculture, qui n'était jusqu'alors que la perpétuation des procédés empiriques [2] et mécaniques imaginés par

---

1 T. III, IIe partie, chap. 37.

2 Empirique: ce que l'on connaît par l'expérience pratique immédiate. Rationnel, par contre, signifie un procédé fondé sur la connaissance scientifique. - J. B.

la partie la moins développée de la société [1]; de libérer la propriété foncière du rapport de maître à non-maître, d'établir d'autre part, une distinction très nette entre la terre, condition de travail, et la propriété foncière ou le propriétaire foncier, pour lequel la terre ne représente plus qu'un certain impôt d'argent que son monopole lui permet de prélever sur le capitaliste exploitant, le fermier; d'établir cette séparation à tel point que le propriétaire foncier peut passer toute sa vie à Constantinople, alors même que ses propriétés se trouveraient en Écosse. D'une part, la rationalisation de l'agriculture, et, d'autre part, la réduction à l'absurde de la propriété foncière, voilà les grands mérites de la production capitaliste. Comme tous les autres progrès historiques apportés par elle, elle commence par les réaliser en réduisant tout d'abord à la misère les producteurs immédiats.

Le mode de production capitaliste implique donc pour condition première que les véritables agriculteurs soient des salariés, occupés par un capitaliste, le fermier, qui ne voit dans l'agriculture qu'un champ spécial de l'exploitation du capital, le placement de son capital dans une branche particulière, et par lui pratiquée, de la production. Ce capitaliste-fermier paie au propriétaire foncier (tout comme l'emprunteur de capital-argent paie au propriétaire un certain intérêt) une redevance fixée par contrat et à verser à des dates déterminées, par exemple tous les ans, pour la permission à lui accordée de placer son capital dans ce champ particulier de la production. La somme payée s'appelle rente foncière, qu'elle concerne la terre cultivable, les terrains à bâtir, les pêcheries, les forêts, etc. Elle est payée pour toute la durée du temps pendant lequel le propriétaire a loué le sol au fermier. Les 3 classes qui constituent les cadres de la société moderne: salarié, capitaliste exploitant [2], propriétaire foncier, s'y trouvent en outre réunies et réciproquement opposées.

Le capital peut être fixé, incorporé à la terre, soit passagèrement, comme dans les amendements de nature chimique, les fumures, etc., soit de façon permanente, comme dans les canaux de drainage ou d'irrigation, les travaux de nivellement, les bâtiments d'exploitation, etc. Le capital ainsi employé rentre dans la catégorie du capital fixe. L'intérêt du capital ainsi incorporé à la terre, et les améliorations que subit le sol en

---

1 Note de Marx: Des agronomes nettement conservateurs, tels que par exemple Johnston, concèdent qu'une agriculture vraiment rationnelle rencontre partout un obstacle presque insurmontable dans la propriété privée. Cette opinion est partagée par des auteurs qui se sont institués les défenseurs de la propriété privée du globe terrestre, comme par exemple M. Charles Comte, dans un ouvrage en 2 volumes ayant essentiellement pour but la défense de la propriété privée. « Un peuple, dit-il, ne peut atteindre le degré de bien-être et de puissance découlant de sa nature que si chaque partie du sol qui le nourrit reçoit l'affectation qui s'harmonise le mieux avec l'intérêt général. Pour donner un grand développement à ses richesses, il faudrait, si possible, qu'une volonté unique et surtout éclairée disposât seule de n'importe quelle parcelle du territoire et fit contribuer chaque parcelle à la prospérité de toutes les autres. Mais l'existence d'une telle volonté... serait incompatible avec la division du sol en propriétés privées... ainsi qu'avec la faculté, garantie à chaque propriétaire, de pouvoir disposer de sa propriété d'une manière presque absolue ». Johnston, Comte, etc., en parlant de l'antagonisme entre la propriété et l'agronomie rationnelle, n'envisagent que la nécessité de cultiver la terre d'un pays considéré comme un tout. Mais la dépendance dans laquelle se trouve l'agriculture vis-à-vis des fluctuations des prix, de même que tout l'esprit de la production capitaliste, qui n'a en vue que le gain immédiat, sont en opposition avec l'agriculture, obligée de compter avec les lois permanentes de la vie et la succession des générations. Ainsi les forêts ne peuvent être exploitées rationnellement qu'à la condition d'être soumises à l'administration de l'État, au lieu de rester de simples propriétés privées.

2 Marx emploie l'expression « capitaliste industriel »; afin d'éviter une confusion avec le capitaliste dans l'industrie, j'ai remplacé ce terme par celui de « capitaliste exploitant ». - J. B.

tant qu'instrument de production, peuvent [1] constituer une partie de la rente payée par le fermier au propriétaire foncier, mais ne forment pas la rente foncière proprement dite, payée pour l'usage du sol en tant que tel. Les placements à caractère plutôt temporaire, nécessités par les procès ordinaires de la production agricole, sont tous faits, sans exception, par le fermier. Ces dépenses, comme du reste la culture en général, si elles sont faites quelque peu rationnellement -- et donc ne poursuivent pas l'exploitation brutale, comme cela se passait chez les esclavagistes américains, abus contre lequel les propriétaires se préservent par contrat --, amendent le sol, en accroissent le produit et font de la terre-matière de la terre-capital. Une terre cultivée vaut plus, à égalité de valeur naturelle, qu'une terre en friche. Cependant, les mises de fonds à caractère plus permanent et à plus long terme sont faites, dans la plupart des sphères de production, par le fermier. Mais dès que la période de fermage fixée par contrat est écoulée -- et c'est même une des raisons pour lesquelles, avec le développement de la production capitaliste, les propriétaires essaient de louer pour un temps aussi court que possible -- les amendements, considérés comme inséparables du sol, reviennent de droit au propriétaire. Dans le nouveau bail, le propriétaire foncier ajoute cet intérêt à la rente foncière proprement dite; peu importe qu'il loue au fermier qui a fait les amendements ou à un autre. Sa rente augmente donc. Ou bien, s'il veut vendre sa terre, -- nous allons voir comment le prix en est déterminé, -- la valeur a augmenté. Il ne vend pas simplement la terre; il vend la terre amendée, le capital incorporé au sol et qui ne lui a rien coûté. C'est là, -- abstraction faite de la rente foncière proprement dite, -- l'un des secrets de l'enrichissement croissant des propriétaires fonciers, de l'augmentation incessante de leurs revenus et de la valeur-argent de plus en plus grande de leurs propriétés, à mesure que progresse le développement économique. Ils empochent ainsi, sans y avoir en rien contribué, le résultat du développement social. Mais il y a là, en même temps, pour l'agriculture rationnelle, un très grand obstacle: le fermier évite les amendements, toutes les dépenses dont il ne peut escompter la rentrée complète avant l'expiration de son bail. Nous ne cessons de trouver des plaintes à ce sujet, aussi bien au siècle dernier que de nos jours, chez les adversaires de l'organisation actuelle de la propriété foncière en Angleterre.

Dans son Histoire de la propriété foncière en Grande-Bretagne et en Irlande (Londres, 1865), A. A. W ALTON dit à ce sujet (p. 96-97) : « Tous les efforts des nombreuses organisations agricoles de notre pays ne sauraient obtenir de résultats considérables et vraiment remarquables ni faire réellement progresser la culture, tant que les améliorations contribueront surtout à augmenter la valeur de la propriété foncière et les rentes du propriétaire, au lieu de rendre moins mauvaise la situation du fermier ou de l'ouvrier agricole. Les fermiers savent d'ordinaire aussi bien que le propriétaire, son comptable ou même le président d'un syndicat agricole que de bons drainages, des fumures abondantes, un bon labourage, l'extirpation des mauvaises herbes et le nettoyage donnent des résultats merveilleux pour l'amendement du sol aussi bien que pour l'accroissement de la production. Mais tout cela nécessite des avances considérables et les fermiers savent fort bien que, quelles que soient les améliorations qu’ils apportent au sol ou l'augmentation de valeur qu'ils lui confèrent, c'est en fin de compte le propriétaire qui récoltera le plus grand avantage et verra s'accroître le montant de ses rentes et la valeur du sol... Ils sont assez fins pour se rendre compte que ces orateurs (propriétaires ou gérants parlant dans des banquets

[1] Note de Marx: Je dis « peuvent »; dans certaines circonstances, cet intérêt est, en effet, régi par la loi de la rente foncière et peut donc disparaître quand de nouvelles terres, d'une grande fertilité naturelle, viennent concurrencer les premières

agricoles) oublient de leur dire que le propriétaire s'adjuge finalement la part du lion dans le rendement de toutes les améliorations... Quels que soient les amendements faits par le dernier fermier, son successeur trouvera toujours le propriétaire disposé à augmenter la redevance dans la mesure de l'accroissement de valeur donné au sol par les anciennes améliorations. »

Dans l'agriculture proprement dite, cet abus n'apparaît pas encore aussi clairement que dans l'utilisation du sol comme terrain à bâtir. En Angleterre, les propriétaires fonciers louent d'ordinaire pour 99 ans ou, si possible, pour un temps moins long, la presque totalité des terrains à bâtir, lesquels, en effet, ne sont généralement pas aliénés par la vente. A l'expiration de ce délai, le sol et les bâtiments reviennent au propriétaire foncier. « Ils (les fermiers) sont tenus, à l'expiration de leur bail, de remettre au propriétaire foncier la maison en bon état d'entretien. Ce qui ne les a pas empêchés de payer tous les ans une rente exorbitante. A peine le bail est-il expiré que l'on voit arriver l'agent ou l'inspecteur du propriétaire foncier; il inspecte votre maison, la fait mettre en état, en prend possession et l'annexe au domaine de son patron. C'est un fait que, si l'on tolère encore quelque temps ce système, le résultat en sera que toutes les propriétés, bâties ou non bâties, du royaume seront entre les mains de quelques gros propriétaires fonciers. Tout le quartier ouest de Londres, au nord et au sud de Temple Bar, appartient presque exclusivement à une douzaine de gros propriétaires fonciers et est loué à des prix fabuleux. Et là où les baux n'ont pas encore expiré, ils ne tarderont pas à venir à terme l'un après l'autre. On peut, à des degrés divers, dire la même chose de toutes les villes du royaume. Mais ce système rapace, basé sur le monopole et la propriété exclusive, ne s'arrête pas en si beau chemin. Presque tous les docks de nos ports, par suite de la même usurpation, se trouvent appartenir aux grands léviathans fonciers. » (W ALTON, p. 93.)

Cet exemple de la propriété des immeubles est important :

1 - Il nous montre nettement la différence entre la rente foncière proprement dite et l'intérêt du capital fixe incorporé au sol. L'intérêt des immeubles, comme celui du capital incorporé au sol par le fermier, dans l'agriculture, revient au capitaliste exploitant, au spéculateur ou au fermier, pendant toute la durée du bail, et n'a rien de commun avec la rente foncière qui se paie tous les ans à des termes fixes pour l'utilisation du sol.

2 - Il nous montre que le capital incorporé à la terre finit par revenir au propriétaire, dont la rente se grossit ainsi de l'intérêt donné par ce capItal.

On peut encore méconnaître le caractère spécifique de la rente foncière et la confondre, sous une autre forme, avec l'intérêt. La rente foncière se présente comme une certaine somme d'argent que le propriétaire foncier retire chaque année du fermage d'une parcelle du globe terrestre. Toute recette d'argent peut être capitalisée, c'est-à-dire considérée comme l'intérêt d'un capital imaginaire. Le taux moyen de l'intérêt est-il, par exemple, de 5 %, une rente foncière annuelle de 200 francs peut être regardée comme l'intérêt d'un capital de 4.000 francs. C'est cette rente foncière capitalisée qui constitue le prix d'achat ou la valeur de la terre; tout comme le « prix du travail », cette expression paraît irrationnelle au premier abord, puisque la terre n'est pas le produit du travail et n'a donc pas de valeur. Mais sous cette forme irrationnelle se cache d'autre part un véritable rapport de production. Si un capitaliste achète, pour 4.000 francs, de la terre qui donne un revenu annuel de 200 francs, il perçoit l'intérêt moyen, à 5 %, de 4.000 francs, tout comme s'il avait placé ce capital

en valeurs ou prêté à 5 %. C'est la mise en valeur d'un capital de 4.000 francs, à 5 %. Dans cette hypothèse, 20 ans lui suffiraient pour remplacer le prix d'achat de son bien par les revenus de celui-ci. C'est pour cette raison que les Anglais évaluent le prix d'achat par annuités; ce qui ne fait qu'exprimer en d'autres termes la capitalisation de la rente foncière. C'est en réalité le prix d'achat, non pas du sol, mais de la rente foncière qu'il rapporte, et que l'on évalue d'après le taux ordinaire de l'intérêt. Mais cette capitalisation de la rente présuppose l'existence de la rente, tandis que la rente ne peut être ni déduite ni expliquée à partir de sa capitalisation. Son existence, indépendante de la vente, sert au contraire de point de départ.

Il s'ensuit que, -- la rente étant supposée grandeur constante, -- le prix de la terre peut hausser ou baisser en raison inverse du taux d'intérêt. Si le taux ordinaire d'intérêt tombait de 5 % à 4 %, une rente foncière de 200 francs représenterait un capital de 5.000 francs et le prix de la même parcelle aurait donc passé de 4.000 francs à 5.000, de 20 annuités à 25. La réciproque serait vraie. C'est là, pour le prix du sol, un mouvement indépendant de la rente foncière elle-même et régi par le seul taux d'intérêt. Mais, avec le progrès du développement social, le taux de profit montre une tendance à la baisse, et de même le taux d'intérêt, dans la mesure où il est réglé par le taux de profit; abstraction faite, également, du taux de profit, le taux d'intérêt tendant en outre à baisser par suite de l'accroissement du capital de prêt disponible, il s'ensuit que *le prix de la terre a une tendance à la hausse*, même si l'on ne tient pas compte du mouvement de la rente foncière et du prix des produits du sol, dont la rente forme une partie.

Comme, dans les vieux pays, la propriété foncière est considérée comme une forme particulièrement distinguée de la propriété et que les placements faits en biens-fonds passent pour les plus sûrs de tous, le taux d'intérêt, quand il s'agit d'acheter de la rente foncière, est habituellement plus bas que pour d'autres placements à longue durée: l'acheteur de biens-fonds ne touche par exemple que 4 %, alors que dans d'autres opérations il toucherait 5 %. Ou, ce qui revient au même, il paie une plus grande quantité de capital pour la rente foncière qu'il n'en paierait pour la même annuité, dans un autre placement.

Dans la pratique, prend naturellement forme de rente foncière tout ce que le fermier paie au propriétaire sous forme de fermage, en échange de l'autorisation de cultiver la terre. Ces paiements comportent cependant des éléments qui ne sont pas de la rente foncière. L'intérêt du capital incorporé à la terre peut, ainsi que nous l'avons montré ci-dessus, constituer un appoint étranger qui s'ajoute à la rente foncière, et vient, avec le progrès du développement économique, accroître sans cesse la rente totale d'un pays. Mais, sans même tenir compte de cet intérêt, il se peut qu'une partie du fermage dissimule, -- et cela est tout à fait évident lorsque la rente foncière proprement dite fait défaut et que le sol est donc sans valeur réelle, -- une déduction opérée sur le profit moyen ou le salaire normal, ou bien encore sur l'un et l'autre. Cette portion du profit ou du salaire prend ici la forme de rente foncière parce que, -- au lieu de revenir normalement au capitaliste exploitant ou au salarié, -- elle est payée au propriétaire foncier sous forme de fermage. Au point de vue économique, aucune de ces portions ne constitue de rente foncière ; mais au point de vue pratique, elles forment un revenu pour le propriétaire foncier, au même titre que la rente foncière proprement dite, et contribuent également à déterminer le prix de la terre.

Nous ne parlons pas ici des cas où la rente foncière existe en théorie, sans que le fermier soit lui-même un capitaliste ni son exploitation une exploitation capitaliste.

C'est ce que nous trouvons, par exemple, en *Irlande*. Dans ce pays, le fermier est d'ordinaire un petit cultivateur. Bien des fois son fermage absorbe, non seulement une partie de son profit, c'est-à-dire de son propre surtravail, auquel il a droit comme propriétaire, mais encore une partie du salaire normal, que, dans d'autres conditions, il recevrait pour la même quantité de travail. En outre, le propriétaire foncier, qui ne l'aide en rien dans l'amélioration du sol, le dépossède du petit capital qu'il a, en majeure partie, incorporé à la terre par son propre travail, tout comme le ferait un usurier dans des conditions analogues. Et encore l'usurier risque-t-il au moins son propre capital. Cette spoliation fait l'objet de toutes les discussions sur la législation irlandaise du sol, discussions tendant à ce que le propriétaire foncier qui donne congé à son fermier soit tenu de l'indemniser des améliorations faites ou du capital incorporé au sol. Quand on lui parlait de cette question, Palmerston [1] se contentait de répondre cyniquement: « La Chambre des Communes se compose de propriétaires fonciers. »

Nous ne parlons pas non plus des situations exceptionnelles où, même dans les pays à production capitaliste, le propriétaire peut extorquer des fermages élevés, sans aucune relation avec le produit du sol comme, par exemple, dans les régions industrielles de l'Angleterre, où les ouvriers de fabrique louent à des prix fantastiques de petits lopins de terre pour y faire du jardinage ou de l'agriculture d'amateurs, pendant leurs heures de loisir.

Ce dont nous parlons, c'est de la rente agricole dans les pays à production capitaliste développée. Parmi les fermiers anglais, par exemple, il se rencontre un nombre de capitalistes qui sont forcés par leur instruction, leur éducation, leurs traditions, la concurrence et d'autres raisons de placer leur capital dans l'agriculture. Ils sont obligés de se contenter d'un profit inférieur à la moyenne et d'en verser même une partie au propriétaire, sous forme de rente. C'est à cette seule condition qu'il leur est permis de placer leur capital dans l'agriculture. Les propriétaires fonciers exerçant partout, spécialement en Angleterre, une influence prépondérante sur la législation, cette influence peut être employée à désavantager toute la classe des fermiers. Les lois de 1815 sur le blé, -- créant, de l'aveu de leurs auteurs, un impôt sur le blé, imposé au pays pour assurer aux propriétaires fonciers vivant dans l'oisiveté la continuation de leurs rentes, devenues énormes durant la guerre avec. la France révolutionnaire -- eurent bien l'effet, si nous négligeons quelques années particulièrement fécondes, de maintenir les prix des produits agricoles au-dessus du niveau où les aurait ramenés la libre importation du blé. Pourtant, elles ne purent maintenir les prix au taux décrété comme normal par les propriétaires fonciers législateurs et en faire la limite légale pour l'importation des blés étrangers. Mais les baux avaient été établis sous l'influence de ces prix normaux. Dès que cette illusion venait à s'évanouir, on fixait de nouveaux prix normaux qui, eux aussi, n'étaient que l'expression impuissante de la rapacité des propriétaires fonciers. Les fermiers furent ainsi dupés de 1815 aux années qui ont suivi 1830. Aussi ne cesse-t-on, à cette époque, de parler de la détresse de l'agriculture. Et ce fut la cause de la ruine et de l'expropriation de toute une génération de fermiers, et de leur remplacement par une nouvelle classe de capitalistes.

Mais un fait beaucoup plus général et beaucoup plus important, est que le salaire des véritables ouvriers agricoles est abaissé au-dessous du niveau normal, en sorte qu'une partie du salaire déduite à l'ouvrier constitue un élément du fermage et, sous le masque de la rente foncière, entre dans la poche, non de l'ouvrier, mais du propriétaire foncier. A part certains comtés particulièrement favorisés, c'est le cas, par

[1] Ministre anglais longtemps et à plusieurs reprises au pouvoir entre 1830 et 1865.

exemple, pour l'Angleterre et l'Écosse. Les travaux des commissions parlementaires sur le montant des salaires, travaux entrepris avant l'introduction des lois sur le blé, ont démontré jusqu'à la dernière évidence que l'élévation considérable des rentes et l'accroissement correspondant du prix de la terre, pendant les guerres contre la France révolutionnaire, doivent, du moins en partie, être attribuées à la déduction opérée sur le montant du salaire, lequel fut même parfois abaissé au-dessous du minimum corporel, c'est-à-dire qu'une partie du salaire normal de l'ouvrier s'est trouvée versée au propriétaire foncier. Diverses circonstances, telles que la dépréciation de l'argent, l'application de la loi sur l'assistance dans les régions agricoles, etc., avaient permis cette opération à un moment où les revenus des fermiers s'accrurent énormément et où les propriétaires fonciers virent leur fortune augmenter de façon prodigieuse. Bien plus, une des raisons mises en avant par les fermiers aussi bien que par les propriétaires fonciers pour motiver les tarifs douaniers sur le blé, ce fut qu'il n'était plus matériellement possible de réduire davantage les salaires des ouvriers agricoles. La situation, au fond, n'a guère changé, et *en Angleterre, comme dans tous les pays d'Europe, une part du salaire normal continue à entrer dans la rente foncière*. Dès que les circonstances forcent les fermiers à relever momentanément les salaires de leurs ouvriers, ils se mettent à répéter sur tous les tons que, si l'on ne diminue pas en même temps la rente foncière, ils ne pourront, sans se ruiner, élever le salaire au niveau normal des autres métiers. Ils reconnaissent donc que, sous le nom de rente foncière, ils font une retenue sur le salaire et versent cette somme au propriétaire foncier. Dans la mesure où le prix de la terre est conditionné par cette circonstance qui accroît la rente, l'augmentation de la valeur de la terre s'identifie avec la dépréciation du travail, et un prix élevé de la terre avec un faible prix du travail.

En étudiant la rente foncière payée au propriétaire par le fermier sous le titre de fermage, il faut enfin considérer que les prix des choses qui n'ont pas de valeur en elles-mêmes, c'est-à-dire qui ne sont pas des produits du travail, par exemple le sol, ou qui ne sauraient être reproduites par le travail, par exemple les antiquités, les œuvres de certains maîtres, peuvent dépendre de circonstances absolument fortuites. Il suffit, pour qu'une chose puisse se vendre, qu'elle soit aliénable et soit passible de faire l'objet d'un monopole.

C'est précisément dans la rente foncière que se manifeste clairement que le montant de la rente n'est pas déterminé par l'intervention de son bénéficiaire, mais par l'évolution, entièrement indépendante de lui, du travail social, auquel il ne participe pas. Cela, certes, s'applique aux autres parties de la plus-value, cependant sans s'y manifester aussi clairement. Aussi conçoit-on facilement ce fait comme une des particularités de la rente (et du produit agricole en général), alors que, sur la base de la production des marchandises -- et donc également de la production capitaliste, laquelle est, dans toute son étendue, production de marchandises -- c'est là une réalité commune à toutes les branches de la production et à tous leurs produits.

Le montant de la rente foncière (et avec elle la valeur de la terre) se développe, au cours du développement social, de manière à devenir le résultat du travail social total. D'une part, le marché et la demande des produits du sol augmentent, et d'autre part, augmente aussi la demande même du sol dont on a en effet besoin pour toutes les branches d'industrie, même non agricoles. La rente (et par suite la valeur de la terre), pour ne parler que de l'agriculture proprement dite, se développe à mesure que se développe le marché pour les produits du sol et que par conséquent s'accroît la population non agricole, qui réclame et recherche soit des aliments, soit des matières premières. Il est dans la nature de la production capitaliste de diminuer continuel-

lement la population agricole par rapport à la population non agricole, parce que, dans l'industrie, l'accroissement des moyens de production est lié à l'augmentation, -- bien que celle-ci soit plus lente, -- du nombre des forces de travail, tandis que, dans l'agriculture, il y a une diminution absolue de la force de travail réclamée pour la culture d'une terre déterminée. Cette force de travail ne peut donc augmenter que si de nouveaux terrains sont mis en culture; ce qui, à son tour, suppose un accroissement plus grand encore de la population non agricole.

Ces circonstances montrent clairement que la rente foncière augmente sans l'intervention du propriétaire foncier. Et cependant, ce n'est point là un phénomène particulier à l'agriculture et à ses produits. Le même fait se manifeste également -- dans la production des marchandises -- pour toutes les autres branches de la production et pour tous leurs produits.

III. La rente différentielle. Généralités [1]

Retour à la table des matières

Dans notre analyse de la rente foncière, nous partirons d'abord de l'hypothèse que les produits qui rapportent une rente foncière -- et pour notre étude nous n'avons qu'à envisager les produits agricoles ou les produits des mines -- sont vendus à leur prix de production [2]. En d'autres termes, leurs prix de vente sont égaux à la valeur du capital constant et variable consommé, plus un profit déterminé par le taux de profit général et calculé sur le capital total avancé, consommé ou non consommé. Nous supposons donc qu'en moyenne les prix de vente de ces produits sont égaux à leurs prix de production. La question est alors de savoir comment, dans cette hypothèse, il peut se développer une rente foncière, c'est-à-dire comment une partie du profit peut se transformer en rente foncière, comment en d'autres termes une partie du prix des marchandises peut revenir au propriétaire foncier.

Pour montrer le caractère général de cette forme de la rente foncière, nous supposons que les fabriques d'un pays sont, en majorité, actionnées par la vapeur, mais qu'un petit nombre déterminé l'est encore par des chutes d'eau naturelles. Admettons que dans ces branches d'industrie, le prix de production soit de 115 pour une masse de marchandises où l'on ait consommé un capital de 100. Les 15 % de profit ne sont pas calculés (comme c'est toujours le cas pour le profit moyen) sur ce seul capital de 100, mais sur le *capital total employé* dans la production de cette valeur-marchandise (y compris, par conséquent, la partie non consommée du capital constant). Ainsi que nous l'avons exposé plus haut, ce prix de production n'est pas déterminé par le prix de revient individuel de chaque producteur industriel, mais par le prix de revient moyen

---

1 T. III, II" partie, chap. 38.

2 On se rappelle que Marx entend par prix de production le prix de revient d'une marchandise (c'est-à-dire la valeur du capital consommé pour sa production, y compris le salaire, lequel est, en effet, du capital variable), plus le profit moyen. V. chap. 7, p. 58 de cet ouvrage. - J. B.

de la marchandise dans les conditions moyennes du capital à l'intérieur de toute la sphère de la production considérée.

Comme les rapports numériques sont ici sans la moindre importance, nous supposons en outre que, dans les fabriques actionnées par des chutes d'eau, le prix de revient n'est que de 90 au lieu de 100. Le prix de production qui réglemente le marché étant, pour la masse de ces marchandises, 115, avec un profit de 15 %, ces derniers fabricants travaillant avec la force hydraulique vendront à ce même prix moyen. Leur profit serait donc de 25 au lieu de 15 ; le prix de production régulateur leur permettrait de faire un sur-profit de 10 %, non parce qu'ils vendent la marchandise au-dessus du prix de production, mais bien parce qu'ils la vendent à ce prix même; parce que leur capital fonctionne dans des conditions exceptionnellement favorables.

Il en résulte deux constatations:

1°- Le sur-profit en question se comporte tout d'abord comme tout sur-profit qui n'est pas le résultat accidentel de transactions dans le procès de circulation, de fluctuations accidentelles des prix du marché. Il est donc égal à la différence entre le prix de production individuel de ces producteurs favorisés, et le prix de production général qui, dans toute sphère de production, règle le marché. La valeur de la marchandise produite avec la chute d'eau est moindre, parce que cette production exige une moindre quantité de travail, c'est-à-dire moins de capital constant. Le travail employé dans ce cas est plus productif que le travail employé dans les nombreuses fabriques similaires. Pour le fabricant, cela revient à dire que le prix de revient de la marchandise, et donc son prix individuel de production, est moindre. Pour lui le prix de revient a passé de 100 à 90. Le prix individuel de production sera donc de 103 1/3 au lieu de 115. La différence entre ce prix et le prix de revient général a comme limite la différence entre son prix de revient individuel et le prix de revient général. C'est là une des 2 limites de son sur-profit. L'autre, c'est la grandeur du prix général de production, dont l'essentiel a un de ses facteurs régulateurs dans le taux de profit général. Si la houille diminuait de prix, la différence serait moindre entre le prix de revient individuel et le prix de revient général; le sur-profit baisserait donc. S'il était forcé de vendre la marchandise à sa valeur individuelle, la différence disparaîtrait.

2°- Jusqu'ici le sur-profit du fabricant qui utilise les chutes d'eau au lieu de la vapeur, ne se distingue en rien de tout autre sur-profit. Tout sur-profit normal (c'est-à-dire tout sur-profit ne résultant pas des hasards de la vente ou des fluctuations du marché) est déterminé par la différence entre le prix de production individuel des marchandises de ce capital particulier, et le prix de production général qui règle les prix marchands des marchandises de cette sphère de production en général.

Mais voici la différence.

A quelle circonstance le fabricant doit-il, dans le cas présent, son sur-profit ?

Il le doit en premier lieu à une force naturelle, la chute d'eau, qui n'est pas comme le charbon, produite par le travail et payée. Mais ce n'est pas tout. Le fabricant qui travaille avec la machine à vapeur emploie également des forces naturelles qui ne lui coûtent rien. Le fabricant paie la houille, mais il ne paie pas la propriété de l'eau de se transformer en vapeur; il ne paie pas l'élasticité de la vapeur, etc. Cette monopolisation des forces naturelles et de l'augmentation ainsi réalisée de la force de travail

est commune à tous les capitaux. Si l'emploi d'une force naturelle, la chute d'eau, crée ici du sur-profit, cela ne peut résulter uniquement du fait que l'augmentation de la force productive du travail est due à l'emploi d'une force naturelle.

En outre: le sur-profit réalisé par un capital résulte -- si nous ne tenons pas compte des écarts accidentels -- d'une diminution du prix de revient, donc du prix de production. Et cette diminution peut provenir de ce que le capital est employé dans des proportions particulièrement considérables, les faux frais de la production diminuant, tandis que les causes générales de l'accroissement de la force productive du travail (coopération, division, etc.) agissent avec plus de force et d'intensité, parce que dans un champ plus vaste; ou bien elle peut encore provenir de ce qu'on emploie de meilleures méthodes de travail, des inventions nouvelles, des machines perfectionnées, des procédés chimiques inconnus jusqu'alors, en un mot des moyens et des méthodes de production supérieurs au niveau moyen. *En principe, rien ne s'oppose à ce que tout le capital d'une même branche soit placé de la même façon.* La concurrence tend de plus en plus, au contraire, à faire disparaître toute différence.

Mais il n'en va pas de même pour le sur-profit du fabricant qui utilise la chute d'eau. L'augmentation de la force productive du travail est liée ici à une force naturelle monopolisable, uniquement à la disposition de ceux qui peuvent disposer de certaines parties du sol et de leurs accessoires. Il n'appartient pas du tout au capital de faire naître cette condition naturelle, comme il lui est loisible de transformer l'eau en vapeur. Cette condition est localisée dans la nature, il ne suffit pas, pour l'établir ailleurs, d'avoir des capitaux. *La partie des fabricants qui est propriétaire de chutes d'eau exclut leurs concurrents de l'utilisation de cette force naturelle*, parce que le sol, et particulièrement celui qui recèle de la force hydraulique, est limité. Sans doute, la masse de force hydraulique utilisable pour l'industrie ne peut être augmentée. On peut dériver artificiellement la chute d'eau pour en exploiter la force au maximum; quand, vu la quantité d'eau, la roue hydraulique ne convient pas, on peut installer des turbines, etc., mais toujours cette force naturelle adhère au sol, et elle ne peut être suscitée partout. Les propriétaires fonciers peuvent en accorder ou en refuser l'utilisation. Mais le capital ne saurait, de lui-même, créer des chutes d'eau.

Dans ces conditions le sur-profit se transforme en rente foncière, c'est-à-dire revient au propriétaire de la chute d'eau. Si le fabricant paie annuellement au propriétaire 10 francs pour l'utilisation de la chute d'eau, son profit sera de 15 francs, soit 15 % sur les 100 francs, montant de ses frais de production. Et il se trouve dans des conditions aussi bonnes, sinon meilleures, que les autres capitalistes qui, dans la même sphère de production travaillent avec la vapeur. La situation ne changerait en rien si la chute d'eau appartenait au capitaliste lui-même. Après comme avant, il encaisserait le sur-profit de 10 francs, non pas comme capitaliste, mais comme propriétaire de la chute d'eau.

Il est certain que cette rente est toujours une rente différentielle, car elle n'entre pas dans la détermination du prix de production général de la marchandise; elle suppose, au contraire, ce prix. Elle résulte toujours de la différence entre le prix de production individuel du capital particulier qui dispose de la force naturelle monopolisable, et le prix de production général du capital placé dans la sphère de production en question.

La propriété de la chute d'eau n'a rien à voir dans la création de cette partie de la plus-value (ou profit) produite à l'aide de la chute d'eau. Ce sur-profit existerait quand bien même il n'y aurait pas de propriété foncière et que, par exemple, le terrain où se trouve la chute d'eau fût utilisé par le fabricant comme n'appartenant à personne. La propriété foncière ne crée donc pas la partie de valeur qui se transforme en sur-profit ; *elle permet simplement au propriétaire foncier de faire passer ce sur-profit de la poche du fabricant dans la sienne*.

Il est évident que le prix de la chute d'eau, -- donc le prix que le propriétaire foncier encaisserait s'il vendait la chute d'eau à un tiers ou au fabricant lui-même, -- n'entre pas tout d'abord dans le prix de production des marchandises, bien qu'il entre dans le prix de revient individuel du fabricant; car la rente provient ici du prix de production des marchandises similaires produites par les machines à vapeur. Ce prix de la chute d'eau est d'ailleurs une expression irrationnelle, sous laquelle se cache un rapport économique réel. La chute d'eau, comme la terre en général, comme toute force naturelle, n'a pas de valeur -- puisqu'elle ne représente pas de travail réalisé -- ni par conséquent de prix, celui-ci n'étant normalement que la valeur exprimée en argent. Là où il n'y a pas de valeur, rien ne saurait être exprimé en argent. Ce prix n'est donc que la rente capitalisée. La propriété foncière permet au propriétaire d'encaisser la différence entre le profit individuel et le profit moyen; le profit ainsi prélevé et qui se renouvelle tous les ans, peut être capitalisé et apparaît alors comme le prix de la force naturelle.

Après avoir établi ainsi l'idée générale de la rente différentielle, nous passons maintenant à l'examen de cette dernière dans l'agriculture proprement dite. Tout ce que nous dirons s'applique, en gros, aux mines.

IV. Première forme de la rente différentielle [1]

Retour à la table des matières

Le sur-profit, s'il est produit normalement et non par des événements accidentels survenant dans le procès de circulation, résulte toujours de la différence entre le produit de 2 quantités de capital et de travail, et ce sur-profit se transforme en rente foncière lorsque deux quantités égales de capital et de travail sont occupées sur des superficies égales, mais avec des résultats inégaux.

Tout ce qui diminue l'inégalité dans le produit obtenu sur le même sol ou sur un sol nouveau tend à faire baisser la rente, et tout ce qui augmente cette inégalité a pour effet d'augmenter la rente.

---

[1] T. III, IIe partie, chap. 39.

Parmi ces causes, il n'en est pas seulement de générales (fertilité, situation), mais il y a encore:

1°- la répartition des impôts, selon qu'elle est égale ou inégale dans son effet; le second cas se présente toujours dans les pays comme l'Angleterre, par exemple, où la répartition n'est pas centralisée et où l'impôt est prélevé non sur la rente, mais sur la terre;

2°- les inégalités qui résultent du développement inégal de l'agriculture dans les diverses régions d'un pays;

3°- l'inégalité de la répartition du capital entre les fermiers.

Nous considérons d'abord les résultats inégaux de quantités égales de capital employées dans des terres d'égale superficie. Les deux causes générales, et indépendantes du capital, de ces résultats inégaux sont:

1°. La fertilité.

2°. La situation des terres.

Ce dernier point est déterminant dans les colonies et en général pour l'ordre selon lequel les terres peuvent, l'une après l'autre, devenir l'objet de culture. En outre, il est clair que ces deux causes différentes de la rente différentielle -- fertilité et situation, -- peuvent agir en sens contraire. Un terrain peut être très bien situé et n'être que très peu fertile, et inversement. Ce détail est important. Il nous explique en effet que, dans les défrichements du sol d'un pays donné, l'on puisse aller des terres les meilleures aux moins bonnes, et inversement. Il est manifeste, enfin, que le progrès de la production sociale, d'une part, réduit peu à peu l'importance de la situation, comme cause de la rente différentielle: il se crée des marchés locaux, de nouveaux moyens de communication et de transport. Mais le même progrès augmente d'autre part la différence entre les situations locales des terres, parce qu'il sépare l'agriculture de la manufacture, constitue de grands centres, isole, par contre, certaines régions.

Mais, pour le moment, nous laisserons de côté la situation et ne nous occuperons que de la fertilité naturelle. Abstraction faite des éléments climatiques, etc., la différence dans la fertilité naturelle provient de la différence dans la composition chimique de la couche supérieure du sol, c'est-à-dire dans sa richesse en matières nutritives pour les plantes. Si nous supposons la même composition chimique et, par suite, une même fertilité naturelle de deux terrains différents, la fertilité réelle, effective, variera suivant que les matières nutritives se trouvent sous une forme plus ou moins directement assimilable, et donc utilisable, pour les plantes. Le développement soit chimique, soit mécanique de l'agriculture déterminera donc le degré auquel la même fertilité naturelle sera rendue directement disponible dans des terres à égale fertilité naturelle. Bien que propriété objective du sol, la fertilité est donc toujours dans un certain rapport avec le développement chimique et mécanique de l'agriculture; elle varie donc suivant ce développement. Les moyens chimiques (tels que l'emploi d'engrais liquides pour les lourdes terres argileuses, l'écobuage) ou bien les moyens mécaniques (tels que l'emploi de charrues spéciales pour les terres lourdes) peuvent faire disparaître les obstacles qui mettent de l'inégalité dans le rendement de terres en fait également fertiles. (Le drainage entre aussi dans cette rubrique.) Le même résultat peut aussi être obtenu par des modifications artificielles de la composition du sol, ou

par de simples changements dans les méthodes de culture. Enfin le même résultat peut être atteint par le changement apporté dans la hiérarchie des terrains, du fait de leurs différences de sous-sol, dès que celui-ci se trouve mélangé à la couche arable. Ce changement suppose en partie l'application de nouvelles méthodes de culture (fourrages, par exemple), en partie des moyens mécaniques transformant le sous-sol en sol de surface, ou bien le mélangeant avec la couche supérieure sans cependant le faire remonter à la surface.

Pour la fertilité économique du sol, le degré de la force productive du travail -- c'est-à-dire, ici, la faculté de rendre immédiatement exploitable la fertilité naturelle -- est donc au même titre un facteur de la soi-disant fertilité naturelle du sol que la composition chimique de celui-ci et ses autres propriétés naturelles. Mais cette faculté est différente selon les différents degrés de développement.

Nous supposons donc que l'agriculture en est à un certain degré donné de développement. Nous supposons en outre que la hiérarchie des terrains s'entend sur la base de ce degré de développement [1]. La rente différentielle peut suivre alors une gradation ascendante ou descendante.

Supposons 4 espèces de terrains: A, B, C, D. Supposons en outre que le prix d'un quintal de blé soit de 60 francs. Comme la rente n'est qu'une rente différentielle, ce prix équivaut, pour le terrain le plus mauvais, aux frais de production (c'est-à-dire au capital consommé, augmenté du profit moyen).

Mettons que A représente le terrain le plus mauvais et produise, pour une dépense de 50 francs, 1 quintal, soit 60 francs; ce sera donc un profit de 10 francs, soit 20 %.

Pour la même dépense, admettons que B produise 2 quintaux, soit 120 francs. Cela équivaudrait à un profit de 70 francs donc à un sur-profit de 60 francs.

Toujours pour la même dépense, C donnera, disons: 3 quintaux = 180 francs. Profit total: 130 francs; sur-profit : 120 francs.

Enfin D donnera, disons: 4 quintaux = 240 francs = 180 fr. de surproduit.

Nous aurions alors la série suivante

[1] Marx dit littéralement: « Que la hiérarchie des terrains est calculée d'après ce degré de développement. » Il veut dire que, par exemple, un sol de troisième classe appartient à cette troisième catégorie (est donc moins fertile qu'un sol de deuxième classe, et par conséquent moins fertile encore qu'un sol de première classe), parce que, dans l'état donné de l'agriculture, celle-ci ne sait en tirer qu'une quantité de produits moins considérable, ce qui peut se modifier avec tout changement des méthodes de travail aboutissant par conséquent à un renversement dans la hiérarchie des terrains. - J. B.

Tableau 1

Terrains	Produit		Capital avancé	Profit		Rente	
	Qtx	Fr.		Qtx	Fr	Qtx	Fr
A…….	1	60	50	1/6	10		
B……	2	120	50	1 1/6	70	1	60
C…….	3	180	50	2 1/6	130	2	120
D……	4	240	50	3 1/9	190	3	180
Totaux	10	600				6	360

La rente a été: pour D, la différence entre D et A ; pour C, la différence entre C et A ; pour B, la différence entre B et A ; et la rente totale pour B, C, D est égale à la somme de ces différences.

L'état de l'agriculture, dont résultent ces rentes, peut avoir pris naissance de diverses manières. Soit par série descendante, de D à A, ce qui suppose qu'on a défriché des terrains de moins en moins fertiles; soit en série ascendante, de A à D ; soit enfin alternativement, de façon tantôt descendante, tantôt ascendante.

Dans la série ascendante, les choses se sont passées comme suit: Le prix monte graduellement et passe par exemple de 15 à 60 francs. Dès que les 4 quintaux produits par D (ou les 4 millions de quintaux, si l'on veut) ne suffisaient plus, le prix du blé est monté à tel point que C a dû fournir l'appoint qui manquait. En d'autres termes, le prix a dû monter à 20 francs le quintal. Dès que le prix du blé est monté à 30 francs ou à 60 francs, B et A purent successivement être mis en exploitation, sans que le capital engagé eût à se contenter d'un taux de profit inférieur à 20 %. Il s'est ainsi formé, pour D, d'abord une rente de 5 francs par quintal, soit 20 francs pour les 4 quintaux produits, puis de 15 francs par quintal, soit 60 francs, enfin de 45 francs par quintal, soit 180 francs pour 4 quintaux.

Si le taux de profit de D était aussi, primitivement, de 20 %, le profit total pour les 4 quintaux n'était également que de 10 francs; mais cela représentait une plus grande quantité de blé à 15 francs qu'à 60 francs. Mais comme le blé entre dans la reproduction de la force de travail et qu'une partie de chaque quintal doit remplacer du salaire, et l'autre partie du capital constant, la plus-value, dans cette hypothèse et toutes circonstances égales d'ailleurs, était plus grande, et par suite le taux de profit était également plus grand.

Si au contraire la série a été inverse et que le procès ait commencé par A, le prix du quintal est d'abord monté au-dessus de 60 francs, dès que de nouvelles terres ont été mises en exploitation ; B fournissant ensuite l'appoint nécessaire de 2 quintaux, le prix est redescendu à 60 francs, parce que B, produisant le quintal à 30 francs, le vendait 60 francs et que son apport ne suffisait qu'à couvrir la demande. Il s'est aussi constitué une rente de 60 francs, d'abord pour B, puis pour C et D ; à condition, toutefois, que le prix du marché, bien que C et D fournissent le quintal à 20 ou 15 francs de valeur réelle, restât de 60 francs, l'unique quintal fourni par A étant toujours nécessaire pour satisfaire à la totalité des besoins. Dans ce cas, l'excédent de la demande sur le besoin satisfait d'abord par A et B, n'aurait pas eu pour effet de rendre

successivement possible la mise en culture de B, C, D, mais d'étendre simplement le champ de défrichement et de n'y faire entrer que plus tard les terres les plus fertiles.

Dans la première série, la hausse du prix s'accompagnerait d'une augmentation de la rente et d'une diminution du taux du profit. Cette diminution pourrait être supprmée, en totalité ou en partie, par des influences contraires. Nous aurons à revenir . sur ce point. Il ne faut pas oublier que la détermination du taux de profit général ne se fait pas également dans *toutes* les sphères de production. Ce n'est pas le profit agricole qui détermine le profit industriel, mais inversement. Mais nous en reparlerons plus loin.

Dans la seconde série, le taux de profit ne changerait pas pour le capital engagé; la masse du profit serait représentée par une quantité moindre de blé; mais le prix relatif du blé, par rapport à celui des autres marchandises, aurait monté. Et l'accroissement éventuel du prix, au lieu de tomber dans la poche du fermier et de figurer comme profit croissant, prendrait la forme de rente. Dans l'hypothèse donnée, le prix du blé resterait le même.

Mais faisons maintenant les suppositions suivantes: le besoin en blé passe de 10 à 17 quintaux; le mauvais terrain A est remplacé par un autre terrain A qui, avec les frais de production de 60 francs (50 francs de frais, plus 10 francs pour 20 % de profit), fournit 1 quintal 1 /3, soit un prix de production de 45 francs; ou bien le terrain A, cultivé plus rationnellement, s'est amélioré ou produit davantage avec les mêmes frais, en sorte que, pour le même capital avancé, le produit s'élève à 1 quintal 1/3. Enfin les terrains B, C, D, fournissent le même produit, mais interviennent de nouveaux terrains, A', d'une fertilité intermédiaire entre A et B, puis B' et B", d'une fertilité intermédiaire entre B et C; dans cette hypothèse, il se produirait les faits suivants:

1°- Le prix de production du quintal de blé ou son prix marchand régulateur serait tombé de 60 francs à 45 francs, soit une baisse de 25 %.

2°- On aurait passé simultanément des terres plus fertiles aux terres moins fertiles, et inversement des terres moins fertiles aux terres plus fertiles. Autrement dit, la série se serait opérée par croisement.

3°- La rente, pour B, aurait baissé; de même la rente pour C et D ; mais la quantité totale aurait passé de 6 quintaux à 7 quintaux 2/3 ; la masse des terres cultivées et productives de rente aurait augmenté, et la masse du produit aurait passé de 10 à 17 quintaux. Constant pour A, le profit, exprimé en blé, se serait accru; mais le taux de profit aurait pu monter en même temps que la plus-value relative. Dans ce cas, par suite du meilleur marché des aliments, le salaire, donc l'avance de capital variable, et donc également l'avance totale, auraient baissé. En argent, la rente totale serait tombée de 360 à 345 francs.

Et nous aurions alors le tableau ci-après:

Tableau 2

Terrains	Produit		Capital avancé	Profit		Rente		Prix de production par quintal Fr.
	Qtx	Fr.		Qtx	Fr	Qtx	Fr	
A…….	1 1/3	60	50	2/9	10			45
A'……	1 2/3	75	50	5/9	25	1/3	15	36
B…….	2	90	50	8/9	40	2/3	30	30
B'……	2 1/3	105	50	1 2/9	55	1	45	25 2/7
B"…..	2 2/3	120	50	1 5/9	70	1 1/3	60	22 1/2
C…….	3	135	50	1 8/9	85	1 2/3	75	20
D…….	4	180	50	2 8/9	130	2 2/3	120	15
Totaux	17					7 2/3	345	

Enfin, si l'on n'avait cultivé que les terrains A, B, C, D, mais que le rendement en eût été augmenté de telle façon que:

A, au lieu de 1 quintal, produise 2 quintaux, C, au lieu de 3, 7 quintaux;
B, au lieu de 2 quintaux, produise 4 quintaux, D, au lieu de 4, 10 quintaux,

la production totale aurait passé de 10 à 23 quintaux. En admettant que, par suite de l'accroissement de la population et de la baisse des prix, la demande absorbe ces 23 quintaux, nous aurions:

Tableau 3

Terrains	Produit		Capital avancé	Prix du produit par quintal	Profit		Rente	
	Qtx	Fr.			Qtx	Fr	Qtx	Fr
A	2	60	50	30	1/3	10		
B	4	120	50	15	2 1/3	70	2	60
C.	7	210	50	8 4/7	5 1/3	160	5	150
D	10	300	50	6	8 1/3	250	8	240
Totaux	23						15	450

De même que dans les autres tableaux, ces chiffres sont arbitraires, mais nos suppositions n'en sont pas moins rationnelles. Notre première et principale hypothèse suppose que les perfectionnements introduits dans l'agriculture n'agissent pas également sur les différentes espèces de terrains, mais davantage sur C et D que sur A et B. L'expérience a démontré qu'il en est d'ordinaire ainsi, bien que le cas contraire puisse se présenter. Si les perfectionnements agissaient plus fortement sur le mauvais terrain que sur l'autre, la rente, pour ce dernier, aurait baissé au lieu de monter.

Notre seconde hypothèse, c'est que l'accroissement du besoin total va de pair avec l'accroissement du produit total.

Les 3 tableaux ci-dessus peuvent être considérés soit comme l'expression d'un certain état de choses existant parallèlement dans 3 pays différents, soit comme périodes successives du développement dans un seul et même pays.

La comparaison des 3 tableaux montre la fausseté d'une hypothèse répandue chez nombre d'auteurs (entre autres Malthus et Ricardo) et selon laquelle la rente différentielle supposerait toujours progression du meilleur terrain au plus mauvais, c'est-à-dire productivité décroissante de l'agriculture. C'est l'inégalité des terrains qui est bien plutôt la condition de la rente différentielle. Le prix de production du terrain le plus mauvais et ne donnant pas de rente, est toujours le prix marchand régulateur. (C'est seulement lorsque les terrains meilleurs produisent au delà des besoins que le prix de production de terrain le plus mauvais cesse d'être régulateur.) Si une différence de cette sorte se trouve donnée dans la fertilité naturelle des divers terrains (abstraction faite, ici, de la situation), c'est de cette différence que résulte la rente différentielle. Elle résulte donc de l'étendue limitée des terrains les meilleurs et du fait que des capitaux identiques doivent être placés dans des terrains qui ne le sont pas et rapportent un produit inégal pour des capitaux égaux. Elle peut tout aussi bien résulter de la progression du meilleur terrain au plus mauvais, de même qu'inversement du plus mauvais au meilleur, ou encore du croisement alternatif de l'une et de l'autre progression. Selon son mode de formation, la rente différentielle peut apparaître avec des prix agricoles invariables, tout aussi bien qu'en cas de hausse ou de baisse affectant ces prix. La production et la rente totale peuvent monter en cas de baisse des prix et la rente apparaître pour des terrains qui n'en produisaient pas jusqu'alors, bien que le terrain le plus mauvais, A, soit remplacé par un meilleur, ou bien devenu lui-même meilleur, et bien que la rente baisse alors pour les autres terrains, moins mauvais, et même pour le meilleur de tous; ce phénomène peut aussi être accompagné d'une baisse de la rente totale (en argent). Enfin, avec la baisse des prix, baisse due à un perfectionnement général de l'agriculture, amenant la diminution du prix de production sur le terrain le plus mauvais, la rente peut rester la même ou bien baisser, pour une partie des terrains meilleurs, mais cependant grandir pour le meilleur d'entre tous.

V. Deuxième forme de la rente différentielle [1]

Retour à la table des matières

Jusqu'ici nous avons considéré la rente différentielle comme le résultat de la productivité différente d'égales mises de capital en des terrains d'égale superficie, si bien que toute nouvelle mise de fonds correspondait à une culture plus extensive du sol, à un agrandissement de la superficie cultivée. Y aura-t-il quelque chose de changé quand les masses de capital de productivités différentes seront placées successivement sur le même terrain?

En tout cas, dans la deuxième méthode, il y aura des difficultés en ce qui concerne la transformation du sur-profit en rente, c'est-à-dire pour le transfert des sur-profits du fermier capitaliste au propriétaire du sol. La rente est en effet fixée le jour où les

[1] T. III, II" partie, chaI'. 40.

terres se louent; et tant que dure le contrat, le sur-profit tombe dans la poche du fermier. Aussi les fermiers s'efforcent-ils d'avoir des contrats à long terme, tandis que les landlords (en Angleterre) usent de toute leur puissance pour multiplier les baux résiliables chaque année. Si donc la formation des sur-profits n'est modifiée en rien du fait que des capitaux sont placés en même temps avec des résultats inégaux sur des superficies égales, ou successivement avec les mêmes résultats sur le même terrain, il y a cependant une différence considérable en ce qui concerne la transformation des sur-profits en rente foncière.

En ce qui concerne la rente différentielle II, il nous faut maintenant insister sur les points suivants:

1°- Elle a pour base et pour point de départ la rente différentielle I, c'est-à-dire la culture simultanée de terrains différents par la situation et la fertilité.

Au point de vue historique, cela va de soi. Dans les colonies, les colons n'ont à engager que peu de capital. Chaque chef de famille essaie, à côté des autres colons, de constituer pour lui et les siens un champ d'occupation indépendant. Même avant le mode de production capitaliste, il a dû en être ainsi dans l'agriculture proprement dite. Pour le pâturage des moutons et l'élevage en général, envisagés comme des branches de production indépendantes, l'exploitation se fait plus ou moins en commun et est extensive par définition. Le mode de production capitaliste procède de modes antérieurs où les moyens de production étaient, en fait ou en droit, la propriété de l'exploitant, bref où l'agriculture n'était qu'un simple métier. Ce n'est que peu à peu que s'établit la concentration des moyens de production et leur transformation en capital vis-à-vis des agriculteurs transformés en salariés. C'est par le pacage et l'élevage que le mode de, production capitaliste débute ici (dans l'agriculture) de façon caractéristique; il se continue ensuite, non par la concentration du capital sur une superficie relativement moindre, mais par la production sur une plus grande échelle, de manière à économiser sur l'emploi des chevaux et des autres moyens de production. Les lois naturelles de l'agriculture veulent en outre qu'avec un certain développement de la culture et l'épuisement correspondant du sol, le capital, -- c'est-à-dire, ici, l'ensemble des moyens de production déjà produits, -- soit l'élément décisif. Tant que la terre cultivée ne comprend qu'une petite superficie relativement à la terre non cultivée, et que la force du sol n'est pas encore épuisée (ce qui est le cas tant qu'il y a prédominance de l'élevage et de la nourriture carnée), le nouveau mode s'oppose à l'exploitation par le paysan, spécialement du fait de la superficie cultivée pour le compte *d'un seul* capitaliste, et donc par l'utilisation extensive du capital pour des superficies considérables. Ce qu'il faut retenir tout d'abord, c'est que la rente différentielle I est la base historique qui sert de point de départ. De même, toute modification de la rente différentielle II suppose également la rente différentielle I.

2°- A la différence de fertilité s'ajoutent, dans la rente différentielle II, les différences dans la répartition du capital (et de la capacité de crédit) entre les fermiers. Dans la manufacture il se constitue bientôt, pour chaque branche d'industrie, un minimum d'affaires avec un minimum de capital, au-dessous duquel aucune affaire ne saurait donner un rendement. Il se constitue également, dans chaque branche d'industrie, un capital normal moyen supérieur à ce minimum et qui doit être et est réellement à la disposition des producteurs. Tout ce qui dépasse ce capital peut donner un profit supplémentaire; tout ce qui lui est inférieur n'arrive pas au profit moyen. Le mode de production capitaliste n'accapare que lentement et inégalement l'agriculture, comme on peut le constater en Angleterre, pays classique du capitalisme

appliqué à la culture du sol. Tant que l'importation du blé n'est pas libre ou que son peu d'étendue ne lui donne qu'une importance minime, le prix du marché est réglé par les producteurs qui exploitent les terrains les moins bons et travaillent dans des conditions moins favorables que les conditions moyennes. Ils ont entre les mains une grande partie du capital total mis à la disposition de l'agriculture.

Il est exact que le paysan, par exemple, consacre beaucoup de travail à sa petite parcelle. Mais ce travail est isolé et ne possède plus les conditions objectives, soit sociales soit matérielles, de la productivité. De ce fait les véritables fermiers capitalistes sont à même de s'approprier une partie du sur-profit; cela n'existerait plus si le mode de production capitaliste était développé aussi également dans l'agriculture que dans l'industrie.

Bornons-nous à considérer d'abord la formation du profit dans la rente différentielle II, sans nous préoccuper des conditions qui peuvent régler la transformation du surproduit en rente foncière.

De toute évidence la rente différentielle II n'est alors qu'une autre expression de la rente différentielle I, avec laquelle elle se confond en réalité. La fertilité différente des terrains différents n'agit, dans la rente différentielle I, qu'autant qu'elle fait que des capitaux égaux ou inégaux donnent des résultats et des produits inégaux. Que cette inégalité se produise pour des capitaux différents travaillant successivement sur le même terrain ou sur des terrains de qualité différente, cela ne change rien à la différence de leur fertilité ou de leur produit, ni par conséquent à la formation de la rente différentielle pour les parties de capital mieux placées.

Nous en arrivons maintenant à une différence essentielle entre les deux formes de la rente différentielle.

Le prix de production restant le même, ainsi que les différences de fertilité des terrains, il peut y avoir dans la rente différentielle I accroissement de la rente moyenne par hectare ou du taux moyen pour le capital. Mais le véritable montant de la rente, calculé par hectare ou sur le capital, reste le même.

Dans la même hypothèse, le montant de la rente peut au contraire s'accroître, bien que le *taux* de la rente reste le même pour le capital avancé.

Supposons que la production soit doublée du fait que, sur chacune des 4 sortes de terrains, on place 100 francs, au lieu de 50, soit donc un placement total de 400 francs, au lieu de 200, la fertilité relative restant la même. C'est exactement comme si, les frais ne changeant pas, on cultivait 2 fois autant d'hectares de chaque terrain. Le taux du profit resterait le même, ainsi que son rapport au sur-profit ou à la rente. Le profit aurait doublé pour les 4 catégories de terrains et la rente se serait accrue dans les mêmes proportions. Et de même la rente-argent aurait doublé par hectare, et par conséquent le prix du sol, dans lequel se capitalise cette rente-argent. Ainsi calculé, le montant de la rente en blé et de la rente en argent augmente, et par conséquent le prix du sol, parce que la mesure qui sert de norme, l'hectare, est un terrain de grandeur constante. Mais calculé comme *taux* de rente par rapport au capital avancé, il ne s'est produit aucun changement.

Le même résultat, -- augmentation de la rente et hausse du prix du sol, -- peut se produire s'il y a diminution du taux des sur-profits (et par conséquent de la rente). Si

les secondes mises de fonds de 50 francs n'avaient pas doublé le produit, le taux du sur-profit serait plus petit qu'auparavant. Car le capital double donnerait moins du produit double. Néanmoins, la somme du profit *par hectare*, exprimée en blé et en argent, aurait grandi. Et le prix du sol à l'hectare, monterait donc également.

La rente différentielle II peut présenter les combinaisons suivantes.

a) Premier cas: le prix de production est constant

Retour à la table des matières

Dans l'hypothèse des prix de production constants, les nouvelles mises de fonds peuvent être faites, avec une productivité égale, croissante ou décroissante, sur les terrains les meilleurs en partant de B. Dans notre hypothèse, cela ne pourrait avoir lieu pour A que si la productivité restait la même et qu'il n'y eût donc pas de production de rente, ou si la productivité augmentait; dans ce dernier cas, une partie du capital placé en A produirait de la rente, et l'autre n'en produirait pas. Dans tous ces cas, le surproduit et le sur-profit correspondant croissent par hectare, et aussi par conséquent la rente en blé et en argent. Dans ces conditions, le montant de la rente, évalué à l'hectare, ne s'accroît donc que parce qu'il y a augmentation du capital.

Ce phénomène est particulier à la rente différentielle II et la distingue de la rente différentielle I. Si les nouvelles mises de fonds additionnelles, au lieu d'avoir été faites successivement sur le même terrain, l'avaient été simultanément sur de nouveaux terrains de qualité correspondante, la masse de la rente totale se serait accrue et avec elle la rente moyenne de toute la superficie cultivée, mais non le montant de la rente par hectare. Avec la masse constante et la même valeur de la production totale et du sur-profit, la concentration du capital sur une superficie moindre développe le montant de la rente par hectare, alors que l'éparpillement ne produirait pas le même effet, toutes circonstances égales d'ailleurs. L'accroissement de la rente évaluée à l'hectare va donc de front avec le développement du mode de production capitaliste et la concentration du capital sur le même terrain. Pour deux pays où les prix de production et les différences de terrains seraient identiques, où la même quantité de capital serait engagée, dans l'un sous forme de placements successifs, dans l'autre sous forme de placements simultanés sur de plus vastes étendues, la rente par hectare et par conséquent le prix de la terre, seraient plus élevés pour le premier que pour le second, bien que la masse de la rente fût la même dans les deux pays[1],

[1] Note de Marx: Lorsque nous parlons ici de surproduit, il faut toujours entendre par là la partie du produit représentant le sur-profit. Ailleurs, ce que nous entendons par sur-produit, c'est la partie du produit représentant la plus-value totale ou même, dans certains cas, celle qui représente le profit moyen. Le sens particulier conféré à ce mot dans le cas du capital producteur de rente donne lieu à des malentendus.

b) Deuxième cas : le prix de production diminue [1]

Retour à la table des matières

1°- La productivité du capital additionnel reste constante.

Dans ces conditions, le prix régulateur ne peut baisser si la fertilité du plus mauvais terrain augmente, c'est-à-dire, par conséquent, -- puisque nous avons supposé que les différences de fertilité des divers terrains restent constantes, -- lorsque, au lieu du terrain A, un autre terrain, meilleur, est mis en culture, tandis que le terrain A cesse d'être cultivé, le produit du terrain plus favorable suffisant à couvrir les besoins.

On fait ici la même constatation, déjà exposée dans le premier cas, à savoir que la rente peut grandir par suite de mises de fonds additionnelles.

2°- La productivité des capitaux additionnels baisse.

Dans ce cas également le prix de production ne peut baisser que si, par les mises de fonds appliquées aux terrains meilleurs que A, le produit de ce dernier devient superflu. Nous avons déjà montré que les rentes en blé et en argent peuvent, dans ces circonstances, grandir, diminuer ou demeurer identiques.

3°- La productivité des capitaux additionnels augmente.

Dans ce cas le capital additionnel peut aussi bien, selon les circonstances, être placé en A que dans les terrains les meilleurs.

c) Troisième cas: le prix de production augmente

Retour à la table des matières

(Ce cas, dans le manuscrit, n'était pas traité par Marx. Seul le titre y figurait. *Friedrich Engels* a comblé cette lacune par une série de tableaux et, de l'ensemble de l'étude concernant la rente différentielle II, tiré les conclusions générales suivantes.)

Résultat général [2]

[Ce qui est déterminant pour la rente, ce ne sont pas les rendements absolus, mais uniquement les *différences* de rendement. Que les différentes espèces de terrains rapportent 1, 2, 3, 4, 5 quintaux ou qu'elles en rapportent 11, 12, 13, 14, 15 à l'hectare,

---

1 T. III, II- partie, chap. 42.

2 A partir d'ici, t. III, II- partie, chap. 43.

les rentes sont, dans les 2 cas et selon leur ordre, 0, 1, 2, 3, 4 quintaux, ou encore le rapport argent de ces quintaux.

Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est le résultat par rapport à la somme totale des rendements en rentes, quand on fait un nouveau placement dans le même terrain.

Dans la grande majorité de tous les cas ici possibles, la rente monte, aussi bien par hectare du terrain productif de rente que notamment dans sa somme totale. C'est seulement si le terrain le moins bon, qui jusque-là ne donnait pas de rente, cesse d'être cultivé et est remplacé par le terrain immédiatement supérieur que la somme totale ne change pas. Mais même dans ces cas, les rentes montent pour les meilleurs terrains par rapport aux rentes dues au premier placement de capital.

La somme de la rente ne pourrait tomber au-dessous de ce qu'elle est dans le premier placement de capital que si, en plus du terrain A, le terrain B cessait d'être cultivé et que le terrain C devînt régulateur et improductif de rente.

Ainsi, plus est considérable le capital placé dans le sol; plus est grand, dans un pays, le développement de l'agriculture et de la civilisation en général, et plus s'élèvent aussi bien les rentes par hectare que la somme totale des rentes; plus donc devient gigantesque le tribut que la société paie, sous forme de sur-profit, aux grands propriétaires fonciers -- tant que toutes les catégories de terrains, une fois mises en culture, restent concurrentes.

Cette loi nous indique pourquoi la classe des propriétaires fonciers fait preuve d'une si prodigieuse, d'une si tenace vitalité. II n'est pas de classe sociale qui vive avec une telle prodigalité, qui revendique, comme elle, le droit à un luxe traditionnel et « conforme à son rang », sans se préoccuper d'où vient l'argent, ou qui, d'un cœur aussi léger, accumule les dettes. Et malgré tout elle retombe toujours sur ses pieds, -- grâce au capital qui, placé par d'autres dans la terre, lui rapporte des rentes en disproportion absolue avec les profits que le capitaliste tire de son capital.

Mais cette loi nous explique également pourquoi cette vitalité du grand propriétaire foncier s'épuise cependant peu à peu.

Lorsque en 1846 les droits sur les blés furent supprimés en Angleterre, les fabricants anglais, par cette mesure, s'imaginèrent avoir transformé en mendiants les aristocrates propriétaires fonciers. Au lieu de cela, l'aristocratie foncière devint plus riche que jamais. Comment cela se fit-il? Très simplement. On imposa d'abord, par contrat, aux fermiers de dépenser annuellement non pas 8, mais 12 livres sterling à l'arpent [1]; ensuite, les propriétaires fonciers, très nombreux même à la Chambre des Communes, s'octroyèrent une forte subvention de l'État pour le drainage et les autres améliorations permanentes de leurs terres. Comme on ne renonça jamais totalement au terrain le plus mauvais et qu'on l'employa tout au plus et provisoirement à d'autres buts, les rentes montèrent en raison de l'accroissement du capital engagé, et l'aristocratie foncière se trouva dans une situation meilleure que jamais.

Mais tout passe. Les vapeurs transatlantiques, les chemins de fer des deux Amériques et des Indes mirent des régions toutes particulières à même d'intervenir dans la

[1] Dans le texte, « acre » anglais = environ 40 a. 1/2.

concurrence sur le marché européen. Il fallut compter avec les prairies de l'Amérique du Nord, avec les pampas de la République Argentine, steppes que la nature avait préparées elle-même pour la charrue, terres vierges qui, durant des années, avec une culture primitive, donnaient des rendements abondants. Il fallut compter avec les terres des communautés communistes russes et hindoues, forcées de vendre une part sans cesse croissante de leur production, afin de se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts que le despotisme impitoyable de l'État leur extorquait – assez souvent par la torture. Ces produits se vendaient sans qu'il fût tenu compte des frais de production, au prix que le marchand en offrait, parce que le paysan avait absolument besoin d'argent pour le jour de l'échéance. Et contre cette concurrence, -- des terres vierges des steppes ou du paysan russe ou hindou écrasé sous l'impôt, -- le fermier et le paysan d'Europe étaient impuissants. Une partie des terres de l'Europe fut définitivement éliminée de la concurrence, en ce qui concerne la culture du blé, et les rentes baissèrent partout. De là les lamentations des agrariens, de l'Écosse à l'Italie et du Midi de la France à la Prusse orientale. Heureusement, toutes les steppes n'ont pas encore été mises en culture; il en reste encore assez pour ruiner toute la grande propriété foncière de l'Europe et la petite par-dessus le marché [1].]

VI. La rente foncière absolue

Retour à la table des matières

Dans l'analyse de la rente différentielle, nous sommes partis de l'hypothèse que le plus mauvais terrain ne se donne pas de rente foncière. Il faut remarquer, tout d'abord, que la loi de la rente différentielle (c'est-à-dire sa hausse, sa baisse, etc.) est absolument indépendante du bien-fondé ou de l'inexactitude de cette hypothèse. Pour la différence entre le produit du terrain le plus mauvais et celui du terrain le meilleur, il est indifférent que le prix payé, par exemple, pour la totalité des céréales ne remplace que les frais de production, augmentés du profit moyen du plus mauvais d'entre les terrains cultivés, ou bien que ce prix rapporte un certain excédent, autrement dit que le terrain le plus mauvais soit producteur de rente. La loi de la rente différentielle n'est donc pas liée au résultat de l'étude ci-dessous.

Si le prix marchand du produit agricole est assez élevé pour que l'avance supplémentaire de capital, placée dans la catégorie de terrains A, rapporte au capitaliste le profit moyen habituel, cette condition suffit pour que le capitaliste place de nouveaux capitaux dans le terrain A.

Mais de l'hypothèse que le fermier, tout en n'ayant pas de rente à payer, peut placer du capital en A conformément aux conditions moyennes de la mise en valeur, nous ne pouvons pas tirer la conclusion que le fermier dispose, sans plus, de ce terrain. Le fait que le fermier pourrait, s'il ne payait pas de rente, tirer de son capital le profit habituel, ne suffit pas pour déterminer le propriétaire foncier à lui concéder son

[1] Les passages entre crochets sont de Friedrich Engels.

terrain gratuitement. Dans un pays de production capitaliste il ne peut y avoir de capital placé dans la terre, sans paiement de rente, que dans le cas où l'effet de la propriété foncière -- en tant que limite apportée au libre placement des capitaux -- est suspendu, sinon en droit, du moins en fait, ce qui ne peut avoir lieu que dans des conditions déterminées et, de par leur nature, accidentelles.

1°- Lorsque le capitaliste est lui-même propriétaire foncier. Dès que le prix est devenu suffisant pour lui permettre de retirer du terrain A le prix de production, c'est-à-dire le remplacement du capital plus le profit moyen, il peut, dans ce cas, exploiter lui-même ses terres.

2°- Dans l'ensemble d'une propriété affermée, il peut y avoir des terrains qui, étant donné le prix du marché, ne rapportent pas de rente et sont en somme affermés à titre gratuit, bien que le propriétaire, qui envisage la rente totale et non pas la rente de telle ou telle parcelle, ne l'entende pas de la sorte.

3°- Un fermier peut placer du capital additionnel dans le même domaine, bien que, vu les prix existants, le produit supplémentaire ne lui rapporte que le profit habituel, sans toutefois lui permettre de payer une rente supplémentaire. Une partie de son capital placé en terres paie ainsi de la rente foncière, l'autre n'en paie pas.

Tous ces cas exceptionnels, pourtant, ne résolvent pas le problème, que nous pouvons formuler simplement comme suit: Supposons que le prix du blé (lequel nous sert ici de produit agricole type) soit suffisant pour permettre de mettre en culture d'autres parcelles de la catégorie A et de retirer du capital ainsi nouvellement engagé le prix de production du produit (c'est-à-dire le remplacement du capital plus le profit moyen). Serait-ce suffisant? Le placement du capital en question peut-il dès lors avoir réellement lieu? Ou bien le prix du marché devrait-il monter jusqu'à ce que le terrain le plus mauvais rapporte de la rente? La rente du terrain A ne serait pas alors la simple *conséquence* de la hausse du prix du blé; tout au contraire, le fait que le terrain le plus mauvais doit rapporter de la rente pour qu'il puisse être mis en culture serait la *cause* de la hausse du prix du blé.

La rente différentielle a ceci de particulier que le propriétaire foncier ne fait qu'empocher le surproduit que le fermier empocherait et qu'il empoche en effet, dans certaines conditions, pendant la durée de son bail. La propriété foncière permet simplement de transférer du capitaliste au propriétaire foncier une partie du prix, le sur-profit, pour l'existence duquel le propriétaire n'a rien fait. Mais la propriété foncière n'est pas ici la cause qui crée cet élément du prix (ou la hausse de prix correspondante). Par contre, si la catégorie A -- bien que sa mise en culture dût rapporter le prix de production -- ne peut être cultivée qu'au moment où elle donnerait un excédent sur ce prix de production, une rente, c'est la propriété foncière qui est la raison créatrice de *cette* hausse de prix. *C'est la propriété foncière qui a produit elle-même de la rente.*

Lorsque -- toujours en supposant le prix du blé réglé par le prix de production -- nous disons que la catégorie A ne paie pas de rente, nous prenons le mot rente au sens strict du terme. Si le fermage payé par le fermier est déduit soit du salaire normal des ouvriers, soit de son propre profit moyen, le fermier ne paie pas de rente. Nous l'avons déjà fait remarquer, cela se pratique journellement. Dans tous les cas, il n'y a pourtant point paiement de rente proprement dite, bien qu'il y ait paiement d'un

fermage. Or nous devons justement examiner ici le cas normal (en production capitaliste) où rente et fermage se confondent.

Le cas des *colonies* nous serait encore d'un moindre secours. Ce qui donne à ces dernières leur caractère de colonies -- ce n'est pas seulement la masse des terrains fertiles encore en friche naturelle. C'est bien plutôt le fait que ces terrains *n'ont pas encore été appropriés* par qui que ce soit. Ce qui fait l'énorme différence entre les vieux pays et les colonies, c'est, dans la mesure où la terre entre en ligne de compte, la non-existence, en droit ou en fait, de la propriété foncière. Peu importe que les colons s'approprient directement le sol ou qu'ils l'obtiennent de l'État en payant un prix normal, qui n'est en somme qu'une redevance pour un titre juridique de propriété. Peu importe également que des colons plus anciens soient propriétaires juridiques du sol. En fait, la propriété foncière n'impose ici aucune limite au placement du capital ou à l'emploi du travail sans capital; bien que les colons anciens aient pris possession d'une partie du sol, les nouveaux venus peuvent toujours trouver du terrain où faire valoir leur capital ou leur travail. Quand il s'agit donc de rechercher comment la propriété foncière influe sur les prix des produits du sol et sur la rente, c'est une absurdité que de parler de libres colonies bourgeoises, où l'on ne trouve ni le mode de production capitaliste en agriculture, ni la forme de propriété foncière qui y correspond, où, bien plus, cette dernière se trouve en fait absolument inexistante.

La simple propriété juridique du sol ne procure pas de rente foncière au propriétaire. Mais elle lui confère la faculté de soustraire sa terre à l'exploitation jusqu'à ce que la situation économique lui permette de la mettre en valeur, de manière à en tirer profit. Il y a donc, ainsi que Fourrier l'a déjà signalé, ce fait caractéristique que, dans tous les pays civilisés, une partie relativement considérable du sol est toujours soustraite à la culture.

Supposons que, pour satisfaire la demande, il faille défricher de nouvelles terres, disons: des terrains moins fertiles que les terres déjà cultivées. Le propriétaire les louera-t-il à titre gracieux, parce que le prix du produit agricole a monté suffisamment pour que le capital placé dans ce terrain paie au fermier le prix de production, et par conséquent le profit ordinaire? Non pas. Il ne loue que contre fermage. Le prix du marché doit donc dépasser le prix de production, en sorte qu'une rente puisse être payée au propriétaire. Comme, d'après notre hypothèse, la propriété foncière ne rapporte rien si elle n'est pas louée, la moindre hausse du prix du marché au delà du prix de production, suffit pour jeter sur le marché le nouveau terrain de la catégorie la plus mauvaise.

La question qui se pose alors est la suivante: Pouvons-nous conclure de la rente foncière donnée par le terrain le plus mauvais et ne découlant pas d'une différence de fertilité, que le prix du produit agricole est nécessairement un prix monopole dans le sens ordinaire du mot, ou un prix où la rente entre comme ferait un impôt qui ne serait pas perçu par l'État, mais par le propriétaire foncier? Il s'agit de savoir si la rente, rapportée par le terrain le plus mauvais, entre dans le prix de son produit, comme l'impôt entre dans la valeur d'une marchandise imposée, c'est-à-dire comme élément indépendant de la valeur.

Nous avons vu que le prix de production des marchandises n'est pas du tout identique à leur valeur, mais qu'au contraire le prix d'une marchandise peut être inférieur ou supérieur à sa valeur et que la coïncidence n'est que l'exception. Le fait que les produits agricoles sont vendus au-dessus de leur prix de production ne prouve

donc nullement qu'ils soient également vendus au-dessus de leur valeur. Il est possible que les produits agricoles soient vendus au-dessus de leur prix de production et au-dessous de leur valeur.

Le rapport entre le prix de production d'une marchandise et sa valeur est exclusivement déterminé par la composition organique du capital qui sert à la produire, c'est-à-dire par le rapport existant entre la partie constante et la partie variable de ce capital [1]. Si la partie variable (avancée en salaire) est plus grande, par rapport à la partie constante, que ce n'est le cas pour le capital social moyen, la valeur du produit doit être supérieure à son prix de production. En d'autres termes, un tel capital, employant plus de travail vivant, produit, avec la même exploitation du travail, plus de plus-value qu'une partie également grande du capital social moyen. La valeur de son produit est donc supérieure à son prix de production, puisque ce prix de production est égal au capital remplacé plus le profit moyen, et que ce profit moyen est inférieur à la plus-value contenue dans cette marchandise. C'est l'inverse qui a lieu lorsque le capital placé dans une sphère de production déterminée est de composition supérieure à celle du capital social moyen [2]. La valeur des marchandises qu'il produit est inférieure à leur prix de production; c'est toujours le cas pour les produits des industries les plus développées.

Lorsque la composition du capital est, dans l'agriculture proprement dite, inférieure à celle du capital social moyen, cela signifie que, dans les pays à production développée, l'agriculture n'a pas progressé dans les mêmes proportions que l'industrie. C'est uniquement dans cette hypothèse que la valeur des produits agricoles peut être supérieure à leur prix de production. La disparition de l'hypothèse entraîne celle de la forme de rente correspondante.

Mais il ne suffirait pas que la valeur des produits agricoles fût supérieure à leur prix de production pour expliquer l'existence d'une rente foncière *absolue* [3]. Pour toute une série de produits manufacturés, la valeur est supérieure au prix de production, sans qu'il y ait pour cela sur-profit pouvant se transformer en rente. Les prix de production ne sont que le résultat d'une péréquation des valeurs-marchandises, qui, après restitution des valeurs-capital consommées, répartit la totalité de la plus-value, non pas proportionnellement à ce qui est produit dans les diverses sphères de production, et donc à ce qui s'en trouve contenu dans leurs produits respectifs, mais à la grandeur du capital avancé. Les capitaux ont la tendance permanente d'effectuer par la concurrence cette péréquation dans la répartition de la plus-value produite par le capital total et de surmonter tous les obstacles qui s'y opposent. D'où également leur tendance à n'admettre que les seuls sur-profits qui découlent, non pas de la différence entre les valeurs et les prix de production des marchandises, mais de la différence entre le prix de production général, régulateur du marché, et les prix de production individuels; sur-profits qui ne s'établissent donc pas entre deux sphères de production différentes, mais à l'intérieur de la même sphère de production; sur-profits qui, par conséquent, ne touchent pas aux prix de production généraux des diverses branches, c'est-à-dire au taux de profit général, mais en supposent bien plutôt l'existence. Or, toutefois, cette supposition repose, comme nous l'avons dit plus haut, sur la répar-

---

1 Comme exposé plus haut en détail, aux chapitres 6 et 7 du présent ouvrage. - J. B

2 Marx appelle supérieure la composition organique d'un capital, si celui-ci (ou la sphère de production) présente un capital constant plus considérable, par rapport au capital variable. - J. B.

3 Nous appellerons rente foncière absolue une rente indépendante de la différence de fertilité des sortes de terrain ou des mises de fonds successives opérées sur un seul et même terrain.

tition proportionnelle, sans cesse changeante, du capital social entre les différentes sphères de production, sur le va-et-vient continuel des capitaux, sur leur libre mouvement entre les différentes sphères. *Mais si le capital se heurte à une force étrangère limitant son placement dans des sphères de production particulières*, ou qui ne l'admet que dans certaines conditions contraires à cette réduction générale de la plus-value au profit moyen, il y aura évidemment, dans ces sphères de la production, par suite de l'excédent de la valeur des marchandises sur leur prix de production, un sur-profit pouvant se convertir en rente. *Or, cette puissance et cette limite, le capital les trouve dans la propriété foncière.*

Dans les mises de fonds opérées sur des terrains, la propriété foncière constitue la barrière qui ne permet aucun placement sur des terrains non cultivés ou non affermés, sans percevoir un impôt, c'est-à-dire sans exiger une rente. A cause de cette limite, le prix du marché doit monter suffisamment pour que le terrain puisse payer un excédent sur le prix de production, c'est-à-dire une rente. Mais comme, d'après l'hypothèse, la valeur des marchandises produites par le capital agricole est supérieure à leur prix de production, cette rente constitue l'excédent total ou partiel de la valeur sur le prix de production. Tant que la rente n'absorberait pas tout l'excédent de la valeur du produit agricole sur le prix de production, une partie de cet excédent entrerait dans la répartition générale de toute la plus-value entre les capitaux individuels. Dès que tout l'excédent deviendrait de la rente, il ne pourrait plus entrer dans cette péréquation. Mais les produits agricoles se vendraient toujours à un prix monopole, non parce que leur prix serait supérieur à leur valeur, mais parce qu'il serait égal à cette valeur même, ou même inférieur, mais supérieur à leur prix de production. Leur monopole consisterait à ne pas être ramenés au prix de production, comme d'autres produits industriels dont le prix de production est inférieur à la valeur. *Ce n'est donc point, dans ce cas, le renchérissement du produit qui constitue la cause de la rente, mais c'est la rente qui est la cause du renchérissement du produit.*

Bien que la propriété foncière puisse faire monter le prix des produits agricoles au delà de leur prix de production, ce n'est pas elle, c'est la situation générale du marché qui décide dans quelle mesure le prix du marché, supérieur au prix de production, approche de la valeur, dans quelle mesure la plus-value produite dans l'agriculture en sus du profit moyen se transforme en rente ou entre simplement dans la réduction générale de la plus-value au profit moyen. *En tout cas, cette rente absolue, provenant de l'excédent de la valeur sur le prix de production, n'est qu'une fraction de la plus-value agricole, la captation de celle-ci par le propriétaire foncier; tout comme la rente différentielle résulte de la captation du sur-profit par la propriété foncière*.

Ces deux formes de la rente sont les seules normales. En dehors d'elles la rente ne peut être fondée que sur le prix monopole proprement dit, qui n'est déterminé ni par le prix de production, ni par la valeur des marchandises, mais uniquement par les besoins des acheteurs et leur capacité de paiement. L'étude de ce prix monopole relève de la théorie de la concurrence où est analysé le mouvement réel des prix du marché.

Si la composition moyenne du capital agricole était égale ou supérieure à celle du capital social moyen, la rente absolue (au sens que nous lui avons donné ici) disparaîtrait. Le résultat serait le même si, avec le progrès de la culture, il y avait égalité de composition entre le capital agricole et le capital social moyen.

L'essence de la rente consiste donc en ceci: des capitaux égaux placés dans des sphères de production différentes produisent, suivant leur composition moyenne -- l'exploitation du travail étant la même -- des quantités différentes de plus-value. Dans l'industrie, ces quantités différentes de plus-value se ramènent au profit moyen, et se répartissent également sur les divers capitaux. Pour les capitaux placés dans la terre, la propriété foncière empêche cette péréquation. Une partie de la plus-value qui aurait dû entrer dans cette péréquation est captée par la propriété foncière. La rente forme alors une partie de la valeur, plus spécialement de la plus-value des marchandises; mais -- au lieu de revenir à la classe capitaliste qui l'a soutirée aux ouvriers -- cette plus-value revient aux propriétaires fonciers, qui la soutirent aux capitalistes. Il est sous-entendu ici que le capital agricole met en mouvement plus de travail que la même quantité de capital placée ailleurs que dans l'agriculture. La mesure de cet écart et son existence dépendent du développement relatif de l'agriculture par rapport à l'industrie. La nature des choses veut qu'avec le progrès de l'agriculture, cette différence aille diminuant, pour autant que la réduction de la partie variable du capital par rapport à la partie constante n'est pas encore plus rapide dans l'industrie que dans l'agriculture.

VII. La rente des terrains à bâtir, des mines, du sol [1]

Retour à la table des matières

Partout où il y a de la rente, la rente différentielle se produit et obéit aux mêmes lois que la rente différentielle agricole. Partout où des forces naturelles peuvent être monopolisées et assurer à l'industriel qui les emploie un sur-profit, que ces forces naturelles soient une chute d'eau, une mine riche en minerai, une eau poissonneuse, un bon terrain à bâtir, l'individu qui en a la propriété enlève à l'exploitant le sur-profit, sous la forme de rente. Pour ce qui est des terrains à bâtir, Adam Smith a montré que leur rente, comme celle de tous les terrains non agricoles, est réglée par la rente agricole proprement dite [2]. Cette rente se distingue par les traits suivants:

1°- L'influence prépondérante que la situation exerce sur la rente différentielle (influence très considérable, par exemple, pour les vignobles ou les terrains à bâtir des grandes villes).

2°- L'évidente et complète passivité du propriétaire, dont la seule activité (dans les mines surtout) se borne à exploiter le développement du progrès social auquel il ne contribue en rien et à propos duquel il n'encourt aucun risque, ce que fait tout de même le capita1iste industriel.

---

1 T. III, IIe partie, chap. 46.

2 Adam SMITH, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (publié pour la première fois en 1776).Liv. I, chap. II, 1 et 2.

3°- Enfin, la prépondérance presque générale du prix monopole, spécialement l'exploitation éhontée de la misère (car la misère est pour les propriétaires de maisons une mine plus fructueuse que ne l'ont jamais été, pour l'Espagne, les mines de Potosi) [1] et le pouvoir énorme que donne la propriété foncière, lorsqu'elle se trouve réunie entre les mêmes mains avec le capital industriel, auquel elle permet, dans la lutte pour les salaires, de chasser pratiquement l'ouvrier de la surface terrestre, en l'expulsant de son domicile [2]. Une partie de la société exige ici de l'autre un tribut, pour lui accorder le droit d'habiter la terre. Ce qui fait nécessairement monter cette rente, ce n'est pas seulement l'accroissement de la population, mais encore l'augmentation du capital fixe incorporé à la terre ou reposant sur elle – comme tous les bâtiments industriels, les chemins de fer, les magasins, les fabriques, les docks, etc. [3]

La rente minière proprement dite est déterminée dans les mêmes conditions que la rente agricole.

Il convient de faire une distinction: la rente provient-elle d'un prix monopole, parce qu'il existe, indépendamment d'eUe, un prix monopole des produits ou du sol même, ou bien les produits se vendent-ils à un prix monopole parce qu'il existe une rente? (Par prix monopole nous entendons le prix déterminé par le désir d'acheter et la capacité de payer des acheteurs, indépendamment du prix de production général ou de la valeur des produits.) Une vigne qui produit du vin d'une qualité exceptionnelle et ne peut le produire qu'en petite quantité, comporte un prix monopole. Grâce à ce prix, dont l'excédent sur la valeur du produit n'est dû qu'à la passion des riches amateurs, le viticulteur peut réaliser un sur-profit considérable. Ce sur-profit se change en rente et revient au propriétaire foncier. Inversement la rente créerait le prix monopole si le blé se vendait non seule-, ment au-dessus de son prix de production, mais encore au-dessus de sa valeur, par suite de la barrière que la propriété foncière oppose au placement gratuit du capital sur du terrain non cultivé encore.

Le fait que c'est uniquement leur propriété d'une parcelle du globe terrestre qui permet à certaines personnes de s'approprier comme tribut une partie du surtravail social, et de s'en approprier une fraction de plus en plus grande à mesure que la production se développe, ce fait est caché par cet autre que la rente capitalisée apparaît comme le prix de la terre et peut donc être vendue comme n'importe quel article de commerce. Pour l'acheteur, son droit sur la rente n'apparaît donc point comme gratuitement acquis, comme étant acquis sans le travail, le risque et l'esprit d'entreprise du capital, mais au contraire il lui apparaît comme payé à sa juste valeur. A ses yeux, la rente n'est que l'intérêt du capital avec lequel il a acheté le sol et son droit sur la rente. Exactement de la même manière, un esclavagiste qui a acheté un nègre peut croire que sa propriété sur le nègre lui a été acquise par un achat et une vente de marchandise. Mais la vente ne crée pas le titre, elle ne fait que le transférer. Le titre doit exister avant de pouvoir être vendu. Ce qui le crée, ce sont les conditions de la production. Dès que celles-ci en sont arrivées au point où elles doivent se modifier du tout au tout, la source de ce titre, la source matérielle, économiquement et historiquement justifiée, disparaît et du même coup la source de toutes les transactions fondées sur elle. Du point de vue d'une forme économique supérieure de la société, la

---

1 District de Bolivie (chef-lieu du même nom), connu pour la richesse de ses mines d'argent

2 Grève de Crowlington. ENGELS, La situation des classes laborieuses en Angleterre (p. 259 de l'édition allemande de 1892).

3 Le pavage des rues de Londres a permis à certains propriétaires, qui possédaient sur la côte écossaise des rochers dénudés, d'en tirer de la rente. (A. SMITH, liv. I, chap. II, n° 2.)

propriété privée de la terre au profit d'un individu apparaîtra aussi absurde que la propriété d'un être humain au profit d'un autre être humain. Même une société tout entière, toute une nation, bien plus, toutes les sociétés existant simultanément prises ensemble, ne sont point propriétaires de la terre. elles n'en ont que la possession, l'usufruit et sont tenues de l'administrer comme un bon père de famille, pour la léguer, améliorée, aux générations à venir.

*
* *

Dans l'étude ci-dessous, consacrée au prix du sol, nous négligeons toutes les fluctuations dues à la concurrence, toutes les spéculations sur les terrains, même la petite propriété foncière, où la terre constitue l'instrument principal des producteurs qui doivent donc l'acheter à tout prix.

I - Le prix du sol peut monter, sans que la rente monte:

1°. Par la simple baisse de l'intérêt;
2°. Parce que l'intérêt du capital incorporé au sol s'accroît.

II - Le prix du sol peut monter, parce que la rente augmente.

La rente peut augmenter parce que le prix du produit du sol monte. Mais elle peut croître également lorsque le prix du produit du sol reste invariable ou même diminue.

S'il reste constant, la rente ne peut que croître (abstraction faite des prix monopoles) parce que, le même capital restant placé dans les anciens terrains, on met en culture de nouveaux terrains de meilleure qualité, mais qui suffisent simplement à couvrir la demande accrue, si bien que le prix courant régulateur ne change pas. Dans ce cas, le prix des terrains anciens ne monte pas, mais pour le nouveau terrain mis en culture le prix dépasse celui de l'ancien terrain. -- Ou bien encore, la rente monte parce que, la fertilité restant la même et le prix courant ne se modifiant pas, il y a placement, dans le terrain, d'un capital plus considérable. Bien que la rente reste donc la même par rapport au capital avancé, sa masse, par exemple, double, parce que le capital a doublé lui-même. Comme il n'y a pas eu baisse de prix, le second capital donne, aussi bien que le premier, du sur-profit qui, à l'expiration du bail, se transforme également en rente. La masse de la rente monte ici parce que la masse du capital qui la produit augmente. Dire que des mises de fonds successives ne peuvent, pour le même terrain, produire de rente que si leur rendement est inégal. et qu'il en résulte une rente différentielle, revient à dire que, si deux capitaux de 1.000 livres sterling chacun sont placés dans des terrains de même fertilité, un seul produit de la rente, bien que les deux terrains fassent partie de la catégorie productive de rente. (La masse de la rente, la rente totale d'un pays, croît donc avec la masse du capital placé, sans que le prix de chaque terrain ou le taux de la rente, ou la masse de la rente croisse nécessairement pour chaque terrain; la masse de la rente augmente dans ce cas avec l'étendue de la surface cultivée. Cela peut même aller de pair avec la baisse de la rente.)

Mais le prix du terrain peut également monter quand le prix du produit diminue. Dans ce cas la rente différentielle et par suite le prix du sol peuvent avoir augmenté pour les terrains les meilleurs. Ou bien, la force productive du travail s'étant accrue, le

prix du produit peut avoir diminué, mais de telle sorte que l'accroissement de la production compense, et au delà, cette diminution.

III. Ces différentes conditions de la hausse de la rente, et par conséquent du prix du terrain en général ou de certaines catégories de terrains, peuvent ou concourir ou s'exclure et n'agir qu'à tour de rôle. Mais, d'après ce que nous avons dit, la hausse du prix du sol n'implique pas forcément un accroissement de la rente, pas plus que l'accroissement de la rente, qui entraîne toujours une hausse du prix du sol, n'implique nécessairement une augmentation du prix des produits.

VIII. La rente dans l'exploitation esclavagiste, les plantages, la grande exploitation agricole du propriétaire et la propriété parcellaire [1]

Retour à la table des matières

Nous n'avons pas à étudier par le détail *l'exploitation esclavagiste* (qui va du système patriarcal, basé sur la consommation personnelle, jusqu'aux plantages proprement dits, travaillant pour le marché mondial), ni la *grande exploitation agricole du propriétaire* [2], où celui-ci possède tous les instruments de production et fait appel à du travail étranger non payé ou payé en nature ou en argent. Dans ce cas, le propriétaire foncier et le propriétaire des instruments de travail, de même que l'exploiteur direct du travail, se trouvent coïncider dans une seule et même personne. La rente et le profit se confondent également et il n'y a plus à distinguer entre les différentes formes de la plus-value. Lorsque l'idée capitaliste prédomine, comme chez les planteurs américains, toute cette plus-value est considérée comme profit: partout ailleurs, quand il n'y a ni prédominance de la production capitaliste elle-même ni emprunt, fait aux pays capitalistes, de l'idéologie correspondante, cette plus-value apparaît comme rente.

Reste la *propriété parcellaire*. Le paysan est en même temps propriétaire de sa terre. Il n'y a pas de fermage à payer, la rente n'apparaît donc pas comme une forme particulière de la plus-value, bien que, dans les pays à production capitaliste développée, elle se présente comme sur-profit par rapport aux autres branches de production, mais comme un sur-profit qui, de même que tout le produit de son travail, revient au paysan.

Cette forme de propriété foncière suppose que la population rurale est numériquement bien supérieure à la population urbaine, que la production capitaliste, si même

1 T. Ill, lIe partie, chap. 47, n° 5

2 « Gutswirtschaft. »

elle domine, n'est pourtant que relativement développée et que dans le autres branches de production la concentration des capitaux est également encore restreinte; en un mot, que l'éparpillement des capitaux prédomine. La majeure partie des produits agricoles est naturellement consommée par le paysan lui-même comme moyen de subsistance immédiat et l'excédent seul passe comme marchandise dans le commerce des vivres. Quels que soient le prix courant moyen du produit agricole, la rente différentielle, un excédent du prix des marchandises pour les meilleures terres ou les mieux situées, doit évidemment exister, comme dans le mode de production capitaliste. Même lorsque cette forme se présente dans une société où il n'y a pas encore de prix courant général, cette rente différentielle existe; elle apparaît alors dans le surproduit en excédent. Mais elle tombe dans la poche du paysan dont le travail se réalise dans des conditions naturelles plus favorables. En moyenne, il faut admettre que, dans cette forme d'exploitation, il n'existe pas de rente absolue et que le terrain le plus mauvais ne rapporte donc pas de rente. Car l'exploitation du paysan parcellaire ne trouve point sa limite dans le profit moyen du capital ni dans la nécessité d'une rente. Sa seule limite, c'est le salaire que le paysan se paye à lui-même, après déduction des frais proprement dits. Tant que le prix du produit lui rapportera ce salaire, il cultivera ses terres, et cela souvent jusqu'au minimum matériel du salaire. Évidemment, l'intérêt d'ordinaire payé à un tiers, le créancier hypothécaire, constitue une limite. Mais cet intérêt peut justement être payé sur la partie de surtravail qui, dans le mode de production capitaliste, formerait le profit. Pour que le cultivateur parcellaire cultive ses terres ou achète des terres dans l'intention de les cultiver, il n'est donc pas nécessaire, comme dans la production capitaliste normale, que le prix courant du produit monte assez haut pour lui donner le profit moyen ni, a *fortiori*, un excédent, représenté par la rente, sur ce profit moyen. C'est là une des raisons qui font que, dans le pays où la propriété parcellaire prédomine, le prix du blé est moins élevé que dans les pays à production capitaliste. Une partie du surtravail des paysans qui travaillent dans les conditions les plus défavorables est donnée gratuitement à la société et n'entre pas dans la fixation du prix de production ni dans la formation de la valeur. Ce prix peu élevé résulte donc de la pauvreté des producteurs et non de la productivité de leur travail.

La libre propriété des paysans exploitant à leur propre compte est évidemment la forme la plus normale de la propriété foncière pour la petite exploitation. La propriété du sol est tout aussi nécessaire pour le développement complet de ce mode d'exploitation que la propriété de l'outil l'était pour le libre développement du métier. Pourtant, de par sa nature, elle exclut: le développement de la productivité sociale du travail, les formes sociales du travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage en grand, l'utilisation progressive de la science.

Un des inconvénients spécifiques de la petite agriculture, lorsqu'elle est liée à la libre propriété de la terre, provient de ce que l'exploitant investit du capital dans l'achat de la terre. De par la nature quasi mobilière que la terre prend ici, à titre de simple marchandise, le nombre des changements de propriétaire augmente, de sorte qu'à chaque génération nouvelle, à chaque partage d'héritage, la terre se trouve toujours supporter une nouvelle charge. Le prix du sol forme ici un élément prépondérant des faux frais pour le producteur individuel.

Le prix de la terre n'est que de la rente capitalisée, et par suite anticipée. Nous avons vu que la rente foncière étant donnée, le prix de la terre est réglé par le taux de l'intérêt. Si celui-ci est bas, le prix de la terre est élevé, et réciproquement. Mais, lorsque la propriété parcellaire est prédominante -- ce qui correspond à un mode de

production capitaliste encore incomplètement développé -- là où la propriété du sol est une condition vitale pour la majeure partie des producteurs, le prix de la terre monte indépendamment du taux de l'intérêt, parce que la demande de propriété foncière dépasse l'offre. Vendue par parcelles, la terre rapporte ici bien plus que lorsqu'elle est vendue par grandes masses, parce que le nombre des petits acheteurs est grand et celui des grands acheteurs petit. Pour toutes ces raisons le prix de la terre monte, bien que le taux de l'intérêt soit relativement élevé. L'intérêt relativement faible que le cultivateur retire ici du capital placé dans la terre correspond alors à l'intérêt usuraire qu'il est forcé de payer à ses créanciers hypothécaires.

Cet élément étranger à la production, le prix de la terre, peut donc monter au point de rendre la production impossible.

Ici, dans la petite culture, le prix de la terre, simple forme et résultat de la propriété privée, s'avère comme la limite de la production même. Dans la grande culture et la grande propriété foncière fondée sur le mode d'exploitation capitaliste, la propriété constitue également la barrière, parce qu'elle restreint le fermier dans le placement productif du capital, qui profite en dernière analyse, non point au fermier lui-même, mais au grand propriétaire foncier. Dans les deux cas le traitement rationnel du sol, propriété perpétuelle de la collectivité, condition inaliénable de l'existence et de la reproduction des générations successives, fait place au pillage et au gaspillage des forces de la terre (abstraction faite de la subordination de l'exploitation agricole, non point au degré du développement social réalisé, mais aux conditions disparates et contingentes des producteurs particuliers). Dans la petite propriété, cela provient de ce qu'il lui manque les moyens de la science qui lui permettraient d'utiliser la productivité sociale du travail. Dans la grande, c'est parce que fermiers et propriétaires exploitent ces moyens pour s'enrichir dans le moindre délai possible. Dans l'une et l'autre, parce qu'il y a dépendance du prix marchand.

La petite propriété suppose que la très grande majorité de la population est rurale et que c'est le travail isolé et non pas le travail social qui prédomine; que par conséquent la richesse et le développement de la production, dans ses conditions matérielles comme dans ses conditions morales, sont impossibles, et que, partant, les conditions d'une culture rationnelle n'existent pas. D'autre part la grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum sans cesse décroissant et lui oppose une population industrielle sans cesse croissante, agglomérée dans les villes. D'où une incurable rupture dans l'ensemble des fonctions sociales prescrites par les lois naturelles de la vie: la force de la terre est gaspillée, et le commerce porte ce gaspillage bien au delà du pays d'origine.

Si la petite propriété foncière crée donc une classe de barbares vivant en quelque sorte en marge de la société et pour laquelle toute la grossièreté des formes sociales primitives s'allie à tous les tourments et à toutes les misères des pays civilisés, la grande propriété débilite la force de travail dans la dernière région où son énergie naturelle cherche un refuge et où elle s'accumule comme fonds de réserve destiné à la rénovation de la force vitale des nations, c'est-à-dire à la campagne. La grande industrie et l'agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, l'une ruine et détruit de préférence la force de travail et par suite la force naturelle de l'homme, et la seconde davantage la force naturelle du sol, elles finissent cependant par se donner la main, le système industriel appliqué dans les campagnes débilitant aussi les travailleurs, et l'industrie et le commerce procurant pour leur part à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre.